



Point 23 de l'ordre du jour. — Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux: rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

DOCUMENT A/6700/REV.1

Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Chapitres Ier à IV **

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
LETTRE D'ENVOI	2
<i>Chapitres</i>	
Ier. — CRÉATION, ORGANISATION ET ACTIVITÉS DU COMITÉ SPÉCIAL	
	<i>Paragraphes</i>
A. — Création du Comité spécial.....	1-13 3
B. — Ouverture des réunions de 1967 du Comité spécial.....	14-35 5
C. — Organisation des travaux.....	36-142 7
D. — Séances du Comité spécial, de son groupe de travail et de ses sous-comités..	143-160 18
E. — Examen de la situation dans les territoires.....	161-164 19
F. — Question de l'envoi de missions de visite dans les territoires.....	165-170 21
G. — Liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.....	171-256 21
H. — Application des résolutions 2151 (XXI), 2184 (XXI), 2189 (XXI) et 2248 (S-V) de l'Assemblée générale et des résolutions pertinentes du Comité spécial: demandes adressées aux institutions spécialisées et à d'autres organisations internationales	257-259 31
I. — Examen d'autres questions	260-294 32
J. — Relations avec d'autres organes des Nations Unies.....	295-308 34
K. — Récapitulation des travaux.....	309-324 36
L. — Travaux futurs	325-331 39
M. — Adoption du rapport.....	332 40

* La deuxième partie comprend les chapitres V à XI du rapport du Comité spécial:

- | | |
|---|------------------------------|
| V. Territoires administrés par le Portugal; | IX. Ifni et Sahara espagnol; |
| VI. Aden; | X. Gibraltar; |
| VII. Iles Fidji; | XI. Souaziland. |
| VIII. Guinée équatoriale; | |

La troisième partie comprend les chapitres XII à XXIV:

- | | |
|---|--|
| XII. Côte française des Somalis; | XXI. Brunéi; |
| XIII. Oman; | XXII. Hong-kong; |
| XIV. Ile Maurice, îles Seychelles et Sainte-Hélène; | XXIII. Iles Vierges américaines, îles Vierges britanniques, Antigua, Dominique, Grenade, Montserrat, Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Bermudes, Bahamas, îles Turks et Caïques, îles Caimanes, îles Falkland (Malvinas) et Honduras britannique; |
| XV. Iles Gilbert-et-Ellice, Pitcairn et îles Salomon; | |
| XVI. Nioué et îles Tokelaou; | |
| XVII. Nouvelles-Hébrides; | |
| XVIII. Guam et îles Samoa américaines; | |
| XIX. Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique; | XXIV. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies et questions connexes. |
| XX. Iles Cocos (Keeling), Territoire sous tutelle de Nauru, Papua et Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée; | |

** La présente version groupe, sous leur forme miméographiée, les documents suivants: A/6700 (1^{re} partie), en date du 5 décembre 1967; A/6700 (2^e partie), en date du 2 octobre 1967; A/6700/Add.1 et Corr.1, en date des 27 septembre et 12 octobre 1967; A/6700/Add.2, en date du 31 octobre 1967. Pour le répertoire des documents, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Annexes*, point 23 de l'ordre du jour.

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

<i>Chapitres</i>		<i>Pages</i>
	<i>Annexes</i>	
I. — Liste des pétitionnaires entendus par le Comité spécial en 1967.....		40
II. — Rapports des Sous-Comités II et III: missions de visite.....		42
III. — Application des résolutions 2151 (XXI), 2184 (XXI), 2189 (XXI) et 2248 (S-V) de l'Assemblée générale et des résolutions pertinentes du Comité spécial — demandes adressées aux institutions spécialisées et à d'autres organisations internationales: note du Secrétariat.....		43
IV. — Rapport du Sous-Comité I: activités militaires des puissances coloniales dans les territoires qu'elles administrent		46
II. — RÉUNIONS TENUES HORS DU SIÈGE		
	<i>Paragraphes</i>	
Introduction	1-22	48
A. — Séances tenues à Kinshasa (République démocratique du Congo).....	23-201	50
B. — Séances tenues à Kitwe (Zambie).....	202-441	68
C. — Séances tenues à Dar es-Salam (République-Unie de Tanzanie).....	442-675	94
D. — Décisions prises à la suite des réunions tenues par le Comité spécial hors du Siège	676-751	118
	<i>Annexes</i>	
I. — Communiqué, publié le 12 avril 1967, par le Président du Comité spécial.....		126
II. — Liste des représentants qui ont participé aux réunions du Comité spécial tenues hors du Siège		127
III. — RHODÉSIE DU SUD		
	<i>Paragraphes</i>	
A. — Décisions prises antérieurement par le Comité spécial, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.....	1-17	127
B. — Renseignements sur le territoire	18-363	129
C. — Examen de la question par le Comité spécial.....	364-548	165
D. — Décisions prises par le Comité spécial.....	549-610	189
IV. — SUD-OUEST AFRICAIN		
A. — Décisions prises antérieurement par le Comité spécial et par l'Assemblée générale	1-13	195
B. — Renseignements sur le territoire.....	14-92	197
C. — Examen de la question par le Comité spécial.....	93-175	204
D. — Décisions prises par le Comité spécial.....	176-185	213
E. — Renseignements complémentaires sur le territoire.....	186-205	214
F. — Reprise de l'examen de la question par le Comité spécial.....	206-210	216
G. — Nouvelles décisions prises par le Comité spécial.....	211-233	216

LETTRE D'ENVOI

Le 5 décembre 1967

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous communiquer le rapport que le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux présente à l'Assemblée générale conformément à la résolution 2189 (XXI) adoptée le 13 décembre 1966 par l'Assemblée. Ce rapport rend compte des travaux du Comité spécial en 1967.

Le rapport du Comité spécial concernant les "Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, au Sud-Ouest africain et dans les territoires sous domination portugaise, ainsi que dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale", question qui faisait l'objet du paragraphe 20 du dispositif de la résolution susmentionnée de l'Assemblée générale, a été précédemment distribué sous la cote A/6868 et Add.1;

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Président,

(Signé) John W. S. MALECELA

Son Excellence U Thant
Secrétaire général
Organisation des Nations Unies
New York

CHAPITRE PREMIER*

CRÉATION, ORGANISATION ET ACTIVITÉS DU COMITÉ SPÉCIAL

A. — CRÉATION DU COMITÉ SPÉCIAL

1. A sa quinzième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, a adopté la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

2. A sa seizième session, l'Assemblée générale a examiné la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration et a adopté la résolution 1654 (XVI) du 27 novembre 1961, portant création d'un Comité spécial de dix-sept membres chargé d'étudier l'application de la Déclaration, de formuler des suggestions et des recommandations quant aux progrès réalisés et à la mesure dans laquelle la Déclaration est mise en œuvre, et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa dix-septième session. Le Comité spécial était chargé "d'accomplir sa tâche en se servant de tous les moyens dont il disposera dans le cadre des procédures et modalités qu'il adoptera pour bien s'acquitter de ses fonctions".

3. A sa dix-septième session, l'Assemblée générale, après avoir examiné le rapport du Comité spécial¹, a adopté la résolution 1810 (XVII) du 17 décembre 1962, par laquelle elle a élargi la composition du Comité spécial, en lui adjoignant sept nouveaux membres. Elle a invité le Comité spécial "à continuer de rechercher les voies et moyens les mieux appropriés en vue de l'application rapide et intégrale de la Déclaration à tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance".

4. A la même session, l'Assemblée générale, par sa résolution 1805 (XVII) du 14 décembre 1962 relative à la question du Sud-Ouest africain, a prié le Comité spécial de s'acquitter *mutatis mutandis* des tâches assignées au Comité spécial pour le Sud-Ouest africain par la résolution 1702 (XVI) du 19 décembre 1961. Par sa résolution 1806 (XVII) du 14 décembre 1962, l'Assemblée générale a décidé de dissoudre le Comité spécial pour le Sud-Ouest africain.

5. A sa dix-huitième session, l'Assemblée générale, après avoir examiné le rapport du Comité spécial², a adopté la résolution 1956 (XVIII) du 11 décembre 1963. Par cette résolution, elle a prié le Comité spécial "de continuer à rechercher les voies et moyens les meilleurs d'assurer l'application immédiate et intégrale de la Déclaration à tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, et de rendre compte à l'Assemblée générale, lors de sa dix-neuvième session au plus tard".

6. A la même session, l'Assemblée générale, par sa résolution 1899 (XVIII) du 13 novembre 1963 sur la question du Sud-Ouest africain, a prié le Comité

spécial de poursuivre ses efforts afin de s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées par la résolution 1805 (XVII).

7. A la même session encore, l'Assemblée générale, par sa résolution 1970 (XVIII) du 16 décembre 1963, a décidé de dissoudre le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes et a prié le Comité spécial d'étudier les renseignements communiqués, en vertu de l'Article 73, e, de la Charte des Nations Unies. Elle a également prié le Comité spécial de tenir pleinement compte de ces renseignements lors de l'examen de la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration, dans chacun des territoires non autonomes, ainsi que d'entreprendre toute étude spéciale et d'établir tout rapport spécial qu'il jugerait nécessaires.

8. A sa dix-neuvième session, l'Assemblée générale n'a pas été en mesure d'examiner le rapport du Comité spécial sur ses travaux de 1964³. Toutefois, en 1965, le Comité spécial a continué de s'acquitter de son mandat, compte tenu de la déclaration faite le 18 février 1965, par le Président de l'Assemblée générale à la 1330^e séance plénière de l'Assemblée générale à sa dix-neuvième session, selon laquelle l'Assemblée générale devrait noter, dans ses comptes rendus officiels, que divers rapports ayant trait notamment à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux avaient été soumis, et que les organes dotés d'attributions permanentes devraient poursuivre leurs travaux compte tenu des limites budgétaires convenues pour 1965.

9. A sa vingtième session, l'Assemblée générale, après avoir examiné les rapports du Comité spécial⁴, a adopté la résolution 2105 (XX) du 20 décembre 1965. Dans cette résolution, elle a demandé au Comité spécial "de poursuivre sa tâche et de continuer à rechercher les meilleurs moyens d'assurer l'application immédiate et complète de la résolution 1514 (XV) à tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance".

10. A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale, après avoir examiné le rapport du Comité spécial⁵, a adopté la résolution 2189 (XXI), du 13 décembre 1966.

[Pour le texte de cette résolution, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 16.*]

11. A la même session, l'Assemblée générale a adopté plusieurs autres résolutions dans lesquelles elle a confié au Comité spécial certaines tâches particulières. Ces résolutions sont notamment les suivantes:

³ A sa dix-neuvième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2005 (XIX) du 18 février 1965, autorisant la surveillance par l'Organisation des Nations Unies des élections qui devaient avoir lieu aux îles Cook en avril 1965.

⁴ *Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-neuvième session, Annexes*, annexe n° 8, (document A/5800/Rev.1); *ibid.*, vingtième session, *Annexes*, additif au point 23 de l'ordre du jour, document A/6000/Rev.1.

⁵ *Ibid.*, vingt et unième session, *Annexes*, additif au point 23 de l'ordre du jour, document A/6300/Rev.1.

* Publié antérieurement sous la cote A/6700 (1^{re} partie). La liste des délégations qui fait l'objet de l'annexe III de ce document se trouve à la fin du présent rapport, en annexe.

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Annexes*, additif au point 25 de l'ordre du jour, document A/5238.

² *Ibid.*, dix-huitième session, *Annexes*, additif au point 23 de l'ordre du jour, document A/5446/Rev.1.

<i>Numéro de la résolution</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Objet</i>
2134 (XXI)	29 septembre 1966	Bassoutoland, Betchouanaland et Souaziland
2138 (XXI)	22 octobre 1966	Rhodésie du Sud
2144 (XXI)	26 octobre 1966	Violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d' <i>apartheid</i> , dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants
2145 (XXI)	27 octobre 1966	Sud-Ouest africain
2146 (XXI)	27 octobre 1966	Pétitions relatives au Sud-Ouest africain
2151 (XXI)	17 novembre 1966	Rhodésie du Sud
2183 (XXI)	12 décembre 1966	Aden
2184 (XXI)	12 décembre 1966	Territoires administrés par le Portugal
2185 (XXI)	12 décembre 1966	Fidji
2200 (XXI)	16 décembre 1966	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, Pacte international relatif aux droits civils et politiques et Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques
2202 (XXI)	16 décembre 1966	Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement de la République sud-africaine
2226 (XXI)	20 décembre 1966	Territoire sous tutelle de Nauru
2227 (XXI)	20 décembre 1966	Papua et Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée
2228 (XXI)	20 décembre 1966	Côte française des Somalis
2229 (XXI)	20 décembre 1966	Ifni et Sahara espagnol
2230 (XXI)	20 décembre 1966	Guinée équatoriale
2231 (XXI)	20 décembre 1966	Gibraltar
2232 (XXI)	20 décembre 1966	Antigua, Bahamas, Bermudes, Dominique, Grenade, Guam, îles Caïmanes, îles Cocos (Keeling), îles Gilbert-et-Ellice, île Maurice, îles Salomon, îles Samoa américaines, îles Seychelles, îles Tokélaou, îles Turks et Caïques, îles Vierges américaines, îles Vierges britanniques, Montserrat, Nioué, Nouvelles-Hébrides, Pitcairn, Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, Sainte-Hélène, Sainte-Lucie et Saint-Vincent
2233 (XXI)	20 décembre 1966	Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa c de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies
2234 (XXI)	20 décembre 1966	Moyens d'études et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes
2235 (XXI)	20 décembre 1966	Fusion et intégration des programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain, du programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal et du programme d'enseignement et de formation pour les Sud-Africains
2236 (XXI)	20 décembre 1966	Programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain
2237 (XXI)	20 décembre 1966	Programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal
2238 (XXI)	20 décembre 1966	Oman
2239 (XXI)	20 décembre 1966	Plan des conférences

12. A la 1500^e séance plénière, le 20 décembre 1966, le Président de l'Assemblée générale a annoncé que la Finlande avait été désignée pour occuper le poste devenu vacant au Comité spécial en raison du retrait du Danemark. Les 24 pays membres du Comité spécial sont donc les suivants :

Afghanistan	Pologne
Australie	République-Unie de
Bulgarie	Tanzanie
Chili	Royaume-Uni de Grande-
Côte d'Ivoire	Bretagne et d'Irlande du
Etats-Unis d'Amérique	Nord
Ethiopie	Sierra Leone
Finlande	Syrie
Inde	Tunisie
Irak	Union des Républiques
Iran	socialistes soviétiques
Italie	Uruguay
Madagascar	Venezuela
Mali	Yougoslavie

13. Le présent rapport porte sur la période allant du 9 février 1967 au 5 décembre 1967, au cours de laquelle le Comité spécial a tenu 89 séances plénières, dont 32 en dehors du Siège. Pendant la même période, le Groupe de travail et les sous-comités ont tenu plus de 100 séances.

B. — OUVERTURE DES RÉUNIONS DE 1967 DU COMITÉ SPÉCIAL

14. La première séance de 1967 du Comité spécial (484^e séance), tenue le 9 février, a été ouverte par le Secrétaire général.

Discours d'ouverture du Secrétaire général

15. Le Secrétaire général se déclare très heureux de l'occasion qui lui est offerte d'assister à la séance inaugurale de la nouvelle session du Comité spécial. Il lui est très agréable de souhaiter une cordiale bienvenue à tous les représentants présents, et plus particulièrement au représentant de la Finlande, appelé tout récemment à faire partie du Comité.

16. Les membres du Comité se rappellent sans doute que, dans l'introduction à son dernier rapport annuel sur l'activité de l'Organisation, le Secrétaire général a eu l'occasion de faire les observations suivantes :

"Les progrès réalisés ces dernières années en matière de décolonisation rendent encore plus flagrante l'anomalie de la situation de plusieurs millions de personnes qui restent soumises à la domination coloniale et qui, chose plus grave encore, vivent pour la plupart sous des régimes qui ne leur offrent aucun espoir d'émancipation pacifique à brève échéance. Il faut admettre que si l'ONU a été à la pointe de l'action en faveur du principe de l'auto-détermination, et si elle a beaucoup fait pour encourager et parfois aider l'émancipation de peuples dépendants, elle n'a pas réussi jusqu'ici à apporter ou à faciliter des solutions efficaces aux divers problèmes coloniaux, fort graves et difficiles, qui subsistent encore ⁶."

17. C'est avec un vif intérêt que le Secrétaire général a constaté, au cours des débats que l'Assemblée générale a consacrés lors de sa vingt et unième session à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance, que ce jugement coïncidait avec les vues de la majorité

des Etats Membres. Un grand nombre d'Etats Membres ont fait observer, comme l'avait fait le Secrétaire général lui-même, que l'échec des Nations Unies devant les problèmes en question n'était pas dû à un manque d'intérêt ou d'efforts. Au contraire, comme ils l'ont fait observer, cet échec est dû principalement au fait que certaines puissances administrantes n'ont pas respecté les résolutions pertinentes de l'Organisation et que certaines autres ont montré peu d'empressement à coopérer sans réserve avec les Nations Unies pour mettre en œuvre ces résolutions.

18. C'est donc dans ces conditions que l'Assemblée générale, par sa résolution 2189 (XXI) du 13 décembre 1966, a prié le Comité spécial de poursuivre sa tâche et de continuer à rechercher les moyens appropriés en vue d'assurer l'application immédiate et intégrale de la Déclaration dans tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance. Par des dispositions qui élargissent la portée de ce mandat, l'Assemblée générale a invité le Comité spécial à recommander, chaque fois qu'il le jugerait opportun, une date limite pour l'accession des territoires à l'indépendance, à accorder une attention particulière aux petits territoires et à formuler à l'intention du Conseil de sécurité toute suggestion concrète dont le Conseil pourrait s'inspirer lors de l'examen des mesures qu'il convient de prendre au sujet des faits nouveaux qui surviendraient dans les territoires dépendants et qui pourraient menacer la paix et la sécurité internationales.

19. L'inquiétude croissante de l'Organisation des Nations Unies devant le retard qui affecte la mise en œuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance, ainsi que le large accord qui existe entre les Etats Membres sur les questions de décolonisation, ressortent tout aussi clairement des débats qui se sont déroulés à la Quatrième Commission lors de la vingt et unième session de l'Assemblée. C'est cette inquiétude même qui a poussé la Quatrième Commission à étudier séparément, comme elle l'avait déjà fait à la session précédente, non seulement les problèmes coloniaux les plus graves et les plus difficiles, mais aussi de nombreuses autres questions dont le caractère particulier demandait un examen attentif. L'Assemblée a donc pu, sur la recommandation de cette commission, adopter un certain nombre de résolutions spécifiques qui, tenant compte de chaque situation particulière, définissaient de façon concrète les mesures et procédures requises dans tel ou tel territoire pour atteindre les objectifs énoncés dans la Charte et dans la Déclaration.

20. Il va sans dire qu'il entre dans le rôle du Comité spécial, à cet égard, de veiller à la mise en œuvre de ces résolutions et d'en suivre l'application, d'examiner la situation dans chaque territoire, de s'acquitter des autres tâches comme l'en a prié l'Assemblée et, en fonction des événements, de recommander de nouvelles mesures, le cas échéant, pour la prompte application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance. En outre, il existe un certain nombre de points spécifiques qui se rattachent à d'autres résolutions de l'Assemblée générale et à des décisions antérieures du Comité lui-même et dont les membres du Comité souhaiteront tenir compte pour établir le programme de travail de l'année à venir. Ce programme de travail sera sans doute très chargé; qui plus est, un grand nombre de problèmes que le Comité est appelé à examiner ont eux-mêmes grandi à la fois en difficulté et en gravité.

21. Parmi ces problèmes figure celui de la Rhodésie du Sud, au sujet duquel se manifeste dans le monde

⁶ Ibid., vingt et unième session, Supplément n° 1A, document A/6301/Add.1, p. 12.

entier une grave inquiétude que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont récemment exprimée dans leurs résolutions. Lorsque le Comité spécial examinera cette question, il sera guidé dans son action, comme il l'a été auparavant, par la nécessité de susciter une évolution rapide et positive vers une solution qui soit conforme aux aspirations des populations de ce territoire.

22. Quant au Sud-Ouest africain, les membres du Comité savent évidemment que, conformément à la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale, le Comité spécial qui a été créé pour ce territoire envisage des dispositions d'ordre pratique pour l'administration du Sud-Ouest africain afin de permettre au peuple du Territoire d'exercer son droit à l'autodétermination et d'accéder à l'indépendance. Comme le Secrétaire général l'a dit ailleurs, la question du Sud-Ouest africain reste également l'affaire du Comité spécial des Vingt-Quatre dans le cadre de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance, et elle sera sans aucun doute examinée par le Comité comme il conviendra.

23. En ce qui concerne la question des territoires administrés par le Portugal, on n'enregistre aucun progrès dans la mise en œuvre des résolutions pertinentes des Nations Unies. Compte tenu de la nécessité plus impérieuse que jamais de permettre aux populations de ces territoires d'exercer pleinement et en toute liberté leur droit à la libre détermination et à l'indépendance, le Secrétaire général est certain que cette question sera examinée plus avant par le Comité spécial.

24. Au sujet d'Aden, les consultations entreprises par le Secrétaire général se poursuivent pour la constitution d'une mission spéciale conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2183 (XXI). Le Secrétaire général a bon espoir que les travaux de la mission envisagée seront utiles au Comité spécial et à l'Assemblée générale dans les efforts qu'ils ont entrepris pour permettre aux populations d'Aden d'accéder à l'indépendance dans la paix et dans la concorde.

25. Si l'Assemblée accorde tant d'importance à l'envoi d'une mission spéciale à Aden, c'est, selon le Secrétaire général, parce qu'elle est convaincue que les Nations Unies peuvent jouer un rôle de plus en plus positif pour amener les territoires non autonomes à l'indépendance. C'est la même conviction qui fait que, dans les résolutions adoptées par l'Assemblée générale au sujet des îles Fidji ainsi que des territoires des Antilles, de l'océan Indien et de l'océan Pacifique, l'accent est mis spécialement sur les missions de visite. Il peut être utile à ce sujet de rappeler qu'en ce qui concerne notamment les petits territoires, les missions de visite présentent un intérêt indiscutable; ces missions constituent en effet un moyen d'obtenir des renseignements suffisants sur la situation qui règne dans les territoires et de connaître l'opinion, les volontés et les aspirations de leurs habitants.

26. Il y a lieu de noter également, car cela fournit une autre indication quant au rôle envisagé pour les Nations Unies par la majorité des Etats Membres, que pour la Côte française des Somalis, Ifni et le Sahara espagnol, et la Guinée équatoriale, les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale envisagent diverses formes de participation des Nations Unies aux opérations que suppose l'exercice du droit de libre détermination par les habitants de ces territoires. Le Secrétaire général demeure en communication avec les puissances administrantes intéressées afin de s'acquitter

du mandat que lui a confié l'Assemblée générale dans ces résolutions, et il fera évidemment rapport au Comité spécial et à l'Assemblée générale sur l'évolution des événements dans ce domaine.

27. En conclusion, le Secrétaire général adresse au Comité ses vœux les plus sincères pour le succès de ses travaux, en exprimant le vif espoir que l'on pourra compter sur la coopération nécessaire des puissances administrantes. Il se déclare conscient de l'ampleur et de la difficulté des tâches qui attendent le Comité au cours de l'année à venir, comme il est convaincu de leur importance. Il a cependant confiance que les travaux de cette année contribueront encore à faire en sorte que les peuples sous dépendance puissent réaliser leurs aspirations à la liberté et à l'indépendance.

Election du bureau

28. A sa 484^e séance, le 9 février 1967, le Comité spécial a élu à l'unanimité le bureau suivant:

Président: M. John W. S. Malecela (République-Unie de Tanzanie);

Vice-présidents: M. Kadhim Khalaf (Irak) et M. Manuel Pérez Guerrero (Venezuela);

Rapporteur: M. Mohsen Sadigh Esfandiary (Iran).

Déclaration du Président

29. Le Président déclare qu'il considère son élection comme un hommage indirectement rendu à M. Julius Nyerere, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple tanzaniens, pour le combat énergique qu'ils n'ont cessé de mener contre le colonialisme.

30. Après avoir rappelé que la tâche de la décolonisation est encore à faire puisqu'une grande partie de la race humaine, particulièrement en Afrique, est encore soumise à une oppression impitoyable, le Président fait observer que cette situation est due au manque de coopération de certaines puissances coloniales. Le Portugal, en particulier, demeure inflexible dans son attitude, tandis que les actes de cruauté et les massacres entrepris contre les populations africaines de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée dite portugaise ne font que s'intensifier. De même, les racistes sud-africains persistent dans leur répression brutale des aspirations du peuple du Sud-Ouest africain. Bien que la question du Sud-Ouest africain ait été confiée cette année plus spécialement à un Comité créé expressément par l'Assemblée générale, elle demeure du domaine du Comité spécial: il faut donc espérer que ce dernier demeurera vigilant à cet égard et fera bénéficier le Comité spécial du Sud-Ouest africain de toute sa coopération.

31. Quant à la Rhodésie du Sud, la situation dans ce territoire est véritablement tragique, car ce qui est en jeu en l'occurrence n'est ni plus ni moins que la mise en place éventuelle en Afrique d'un autre régime fondé sur l'*apartheid*. On déplore d'autant plus la manière dont le Gouvernement britannique a réagi devant la situation en Rhodésie du Sud que la Déclaration unilatérale d'indépendance remonte à plus d'un an et que le Gouvernement britannique n'a entrepris aucun effort concerté pour réduire la rébellion. La délégation de la République-Unie de Tanzanie tient à répéter que les sanctions prévues ne peuvent que demeurer inopérantes en Rhodésie du Sud. L'ensemble de la question de la Rhodésie du Sud doit être abordé de façon réaliste, car le régime de Smith ne s'écroulera jamais si l'on n'a pas recours à la force. Pour les Africains, ce qui est en cause ce n'est pas la capacité de résistance des racistes

blancs mais l'obligation morale qui incombe à l'Organisation à l'égard de 4 millions d'Africains. Cette considération d'ordre moral devrait prévaloir sur toute autre et en particulier sur les affinités de toutes sortes, qu'elles soient de caractère économique ou militaire.

32. Quant à la situation à Aden, qui semble être l'inverse de celle qui règne en Rhodésie du Sud, le Président exprime l'espoir que les membres du Comité accorderont à cette question toute l'attention qu'elle mérite.

33. D'autre part, dans le cas des territoires administrés par l'Espagne, le Comité a pu agir à la suite d'une initiative sans précédent, à savoir l'invitation qui lui a été adressée par l'Espagne de se rendre dans l'un des territoires administrés par elle. Les résultats ont été jusqu'ici encourageants. En particulier, cette nouvelle tendance a engagé l'Assemblée générale à préconiser ce type de coopération entre le Comité spécial et les puissances administrantes. Aussi le Président saisit-il cette occasion pour demander à ces puissances d'accepter l'envoi de missions de visite dans les diverses colonies, et notamment dans les nombreuses îles des Antilles. Il est persuadé pour sa part que le processus de décolonisation s'en trouverait considérablement accéléré.

34. En 1965, à Addis-Abéba, M. Coulibaly, alors Président du Comité spécial, a adressé un appel au Conseil de sécurité pour qu'il se réunisse en Afrique. Il y a lieu de renouveler cet appel et de demander au Conseil d'envisager sérieusement de se réunir sur ce continent pendant l'année en cours afin d'examiner les nombreux problèmes qui se posent en Afrique, et en particulier le problème rhodésien. En effet, si le Conseil de sécurité, qui est un important instrument de la paix mondiale, veut contribuer à faire en sorte que l'Afrique ne devienne le théâtre d'un autre conflit acharné dans le monde, il y aurait avantage à ce qu'il se réunisse à proximité des sources éventuelles de conflit.

35. Le Président tient à rendre hommage également au Président sortant, l'ambassadeur Collier, dont on ne saurait oublier le dévouement infatigable à la cause de la décolonisation. Après avoir salué d'autre part les représentants du Chili et de l'Irak, qui abandonnent respectivement les fonctions de vice-président et de rapporteur, ainsi que la délégation du Danemark, qui ne fait plus partie du Comité, et souhaité la bienvenue au représentant de la Finlande ainsi qu'au nouveau sous-secrétaire à la tutelle et aux territoires non autonomes, le Président déclare qu'il s'efforcera, notamment en organisant le plus grand nombre possible de consultations à tous les niveaux, d'obtenir au sein du Comité une entente aussi large que possible pour la solution des graves problèmes qui restent à résoudre.

C. — ORGANISATION DES TRAVAUX

36. Le Comité spécial a discuté de l'organisation de ses travaux pour l'année 1967 à ses 484^e à 487^e séances.

37. Le Président rappelle qu'il a été décidé, à la 471^e séance du Comité, que celui-ci tiendrait deux sessions en 1967, l'une prenant fin le 31 mai 1967 et l'autre se déroulant du 17 juillet au 25 août. Afin de faciliter la tâche du Comité, le Président voudrait donc formuler certaines suggestions qui pourraient être renvoyées pour examen au Groupe de travail avec les observations des membres du Comité s'y rapportant.

38. En ce qui concerne l'étendue des travaux du Comité, le Comité spécial, outre les tâches qui lui sont

assignées par l'Assemblée générale dans ses résolutions pertinentes, souhaitera peut-être examiner, de sa propre initiative, certains problèmes présentant un intérêt particulier. Se référant, notamment aux paragraphes 12 et 20 du dispositif de la résolution 2189 (XXI), au paragraphe 4 de la résolution 2232 (XXI) de l'Assemblée générale et au paragraphe 1, b, de la résolution 2160 (XXI) de l'Assemblée générale, le Président mentionne ainsi deux questions sur lesquelles le Comité spécial pourrait décider d'entreprendre une étude. Il s'agit des activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, au Sud-Ouest africain et dans les territoires sous administration portugaise, ainsi que dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et du rôle des dispositions et activités d'ordre militaire des puissances coloniales qui risquent de compromettre l'application de la Déclaration. C'est d'ailleurs à la suite d'une recommandation du Comité spécial [A/6300/Rev.1, chap. III, par. 1134, f] que l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa vingt-deuxième session la question des activités des intérêts économiques étrangers dans les territoires coloniaux.

39. Il y aurait lieu de constituer un groupe de travail, lequel pourrait être prié de soumettre sans retard au Comité ses recommandations en ce qui concerne l'ordre de priorité des questions à examiner en séance plénière, ceci à la lumière des opinions exprimées par les membres du Comité et compte tenu du caractère de certains faits nouveaux intervenus dans divers territoires, notamment dans la région des Antilles.

40. De même, le Groupe de travail voudra peut-être recommander au Comité de maintenir les Sous-Comités I, II et III et de les prier de se mettre immédiatement au travail. Outre les activités découlant des termes actuels de leur mandat, les sous-comités pourraient être chargés des tâches précises assignées par l'Assemblée générale en ce qui concerne les points dont l'examen leur est confié. C'est ainsi que les études spéciales que le Comité décidera peut-être d'entreprendre pourraient être renvoyées au Sous-Comité I. D'autre part, il faudrait prier les sous-comités de soumettre sans retard des recommandations précises en ce qui concerne l'envoi de missions de visite dans les territoires dont ils s'occupent.

41. Au cas où le Comité spécial enverrait des missions de visite dans les divers territoires, cela devrait se faire avant la troisième semaine d'avril 1967, qu'il s'agisse de territoires dont l'étude est confiée à des sous-comités ou de territoires dont le Comité spécial, l'année précédente, s'est occupé en séance plénière. On doit tenir compte, dans les deux cas, de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale, de la décision antérieurement prise par le Comité au sujet de son programme de réunions et de la nouvelle série de séances qu'il pourrait prochainement tenir en Afrique.

42. Pour certaines missions, celles notamment qui seraient envoyées à Aden, en Guinée équatoriale, au Sahara espagnol et dans la Côte française des Somalis, le Secrétaire général sera amené à procéder à des consultations avec les puissances administrantes et, à mesure des besoins, avec le Comité spécial. Il faut espérer que le Secrétaire général sera en mesure de faire prochainement rapport au Comité spécial à ce sujet.

43. Le Comité spécial aura en outre à se prononcer sur la création ou le maintien en fonction de divers sous-comités. En ce qui concerne les îles Fidji, le Président indique qu'il va prendre les dispositions nécessaires en vue de la constitution d'un sous-comité, conformément à la résolution 2185 (XXI) de l'Assemblée générale. Il entend procéder avec la Puissance administrante aux consultations prévues et fera dès que possible une déclaration sur ce point.

44. S'agissant d'Aden, le Comité spécial voudra peut-être maintenir en fonction l'actuel sous-comité et le prier de continuer à suivre la situation dans ce territoire. En ce qui concerne l'Oman, d'autre part, on pourrait envisager de constituer un sous-comité chargé d'examiner la situation dans le territoire, en application de la résolution 2238 (XXI) de l'Assemblée générale, et de soumettre ses recommandations au Comité.

45. Le Président rappelle ensuite que le Comité tiendra peut-être une nouvelle série de séances en Afrique au cours de l'année. Il semble que certains gouvernements envisagent d'adresser des invitations au Comité spécial, qui voudra sans doute les renvoyer, pour examen, au Groupe de travail.

46. Pour conclure, se référant à la résolution 2202 (XXI), par laquelle l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général à organiser dès que possible une conférence internationale ou un cycle d'études international consacré aux problèmes de l'*apartheid*, de la discrimination raciale et du colonialisme dans le sud de l'Afrique, le Président indique que le Comité spécial sera sans doute invité à faire connaître son opinion sur certaines questions touchant l'organisation du cycle d'études envisagé, ainsi que sur la participation du Comité lui-même. C'est, là encore, un point sur lequel le Groupe de travail pourrait être invité à soumettre des recommandations.

47. Le représentant de la *République-Unie de Tanzanie* déclare qu'au début de cette nouvelle année de travail, le Comité spécial devrait consacrer un certain temps à faire le bilan des résultats déjà obtenus et à analyser les problèmes et les tâches auxquels il a maintenant à faire face. La persistance du colonialisme porte un défi à tous les peuples du monde épris de paix et de liberté. La liberté de l'homme est indivisible et le colonialisme est l'ennemi de la liberté. A l'heure actuelle, la menace contre la paix et la liberté que représente le colonialisme est plus grave que jamais. En Afrique et, en particulier, en Afrique australe, le colonialisme revêt une forme particulièrement dangereuse. Il se manifeste notamment par la présence du régime illégal de la minorité raciste blanche en Rhodésie du Sud, les agissements des prophètes de l'*apartheid* en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain et l'agression portugaise au Mozambique et en Angola. Ces forces, qui sont elles-mêmes les instruments de l'impérialisme international, représentent une menace, non seulement pour la paix en Afrique australe, mais également pour la paix et la sécurité internationales en général.

48. Les colonialistes portugais, bien que leurs activités aient été condamnées par les peuples du monde épris de liberté et par l'Organisation des Nations Unies dans un nombre incalculable de résolutions, continuent à faire fi des principes fondamentaux de l'Organisation et persistent à mener leur guerre criminelle contre les peuples de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée dite Guinée portugaise. Ils ne peuvent se livrer à de tels agissements qu'en raison de l'attitude hypocrite de leurs alliés militaires qui, tout en s'engageant à respecter

les principes de liberté et de paix, fournissent des armes au Portugal. Pendant ce temps, leurs ressortissants exploitent les ressources des territoires. Les monopoles financiers étrangers, pour continuer à réaliser leurs fabuleux bénéfices, coopèrent avec les Portugais en vue de faire obstacle à l'accession des territoires à l'indépendance. On peut faire valoir que ces monopoles sont des entreprises privées, mais il n'en reste pas moins que les pays occidentaux auxquels ils appartiennent, comme les Etats-Unis et le Royaume-Uni, profitent indirectement de la sueur et du sang des peuples africains. Les exportations en provenance des territoires aident à renforcer les structures économiques des nations industrialisées de l'Occident. Certains monopoles financiers effectuent des versements directs en espèces se montant à des millions d'escudos pour soutenir l'action militaire du Portugal en Angola et au Mozambique et se rendent ainsi complices du crime contre l'humanité perpétré par les agresseurs portugais. Les droits légitimes à l'indépendance et à la liberté des peuples africains sont bafoués et la paix et la sécurité internationales sont menacées, en particulier par l'aide et les encouragements que fournissent les impérialistes portugais au régime raciste de la minorité blanche de Rhodésie du Sud.

49. La persistance de la situation qui règne en Rhodésie du Sud est une autre source de danger pour la paix, la sécurité et la liberté en Afrique australe. La minorité raciste, ayant obtenu la mainmise sur le territoire grâce à la constitution tristement célèbre de 1961, constitution que le Royaume-Uni a imposée au territoire contre les volontés de son peuple, demeure au pouvoir, et la situation actuelle en Rhodésie du Sud n'est qu'un vestige du colonialisme. Quelle que soit la teneur des déclarations éloquentes faites par les représentants de la Puissance administrante, toutes les mesures qui auraient mis fin au régime raciste ont été rendues inopérantes et la responsabilité des souffrances que le peuple africain du Zimbabwe continue d'endurer incombe au Gouvernement du Royaume-Uni. Bien que le peuple héroïque du Zimbabwe, qui est au premier rang de la lutte contre les forces du colonialisme et du racisme, doive jouer le rôle principal dans l'avènement de sa libération, l'Organisation des Nations Unies peut de son côté l'aider à atteindre son but. Au nombre des tâches du Comité, pendant l'année 1967, devrait figurer celle d'étudier la totalité des différents éléments de la situation en Rhodésie du Sud.

50. Il est vrai que l'on a adopté des résolutions prévoyant certaines sanctions obligatoires contre le régime de la Rhodésie du Sud. Cependant, la délégation tanzanienne a toujours soutenu que les sanctions, telles que les proposait le Royaume-Uni, ne seraient pas efficaces. Pour mettre un terme à la situation existant en Rhodésie du Sud, il faut avoir recours à la force, isoler la minorité raciste de ses alliés portugais et sud-africains et écraser ce que l'on appelle la rébellion rhodésienne. Comme l'a fait observer le Secrétaire général dans son discours d'ouverture, l'impuissance de l'Organisation à résoudre les problèmes coloniaux est due principalement au fait que certaines puissances administrantes ne se conforment pas aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies et que d'autres répugnent à coopérer intégralement avec l'Organisation. La délégation tanzanienne appuie aussi sans réserve la suggestion du Président tendant à ce que le Comité entreprenne une étude du rôle des intérêts étrangers qui font obstacle à l'accession à l'indépendance des peuples de la Rhodésie du Sud, du Sud-Ouest africain, des

territoires administrés par le Portugal et d'autres territoires coloniaux. Les activités de ces intérêts financiers sont coordonnées avec celles des puissances coloniales et font partie d'un plan visant à instaurer le néo-colonialisme dans les territoires intéressés.

51. Au Sud-Ouest africain, le régime de Pretoria a recours à des méthodes néo-fascistes pour réprimer les populations. Bien que la question du Sud-Ouest africain soit étudiée par le Comité spécial du Sud-Ouest africain, la délégation tanzanienne estime que le Comité spécial des Vingt-Quatre doit néanmoins entreprendre une analyse d'ensemble de la situation dans ce territoire et formuler ses propres recommandations, qui pourraient être adoptées conjointement avec celles qui pourraient être présentées par le Comité spécial.

52. La délégation tanzanienne accueille avec satisfaction la proposition formulée dans la résolution 2202 (XXI) de l'Assemblée générale tendant à organiser un cycle d'études consacré aux problèmes de l'*apartheid*, de la discrimination raciale et du colonialisme dans le Sud de l'Afrique. De l'avis de la délégation tanzanienne, l'*apartheid*, la discrimination raciale et le colonialisme ne sont que les différents aspects d'un tout indivisible. Le Comité devrait étudier la possibilité de créer un sous-comité spécial chargé de formuler des principes directeurs en vue de la tâche à accomplir. Le représentant de la Tanzanie espère également que le Président engagera sans tarder des consultations avec le Secrétaire général au sujet du lieu de réunion du cycle d'études et des autres préparatifs nécessaires à son organisation.

53. Le représentant de la Tanzanie appuie sans réserve les suggestions du Président concernant ces diverses questions. Il voudrait également proposer que le Service de l'information accorde plus d'attention à la diffusion de renseignements concernant les faits nouveaux intervenus dans les territoires coloniaux.

54. Passant à la question proprement dite de l'organisation des travaux du Comité spécial, le représentant de la Tanzanie déclare être d'avis, comme le Président, que certains événements récents appellent une action rapide. L'annonce, faite par le Royaume-Uni, de préparatifs pour transformer les colonies britanniques des Antilles en "Etats associés", pour reprendre le nom qu'on leur a donné, est fort troublante. Le Royaume-Uni n'a pas tenu l'Organisation des Nations Unies entièrement au courant de ses intentions en ce qui concerne ces territoires. Le Comité devrait tenir compte du caractère d'urgence de la situation et voir s'il ne faudrait pas qu'une mission soit envoyée dans la région.

55. Jusqu'à présent, les puissances coloniales n'ont pas appliqué les résolutions de l'Assemblée générale sur le démantèlement des bases militaires dans les territoires coloniaux. A ce sujet, le représentant de la Tanzanie reprend énergiquement à son compte la suggestion visant à consacrer à la question une étude spéciale.

56. La délégation tanzanienne a toujours été en faveur de l'envoi de missions de visite dans les territoires coloniaux. Pour que le Comité puisse faire appliquer la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, il faut que des facilités lui soient accordées pour se rendre dans ces territoires et porter lui-même un jugement sur la situation qui y règne. Le représentant de la Tanzanie se réjouit de l'esprit de coopération dont a fait preuve à cet égard le Gouvernement espagnol. La décision du Gouverne-

ment du Royaume-Uni, d'accepter finalement l'envoi d'une mission à Aden est la bienvenue. Le représentant de la Tanzanie espère que le Comité s'efforcera d'obtenir une coopération encore plus poussée des puissances administrantes dans ce domaine.

57. La délégation tanzanienne serait disposée à appuyer une proposition tendant à ce que le Comité organise un certain nombre de réunions en Afrique au cours de l'année 1967.

58. Le représentant de la Syrie partage entièrement l'avis du Président selon lequel le Comité devrait poursuivre l'étude de certains aspects précis du colonialisme afin d'aider l'Assemblée à appliquer la résolution 1514 (XV). La décision prise par l'Assemblée, dans sa résolution 2189 (XXI), d'inscrire à l'ordre du jour de sa vingt-deuxième session la question des activités des intérêts étrangers, économiques et autres, dans les territoires sous domination coloniale est particulièrement importante et le Sous-Comité qui est chargé d'étudier les activités de ce genre devrait reprendre sans tarder ses utiles travaux.

59. Presque toutes les résolutions des Nations Unies relatives aux territoires non autonomes soulignent la nécessité de faire démanteler les bases militaires établies par les puissances coloniales contre les volontés des populations. L'indépendance de ces territoires ne pourra être réelle tant que ces bases, qui sont à la source de toutes sortes de pressions manifestes ou cachées, n'auront pas disparu. Toutefois, lorsque les puissances administrantes veulent bien reconnaître l'existence des bases, elles les décrivent comme de petites installations militaires inoffensives, ou comme de simples relais qu'elles utilisent uniquement pour leurs installations portuaires. Compte tenu de cette situation, la question des bases militaires devrait être étudiée par un sous-comité spécial.

60. Le Sous-Comité d'Aden devrait suivre constamment la situation dans ce territoire; il semble qu'aucune amélioration réelle n'ait eu lieu depuis l'adoption, par l'Assemblée générale, de la résolution 2183 (XXI), et que la Puissance administrante soit toujours décidée à consolider son emprise sur le territoire. Parallèlement, en ne faisant aucun cas des résolutions des Nations Unies sur l'Oman, le Royaume-Uni aggrave la situation dans ce territoire; il est donc nécessaire de créer de toute urgence un sous-comité de l'Oman, et ceci d'autant plus que l'exploitation des ressources pétrolières du territoire va débuter.

61. A la faveur des modifications apportées à la composition du Sous-Comité des pétitions on pourrait peut-être préciser le mandat de cet organe. Le représentant de la Syrie estime que le Sous-Comité a pleine compétence pour examiner de près les pétitions et la qualité des pétitionnaires. Il est inconcevable que le Sous-Comité poursuive des fins contraires à celles du Comité spécial, c'est-à-dire à celles de la décolonisation.

62. En conclusion, la délégation syrienne se déclare nettement en faveur de l'envoi de missions de visite dans les territoires non autonomes, de l'organisation de cycles d'études sur des thèmes précis et d'une nouvelle série de réunions en Afrique. Les voyages effectués par le Comité spécial en Afrique sont maintenant une tradition bien établie, et le peuple et le Gouvernement syriens seraient très honorés si le Comité spécial décidait à cette occasion de s'arrêter à Damas. Le représentant de la Syrie estime que le Comité spécial devrait se rendre en Afrique au cours de la première partie de sa session, bien qu'il pense que le Président

et le Groupe de travail devraient formuler des recommandations précises sur le calendrier de ce voyage.

63. Le représentant de l'*Union des Républiques socialistes soviétiques* fait savoir que sa délégation partage sans réserve l'avis du Secrétaire général et du Président selon lequel le Comité devrait, en 1967, faire de nouveaux efforts pour faire appliquer sans retard la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le Comité devrait faire pleinement usage du droit qui lui a été accordé par l'Assemblée générale de recommander des délais limités pour l'indépendance des territoires coloniaux; il devrait faire des recommandations au Conseil de sécurité pour l'aider à résoudre certains problèmes des territoires dépendants qui représentent une menace contre la paix et la sécurité internationales, et il devrait s'attacher au cas de ce que l'on appelle les petits territoires coloniaux. La délégation soviétique partage également l'avis du Secrétaire général selon lequel l'échec des Nations Unies dans le domaine de la colonisation n'est pas dû à l'Organisation, mais est imputable au refus des puissances coloniales d'appliquer la Déclaration, de leur opposition à l'encontre des résolutions des Nations Unies et du fait qu'elles sont résolues à maintenir la domination coloniale conformément à leurs intérêts économiques et stratégiques. En conséquence, le Comité devrait s'efforcer tout spécialement de contrôler la mise en œuvre des résolutions déjà adoptées par les Nations Unies.

64. La délégation soviétique approuve sans réserve la déclaration du Président relative aux tâches qui incombent au Comité en 1967 et à l'organisation de ses travaux. Elle reconnaît que le Comité devrait concentrer ses efforts sur la décolonisation en Afrique, et pour cela suivre le cours des événements en Rhodésie du Sud, dans les colonies portugaises et dans le Sud-Ouest africain, ainsi que les manœuvres des impérialistes et des colonialistes et formuler, lorsque cela sera nécessaire, les recommandations appropriées. Cela n'implique pas toutefois que le Comité doive négliger d'autres questions, par exemple les décisions prises par l'Assemblée générale sur Aden, l'Oman et divers petits territoires coloniaux, ou, en général, toute résolution ayant pour objet d'aider les peuples coloniaux dans la lutte qu'ils mènent pour faire reconnaître leurs droits, leur liberté et leur indépendance. Ces résolutions comprennent notamment les appels de l'Assemblée générale aux Etats Membres et non membres, en particulier aux pays membres de l'OTAN, ainsi qu'aux institutions spécialisées et aux Etats qui en sont membres pour leur demander de n'accorder aucune aide, tant militaire qu'économique, financière ou autre, au Portugal, à l'Afrique du Sud ou à la Rhodésie du Sud tant que ces pays n'auront pas renoncé à leur politique de discrimination raciale et de suprématie coloniale. Le Comité devrait examiner dès que possible la question de la mise en œuvre, par la BIRD et le FMI, de la recommandation de l'Assemblée générale tendant à ce qu'aucun emprunt ne soit accordé à l'Afrique du Sud et au Portugal. Le Comité ignore comment ces diverses résolutions ont été appliquées. Il faudrait demander au Secrétariat de lui fournir certains renseignements qui permettraient de savoir quels sont les pays qui respectent les résolutions et ceux qui ne les respectent pas, et quelles sont les relations de caractère diplomatique, économique et autres que les différents pays entretiennent avec les Gouvernements du Portugal, de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud. Le monde entier saurait alors d'où ces régimes tirent leur appui.

65. La délégation soviétique approuve la proposition du Président tendant à ce que le Comité étudie les conséquences des activités des monopoles internationaux dans le Sud-Ouest africain, dans les colonies portugaises, en Rhodésie du Sud et dans d'autres territoires coloniaux. Le Comité a établi des rapports sur les activités des monopoles au Sud-Ouest africain, en Angola, au Mozambique et en Rhodésie du Sud, mais ces rapports ne comprennent pas les données les plus récentes ni de renseignements sur les autres territoires coloniaux. Il est donc fort souhaitable qu'un rapport général sur cette question soit remis à l'Assemblée générale. L'Union soviétique approuve également la proposition du Président visant à étudier les activités de caractère militaire ou paramilitaire des puissances coloniales dans les territoires sous dépendance. Ces activités prennent en effet de plus en plus d'importance. Les puissances coloniales non seulement n'ont pas démantelé leurs bases et installations militaires dans les territoires coloniaux, ainsi que l'a recommandé l'Assemblée générale, mais elles prennent des mesures en vue de les développer. Ce comportement fait obstacle à l'autodétermination et laisse planer la menace que les territoires puissent être utilisés pour attaquer des Etats indépendants et pour réprimer les mouvements d'indépendance. Les colonialistes déclarent que leurs bases militaires ne font pas obstacle à l'indépendance, mais la façon dont ils les utilisent à Guam et dans l'île de l'Ascension, ainsi qu'à Aden et ailleurs, montre que cette déclaration ne correspond pas à la réalité. Le Comité devrait fournir à l'Assemblée générale des renseignements qui permettraient de connaître la véritable nature des activités de caractère militaire dans les territoires indépendants.

66. La délégation soviétique souscrit à la proposition du Président visant à ce que des missions de visite se rendent dans les petits territoires coloniaux afin d'étudier sur place la situation et de déterminer les volontés des populations en ce qui concerne leur avenir. Le Comité ne devrait pas permettre que des mesures de caractère néo-colonialiste soient prises dans ces territoires et il devrait empêcher les puissances coloniales d'absorber ceux-ci sous couvert d'"association" ou d'"intégration". Les missions de visite devraient également permettre de mieux connaître les conséquences de la présence de bases militaires dans certains territoires et la nature des mesures militaires qui sont prises pour réprimer les mouvements d'indépendance. La délégation soviétique fait également sienne la proposition du Président tendant à confier à un groupe de travail la question d'une conférence ou d'un cycle d'études international sur l'*apartheid*, ainsi que ses propositions relatives aux travaux des sous-comités.

67. En 1966, le Comité n'a pas été en mesure de prendre une décision sur la proposition cubaine d'inscrire à l'ordre du jour la question de Porto Rico. Il serait inadmissible de tarder plus longtemps; aussi le Comité devrait-il prendre une décision sur le fond de la question en 1967. Le Comité devrait également s'attacher à la recommandation de l'Assemblée générale visant à mettre en œuvre tous les moyens de l'Organisation pour faire connaître les activités des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation, ainsi que la lutte entreprise par les peuples opprimés pour se libérer et les raisons qui empêchent l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance. A l'heure actuelle, la situation n'est pas satisfaisante. Des complices des colonialistes usent de leur influence pour éviter que toute publicité soit donnée aux réalisations

des Nations Unies et pour innocenter la politique suivie par les puissances coloniales. Le Comité devrait étudier cette question à fond et faire des recommandations en vue d'améliorer cette situation.

68. A ses vingtième et vingt et unième sessions, l'Assemblée générale a pris un certain nombre de décisions importantes par lesquelles elle a reconnu la légitimité de la lutte des peuples coloniaux pour la liberté et l'indépendance, déclaré que le colonialisme, l'*apartheid* et le racisme étaient des crimes contre l'humanité et condamné la politique des puissances coloniales. Ces résolutions ont apporté un important soutien politique aux populations en question. En effet, les efforts de ces populations et l'appui qui leur est donné par les nombreux Etats qui s'opposent à l'impérialisme et au colonialisme sont d'une importance vitale pour la lutte entreprise pour éliminer le colonialisme. Parallèlement, l'Organisation des Nations Unies et, en particulier, le Comité spécial peuvent jouer un rôle utile. Les forces de l'impérialisme et du colonialisme ne veulent pas abandonner les positions qu'elles occupent dans les territoires coloniaux restants et ont recours à différentes ruses pour perpétuer leur domination. Il est du devoir de l'Organisation des Nations Unies de démasquer les complots des colonialistes, de sauvegarder les intérêts des peuples asservis et de faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider ces peuples dans leur lutte. L'Union soviétique, qui est passée par une grande révolution pour assurer l'égalité et mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, continuera à apporter tout son soutien aux peuples opprimés par l'impérialisme et le colonialisme.

69. Le représentant de l'Inde déclare que depuis la création du Comité spécial, 13 anciennes colonies seulement ont recouvré leur liberté et leur indépendance, ce qui n'est guère un bilan satisfaisant. En outre, le Comité spécial ne peut pas réellement considérer que l'indépendance de ces 13 territoires soit son œuvre à lui seul. Il n'en demeure pas moins que, sans être spectaculaire, son œuvre est essentielle, ne serait-ce que parce qu'elle rappelle constamment aux puissances coloniales qu'elles ont pour obligation sacrée de transférer tous les pouvoirs aux représentants authentiques du peuple et de permettre aux populations de décider de leur propre avenir selon leurs aspirations. Le Comité spécial sert également de tribune où ceux qui souffrent sous le joug colonial peuvent faire connaître leurs griefs et obtenir un appui moral.

70. Le représentant de l'Inde reprend à son compte les suggestions faites par le Président à la séance précédente, en ce qui concerne l'organisation du travail du Comité spécial, et il espère que le Comité, dans son ensemble, les acceptera de façon à pouvoir aborder les questions de fond dès que possible. Il estime également qu'il y a lieu de constituer sans retard le groupe de travail et de maintenir en fonction les Sous-Comités I, II et III. Il est vrai que l'île Maurice deviendra très probablement indépendante en 1967, mais le représentant de l'Inde pense que le Sous-Comité I devrait être maintenu étant donné qu'il est devenu pour ainsi dire expert en matière économique; il conviendrait donc que la question portant sur les activités des intérêts étrangers, économiques et autres, dans les territoires coloniaux, question que l'Assemblée générale doit examiner à sa vingt-deuxième session, soit confiée à ce sous-comité.

71. Le représentant de l'Inde fait siennes les observations formulées par le représentant de la Répu-

blique-Unie de Tanzanie au sujet du Service de l'information. Ce Service a joué un rôle utile dans le domaine de la décolonisation, mais il pourrait encore faire davantage. Le représentant de l'Inde a été surpris — étant donné qu'il avait cru comprendre que le programme du voyage de 1966 avait reçu préalablement toute la publicité voulue — d'apprendre pendant le séjour du Comité spécial en Afrique que le Premier Ministre de l'île Maurice ne savait pas où le Comité devait tenir ses réunions.

72. Le représentant de l'Inde appuie la suggestion du représentant de la Syrie suivant laquelle le mandat du Sous-Comité des pétitions devrait être plus clairement défini. Il partage entièrement l'opinion du Secrétaire général qui a déclaré que l'envoi de missions de visite présentait, notamment dans le cas de petits territoires, un intérêt indiscutable, car il était un moyen d'obtenir des renseignements satisfaisants sur la situation dans ces territoires et de connaître les aspirations de leurs habitants. Quant à la question des séances en Afrique, l'opinion de la délégation de l'Inde demeure inchangée sur ce point.

73. Le représentant de la Pologne fait observer qu'à chaque session les membres du Comité spécial ont l'occasion de s'entendre rappeler que la tâche de décolonisation n'est pas encore terminée. Toutefois, il est pour sa part profondément convaincu que le processus de libération des peuples coloniaux ne saurait être arrêté ni remis en cause et qu'avec l'aide de toutes les forces progressistes, ces peuples finiront par se libérer et par recouvrer leur place légitime parmi les nations souveraines. Il va de soi que le rôle décisif sera joué par les populations intéressées elles-mêmes, mais le rythme de la décolonisation doit être accéléré et l'on doit créer des conditions telles que la décolonisation puisse avoir lieu sans effusion de sang et souffrances inutiles. A cette fin, l'Organisation des Nations Unies et notamment le Comité spécial ont un rôle marquant à jouer. Il convient d'étudier toutes les possibilités et de recourir à tous les moyens pour faire pression sur les puissances coloniales qui cherchent à résister au processus de libération et de l'arrêter.

74. Le représentant de la Pologne a été particulièrement intéressé par les suggestions du Président. Il ne fait pas de doute que le Comité spécial doit s'attacher particulièrement à la mise en œuvre des résolutions adoptées à la vingt et unième session de l'Assemblée générale. Il est donc souhaitable que l'on organise le travail du Comité de façon à s'assurer que les événements qui se produisent dans les territoires non autonomes seront suivis de près et que des mesures seront prises au besoin. Selon le représentant de la Pologne, la méthode la plus efficace serait de créer un nombre suffisant de sous-comités permanents ou *ad hoc* pour étudier tel ou tel problème ou territoire. On a parlé du problème des petits territoires. Etant donné toutes les difficultés liées à la situation géographique, à l'exiguïté et au potentiel économique limité de ces territoires, il est d'autant plus nécessaire de formuler les recommandations nécessaires en vue de leur future mise en valeur. Les missions de visite peuvent jouer un rôle particulièrement utile à cet égard et le Comité ferait donc bien de renouveler son appel aux puissances administrantes pour leur demander d'autoriser ces missions à se rendre dans les territoires placés sous leur administration.

75. La résolution 2232 (XXI) de l'Assemblée générale a précisé que l'établissement de bases et

d'installations militaires dans les territoires coloniaux est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. De plus, dans sa résolution 2189 (XXI), l'Assemblée générale a prié les puissances coloniales de démanteler leurs bases et installations militaires dans les territoires coloniaux ainsi que de s'abstenir d'en établir de nouvelles et d'utiliser celles qui existent encore pour entraver la libération des peuples des territoires coloniaux dans l'exercice de leurs droits légitimes à la liberté et à l'indépendance. Le représentant de la Pologne appuie donc sans réserve la proposition suivant laquelle le Comité devrait entreprendre une étude des activités et dispositions de caractère militaire par lesquelles les puissances coloniales risquent d'empêcher l'application de la résolution 1514 (XV). Également d'une grande importance est la proposition suivant laquelle le Comité devrait entreprendre une étude des activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de cette résolution dans les territoires coloniaux. Avec toutes les données et toute l'expérience qu'il a accumulées, le Comité pourrait et devrait pouvoir établir un rapport très complet pour la prochaine session de l'Assemblée générale.

76. En conclusion, le représentant de la Pologne exprime l'espoir que les opinions qui se sont fait jour au Comité spécial seront prises en considération par le groupe de travail; celui-ci devrait être en mesure d'examiner à la session en cours les questions qui n'ont pas été abordées à la session précédente.

77. Le représentant de la *Bulgarie* déclare que sa délégation partage, au sujet des travaux du Comité, les idées et propositions qui ressortent des déclarations faites par le Président du Comité et par le Secrétaire général. Les travaux du Comité seront également facilités par les décisions qui ont été prises par l'Assemblée générale lors de la vingt et unième session.

78. S'il est vrai que la décolonisation ne progresse que lentement, ce n'est pas parce que le Comité a négligé sa tâche. Cette lenteur est due en fait à l'opposition farouche de ceux qui, dans le monde, cherchent à sauvegarder leurs propres intérêts au prix parfois du sang des patriotes et de la sueur des peuples opprimés. La responsabilité des puissances administrantes a du reste été soulignée également par le Secrétaire général. Dans ces conditions, il appartient au Comité de faire en sorte que ses activités se rattachent de plus en plus étroitement à la lutte des peuples intéressés eux-mêmes. En particulier, il doit continuer à combattre énergiquement la politique colonialiste de certains Etats et de certaines institutions qui prêtent assistance aux colonialistes, ainsi que la politique de ceux qui encouragent par leur attitude les agissements arbitraires des minorités racistes.

79. Une des façons dont le Comité pourrait se rapprocher des peuples opprimés serait que, conformément à une pratique déjà établie, il tienne cette année une session en Afrique. En effet, se réunir sur le continent serait pour le Comité l'occasion de prendre davantage conscience du drame des populations colonisées, et en même temps de se livrer à une étude approfondie des progrès enregistrés, ainsi que des obstacles qui s'opposent encore à la mise en œuvre des décisions des Nations Unies sur des questions aussi importantes que celles de la Rhodésie du Sud, des colonies portugaises et du Sud-Ouest africain.

80. La délégation bulgare appuie également la proposition visant à demander au Conseil de sécurité de tenir lui aussi une session sur le sol africain, réunion d'autant plus utile que ses effets pourraient se conjuguer avec ceux de la session extraordinaire que doit tenir l'Assemblée générale au sujet du Sud-Ouest africain.

81. Il s'agit en effet de ne rien négliger pour déjouer les manœuvres des puissances coloniales, et la délégation bulgare estime qu'à ce stade de ses travaux le Comité spécial doit pour cela s'assigner avant tout comme tâche de prendre des mesures tendant à obliger ces puissances à faciliter l'application des décisions prises par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session et tout récemment par le Conseil de sécurité.

82. D'autre part, compte tenu du fait qu'à la vingt et unième session l'Assemblée générale s'est préoccupée particulièrement de la situation des petits territoires coloniaux ainsi que de l'insuffisance des renseignements touchant ces territoires, la délégation bulgare partage l'opinion selon laquelle des groupes de visite devraient être envoyés dans ces territoires avec mission d'entrer directement en contact avec les populations locales et leurs représentants.

83. Il faudrait également que le Comité procède à une étude sur les activités des intérêts économiques étrangers dans le Sud-Ouest africain, dans les colonies portugaises et en Rhodésie du Sud, ainsi que dans tous les territoires sous domination coloniale, et qu'il présente un rapport à ce sujet à l'Assemblée générale.

84. Quant aux bases militaires situées dans les territoires coloniaux, le Comité doit étudier aussi cette question, se prononcer sur le point de savoir dans quelle mesure l'existence de ces bases influe défavorablement sur l'issue du combat de libération des populations des territoires intéressés, et faire des recommandations à ce sujet. En particulier, le Comité spécial pourrait entrer directement en contact avec les organisations internationales et les institutions spécialisées pour leur demander de lui faire parvenir des renseignements sur les mesures prises ou envisagées en vue d'appliquer les recommandations des Nations Unies relatives à la cessation de l'aide économique, financière et technique accordée au régime raciste de la Rhodésie du Sud et à diverses puissances qui cherchent à raffermir leur domination sur certains territoires. A cet égard, il faut souligner la grande importance que revêt la question de l'application, par les institutions spécialisées, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance.

85. Aux termes de la résolution 2202 (XXI) de l'Assemblée générale, le Comité doit coopérer activement aux préparatifs et à l'organisation d'une conférence ou d'un cycle d'études sur les problèmes de l'*apartheid*, de la discrimination raciale et du colonialisme en Afrique du Sud. A ce propos, la délégation bulgare tient à souligner combien il importe de mieux faire connaître la lutte menée par ces mouvements de libération nationale et l'action constructive entreprise dans les régions libérées par les mouvements révolutionnaires, ainsi que le rôle que l'ONU et le Comité en particulier peuvent jouer à cet égard. Elle appuie les propositions faites par le représentant de l'Inde en ce qui concerne le rôle que devrait jouer le Service de l'information des Nations Unies pour ce qui est de faire mieux connaître dans le monde le combat des peuples coloniaux. Une grande partie des organes de presse cherchent à cacher la vérité à l'opinion mondiale. Il serait bon, par conséquent, que le Service de l'information se montre plus actif en ce qui concerne la diffusion de renseigne-

ments concernant la lutte des peuples pour leur libération nationale ainsi que les débats qui se déroulent au Comité spécial comme dans d'autres organes au sujet de cette question. A cet effet, il serait peut-être utile que le Président, ou l'un des membres du Bureau, entre en rapport avec les responsables du Service de l'information afin de conclure les arrangements nécessaires.

86. Le représentant du *Venezuela* fait observer qu'au fur et à mesure que le Comité s'avance sur la voie de l'élimination du colonialisme, il se heurte à des problèmes de plus en plus complexes, notamment dans sa lutte contre certaines pratiques coloniales qui constituent un défi à l'égard des principes les plus élémentaires de la morale universelle.

87. La délégation vénézuélienne a pris connaissance avec grand intérêt des propositions faites par le Président pour l'organisation des travaux. En ce qui concerne tout d'abord les missions de visite, cette délégation rappelle qu'elle a toujours été favorable à l'envoi de missions de ce genre. La question de la présence des Nations Unies en Côte française des Somalis appelle une observation particulière, qui est que cette question doit faire l'objet, dans une certaine mesure, d'un examen en priorité puisqu'un référendum doit avoir lieu dans ce territoire le 19 mars 1967.

88. Les missions de visite représentent un élément essentiel des travaux du Comité, auquel elles fournissent des renseignements d'importance primordiale sur l'évolution des territoires dont il s'occupe. Sans vouloir donner plus d'importance à une mission de visite qu'à une autre, on est aussi amené à évoquer particulièrement le cas de celle qui doit se rendre à Aden. Le représentant du *Venezuela* rappelle qu'au cours de la session précédente de l'Assemblée générale, la question de l'envoi d'une mission de visite s'était posée d'urgence, étant donné les désordres politiques qui s'étaient produits dans ce territoire et les mesures de répression qui avaient été prises. Or, plus d'un mois après la fin des travaux de l'Assemblée, on constate avec inquiétude que la mission de visite n'a pu être désignée et que son envoi sur place semble devoir être encore retardé. Il serait donc souhaitable que le Président puisse rendre compte de l'état d'avancement des consultations et des obstacles éventuels qui s'opposeraient à l'envoi d'une mission qui, selon la délégation vénézuélienne, devrait déjà se trouver dans le territoire.

89. En ce qui concerne les autres missions de visite, le représentant du *Venezuela* s'associe aux vœux exprimés par le Président pour que ces missions soient envoyées dans les différents territoires le plus tôt possible afin que l'on puisse réunir à temps les renseignements nécessaires pour le rapport que le Comité devra présenter à l'Assemblée générale lors de sa prochaine session.

90. En ce qui concerne, d'autre part, l'ordre dans lequel doivent être étudiés les différents territoires, la délégation vénézuélienne pense que si le Comité ne pouvait mettre en œuvre dans l'immédiat les recommandations qui lui ont été faites par l'Assemblée au sujet des grands territoires, tels que la Rhodésie du Sud, les territoires administrés par le Portugal et le Sud-Ouest africain, il pourrait utilement s'attacher à l'étude des petits territoires auxquels il n'a pu encore consacrer un examen approfondi.

91. Enfin, la délégation vénézuélienne fait siennes les propositions qui ont été formulées quant au maintien en fonction des sous-comités existants et à la nécessité, pour ceux-ci, d'entreprendre leurs activités le plus tôt

possible. Ses sous-comités, ainsi que le groupe de travail, jouent un rôle essentiel dans les activités du Comité.

92. Le représentant des *Etats-Unis d'Amérique* déclare que les membres du Comité sont de plus en plus conscients des difficultés que soulève l'application pure et simple aux petits territoires des méthodes suivies lors de l'examen des grands territoires. La délégation des Etats-Unis est entièrement d'avis qu'il faut renouveler ces méthodes et estime en particulier que le Comité devrait étudier la situation de ces territoires en prenant pour guide les aspirations de leurs peuples. C'est en raison de l'exiguïté et de l'isolement de certains territoires que leurs habitants eux-mêmes semblent indécis quant à leur propre avenir. Le Comité ne doit pas se placer dans une position où il semblerait imposer aux petits territoires un statut pour lequel leurs habitants n'opteraient qu'à contre-cœur. Il n'en reste pas moins qu'ils ont le droit, eux aussi, de décider de leur statut politique et qu'ils doivent le faire en toute connaissance de cause.

93. Parmi les propositions du Président, la délégation des Etats-Unis appuie notamment celle qui vise à constituer à nouveau les trois sous-comités régionaux qui existaient l'année précédente. Elle suggère de continuer à charger chaque sous-comité de desservir une région particulière et de répartir entre les trois sous-comités les études nécessaires au Comité spécial, en se fondant sur cette base géographique.

94. Quant à une autre question qui a déjà fait l'objet de propositions, la délégation des Etats-Unis est fermement convaincue que le Comité devrait limiter ses déplacements à ceux qui représentent le meilleur moyen d'accomplir les tâches qui lui incombent, qu'il s'agisse de réunions hors du Siège ou de l'envoi éventuel de missions. Elle s'opposerait catégoriquement à des voyages qui, non seulement entraîneraient un gaspillage des fonds limités dont dispose l'Organisation, mais également compromettraient la réputation du Comité spécial en portant à croire que ses activités n'ont pas le caractère sérieux que l'on en attendrait. La délégation des Etats-Unis se prononcera sur la question des déplacements lorsque des projets précis auront été soumis au Comité spécial. Pour le moment, elle invite les représentants à faire preuve, en la matière, de prudence et de discernement.

95. Passant ensuite à une autre question, le représentant des Etats-Unis déclare que puisque l'on a parlé de Porto Rico, il se voit forcé de réitérer la position de son gouvernement, à savoir qu'il s'agit en l'occurrence d'un territoire autonome dont le statut a été confirmé par l'Assemblée générale et qu'en conséquence, il n'y a pas lieu que le Comité spécial s'occupe de ce territoire.

96. Pour conclure, le représentant des Etats-Unis souligne que les problèmes auxquels le Comité spécial aura à faire face ne sont pas nouveaux. Mais le fait que l'on s'y est déjà attaqué depuis plusieurs années ne doit engendrer aucun pessimisme. Au contraire, l'ONU peut se réjouir des mesures prises en 1966, notamment de la création d'un Comité spécial chargé de s'occuper du Sud-Ouest africain, de l'adoption d'un programme de sanctions obligatoires pour mettre fin au régime illégal de la Rhodésie du Sud et de l'accord relatif à l'envoi d'une mission des Nations Unies à Aden.

97. Pour sa part, la délégation des Etats-Unis est disposée à contribuer, par tous les moyens possibles, à résoudre les problèmes dont le Comité est saisi. Elle pense que, dans le monde entier, les peuples ont le

droit de se gouverner eux-mêmes dans un climat de justice sociale et de liberté politique et économique. Bien plus, les Etats-Unis estiment qu'il est de leur intérêt, en tant que nation, de favoriser l'application des principes de liberté et d'autodétermination, car la manière dont on agit face aux tensions qui se manifestent sur le plan international exerce une influence considérable sur les perspectives à long terme de la stabilité et de la paix dans le monde.

98. Le représentant du *Sierra Leone* exprime la déception qu'éprouve sa délégation en constatant que, depuis sa création, le Comité n'a pas pu obtenir plus de résultats. Au début de sa tâche, il avait à s'occuper d'environ 60 territoires et il lui en reste encore quelque 52. Bien que cet état de choses ne soit pas imputable au Comité, mais aux puissances administrantes qui n'ont pas appliqué toutes les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, le Comité doit néanmoins veiller à accélérer le rythme de l'accession à l'autodétermination.

99. Le Président a parlé des missions de visite. C'est grâce à celles-ci que les populations des différents territoires, comme du reste les puissances administrantes intéressées peuvent faire connaître concrètement leur position au Comité spécial. Plusieurs puissances administrantes, dont l'Espagne et le Royaume-Uni, ont accepté l'envoi de missions dans les territoires qu'elles administrent, et il convient d'inviter les autres à suivre cet exemple. La délégation du *Sierra Leone* aimerait d'autre part savoir à quel stade est parvenue l'application de la résolution adoptée par l'Assemblée générale en ce qui concerne la question d'Aden. D'une manière générale, elle invite les puissances administrantes, et notamment l'Australie, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni, à coopérer avec le Secrétaire général afin que le Comité sache quelles missions pourront partir, lors de la présente session, et afin que ces missions disposent du temps nécessaire pour lui faire rapport au mois de juillet.

100. Le Président a émis l'avis que le Sous-Comité I pourrait s'occuper de la question inscrite à l'ordre du jour de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale, intitulée: Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, au Sud-Ouest africain et dans les territoires sous domination portugaise, ainsi que dans tous les autres territoires se trouvant sous la domination coloniale. La délégation du *Sierra Leone* approuve cette suggestion, car le Sous-Comité I est au courant de la question et ce travail lui permettra d'élargir la portée de la tâche qu'il a déjà accomplie en ce qui concerne la Rhodésie.

101. De même, l'étude du rôle des bases militaires en tant qu'obstacle à l'évolution vers l'autodétermination et l'indépendance pourrait être confiée soit à un groupe spécial soit à un sous-comité dont le programme de travail serait moins chargé que celui des autres. La délégation du *Sierra Leone* laisse au Président le soin de choisir le sous-comité en question.

102. La délégation du *Sierra Leone* souhaiterait d'autre part que des missions de visite soient envoyées dans les petits territoires des Antilles et de l'océan Pacifique, dont le Comité spécial ne s'est pas suffisamment occupé en 1966, et que les sous-comités compétents commencent à étudier ces territoires le plus tôt possible. Les problèmes qui leur sont propres sont des plus

pressants et le Comité devrait leur accorder autant d'attention qu'aux territoires de l'Afrique australe.

103. En ce qui concerne le Sud-Ouest africain, dont on a également déjà parlé, la délégation du *Sierra Leone* estime que même si certains aspects des travaux du Comité spécial sont étudiés expressément par d'autres organismes des Nations Unies, il convient que le Comité continue de s'y intéresser lui aussi.

104. Le représentant du *Sierra Leone* attire l'attention du Comité sur le paragraphe 4 de la résolution 2189 (XXI) de l'Assemblée générale, qui concerne la liste des territoires visés par la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance. Il pense que le Comité devrait, cette année, s'efforcer de prendre une décision sur les territoires qu'il doit inscrire à son ordre du jour. D'autre part, au sujet du paragraphe 14 de la même résolution, il y a lieu de rappeler que certains membres se sont toujours opposés à toute tentative faite par le Comité spécial pour formuler des suggestions à l'intention du Conseil de sécurité, en faisant valoir que le Comité n'était pas compétent pour procéder de la sorte. Il faut espérer qu'à la suite de l'adoption de la résolution 2189 (XXI) de l'Assemblée générale, le Comité spécial ne sera plus entravé dans son action et pourra mieux aider le Conseil de sécurité et le Secrétaire général qu'il ne l'a fait par le passé.

105. La question de l'ordre de priorité est difficile à trancher. On peut dire cependant que cet ordre devrait être établi en fonction des travaux des missions de visite ou des déplacements du Comité lui-même. Il convient également de tenir compte des intérêts des populations des territoires et des faits nouveaux qui sont intervenus dans ces derniers. Il est certain que les questions de l'Afrique australe et d'Aden sont particulièrement importantes, mais il ne faudrait pas perdre de vue les petits territoires.

106. Enfin, le Comité devrait essayer d'accomplir, au cours de la présente session, toutes les tâches qui lui ont été plus particulièrement confiées par l'Assemblée générale lors de la vingt et unième session.

107. Le représentant de l'Italie fait siennes la plupart des observations formulées par le Président lors de la séance d'ouverture du Comité, en insistant lui aussi sur l'importance des travaux des sous-comités, tout au moins au premier stade des activités du Comité spécial. Il estime, en effet, que ces sous-comités ont antérieurement obtenu d'excellents résultats.

108. La lenteur des progrès accomplis par les différents territoires vers l'autonomie et l'indépendance n'est pas nécessairement due, dans 90 p. 100 des cas, à la mauvaise volonté de la puissance administrante, mais plutôt à des facteurs intrinsèques tels que les divisions politiques ou ethniques, les difficultés économiques, l'exiguïté de certains territoires ou la faible densité de leur population, etc. Le Comité doit donc s'attacher particulièrement à ce problème, dont la solution est souvent fort difficile, en sollicitant la coopération des puissances administrantes, mais également en étant prêt à leur fournir des avis et des directives.

109. Le représentant de l'Italie estime avec celui de la Pologne que le Comité doit guider les territoires dans leurs progrès vers l'autonomie et l'indépendance en leur indiquant la meilleure manière de s'affranchir véritablement de la domination coloniale, et pour cela les aider à résoudre leurs problèmes politiques et constitutionnels ainsi qu'à se procurer l'aide économique

qui leur est nécessaire pour ne pas devenir la proie d'un nouvel impérialisme.

110. Au sujet des missions de visite, le représentant de l'Italie suggère d'abandonner la méthode consistant à demander aux puissances administrantes d'accepter, d'une manière générale, l'envoi de missions dans les territoires qu'elles administrent; il serait préférable que, chaque fois que le Comité spécial jugera nécessaire d'envoyer une mission dans un territoire déterminé, le Président organise des consultations officielles avec ces puissances et fasse ensuite rapport au Comité sur le résultat de ses négociations.

111. En ce qui concerne la session que l'on envisage de tenir en Afrique ou au Moyen-Orient, le représentant de l'Italie pense qu'il est trop tôt pour prendre à ce sujet une décision même de principe. C'est seulement lorsque le Comité aura reçu des invitations de la part des Etats Membres qu'il verra s'il lui est possible de se rendre dans chacun des pays hôtes, étant entendu que le voyage ne devra pas être trop long, trop coûteux ni trop éprouvant pour les membres du Comité. En outre, pour ne pas paraître manquer de courtoisie, il convient de préciser dès maintenant qu'il se pourrait que le Comité ne soit pas en mesure d'accepter toutes les invitations reçues.

112. Enfin, le représentant de l'Italie ne considère pas la réunion du Comité hors du Siège comme une sorte d'apogée de ses travaux. Si le Comité envisageait la situation de la sorte, on pourrait craindre qu'il ne perde de vue le caractère d'urgence des travaux qu'il a à accomplir au Siège. La délégation italienne exprime l'espoir que ceux-ci seront terminés avant le 31 mai, de manière que la session d'été puisse être consacrée à l'examen d'un nombre très limité de problèmes et à l'adoption du rapport à l'Assemblée générale.

113. Pour conclure, le représentant de l'Italie donne au Président l'assurance que sa délégation est plus que jamais dévouée à la cause de la décolonisation et qu'elle lui prêtera son appui dans ses nouvelles fonctions.

114. Le représentant de la *République-Unie de Tanzanie* dit, à la suite de la déclaration faite par le représentant des Etats-Unis au sujet de Porto Rico, que selon sa délégation il s'agit bien là d'un territoire colonial. En conséquence, le peuple de Porto Rico devrait avoir la possibilité d'exercer son droit à l'autodétermination sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

115. Le représentant de *Madagascar* souligne qu'étant donné l'importance que les Nations Unies attachent à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, il est regrettable que certaines puissances refusent de s'incliner devant les principes de la Charte et ne fassent rien pour faciliter la mise en œuvre des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

116. Eu égard à l'efficacité des travaux effectués au cours de la session précédente par les sous-comités et les comités *ad hoc* du Comité spécial, le représentant de Madagascar se prononce pour le maintien en fonctions de ces différents organes. Il est heureux que certaines puissances aient accepté l'envoi de missions de visite dans les territoires placés sous leur administration, et M. Raelina espère qu'avant que ces missions ne se rendent dans les petits territoires, les services d'information des Nations Unies tiendront le Comité au courant de leur évolution politique. En conclusion, la

délégation malgache se prononce en faveur d'une autre série de réunions en Afrique en 1967.

117. Le représentant de la *Yougoslavie* fait observer qu'il n'existe encore aucune raison d'être optimiste en ce qui concerne le règlement des problèmes coloniaux conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et de façon qui satisfasse les intérêts légitimes des populations intéressées. Il faut regretter que la jouissance du droit fondamental à la liberté et à l'indépendance soit encore refusée à de nombreux territoires. En outre, les peuples des territoires coloniaux, comme les Nations Unies elles-mêmes, se heurtent à la résistance organisée des puissances coloniales et de leurs alliés qui s'efforcent, par leurs pressions et leurs interventions, non seulement d'empêcher la décolonisation, mais aussi d'améliorer leur position politique, économique et stratégique dans le monde. Cela est particulièrement vrai de l'Afrique australe où le racisme, les guerres coloniales et diverses mesures de répression empêchent les populations autochtones d'accéder à la liberté et à l'indépendance.

118. Le représentant de la Yougoslavie remercie le Secrétaire général du grand intérêt qu'il a toujours manifesté pour les problèmes de la décolonisation. Il appuie sans réserve les propositions du Président en ce qui concerne l'organisation des travaux du Comité; il estime toutefois que les problèmes coloniaux africains méritent une attention particulière. Une étude des activités des monopoles étrangers et des différents intérêts économiques dans les territoires coloniaux éclaircirait sans aucun doute les raisons pour lesquelles ces monopoles empêchent l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et serait d'une grande utilité pour l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session.

119. A la vingt et unième session de l'Assemblée générale, la délégation yougoslave a émis l'avis que le Comité spécial pourrait envisager de résumer ses études sur les colonies portugaises dans un seul document qui serait traduit en plusieurs langues, dont le portugais, et serait largement diffusé, l'objectif étant de mobiliser l'opinion mondiale en vue de trouver une solution aux problèmes de ces colonies. Un autre problème colonial important qui devrait être examiné par le Comité spécial est la question d'Aden.

120. La délégation yougoslave a accordé une attention particulière à la question des petits territoires et a toujours appuyé l'envoi de missions de visite chargées d'étudier la situation dans ces territoires. A la vingt et unième session de l'Assemblée générale, elle a émis l'avis que le Comité spécial pourrait envisager de réunir, sous les auspices des Nations Unies, une conférence des représentants des petits territoires. Cette conférence permettrait aux représentants des populations en question d'exposer leurs problèmes et de proposer des solutions en fonction desquelles les Nations Unies pourraient établir un plan d'action valable pour la généralité des cas.

121. Les bases militaires établies dans certains territoires non autonomes contre la volonté des populations intéressées font gravement obstacle à la libération des peuples coloniaux en même temps qu'elles facilitent l'agression et l'intervention dans les affaires intérieures des autres pays. Etant donné que l'Assemblée générale, à sa vingtième comme à sa vingt et unième session, a demandé le démantèlement de ces bases, la délégation yougoslave appuie la proposition visant à ce que le Comité accorde une attention spéciale à la question des

bases militaires. Pour ce qui est d'une autre série de réunions en Afrique, l'opinion de la délégation yougoslave demeure inchangée.

122. Le représentant de l'Iran déclare que l'élimination du colonialisme constitue une tâche immense qui, inévitablement, exigera beaucoup de temps. Cependant, des progrès constants sont réalisés vers cet objectif et, parallèlement, le Comité contribue à établir les fondations sur lesquelles s'érigeront de nouvelles nations. Pour s'acquitter de son rôle, le Comité devrait chercher son inspiration dans les contacts directs avec les populations intéressées. Il pourrait ainsi tirer assurance de l'appui de ces populations tandis que celles-ci, à leur tour, seraient encouragées par le sentiment de ne pas être seules dans leur lutte pour la liberté et la justice.

123. C'est dans cette perspective que le représentant de l'Iran envisage la question des missions de visite, l'établissement d'une présence des Nations Unies en vue d'assister au processus d'autodétermination dans certains territoires et l'organisation de réunions en Afrique. Parmi les puissances administrantes, il en est qui coopèrent déjà dans une certaine mesure avec le Comité et la délégation iranienne se réjouit de la politique suivie à cet égard par le Gouvernement espagnol, de même que du changement d'attitude du Royaume-Uni au sujet de l'envoi d'une mission à Aden. Le représentant de l'Iran souhaite que toutes les puissances administrantes fassent preuve de la même attitude en ce qui concerne les autres territoires, tels que les îles Fidji et les territoires des Antilles.

124. La diffusion de renseignements, question déjà évoquée par d'autres orateurs, permet elle aussi d'appeler l'attention sur la condition des peuples asservis. Cependant, le représentant de l'Iran ne partage pas le point de vue selon lequel le Service de l'information aurait été négligent dans l'accomplissement de ses fonctions: il s'est en effet bien acquitté de celles-ci en 1966 et le représentant de l'Iran est certain qu'il fera encore mieux en 1967.

125. Le Comité devrait consacrer une grande partie de son attention aux problèmes qui concernent non seulement le droit à l'autodétermination et à l'indépendance mais aussi la paix et la sécurité internationales, et en particulier la question de la Rhodésie du Sud, du Sud-Ouest africain, des territoires sous domination portugaise et d'Aden. Bien que le Conseil de sécurité ait décidé des sanctions économiques à l'encontre du régime rebelle de la Rhodésie du Sud, aucun progrès n'a été réalisé à ce jour pour ce qui est de restituer ce territoire à ses légitimes possesseurs, c'est-à-dire au peuple du Zimbabwe. Le Comité devrait également se considérer comme pouvant à tout moment aborder la question du Sud-Ouest africain, bien qu'elle soit actuellement étudiée par le Comité spécial pour le Sud-Ouest africain. En ce qui concerne les territoires sous domination portugaise, le représentant de l'Iran espère que le Comité pourra formuler de nouvelles propositions demandant des mesures plus énergiques de la part de l'Assemblée générale afin de venir à bout de l'intransigeance du Portugal. Quant à la question d'Aden, la délégation iranienne partage l'inquiétude exprimée par d'autres orateurs. Elle espère sincèrement que la mission spéciale dont l'envoi a été demandé dans la résolution 2183 (XXI) de l'Assemblée générale sera bientôt constituée, et qu'elle pourra se rendre sans plus tarder dans ce territoire.

126. Pour ce qui est de la question des petits territoires, le représentant de l'Iran estime que les sous-

comités devraient sans tarder commencer leurs travaux pour être en mesure d'accorder à ces territoires l'attention qu'ils méritent. Sur cette question comme sur d'autres, la délégation iranienne approuve les propositions formulées par le Président.

127. Le représentant de l'Australie fait observer que s'il existe des divergences doctrinales profondes au sein du Comité, il existe aussi parmi les membres une identité de vues certaine quant aux objectifs à atteindre. Lors de l'élaboration de la Charte des Nations Unies, la délégation australienne a été parmi les plus enthousiastes lorsqu'il s'est agi d'adopter les dispositions relatives aux territoires sous tutelle et aux territoires non autonomes. En ce qui concerne l'indépendance, l'autodétermination et la sauvegarde des droits des populations, les objectifs des membres du Comité spécial sont identiques et s'il peut exister des différences en ce qui concerne les conceptions, c'est au Comité qu'il incombe d'harmoniser celles-ci pour faciliter la réalisation de l'objectif commun.

128. Le représentant de l'Australie rappelle que le Président a évoqué la résolution 2189 (XXI) de l'Assemblée générale et a proposé que le Comité fasse une étude sur les activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle au progrès des territoires coloniaux vers l'indépendance. Le rapport qui serait adressé à l'Assemblée générale sur les résultats de cette étude pourrait constituer un document vraiment important et le représentant de l'Australie estime que pour cette raison même le Comité devrait passer au crible les témoignages qui lui seraient présentés. Ce qui est nécessaire, c'est une étude économique valable qui soit fondée sur des faits et des statistiques réels, et non un document de caractère polémique. Le représentant de l'Australie espère également que l'on s'abstiendra d'inclure de force dans le rapport des opinions de caractère doctrinaire qui, comme telles, prêteraient à controverse. La délégation australienne, par exemple, ne voit pas pourquoi certains investissements économiques étrangers ne serviraient pas les intérêts de la population des territoires sous dépendance. Le Comité ne devrait pas laisser des opinions préconçues influencer son jugement à cet égard. Il ne devrait considérer que les intérêts des populations et la façon dont elles-mêmes conçoivent leurs intérêts.

129. Le représentant de l'Australie formule certaines réserves en ce qui concerne la proposition du Président visant à ce que toutes les études particulières soient confiées au Sous-Comité I; l'expérience montre qu'il vaut mieux confier les études détaillées à un sous-comité qui consacre son attention à une région particulière. La délégation australienne partage le point de vue exprimé par les représentants de l'Inde et de la Syrie en ce qui concerne le Sous-Comité des pétitions. En 1966, les travaux du Sous-Comité ne se sont pas déroulés de façon totalement satisfaisante. Il n'a pas été en mesure de consacrer le temps nécessaire à l'étude des pétitions et il y a eu parfois des retards inexplicables dans la distribution de pétitions que le Sous-Comité avait décidé de faire distribuer aux membres du Comité spécial. Dans deux cas au moins, des pétitions qui auraient pu changer le cours de la discussion ont été retardées et ne figuraient pas parmi les documents dont le Comité était saisi au moment de sa décision sur le territoire considéré.

130. Le représentant de l'Australie reconnaît l'intérêt que peuvent présenter les missions de visite, mais l'envoi de missions de ce genre est impossible sans la coopération pleine et entière de la puissance admi-

nistrante. La puissance administrante est responsable des territoires qu'elle administre et la décision qu'elle prend d'accepter ou non une mission de visite dépend nécessairement de nombreux facteurs. Les aspirations et les intérêts des populations du territoire intéressé constituent également un élément primordial.

131. Il y a des cas où les missions de visite peuvent être très utiles; la mission dont l'envoi est envisagé en Arabie du Sud pourrait contribuer dans une large mesure à faire en sorte que cette région, qui est en tout état de cause sur le point de devenir indépendante, le devienne avec un minimum de pertes en vies humaines. Par contre, des missions de visite inopportunes peuvent susciter l'antagonisme des populations intéressées et compliquer, pour la puissance administrante, la tâche de les amener à l'autonomie complète.

132. En ce qui concerne les réunions du Comité spécial en Afrique, le représentant de l'Australie propose que le Comité s'efforce d'organiser son programme en fonction de considérations pratiques. Sa délégation reconnaît qu'il est difficile de refuser des invitations, mais elle estime que la question primordiale est de savoir s'il est utile, sur le plan pratique, de se rendre dans telle ou telle ville donnée. En fixant ses objectifs en fonction de ce qui est pratique, le Comité s'acquitterait d'une responsabilité qu'il partage avec d'autres organismes des Nations Unies, à savoir réduire les frais au minimum.

133. Le représentant de la Tunisie déclare que le travail du Comité se trouve facilité par le fait que ses responsabilités ont été clairement définies dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et qu'il le sera également par les avis que le Secrétaire général a donnés au début de la session. Toutefois, le temps est venu pour le Comité de se demander s'il a vraiment progressé et s'il doit refaire le même chemin que les années précédentes. Il a proclamé les droits des peuples asservis et condamné les atrocités des colonialistes mais cela n'a pas empêché les puissances coloniales de continuer à perpétrer leurs crimes contre l'humanité. Le Comité ne doit pas désespérer pour autant. Les puissances coloniales se sont tellement habituées à ses débats et à ses résolutions qu'elles ne prennent plus la peine de voter contre ces dernières à l'Assemblée générale. Elles se contentent de s'abstenir, ce qui porte atteinte au prestige et à l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies et constitue une insulte pour le Comité spécial. Si le Comité échoue, cela signifiera l'échec de toute l'Organisation et de ses Membres, qui adoptent des résolutions mais sont impuissants à les appliquer.

134. Le Comité doit faire des propositions concrètes et efficaces à l'Assemblée générale en vue de hâter l'accession des divers territoires à l'indépendance et à la souveraineté nationale. Le représentant de la Tunisie voudrait donc formuler un certain nombre de suggestions sur la façon d'y parvenir. En premier lieu, s'il faut approuver les consultations privées telles que celles que le Président a déjà eues sur l'organisation du travail avec de nombreuses délégations, dont celle de la Tunisie, ces consultations ne peuvent être fructueuses que si l'on consulte toutes les délégations. En second lieu, la question de savoir dans quelle mesure les groupements financiers étrangers perpétuent la domination coloniale est une question très importante et complexe. Le Comité devrait demander au Secrétariat de lui fournir la documentation et au besoin les services d'experts nécessaires pour pouvoir étudier ce qui est en un sens un problème très technique. En troisième lieu,

si la délégation tunisienne reconnaît qu'il est souhaitable d'organiser des missions de visite, elle estime qu'elles doivent être convenablement préparées et ne doivent pas être envisagées sans le consentement préalable des puissances administrantes. Elles doivent également être assurées d'une entière liberté d'action une fois sur place. Si l'on ne peut réunir ces conditions, le mieux est de s'abstenir d'envoyer une mission; le Comité devra examiner chaque cas séparément. En quatrième lieu, bien que l'expérience ait montré que les réunions hors du Siège peuvent être fructueuses, on devrait en limiter le nombre autant que possible car elles présentent de grosses difficultés pratiques pour les petites délégations. Il vaudrait mieux choisir un ou deux pays où le Comité pourrait faire un séjour assez prolongé.

135. Le représentant du Mali déclare que les résultats obtenus depuis l'adoption de la Déclaration historique contenue dans la résolution 1514 (XV) ne sont pas encourageantes. Bien que le Comité ait fait consciencieusement son travail, il doit reconnaître que les puissances administrantes refusent de coopérer entièrement avec lui et avec l'Assemblée générale. En refusant la liberté et l'indépendance à des millions de personnes, ces puissances violent ouvertement la Charte. Le Comité a toujours dénoncé ces violations et continuera de le faire tant que les puissances administrantes persisteront à ne pas tenir compte de la Charte et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Le Secrétaire général a fait état de l'inquiétude croissante des Etats Membres devant le refus des puissances coloniales d'appliquer les résolutions de l'Assemblée générale et le soutien occulte qu'elles apportent aux colonialistes en Rhodésie du Sud et aux régimes fascistes du Portugal et de l'Afrique du Sud. Le Comité spécial doit continuer à appeler l'attention de l'opinion sur la situation dangereuse qui règne dans les territoires d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Pacifique qui ne sont pas encore parvenus à l'indépendance. Les services d'information de l'Organisation des Nations Unies devraient donner la priorité aux questions coloniales et utiliser tous les moyens d'information, y compris la radiodiffusion, pour faire connaître aux peuples épris de paix les remèdes au colonialisme que propose l'Organisation des Nations Unies, ainsi que pour souligner l'immense responsabilité que prennent les puissances administrantes lorsqu'elles tardent à s'acquitter de leurs obligations envers les peuples placés sous leur administration.

136. Le Comité pourrait se demander pourquoi les puissances administrantes font preuve d'autant de mauvaise volonté. Le représentant du Mali pense que cela est dû entièrement à leur désir de sauvegarder les avantages substantiels, y compris les avantages purement militaires et stratégiques, qu'elles tirent de l'exploitation éhontée des peuples asservis et de leurs ressources naturelles. C'est pourquoi le Comité devrait prêter attention aux aspects militaires et économiques du colonialisme. Il est encourageant que l'Assemblée générale ait décidé, dans sa résolution 2189 (XXI), d'inscrire à l'ordre du jour de sa vingt-deuxième session une question intitulée "Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, au Sud-Ouest africain et dans les territoires sous domination portugaise, ainsi que dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale...". L'examen de ce point montrera à l'opinion comment les puissances coloniales pillent systématique-

ment les pays colonisés sous le couvert de leur mission civilisatrice. Le représentant du Mali fait sienne la proposition du Président visant à ce que le Comité examine cette question.

137. La délégation malienne appuie également les autres propositions faites par le Président. Il appartient au Comité de suivre l'application des résolutions de l'Assemblée générale, et l'envoi de missions de visite, notamment dans les petits territoires, l'aidera à suivre l'évolution de ces territoires et à obtenir des renseignements de première main. La délégation malienne estime que le Comité est lié par la décision déjà prise de tenir une partie des réunions de sa session en Afrique, et fera d'autres observations sur ce point en temps voulu. Le représentant du Mali approuve le maintien en fonctions des sous-comités, qui ont fait un travail excellent l'année précédente. Enfin, il exprime l'espoir que le Comité pourra terminer son travail à temps, car cela lui permettra d'obtenir un plus grand concours de la part des puissances administrantes et d'assurer ainsi l'application rapide de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

Décisions

138. Au terme du débat sur l'organisation de ses travaux, le Comité spécial, à sa 487^e séance, a prié le Groupe de travail d'examiner le programme du Comité pour l'année en cours, y compris l'ordre de priorité pour l'examen des diverses questions, et de faire des recommandations à ce sujet. Il a, à cette occasion, prié le Groupe de travail de tenir compte des différentes tâches assignées au Comité dans les résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session, ainsi que des tâches qui avaient été envisagées par le Comité lui-même pour 1967 et qui sont brièvement décrites dans la note du Secrétaire général A/AC.109/L.366 et Corr.1. En outre, le Comité spécial a prié le Groupe de travail de prendre en considération les opinions exprimées au cours de son débat sur l'organisation des travaux (A/AC.109/SR.484 à 487) et la possibilité, pour le Comité, de tenir, pendant l'année, une série de réunions en dehors du Siège.

139. Sur la base des recommandations contenues dans le vingt-sixième rapport du Groupe de travail (A/AC.109/L.368/Rev.1), le Comité spécial a décidé à sa 488^e séance de conserver les Sous-Comités I, II et III et leur a demandé de s'acquitter, en plus de leur mandat actuel, des tâches particulières énoncées par l'Assemblée générale dans les résolutions relatives aux territoires dont ils s'occupent. Le Comité spécial a également autorisé les sous-comités à formuler des recommandations précises sur l'envoi de missions de visite dans les territoires dont ils s'occupent, en leur demandant de présenter ces recommandations sans retard.

140. A la même séance, le Comité spécial a décidé d'entreprendre une étude spéciale sur chacun des points suivants, qu'il a renvoyés au Sous-Comité I pour examen et rapport :

a) Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, au Sud-Ouest africain et dans les territoires administrés par le Portugal, ainsi que dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale ;

b) Activités et dispositions de caractère militaire qui sont prises par les puissances coloniales et qui peuvent

faire obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance dans les territoires qu'elles administrent.

141. A sa 507^e séance, le Comité spécial, en adoptant le vingt-huitième rapport du Groupe de travail (A/AC.109/L.385), a décidé : i) d'accepter en principe les invitations à tenir des réunions dans leur capitale respective qui lui avaient été adressées par les Gouvernements de la Syrie, de la République-Unie de Tanzanie, de l'Irak, du Maroc, de la République démocratique du Congo, de l'Éthiopie, de la Mauritanie et de la Zambie, en exprimant à ces gouvernements sa profonde gratitude (A/AC.109/221, 222, 224, 226 à 228, 230 et 232) ; et ii) de répondre en 1967 aux invitations des Gouvernements de la République démocratique du Congo, de l'Irak, de la Syrie, de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie et de faire savoir aux Gouvernements de l'Éthiopie, du Maroc et de la Mauritanie que, sous réserve de leur agrément, il préférerait se rendre à leur invitation à une date ultérieure. Les décisions que devait prendre ensuite le Comité au sujet de ses réunions en dehors du Siège sont exposées au chapitre II du présent rapport.

142. A ses 498^e, 509^e et 543^e séances, le Comité spécial, compte tenu des recommandations figurant dans les vingt-septième, vingt-neuvième et trente-deuxième rapports du Groupe de travail (A/AC.109/L.380, L.391 et L.418), a pris diverses décisions concernant son programme de travail pour 1967, y compris l'ordre d'examen des questions dont il était saisi. Ces décisions sont reproduites dans la section E du présent chapitre.

D. — SÉANCES DU COMITÉ SPÉCIAL, DE SON GROUPE DE TRAVAIL ET DE SES SOUS-COMITÉS

Comité spécial

143. Le Comité spécial a tenu en 1967, 89 séances, conformément au calendrier suivant :

Première session : 484^e à 510^e séance, du 9 février au 19 avril 1967, au Siège de l'Organisation

511^e à 518^e séance, du 29 mai au 1^{er} juin 1967, à Kinshasa

519^e à 528^e séance, du 3 au 9 juin 1967, à Kitwe

529^e à 542^e séance, du 12 au 21 juin 1967, à Dar es-Salam

Deuxième session : 543^e à 572^e séance, du 22 août au 5 décembre 1967, au Siège de l'Organisation

Groupe de travail

144. A sa 486^e séance, le Comité spécial a décidé d'élargir la composition du Groupe de travail, qui comprendrait un membre de plus. A la suite de cette décision, le Comité spécial a désigné la Bulgarie, l'Éthiopie, l'Inde, l'Italie et le Mali pour faire partie du Groupe de travail aux côtés des quatre membres du bureau du Comité, à savoir M. John Malecela (République-Unie de Tanzanie), président, MM. Khadim Khalaf (Irak) et Manuel Pérez Guerrero (Venezuela), vice-présidents, et M. Mohsen Esfandiary (Iran), rapporteur.

145. Au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport, le Groupe de travail a tenu 13 séances et présenté 8 rapport⁷.

Sous-Comité des pétitions

146. A sa 487^e séance, le Comité spécial a décidé que le Sous-Comité des pétitions aurait la même composi-

⁷ A/AC.109/L.368/Rev.1, L.380, L.385, L.391, L.392, L.410, L.418/Rev.1 et L.432/Rev.1.

tion qu'en 1966, si ce n'est que le Venezuela serait remplacé par le Chili. La composition du Sous-Comité était donc la suivante: Australie, Chili, Inde, Madagascar, Pologne, Syrie, Tunisie.

147. A sa 96^e séance, le 16 février 1967, le Sous-Comité des pétitions a élu président M. Rafic Jouejati (Syrie); à sa 97^e séance, le 21 février 1967, il a élu M. Raymond Raelina (Madagascar) vice-président.

148. Le Sous-Comité des pétitions a tenu 26 séances et a présenté 25 rapports au Comité spécial⁸. Le Sous-Comité des pétitions a examiné au total, pendant cette période, 479 communications et décidé de faire distribuer 427 d'entre elles comme pétitions. Les pétitions dont la distribution a été décidée par le Sous-Comité sont énumérées dans les chapitres du présent rapport qui traitent des différents territoires. Elles comprenaient 36 demandes d'audition auxquelles le Sous-Comité a recommandé de faire droit. Une liste des pétitionnaires entendus par le Comité spécial est fournie à l'annexe I.

Sous-Comité I

149. A sa 489^e séance, le Comité spécial a désigné la Finlande pour occuper le siège rendu vacant au Sous-Comité I en raison du retrait du Danemark du Comité spécial. La composition du Sous-Comité I était donc la suivante: Ethiopie, Finlande, Mali, République-Unie de Tanzanie, Syrie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

150. A sa 33^e séance, le 1^{er} mars 1967, le Sous-Comité I a élu présidente M^{lle} Kongit Sinigiorgis (Ethiopie) et M. Rafic Jouejati (Syrie) rapporteur.

151. Le Sous-Comité I a tenu 14 séances et a présenté au Comité spécial trois rapports relatifs aux questions suivantes, dont l'examen lui avait été confié (voir par. 140 ci-dessus):

a) Ile Maurice, îles Seychelles et Sainte-Hélène (A/AC.109/L.498);

b) Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, au Sud-Ouest africain et dans les territoires sous domination portugaise, ainsi que dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale (A/AC.109/L.434);

c) Activités militaires entreprises par les puissances coloniales dans les territoires administrés par eux (A/AC.109/L.433).

152. Le chapitre XIV du présent rapport contient un compte rendu de l'examen, par le Comité spécial, des rapports du Sous-Comité relatifs à la question a. Le compte rendu de l'examen de la question b figure dans le document A/6868 et Add.1 et celui de la question c dans la section I du présent chapitre.

Sous-Comité II

153. A sa 489^e séance, le Comité spécial a décidé que le Sous-Comité II aurait les mêmes membres qu'en 1966. Sa composition était donc la suivante: Afghanistan, Australie, Chili, Etats-Unis d'Amérique, Inde, Irak, Pologne, Sierra Leone.

154. A sa 56^e séance, le 23 février 1967, le Sous-Comité II a élu M. C. R. Gharekhan (Inde) président et M. G. E. O. Williams (Sierra Leone) rapporteur.

⁸ A/AC.109/L.367, L.369, L.375, L.376, L.382, L.389, L.390, L.396, L.399, L.402 à 406, L.408, L.409 et Corr.1, L.421, L.425, L.426, L.430, L.435, L.436 et Corr.1, L.438, L.440 et L.441.

155. Le Sous-Comité II a tenu 14 séances et présenté des rapports sur les questions suivantes, dont l'examen lui avait été confié:

a) Question de l'envoi de missions de visite dans les territoires dont l'étude avait été confiée au Sous-Comité (A/AC.109/L.395);

b) Iles Gilbert-et-Ellice, Pitcairn et îles Salomon (A/AC.109/L.395/Add.1);

c) Nouvelles-Hébrides (A/AC.109/L.395/Add.2);

d) Guam et Samoa sous domination américaine (A/AC.109/L.395/Add.3);

e) Iles Nioué et Tokelaou (A/AC.109/L.395/Add.4);

f) Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (A/AC.109/L.395/Add.5);

g) Iles Cocos (Keeling), Territoire sous tutelle de Nauru, Papua et Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée (A/AC.109/L.395/Add.6).

156. On trouvera dans les chapitres XV à XXII du présent rapport des détails sur l'examen, par le Comité spécial, du rapport du Sous-Comité relatif aux divers territoires. Quant à l'examen, par le Comité spécial, du rapport relatif à la question de l'envoi de missions de visite, il fait l'objet de la section F du présent chapitre.

Sous-Comité III

157. A sa 489^e séance, le Comité spécial a décidé que le Sous-Comité III aurait la même composition qu'en 1966. Cette composition était donc la suivante: Bulgarie, Côte d'Ivoire, Iran, Italie, Madagascar, Uruguay, Venezuela.

158. A sa 60^e séance, le 23 février 1967, le Sous-Comité III a élu M. Mohsen S. Esfandiary (Iran) président et M. G. I. Carrasquero (Venezuela) rapporteur.

159. Le Sous-Comité III a tenu 39 séances et a soumis un rapport sur les questions suivantes, dont l'examen lui avait été confié:

a) Question de l'envoi de missions de visite dans les territoires dont l'étude avait été confiée au Sous-Comité (A/AC.109/L.401/Rev.1);

b) Iles Vierges américaines (A/AC.109/L.401/Add.1);

c) Iles Vierges britanniques (A/AC.109/L.401/Add.2);

d) Antigua, Dominique, Grenade, Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, Sainte-Lucie et Saint-Vincent (A/AC.109/L.401/Add.3);

e) Bermudes, Bahamas, Montserrat, îles Turks et Caïques et îles Caïmanes (A/AC.109/L.401/Add.4);

f) Iles Falkland (Malvinas) (A/AC.109/L.401/Add.4).

160. On trouvera au chapitre XXIII du présent rapport des détails sur l'examen, par le Comité spécial, du rapport du Sous-Comité relatif aux divers territoires. Quant à l'examen du rapport du Sous-Comité concernant la question de l'envoi de missions de visite, il fait l'objet de la section F du présent chapitre.

E. — EXAMEN DE LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES

161. Pendant la période considérée, le Comité spécial a examiné la situation dans les territoires suivants:

<i>Territoires</i>	<i>Séances</i>
Aden	490 ^e , 492 ^e , 493 ^e , 499 ^e , 504 ^e , 508 ^e , 543 ^e 567 ^e , 571 ^e (Siège de l'ONU)
Côte française des Somalis.....	499 ^e , 500 ^e , 502 ^e , 503 ^e , 506 ^e , 508 ^e (Siège de l'ONU) 537 ^e , 538 ^e (Dar es-Salam) 557 ^e , 559 ^e (Siège de l'ONU)
Ifni et Sahara espagnol.....	508 ^e , 547 ^e , 548 ^e , 552 ^e , 559 ^e , 560 ^e (Siège de l'ONU)
Territoires administrés par le Portugal....	513 ^e à 518 ^e (Kinshasa) 524 ^e , 526 ^e (Kitwe) 532 ^e à 534 ^e , 538 ^e à 541 ^e (Dar es-Salam)
Rhodésie du Sud.....	522 ^e , 523 ^e , 525 ^e , 527 ^e , 528 ^e (Kitwe) 536 ^e (Dar es-Salam)
Sud-Ouest africain	524 ^e à 526 ^e (Kitwe) 535 ^e , 537 ^e 539 ^e (Dar es-Salam) 554 ^e , 556 ^e , 557 ^e (Siège de l'ONU)
Gibraltar	543 ^e à 550 ^e , 570 ^e (Siège de l'ONU)
Iles Fidji	546 ^e , 555 ^e , 558 ^e , 560 ^e , 561 ^e (Siège de l'ONU)
Guinée équatoriale	551 ^e à 554 ^e , 556 ^e , 557 ^e , 564 ^e (Siège de l'ONU)
Souaziland	561 ^e , 568 ^e , 569 ^e (Siège de l'ONU)
Oman	564 ^e (Siège de l'ONU)
<i>Territoires dont l'examen a été renvoyé au Sous-Comité I</i>	
Ile Maurice, îles Seychelles et Sainte-Hélène	535 ^e à 539 ^e (Dar es-Salam)
<i>Territoires dont l'examen a été renvoyé au Sous-Comité II</i>	
Iles Gilbert-et-Ellice, Pitcairn et îles Salomon	562 ^e
Nouvelles-Hébrides	562 ^e
Iles Samoa américaines et Guam.....	562 ^e , 563 ^e
Nioué et îles Tokelaou.....	562 ^e , 563 ^e , 564 ^e
Territoire sous tutelle des îles du Pacifique	562 ^e , 564 ^e
Territoire sous tutelle de Nauru, Papua et Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, îles Cocos (Keeling).....	564 ^e
Brunei et Hong-kong.....	569 ^e
<i>Territoires dont l'examen a été renvoyé au Sous-Comité III</i>	
Iles Vierges américaines.....	564 ^e
Iles Vierges britanniques.....	565 ^e
Antigua, Dominique, la Grenade, Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, Sainte-Lucie et Saint-Vincent.....	489 ^e à 497 ^e , 500 ^e , 501 ^e , 504 ^e à 506 ^e , 565 ^e
Bermudes, Bahamas, Montserrat, îles Turks et Caïques et îles Caïmanes.....	565 ^e
Iles Falkland (Malvinas).....	565 ^e
Honduras britannique	548 ^e

162. On trouvera dans les chapitres III à XXIII du présent rapport des détails concernant l'examen, par le Comité spécial, des territoires indiqués ci-dessus, ainsi que les conclusions et recommandations du Comité à leur sujet.

163. A la 569^e séance, le Président du Comité spécial a, au nom du rapporteur du Sous-Comité II, fait savoir au Comité que, faute de temps, le Sous-Comité II avait décidé, à sa 67^e séance, d'ajourner l'examen des territoires de Brunéi et de Hong-kong. Au cours de la même séance, à la suite de déclarations des représen-

tants de la Pologne, de l'URSS et de la Bulgarie⁹, le Comité spécial a pris note de la décision susmentionnée. Les renseignements relatifs à ces deux territoires figurent aux chapitres XXI et XXII du présent rapport.

⁹ Les représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Bulgarie et de la Pologne ont déclaré que, puisque la question de Hong-kong intéressait directement la République populaire de Chine, l'ONU et ses organes — notamment le Comité spécial — ne pouvaient l'examiner tant que les droits légitimes de la République populaire de Chine ne seraient pas rétablis à l'Organisation des Nations Unies.

164. Faute de temps, le Sous-Comité III n'a pu étudier le Honduras britannique. Les renseignements relatifs à ce territoire figurent au chapitre XXIII du présent rapport.

F. — QUESTION DE L'ENVOI DE MISSIONS DE VISITE DANS LES TERRITOIRES

165. Aux termes du paragraphe 5 de sa résolution 2189 (XXI) du 13 décembre 1966, l'Assemblée générale a approuvé "le programme de travail envisagé par le Comité spécial pour 1967, y compris l'envoi de missions de visite et la possibilité de tenir une série de réunions en dehors du Siège, et prié les puissances administrantes d'autoriser l'envoi de missions de visite dans les territoires placés sous leur administration".

166. Lorsqu'il a approuvé le 26^e rapport du Groupe de travail (A/AC.109/L.368/Rev.1), le Comité spécial a, à sa 488^e séance, le 20 février 1967, prié les Sous-Comités I, II et III de lui transmettre sans retard des recommandations au sujet de l'envoi de missions de visite dans les territoires dont ils s'occupaient.

167. A sa 565^e séance, le 6 octobre, le Comité spécial a examiné les rapports présentés par les Sous-Comités II et III relatifs à la question de l'envoi de missions de visite dans les territoires dont ils s'occupaient (A/AC.109/L.395 et A/AC.109/L.401/Rev.1, voir annexe II).

168. Au cours de la même séance, les représentants du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique et d'Australie ont réaffirmé la position de leurs gouvernements quant à l'envoi de groupes de visite, telle qu'elle était précisée dans les rapports des sous-comités.

169. Au cours de la même séance, le Comité spécial a approuvé les sections des rapports des Sous-Comités II et III ayant trait à la question et fait siennes les conclusions et recommandations y figurant, étant entendu que les réserves exprimées par les membres seraient consignées dans les rapports.

170. Les conclusions et recommandations des sous-comités sont les suivantes :

Conclusions et recommandations du Sous-Comité II

"Le Sous-Comité note que la plupart des puissances administrantes persistent dans leur attitude négative à l'égard de l'envoi de missions de visite dans les territoires dont il s'occupe.

"Le Sous-Comité recommande au Comité spécial de prier instamment les puissances administrantes d'autoriser les missions de visite à se rendre dans ces territoires à une date rapprochée. Des recommandations détaillées concernant les territoires à visiter et diverses autres questions seront adoptées ultérieurement."

Conclusions et recommandations du Sous-Comité III

"Eu égard au paragraphe 5 de la résolution 2232 (XXI) de l'Assemblée générale ainsi qu'au paragraphe 5 de la résolution 2189 (XXI), le Sous-Comité note avec regret que les puissances administrantes, à savoir les Etats-Unis et le Royaume-Uni, continuent d'assumer la même attitude négative en ce qui concerne l'envoi de missions de visite dans les territoires dont le Sous-Comité III est chargé d'examiner la situation.

"Le Sous-Comité recommande au Comité spécial de prier instamment les puissances administrantes d'accepter l'envoi, à une date rapprochée, de missions de visite dans ces territoires."

G. — LISTE DES TERRITOIRES AUXQUELS S'APPLIQUE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

171. A sa 471^e séance, le 10 octobre 1966, le Comité spécial a approuvé les propositions suivantes contenues dans le vingt-cinquième rapport du Groupe de travail (A/AC.109/L.338) :

"10. A la suite d'un échange de vues relatif à diverses suggestions, le Groupe de travail a reconnu que la question de l'inscription de ces territoires, c'est-à-dire de Porto Rico et de l'archipel des Comores (sur la liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration), exigeait une étude plus détaillée et que, ne disposant pas d'assez de temps à la session en cours, il lui faudrait procéder à cette étude au début de la session suivante du Comité spécial. De plus, le Comité est convenu d'examiner alors quels autres territoires il serait possible d'inclure dans la liste de "tous les autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance."

172. Aux termes des dispositions du paragraphe 4 de sa résolution 2189 (XXI) du 13 décembre 1966, l'Assemblée générale a approuvé "les mesures prises ou envisagées par le Comité spécial pour l'année 1967 au sujet de la liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration".

173. A ses 509^e et 510^e séances, les 17 et 19 avril, le Comité spécial a examiné un rapport présenté par le Groupe de travail et portant sur la question de l'inclusion de Porto Rico et de l'archipel des Comores dans la liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration. Le paragraphe pertinent dudit rapport (A/AC.109/L.392) se lit comme suit :

"2. Après avoir débattu la question, le Groupe de travail est tombé d'accord pour renvoyer au Comité spécial la question de l'inclusion de Porto Rico et de l'archipel des Comores dans la liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration. Le représentant de l'Italie a réservé la position de sa délégation en ce qui concerne cette décision."

174. A l'issue de l'examen de la question (voir par. 178 à 256 ci-après), le Comité spécial a adopté, à sa 510^e séance, une proposition du représentant de la Syrie tendant à ajourner *sine die* la discussion sur la question de l'inclusion de Porto Rico dans la liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration. Cette proposition a été adoptée par 19 voix contre 8 avec une abstention.

175. Au cours de la même séance, le Comité spécial a décidé également de remettre à plus tard l'étude de la question de l'inclusion de l'archipel des Comores dans la liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration.

176. A sa 564^e séance, le Comité spécial, en approuvant le trente-troisième rapport du Groupe de travail, a décidé de poursuivre à sa prochaine session l'étude de la question de la liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration.

177. Les points de vue exprimés par les membres du Comité, aux 509^e et 510^e séances, sur la question de l'inclusion de Porto Rico dans la liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration sont exposés ci-après.

Opinions exprimées par les membres du Comité

178. La représentante des *Etats-Unis d'Amérique* pense que le problème posé par le rapport du Groupe de travail intéresse uniquement la procédure et que les faits sont clairs. Pendant nombre d'années, les Etats-

Unis ont communiqué des renseignements sur Porto Rico, en tant que territoire non autonome, en vertu de l'Article 73, *e*, de la Charte. Lors des élections générales de 1951, le peuple de Porto Rico a voté sans équivoque à raison de près de 6 voix contre une pour le parti qui préconisait, pour le territoire, le statut de commonwealth lequel l'a emporté sur le parti qui défendait la thèse de l'indépendance; l'île est alors devenue un Commonwealth, c'est-à-dire un Etat libre, associé aux Etats-Unis, et la Constitution du Commonwealth de Porto Rico est entrée en vigueur le 25 juillet 1952.

179. Etant donné que, de ce fait, Porto Rico est parvenu à une pleine autonomie, le Gouvernement des Etats-Unis a conclu qu'il cesserait d'être approprié de communiquer des renseignements sur ce Commonwealth, aux termes de l'Article 73, *e*, de la Charte, et a dûment informé l'Organisation des Nations Unies de cette décision. Une documentation complète a été adressée au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes de l'Assemblée générale qui a discuté de la question et a adopté une résolution où il notait que le peuple de Porto Rico avait obtenu un nouveau statut constitutionnel après avoir fait connaître sa volonté librement et démocratiquement et que l'on pouvait considérer l'Article 73, *e*, de la Charte comme ne s'appliquant plus à ce Commonwealth. Le 27 novembre 1953, l'Assemblée générale a adopté la résolution 748 (VIII) dans laquelle elle prenait acte avec satisfaction des conclusions auxquelles le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes était parvenu et reconnaissait explicitement que le peuple de Porto Rico avait effectivement exercé son droit de disposer de lui-même et avait été investi d'attributs de souveraineté politique qui indiquaient clairement que le peuple porto-ricain s'administrait lui-même en tant qu'entité politique autonome. L'Assemblée a considéré, en outre, qu'il convenait de mettre fin à la communication des renseignements visés à l'Article 73, *e*, de la Charte en ce qui concerne Porto Rico.

180. Etant donné que l'Assemblée générale elle-même a estimé que Porto Rico avait cessé d'être un territoire colonial ou non autonome pour devenir un territoire autonome ayant un statut constitutionnel et international choisi par le peuple lui-même, il est difficile de comprendre qu'un organe subsidiaire de l'Assemblée générale, créé pour appliquer une déclaration concernant des territoires coloniaux, puisse inscrire la question de Porto Rico à son ordre du jour. Prétendre que Porto Rico constitue un territoire colonial relevant de la compétence du Comité spécial équivaldrait à suggérer que ce dernier est en mesure de mener une action en contradiction avec les conclusions de l'organe dont il dépend, et créerait une situation dans laquelle toute décision de l'Assemblée générale pourrait être contestée ultérieurement par un organe subsidiaire. La question revêt la plus grande importance, car une proposition visant à inscrire la question de Porto Rico à l'ordre du jour du Comité, non seulement entraînerait une violation des dispositions et règlements fondamentaux de la Charte des Nations Unies, mais également constituerait une ingérence dans une affaire intéressant directement les Etats-Unis et tous leurs citoyens, y compris ceux de Porto Rico. Sur un pareil sujet, il ne saurait y avoir de malentendu.

181. Le statut de Porto Rico, qui est un Commonwealth associé, a été librement choisi au cours d'élections démocratiques au suffrage universel des adultes et a été confirmé par l'Assemblée générale. En consé-

quence, la délégation des Etats-Unis propose officiellement de ne pas inclure Porto Rico dans la liste des territoires que doit examiner le Comité spécial. La proposition des Etats-Unis a été consignée par la suite en ces termes:

"Compte tenu du trentième rapport du Groupe de travail et eu égard à la résolution 748 (XVIII) de l'Assemblée générale, Porto Rico ne devrait pas être examiné par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux."

182. Le représentant de l'Uruguay a dit qu'en examinant le problème qui lui a été renvoyé par le Groupe de travail, le Comité doit décider tout d'abord s'il est compétent pour prononcer un jugement sur le statut actuel du Commonwealth de Porto Rico. Le représentant de l'Uruguay abordera la question du point de vue juridique, en tenant compte de l'importance qu'il y a à appliquer rigoureusement les règles du droit si l'on veut faire en sorte que soit favorisée la réalisation des objectifs de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines politique, économique, humanitaire et social et que soient sauvegardés les intérêts du peuple de Porto Rico.

183. Le Comité spécial est un organe subsidiaire de l'Assemblée générale, créé en vertu de la résolution 1654 (XVI) pour étudier l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale]. Ses pouvoirs sont définis aux paragraphes 4, 5 et 6 de cette résolution. A la dix-septième session, le Comité spécial a été invité, aux termes du paragraphe 8 de la résolution 1810 (XVII), à continuer de rechercher les voies et moyens les mieux appropriés en vue de l'application rapide et intégrale de la Déclaration à tous les territoires qui n'avaient pas encore accédé à l'indépendance ainsi qu'à proposer des mesures concrètes à cet égard. Il ressort nettement de ces dispositions que le Comité doit s'occuper exclusivement des territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, expression qui figure également au paragraphe 5 de la Déclaration elle-même.

184. En 1953, dans sa résolution 748 (VIII), l'Assemblée a décidé que le Commonwealth de Porto Rico n'entrait pas dans la catégorie des territoires coloniaux qui n'avaient pas accédé à l'indépendance. La résolution en cause contient un certain nombre d'indications concernant le nouveau statut politique et constitutionnel de Porto Rico, mais le représentant de l'Uruguay ne les examinera pas, car elles ne relèvent pas de la compétence du Comité spécial. Quoi qu'il en soit, il n'en reste pas moins que l'Assemblée générale a pris une décision sur la question. L'organe principal compétent a adopté une résolution dans l'exercice des pouvoirs spéciaux qui lui ont été conférés en vertu de la Charte, huit ans avant la création du Comité spécial. Contester la validité de la décision de l'Assemblée générale et tenter de revenir sur cette décision entraînerait un très grave bouleversement de l'organisation juridique de l'ONU, et, par conséquent, le Comité spécial devrait se borner à indiquer qu'il est incompétent en la matière.

185. Quelques jours auparavant, à la 29^e séance du Comité préparatoire de la Conférence internationale des droits de l'homme, le représentant de la Pologne a soutenu, à juste titre, que l'existence d'une résolution antérieure de l'Assemblée générale relative à la question en litige interdisait à l'organe subsidiaire en cause

d'intervenir à ce sujet. On a souligné, à cette occasion, que l'Assemblée générale avait déjà décidé d'adopter le russe comme langue de travail de la Conférence et que le Comité préparatoire n'était pas compétent pour contester cette décision. Cette thèse a été admise. A l'heure actuelle, le Comité spécial doit faire face à une situation identique, sauf que la question débattue n'est pas l'exclusion d'une langue, mais l'inclusion d'un territoire dans une liste particulière. Il est évident que l'organe subsidiaire ne possède pas le pouvoir de modifier la décision de l'organe dont il dépend.

186. Le représentant de l'Uruguay tient à examiner ensuite une objection qui pourrait, éventuellement, être élevée. Le Groupe de travail, pour justifier le renvoi de la question au Comité spécial réuni en séance plénière, a mentionné, dans le document A/AC.109/L.392, le paragraphe 10 de son vingt-cinquième rapport (A/6300, chap. 1^{er}, par. 265). Dans ce paragraphe, le Groupe de travail exprimait l'opinion que la question de l'inscription de Porto Rico et de l'archipel des Comores exigeait une étude plus détaillée. Toutefois, cette déclaration ne laisse nullement entendre que le Groupe de travail prétend que le Comité est compétent pour régler une question qui a été tranchée il y a des années par l'Assemblée générale. Le Groupe de travail a simplement ajourné l'examen de la question en raison de sa complexité, sans prendre position sur le point de savoir si le Comité était compétent pour prendre une décision en la matière.

187. Toute décision d'inclure Porto Rico dans la liste des territoires à examiner que pourrait prendre le Comité serait nulle et non avenue et provoquerait un conflit de pouvoirs avec l'Assemblée générale. Le représentant de l'Uruguay comprend que la décolonisation représente un devoir politique très important et qu'il est déplaisant pour ceux qui sont vivement préoccupés par la liberté des peuples qu'on ait recours à des arguments d'ordre juridique. L'Organisation des Nations Unies s'efforce de réaliser un grand nombre d'objectifs d'ordre essentiellement politique, mais il est dans l'intérêt de tous que son action soit conforme aux règles du droit. Personne n'aurait foi en une organisation mondiale qui désobéirait à ses propres règlements et encouragerait des dissensions entre ses propres organes.

188. Compte tenu de ces considérations, l'Uruguay appuiera une motion qui viserait à indiquer que le Comité n'est pas compétent en la matière et, en conséquence, votera en faveur de la non-inclusion de Porto Rico dans la liste des territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance.

189. Quant à l'archipel des Comores, le représentant de l'Uruguay suggère d'aborder l'examen de cette question à une date ultérieure en raison de la complexité des facteurs spéciaux dont on devra tenir compte.

190. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a rappelé que sa délégation a déjà fait connaître sa position sur la question de Porto Rico au Comité spécial en octobre 1965 et en octobre 1966 et a prouvé que la proposition tendant à inscrire la question à l'ordre du jour du Comité était fondée. La délégation soviétique a fait reposer sa position sur le fait qu'en dépit des déclarations des Etats-Unis tendant à prouver le contraire, le peuple de Porto Rico était privé de la possibilité d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et que l'île demeurait un territoire colonial. Cette délégation a toujours la même opinion. Des représentants des Etats-Unis au sein de divers organismes des Nations Unies essaient de jeter

le doute sur la compétence de l'Organisation en matière d'examen de la question de Porto Rico, en prétendant que l'on a soi-disant offert au peuple du territoire la possibilité d'exercer son droit à l'autodétermination, qu'à la suite de l'adoption d'une nouvelle constitution, Porto Rico est devenu un Etat entièrement autonome et que ce fait a été confirmé par l'Assemblée générale dans sa résolution 748 (VIII). Il est un autre argument invoqué par la délégation uruguayenne et d'autres délégations, à savoir qu'étant donné que le Comité spécial est un organe subsidiaire de l'Assemblée générale, il peut examiner la question en se fondant simplement sur une résolution pertinente de l'Assemblée. De l'avis de la délégation soviétique, ces deux arguments sont sans valeur puisque, du point de vue de la procédure et du point de vue des principes, le problème de Porto Rico relève de la compétence du Comité spécial.

191. Pour ce qui est de la procédure, le représentant de l'URSS rappelle que le Comité spécial a abordé l'examen du problème en 1965 et 1966 et que, dans son rapport à l'Assemblée générale lors de sa vingt et unième session, il a déclaré que son Groupe de travail avait décidé que la question de l'inclusion des territoires, à savoir Porto Rico et l'archipel des Comores, exigeait une étude plus détaillée et qu'en raison du manque de temps le Groupe procéderait à cette étude au début de sa session suivante. Comme le savent les membres du Comité, dans sa résolution 2189 (XXI), l'Assemblée générale a approuvé le rapport du Comité spécial et le programme de travail proposé pour 1967. Il apparaît donc clairement que l'Assemblée générale a chargé, sans équivoque, le Comité spécial et son Groupe de travail de la tâche consistant à étudier l'inscription de la question de Porto Rico à l'ordre du jour du Comité. Il apparaît clairement aussi que cette étude devra être effectuée au début de la session actuelle du Comité spécial. En conséquence, on peut tirer deux conclusions des décisions susmentionnées: en premier lieu, le Comité est habilité à examiner la question et à décider lui-même s'il convient de l'inscrire à son ordre du jour et, en second lieu, il lui a été donné clairement pour directive d'examiner la question au début de sa session actuelle. Ainsi donc, l'argument selon lequel le Comité ne pourrait pas examiner la question avant d'avoir reçu des instructions de l'Assemblée générale à cet effet ne saurait résister à l'examen, car le Comité a déjà reçu ces instructions.

192. La Déclaration de la deuxième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue au Caire, a notamment condamné les manifestations du colonialisme et du néo-colonialisme en Amérique latine. Tout particulièrement, elle a attiré l'attention du Comité spécial sur le cas de Porto Rico et lui a demandé d'examiner la situation dans ce territoire conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Il est évident que les nombreux Etats qui ont participé à la Conférence étaient de l'avis que Porto Rico n'est rien d'autre qu'une colonie et que la résolution de l'Assemblée générale en question s'applique à ce territoire.

193. Pour ce qui est du fond même du problème, il est aussi évident que le Comité spécial est pleinement en droit d'examiner le cas de Porto Rico. L'affirmation des représentants des Etats-Unis selon laquelle la population de Porto Rico a eu la possibilité, au référendum de 1951, d'opter entre l'indépendance, la constitution d'un nouvel Etat fédéral et l'association en tant que Commonwealth est en contradiction flagrante avec les faits. Une analyse des documents pertinents

et de la situation actuelle dans le territoire montre que la population n'a jamais eu l'occasion de se prononcer sur son propre avenir et que Porto Rico est toujours un territoire non autonome. C'est ainsi que le fonctionnaire chargé d'enregistrer les résultats des élections du territoire a déclaré le 18 mars 1965 que son service ne possédait aucun document indiquant qu'il s'était déroulé à Porto Rico un référendum au cours duquel la population a pu opter entre l'indépendance, la constitution d'un nouvel Etat fédéral et le statut de Commonwealth. Cette déclaration montre clairement que l'occasion n'a pas été donnée aux habitants de Porto Rico de se prononcer sur leur statut futur. D'autre part, cherchant à esquiver leurs responsabilités qui consistent à préparer leur colonie à une autonomie véritable, les Etats-Unis d'Amérique ont imposé à Porto Rico le statut colonial de Commonwealth par la *Public Law 600* adoptée par le Congrès des Etats-Unis le 3 juillet 1950. Pour donner l'impression que Porto Rico est devenu autonome non à la suite d'une mesure unilatérale prise par une puissance coloniale mais conformément aux vœux de la population locale, la loi stipulait qu'elle devait prendre la forme d'un accord et être approuvée par voie de référendum à la majorité relative et qu'à la suite de ce référendum une convention constitutionnelle serait réunie en vue de rédiger un projet de constitution. La loi en question habilitait le Président des Etats-Unis d'Amérique à déterminer si la Constitution ainsi adoptée était conforme aux dispositions de la législation américaine et de la Constitution des Etats-Unis. Dans l'affirmative, la nouvelle Constitution devait être soumise au Congrès pour approbation. La résolution adoptée le 3 juillet 1952 par les deux chambres du Congrès des Etats-Unis approuvait la Constitution de Porto Rico sous réserve de certaines modifications. Une disposition aux termes de laquelle tout amendement ou toute révision de la Constitution doit être conforme à la résolution précitée du Congrès des Etats-Unis, aux dispositions pertinentes de la Constitution des Etats-Unis, au *Federal Relations Act* et à la *Public Law 600* a ainsi été introduite dans la Constitution. Il est donc manifeste que le Congrès des Etats-Unis, où Porto Rico n'est pas représenté, continue d'exercer un contrôle légal sur ce territoire.

194. Le représentant de l'Uruguay a voulu prouver que le Comité spécial n'est pas compétent pour examiner la question de Porto Rico et qu'il saperait les fondements mêmes des Nations Unies s'il discutait du fond de la résolution 748 (VIII) de l'Assemblée générale. La délégation de l'Union soviétique ne saurait accepter qu'une résolution ne puisse être discutée du seul fait qu'elle a été adoptée. Accepter cet argument signifierait que la résolution relative à l'"Union pour la paix" constitue un document fondamental des Nations Unies bien qu'elle ait été adoptée en violation de la Charte et de tous les principes des Nations Unies et qu'elle ait été imposée à l'Organisation par les Etats-Unis d'Amérique à un moment où ce pays contrôlait la majorité à l'Assemblée générale. Se référant à la résolution 748 (VIII), le représentant de l'URSS déclare que l'Assemblée générale a, en essence, adopté le point de vue de la puissance coloniale, c'est-à-dire des Etats-Unis. En échafaudant à Porto Rico leur abominable Commonwealth, les Etats-Unis ont foulé aux pieds le principe de l'égalité des droits, que consacre la Charte. Le Comité doit se guider sur la Charte des Nations Unies et non sur la résolution en question, qui va à l'encontre de ses dispositions fondamentales.

195. Pour ce qui est des conclusions du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, le représentant de l'Union soviétique tient à rappeler que l'unanimité ne s'était pas faite au Comité au sujet du nouveau statut constitutionnel du territoire. En particulier, le représentant de l'Inde avait déclaré que Porto Rico ne possédait pas tous les attributs d'un Etat pleinement indépendant ou autonome. De plus, la résolution adoptée par le Comité reposait sur les renseignements communiqués par les Etats-Unis. Dans sa résolution 748 (VIII), l'Assemblée générale a exprimé l'avis "qu'il ressort de la documentation communiquée que la conclusion d'une association entre l'Etat libre associé de Porto Rico et les Etats-Unis d'Amérique résulte d'un commun accord" et a considéré qu'il convenait de mettre fin à la communication de renseignements relatifs à Porto Rico en vertu de l'Article 73, e, de la Charte. En fait, l'Assemblée générale a adopté le point de vue de la puissance administrante, selon laquelle les relations entre les territoires non autonomes et les Etats chargés de les administrer sont une question qui relève de la compétence nationale de ces Etats et que seule la puissance coloniale peut décider si un territoire est autonome ou non. En prenant une telle décision et en reconnaissant ainsi que les Etats-Unis n'étaient plus responsables du territoire, l'Assemblée générale a failli à l'une de ses plus importantes attributions selon laquelle, aux termes de l'Article 13 de la Charte, l'Assemblée générale provoque des études et fait des recommandations en vue de faciliter la jouissance des droits de l'homme. Or, un des plus importants de ces droits est le droit des peuples à l'autodétermination. De l'avis de la délégation de l'Union soviétique, le Comité ne doit pas être lié par une résolution qui a été adoptée en violation des dispositions de la Charte.

196. Conformément à la Charte, tous les Etats Membres des Nations Unies ont l'obligation de développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes. En constituant le "Commonwealth" de Porto Rico, les Etats-Unis ont conservé leur position privilégiée; ce faisant, ils ont violé de façon flagrante le principe de l'égalité de droits et celui de l'autodétermination. Les Etats-Unis continuent d'être responsables des affaires étrangères et de la défense de Porto Rico, prérogatives les plus importantes d'un Etat indépendant.

197. Porto Rico est représenté au Congrès des Etats-Unis seulement par un commissaire résident qui n'a pas le droit de vote alors que cet organe décide de questions qui ont des conséquences directes pour le territoire. La Constitution prévoit que la Cour suprême de Porto Rico juge en dernier ressort, mais il peut en fait être fait appel de ses décisions auprès d'un tribunal des Etats-Unis. Le peuple de Porto Rico a été privé de la possibilité de diriger ses propres affaires et le Congrès des Etats-Unis a toujours compétence exclusive dans les domaines suivants: service militaire, déclaration de guerre, douanes, monnaie, navigation, transports aériens, relations extérieures, citoyenneté, statut des étrangers, salaires et législation du travail, stationnement des forces armées, etc. Les monopoles américains continuent d'être les maîtres de l'économie du territoire. De plus, comme le journal britannique *The Guardian* l'écrivait le 6 août 1965, l'existence sur le territoire d'un grand nombre de bases militaires est l'un des principaux obstacles à l'indépendance de Porto Rico. Ainsi, le référendum qui s'est déroulé à Porto

Rico en 1951 et qui n'était jamais qu'une façade destinée à masquer la politique colonialiste des Etats-Unis s'est déroulé dans un climat de domination politique et économique des Etats-Unis et l'impérialisme américain a sacrifié les aspirations de la population portoricaine à ses propres fins économiques et militaires. Même les milieux officiels des Etats-Unis ne réussissent pas à dissimuler le statut colonial de Porto Rico. En 1952, un membre du Congrès des Etats-Unis qualifiait la prétendue Constitution de Porto Rico de statut colonial fragile et insignifiant. En mai 1963, l'ancien *Attorney-General* de Porto Rico déclarait que la *Public Law 600* n'était qu'une farce qui laissait intacte la structure de l'administration coloniale. En 1964, Luther Hodges, ancien secrétaire au commerce, déclarait qu'en accordant le statut de Commonwealth à Porto Rico en 1952, le Congrès n'avait pas eu l'intention de modifier le statut du territoire, "possession" des Etats-Unis. Il est manifeste que les déclarations des représentants des Etats-Unis selon lesquelles la population de Porto Rico aurait exercé son droit à l'autodétermination et que l'île serait devenue un territoire autonome sont dénuées de tout fondement et qu'elles visent simplement à égarer une opinion publique mal informée.

198. La Constitution de Porto Rico, qui a été imposée par les Etats-Unis, est en complète contradiction avec les dispositions du paragraphe 5 de la déclaration qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Le seul fait que le Gouvernement des Etats-Unis prévoit un plébiscite pour juillet 1967 montre bien qu'il ne peut plus prétendre que le statut actuel de Porto Rico est conforme aux dispositions de la Charte et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Comme le référendum de 1951, le plébiscite envisagé sera organisé sous le contrôle des organes exécutifs de la puissance coloniale, dans une atmosphère de répression et de persécution et dans des conditions d'occupation militaire, et le Gouvernement des Etats-Unis ne s'est même pas engagé à respecter les résultats du plébiscite.

199. Porto Rico fait partie de la troisième catégorie des territoires énumérés au paragraphe 5 de la Déclaration qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et le Comité spécial doit inscrire la question à son ordre du jour.

200. Le représentant de la *République-Unie de Tanzanie* dit que sa délégation s'élève contre l'affirmation selon laquelle le Comité n'est pas compétent pour discuter de l'inscription de Porto Rico à son ordre du jour. Au paragraphe 4 de la résolution 2189 (XXI), l'Assemblée générale a approuvé "les mesures prises ou envisagées par le Comité spécial au sujet de la liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration" et a approuvé le rapport du Comité spécial dans lequel il était fait allusion au vingt-cinquième rapport du Groupe de travail qui a exprimé l'avis que la question de l'inscription à l'ordre du jour de certains territoires, dont Porto Rico, demandait à être étudiée plus avant et qu'une telle étude devrait avoir lieu au début de la session de 1967. L'Assemblée générale a clairement approuvé cette décision et la compétence du Comité spécial à examiner la question a été ainsi confirmée. Cette décision de l'Assemblée générale doit l'emporter sur toute décision antérieure qui est incompatible avec elle. Chaque session de l'Assemblée générale est souveraine et les décisions des dernières sessions ont préséance sur celles des sessions antérieures. Ainsi, le Comité est habilité en droit à se saisir de la question de Porto Rico.

201. La délégation tanzanienne se déclare sans réserve pour l'inscription de la question du territoire colonial de Porto Rico à l'ordre du jour du Comité. Elle s'appuie, ce faisant, sur la déclaration de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés qui s'est tenue au Caire¹⁰. Les forces anticolonialistes et anti-impérialistes représentées à cette conférence ont estimé de leur devoir de proclamer le droit de Porto Rico à l'indépendance. Dans la résolution 1514 (XV), l'Assemblée générale a déclaré que des mesures immédiates devaient être prises dans tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires. Or, Porto Rico est un territoire colonial et n'est pas indépendant. Le représentant de l'Union soviétique a énuméré certains des domaines qui sont toujours entre les mains de la Puissance administrante. Dans ces conditions, Porto Rico continue nettement d'être une colonie et relève des dispositions de la résolution 1514 (XV) et de la compétence du Comité.

202. Le représentant de la Tanzanie rappelle que, dans le cas des îles Cook, il avait été décidé que la Puissance administrante devait mettre fin à la communication de renseignements en vertu de l'Article 73, e, de la Charte. Il avait été stipulé toutefois que les habitants des îles Cook auraient le droit d'exercer l'option prévue par la résolution 1514 (XV) à tout moment où ils le souhaiteraient. Ce faisant, l'Assemblée générale a confirmé que la Déclaration s'applique à un territoire aussi longtemps qu'il ne jouit pas de l'indépendance complète. Il en est bien ainsi pour Porto Rico. C'est pourquoi la question de Porto Rico doit être inscrite à l'ordre du jour afin qu'elle puisse être examinée de façon très approfondie.

203. Le représentant de la Tanzanie est également pour l'inscription de la question de l'archipel des Comores à l'ordre du jour du Comité, d'autant que la Puissance administrante intéressée a refusé, pour un autre territoire, de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et qu'une situation grave a été ainsi créée dans ce territoire.

204. Le représentant de la *Bulgarie* dit qu'étant donné l'importance de la question sa délégation avait appuyé au Groupe de travail la suggestion tendant à renvoyer en séance plénière la question de l'inscription de Porto Rico à l'ordre du jour du Comité spécial.

205. Comme les représentants de l'Union soviétique et de la Tanzanie l'ont fait observer, en adoptant les rapports du Comité spécial pour 1965 et pour 1966 et en approuvant les mesures prises et envisagées par le Comité spécial pour l'année 1967 au sujet de la liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration [résolution 2189 (XXI), par. 4], l'Assemblée générale a autorisé le Comité spécial à examiner la question. De plus, de nombreuses demandes d'inscription de Porto Rico à l'ordre du jour du Comité ont été reçues.

206. La position de la délégation bulgare se fonde sur le mandat du Comité spécial tel qu'il est défini par la résolution 1514 (XV) et les résolutions ultérieures ayant trait à son application et elle est conforme aux principes sur lesquels se fonde la politique de la Bulgarie et qui consistent à défendre le droit sacré des peuples dépendants à l'autodétermination et à la liberté et à les appuyer dans la lutte qu'ils mènent. Conformément au paragraphe 5 de la déclaration qui figure dans la résolution 1514 (XV), le Comité spécial a un mandat bien précis selon lequel il doit s'occuper de tous les

¹⁰ Document A/5763.

territoires coloniaux, territoires sous tutelle, territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, comme cela est le cas pour Porto Rico. La deuxième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue au Caire en octobre 1964, a attiré l'attention du Comité spécial sur le cas de Porto Rico et lui a demandé d'examiner la situation de ce territoire conformément à la résolution 1514 (XV). Le Comité spécial est pleinement qualifié pour examiner la question de Porto Rico car il s'agit toujours d'un territoire non autonome auquel la résolution 1514 (XV) s'applique pleinement. Cette résolution est la raison d'être du Comité et tous les critères employés pour déterminer si un territoire est autonome ou non autonome doivent en tenir compte.

207. S'il est vrai que les habitants de Porto Rico ont vraiment exercé leur droit à l'autodétermination et ont accédé à l'autonomie, on a peine à comprendre pourquoi un prétendu plébiscite doit se dérouler en juillet 1967. La raison principale en est que l'on veut donner l'impression que la population est consultée alors que, dans la réalité, le colonialisme qui y existe en fait est maintenu. Le plébiscite offrirait apparemment un choix entre la création d'un nouvel Etat fédéral et l'indépendance mais le Congrès des Etats-Unis ne veut pas s'engager à l'avance à en respecter les résultats. Il s'agit manifestement d'une tentative des Etats-Unis d'esquiver leurs responsabilités internationales et de différer à nouveau la solution du problème colonial qui se pose à Porto Rico. Porto Rico doit être inscrit sur la liste des territoires auxquels s'applique la résolution 1514 (XV) et le Comité spécial devrait examiner en détail la situation politique, économique, sociale etc., du territoire sous tous ses aspects.

208. Le représentant de la Syrie a dit que la position de sa délégation repose sur trois principes. Le premier est que chaque session de l'Assemblée générale décide elle-même le choix de ses travaux. S'il n'en était pas ainsi, les mêmes erreurs seraient perpétuées. L'histoire même des Nations Unies ne manque pas d'exemples de tragédies causées par des déformations de l'expression de la volonté de la majorité. La vérité n'est jamais établie d'après le nombre de suffrages. Deuxièmement, en tant que pays non aligné, la Syrie est liée par les décisions prises à la deuxième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés, qui a prié le Comité spécial d'examiner à la lumière de la résolution 1514 (XV) la situation à Porto Rico et dans d'autres territoires. Troisièmement, la composition et l'orientation politique des Nations Unies ont notablement changé depuis 1953, année de l'adoption de la résolution 748 (VIII). Sur les 46 Etats qui ont participé à la deuxième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés, il y en avait 27 qui n'avaient pas été membres de l'ONU en 1953; autrement dit, un plus petit nombre d'entre eux ont voté pour la résolution 748 (VIII) puisque les résultats ont été 26 pour, 16 contre et 18 abstentions. Le fait qu'à la Quatrième Commission, avant que la question ait été soumise à l'Assemblée générale, il y a eu 22 voix pour, 18 contre et 19 abstentions semble indiquer que la délégation des Etats-Unis a fait pression sur certains membres en vue d'obtenir quatre voix supplémentaires.

209. Le représentant de la Syrie souligne qu'il est dit au paragraphe 9 du dispositif de la résolution 748 (VIII) qu'il sera dûment tenu compte du progrès poli-

tique accompli par le peuple de Porto Rico et de la volonté du peuple portoricain et de celle du peuple des Etats-Unis d'Amérique et aussi dans le cas où l'une ou l'autre des parties à l'association désirerait apporter une modification aux termes de cette association. Il espère que des progrès ont été réalisés depuis 1953, mais, à son avis, la volonté du peuple ne peut s'affirmer que s'il jouit de la souveraineté politique et certains orateurs précédents ont déjà parlé des droits dont le peuple portoricain est privé.

210. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que c'est le peuple portoricain qui a choisi son statut actuel. D'autres pays, dont la Syrie, qui ont été victimes du colonialisme, ont vu des gouvernements formés et déposés, la volonté du peuple déformée et des parties de leurs pays cédées. A Porto Rico, seulement 34 p. 100 des habitants ayant le droit de vote ont voté effectivement pour le statut actuel, 6 p. 100 ont voté contre et 60 p. 100 se sont abstenus. D'autre part, aucune autre option n'a été offerte. Cela ne prouve guère que le peuple portoricain a été autorisé à exprimer librement sa volonté.

211. La seule résolution qui doit guider le Comité spécial est la résolution 1514 (XV), et notamment le paragraphe 5 qui confirme pleinement les dispositions énoncées au paragraphe 9 de la résolution 748 (VIII). Si les Etats-Unis sont sûrs d'avoir le droit pour eux, ils ne devraient pas chercher à empêcher le Comité spécial d'examiner la question. La délégation syrienne appuie donc pleinement l'inscription des deux territoires de Porto Rico et des îles Comores à l'ordre du jour du Comité spécial.

212. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord partage pleinement les objections exprimées par le représentant des Etats-Unis à l'encontre de l'inscription de Porto Rico à l'ordre du jour du Comité. C'est seulement à la Puissance administrante de décider quand un territoire formellement placé sous son administration a cessé d'être non autonome au sens du Chapitre XI de la Charte. Telle est la position de principe du Gouvernement britannique. Toutefois, dans la résolution 748 (VIII), l'Assemblée générale elle-même a reconnu le nouveau statut de Porto Rico en tant qu'entité politique autonome et a déclaré qu'il convenait de mettre fin à la communication de renseignements au titre de l'Article 73, e, de la Charte. Comme le représentant de l'Uruguay, le représentant du Royaume-Uni pense que ce n'est pas au Comité spécial de contester ou de révoquer une décision claire et précise prise par l'Assemblée générale elle-même. Par ailleurs, le peuple portoricain a souvent eu l'occasion d'exprimer ses vues quant à son statut présent et futur. L'appui reçu par les partis politiques préconisant l'indépendance a diminué depuis 1952 pour n'être plus que 21 000 suffrages en 1964, tandis que les deux importants partis qui appuient le présent statut de Porto Rico ont reçu en 1964 l'un 479 000 suffrages et l'autre 277 000. Il est donc clair que Porto Rico n'est pas un territoire non autonome ou colonial et que le Comité n'a pas compétence pour l'examiner.

213. Les mêmes considérations s'appliquent à l'archipel des Comores. En mars 1959, la France, ancienne puissance administrante, a informé l'Organisation des Nations Unies que le territoire était devenu pleinement autonome et que le Chapitre XI de la Charte ne lui était plus applicable. Elle a également fourni d'abondantes preuves à l'appui de cette décision, qui n'a été

contestée par aucune décision, formelle ou autre, de l'ONU, ni en 1959 ni depuis.

214. Si l'on décide maintenant que de nouveaux territoires peuvent être ajoutés à la liste déjà très longue du Comité, ne serait-ce que pour examiner la question de savoir s'ils doivent être examinés, on soulèverait des controverses interminables. Si le Comité ne met aucune limite au sens de ce qui est appelé un territoire qui n'a pas encore accédé à l'indépendance, la liste en serait interminable, en particulier si le Comité soulève de nouveau la question de territoires dont la décolonisation a déjà été officiellement reconnue par les Nations Unies. La délégation britannique appuie pleinement la proposition des Etats-Unis.

215. Le représentant de l'Italie dit que les réserves de sa délégation, qui sont consignées dans le trentième rapport du Groupe de travail, ont trait tant à la question de compétence qu'à celle des méthodes. Pour ce qui est de la première, sa délégation est convaincue que le Comité spécial n'a ni le pouvoir ni l'autorité de décider qu'un territoire n'a pas encore accédé à l'indépendance au sens du paragraphe 5 de la résolution 1514 (XV) ni de l'inscrire à son ordre du jour. Au cours de ses cinq années d'existence, le Comité spécial n'a pas ajouté un seul territoire à sa liste initiale sans y avoir été préalablement autorisé par l'Assemblée générale. Une décision de cette envergure, qui revient à définir le statut d'un territoire et entraîne des conséquences d'ordre juridique et pratique, ne peut pas être prise par un organe subsidiaire de l'Assemblée générale tel que le Comité spécial. Le Comité spécial est encore moins compétent pour examiner les territoires qui ont déjà fait l'objet d'une résolution de l'Assemblée générale, comme Porto Rico, ou qui ne figurent plus sur la liste de territoires non autonomes avec l'accord implicite de l'Assemblée générale, tels que les îles Comores.

216. Le représentant de l'Italie reconnaît qu'en approuvant les rapports du Comité spécial l'Assemblée générale a implicitement approuvé tous les travaux du Comité, y compris la décision de remettre à 1967 un débat de procédure sur la question de savoir si un certain nombre de questions devraient ou ne devraient pas être inscrites à l'ordre du jour. L'Assemblée générale ne peut cependant pas exprimer à l'avance une opinion sur une décision que le Comité spécial n'a pas encore prise. On ne saurait donc accepter le raisonnement des représentants de l'URSS et de la République-Unie de Tanzanie à ce sujet.

217. De même, la délégation italienne ne souscrit pas à un autre argument selon lequel un changement de la composition de l'Organisation des Nations Unies rend des résolutions antérieures caduques et désuètes. Ce serait porter un dur coup à l'Organisation que d'accepter une telle manière de voir. Bien entendu, l'Assemblée générale peut reviser ou réexaminer une résolution antérieure mais, à moins qu'elle le fasse et jusqu'à ce qu'elle le fasse, la résolution est valide et on ne saurait l'ignorer sans violer l'esprit et la lettre de la Charte.

218. Quant à la question des méthodes, en vertu des dispositions du paragraphe 5 de la résolution 1514 (XV), le Comité spécial a des responsabilités particulières en ce qui concerne l'établissement de la liste des territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance. Comme la délégation italienne l'a souvent soutenu dans le passé, ces responsabilités incombent au

Groupe de travail qui doit étudier les critères pertinents pour les soumettre à l'Assemblée générale.

219. La délégation italienne a de sérieuses réserves concernant l'examen de la question en séance plénière avant qu'elle ait été soigneusement examinée par le Groupe de travail. De même, elle s'oppose à l'inscription à l'ordre du jour de tout territoire qui ne serait pas examiné dans le cadre d'une étude d'ensemble du problème plus général de l'établissement de la liste des territoires auquel s'applique la résolution 1514 (XV). La délégation italienne appuie donc la proposition des Etats-Unis.

220. Le représentant de la Pologne dit que sa délégation a déjà clairement expliqué sa position concernant le statut de Porto Rico au cours de la huitième session de l'Assemblée générale et que cette position reste inchangée. Malgré certains changements dans le statut politique du territoire, aucune raison ne justifiait la suppression de Porto Rico de la liste des territoires non autonomes, puisque ce territoire n'est pas encore pleinement autonome et indépendant au sens de la Charte des Nations Unies. Le Congrès des Etats-Unis réserve le droit de promulguer des lois relatives à Porto Rico dans le domaine économique, social et de l'enseignement, alors que celui de la législature portoricaine est soumis à cet égard à d'innombrables restrictions. Le peuple portoricain ne peut changer comme il veut le statut constitutionnel du territoire: en vertu de la *Federal Relations Act*, il doit d'abord y être autorisé par le Congrès des Etats-Unis. De plus, le Congrès des Etats-Unis peut à tout moment amender la *Federal Relations Act* de Porto Rico. Ce sont les raisons pour lesquelles la délégation polonaise s'est opposée à l'adoption de la résolution 748 (VIII) qui n'a d'ailleurs été adoptée que par une très faible majorité.

221. La résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale stipule très clairement que le système colonial devrait être aboli dans tous les territoires, qu'il s'agisse ou non d'un territoire strictement considéré comme un territoire non autonome ou un territoire sous tutelle. Elle ne devrait pas être interprétée de façon à retarder le processus de décolonisation ou à refuser à tel ou tel peuple la jouissance "d'une indépendance et d'une liberté complètes". Le peuple portoricain ne jouit pas encore d'une indépendance et d'une liberté complètes et, pour cette raison, la question de Porto Rico tombe encore sous le coup de la résolution 1514 (XV) et, à ce titre, doit être examinée par le Comité spécial.

222. Le travail accompli par l'ONU dans des cas similaires a montré que l'Organisation s'est efforcée d'élaborer des principes de base en vue d'éviter que ce qui s'est produit dans le cas de Porto Rico ne se renouvelle pas dans celui d'autres territoires. On en a un exemple dans la résolution 2064 (XX) de l'Assemblée générale concernant la question des îles Cook. Bien que les élections aient été organisées aux îles Cook sous la surveillance des Nations Unies et que la Constitution garantisse à la population le droit de se dissocier unilatéralement de la Nouvelle-Zélande, l'Assemblée générale s'est fait un devoir d'incorporer à cette résolution le paragraphe 6 dans lequel elle "réaffirme la responsabilité qui incombe à l'Organisation des Nations Unies, en vertu de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, d'aider la population des îles Cook à accéder en définitive à la pleine indépendance, si elle le désire, à une date ultérieure". La résolution 2064 (XX) prouve que la responsabilité de

l'Organisation des Nations Unies à l'égard des pays coloniaux ne cesse pas automatiquement lorsque la puissance administrante est relevée de son obligation de communiquer des renseignements au titre de l'Article 73, e, de la Charte. Bien que le Gouvernement des Etats-Unis soit dégagé de cette obligation concernant Porto Rico, le processus d'autodétermination n'a pas été mené à bonne fin dans ce territoire et l'Organisation des Nations Unies a encore des responsabilités à l'égard de Porto Rico et de son peuple.

223. L'Assemblée générale a chargé le Comité spécial de rechercher les meilleurs moyens d'appliquer immédiatement et pleinement la résolution 1514 (XV) à tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance. Le Comité a donc le devoir d'examiner la demande qui lui a été adressée dans la déclaration adoptée à la deuxième Conférence de chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, ainsi que dans la lettre du Ministre des affaires étrangères de Cuba (A/AC.109/144), aux fins de faire inscrire à son ordre du jour la question de Porto Rico et celle des îles Comores. La délégation polonaise partage également les vues exprimées par les représentants de l'Union soviétique, de la République-Unie de Tanzanie et de la Bulgarie, selon lesquelles le Comité spécial a déjà été formellement chargé par l'Assemblée générale d'étudier le problème de l'inclusion de Porto Rico dans la liste des territoires auxquels s'appliquent les dispositions de la résolution 1514 (XV) puisque l'Assemblée générale a approuvé, à sa vingt et unième session, le rapport du Comité spécial sur ses travaux en 1966, et que ce rapport dit explicitement que le Comité se propose d'étudier cette question.

224. Guidée par des principes anticolonialistes et par le droit de tous les peuples coloniaux et non autonomes de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes, la délégation polonaise appuie fermement l'inscription de la question de Porto Rico et des îles Comores à l'ordre du jour du Comité spécial.

225. Le représentant de l'Australie dit qu'il a été surpris que l'on discute la question de l'inclusion de Porto Rico et des îles Comores dans la liste des territoires auxquels la résolution 1514 (XV) est applicable. En plein accord avec le représentant de l'Uruguay, il pense que les Etats Membres doivent être guidés, à cet égard, par les obligations qui leur incombent en vertu de la Charte.

226. L'Article 73 de la Charte définit très clairement les obligations des Etats Membres à l'égard des territoires non autonomes. A la 23^e séance du Comité spécial chargé des opérations de maintien de la paix, le représentant de l'URSS a souligné la nécessité de respecter les dispositions de la Charte. Les obligations fondamentales des Etats Membres sont régies par la Charte, qui ne peut être changée, surtout par des réunions de certains Membres qui n'ont rien à y voir. La Charte a le caractère d'un traité international et rien ne peut contrecarrer ses dispositions. Le représentant de l'Australie souligne que son gouvernement a effectivement contribué, à la Conférence de San Francisco, à l'élaboration des dispositions de la Charte qui ont trait au droit des peuples dépendants à l'autonomie et à l'indépendance et a également joué un rôle important dans les opérations de décolonisation des vingt dernières années.

227. Les résolutions de l'Assemblée générale ont un grand pouvoir persuasif, mais elles ne sauraient changer la Charte. Les présents débats soulèvent toute

la question des rapports qui existent entre les résolutions de l'Assemblée générale et la Charte. En vertu de l'Article 73 de la Charte, l'Organisation des Nations Unies a l'obligation de favoriser l'autonomie dans les territoires dépendants. Par la résolution 748 (VIII), l'Assemblée générale a reconnu que le peuple portoricain a exprimé sa volonté "librement et démocratiquement" et "effectivement exercé son droit de disposer de lui-même" et que les dispositions du Chapitre XI de la Charte ne s'appliquent donc plus à ce territoire. La responsabilité de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de Porto Rico a cessé quand il est devenu autonome. L'Article 10 de la Charte dispose que l'Assemblée générale peut discuter toutes questions ou affaires rentrant dans le cadre de la Charte, mais la question de l'autonomie de Porto Rico ne rentre plus dans celui des obligations qui incombent aux Etats Membres au titre de la Charte. On ne saurait accepter l'argument selon lequel la résolution 748 (VIII) de l'Assemblée générale n'est pas valide parce qu'elle a été adoptée il y a quatorze ans, alors que les Etats Membres étaient moins nombreux.

228. Une fois de plus, beaucoup a été dit sur les pouvoirs de l'Assemblée générale et sur le caractère souverain de chacune de ses sessions. Cela ne change en rien le caractère fondamental et prééminent de la Charte. Les résolutions relatives à l'autonomie diffèrent des autres, qui peuvent être remaniées ou modifiées. On ne peut révoquer une résolution qui reconnaît que certaines dispositions de la Charte ont été appliquées et qu'un peuple donné a exercé son droit de disposer de lui-même et, ce faisant, rabaisser le territoire intéressé à son ancien statut colonial.

229. La délégation australienne constate depuis quelque temps chez certains Etats Membres une tendance à vouloir imposer l'indépendance complète à des pays qui n'en veulent pas. La résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale proclame le droit de tous les peuples à déterminer librement leur statut politique. A force d'affirmer avec insistance que l'indépendance est l'unique solution valable pour tous les territoires, l'ONU risque de limiter le droit des peuples à choisir librement. La résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale énumère les diverses possibilités offertes au libre choix des peuples des territoires non autonomes. Certains Etats paraissent considérer que toute solution autre que l'indépendance est un "deuxième choix", comme l'a fait ressortir le débat sur les territoires des Antilles auxquels ont été appliqués les principes V, VI et VII contenus dans l'annexe à la résolution 1541 (XV).

230. En ce qui concerne Porto Rico, les Etats-Unis se sont de toute évidence acquittés des obligations qu'ils ont souscrites dans la Charte, et ce territoire n'est plus un territoire non autonome; donc il ne peut plus faire l'objet d'un examen de la part de l'Assemblée générale ou du Comité spécial. Le représentant de l'Australie est à la fois surpris et inquiet de voir que la question a été soulevée, et la délégation australienne appuiera sans réserve la motion présentée par les Etats-Unis.

231. La représentante des *Etats-Unis d'Amérique*, exerçant son droit de réponse, déclare qu'étant donné le nombre de délégations qui ont exprimé le désir de participer au débat, sa délégation accepte que le vote sur sa motion soit remis à la séance suivante. En réponse aux fausses allégations du représentant de l'Union soviétique et d'autres pays, elle s'en tiendra

aux questions de procédure et n'examinera pas le problème quant au fond, contrairement à ce que le représentant de l'Union soviétique a cru devoir faire.

232. Il n'y a aucune raison d'affirmer que l'octroi du statut de Commonwealth n'a apporté aucun changement important dans la situation de Porto Rico et que ce territoire relève toujours du Congrès des Etats-Unis. M^{me} Bolton, membre du Congrès, et représentante des Etats-Unis à la huitième session de l'Assemblée générale en 1953, a très clairement exposé cette année-là, à la Quatrième Commission, toute l'importance de ce nouveau statut. Elle a expliqué qu'il existe un contrat d'association bilatéral entre les Etats-Unis et Porto Rico et que ce contrat a été établi par une décision juridique fondée sur le consentement général du peuple portoricain. Auparavant, le territoire était placé sous l'entière autorité du Congrès des Etats-Unis pour toutes les questions de gouvernement en vertu d'une loi organique que seul le Congrès pouvait amender. La nouvelle Constitution a été choisie par le peuple qui seul désormais peut la modifier.

233. Le représentant de l'Union soviétique a remis en question l'acte d'autodétermination du peuple de Porto Rico. Lors des élections, le peuple du territoire a pu choisir librement entre plusieurs possibilités: le statut de Commonwealth, le statut d'Etat, et l'indépendance. Il a choisi la première à une écrasante majorité et ce choix a été confirmé par la suite à l'occasion d'un certain nombre d'élections libres. En outre, le nombre de voix des partisans du statut de Commonwealth n'a cessé d'augmenter alors que celui des partisans de l'indépendance a diminué non moins régulièrement: en 1964, aux dernières élections, 58,5 p. 100 de la population ont voté pour le statut de Commonwealth, 34,3 p. 100 pour le statut d'Etat et 2,7 p. 100 seulement pour l'indépendance.

234. Le représentant de l'URSS a dit à plusieurs reprises que les lois votées par le Congrès des Etats-Unis sont applicables à Porto Rico et que le gouvernement fédéral dispose de pouvoirs dans certains secteurs des affaires portoricaïnes. Cela montre qu'il n'a pas compris la nature des rapports existant entre les Etats-Unis et Porto Rico. Comme M^{me} Bolton l'a déclaré à la huitième session de l'Assemblée générale, Porto Rico a accepté, aux termes de son contrat d'association avec les Etats-Unis, que le Gouvernement des Etats-Unis exerce vis-à-vis de Porto Rico les mêmes fonctions qu'à l'égard des Etats de l'Union. Cela ne porte en rien atteinte à la pleine autonomie. Le Commissaire résident à Porto Rico a déclaré en octobre 1953 à la 348^e séance de la Quatrième Commission que, comme c'était le cas pour les 48 Etats de l'Union, le Congrès des Etats-Unis n'était pas habilité à légiférer sur les affaires intérieures de Porto Rico, mais seulement sur les questions de politique extérieure. Les pouvoirs du Congrès à l'égard de Porto Rico sont assortis des mêmes restrictions d'ordre constitutionnel qu'à l'égard des Etats de l'Union.

235. En outre, le peuple portoricain peut, s'il le veut, modifier son statut actuel. Le représentant principal des Etats-Unis à la huitième session de l'Assemblée générale a annoncé, à la 459^e séance plénière, le 27 novembre 1953, qu'il était autorisé à déclarer au nom du Président des Etats-Unis qu'au cas où l'Assemblée législative de Porto Rico adopterait une résolution en faveur d'une indépendance plus complète, ou même d'une indépendance absolue, le Président recommanderait immédiatement au Congrès d'octroyer cette

indépendance. Le peuple portoricain est donc entièrement libre de choisir son statut et à plusieurs reprises les élections ont montré qu'il est en majorité partisan du statut de Commonwealth ou d'Etat mais que le parti de l'indépendance n'est guère suivi.

236. Pour conclure, la représentante des Etats-Unis rappelle une fois de plus que l'Assemblée générale a reconnu en 1953 que le peuple de Porto Rico avait exercé son droit à l'autodétermination et avait accédé à l'autonomie; par conséquent le territoire ne peut plus faire l'objet d'un examen par le Comité.

237. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, exerçant son droit de réponse, rappelle la déclaration faite par la représentante des Etats-Unis d'où il ressort que l'allégation selon laquelle le fait que Porto Rico ait obtenu le statut de Commonwealth n'aurait apporté aucun changement important dans la situation de ce territoire ne serait aucunement fondée sur les faits. Cette représentante a mentionné une déclaration qu'a faite M^{me} Bolton, membre du Congrès, à la huitième session de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci expliquait qu'il existait un contrat d'association bilatéral entre les Etats-Unis et Porto Rico, lequel ne pouvait être modifié que par consentement mutuel. La délégation soviétique a cité des faits tendant à montrer qu'il n'était pratiquement intervenu aucune modification importante dans la structure administrative de Porto Rico. Ces faits n'ont pas été réfutés par la représentante des Etats-Unis.

238. La délégation de l'URSS a déclaré que la *Public Law 600*, adoptée par le Congrès des Etats-Unis le 3 juillet 1950, ne portait pas abrogation de l'*Organic Act* du 2 mars 1917 et que l'ancien régime colonial avait été laissé intact. Bien que la nouvelle structure coloniale soit qualifiée, dans la prétendue Constitution, d'"Etat libre associé" ou de "Commonwealth", en réalité, Porto Rico ne constitue pas un Etat politiquement indépendant. Il n'est pas libre, et l'association elle-même est fondée sur des conditions d'inégalité. Porto Rico continue à être une dépendance coloniale des Etats-Unis. La section 4 de la *Public Law 600* dispose ce qui suit:

"Sous réserve des dispositions contenues dans la section 5 de la présente loi, la loi... adoptée le 2 mars 1917, sous sa forme modifiée, est prorogée par la présente loi et peut être désormais dénommée "*Puerto Rican Federal Relations Act*."

La section 5 prévoyait l'abrogation d'un grand nombre de sections de la loi antérieure, mais celles-ci avaient toutes trait à l'administration locale. Les pouvoirs de la prétendue Convention constitutionnelle émanant de la *Public Law 600* ont ainsi été limités par cette loi qui a maintenu pleinement en vigueur l'*Organic Act* de 1917 et sur laquelle se fonde le Congrès des Etats-Unis pour conserver un contrôle absolu sur Porto Rico. En outre, en vertu de la loi dite *Federal Relations Act*, Porto Rico est considéré comme une "possession" des Etats-Unis. Il est prévu, au paragraphe 1 de cette loi, que ses dispositions s'appliquent à Porto Rico et aux îles voisines, qui appartiennent aux Etats-Unis.

239. En outre, la *Public Law 600* comme la "Constitution" de Porto Rico peut être modifiée, suspendue ou abrogée par le Congrès des Etats-Unis. Ces faits réfutent entièrement la déclaration de M^{me} Bolton, membre du Congrès. Il apparaît clairement qu'étant donné que le Congrès des Etats-Unis a agi unilatéralement, les Etats-Unis et Porto Rico n'ont jamais formé

une association établie d'un commun accord. Aucune disposition de la *Public Law 600* ne prévoit que le Congrès des Etats-Unis renonce à sa souveraineté sur Porto Rico ou reconnait la souveraineté de cet Etat. Depuis qu'a été institué le régime colonial par les Etats-Unis, aucune négociation n'a eu lieu entre les Etats-Unis et Porto Rico en tant qu'Etat souverain. Lors de l'adoption de la *Public Law 600*, les *United States House and Senate Committees on Territorial and Insular Affairs* ont souligné que les relations politiques, économiques et sociales existant entre les Etats-Unis et Porto Rico demeureraient inchangées. Il ressort de ces faits que Porto Rico continue à constituer une colonie des Etats-Unis, que ce pays n'a pas renoncé à sa souveraineté sur l'île, qu'il peut, unilatéralement, modifier la structure actuelle du Gouvernement de Porto Rico et que la *Public Law 600* n'a pas accordé au territoire une pleine autonomie.

240. La représentante des Etats-Unis a également évoqué une déclaration faite par le représentant principal des Etats-Unis à la huitième session de l'Assemblée générale, selon laquelle au cas où, à un moment quelconque, l'Assemblée législative de Porto Rico adopterait une résolution en faveur d'une indépendance plus complète, ou même d'une indépendance absolue, le Congrès des Etats-Unis accèderait à cette demande. Mais cette promesse n'a pas été tenue. En 1959, l'Assemblée législative de Porto Rico a adopté une résolution commune par laquelle elle priait le Congrès des Etats-Unis d'accorder au territoire une plus grande autonomie. Le Congrès a refusé d'examiner cette demande. Une fois encore, en novembre 1962, l'Assemblée de Porto Rico a adopté la résolution No 1 dans laquelle elle demandait aux Etats-Unis de prendre une décision définitive sur le statut politique de Porto Rico, étant entendu qu'il serait accordé à l'île le droit à la souveraineté. Le Congrès des Etats-Unis n'a pas non plus tenu compte de cette demande. A l'heure actuelle, les Etats-Unis essaient d'imposer un plébiscite de caractère colonial au peuple portoricain, en vue d'éluder la responsabilité qui incombe à ce pays sur le plan international et d'ajourner l'obligation de prendre une décision définitive sur la question de la souveraineté.

241. La représentante des Etats-Unis fait mention d'élections qui ont eu lieu dans le territoire en 1948, mais ce qui intéresse la délégation soviétique, c'est que l'on n'a pas donné au peuple portoricain le droit de faire un choix ni la possibilité de prendre une décision concernant le futur statut politique du territoire.

242. Le représentant de l'URSS donne lecture d'une lettre adressée à la représentante des Etats-Unis par des membres du Popular Democratic Party de Porto Rico, parti du gouvernement, lettre qu'il vient de recevoir et dont les auteurs déclarent à quel point ils ont été choqués par l'inexactitude des déclarations que la représentante des Etats-Unis a faites au Comité spécial, lesquelles déforment complètement les faits historiques. Les membres du parti déclarent ensuite qu'ils ont voté en faveur du Popular Democratic Party, étant bien entendu que les élections locales n'avaient pas le caractère d'un plébiscite et que leur suffrage ne pourrait jamais être interprété comme excluant la poursuite, par l'Organisation des Nations Unies, de l'examen du problème politique du territoire. Ils ont ajouté qu'ils avaient voté pour faire progresser la lutte menée afin que soit reconnue la souveraineté de Porto Rico et en vue de mettre au point une véritable association avec

les Etats-Unis. L'obstination des Etats-Unis a rendu impossible la formation de cette association, étant donné que le gouvernement de ce pays vise à maintenir un lien de type colonial. Les membres du parti prient instamment la délégation des Etats-Unis, en invoquant le prestige des Etats-Unis et la force morale que représente l'Organisation des Nations Unies, de cesser de faire opposition à l'inscription de la question de Porto Rico à l'ordre du jour du Comité spécial.

243. Dans sa déclaration, le représentant de l'Australie s'est érigé en défenseur des intérêts des peuples coloniaux et s'est targué du rôle joué par l'Australie dans l'élaboration de la Charte des Nations Unies à San Francisco. La délégation soviétique tient à noter, toutefois, que le fait que le mot "indépendance" est associé au mot "autonomie" dans la définition du régime de tutelle n'est pas le fruit des efforts de la délégation australienne. Le mot "indépendance" et un certain nombre d'autres dispositions progressistes ont été inclus dans la Charte à la demande de la délégation soviétique. Si les déclarations du représentant de l'Australie concernant le rôle de sa délégation dans l'élaboration de la Charte sont exactes, la délégation soviétique se demande pourquoi, 20 ans après l'adoption de la Charte et l'établissement du régime de tutelle, l'Australie n'a pas octroyé l'indépendance à ses Territoires sous tutelle et refuse de fixer la date de l'octroi de cette indépendance. A l'instar d'autres puissances coloniales, l'Australie adopte, au Comité, une politique réactionnaire en ce qui concerne les questions de décolonisation et vote contre toutes les décisions progressistes prises à l'Organisation des Nations Unies. Quant aux attaques calomnieuses auxquelles s'est livré le représentant de l'Australie contre la politique de l'Union soviétique, le représentant de l'URSS tient à faire observer que l'Union soviétique ne possède pas l'expérience qu'ont les colonialistes, y compris les colonialistes australiens, en matière de répression et de persécutions dirigées contre les peuples qui luttent pour l'indépendance. La honteuse participation de l'Australie à la guerre du Viet-Nam, qui a été déclenchée par les agresseurs que sont les Etats-Unis, offre un exemple de la politique du Gouvernement australien à l'égard des peuples qui défendent leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

244. Les colonialistes se font passer pour les champions de l'autodétermination et de l'indépendance des peuples. Cependant, chaque fois que ces peuples mènent une lutte pour défendre leur droit d'être libres et indépendants, les colonialistes utilisent toujours les armes, les tanks, les avions et le matériel de guerre les plus modernes pour étouffer leurs désirs de liberté et d'indépendance, pour les priver de leur droit à l'autodétermination et pour les empêcher de décider de leur propre avenir. La déclaration du représentant de l'Australie a pour unique objet de détourner l'attention du Comité de l'examen du problème politique urgent de Porto Rico qui appelle une solution immédiate.

245. La représentante des *Etats-Unis d'Amérique* a dit que dans son intervention le représentant de l'URSS a réitéré un grand nombre des allégations dépourvues de tout fondement qu'il a formulées dans le passé. Elle a déjà communiqué, pour sa part, aux membres du Comité des chiffres détaillés montrant le caractère authentique de l'autonomie de Porto Rico. La délégation des Etats-Unis n'est pas disposée à demander conseil à l'Union soviétique sur la question; il pourrait être intéressant, pour les membres du Co-

mité, de se renseigner sur la mesure dans laquelle les divers peuples et nations de l'Union soviétique ont exprimé leurs désirs, à un stade quelconque, concernant leur association avec l'URSS et sur la mesure dans laquelle ils sont libres, comme l'est le peuple de Porto Rico, de dissoudre cette association.

246. Le représentant de l'Irak indique que sa délégation considère la question examinée sous deux aspects: il s'agit de savoir, en premier lieu, si la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale est applicable dans le cas de Porto Rico et en second lieu, si le Comité spécial est compétent pour inscrire la question de Porto Rico à son ordre du jour. Pour ce qui est du premier aspect de la question, la délégation irakienne persiste à croire que la résolution 1514 (XV) est applicable, étant donné qu'il est fait mention, dans cette résolution, de trois sortes de territoires: les territoires non autonomes, les territoires sous tutelle et les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance. Or nul ne prétend que Porto Rico est un Etat indépendant. L'Assemblée générale a adopté la résolution 1514 (XV) un grand nombre d'années après l'adoption de la résolution 748 (VIII) et le représentant de l'Irak est certain que les auteurs de la résolution 1514 (XV) avaient présentes à l'esprit les résolutions antérieures, notamment la résolution 748 (VIII) concernant les territoires n'ayant pas encore accédé à l'indépendance.

247. Quant au second aspect de la question, on a noté au Comité qu'en adoptant la résolution 2189 (XXI) l'année précédente, l'Assemblée générale avait approuvé "les mesures prises ou envisagées par le Comité spécial... au sujet de la liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration" et avait également approuvé le rapport du Comité dans lequel il était fait mention du vingt-cinquième rapport du Groupe de travail où celui-ci avait exprimé l'opinion que la question de l'inclusion, dans la liste des territoires examinés, de certains d'entre eux, notamment Porto Rico, exigeait d'être étudiée plus avant et que cette étude devait être effectuée au début de la session de 1967. Quoi qu'il en soit, le représentant de l'Irak ne pense pas que l'Assemblée générale ait adopté une position nette au sujet de la compétence du Comité spécial en matière d'examen de la question. De l'avis de sa délégation, il n'appartient pas au Comité de prendre la moindre décision sur le point de savoir si le territoire doit figurer à son ordre du jour.

248. Dans ces conditions, le représentant de l'Irak se demande pourquoi la représentante des Etats-Unis propose que le Comité prenne une décision excluant l'examen de Porto Rico.

249. Le représentant du Venezuela fait observer que sa délégation a déjà fait connaître sa position sur la question au Groupe de travail et qu'elle a indiqué qu'elle s'opposait à l'inscription de la question à l'ordre du jour. Il n'est pas du ressort du Comité spécial d'examiner la question de Porto Rico. C'est là une question qui relève de la compétence de l'Assemblée générale elle-même et cet organe a déjà pris une décision en la matière en adoptant la résolution 748 (VIII), dont le Comité spécial ne saurait omettre de tenir compte.

250. Le représentant de l'Australie dit que bien que le représentant de l'Union soviétique affirme que son pays est le défenseur des intérêts des peuples coloniaux, il n'en reste pas moins que, de toutes les grandes puissances, l'URSS est la seule qui ait refusé de fournir

des renseignements sur les territoires qu'elle a acquis au lendemain de la seconde guerre mondiale et qui, dans certains cas, étaient auparavant des nations indépendantes.

251. Le représentant de l'Union soviétique a parlé des "peuples qui luttent pour l'indépendance". L'Australie est allée au secours de la Pologne lorsque celle-ci a été victime d'une agression en 1939; l'Australie n'a pas conclu de pacte avec l'agresseur. Plus tard enfin, l'Australie est allée au secours de la Fédération de Malaisie.

252. Le représentant de l'Australie tient simplement à affirmer, puisque le représentant de l'Union soviétique a soulevé la question du Viet-Nam, qu'en aidant le peuple du Viet-Nam à résister à l'agression dont il est victime, le Gouvernement australien estime qu'il agit d'une façon qui est entièrement conforme aux principes de l'Organisation des Nations Unies.

253. Le représentant de la Syrie propose d'ajourner *sine die* la discussion relative à l'inscription de Porto Rico sur la liste des territoires auxquels la résolution 1514 (XV) est applicable.

254. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie appuie la motion syrienne. Bien que la délégation tanzanienne soit convaincue que Porto Rico est un territoire colonial au sens de la résolution 1514 (XV), puisqu'il ne s'agit ni d'un Etat indépendant ni d'une partie d'un autre Etat — comme l'a confirmé une décision de la Cour suprême des Etats-Unis — elle estime néanmoins qu'il faut procéder à de plus amples consultations avant que le Comité ne prenne une décision.

255. La représentante des Etats-Unis d'Amérique s'élève contre la motion syrienne. Elle estime que la motion de procédure présentée par sa délégation à la séance précédente a été examinée comme il convient et que les délégations ont eu suffisamment de temps pour arrêter leur position à son égard. En tout état de cause, si le Comité décidait d'ajourner la discussion, la délégation des Etats-Unis considérerait que cette décision indique qu'il ne veut pas examiner la question de Porto Rico. A son avis, l'adoption d'une motion d'ajournement *sine die* exclurait que l'examen de cette question soit repris.

256. Le représentant de l'Australie s'élève lui aussi contre la motion d'ajournement. La question soumise au Comité est claire et a été examinée de façon exhaustive; d'autre part, étant donné les incidences qu'elle peut avoir, le Comité a le devoir de prendre position à son sujet dès que possible.

H. — APPLICATION DES RÉSOLUTIONS 2151 (XXI), 2184 (XXI), 2189 (XXI) ET 2248 (S-V) DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET DES RÉSOLUTIONS PERTINENTES DU COMITÉ SPÉCIAL: DEMANDES ADRESSÉES AUX INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET À D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

257. A la 569^e séance, le 30 octobre 1967, le Président a attiré l'attention du Comité spécial sur la décision, prise par l'Assemblée générale à sa 1583^e séance plénière, le 6 octobre 1967, d'inscrire la question suivante à l'ordre du jour de sa vingt-deuxième session et de la renvoyer à la Quatrième Commission pour examen et rapport:

"97. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les institutions internationales associées à l'Organisation des Nations Unies".

258. Le Président a également attiré l'attention du Comité spécial sur une note du Secrétariat (A/AC.109/276) relative aux mesures prises par les institutions spécialisées et organisations internationales comme suite aux dispositions correspondantes des résolutions 2151 (XXI), 2184 (XXI), 2189 (XXI) et 2248 (S-V) de l'Assemblée générale et des résolutions pertinentes du Comité spécial. Cette note rappelait une autre note du Secrétariat (A/AC.109/L.417) touchant les mesures d'assistance matérielle et autres aux réfugiés d'Angola, du Mozambique et de Guinée dite portugaise prises par le Haut Commissariat des Nations Unies aux réfugiés, les institutions spécialisées intéressées et d'autres organisations internationales de secours comme suite à la résolution adoptée par le Comité spécial le 22 juin 1966 (A/6300 Rev.1, chap. II, par. 619) et à la résolution 2184 (XXI) de l'Assemblée générale. Il y était également question du rapport du Secrétaire général sur les entretiens qu'il avait eus avec les représentants de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement¹¹ conformément au paragraphe 10 de la résolution 2184 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1966. La déclaration faite à la 487^e séance, le 15 février 1967, par le directeur du Bureau de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à New York au sujet de l'application par l'UNESCO des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Comité spécial (A/AC.109/SR.487) avait trait également à la question.

259. A la 570^e séance, le Comité spécial a décidé d'attirer l'attention de l'Assemblée générale, à l'occasion de l'examen de la question susmentionnée, sur les renseignements contenus dans le rapport pertinent du Secrétaire général et dans les notes du Secrétariat (A/AC.109/276 et A/AC.109/L.417)¹².

I. — EXAMEN D'AUTRES QUESTIONS

Application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en ce qui concerne les territoires coloniaux dont la situation a été examinée par le Comité spécial lors des réunions qu'il a tenues en dehors du Siège (1967)

260. A sa 541^e séance, qui a eu lieu à Dar es-Salam, le 20 juin 1967, le Comité spécial a adopté une résolution relative à l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en ce qui concerne les territoires coloniaux dont le Comité spécial a examiné la situation lors des séances qu'il a tenues en dehors du Siège (1967) [A/AC.109/252]. Des détails touchant l'examen de cette question par le Comité spécial figurent au chapitre II du présent rapport.

Coopération avec l'Organisation de l'unité africaine et la Ligue des Etats arabes

261. Pendant sa session de 1967, le Comité spécial a étroitement coopéré avec l'Organisation de l'unité africaine et la Ligue des Etats arabes. Lors des réunions du Comité à Dar es-Salam, l'Organisation de l'unité africaine a été représentée par un délégué officiel de son comité de coordination pour la libération de

l'Afrique, qui a fait une déclaration au nom de cette organisation à la 531^e séance.

262. A sa 543^e séance, le Comité spécial a décidé de distribuer une communication datée du 23 juin 1967, relative à la question d'Aden et adressée au Secrétaire général par l'observateur permanent de la Ligue des Etats arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/AC.109/256).

263. Par une lettre datée du 13 juin 1967, le Président du Comité spécial a transmis, en application des paragraphes 11 et 13, le texte d'une résolution sur la question de la Rhodésie du Sud (A/AC.109/248) adoptée par le Comité à sa 528^e séance, au Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine. Par une autre lettre datée du 20 juin 1967, il lui a transmis également, en application du paragraphe 11 du dispositif, le texte d'une résolution relative aux territoires sous administration portugaise (A/AC.109/251).

Renseignements sur les territoires non autonomes transmis conformément à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte

264. Conformément à son mandat, tel qu'il est fixé par la résolution 1970 (XVIII) de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1963, le Comité spécial a examiné, de sa 557^e à sa 559^e séances, les 12 et 13 septembre 1967, la question des renseignements relatifs aux territoires non autonomes transmis conformément à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte. Les détails concernant l'examen de cette question par le Comité spécial figurent au chapitre XXIV du présent rapport.

Activités des intérêts étrangers économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, dans le Sud-Ouest africain et dans les territoires sous domination portugaise, ainsi que dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale

265. Comme suite à la décision prise par l'Assemblée générale aux termes du paragraphe 20 de sa résolution 2189 (XXI), du 13 décembre 1966, le Comité spécial a décidé d'entreprendre une étude des activités des intérêts étrangers économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, au Sud-Ouest africain et dans les territoires sous domination portugaise, ainsi que dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale.

266. A sa 488^e séance, le Comité spécial a renvoyé cette question au Sous-Comité I pour examen et rapport. En conséquence, le Sous-Comité I a soumis son rapport au Comité spécial le 29 septembre 1967 (A/AC.109/L.434). Le rapport du Comité spécial à l'Assemblée générale sur cette question a été publié sous la cote A/6868 et Add. 1.

Activités et accords militaires exécutés par les puissances coloniales et pouvant être de nature à faire obstacle à l'application de la Déclaration dans les territoires qu'elles administrent

267. Le Comité spécial a décidé à sa 488^e séance d'entreprendre une étude des activités et accords militaires exécutés par les puissances coloniales et pouvant être de nature à faire obstacle à l'application de la Déclaration dans les territoires qu'elles admi-

¹¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Annexes, point 66 de l'ordre du jour, document A/6825.

¹² La note du Secrétariat relative à l'assistance fournie aux réfugiés originaires des territoires portugais mentionnés ci-dessus est jointe en annexe I au chapitre V du présent rapport. La note du Secrétariat relative aux mesures prises par les institutions spécialisées et les organisations internationales constitue l'annexe III au présent chapitre.

nistrent. Il a également décidé de renvoyer cette question au Sous-Comité I pour examen.

268. Au paragraphe 14 de son rapport au Comité spécial (voir annexe IV), le Sous-Comité I a déclaré que "vu le refus des puissances administrantes de coopérer et faute de temps et d'informations, le Sous-Comité a décidé de poursuivre l'examen de cette question à sa prochaine session".

269. A sa 568^e séance, le Comité spécial a approuvé cette décision et, sous réserve de la décision que l'Assemblée générale pourrait prendre à sa vingt-deuxième session, a décidé qu'il poursuivrait l'examen de la question à sa prochaine session, étant entendu que les réserves exprimées par certains membres seraient consignées dans les documents officiels. Ces réserves figurent ci-dessous.

270. Le représentant du *Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord* a dit que la position de son gouvernement, qui est clairement définie au paragraphe 11 du rapport, oblige sa délégation à réserver sa position en ce qui concerne l'adoption du rapport.

271. La représentante des *Etats-Unis d'Amérique* a déclaré que sa délégation a exprimé certaines réserves sur la question à l'examen et désire réserver sa position.

272. Le représentant de l'*Italie* déclare que sa délégation tient à exprimer certaines réserves à la fois quant au fond et quant au mode d'établissement du rapport. La délégation italienne a déjà déclaré que l'on n'avait jamais obtenu un large consensus sur la question hautement controversée des bases militaires: par exemple, 46 Etats Membres n'ont pas appuyé la résolution 2189 (XXI) de l'Assemblée générale. Cette question relève du problème général du désarmement et presque tous les Etats Membres conviennent qu'il faut l'étudier en liaison avec les autres questions de désarmement, ce dont témoigne clairement l'adoption de la résolution 2165 (XXI) de l'Assemblée générale, par laquelle l'Assemblée a renvoyé la question à la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement. Il ne conviendrait pas que le Comité formule des conclusions sur cette question, alors que le Comité des dix-huit puissances est en train de l'examiner. La procédure selon laquelle le Sous-Comité s'est cru en droit de condamner globalement des Etats Membres sur la base insuffisante d'un échange de lettres avec un petit nombre d'Etats Membres ne peut que jeter le doute sur la valeur des travaux du Sous-Comité. La délégation italienne ne peut approuver le rapport. Elle pense qu'il faudrait supprimer le paragraphe 13 ainsi que les mots "vu le refus des puissances administrantes de coopérer" au paragraphe 14, mais elle ne fait pas de proposition formelle en ce sens.

273. Le représentant de l'*Australie* réaffirme les fortes réserves de sa délégation, qui figurent dans le rapport.

274. Le représentant de la *Finlande* rappelle que sa délégation a réservé sa position sur le paragraphe 13 lors des réunions du Sous-Comité I, car elle estime que le problème des bases militaires est un sujet de désaccord entre les grandes puissances. Le représentant de la Finlande maintient cette réserve qu'il a faite conformément à la politique de neutralité de la Finlande.

275. Le représentant de *Madagascar* maintient les réserves que sa délégation a exprimées au Comité et ailleurs.

276. Le représentant de la *Côte d'Ivoire* rappelle que sa délégation a exprimé des réserves formelles sur la

question des bases militaires lors des réunions que le Comité a tenues en Afrique, car son gouvernement considère qu'il s'agit là d'un problème intérieur et qu'il appartient aux territoires coloniaux eux-mêmes de négocier avec les puissances administrantes le maintien ou la suppression des bases militaires, avant d'accéder à l'indépendance. La Côte d'Ivoire est également d'avis que le Comité n'est pas l'organe approprié pour prendre une décision définitive sur la question des bases militaires. Ces réserves demeurent.

277. Le représentant de l'*Uruguay* dit que sa délégation a déjà fait connaître sa position sur la question des bases militaires et s'abstiendra lors du vote sur le paragraphe relatif à cette question.

278. Le représentant du *Venezuela* dit que sa délégation ne formulera pas de réserves sur le rapport car celui-ci ne renferme aucune conclusion ou recommandation précises en ce qui concerne les activités militaires des puissances coloniales dans les territoires qu'elles administrent. Cependant, cela ne signifie pas que la délégation vénézuélienne ait modifié sa position de quelque manière que ce soit.

279. Le représentant de l'*Iran* réaffirme le point de vue de sa délégation selon lequel la question des bases militaires est distincte de celle du colonialisme et doit être tranchée par les populations des territoires intéressés.

Cycle d'études international sur l'apartheid, la discrimination raciale et le colonialisme dans le sud de l'Afrique

280. Le 21 février, le Secrétaire général a demandé au Comité spécial des avis concernant les divers aspects de l'organisation de la conférence internationale ou du cycle d'études international consacré aux problèmes de l'apartheid, de la discrimination raciale et du colonialisme dans le sud de l'Afrique, envisagé à l'alinéa a du paragraphe 6 de la résolution 2202 A (XXI), en date du 16 décembre 1966, de l'Assemblée générale. En réponse à cette demande, le Président du Comité spécial, par une lettre datée du 20 avril 1967, a transmis un rapport contenant des propositions relatives à l'organisation de ladite conférence internationale ou dudit cycle d'études international, que le Comité spécial avait décidé, par assentiment général, d'adopter à sa 509^e séance, le 17 avril 1967 (A/AC.109/236)¹³.

281. A la suite d'une invitation du Gouvernement de la République de Zambie, le Secrétaire général a organisé le Cycle d'études international sur l'apartheid, la discrimination raciale et le colonialisme dans le sud de l'Afrique, qui s'est tenu du 25 juillet au 4 août 1967 à Kitwe (Zambie). Le Président du Comité spécial, M. John W. S. Malecela (République-Unie de Tanzanie) a été élu Président du Cycle d'études international.

282. Le 29 septembre 1967, le Secrétaire général a transmis à l'Assemblée générale le rapport du Cycle d'études international (A/6818 et Corr.1), conformément à la résolution susmentionnée.

Diffusion de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et publicité donnée aux travaux du Comité spécial

283. Au paragraphe 18 de la résolution 2189 (XXI) du 13 décembre 1966, l'Assemblée générale a prié le "Secrétaire général de favoriser, par l'intermédiaire des divers organes et institutions des Nations Unies, la

¹³ Voir aussi le document A/6667 et Add.1 à 4.

diffusion générale et suivie de la Déclaration et de faire largement connaître les travaux du Comité spécial, afin que l'opinion mondiale puisse être suffisamment informée de la situation dans les territoires coloniaux et de la lutte constante menée par les peuples coloniaux pour leur libération". Au paragraphe 13 de sa résolution du 20 juin 1967 (A/AC.109/252), le Comité spécial a prié le "Secrétaire général de favoriser la diffusion générale et suivie de la Déclaration et des travaux du Comité spécial, et de préparer notamment, en consultation avec le Comité spécial, des publications portant sur les travaux du Comité au cours de la session qu'il tient actuellement hors du Siège, afin que l'opinion mondiale soit suffisamment informée de la situation dans les territoires coloniaux et de la lutte que les peuples coloniaux continuent de mener pour leur libération".

284. A la 596^e séance, le 23 octobre 1967, le Président a fait part au Comité spécial des renseignements qu'il avait reçus du Secrétariat au sujet des mesures que le Service de l'information avait prises ou envisageait de prendre, en vue de faire largement connaître la Déclaration et les travaux du Comité spécial.

285. A la 570^e séance, le 30 octobre, à la suite de déclarations faites par les représentants de la Finlande, de l'URSS, de la Bulgarie, du Venezuela, de la Syrie, de l'Inde et de la Yougoslavie, le Président du Comité spécial s'est chargé de transmettre au Service de l'information les vues et les suggestions que les membres avaient formulées à ce sujet.

Questions relatives aux petits territoires

286. Au paragraphe 16 de la résolution 2189 (XXI) du 13 décembre 1966, l'Assemblée générale a invité "le Comité spécial à accorder une attention particulière aux petits territoires et à recommander les moyens les plus appropriés, ainsi que les mesures à prendre, pour permettre aux populations de ces territoires d'exercer pleinement leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance".

287. En priant ses Sous-Comités I, II et III d'exécuter les tâches qui leur étaient confiées, le Comité spécial a souligné la disposition susmentionnée de la résolution 2189 (XXI) de l'Assemblée générale. En outre, il a tenu compte lui-même de cette disposition dans ses conclusions et recommandations concernant les petits territoires, qui sont exposées de manière plus détaillée dans les chapitres pertinents du présent rapport.

288. A cet égard, le Comité spécial a décidé d'ajourner l'examen d'une proposition contenue au paragraphe 286 du rapport du Sous-Comité III, tendant à prier le Secrétaire général d'étudier la possibilité de prendre des dispositions en vertu desquelles les petits territoires souhaitant l'autonomie complète pourraient bénéficier du statut d'entité souveraine associée à l'ONU. Des réserves sur cette proposition ont été exprimées par les représentants de Madagascar, du Royaume-Uni et des Etats-Unis.

Date limite pour l'accession des territoires à l'indépendance

289. Au paragraphe 15 de sa résolution 2189 (XXI), l'Assemblée générale a invité "le Comité spécial, chaque fois qu'il le jugera pertinent et opportun, à recommander une date limite pour l'accession à l'indépendance de chaque territoire considéré, conformément au désir de la population et aux dispositions de la Déclaration".

290. En priant ses Sous-Comités I, II et III d'exécuter les tâches qui leur étaient confiées, le Comité spécial

a souligné la disposition susmentionnée de la résolution 2189 (XXI) de l'Assemblée générale. En outre, il a lui-même tenu compte de cette disposition dans son examen de la situation de chaque territoire.

Plan des conférences

291. L'Assemblée générale, dans sa résolution 2116 (XX) relative au plan des conférences, a décidé notamment "qu'un plan de conférences déterminé, fixant les lieux et dates de réunion des organes de l'Organisation des Nations Unies, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1966 pour une période de trois ans". Par la même résolution, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de "présenter à l'Assemblée générale, chaque année, un programme de base des conférences pour l'année suivante, qu'il établira dans le cadre du présent plan et après avoir consulté, comme il conviendra, les organes intéressés". Elle priait instamment "tous les organes de l'Organisation des Nations Unies... de réexaminer leurs méthodes de travail, ainsi que la fréquence et la durée des sessions, en tenant compte de la présente résolution, du volume croissant des réunions, de la charge qui en résulte pour les ressources existantes et de la difficulté qu'il y a à assurer la participation effective des membres".

292. Au paragraphe 5 de sa résolution 2239 (XXI) relative au plan des conférences, l'Assemblée a prié le Secrétaire général "... de dresser chaque année, au mois d'août, pour le soumettre à l'Assemblée générale... le calendrier provisoire des réunions et conférences prévues pour tous les organismes des Nations Unies au cours des deux années civiles suivantes". Au paragraphe 9 de cette résolution, l'Assemblée a recommandé "à tous les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, notamment aux organes subsidiaires de l'Assemblée générale, de ne pas perdre de vue que les propositions qui entraînent la convocation de nouvelles réunions et conférences s'entendent sous réserve des recommandations du Comité des conférences et sous réserve de leur approbation par l'Assemblée".

293. En adoptant le trente-troisième rapport du Groupe de travail (A/AC.109/L.432/Rev.1), le Comité spécial a décidé à sa 564^e séance, le 27 septembre, sous réserve de la décision que l'Assemblée générale pourrait prendre à sa vingt-deuxième session, de tenir deux sessions en 1968, la première de la deuxième semaine de février à la fin de juin et la seconde du jeudi 1^{er} août au vendredi 30 août. Ce programme n'exclut pas la possibilité de tenir, en dehors des sessions, des réunions d'urgence si l'évolution de la situation dans tel ou tel territoire dépendait des rendait nécessaires. D'autre part, la première session comprendra toutes les réunions que le Comité spécial pourrait décider de tenir en dehors du Siège en 1968. Au cours de sa deuxième session, le Comité spécial examinera les rapports des missions de visite qu'il aurait décidé d'envoyer dans les territoires.

294. Pour ce qui est du calendrier provisoire des réunions en 1969, le Comité spécial a décidé d'adopter provisoirement le même programme que celui qui a été établi pour 1968.

J. — RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANES DES NATIONS UNIES

Conseil de sécurité

295. Par le paragraphe 14 de sa résolution 2189 (XXI), du 13 décembre 1966, l'Assemblée générale a prié le Comité spécial "de porter à la connaissance du Conseil de sécurité les faits nouveaux, survenus dans l'un quelconque des territoires que le Comité examine,

qui risquent de menacer la paix et la sécurité internationales, et de formuler toute suggestion concrète dont le Conseil pourrait s'inspirer en étudiant les mesures qu'il convient de prendre conformément à la Charte des Nations Unies".

a) *Rhodésie du Sud*

296. Aux termes du paragraphe 1 du consensus du 6 juin 1967 sur la question de la Rhodésie du Sud, dont le texte a été adopté à la 523^e séance, tenue à Kitwe (Zambie), le Comité spécial a décidé "de transmettre au Président du Conseil de sécurité les comptes rendus de ses délibérations sur la question de la Rhodésie du Sud, y compris les témoignages des pétitionnaires, après avoir terminé l'examen de cette question". Le texte de ce consensus, accompagné des comptes rendus des délibérations du Comité spécial relatives à cette question, a été communiqué au Président du Conseil de sécurité le 16 juin 1967¹⁴.

297. Par le paragraphe 12 de sa résolution du 9 juin 1967 (A/AC.109/248), le Comité spécial a recommandé au Conseil de sécurité, "conformément à la décision contenue dans sa résolution 232 (1966) du 16 décembre 1966, et, en particulier, au paragraphe 1 du dispositif de ladite résolution, de prendre les mesures nécessaires en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies". Le texte de cette résolution a été communiqué au Président du Conseil de sécurité le 13 juin 1967¹⁵.

b) *Territoires administrés par le Portugal*

298. Au paragraphe 7 de sa résolution du 20 juin 1967 (A/AC.109/251), le Comité spécial a appelé d'urgence l'attention du Conseil de sécurité "sur la détérioration continue de la situation dans les territoires sous domination portugaise ainsi que sur les conséquences des actes d'agression commis par le Portugal contre les Etats africains indépendants qui confinent à ses colonies". Au paragraphe 8 de la même résolution, le Comité spécial a recommandé "que le Conseil de sécurité prenne d'urgence les mesures nécessaires pour rendre obligatoires les dispositions de ses résolutions concernant cette question, en particulier sa résolution 218 (1965) du 23 novembre 1965, et celles de la résolution 2184 (XXI) de l'Assemblée générale en date du 12 décembre 1966". Le texte de ladite résolution a été communiqué au Président du Conseil de sécurité le 20 juin 1967¹⁶.

c) *Territoires coloniaux dont le Comité spécial s'est occupé pendant les réunions qu'il a tenues hors du Siège en 1967*

299. Au paragraphe 4 de sa résolution du 20 juin 1967 (A/AC.109/252), le Comité spécial a recommandé "une fois de plus au Conseil de sécurité de ren-

dre obligatoires les mesures prévues au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, contre le Portugal, l'Afrique du Sud et le régime minoritaire raciste illégal en Rhodésie du Sud". Le texte de cette résolution a été communiqué au Président du Conseil de sécurité le 20 juin 1967¹⁷.

Conseil de tutelle

300. Conformément au paragraphe 8 de la résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale par laquelle celle-ci a prié le Conseil de tutelle d'apporter son aide au Comité spécial pour ses travaux, la Présidente du Conseil de tutelle, par une lettre en date du 30 juin 1967 (A/AC.109/255) adressée au Président du Comité spécial, a informé le Comité qu'à sa trente-quatrième session le Conseil avait examiné la situation dans les Territoires sous tutelle des Iles du Pacifique, de Nauru et de la Nouvelle-Guinée. La lettre précisait que les conclusions et recommandations du Conseil de tutelle, ainsi que les observations des membres du Conseil de tutelle ne représentant que leurs propres opinions, figuraient dans le rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité concernant le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique¹⁸ et dans son rapport à l'Assemblée générale concernant Nauru et la Nouvelle-Guinée¹⁹.

Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine

301. Le Bureau du Comité spécial est resté en liaison étroite avec le Bureau du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine au sujet des questions d'intérêt commun relatives aux travaux des deux comités. Ceux-ci ont élaboré conjointement des propositions à l'intention du Secrétaire général concernant les différents aspects de l'organisation du Cycle d'études international sur l'apartheid, la discrimination raciale et le colonialisme dans le sud de l'Afrique, lequel s'est tenu à Kitwe (Zambie) en juillet-août 1967.

Institutions spécialisées

302. La collaboration des institutions spécialisées aux activités du Comité spécial a été assurée par la présence de représentants de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de l'Organisation mondiale de la santé aux réunions du Comité.

303. Au cours de la période considérée, le Comité spécial a adopté le texte d'accord et les résolutions ci-après, contenant des appels ou demandes adressés à des organisations internationales, et notamment aux institutions spécialisées des Nations Unies.

¹⁷ Ibid., document S/8024.

¹⁸ Ibid., document S/8020.

¹⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Supplément n° 4 (A/6704).

¹⁴ Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-deuxième année, Supplément d'avril, mai et juin 1967, document S/8006.

¹⁵ Ibid., document S/8005.

¹⁶ Ibid., document S/8023.

Résolution adoptée le	Territoires intéressés	Paragraphe(s) pertinents
1 ^{er} juin 1967 (consensus).....	Territoires administrés par le Portugal	Paragraphe 3
9 juin 1967 (A/AC.109/248)...	Rhodésie du Sud	Paragraphe 13
20 juin 1967 (A/AC.109/251)...	Territoires administrés par le Portugal	Paragraphe 10, 11 et 13
20 juin 1967 (A/AC.109/252)...	Territoires coloniaux dont le Comité s'est occupé pendant les réunions tenues hors du Siège (1967)	Paragraphe 8 et 12

304. Le texte du consensus et des résolutions ont été communiqués par le Secrétaire général, pour examen, aux institutions spécialisées et à l'Agence internationale de l'énergie atomique ainsi qu'aux institutions internationales intéressées. L'essentiel des réponses reçues de ces organisations, en ce qui concerne l'application desdites résolutions, a été reproduit et distribué au Comité spécial dans le document A/AC.109/276 (voir plus haut, sect. H), qui est joint en annexe au présent chapitre (annexe III).

Mission spéciale des Nations Unies pour Aden

305. Dans une note datée du 23 février 1967²⁰, le Secrétaire général a annoncé qu'à la suite de consultations tenues, en application de la résolution 2183 (XXI), avec le Comité spécial et la Puissance administrante, il avait nommé la Mission spéciale des Nations Unies pour Aden, composée de la manière suivante: M. Manuel Perez Guerrero (Venezuela), président; M. Abdussattar Shalizi (Afghanistan) et M. Moussa Leo Keita (Mali).

306. A la 567^e séance du Comité spécial, le 13 octobre 1967, le Président a appelé l'attention du Comité sur une lettre que lui avait adressée, le 12 octobre 1967, le Secrétaire général, et à laquelle était jointe une lettre de la même date, (A/AC.109/277) du Président de la Mission spéciale des Nations Unies pour Aden indiquant à quel moment la Mission comptait présenter son rapport.

307. On trouvera au chapitre VI du présent rapport un compte rendu des discussions du Comité spécial relatives au rapport de la Mission.

Conseil des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain

308. Dans le cadre de son propre mandat, le Comité spécial a suivi avec le plus grand intérêt les travaux du Conseil des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain. Par une lettre datée du 12 septembre 1967, le Président du Comité spécial a communiqué au Président de ce Conseil le texte d'une résolution concernant le Sud-Ouest africain (A/AC.109/271) adoptée par le Comité le jour même, à sa 557^e séance.

K. — RÉCAPITULATION DES TRAVAUX²¹

309. Dans sa résolution 2189 (XXI), l'Assemblée générale a prié le Comité spécial de poursuivre sa tâche et de continuer à rechercher les moyens appropriés en vue d'assurer l'application immédiate et intégrale de la Déclaration dans tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance. Elle a également invité le Comité spécial à accorder une attention particulière aux petits territoires, à recommander à l'Assemblée générale les moyens les plus appropriés, ainsi que les mesures à prendre, pour permettre aux populations de ces territoires d'exercer pleinement leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance, et à formuler toutes suggestions concrètes dont le Conseil de sécurité pourrait s'inspirer en étudiant les mesures qu'il convient de prendre, conformément à la Charte, concernant les faits survenus dans les territoires coloniaux qui risquent de menacer la paix et la sécurité internationales.

310. Au moment où le Comité spécial a entrepris ses travaux en 1967, certains progrès constitutionnels

avaient été accomplis dans un petit nombre de territoires coloniaux auxquels s'applique la Déclaration, et le Betchouanaland (Botswana), le Bassoutoland (Lesotho) et la Barbade, dont le Comité avait examiné attentivement le cas au cours des années antérieures, avaient accédé à l'indépendance au cours du second semestre de 1966. Toutefois, de nombreux représentants ont fait observer que ces faits nouveaux ne servaient qu'à leur faire regretter davantage le retard que l'on mettait à appliquer la Déclaration intégralement et efficacement. Ils ont noté que, bien que plus de six ans se fussent écoulés depuis l'adoption de la Déclaration, maints territoires se trouvaient encore soumis au joug colonial, certains d'entre eux avec peu d'espoir d'émancipation dans un proche avenir. En effet, au mépris des résolutions pertinentes des Nations Unies, les puissances administrantes avaient continué de dénier aux peuples de ces territoires leur droit à l'autodétermination et, dans certains cas, ils avaient élargi le champ d'application de leur brutale politique de répression. De nombreux représentants ont estimé que cet état de choses constituait une sérieuse menace pour la paix et la sécurité internationales. A cet égard, on s'est tout particulièrement inquiété de la situation qui régnait dans les territoires coloniaux de l'Afrique australe, où les autorités intéressées, coopérant entre elles et appuyées par des intérêts étrangers, économiques et autres, cherchaient encore impudemment à étouffer les aspirations légitimes des autochtones à la liberté et à l'indépendance.

311. C'est dans ces conditions que le Comité spécial s'est attaqué à la tâche qui lui incombait en 1967. Au cours de ses travaux, il a réexaminé l'application de la Déclaration et des résolutions de l'Assemblée générale concernant les divers territoires coloniaux et, se fondant sur les faits survenus dans l'intervalle, il a formulé des recommandations en vue de faire adopter les mesures appropriées. Outre un certain nombre de tâches particulières qui lui avaient été confiées par l'Assemblée générale ou qui découlaient des décisions qu'il avait prises antérieurement lui-même, le Comité spécial a également étudié les activités des intérêts étrangers, économiques et autres, en Rhodésie du Sud, au Sud-Ouest africain, dans les territoires administrés par le Portugal et dans tous les autres territoires sous administration coloniale, étude sur la base de laquelle il a présenté des conclusions et des recommandations à l'Assemblée générale. D'autre part, eu égard aux dispositions pertinentes des résolutions 2189 (XXI), 2160 (XXI) et 2232 (XXI) de l'Assemblée, il a entrepris l'étude de activités et accords militaires des puissances coloniales qui, dans les territoires placés sous leur administration, étaient de nature à faire obstacle à l'application de la Déclaration.

312. Ce programme de travail représentait une tâche ardue, rendue encore plus lourde par la nécessité de suivre constamment la situation dans certains des territoires coloniaux. Qui plus est, de nombreux problèmes que le Comité spécial était appelé à étudier étaient devenus à la fois plus délicats et plus graves. Néanmoins, grâce aux réunions qu'il a continuellement tenues de février à novembre 1967, sauf une brève interruption, le Comité spécial a pu examiner avec l'attention voulue la quasi-totalité des questions inscrites à son ordre du jour.

313. Comme il était prévu dans son dernier rapport à l'Assemblée générale, le Comité spécial a de nouveau tenu des réunions en dehors du Siège en mai et en

²⁰ Document A/6636.

²¹ Les opinions ou réserves des différents membres du Comité sur les questions examinées dans la présente section sont consignées dans les chapitres pertinents du présent rapport (voir chap. II à XXIII).

juin 1967. Ces réunions ont eu lieu à Kinshasa, à Kitwe et à Dar es-Salam sur l'invitation des Gouvernements de la République démocratique du Congo, de la Zambie et de la République-Unie de Tanzanie. Le Comité a également accepté en principe des invitations analogues faites par cinq autres gouvernements d'Etats Membres, mais a décidé de les réserver pour une date ultérieure. Comme l'avaient envisagé plusieurs membres du Comité, les réunions tenues en dehors du Siège ont, une fois de plus, permis à des représentants des mouvements de libération nationale désireux d'exprimer leurs vues et de faire connaître les progrès de leur lutte de se présenter plus facilement devant le Comité. De plus, ce dernier a pu obtenir davantage de renseignements de première main qu'il n'en aurait obtenus sans ses réunions en Afrique sur les réalités de la situation dans plusieurs territoires coloniaux, en particulier dans ceux de l'Afrique australe, ce qui l'a mis en mesure de mieux aider les populations dans leurs efforts pour conquérir la liberté et l'indépendance. Le Comité a pu également déterminer jusqu'à quel point les dispositions des résolutions antérieures des Nations Unies avaient été appliquées et recommander les mesures supplémentaires qui étaient nécessaires pour atteindre les objectifs visés.

314. Le Comité spécial a examiné attentivement la question de la Rhodésie du Sud, où la situation était une cause de préoccupation générale et croissante en raison des événements récents. A la suite de ses entretiens sans résultat avec le régime minoritaire raciste illégal, en décembre 1966, le Gouvernement du Royaume-Uni avait fait savoir qu'il retirait toutes les propositions qu'il avait faites antérieurement en vue d'un règlement constitutionnel et qu'il ne soumettrait au Parlement britannique aucun projet de règlement comportant l'octroi de l'indépendance avant l'instauration du gouvernement par la majorité. Quoi qu'il en soit, la plupart des membres du Comité ont insisté pour qu'à l'avenir, lorsqu'il s'agirait de l'avenir du territoire, la Puissance administrante consulte les représentants des partis politiques africains et non pas le régime illégal. La majorité des représentants se sont également déclarés convaincus que, pour parvenir à renverser le régime illégal, on devrait rendre les sanctions alors en vigueur totales et obligatoires et que la Puissance administrante devrait les appuyer par le recours à la force. En conséquence, le Comité a invité le Royaume-Uni à prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires à cette fin et à transférer sans retard les pouvoirs au peuple du territoire, conformément à la Déclaration et sur la base d'élections organisées selon le principe "un homme, une voix". Le Comité a également condamné la politique des Gouvernements sud-africain et portugais, qui continuaient à appuyer le régime illégal, et recommandé au Conseil de sécurité de prendre, au titre du Chapitre VII de la Charte, les mesures nécessaires à la mise en œuvre de ses propres décisions antérieures. Enfin, le Comité a demandé à tous les Etats de fournir une aide morale et matérielle aux mouvements de libération nationale de la Rhodésie du Sud et a adressé un appel aux institutions spécialisées pour qu'elles prêtent assistance aux réfugiés du territoire.

315. En ce qui concerne le Sud-Ouest africain, le Comité spécial a noté qu'à la suite de l'abrogation du mandat de l'Afrique du Sud par l'Assemblée générale en vertu de la résolution 2145 (XXI), la question avait été examinée par le Comité spécial créé en vertu de

cette résolution. En outre, après avoir examiné le rapport de ce Comité spécial, l'Assemblée générale, par sa résolution 2248 (S-V), avait créé un Conseil des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain, qu'elle avait notamment chargé de la responsabilité d'administrer le territoire jusqu'à l'indépendance, prévue pour juin 1968. D'autre part, la question continuait d'intéresser le Comité spécial des Vingt-Quatre du point de vue de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance et, à ce titre, elle a donc retenu son attention. Entre-temps, le Gouvernement sud-africain non seulement niait la validité des résolutions susmentionnées, mais avait également pris des mesures tendant à modifier le statut de l'Ovamboland, qui fait partie intégrante du Sud-Ouest africain, en y instaurant un prétendu régime autonome destiné à renforcer l'*apartheid* et à morceler le territoire pour y perpétuer la domination de l'Afrique du Sud. Ayant examiné ces faits, le Comité spécial a condamné comme illégales et contraires aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, et comme constituant un défi flagrant à l'égard de l'autorité des Nations Unies, les mesures prises ou envisagées par le Gouvernement sud-africain au sujet de l'Ovamboland, et il a réaffirmé l'intégrité territoriale du Sud-Ouest africain ainsi que le droit inaliénable de son peuple à la liberté et à l'indépendance, conformément à la Déclaration. Par la suite, le Comité a également condamné l'arrestation illégale, par les autorités sud-africaines de 37 Africains du Sud-Ouest africain, en violation flagrante du statut international du territoire; il a exigé leur libération immédiate et invité les autorités sud-africaines à cesser toute action illégale dans le territoire.

316. En ce qui concerne les territoires administrés par le Portugal, la Puissance administrante a continué de dénier aux populations le droit à l'autodétermination sous le prétexte juridique fictif que ces territoires sont des provinces d'outre-mer du Portugal métropolitain. Continuant de s'appuyer sur l'aide de caractère militaire ou autre qu'elle reçoit de certains Etats, elle a intensifié ses activités de répression et ses opérations militaires à l'encontre de la population africaine des territoires. En outre, le Portugal a continué de violer les droits économiques et politiques des populations autochtones par l'installation d'immigrants étrangers dans les territoires et par l'exportation de main-d'œuvre africaine en Afrique du Sud. En même temps, le Comité spécial a reçu des renseignements, dont il a pris note avec satisfaction, sur les progrès de la lutte menée par les mouvements de libération nationale dans les territoires considérés et sur les efforts entrepris par eux pour remettre en valeur les zones libérées et assurer le bien-être matériel et social des populations. L'importante assistance dont ces mouvements ont un besoin pressant, en particulier dans le domaine de l'enseignement et de la santé, a fait l'objet d'une demande que le Comité spécial a adressée aux institutions spécialisées et au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Le Comité a également fait appel à tous les Etats pour qu'ils accordent aux autochtones des territoires considérés l'aide morale et matérielle qui est nécessaire au rétablissement de leurs droits inaliénables. En outre, le Comité spécial a recommandé que le Conseil de sécurité prenne les mesures nécessaires pour rendre obligatoires les dispositions des résolutions adoptées par lui et par l'Assemblée générale en ce qui concerne la question des territoires administrés par le Portugal. Enfin, il a adressé un urgent appel à tous les Etats et aux institutions

spécialisées pour qu'ils s'abstiennent d'accorder une assistance au Portugal tant que ce pays persisterait dans sa politique à l'égard des territoires en question.

317. L'étude spéciale que le Comité a entreprise sur les activités des intérêts étrangers, économiques et autres, en Rhodésie du Sud, au Sud-Ouest africain et dans les territoires sous domination portugaise, ainsi que dans tous les autres territoires soumis à la domination coloniale, lui a permis de constater le rôle dominant et croissant des intérêts économiques et financiers internationaux dans la vie économique des territoires, et particulièrement de ceux de l'Afrique australe. De l'avis du Comité, les activités de ces intérêts constituent un sérieux obstacle à l'application de la Déclaration dans les territoires coloniaux précités et dans d'autres territoires. Le Comité a noté qu'avec l'encouragement des puissances coloniales, ces intérêts exploitaient impitoyablement les ressources humaines et naturelles des territoires en vue d'en tirer autant de bénéfices que possible. Les puissances coloniales, auxquelles allait une part de ces bénéfices, étaient amenées, à leur tour, à redoubler d'efforts pour perpétuer le *statu quo* et prendre des mesures de répression contre les populations autochtones. Le Comité a également constaté que les pays qui possédaient les intérêts économiques les plus importants dans les territoires coloniaux de l'Afrique australe étaient ceux qui donnaient un appui moral et matériel au régime illégal de la Rhodésie du Sud dans sa résistance aux sanctions internationales, au Gouvernement portugais dans la persistance de son comportement colonial et au Gouvernement sud-africain dans sa volonté d'étendre la politique d'*apartheid* à toute l'Afrique australe.

318. A la lumière de ces constatations, le Comité spécial a notamment recommandé que soient condamnées les puissances administrantes intéressées, qui privaient les peuples coloniaux de leur droit inaliénable à la possession et à la jouissance des ressources naturelles des territoires. Ces puissances devaient également être condamnées pour l'appui actif qu'elles donnaient aux intérêts étrangers, économiques et autres, qui exploitaient les ressources humaines et matérielles des territoires sans tenir compte du bien-être des populations autochtones et de la nécessité, pour ces populations, de progresser sur le plan technique et économique. D'autre part, le Comité a souligné que, tant que l'on refusait à ces populations la possibilité de participer pleinement au fonctionnement d'un gouvernement de leur choix, les concessions accordées par les puissances coloniales aux détenteurs des intérêts précités, ainsi que les autres mesures discriminatoires prises en leur faveur, constituaient une violation de l'Article 73 de la Charte, qui affirmait le principe de la primauté des intérêts des habitants des territoires. En outre, le Comité s'est déclaré vivement préoccupé de l'assistance fournie par les intérêts étrangers, économiques et autres, aux puissances administrantes, assistance qui leur permettait de perpétuer leur domination coloniale. Enfin, le Comité a fait appel aux gouvernements dont les ressortissants possédaient ou géraient des entreprises dans les territoires coloniaux, particulièrement en Afrique australe, pour qu'ils mettent fin à leurs activités.

319. Une autre question à laquelle le Comité spécial s'est intéressé particulièrement est celle d'Aden. En février 1967, le Comité spécial a été informé par le Secrétaire général qu'à la suite des consultations nécessaires il avait nommé une mission spéciale char-

gée, conformément à la résolution 2183 (XXI) de l'Assemblée générale, de recommander des mesures pratiques touchant l'application intégrale des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, y compris la mise en place d'un gouvernement central transitoire dans le territoire. Pendant que le Comité attendait le rapport de la Mission spéciale des Nations Unies pour Aden, la Puissance administrante a annoncé que le territoire accèderait à l'indépendance à la fin de novembre 1967. Pour permettre à la Quatrième Commission d'examiner ce rapport, qui a été distribué dans la seconde quinzaine de novembre 1967, avant que l'événement se produise, le Comité a décidé de prendre note du rapport et de le transmettre à l'Assemblée générale. A cette occasion, le Président, au nom du Comité, a exprimé l'espoir sincère que le territoire accèderait à l'indépendance dans la paix et l'harmonie.

320. En outre, le Comité spécial a examiné les derniers faits concernant le Souaziland, qui devait accéder à l'indépendance en septembre 1968. A la suite de cet examen, il a invité la Puissance administrante à faire en sorte que le territoire accède à l'indépendance sans retard et conformément aux volontés librement exprimées de sa population. Il a également prié la Puissance administrante de prendre toutes les mesures appropriées en vue d'assurer au territoire une indépendance réelle et complète et de protéger son intégrité territoriale et sa souveraineté eu égard à la politique internationale du régime raciste sud-africain. D'autre part, le Comité a prié la Puissance administrante de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'indépendance économique du territoire vis-à-vis de l'Afrique du Sud, en particulier, pour donner plein effet aux recommandations adoptées antérieurement par l'Assemblée générale à cette fin.

321. Le retard dans l'application de la Déclaration, en ce qui concerne plusieurs autres territoires, a également été une source de préoccupation pour le Comité spécial. En ce qui concerne la Guinée équatoriale, le Comité souhaitait que ce Territoire accède à l'indépendance en tant qu'entité territoriale unique en 1968 au plus tard. Il a toutefois noté que, par suite d'un retard regrettable, on avait récemment décidé de tenir, en octobre-novembre 1967, la conférence constitutionnelle envisagée. Pour ce qui est d'Ifni, le Comité a exprimé l'espoir que le dialogue entre les Gouvernements espagnol et marocain se poursuivrait conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. Quant au Sahara espagnol, le Comité a noté que les dispositions de la résolution 2229 (XXI) de l'Assemblée générale n'avaient pas été appliquées, ajoutant que, faute de temps, il n'avait pas pu consacrer à la question toute l'attention qu'exigeait sa complexité. En ce qui concerne la Côte française des Somalis, le Comité, convaincu que l'on ne pouvait contester le droit inaliénable de la population à l'autodétermination et à l'indépendance, et désireux de voir le processus de décolonisation s'accélérer et se dérouler dans la paix et la concorde, a demandé instamment que le référendum qui devait avoir lieu en mars 1967 fût organisé de manière équitable et démocratique, en présence d'un représentant de l'Organisation des Nations Unies.

322. Pour ce qui est de l'île Maurice, des îles Seychelles et de Sainte-Hélène, le Comité spécial a demandé instamment à la Puissance administrante de transférer les pouvoirs à des organes représentatifs qui devraient être élus par le peuple au suffrage universel des adultes, de restituer aux territoires de l'île Mau-

rice et des îles Seychelles les îles qui en avaient été détachées en violation de leur intégrité territoriale, et de s'abstenir d'y installer des bases militaires. Par la suite, il a été annoncé que l'île Maurice accèderait à l'indépendance en mars 1968. Quant à la question des îles Fidji, le Comité spécial a réaffirmé que la Puissance administrante devrait accélérer le processus de décolonisation en organisant des élections sur la base du principe "à chacun une voix" et en fixant une date rapprochée pour l'accession à l'indépendance. En ce qui concerne Gibraltar, le Comité a estimé que le référendum envisagé par la Puissance administrante allait à l'encontre des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et a invité les Gouvernements du Royaume-Uni et de l'Espagne à reprendre les négociations qui y étaient prévues.

323. Conformément à la demande de l'Assemblée générale, le Comité spécial a accordé une attention particulière aux petits territoires, dans le dessein de permettre à leurs populations d'exercer pleinement leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Pour ce qui est de beaucoup de ces territoires, le Comité spécial a reconnu que leur exiguïté et leur faible population, aussi bien que leur situation géographique et leurs ressources limitées, présentaient des problèmes particuliers qui méritaient une attention spéciale. Toutefois, le Comité était nettement d'avis que les dispositions de la Déclaration leur étaient pleinement applicables. En conséquence, il a prié les puissances administrantes responsables de ces territoires d'assurer aux populations intéressées la possibilité d'exprimer leur volonté concernant l'avenir de leurs pays, sans retard, en toute liberté et sans qu'elles ignorent rien des possibilités qui s'offraient à elles dans le cadre de la Déclaration. Le Comité a également souligné l'urgente nécessité de mesures destinées à renforcer l'infrastructure économique de ces territoires et à encourager leur développement économique et social, en vue de favoriser la constitution de fédérations. Au sujet de quelques-uns de ces territoires, le Comité a noté avec une profonde inquiétude les informations qui laissaient entendre que l'on se préparait à les utiliser à des fins militaires.

324. Le Comité spécial a souligné, une fois de plus, l'intérêt indiscutable que présentait l'envoi de missions de visite dans les petits territoires afin d'obtenir des renseignements appropriés sur la situation qui y régnait et sur les vœux, les volontés et les aspirations de leurs populations. En conséquence, le Comité a de nouveau prié les puissances administrantes de coopérer pleinement avec l'Organisation en autorisant l'accès aux territoires placés sous leur administration. Il a noté avec regret que la plupart des puissances administrantes avaient répondu à cette demande soit de façon négative soit avec des réserves. Il a donc estimé que l'Assemblée générale devrait à nouveau leur demander instamment de reconsidérer leur position compte tenu de ce que l'envoi de missions de visite dans les petits territoires présentait une importance vitale pour ses travaux. A cet égard, le Comité a émis l'avis que la présence de l'Organisation des Nations Unies était souhaitable lorsque les populations intéressées étaient appelées à exercer leur droit de libre détermination.

L. — TRAVAUX FUTURS

325. Etant donné que de nombreux territoires sont encore soumis à la domination coloniale, le Comité spécial estime que l'Assemblée générale lui demandera peut-être de continuer à rechercher les meilleurs moyens

d'assurer l'application immédiate et intégrale de la Déclaration dans tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance. Sous réserve des nouvelles directives que l'Assemblée pourrait lui donner à sa vingt-deuxième session, le Comité se propose donc, en 1968, de poursuivre l'examen de la situation dans ces différents territoires, y compris dans les territoires auxquels il n'a pu, faute de temps, accorder une attention suffisante en 1967, de façon à contribuer à l'application rapide et effective de la Déclaration. En particulier, le Comité passera en revue les faits nouveaux intervenus dans chaque territoire, examinera dans quelle mesure il est tenu compte des résolutions pertinentes de l'ONU et recommandera tous moyens complémentaires qui seraient jugés appropriés pour atteindre les objectifs de la Déclaration.

326. Ce faisant, le Comité spécial continuera de s'inspirer des dispositions des paragraphes 14, 15 et 16 de la résolution 2189 (XXI) de l'Assemblée générale. Celle-ci, dans lesdits paragraphes, a prié le Comité spécial de porter à la connaissance du Conseil de sécurité les faits nouveaux, survenus dans l'un quelconque des territoires que le Comité examine, qui risquent de menacer la paix et la sécurité internationales, et de formuler toute suggestion concrète dont le Conseil pourrait s'inspirer en étudiant les mesures qu'il convient de prendre conformément à la Charte des Nations Unies. L'Assemblée générale a également invité le Comité spécial, chaque fois qu'il le jugera pertinent et opportun, à recommander une date limite pour l'accession à l'indépendance de chaque territoire considéré, conformément au désir de la population et aux dispositions de la Déclaration. D'autre part, l'Assemblée a invité le Comité spécial à accorder une attention particulière aux petits territoires et à recommander à l'Assemblée générale les moyens les plus appropriés, ainsi que les mesures à prendre, pour permettre aux populations de ces territoires d'exercer pleinement leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

327. En outre, le Comité spécial se propose de poursuivre son examen des activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, au Sud-Ouest africain et dans les territoires sous domination portugaise, ainsi que dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale. Il compte également achever l'étude qu'il a commencée en 1967 en ce qui concerne les activités et dispositions d'ordre militaire des puissances coloniales qui, dans les territoires qu'elles administrent, pourraient faire obstacle à l'application de la Déclaration. En outre, il continuera d'examiner la question de la liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration.

328. Dans la section du présent chapitre relative aux missions de visite et dans les chapitres du présent rapport consacrés aux petits territoires, le Comité spécial a énoncé des recommandations touchant la question de l'envoi de missions de visite, à laquelle il attache une importance particulière, et la question de la présence de l'ONU lorsque les populations intéressées sont appelées à exercer leur droit de libre détermination. En 1968, le Comité spécial a l'intention de donner suite à ces recommandations et de continuer de rechercher la coopération des puissances administrantes à cet effet. Il se propose notamment, sous réserve des décisions que l'Assemblée générale pourrait prendre à cet égard, d'envoyer des missions de visite dans les territoires des

Antilles, de l'océan Indien et de l'océan Pacifique, ainsi que dans certains territoires africains.

329. Compte tenu des dispositions de la résolution 2239 (XXI) de l'Assemblée générale relative au plan des conférences, le Comité spécial a déjà adopté provisoirement un programme de réunions pour 1968 ainsi qu'un calendrier pour 1969. En outre, conformément au paragraphe 6 de la résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale, qui l'autorisait à se réunir en tout autre lieu que le Siège de l'Organisation des Nations Unies, lorsque cela pourrait être nécessaire pour lui permettre de s'acquitter efficacement de ses fonctions, le Comité pourra envisager, en 1968, la possibilité de tenir une série de réunions en dehors du Siège.

330. Le Comité estime que l'Assemblée générale, pour lui permettre de mener à bien les tâches envisagées ci-dessus, pourrait approuver les propositions susmentionnées lorsqu'elle achèvera l'examen de la question de l'application de la Déclaration à sa vingt-deuxième session. Le Comité spécial recommande à l'Assemblée générale de renouveler son appel aux puissances administrantes pour qu'elles prennent toutes mesures nécessaires en vue d'appliquer la Déclaration et les résolutions pertinentes de l'ONU. L'Assemblée générale devrait en outre prier instamment les puissances administrantes de coopérer avec le Comité en facilitant les missions de visite dans les territoires, conformément aux décisions précédemment adoptées par le Comité spécial ou à toute décision que celui-ci juge-

rait opportun de prendre à cet égard en 1968. L'Assemblée devrait également prier les puissances administrantes de coopérer avec le Secrétaire général pour permettre une large diffusion de la Déclaration, ainsi que des renseignements concernant les activités entreprises par les Nations Unies, et en particulier par le Comité spécial, pour mettre la Déclaration en œuvre.

331. En outre, le Comité spécial recommande que l'Assemblée générale, quand elle approuvera le programme de travail qui a été exposé plus haut, arrête des dispositions budgétaires appropriées afin d'assurer le financement des activités du Comité en 1968; l'envoi de missions de visite envisagé au paragraphe 328 ci-dessus se traduira, d'après les estimations du Comité, par des dépenses de l'ordre de 80 000 dollars, et l'organisation de réunions en dehors du Siège, si le Comité décidait de tenir des réunions de ce genre comme il est indiqué au paragraphe 329 ci-dessus, entraînera des dépenses d'environ 160 000 dollars. Enfin, l'Assemblée générale devrait demander au Secrétaire général de continuer à fournir au Comité spécial tous les services et tout le personnel qui seront nécessaires à l'exécution de son mandat.

M. — ADOPTION DU RAPPORT

332. Le présent rapport, dans son ensemble, a été adopté par le Comité spécial à la 572^e séance, tenue le 5 décembre 1967.

ANNEXE I

Liste des pétitionnaires entendus par le Comité spécial en 1967

<i>Territoires</i>	<i>Pétitionnaires</i>	<i>Séances</i>
Honduras britannique	M. Philip Goldson, chef de l'opposition au Honduras britannique (A/AC.109/PET.696)	548 ^e
Guinée équatoriale	M. Saturnino Ibongo Iyanga et M. Rafael Evita, membres du Movimiento Nacional de Liberación de la Guinea Ecuatorial (MONALIGE) [A/AC.109/PET.702/Add.1]	552 ^e
Côte française des Somalis	M. Abdillahi Wabery, vice-président du Parti du mouvement populaire (PMP) et secrétaire général du Comité central pour les exilés et internés de la Côte française des Somalis, M. Abdulrahman Ahmed Hassan Gabot, vice-président du Front national uni de la Côte française des Somalis et ancien membre de l'Assemblée territoriale de la Côte française des Somalis, et M. Abdillahi Yousouf, membre du Comité central du PMP et ancien secrétaire du Bureau de coordination du PMP et de l'Union démocratique Afar (A/AC.109/PET.616/Add.1)	508 ^e
	M. Abdillahi Wabery et M. Abdillahi Yousouf (A/AC.109/PET.691)	537 ^e
Grenade	M. M. A. Caesar (au nom de M. E. Gairy, chef de l'opposition à Grenade) [A/AC.109/PET.573]	489 ^e
	M. M. A. Caesar (A/AC.109/PET.580/Add.2)	493 ^e
Ile Maurice	M. Teekaram Sibsurun, secrétaire général du Mauritius People's Progressive Party (MPPP) [A/AC.109/PET.689]	535 ^e
Sud-Ouest africain	M. Solomon Mifima, représentant principal en Zambie de la South West Africa People's Organization (SWAPO) [A/AC.109/PET.587/Add.3]	524 ^e
	M. T. T. Letlaka, membre du Comité exécutif national du Pan-Africanist Congress of South Africa (PAC) [A/AC.109/PET.680]	524 ^e à 526 ^e
	M. Moses M. Garoeb, directeur, et M. Jacob Kuhangua, secrétaire général de la South West Africa People's Organization (SWAPO) [A/AC.109/PET.587/Add.4] ..	535 ^e

ANNEXE I (suite)

<i>Territoires</i>	<i>Pétitionnaires</i>	<i>Séances</i>
Sud-Ouest africain (suite)	M. G. H. Geingob, représentant de la South West Africa People's Organization (SWAPO) aux Etats-Unis d'Amérique (A/AC.109/PET.587/Add.5)	554 ^e
Rhodésie du Sud	M. T. G. Silundika, secrétaire à la propagande et à l'information de la Zimbabwe African People's Union (ZAPU) [A/AC.109/PET.681]	521 ^e et 522 ^e
	M. Herbert Chitepo, président national de la Zimbabwe African National Union (ZANU) [A/AC.109/PET.596/Add.1]	523 ^e
	Le rév. Bernard M. Zulu (A/AC.109/PET.687)	523 ^e
	M. L. P. Chihota, représentant principal de la Zimbabwe African National Union (ZANU) [A/AC.109/PET.596/Add.2]	536 ^e
Territoires sous administration portugaise:		
Angola	M. Holden Roberto, président du Gouvernement révolutionnaire de l'Angola en exil (GRAE), et M. Emmanuel Kounzika, vice-président (A/AC.109/PET.656)	513 ^e et 514 ^e
	M. Lara Lucio, secrétaire exécutif du Movimento Popular de Libertação de Angola (MPLA) [A/AC.109/PET.650 et Add.1]	515 ^e et 516 ^e
	M. A. P. Matondo, président du Partido Progressista Angolano (PPA) [A/AC.109/PET.651]	516 ^e
	M. P. Barreiro Lulendo, secrétaire général par intérim de la Liga Geral dos Trabalhadores de Angola (LGTA) [A/AC.109/PET.654]	516 ^e
	M. Emile Ndongala Mbidi, secrétaire général adjoint de l'União Nacional dos Trabalhadores Angolanos (UNTA) [A/AC.109/PET.652]	517 ^e
	M. François Lele, président du Parti Nto-Bako-Angola (A/AC.109/PET.644/Add.1)	517 ^e
	M. Simão Ladeira-Lumona, président national de la Confederação Geral dos Trabalhadores de Angola (CGTA) [A/AC.109/PET.653]	517 ^e
	M. A. Medina, secrétaire et inspecteur général de la Ngwizani a Kongo (NGWIZAKO) [A/AC.109/PET.655]	517 ^e
	M. Emmanuel Tulengala, secrétaire national, et M. Jacob Jacques Zimeni, président du Cartel des Nationalistes angolais (CNA) [A/AC.109/PET.663]	517 ^e
	M. Gracia Kiala, président de la Confédération des syndicats libres angolais (CSLA) [A/AC.109/PET.664]	518 ^e
	M. Smart Chata, président par intérim de l'União Nacional para a Independência Total de Angola (UNITA) [A/AC.109/PET.679]	524 ^e
	M. Agostinho Neto, président du Movimento Popular de Libertação de Angola (MPLA) [A/AC.109/PET.650/Add.2]	526 ^e
Guinée dite portugaise	M. Benjamin Pinto-Bull, président du Frente de Luta pela Independência Nacional de Guiné dita Portuguesa (FLING) [A/AC.109/PET.662]	518 ^e
Mozambique	M. P. J. Gumane, président du Comité Revolucionário de Moçambique (COREMO) [A/AC.109/PET.686]	526 ^e
	M. Eduardo Mondlane, président, M. Laurenço Mutaca, secrétaire pour les finances et M. Mariano Matsinhe, secrétaire pour les questions d'organisation du Frente de Libertação de Moçambique (FRELIMO)	532 ^e et 534 ^e

ANNEXE II

Rapports des Sous-Comités II et III :
missions de visite

A. — RAPPORT DU SOUS-COMITÉ II

[A/AC.109/L.395]

Rapporteur: M. G. E. O. Williams (Sierra Leone).

INTRODUCTION

1. A sa 488^e séance, tenue le 20 février 1967, le Comité spécial a décidé de maintenir le Sous-Comité II, avec la même composition que l'année précédente.

2. A sa 56^e séance, tenue le 23 mars 1967, le Sous-Comité II a élu M. C. R. Gharekhan (Inde) président et M. G. E. O. Williams (Sierra Leone) rapporteur.

3. A la même séance, le Sous-Comité a décidé d'étudier en premier la question de l'envoi de missions de visite dans les territoires dont il s'occupe, et d'examiner ensuite la situation dans chacun de ces territoires, en suivant l'ordre ci-après: îles Gilbert-et-Ellice, Pitcairn, îles Salomon, Nouvelles-Hébrides, Samoa américaines, Guam, Nioué, îles Tokelaou, îles Cocos (Keeling), Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique, Territoire sous tutelle de Nauru, Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, Papua, Brunéi et Hong-Kong.

MISSIONS DE VISITE

Examen de la question par le Sous-Comité

4. Le Sous-Comité a examiné la question des missions de visite à ses 57^e à 62^e séances, tenues les 14, 23 et 29 mars et les 5, 14 et 21 avril 1967.

5. Conformément à la décision prise par le Sous-Comité, le Président a demandé par lettre aux délégations de l'Australie, de la France, de la Nouvelle-Zélande, des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord si leurs gouvernements étaient disposés à recevoir des missions de visite dans les territoires qu'ils administrent.

6. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a, dans sa réponse, rappelé les termes de la lettre qu'il avait envoyée comme suite à la même requête du Sous-Comité huit mois auparavant, en affirmant que le point de vue du Gouvernement néo-zélandais n'avait pas changé. Dans cette lettre, il avait souligné que la Nouvelle-Zélande avait toujours estimé que les missions de visite de l'ONU pouvaient souvent jouer un rôle constructif dans l'évolution des territoires non autonomes, notamment en vérifiant, au nom de la communauté internationale, l'authenticité des actes de libre détermination. Il avait également fait observer que la population des îles Tokelaou et Nioué souhaiterait probablement exercer son droit à la libre détermination dans un avenir assez proche.

7. Le représentant de la Nouvelle-Zélande avait ajouté que dans les circonstances actuelles il semblait qu'en envoyant une mission de visite spéciale dans ces îles on attacherait une importance excessive à deux des plus petits territoires non autonomes, et qu'en conséquence le Gouvernement néo-zélandais était d'avis — et telle était toujours sa position — qu'au stade actuel l'envoi d'une mission de l'ONU aux îles Tokelaou et Nioué ne serait opportun qu'à condition de s'inscrire dans le cadre d'une visite plus complète de la région.

8. Le représentant du Royaume-Uni a, dans sa réponse, déclaré que son gouvernement s'en tenait à la position définie dans la lettre que sir Roger Jackling avait adressée le 26 mai 1966 au Président du Comité spécial (A/AC.109/171). L'envoi de missions de visite posait des questions de principe difficiles au Gouvernement du Royaume-Uni, et il était donc impossible à ce représentant de rien dire qui pût encourager le Comité spécial à compter sur un changement quelconque dans l'attitude que le Gouvernement du Royaume-Uni avait adoptée précédemment en la matière et qu'il avait fréquemment expliquée au Comité spécial et à ses sous-comités. La délégation du Royaume-Uni était, bien entendu, disposée à transmettre au Gouvernement du Royaume-Uni toute demande ou proposition que le Sous-Comité pourrait juger appropriée de lui communiquer à propos de l'envoi d'une mission de visite dans un territoire déterminé, et à demander audit gouvernement des

instructions à ce sujet. Mais il n'en résultait pas que le Gouvernement britannique prit pour autant l'engagement de faire droit à une telle demande.

9. Le représentant de l'Australie a, dans sa réponse, déclaré que les missions de visite du Conseil de tutelle procédaient sur place tous les trois ans à une étude approfondie de la situation des territoires australiens. C'est ainsi qu'une mission devait se rendre dans ces territoires au début de 1968. Outre les renseignements qu'on pouvait trouver dans les comptes rendus et rapports du Conseil de tutelle et de ses missions de visite, le Gouvernement australien fournissait des renseignements supplémentaires sur les territoires dont il avait la charge en exécution des obligations découlant de la Charte des Nations Unies. Dans ces conditions, le Gouvernement australien estimait qu'une visite du Comité des Vingt-Quatre dans les territoires australiens ne serait pas justifiée.

10. Le représentant des États-Unis d'Amérique a, dans sa réponse, déclaré que la position du Gouvernement des États-Unis au sujet de l'envoi de missions de visite dans les territoires inscrits à l'ordre du jour du Sous-Comité demeurait celle qui avait été indiquée au Sous-Comité en 1966. Le Gouvernement des États-Unis restait d'avis que rien ne justifiait, dans l'immédiat, l'envoi de missions de visite dans ces territoires, et que si une proposition dans ce sens était faite pour 1967, il ne serait probablement pas en mesure de l'accepter.

11. Le représentant de la Pologne a noté que conformément aux recommandations qui avaient été faites, des communications avaient été adressées aux représentants des puissances administrantes pour demander à ces puissances d'autoriser une mission de visite à se rendre dans les territoires qu'elles administrent. La délégation polonaise se félicitait de la réponse positive que le Gouvernement néo-zélandais avait adressée au Président et espérait que les autres puissances administrantes suivraient cet exemple car l'envoi d'une mission de visite était le seul moyen d'obtenir des renseignements de première main sur l'évolution de la situation des territoires et de déterminer quelles étaient les aspirations de leurs habitants.

12. La représentante de l'Inde a déclaré que de l'avis de sa délégation, le Sous-Comité devait se rendre dans les territoires inscrits à son ordre du jour pour obtenir des renseignements de première main sur la situation qui y régnait. A cet égard, elle a noté avec satisfaction que le Gouvernement néo-zélandais avait accueilli favorablement la demande du Sous-Comité, mais a émis le vœu que la Nouvelle-Zélande renonce à la condition qu'elle mettait à l'envoi d'une mission de visite. La représentante de l'Inde a également formulé l'espoir que les autres puissances administrantes donneraient une réponse favorable à une date rapprochée.

13. Le représentant de l'Irak a dit que sa délégation, qui avait demandé en 1966 l'envoi d'une mission de visite dans les territoires considérés, tenait à renouveler instantanément cette demande. L'envoi d'une mission de visite ne pouvait du reste que servir les intérêts des puissances administrantes et celles-ci devaient l'accepter, comme la résolution 2232 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1966, les y invitait. Malheureusement, les réponses reçues jusqu'à présent de ces puissances étaient loin d'être satisfaisantes. Le Sous-Comité ne devait pas se contenter de s'entendre dire que la situation dans les territoires ne cessait de s'améliorer.

14. Le représentant du Chili a dit que sa délégation avait pris note avec intérêt de la réponse fournie par la délégation néo-zélandaise au sujet des missions de visite. Il s'agissait là d'un premier pas, et la délégation chilienne se réjouissait de l'esprit de coopération dont la Nouvelle-Zélande avait fait preuve en l'occurrence. Il fallait souhaiter que les autres puissances administrantes intéressées s'inspirent de cet exemple et permettent ainsi au Sous-Comité de suivre comme il convenait l'évolution constitutionnelle des territoires placés sous leur administration. Aux yeux de la délégation chilienne, les petits territoires, en raison même de leur exiguité, méritaient une attention particulière. Il importait de n'épargner aucun effort pour leur faciliter l'exercice du droit de libre détermination et l'accession à l'indépendance, conformément aux dispositions de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960.

15. Le représentant de l'*Afghanistan* a dit que sa délégation attachait une grande importance à l'envoi de missions de visite dans les territoires sous domination coloniale, car c'était là le seul moyen de savoir exactement ce qui s'y passait. Sa délégation se félicitait de l'esprit de coopération manifesté à cet égard par la Nouvelle-Zélande, mais estimait regrettable que le Royaume-Uni eût maintenu son attitude négative antérieure. Elle demandait donc à la délégation du Royaume-Uni de reconsidérer sa position. On comprenait mal pourquoi une puissance administrante pouvait craindre l'envoi d'une mission dans un territoire, si elle l'administrait conformément aux principes énoncés par les Nations Unies. La délégation afghane espérait d'autre part que la puissance administrante qui n'avait pas encore donné de réponse au sujet des missions de visite prendrait une décision positive.

16. Le représentant du *Sierra Leone* a noté avec regret que certaines puissances administrantes refusaient d'autoriser l'envoi de missions de visite dans les territoires qu'elles administraient. Elles devaient se rendre compte que, plus qu'au Comité spécial, c'est à la population de ces territoires et à elles-mêmes que ces missions de visite étaient profitables. En effet, grâce aux contacts directs qu'elles permettaient d'établir le Comité pouvait mieux comprendre la situation dans les territoires, telle qu'elle était exposée par les puissances administrantes dans les déclarations qu'elles faisaient à l'ONU. Le représentant du *Sierra Leone* a donc formulé l'espoir que les puissances administrantes intéressées reconsidéreraient leur position.

Conclusions du Sous-Comité

17. Le Sous-Comité note que la plupart des puissances administrantes persistent dans leur attitude négative à l'égard de l'envoi de missions de visite dans les territoires dont il s'occupe.

Recommandations du Sous-Comité

18. Le Sous-Comité recommande au Comité spécial de prier instamment les puissances administrantes d'autoriser des missions de visite à se rendre dans ces territoires à une date rapprochée. Des recommandations détaillées concernant les territoires à visiter et diverses autres questions seront adoptées ultérieurement.

B. — PARAGRAPHES 8 À 16 DU RAPPORT DU SOUS-COMITÉ III

QUESTION DES MISSIONS DE VISITE

[Pour le texte du rapport du Sous-Comité, voir l'annexe au chapitre XXIII, plus loin.]

ANNEXE III

[A/AC.109/276]

Application des résolutions 2151 (XXI), 2184 (XXI), 2189 (XXI) et 2248 (S-V) de l'Assemblée générale et des résolutions pertinentes du Comité spécial — Demandes adressées aux institutions spécialisées et à d'autres organisations internationales

Note du Secrétariat

INTRODUCTION

1. Au cours de l'année écoulée, aussi bien l'Assemblée générale — à sa vingt et unième session — que le Comité spécial ont demandé aux institutions spécialisées et à d'autres organisations internationales notamment: a) de prêter assistance, ou d'accroître l'assistance qu'ils fournissaient déjà aux réfugiés de Rhodésie du Sud et des territoires administrés par le Portugal, et b) de s'abstenir de fournir une assistance quelconque aux Gouvernements portugais et sud-africain et au régime raciste illégal de Rhodésie du Sud tant que ces gouvernements et ce régime n'auraient pas renoncé à leur politique de discrimination raciale et de domination coloniale.

2. Dans chaque cas, le Secrétaire général a communiqué le texte de la résolution ou, le cas échéant, la teneur de l'accord intervenu, à un certain nombre d'institutions spécialisées et d'autres organisations internationales intéressées, en appelant leur attention sur les paragraphes pertinents du dispositif.

3. En outre, conformément au paragraphe 10 de la résolution 2184 (XXI) adoptée le 12 décembre 1966 par l'Assemblée

générale, le Secrétaire général a engagé avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement des consultations dont les résultats sont exposés dans un rapport du Secrétaire général^a.

4. Dans les sections qui suivent, le Secrétariat a reproduit les textes des demandes adressées aux institutions spécialisées et à d'autres organisations internationales et les réponses, autres que de simples accusés de réception, qui ont été reçues jusqu'à présent.

I. — DEMANDES ADRESSÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

A. — Textes des demandes

5. A sa 1468^e séance plénière, le 17 novembre 1966, l'Assemblée générale a adopté sa résolution 2151 (XXI) concernant la question de la Rhodésie du Sud, dont le paragraphe 11 est ainsi conçu:

"11. *Prie* les institutions spécialisées intéressées et les autres organisations internationales de secours d'aider et d'assister les réfugiés du Zimbabwe et ceux qui sont opprimés par le régime minoritaire raciste illégal en Rhodésie du Sud."

6. A sa 1490^e séance plénière, le 12 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté sa résolution 2184 (XXI) concernant la question des territoires administrés par le Portugal et dont les paragraphes 9 à 11 sont ainsi conçus:

"9. *Fait appel* une fois de plus à toutes les institutions spécialisées, en particulier à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et au Fonds monétaire international, pour qu'elles s'abstiennent d'accorder au Portugal une aide financière, économique ou technique tant que le Gouvernement portugais n'aura pas appliqué la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

"10. *Prie* le Secrétaire général d'engager des consultations avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en vue d'obtenir qu'elle se conforme aux dispositions des résolutions 2105 (XX) et 2107 (XX) de l'Assemblée générale, en date des 20 et 21 décembre 1965, ainsi que de la présente résolution;

"11. *Remercie* le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, les institutions spécialisées intéressées et autres organisations internationales de secours de l'aide qu'ils ont prêtée jusqu'ici et les prie d'accroître, en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine, leur assistance aux réfugiés des territoires sous domination portugaise et à ceux qui ont souffert et souffrent encore des opérations militaires."

7. A sa 1492^e séance plénière, le 13 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté sa résolution 2189 (XXI) concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Les paragraphes 8 et 9 de ladite résolution sont ainsi conçus:

"8. *Prie* le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et autres organisations internationales de secours, ainsi que les institutions spécialisées intéressées, d'accroître leurs assistance économique, sociale et humanitaire aux réfugiés de ces territoires;

"9. *Prie* tous les Etats, agissant soit directement soit par l'intermédiaire des institutions internationales dont ils sont membres, y compris les institutions spécialisées, de s'abstenir de fournir une assistance quelconque aux Gouvernements portugais et sud-africain et au régime minoritaire raciste illégal de la Rhodésie du Sud tant que ces gouvernements et que ce régime n'auront pas renoncé à leur politique de discrimination raciale et de domination coloniale."

8. A sa 1518^e séance plénière, le 19 mai 1967, l'Assemblée générale a adopté sa résolution 2248 (S-V) concernant la question du Sud-Ouest africain. Le paragraphe 2 de la troisième partie de cette résolution est ainsi conçu:

"2. *Prie* les institutions spécialisées et les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies de fournir au Sud-Ouest africain une assistance technique et financière au moyen d'un programme d'urgence coordonné, qui réponde aux exigences de la situation."

^a Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Annexes, point 66 de l'ordre du jour, document A/6825.

B. — Réponses reçues des institutions spécialisées et d'autres organisations internationales

a) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

9. Dans des lettres en date du 2 février 1967, la FAO a fait savoir qu'il avait été pris bonne note des dispositions pertinentes des résolutions adoptées à la vingt et unième session.

b) Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

10. En ce qui concerne les mesures prises par la BIRD pour donner suite aux dispositions du paragraphe 9 de la résolution 2184 (XXI) de l'Assemblée générale, voir le paragraphe 3 ci-dessus.

11. Pour ce qui est de la résolution 2189 (XXI), la BIRD a répondu que cette résolution serait portée à l'attention des administrateurs de la Banque, auxquels on signalerait plus particulièrement les paragraphes 8 et 9 qui s'adressaient aux Etats Membres.

c) Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)

12. En ce qui concerne la résolution 2189 (XXI), l'OACI a indiqué dans sa réponse que le Conseil de l'OACI avait examiné cette résolution, et en particulier le paragraphe 8, lors d'une réunion tenue le 8 mars 1967. A la suite des débats, le Directeur général avait été prié de répondre que, si l'OACI ne disposait pas au titre de son budget ordinaire de ressources lui permettant de fournir l'assistance envisagée, elle était toutefois disposée à prêter assistance aux réfugiés en octroyant des bourses à l'aide des fonds restreints dont elle disposait, dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement pour des projets régionaux en Afrique. Les candidats devraient posséder les qualifications requises pour recevoir une formation dans différents domaines spécialisés de l'aviation dans l'un quelconque des établissements de formation créés dans le cadre de projets du Fonds spécial que l'OACI avait été ou était chargée d'exécuter; les candidats devraient également être présentés par un gouvernement, comme l'exigent les règlements du PNUD.

13. Les renseignements contenus dans la lettre de l'OACI mentionnée ci-dessus ont été communiqués au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, afin qu'il prenne les dispositions voulues.

d) Comité international de la Croix-Rouge

14. A propos du paragraphe 11 de la résolution 2151 (XXI), le Comité international a fait savoir qu'il continuait de fournir une assistance aux personnes détenues ou mises en résidence surveillée pour des raisons politiques en Rhodésie du Sud.

e) Organisation internationale du Travail (OIT)

15. Dans des lettres en date du 7 décembre 1966 et du 6 février 1967, l'OIT a répondu qu'il avait été pris note des dispositions pertinentes des résolutions.

f) Union internationale des télécommunications (UIT)

16. En ce qui concerne la résolution 2248 (S-V) relative à la question du Sud-Ouest africain, l'UIT, dans une lettre en date du 30 juin 1967, a communiqué le texte de la résolution n° 619 adoptée par le Conseil d'administration de l'UIT à sa vingt-deuxième session, en mai 1967. Dans cette résolution, le Conseil, après avoir pris note de la résolution 2145 (XXI) par laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies mettait fin au mandat de l'Afrique du Sud au Sud-Ouest africain, a décidé que le Gouvernement de la République sud-africaine n'avait plus le droit de représenter le Sud-Ouest africain à l'UIT.

g) Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

17. Dans des lettres datées des 3 janvier et 25 juillet 1967, l'UNESCO a fait savoir que les résolutions 2151 (XXI) et 2248 (S-V) seraient portées à l'attention du Conseil exécutif à sa prochaine session. Dans sa lettre en date du 3 janvier, l'UNESCO a fait parvenir le texte de la résolution 11 adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa trente-cinquième

séance plénière, le 28 novembre 1966 et intitulée "Les tâches de l'UNESCO à la lumière des résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa vingtième session sur les questions relatives à l'élimination du colonialisme et du racisme". Le texte de cette résolution est ainsi conçu:

"La Conférence générale,

"S'inspirant des buts énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans l'Acte constitutif de l'UNESCO, ainsi que de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1960,

"S'inspirant aussi de la résolution 2105 (XX) de l'Assemblée générale des Nations Unies relative à "l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux", ainsi que d'autres résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa vingtième session et exposées dans le rapport du Directeur général de l'UNESCO (14 C/20),

"Considérant que l'Assemblée générale a adopté, à sa vingtième session, plusieurs résolutions en faveur d'une contribution à l'élimination aussi rapide que possible de toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, et a notamment approuvé et ouvert à la signature la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et qu'à sa vingt et unième session, elle a proclamé le 21 mars "Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale",

"Ayant examiné le rapport du Directeur général sur l'application de la résolution 6.3, que la Conférence générale a adoptée à sa treizième session, sur "le rôle de l'UNESCO en faveur de l'accèsion des pays et des peuples coloniaux à l'indépendance", ainsi que des résolutions 8.2 sur le même sujet adoptées lors des onzième et douzième sessions de la Conférence générale,

"Constatant avec beaucoup d'inquiétude que, six ans après l'adoption de la Déclaration de 1960, de nombreux territoires se trouvent encore soumis à la domination coloniale,

"1. Se prononce en faveur de l'octroi aussi rapide que possible de l'indépendance à tous les pays et peuples coloniaux;

"Condamnant résolument toutes les formes et manifestations du colonialisme et du néo-colonialisme,

"Convaincue que la survivance des régimes colonialistes et la pratique de l'apartheid ainsi que de toute autre forme de discrimination raciale créent une menace pour la paix et la sécurité internationale et constituent un crime contre l'humanité,

"Constatant que, si l'UNESCO a apporté une contribution certaine à la conquête et à la consolidation de leur indépendance par les anciens pays et peuples coloniaux en les aidant à développer l'éducation, la science et la culture, elle est loin d'avoir exploité toutes les possibilités dont elle dispose dans ce domaine,

"2. Autorise le Directeur général à:

"a) Accorder une attention particulière, dans l'exécution du Programme de l'UNESCO pour 1967-1968, dans les plans de travail et dans les programmes futurs, à l'application des décisions des organes suprêmes des Nations Unies et de l'UNESCO dans ce domaine, et notamment à apporter aux pays et aux peuples qui ont récemment obtenu l'indépendance ou qui n'y sont pas encore parvenus l'aide indispensable pour le développement de l'éducation, de la science et de la culture;

"b) Continuer à organiser, dans le cadre du Programme de l'UNESCO, des réunions et des recherches concernant les effets néfastes du colonialisme, du néo-colonialisme et du racisme sur la vie économique et sociale des pays et sur le développement de l'éducation, de la science et de la culture de ces pays, afin de contribuer à l'application de mesures pratiques visant à l'élimination de ces séquelles;

"c) Tirer parti plus énergiquement des activités d'information et des publications de l'UNESCO et d'autres activités de l'Organisation pour dénoncer et faire disparaître le plus rapidement possible le colonialisme, le néo-colonialisme, la politique et la pratique de l'apartheid et de la discrimina-

tion raciale, ainsi qu pour faire largement connaître les décisions correspondantes de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la Conférence générale de l'UNESCO;

"d) Conformément aux décisions de l'Assemblée générale des Nations Unies, n'apporter aucune aide aux Gouvernements du Portugal et de la République sud-africaine ni au régime illégal de la Rhodésie du Sud dans le domaine de l'éducation, de la science et de la culture et, notamment, ne pas les inviter à participer aux conférences et autres activités pertinentes de l'UNESCO, cette participation pouvant être considérée comme le bénéfice d'une aide technique, tant que ces gouvernements n'auront pas renoncé à la politique de domination coloniale et de discrimination raciale;

"e) En consultation avec le Secrétaire général des Nations Unies, tirer parti des activités d'information et des publications et des autres activités de l'UNESCO pour la mise en œuvre de la résolution 2142 (XXI) de l'Assemblée générale proclamant le 21 mars "Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale";

"f) Inviter les Gouvernements des Etats membres de l'UNESCO qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa vingtième session, et à la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa onzième session;

"g) Faire rapport à la Conférence générale, à sa quinzième session, sur les progrès de la mise en œuvre de la présente résolution."

h) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

18. On trouvera dans le document A/AC.109/L.417, en date du 7 août 1967, des renseignements sur les mesures prises dans le cadre du Programme du Haut Commissaire pour accroître l'assistance aux réfugiés des territoires administrés par le Portugal.

19. Dans des lettres datées du 9 mars 1967, le Haut Commissaire a fait savoir qu'il avait appelé l'attention de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge sur les résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session et avait reçu une réponse datée du 2 mars 1967 du Secrétaire général de la Ligue. La réponse, qui était jointe en annexe, contenait le passage suivant:

"Comme nous l'avons déjà fait observer à diverses occasions au service mentionné ci-dessus, l'assistance aux personnes dans le besoin — populations en détresse, victimes de catastrophes et réfugiés — est l'une des responsabilités de la Croix-Rouge en temps de paix. La Croix-Rouge s'acquitte de cette mission dans les limites de ses possibilités et conformément à ses principes fondamentaux. La Ligue est disposée à se mettre en rapport avec les sociétés membres pour leur demander de prêter assistance aux personnes des catégories en question à condition d'y être invitée par la Société nationale du pays où résident ces personnes."

i) Union postale universelle (UPU)

20. Dans une lettre datée du 8 février 1967, l'UPU a fait savoir qu'il avait été pris note de la résolution 2184 (XXI) et en particulier des paragraphes 8 et 9, et que cette résolution serait portée à l'attention du Conseil exécutif de l'UPU à sa prochaine session, en mai 1967.

j) Organisation mondiale de la santé (OMS)

21. Dans des lettres datées des 7 décembre 1966, 10 mars 1967 et 22 juillet 1967, le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé a déclaré qu'il avait été pris note des appels lancés dans les résolutions, lesquels seraient portés à l'attention du Conseil exécutif et de l'Assemblée mondiale de la santé. Dans la lettre datée du 22 juillet, à propos de la demande formulée au paragraphe 2 de la troisième partie de la résolution 2248 (S-V) relative à la question du Sud-Ouest africain, le Directeur général a fait savoir ce qui suit: "Je désire vous assurer que nous sommes disposés à coopérer, dans la mesure où le permettent les statuts et les ressources de notre Organisation, au programme envisagé par l'Assem-

blée générale lorsque les détails de ce programme seront connus."

II. — DEMANDES ADRESSÉES PAR LE COMITÉ SPÉCIAL

A. — Texte des demandes

22. Depuis le début de sa session de 1967, le Comité spécial a pris jusqu'à présent (25 septembre 1967) une décision sans caractère formel traduisant l'opinion des membres du Comité, et a adopté trois résolutions dans lesquelles il faisait appel à la coopération des institutions spécialisées et d'autres organisations internationales, comme il est indiqué ci-dessous.

23. Le 1^{er} juin 1967, le Comité spécial s'est mis d'accord sur le texte d'une déclaration concernant la fourniture d'une assistance aux réfugiés des territoires administrés par le Portugal, dont le dernier paragraphe est ainsi conçu:

"Le Comité est néanmoins profondément préoccupé par les déclarations des pétitionnaires qui dénoncent l'insuffisance de l'aide qu'ils reçoivent des institutions spécialisées des Nations Unies et, plus particulièrement, par leur besoin urgent d'une assistance directe considérable dans les domaines de l'enseignement et de la santé publique. En conséquence, le Comité regrette que les institutions spécialisées n'aient pas encore, à sa connaissance, répondu à ses appels réitérés et à ceux de l'Assemblée générale. Le Comité prie donc les institutions spécialisées et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de s'efforcer par tous les moyens d'accroître d'urgence leur aide aux réfugiés, en collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine et, par l'intermédiaire de celle-ci, avec les mouvements de libération nationale des territoires sous domination portugaise."

24. Le 9 juin 1967, le Comité spécial a adopté une résolution (A/AC.109/248) concernant la question de Rhodésie du Sud, et dont le paragraphe 13 est ainsi conçu:

"13. *Adresse un appel* aux institutions spécialisées intéressées et aux autres organisations internationales de secours pour qu'elles aident et assistent les réfugiés du Zimbabwe et ceux qui sont opprimés par le régime minoritaire raciste illégal en Rhodésie du Sud, en consultation avec l'Organisation de l'unité africaine et, par son intermédiaire, avec les mouvements de libération nationale dans le territoire colonial de la Rhodésie du Sud."

25. Le 20 juin 1967, le Comité spécial a adopté une résolution (A/AC.109/251) concernant la question des territoires administrés par le Portugal et dont les paragraphes 10, 11 et 13 sont ainsi conçus:

"10. *Fait appel* une fois de plus à toutes les institutions spécialisées, en particulier à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et au Fonds monétaire international (FMI), pour qu'elles s'abstiennent d'accorder au Portugal une aide financière, économique ou technique tant que le Gouvernement portugais n'aura pas appliqué la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

"11. *Remercie* le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, les institutions spécialisées intéressées et autres organisations internationales de secours, de l'aide qu'ils ont prêtée jusqu'ici et les prie d'accroître, en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et, par son intermédiaire, avec les mouvements de libération nationale, leur assistance aux réfugiés des territoires sous domination portugaise et à ceux qui ont souffert et souffrent encore des opérations militaires;

...

"13. *Demande* au Secrétaire général d'entrer en consultation avec les institutions spécialisées visées au paragraphe 10 de la présente résolution et de faire rapport à ce sujet au Comité spécial."

26. Enfin, le 20 juin 1967, le Comité spécial a adopté une résolution (A/AC.109/252) relative à l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en ce qui concerne les territoires coloniaux étudiés par le Comité pendant ses réunions hors du Siège (1967). Les paragraphes 8 et 12 de cette résolution sont ainsi conçus:

"8. *Prie* le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, les institutions spécialisées intéressées et les

autres organisations internationales de secours d'accroître, en coopération avec les mouvements de libération de tous les territoires sous domination coloniale, leur assistance aux réfugiés de ces territoires;

...

"12. *Prie* tous les Etats, directement et par leur action au sein des organismes internationaux dont ils sont membres, y compris les institutions spécialisées, de refuser toute assistance quelle qu'elle soit aux Gouvernements du Portugal et de l'Afrique du Sud ainsi qu'au régime minoritaire raciste illégal de Rhodésie du Sud jusqu'à ce qu'ils aient renoncé à leur politique de discrimination raciale et de domination coloniale."

B. — *Réponses des institutions spécialisées et d'autres organisations internationales*

a) *Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)*

27. Dans une lettre datée du 12 juillet 1967, la BIRD a fait savoir qu'il avait été pris note de ce qui concernait la BIRD dans le paragraphe 10 du dispositif de la résolution du Comité spécial (A/AC.109/251) relative à la question des territoires administrés par le Portugal et de ce qui concernait les institutions spécialisées dans les paragraphes 11 et 13 de cette résolution (voir par. 3 ci-dessus).

b) *Comité international de la Croix-Rouge*

28. En ce qui concerne la demande faite au paragraphe 13 de la résolution du Comité (A/AC.109/248) concernant la question de Rhodésie du Sud, le Comité international de la Croix-Rouge a indiqué dans une lettre datée du 5 juillet 1967 qu'il apportait une assistance à des détenus politiques en Rhodésie depuis déjà plusieurs années. Un représentant du Comité international, M. G. C. Senn, effectuait en ce moment une série de visites dans des camps d'internement et dans des prisons de ce pays. Conformément à la pratique établie, les observations et toutes propositions qu'il pourrait faire seraient communiquées à la Puissance responsable.

c) *Organisation internationale du Travail (OIT)*

29. Dans des lettres en date des 7 et 12 juillet 1967, l'OIT a fait savoir qu'il avait été pris note des demandes formulées dans les trois résolutions du Comité spécial (A/AC.109/248, 251 et 252).

d) *Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)*

30. Dans des lettres en date du 19 juillet 1967, l'UNESCO a indiqué que les trois résolutions du Comité spécial (A/AC.109/248, 251 et 252) seraient portées à la connaissance du Conseil exécutif de l'UNESCO à sa soixante-dix-septième session.

e) *Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés*

31. Dans des lettres en date des 21 et 26 juillet 1967, le Haut Commissariat a fait savoir que des exemplaires des trois résolutions (A/AC.109/248, 251 et 252) avaient été communiqués à la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et au Conseil international des agences bénévoles.

f) *Union postale universelle (UPU)*

32. Dans une lettre datée du 16 août 1967, l'UPU a fait savoir qu'il avait été pris note de la résolution du Comité (A/AC.109/251) relative à la question des territoires administrés par le Portugal, et en particulier des paragraphes 10 et 11.

g) *Organisation mondiale de la santé (OMS)*

33. Dans une lettre datée du 9 août 1967 concernant la déclaration adoptée sans objection par le Comité spécial le 1^{er} juin 1967 au sujet de la fourniture d'une assistance aux réfugiés des territoires administrés par le Portugal, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré ce qui suit:

"Il a été pris note de ce que le Comité spécial a mentionné les déclarations des pétitionnaires soulignant l'insuffisance de l'aide qu'ils reçoivent des institutions spécialisées ainsi que leur besoin urgent d'une assistance directe considérable dans les domaines de l'enseignement et de la santé publique. L'Organisation mondiale de la santé est disposée à prendre en considération des demandes d'assistance adressées par les

gouvernements et par des organes compétents des Nations Unies en vue de fournir des services à ces réfugiés. Le Comité spécial n'ignore certainement pas que l'Organisation mondiale de la santé ne fournit pas d'assistance directe à des particuliers et que toute assistance qu'elle fournit doit être demandée par les gouvernements ou les Nations Unies ou avec leur accord.

"J'ajoute que l'Organisation mondiale de la santé continue à coopérer avec les Nations Unies dans le cadre des programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour les Africains que l'on regroupe actuellement conformément à la résolution 2235 (XXI) de l'Assemblée générale. En particulier, l'Organisation mondiale de la santé a collaboré avec les Nations Unies en vue d'organiser pour deux boursiers de Guinée portugaise des études supérieures de médecine."

34. En ce qui concerne la résolution du Comité (A/AC.109/248) concernant la question de la Rhodésie du Sud, une lettre en date du 14 août 1967 contenait la déclaration ci-après:

"Nous avons pris note de ce que, au paragraphe 13 de cette résolution, sur lequel vous appelez notre attention, le Comité spécial a réitéré et amplifié une demande présentée par l'Assemblée générale des Nations Unies au paragraphe 11 de sa résolution 2151 (XXI). Comme vous le savez, cette demande de l'Assemblée générale a été portée à l'attention des organes directeurs de l'Organisation mondiale de la santé."

35. Dans une autre lettre datée du même jour, l'OMS indiquait qu'il avait été pris note de la demande formulée par le Comité spécial aux paragraphes 10 et 11 de sa résolution (A/AC.109/251) sur la question des territoires administrés par le Portugal, dans laquelle le Comité spécial renouvelait les demandes formulées par l'Assemblée générale aux paragraphes 9 et 10 de sa résolution 2107 (XX) et aux paragraphes 9 et 11 de sa résolution 2184 (XXI). L'OMS avait également pris note des demandes formulées par le Comité spécial au paragraphe 8 de sa résolution (A/AC.109/252) relative à l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en ce qui concerne les territoires coloniaux étudiés par le Comité pendant ses réunions hors du Siège (1967), paragraphe dans lequel le Comité reprenait la demande formulée par l'Assemblée générale au paragraphe 8 de sa résolution 2189 (XXI). Il a été rappelé que ces demandes avaient été portées à l'attention des organes directeurs de l'Organisation mondiale de la santé.

ANNEXE IV

[A/AC.109/L.433]

Rapport du Sous-Comité I: activités militaires des puissances coloniales dans les territoires qu'elles administrent

INTRODUCTION

[Paragraphe 1]

...

EXAMEN DE LA QUESTION PAR LE SOUS-COMITÉ

A. — *Ile Maurice, îles Seychelles et Sainte-Hélène*

B. — *Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, au Sud-Ouest africain et dans les territoires sous domination portugaise, ainsi que dans tous les autres territoires se trouvant sous la domination coloniale*

[Paragraphe 2 à 8]

...

C. — *Activités militaires des puissances coloniales dans les territoires qu'elles administrent*

9. A la demande du Sous-Comité, en mai 1967, le Secrétariat a fait distribuer aux membres sept documents de travail concernant cette question et établis sur la base des renseignements dont il disposait. Les documents portaient sur les territoires suivants: ile Maurice, îles Seychelles et Sainte-Hélène, Rhodésie du Sud, Sud-Ouest africain, territoires administrés par le Portugal, Guam, Papua et Nouvelle-Guinée et territoires des Antilles.

10. Le 11 avril 1967, le Sous-Secrétaire à la tutelle et aux territoires non autonomes a, à la demande du Sous-Comité, adressé aux missions permanentes d'Australie, d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, de Nouvelle-Zélande, du Portugal et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies des lettres dans lesquelles il demandait à ces puissances de fournir des renseignements sur les activités et accords militaires concernant les territoires qu'elles administrent.

11. En juillet et août 1967, le Secrétariat a reçu des réponses de quatre missions permanentes auprès de l'Organisation. On trouvera ci-après des extraits de ces réponses:

Lettre datée du 4 août 1967, émanant de la mission d'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies:

"En réponse à votre demande, j'ai reçu pour instruction de vous faire savoir que le Gouvernement australien réaffirme l'acceptation des obligations qui lui incombent en vertu de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies. Il a communiqué régulièrement, comme il y est tenu par cet article, de nombreuses informations relatives "aux conditions économiques, sociales et de l'instruction". Il a également adressé de façon régulière des renseignements très complets sur l'évolution politique de ces territoires. Des renseignements très détaillés sur ces questions ont été fournis à l'Assemblée générale et aux comités et sous-comités intéressés. L'Australie a toujours été désireuse, en honorant les obligations qu'elle a souscrites dans la Charte, de faciliter au maximum l'examen de ces rapports par l'Assemblée générale et ses organes subsidiaires compétents.

"Le Gouvernement australien ne croit pas cependant que la demande de renseignements qui vient de lui être adressée relève du mandat du Comité spécial ou de ses sous-comités. Il note que l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies ne parle pas de renseignements d'ordre militaire, et stipule que les renseignements demandés doivent être communiqués par les Membres "sous réserve des exigences de la sécurité et de considérations d'ordre constitutionnel". Dans ces conditions, le Gouvernement australien a le regret de vous faire savoir qu'il ne peut donner suite à la demande de renseignements qui lui a été adressée. Il tient à rappeler que les accords de défense intéressant les territoires dont il est responsable sont entièrement conformes aux obligations qu'il a contractées et aux droits qui sont les siens aux termes de la Charte, notamment aux obligations qu'il a envers les habitants desdits territoires et à celle de servir la cause de la paix et de la sécurité internationales."

Lettre datée du 31 juillet 1967, émanant de la mission de la Nouvelle-Zélande auprès de l'Organisation des Nations Unies:

"En réponse à votre lettre, j'ai reçu pour instruction de vous faire savoir que le Gouvernement néo-zélandais n'a connaissance, en ce qui concerne les territoires non autonomes dont la Nouvelle-Zélande est responsable, d'aucune activité ou accord militaire qui ait un rapport quelconque avec l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale."

Lettre datée du 7 juillet 1967, émanant de la mission du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies:

"En réponse à votre lettre, j'ai reçu pour instruction de rappeler que le Gouvernement du Royaume-Uni a toujours exécuté l'obligation qu'il a souscrite dans la Charte de communiquer régulièrement au Secrétaire général des renseignements relatifs aux conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires dont il est responsable. Le Gouvernement britannique est même allé au-delà de ces obligations en fournissant de son propre gré à l'Assemblée générale et au Comité spécial des renseignements d'ordre constitutionnel et politique intéressant les travaux de ces deux organes. Il ne considère cependant pas que la question des activités et accords militaires dans les territoires dont il est responsable soit de la compétence du Comité spécial ou du Sous-Comité d'où émane la demande de renseignements transmise dans votre lettre à ma délégation.

"Dans ces conditions, le Gouvernement britannique estime qu'il lui suffit d'affirmer que les activités et accords de défense qui peuvent intéresser les territoires non autonomes dont il est responsable sont entièrement compatibles avec les droits et obligations qui sont ceux du Royaume-Uni aux termes de la Charte des Nations Unies, comme aussi avec les intérêts des populations des territoires considérés."

Lettre datée du 27 juillet 1967, émanant de la mission des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies:

"L'obligation de communiquer des renseignements qui incombe aux Etats Membres responsables de territoires non autonomes est stipulée à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte. Aux termes de cet article, ces membres se sont engagés à communiquer régulièrement au Secrétaire général, pour information, sous réserve des exigences de la sécurité et de considérations d'ordre constitutionnel, des renseignements statistiques et autres de nature technique relatifs aux conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires dont ils sont responsables, autres que ceux auxquels s'appliquent les Chapitres XII et XIII.

"Comme vous le savez, le Gouvernement des Etats-Unis a coopéré sans réserve en transmettant au Secrétaire général les renseignements relatifs aux conditions économiques, sociales et de l'instruction demandés dans cet article. En outre, depuis de nombreuses années, les Etats-Unis, reconnaissant pleinement les objectifs énoncés aux alinéas a et b de l'Article 73 de la Charte, lesquels demandent notamment d'assurer le progrès politique des populations des territoires et de développer leur capacité de s'administrer elles-mêmes et leurs libres institutions politiques, ont fourni, de leur propre gré, des renseignements d'ordre politique sur ces territoires. Les Etats-Unis ont également coopéré de leur propre gré depuis plusieurs années à l'étude de ces renseignements par le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes puis par le Comité spécial.

"Etant donné qu'il est reconnu à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte que des exigences de la sécurité peuvent, à juste titre, limiter la communication de renseignements même en ce qui concerne les conditions économiques, sociales et de l'instruction, et comme il n'est fait aucune obligation de fournir d'autres renseignements, les Etats-Unis ont le regret de vous faire savoir qu'ils ne sont pas en mesure de donner suite à votre demande de renseignements sur les activités et accords militaires concernant les territoires administrés par les Etats-Unis. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement des Etats-Unis doute que le Comité spécial ait besoin de renseignements sur les activités militaires pour s'acquitter de sa tâche, et il n'accepte pas le point de vue selon lequel les activités militaires qui pourraient être menées dans les territoires qui dépendent d'eux empêchent ces territoires de progresser vers l'autodétermination, but qu'ils se sont engagés à atteindre.

"En conclusion, permettez-moi de souligner qu'en exécutant leur obligation de favoriser dans toute la mesure du possible le progrès politique et la prospérité des populations des territoires qu'ils administrent, les Etats-Unis tiennent pleinement compte, comme il est stipulé à l'Article 73 de la Charte, du système de paix et de sécurité internationales établi par la Charte."

12. Le Sous-Comité a commencé à examiner le point susmentionné à sa 45^e séance, le 6 septembre 1967, et le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait une déclaration.

13. A l'issue d'un débat de procédure, le Sous-Comité a exprimé sa vive désapprobation touchant l'attitude de non-coopération adoptée par les puissances administrantes^a.

14. Vu le refus des puissances administrantes de coopérer et faute de temps et d'informations, le Sous-Comité a décidé de poursuivre l'examen de cette question à sa prochaine session.

D. — *Adoption du rapport du Sous-Comité I*

15. Le présent rapport a été adopté par le Sous-Comité à sa 46^e séance, le 27 septembre 1967.

^a Le représentant de la Finlande a réservé la position de sa délégation au sujet de la rédaction de ce paragraphe.

CHAPITRE II*

RÉUNIONS TENUES HORS DU SIÈGE

INTRODUCTION

1. Dans le rapport qu'il a présenté à la vingt et unième session de l'Assemblée générale, le Comité spécial envisageait la possibilité de tenir une autre série de réunions en Afrique dans le cadre de son programme de travail pour 1967.

2. Aux termes du paragraphe 5 du dispositif de la résolution 2189 (XXI), l'Assemblée générale a approuvé le programme de travail envisagé par le Comité spécial pour 1967, y compris la possibilité de tenir une série de réunions hors du Siège. Dans le cadre du programme ainsi approuvé, les Gouvernements de la Syrie, de la République-Unie de Tanzanie, de l'Irak, du Maroc, de la République démocratique du Congo, de l'Éthiopie, de la Mauritanie et de la Zambie ont invité le Comité spécial (A/AC.109/221, 222, 224, 226 à 228, 230 et 232) à se réunir en 1967 dans leurs capitales respectives.

3. Au cours des débats consacrés à l'organisation des travaux du Comité, qui ont eu lieu lors des séances tenues entre le 9 février et le 17 avril 1967, les membres du Comité spécial ont largement soutenu la proposition tendant à ce qu'il tienne une série de réunions en dehors du Siège en 1967. Plusieurs membres du Comité ont fait valoir que les précédentes réunions du Comité tenues hors du Siège avaient abouti à des résultats positifs. Elles avaient permis au Comité d'acquiescer de première main des connaissances sur la situation véritable qui existait dans un certain nombre de territoires coloniaux et l'avaient mis mieux à même d'aider les peuples coloniaux dans leur lutte pour la liberté et l'indépendance. Une nouvelle série de réunions tenues hors du Siège aurait pour effet non seulement d'aboutir aux mêmes résultats, mais encore de permettre au Comité d'évaluer dans quelle mesure les dispositions des résolutions antérieures avaient été appliquées et de recommander le cas échéant l'adoption de nouvelles mesures. Ce voyage permettrait en outre au Comité d'entendre des pétitionnaires qui ne pouvaient se rendre à New York.

4. A sa 507^e séance, le 26 mars 1967, le Comité spécial a examiné les recommandations relatives à la tenue d'une série de réunions hors du Siège contenues dans le vingt-huitième rapport du Groupe de travail (A/AC.109/L.385). Le Comité était également saisi d'un rapport du Secrétaire général sur les incidences administratives et financières de ces recommandations (A/AC.109/L.386/Rev.1). A cette même séance, le Comité a décidé d'adopter le rapport du Groupe de travail, étant entendu que les réserves formulées par certains membres seraient consignées dans les comptes rendus.

5. En adoptant ce rapport, le Comité spécial a décidé d'accepter en principe les invitations des huit gouvernements lui offrant de se réunir dans leurs capitales respectives et de leur exprimer sa profonde gratitude pour ce geste; le Comité spécial a décidé de répondre en 1967 aux invitations adressées par les Gouvernements de la République démocratique du Congo, de l'Irak, de la Syrie, de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie, et de faire savoir aux Gouvernements de l'Éthiopie, du Maroc et de la Mauritanie qu'il

préférait, sous réserve de leur agrément, se rendre à leur invitation à une date ultérieure.

6. En même temps, le Comité a décidé de quitter le Siège de l'ONU aux fins des réunions susmentionnées le 25 mai 1967, et de se rendre dans les capitales intéressées en suivant l'ordre ci-après et d'y passer approximativement le nombre de jours indiqués, compte non tenu des délais de route:

Kinshasa	6	jours ouvrables
Lusaka ¹	6	" "
Dar es-Salam	6	" "
Bagdad	4	" "
Damas	3	" "

Certains membres du Comité ont exprimé des réserves quant à l'opportunité de ce déplacement et à l'itinéraire proposé.

7. En adoptant le rapport du Groupe de travail, le Comité spécial a également décidé qu'il convenait d'inscrire les Territoires d'Afrique, Aden, Oman, l'île Maurice et les îles Seychelles à l'ordre du jour des réunions qu'il tiendrait en dehors du Siège en 1967, et d'accorder la priorité, dans les capitales indiquées ci-dessous, à l'audition des pétitionnaires demandant à être entendus sur les territoires suivants:

Kinshasa: territoires administrés par le Portugal;

Lusaka: Rhodésie du Sud, Souaziland et Sud-Ouest africain;

Dar es-Salam: territoires administrés par le Portugal, Rhodésie du Sud, Sud-Ouest africain, île Maurice et îles Seychelles;

Bagdad: Aden et Oman;

Damas: Aden et Oman.

8. Le 12 avril 1967, le Président a publié, au nom du Comité spécial, un communiqué qui a été largement diffusé, relatif aux réunions tenues par le Comité hors du Siège. Le texte de ce communiqué est joint au présent chapitre (annexe I).

9. Dans une lettre datée du 11 mai 1967 (A/AC.109/238), le représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies a fait savoir au Président du Comité spécial que le Gouvernement du Royaume-Uni ne serait pas représenté au sein du Comité pendant les réunions que celui-ci tiendrait hors du Siège.

10. Dans une lettre datée du 23 mai 1967 (A/AC.109/242), le représentant permanent de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Président du Comité spécial que sa délégation, pour des raisons indépendantes de sa volonté, ne pourrait prendre part aux débats du Comité spécial lors des réunions que celui-ci tiendrait hors du Siège. Le représentant de l'Uruguay a exprimé son appui aux travaux du Comité et sa reconnaissance aux gouvernements hôtes pour leur invitation.

11. Les membres du Comité spécial² accompagnés de membres du Secrétariat sont arrivés à Kinshasa le 26 mai 1967. Le Comité spécial s'est réuni à Kinshasa du 29 mai au 1^{er} juin 1967 au Palais de la Nation;

¹ Le Gouvernement de la République de Zambie a, par la suite, changé le lieu des réunions tenues sur son territoire: ces réunions ont été tenues à Kitwe au lieu de Lusaka.

² Une liste des représentants ayant participé aux réunions tenues hors du Siège est jointe au présent chapitre (annexe II).

le Comité est arrivé à Kitwe le 2 juin et s'est réuni du 3 au 9 juin 1967 à Buchi Hall; il est arrivé à Dar es-Salam le 10 juin et s'est réuni du 12 au 21 juin 1967 au Msimbazi Community Centre. Le représentant du Secrétaire général a rejoint le Comité spécial à Dar es-Salam.

12. Dans une lettre datée du 13 juin 1967 (A/AC.109/247/Rev.1), le représentant de l'Irak auprès du Comité spécial a informé le Président du Comité qu'en raison de la situation difficile dans laquelle se trouvait l'ensemble du Moyen-Orient il ne serait pas opportun pour le Gouvernement et le peuple irakien de recevoir le Comité en ce moment critique. Son gouvernement lui avait donné l'assurance qu'il serait très heureux d'accueillir le Comité à Bagdad à une date ultérieure pour qu'il y poursuive ses réunions. Le 13 juin 1967, le représentant de la Syrie auprès du Comité spécial a fait devant le Groupe de travail une déclaration conçue dans le même esprit que cette lettre.

13. A sa 534^e séance, le 14 juin 1967, le Comité spécial a examiné, compte tenu de la situation au Moyen-Orient, les nouvelles recommandations contenues dans le trente et unième rapport du Groupe de travail (A/AC.109/L.410 et Corr.1) relatives aux réunions qu'il était prévu de tenir à Bagdad (Irak) et à Damas (Syrie) du 22 juin au 1^{er} juillet 1967.

14. A cette même séance, le Comité a décidé d'adopter le rapport du Groupe de travail. En adoptant ce rapport, le Comité a décidé: a) d'exprimer aux Gouvernements de l'Irak et de la Syrie sa gratitude pour l'invitation qui lui avait été faite de se réunir dans les capitales respectives de ces deux pays; b) de leur faire savoir qu'il comprenait parfaitement la situation que lui avaient expliquée leurs représentants respectifs; et c) de leur communiquer sa décision, à savoir que, compte tenu des circonstances susmentionnées, le Comité serait heureux de se prévaloir de leur invitation à une date ultérieure. Le Comité a également décidé de mettre fin à ses réunions hors du Siège après la clôture des réunions tenues à Dar es-Salam (République-Unie de Tanzanie), d'en terminer avec ses réunions de Dar es-Salam au plus tard le 21 juin 1967, et d'examiner lors des réunions qu'il tiendrait ultérieurement au Siège les questions qu'il aurait dû étudier à Bagdad et à Damas.

15. Au cours des réunions qu'il a tenues en dehors du Siège, le Comité spécial a tenu 31 séances plénières et le Sous-Comité des pétitions sept séances. Le Comité a entendu 24 groupes de pétitionnaires et a fait distribuer le texte de 39 pétitions, non compris les demandes d'audition.

16. Pendant leur séjour à Kinshasa et à Dar es-Salam, les membres du Comité spécial ont, sur l'invitation des organisations intéressées, visité des camps et autres installations mis à la disposition des réfugiés de l'Angola et du Mozambique. A Kinshasa, ils ont visité un centre d'accueil, un hôpital et une école, gérés par le Gouvernement révolutionnaire de l'Angola en exil (GRAE), où ils ont été reçus avec enthousiasme par plusieurs centaines de réfugiés et où ils ont pu s'entretenir avec des instituteurs, des médecins et d'autres personnes qui s'occupent des réfugiés. A Dar es-Salam, les membres du Comité spécial ont visité des établissements dirigés par le Frente de Libertação de Moçambique (FRELIMO), notamment un hôpital et le Mozambique Institute qui dispense, à Dar es-Salam, un enseignement secondaire et une formation professionnelle (infirmières, auxiliaires) et, ailleurs, un ensei-

gnement primaire et d'autres programmes d'enseignement.

17. A l'ouverture de la session à Kinshasa, Kitwe et Dar es-Salam, le Comité spécial a entendu respectivement le général Joseph Mobutu, président de la République démocratique du Congo, M. Kenneth Kaunda, président de la République de Zambie et M. Rashidi Kawawa, deuxième vice-président, au nom du Président de la République-Unie de Tanzanie. Dans chacune des trois capitales, le Comité spécial a également eu l'honneur d'être reçu par le chef de l'Etat ou du gouvernement.

18. Conformément à la décision prise par le Comité spécial à sa 512^e séance, le 29 mai 1967, d'accéder à une demande adressée au Président du Comité au nom du Gouvernement de la République démocratique du Congo (A/AC.109/244), une délégation congolaise a assisté, en qualité d'observateur, aux réunions que le Comité a tenues à Kinshasa. En outre, conformément à une décision prise par le Comité spécial à sa 512^e séance, le 29 mai 1967, d'accéder à une demande adressée au Président au nom du Gouvernement tchécoslovaque (A/AC.109/240 et Add.1), un représentant de ce gouvernement a assisté, en qualité d'observateur, aux réunions que le Comité spécial a tenues hors du Siège. De même, conformément à la décision prise par le Comité spécial à sa 513^e séance, le 30 mai 1967, d'accéder à une demande adressée au Président au nom du Gouvernement espagnol (A/AC.109/245), un représentant de ce gouvernement a assisté, en qualité d'observateur, aux réunions du Comité à Kinshasa. Par ailleurs, conformément à la décision prise par le Comité spécial à sa 519^e séance, le 3 juin 1967, d'accéder à une demande adressée au Président au nom du Gouvernement de la République de Zambie (A/AC.109/246), une délégation de ce gouvernement a assisté, en qualité d'observateur, aux réunions du Comité spécial à Kitwe.

19. A la 517^e séance, le 1^{er} juin 1967, le représentant de l'Espagne a fait, avec le consentement du Comité spécial, une déclaration relative à la question des territoires administrés par le Portugal. A la 527^e séance, le 9 juin 1967, le représentant de la Zambie a fait, avec l'assentiment du Comité spécial, une déclaration relative à la question de la Rhodésie du Sud. A la 531^e séance, le 13 juin 1967, un représentant du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique, de l'Organisation de l'unité africaine, a, avec l'assentiment du Comité spécial, fait une déclaration à l'ouverture de la session du Comité spécial à Dar es-Salam. Conformément à une décision prise par le Comité au sujet d'une demande présentée par le Gouvernement somali (A/AC.109/241), le représentant de ce pays a participé, lors de la 538^e séance tenue le 19 juin 1967, au débat qui a été consacré à la question de la Côte française des Somalis.

20. Après avoir examiné les divers points correspondants de son ordre du jour, le Comité spécial a adopté des résolutions sur les questions de la Rhodésie du Sud, du Sud-Ouest africain, des territoires administrés par le Portugal, de l'île Maurice et des îles Seychelles et Sainte-Hélène. Un compte rendu des débats du Comité spécial relatifs à chacune de ces questions figure aux chapitres III, IV, V et XIV respectivement, du présent rapport.

21. En ce qui concerne la question de la Côte française des Somalis, à sa 538^e séance tenue le 19 juin 1967, le Comité spécial, ayant entendu les dépositions de plusieurs pétitionnaires et une déclaration du repré-

sentant de la Somalie, a décidé de reprendre l'examen de cette question lors de la reprise de ses travaux.

22. Compte tenu de son examen des questions susmentionnées, le Comité spécial a également adopté une résolution concernant l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale aux territoires coloniaux qui ont fait l'objet de ses travaux lors des réunions qu'il a tenues hors du Siège (voir plus loin par. 744). Il a également adopté à l'unanimité une résolution dans laquelle il a exprimé ses remerciements aux gouvernements des pays hôtes (voir plus loin par. 751).

A. — SÉANCES TENUES À KINSHASA

(RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO)

Ouverture des séances

Allocution prononcée par le Président de la République démocratique du Congo

23. Le Président de la République démocratique du Congo déclare que c'est un grand honneur pour le peuple et le Gouvernement de la République démocratique du Congo de recevoir le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ce qui leur offre l'occasion de rendre un vibrant hommage à l'œuvre accomplie par l'Organisation dans le domaine de l'émancipation des peuples. Vingt-deux ans après la signature de la Charte de l'ONU par 51 nations, sept ans après l'adoption par l'Assemblée générale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, les Nations Unies comptent à ce jour 122 Membres. Des centaines de millions d'êtres humains sont venus rejoindre les rangs des peuples libres. Ce grand courant d'affranchissement a traversé le monde en renversant toutes les barrières établies. Le ^{xx}e siècle a trouvé dans ce mouvement ce qui sera son véritable titre de gloire. Les modifications politiques, économiques et sociales, qui résultent de l'accession au statut de citoyens de pays libres, de centaines de millions d'hommes et de femmes autrefois opprimés, sont telles, qu'il est évident qu'une nouvelle époque vient de s'ouvrir dans l'histoire de l'humanité. Or, cet extraordinaire événement est dû pour une part importante aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies. C'est là que l'idée que chaque peuple a un droit inaliénable à pouvoir décider lui-même de son destin a pu trouver des défenseurs et des organisateurs tels que cette idée est sortie du monde des systèmes philosophiques pour entrer dans celui des réalités politiques.

24. Le chemin parcouru jusqu'à présent est certainement considérable, mais on ne peut céder à la satisfaction de ce qui a été fait aussi longtemps que subsistera dans le monde un peuple opprimé, un peuple colonisé. Si les principes pour lesquels les anciens peuples colonisés ont lutté sont justes, et s'ils ont été reconnus par l'immense majorité des Etats il n'est pas de raisons valables pour que ces principes soient méconnus et rejetés en certaines contrées du monde.

25. L'idée qui a présidé à la décolonisation du monde entier était juste et fondée, le Congo est là pour en témoigner; il serait donc contraire à une élémentaire logique d'admettre que cette idée soit bafouée.

26. Le Congo, en tant que peuple africain, ressent particulièrement cette évidence que le continent africain constitue encore le dernier refuge de ceux qui n'admettent pas la décisive évolution de l'humanité. Le Congo, qui a de si longues frontières communes avec

l'un des principaux tenants du colonialisme moribond, ressent d'une manière physique qu'il n'est pas possible de considérer que la libération des peuples colonisés est une chose acquise. Aussi longtemps qu'une parcelle de l'Afrique sera sous la domination de l'étranger, l'indépendance, la paix des autres pays du continent et notamment celle du Congo se trouveront constamment menacées.

27. C'est pourquoi le Président de la République voudrait parler concrètement en examinant les problèmes qui se posent spécialement sur le continent africain et même aux frontières du Congo, à quelque dizaines de kilomètres de Kinshasa. Le Congo a des frontières communes, sur des milliers de kilomètres, avec deux pays sous domination portugaise: le Cabinda et l'Angola. Ces frontières séparent en plus d'un endroit des peuples qui ne forment qu'une entité ethnique. Des pères et des fils, des frères et des sœurs sont ainsi séparés non seulement par des frontières, mais par un véritable rideau de feu. Le Congo en souffre directement. Non loin du lieu où siège le Comité spécial, des incursions armées de troupes portugaises violent les frontières du Congo et sèment la mort dans les populations congolaises. Sous couleur de droit de poursuite, des bombes sont lancées sur le territoire congolais, par des avions portugais, des obus sont tirés par-dessus les frontières par des canons portugais, des soldats portugais violent l'intégrité territoriale du Congo.

28. Les membres du Comité spécial pourront visiter à Kinshasa même des camps de réfugiés angolais où l'on voit, au milieu de l'immense misère que provoque la répression colonialiste, naître cette volonté de résistance qui assurera dans un avenir proche le succès des patriotes angolais sur leurs oppresseurs. Mais, non loin de Kinshasa existent bien d'autres camps de réfugiés: des vieillards, des hommes, des femmes et des enfants y trouvent asile par centaines de milliers. Leur vue dit assez la férocité de la répression coloniale et aussi la prise de conscience nationale de la population sous le joug portugais; elle est pour les Congolais un rappel constant de la mission qui leur a été dévolue d'aider particulièrement ces frères si proches d'eux.

29. La colonisation portugaise est certainement la plus dépassée et la moins défendable. C'est peu de dire qu'elle est anachronique, elle est moyenâgeuse. Le Portugal, pays sous-développé lui-même, a-t-il comme ambition de perpétuer le sous-développement sur d'immenses territoires africains? Il rencontre aujourd'hui la résistance acharnée de populations avides de se retrouver libres. Comment prétendre contenir ces justes revendications par la force des armes, en obligeant les jeunes Portugais à quatre ans de service militaire et en dilapidant les maigres ressources de la nation en dépenses guerrières. Partout dans le monde et au Portugal même, quelles que soient leurs conceptions religieuses ou politiques, les chefs et les peuples jugent cette sorte de colonialisme attardé comme une politique à la fois sotte et vaine. Sa continuation condamne le Portugal, non pas à la stagnation, mais au dépérissement. Elle ne peut se terminer que par un échec, d'autant plus désastreux qu'il aura fallu en différer l'échéance inéluctable.

30. C'est pourquoi il est évident que le Congo continuera à apporter son concours enthousiaste à tous les mouvements de libération qui se proposeront de mettre fin à des dominations coloniales. Il donne et continuera à donner aux mouvements de libération angolais l'appui le plus entier. Il leur demande cependant,

d'une manière instante, de ne pas considérer le territoire national congolais comme un champ clos où ils peuvent régler leurs querelles. Ces luttes fratricides causent d'ailleurs au peuple angolais encore sous le joug un dommage incommensurable. Elles signifient la prolongation de ses sacrifices et de ses souffrances au seul profit de l'ennemi commun. Quelle que soit la nature des divergences, il est de l'honneur et du devoir des mouvements de libération de les dépasser dans l'intérêt même de la cause pour laquelle ils mènent la lutte depuis bientôt sept ans.

31. Le problème posé par la rébellion rhodésienne contre les autorités légitimes du Royaume-Uni touche aussi directement le Congo qui se trouve dans le voisinage immédiat de la Zambie, avec laquelle il a des liens économiques importants. Et l'existence aux frontières zambiennes d'une force illégale, qui échappe à tout contrôle, ne peut manquer de préoccuper grandement le Congo. La situation rhodésienne n'évolue pas. Le Congo a témoigné de la patience qui lui était demandée. Mais la patience ne peut se muer en tolérance.

32. Le Royaume-Uni porte la responsabilité politique de la rébellion rhodésienne. Cette grande nation, mère du parlementarisme, a concouru à forger et à répandre dans le monde l'idée de la loi, égale pour tous et dont personne ne peut s'affranchir. Elle a maintenu, depuis des siècles, l'image d'une démocratie où le pouvoir est issu des lois et de la volonté du peuple. Comment cet Etat peut-il dès lors admettre que se prolonge si longtemps en Rhodésie la vacance de la légalité? Au nom de la loi britannique, dans d'autres pays, sur le continent africain et ailleurs, le Royaume-Uni a su mater des rébellions et réduire par la force des armes ceux qui prétendaient se soustraire à son autorité. Pourquoi ceux qui commandent en fait à Salisbury pourraient-ils échapper au destin que connaissent tant d'autres rebelles? Les sanctions économiques, dont on avait dit qu'elles atteindraient leur but, apparaissent aujourd'hui comme insuffisantes et sans doute inefficaces. On ne peut accepter qu'une grande puissance, responsable de la paix du monde, laisse aux frontières congolaises un rassemblement illégal et armé, sur lequel aucune autorité valable ne s'exerce, et qui se permet d'exprimer à l'égard des nations africaines des sentiments de haine et de détestation. Le peuple zimbabwe, qui souffre plus que quiconque de l'établissement à Salisbury d'un régime illégal, a un droit certain à la protection du Royaume-Uni. Le Congo ne l'abandonnera pas à son sort.

33. Le Congo comprend d'autant mieux le problème de l'Afrique du Sud qu'il a connu la discrimination raciale jusqu'à la fin du régime belge. Les Congolais ont su ce qu'est l'*apartheid*. Des règles différentes, fondées sur l'appartenance à une race, ou mieux sur les différences de couleur de peau, ont constitué le système de gouvernement colonial appliqué ici. Les Congolais en ont été rabaisés, humiliés; ils en ont souffert dans leur chair et dans leur esprit.

34. Ce système odieux doit disparaître. Son maintien est par lui-même un défi aux principes essentiels qui gouvernent l'Organisation des Nations Unies. Comment un pays Membre peut-il à ce point ignorer et la lettre et l'esprit de la Charte qui gouvernent les Nations Unies? Du fait de ce système d'*apartheid*, une minorité blanche concentre en ses mains tous les pouvoirs. Elle s'organise pour maintenir et étendre sa domination. Elle prétend ne jamais céder à la loi de la majorité.

Et les populations noires de cet immense territoire se voient confiner dans l'exploitation économique, dans la stagnation intellectuelle. Leurs droits d'hommes et de citoyens sont tenus pour inexistantes. Il n'est pas possible d'admettre que l'Organisation des Nations Unies se désintéresse d'une situation aussi lamentable. Des millions de frères opprimés comptent sur une aide pour précipiter leur délivrance. Par la suppression de l'*apartheid*, par le retour à la loi de la majorité, un Etat nouveau peut naître demain au Sud de l'Afrique. Ses richesses naturelles peuvent le rendre heureux et prospère. Il importe d'empêcher que se prolonge son asservissement.

35. Ici, les contradictions éclatent. M. Mobutu ne parlera pas de l'étonnant verdict rendu à La Haye. Une résolution a été votée par l'Assemblée générale des Nations Unies. Elle est claire, évidente et conforme aux principes du droit. Cette résolution doit pouvoir être mise à exécution. Puisque, à propos du Sud-Ouest africain, on a beaucoup parlé de la défunte Société des Nations, qu'on se rappelle pourquoi a disparu cette organisation, en qui les peuples avaient placé leurs espoirs. Elle est morte de l'égoïsme des puissances, qui refusaient de donner une sanction réaliste aux délibérations qu'elles-mêmes avaient arrêtées. Cette réflexion sur le passé doit aider à préserver l'avenir. On ne peut permettre que les résolutions formelles des Nations Unies soient tenues pour lettre morte, précisément par un Etat Membre de l'Organisation. Si l'on tolérât plus longtemps une pareille carence, c'est le destin même de l'Organisation qui serait mis en péril.

36. Le Président de la République n'a passé en revue que quelques problèmes, les plus proches du Congo et les plus lancinants pour la conscience africaine. Il reste donc beaucoup à faire dans le champ de la décolonisation. Le temps de la sincérité est venu. Il n'est plus possible d'atermoyer. Les questions sont clairement posées: les principes sont admis; les réponses ne peuvent être que positives. Mais sans une nécessaire sincérité, tout ceci ne serait qu'un jeu de dupes, dont les peuples encore colonisés feraient les frais.

37. Les grandes puissances ont elles-mêmes décidé qu'elles prenaient la responsabilité de la paix du monde. Or, le monde n'est pas en paix quand ceux qui sont asservis se révoltent: il n'est pas en paix quand ceux qui ont le droit à une existence libre et digne de citoyen sont maintenus sous la domination. Si, sincèrement, on veut appliquer les principes de la Charte et les résolutions des Nations Unies, personne ne peut douter que les régimes coloniaux, attardés à l'époque actuelle, connaîtront bientôt leur fin. Si, par malheur, l'adhésion aux principes et aux décisions adoptés n'était que verbale, la libération des peuples asservis aurait lieu quand même, par la volonté de ces peuples eux-mêmes. Mais que de troubles, que de conflits, que de retards dans l'édification d'une véritable communauté des nations libres seront le résultat de l'équivoque situation dans laquelle ces peuples auront été laissés!

38. C'est pourquoi, au nom du peuple congolais, au nom de son gouvernement et en son nom, le Président de la République souhaite au Comité spécial un fructueux travail et forme les vœux les plus sincères pour la réussite de son action.

Déclarations générales

39. Le Président, parlant au nom du Comité spécial, rend un hommage tout particulier au Président de la République démocratique du Congo, dont la brillante allocution aidera grandement le Comité spécial dans

ses travaux. Il exprime aussi les sincères remerciements du Comité spécial pour l'invitation que lui a adressée le Gouvernement congolais et qui lui permet de commencer ses réunions en Afrique dans la ville historique de Kinshasa, ainsi que pour l'hospitalité et l'accueil fraternel dont il a été l'objet.

40. La vigilance et le courage dont ont fait preuve le Gouvernement et le peuple congolais contre les forces de la réaction, du colonialisme et du néo-colonialisme leur ont gagné les cœurs des peuples pacifiques du monde entier. C'est pour cette raison que le Comité spécial considère comme un honneur insigne de se réunir à Kinshasa. L'importance que le Comité attache, en commun avec le Gouvernement et le peuple du Congo, à la liquidation du colonialisme dans toutes ses manifestations en a fait depuis longtemps des frères d'armes. Ils partagent les mêmes idéaux, qui sont énoncés dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et qui confirment le droit absolu de tous les peuples coloniaux à l'autodétermination et à l'indépendance.

41. Il y a sept ans les malheurs du Congo alarmaient le monde entier et déclenchaient une crise internationale. Cette situation venait de ce que le Congo avait été dépouillé de ses richesses matérielles et de ce que ses ressources humaines et spirituelles avaient été laissées à l'abandon pendant la période de domination coloniale. On tenta ensuite de saboter son indépendance et un des martyrs les plus chers au cœur des Africains, Patrice Lumumba, fut immolé. La confusion qui en résulta fut portée à son comble et prolongée par les manœuvres de l'absurde Tshombé, dont le nom est devenu synonyme de trahison et de basses intrigues et qui a eu le sort réservé à tous les traîtres à l'Afrique. Il n'est pas surprenant que les ennemis de l'Afrique aient alors prévu et que les plus pusillanimes des Africains aient craint pour le Congo un avenir d'instabilité économique et politique permanente qui amènerait la désintégration et éventuellement le retour à la domination coloniale. Ces prédictions ne se sont pas réalisées. L'accession du général Mobutu à la présidence de la République démocratique du Congo a été saluée comme un retour à la dignité et l'intégrité.

42. Depuis l'année dernière, la structure administrative a été remaniée et le contrôle des Congolais sur l'économie nationale et sur les ressources naturelles du pays renforcé. Le gouvernement et le peuple se sont attaqués avec vigueur aux vastes tâches de la reconstruction nationale et de la consolidation de leur indépendance. Sur la scène internationale, le Gouvernement congolais — il faut l'en féliciter — a pris position parmi les pays non alignés et parmi ceux qui appuient avec le plus de vigueur les mesures visant à renforcer l'unité et l'indépendance africaines. Après s'être sauvé lui-même par son propre effort, le nouveau Congo va maintenant selon toute apparence contribuer par son exemple au salut de l'Afrique tout entière.

43. Aussi le Comité spécial considère-t-il que c'est pour lui non seulement un honneur mais aussi un privilège de pouvoir se réunir actuellement dans la République démocratique du Congo. Tous ses membres espèrent aboutir à des résultats fructueux et constructifs sous l'inspiration de l'indomptable peuple congolais et de son dynamique gouvernement. Les réunions du Comité spécial à Kinshasa commencent à un moment où les forces colonialistes ont assombri la situation internationale en poursuivant leur dessein sinistre de maintenir les derniers territoires dépendants dans une

servitude perpétuelle. Le Comité spécial s'inquiète de plus en plus de ce que l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux n'a pas progressé comme on l'espérait. En particulier, en raison de l'opposition ou de la non-coopération délibérée des puissances administrantes intéressées, les graves problèmes coloniaux qui se posent encore en Afrique du Sud et dans la péninsule arabique n'ont guère avancé dans la voie d'une solution pacifique. La situation dans les territoires sous administration portugaise, au Sud-Ouest africain, en Rhodésie du Sud et à Aden s'est détériorée au point de constituer une grave menace pour la paix et la sécurité internationales.

44. Le Comité spécial a toujours souhaité visiter les territoires coloniaux et se rendre compte sur place de la situation qui y existe véritablement, mais ce souhait n'a malheureusement pu se réaliser en raison de l'attitude négative des puissances administrantes intéressées. Cependant, la présente session du Comité spécial en Afrique et au Proche-Orient facilitera l'audition, par le Comité, des représentants des mouvements de libération nationale qui n'auraient pas été en mesure de se rendre à New York. Cette session soulignera une fois de plus la solidarité active qui s'est instaurée entre les Nations Unies et les peuples coloniaux dans leur lutte légitime pour exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Elle donnera en outre au Comité spécial de plus grandes possibilités d'aider ces peuples à réaliser leurs aspirations à la liberté et à l'indépendance conformément à la Charte.

45. La principale tâche du Comité, au cours des réunions qui se tiendront à Kinshasa, sera d'évaluer dans quelle mesure a été appliquée la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale pour ce qui est des colonies portugaises, et tout particulièrement de l'Angola. Cette résolution dans laquelle figure la Déclaration, a symbolisé la disparition du système barbare du colonialisme et a marqué, dans les affaires internationales, le commencement d'une ère nouvelle caractérisée par l'accession à l'indépendance d'un grand nombre de nations d'Asie et d'Afrique. Le fait que le peuple de l'Angola n'a pas été inclus dans ce groupe n'est pas dû à un manque de volonté de détermination de sa part. Il a affirmé constamment son désir d'être libre par tous les moyens légitimes et constitutionnels, il s'est efforcé d'exercer le droit, qui est incontestablement le sien, d'accéder à l'autodétermination et à l'indépendance. A tous ses appels et à tous ses légitimes efforts, le Gouvernement portugais a opposé un refus vain et obstiné. Ce gouvernement, qui s'appuie sur un système fasciste de répression et sur un régime policier, a cherché à endiguer la vague de nationalisme et d'unité qui a déferlé sur tout le continent africain. Pour continuer à soutirer les ressources matérielles et humaines de l'Angola au profit de leur pays arriéré et stagnant, les autorités portugaises se livrent sans complexes à des actes de barbarisme gratuits, au terrorisme massif et au génocide.

46. Les habitants autochtones ont réagi de la seule manière compatible avec la dignité et l'honneur; ils ont pris les armes contre leurs oppresseurs fascistes. Maintenant le monde est témoin des tueries, des représailles et des mutilations que la dureté et la stupidité des Portugais ont rendues inévitables. Sans doute, les Nations Unies ne peuvent admettre en principe l'emploi de la force et l'effusion de sang, mais dans le cas de l'Angola, cela peut se comprendre. La Charte des Na-

tions Unies affirme les droits des peuples dépendants à l'autodétermination et à l'indépendance. Ces droits ont été réaffirmés dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. En outre, dans plusieurs résolutions ultérieures, l'Assemblée générale a expressément reconnu la légitimité de la lutte que poursuivent les peuples des colonies portugaises pour obtenir l'exercice de ces droits et a invité tous les Etats à soutenir moralement et matériellement ces peuples.

47. Cette lutte a été et continuera d'être difficile parce que le régime Salazar a de puissants alliés, en particulier quelques puissances occidentales appartenant à l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) et ses complices d'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud, qui sont résolus à l'aider à maintenir indéfiniment sous le joug les peuples des territoires. Ils vont être cruellement déçus, car l'histoire a montré qu'aucun pouvoir humain ne peut venir à bout de la détermination d'un peuple résolu à être libre et indépendant.

48. Le Comité spécial est au courant des nobles efforts que font le Gouvernement et le peuple congolais pour aider leurs frères africains en Angola, où le colonialisme portugais mène une guerre d'extermination contre ceux qui ne demandent que l'exercice du droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Le Comité déplore les tentatives faites par le Portugal pour renverser l'autorité constituée dans les Etats indépendants d'Afrique et donner ainsi le champ libre aux forces de la réaction en Afrique australe. Il condamne les menaces et les violences dont le régime Salazar s'est rendu coupable pour forcer les gouvernements de pays africains indépendants à abdiquer les responsabilités sacrées qui sont les leurs à l'égard de la partie colonisée de l'Afrique australe.

49. Le Président rend spécialement hommage au Gouvernement et au peuple de la République démocratique du Congo pour l'attitude courageuse qu'ils ont prise en s'opposant aux forces du colonialisme portugais. Bien qu'ils soient préoccupés par des tâches intérieures et assaillis par les problèmes créés par les néo-colonialistes, ils ont beaucoup fait pour aider moralement et matériellement le peuple africain de l'Angola auquel le régime Salazar refuse l'exercice des droits de l'homme fondamentaux. Le Comité spécial est heureux de pouvoir être informé directement, tout près du théâtre du conflit, des progrès de la lutte pour la liberté et l'indépendance qui se poursuit dans les colonies portugaises. Il espère fermement qu'il sera en mesure de formuler des recommandations concrètes qui constitueront une contribution constructive à la solution du problème. Le Portugal est le pays le plus pauvre et le plus arriéré d'Europe: sans l'aide qu'il reçoit de certains pays occidentaux par l'intermédiaire de l'OTAN, il n'aurait pu poursuivre ses actes barbares. Le Comité spécial demande à ces pays de ne pas aider le Portugal. Ils doivent savoir que les actes barbares commis par le Portugal sont non seulement contraires à la Charte des Nations Unies, mais sont également contraires à la démocratie que ces puissances occidentales affirment toujours vouloir défendre.

50. Le Président adresse aux chefs de tous les mouvements de libération un appel sincère à l'unité dans leur lutte pour la liberté. Comme le Comité spécial, ils sont conscients que les forces de la réaction n'hésiteront pas à exploiter — et en fait accueilleront avec satisfaction — toutes les divergences de vues qui apparaîtront dans les mouvements de libération, et ce en

vue de retarder la liquidation définitive des régimes coloniaux. Ils savent que, malheureusement, la lutte pour l'élimination du colonialisme sera particulièrement difficile en Afrique australe qui demeure le bastion le plus fort des intérêts coloniaux. Comme l'ont souligné tous les chefs d'Etat et de gouvernement africains, l'indépendance des Etats africains n'a pas de sens si elle n'est liée à la libération totale de tous les territoires africains sous domination coloniale. Tout échec dans la lutte pour la libération des territoires coloniaux africains est un échec pour les intérêts vitaux de tous les peuples africains. Chaque humiliation faite aux Africains se trouvant sous la domination coloniale est une humiliation qui est faite à tous les Africains. C'est la raison pour laquelle le Président du Comité spécial lance cet appel à l'unité de pensée, d'objectifs et d'action indispensable si l'on veut éliminer le colonialisme dans les plus brefs délais.

51. Le représentant de l'*Ethiopie* associe sa délégation aux remerciements que le Président du Comité spécial a adressés au Président, au Gouvernement et au peuple de la République démocratique du Congo pour l'invitation qu'ils ont faite au Comité spécial de siéger à Kinshasa et pour l'excellente hospitalité qu'ils lui ont offerte. Il remercie également le président Mobutu de la très remarquable allocution qu'il vient de prononcer devant le Comité spécial. Le chef et le peuple du Congo ont clairement démontré leur volonté de se trouver à la pointe du combat pour l'émancipation totale de l'Afrique. Il va sans dire que les Africains saluent cette détermination dont font preuve les Congolais et leur chef, d'autant plus qu'ils savent toutes les souffrances et toutes les privations que le Congo a endurées durant l'ère coloniale et postcoloniale.

52. La Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies en 1960, est l'expression d'un désir et d'une volonté commune d'abolir sans tarder tous les vestiges du colonialisme. Les guerres coloniales en Angola, au Mozambique et dans la Guinée dite portugaise, ainsi que les machinations des colonialistes au Zimbabwe et ailleurs montrent que les objectifs énoncés dans la Déclaration sont loin d'être réalisés. C'est pour cette raison que le Comité spécial, qui est la conscience de l'humanité, élève à nouveau sa voix au nom des peuples opprimés du monde.

53. Les événements qui se sont produits en Angola, au Mozambique et au Zimbabwe montrent que le colonialisme est un chancre qui propage le mal et les troubles, et qui nourrit en soi le danger d'une extension du conflit. Il est du devoir des membres du Comité spécial de faire comprendre aux dernières puissances coloniales qui existent la futilité de la politique d'oppression et de répression qu'elles poursuivent car, si lent et si violent que sera le combat, son issue ne fait pas de doute. C'est pour cette raison que le représentant de l'*Ethiopie* engage vivement les combattants de la liberté en Angola, au Mozambique et dans les autres territoires coloniaux à redoubler d'efforts pour réaliser l'indépendance et l'autodétermination de leurs pays, assurés qu'ils sont d'avoir à leurs côtés les progressistes du monde entier.

54. La délégation éthiopienne exposera ses vues sur les différentes questions inscrites à l'ordre du jour à mesure qu'elles seront examinées. Elle fera tout en son pouvoir pour faciliter les travaux du Comité spécial.

55. Le représentant de l'Inde exprime ses sincères remerciements au Président, au Gouvernement et au peuple de la République démocratique du Congo pour l'invitation qu'ils ont adressée au Comité spécial de tenir certaines de ses réunions à Kinshasa, ce qui lui fournit l'occasion d'examiner certains des problèmes les plus importants à proximité des territoires coloniaux intéressés. Ce faisant, le Gouvernement et le peuple du Congo ont traduit dans les faits le vif intérêt qu'ils ont toujours porté à la décolonisation depuis qu'ils ont accédé à l'indépendance voici près de sept ans. Le nom du regretté Patrice Lumumba continuera d'être une source d'inspiration pour les millions d'habitants des territoires coloniaux dispersés dans le monde entier. Il n'est pas surprenant que ses successeurs, et tout particulièrement le nouveau régime placé sous la direction du général Mobutu, portent haut, eux aussi, le flambeau de la liberté. Le représentant de l'Inde rend un hommage tout particulier à la République démocratique du Congo pour l'assistance pratique qu'elle prête au peuple angolais dans la lutte qu'il mène pour la liberté.

56. La déclaration que vient de faire le Président de la République démocratique du Congo contient certains éléments importants qui devraient retenir toute l'attention du Comité spécial.

57. Au cours de son séjour à Kinshasa, le Comité spécial devrait se pencher tout particulièrement sur les problèmes de l'Angola et de la Guinée dite portugaise. La délégation indienne attache la plus haute importance à l'accession à l'indépendance de ces territoires, comme d'ailleurs de tous les territoires coloniaux. Le peuple de l'Inde, tout comme celui du Congo, a souffert de la domination coloniale pendant de nombreuses années et ne connaît donc que trop bien les humiliations auxquelles sont soumis les peuples coloniaux. L'Inde, elle aussi, a connu la domination coloniale du Portugal pendant plusieurs siècles. Le peuple indien a cherché à établir le dialogue avec les Portugais et à leur faire entendre raison mais il a fini par devoir recourir au seul langage que les Portugais semblent comprendre, celui de la force. C'est pourquoi l'Inde a fait serment d'aider à libérer ses frères des territoires coloniaux. Elle condamne le régime colonial portugais dans tout ce qu'il a de barbare car il surpasse sans doute tous les régimes coloniaux qui l'ont précédé par la brutalité de la répression qu'il exerce. La délégation indienne s'engage à appuyer toute mesure visant à extirper de la face de la terre l'horrible cancer qu'est le colonialisme.

58. La délégation indienne est particulièrement heureuse que le Comité spécial se réunisse à Kinshasa parce que l'Inde entretient des relations très amicales avec la République démocratique du Congo. L'Inde a eu l'honneur d'aider le peuple congolais à renverser les forces de la réaction étrangère qui avaient cherché à diviser le pays peu après son accession à l'indépendance et elle a ainsi contribué à préserver l'intégrité et la souveraineté des parties composantes du Congo. Les délégations des deux pays auprès de l'Organisation des Nations Unies travaillent en étroite coopération à tous les problèmes, notamment les problèmes coloniaux. Personnellement, le représentant de l'Inde a gardé un excellent souvenir de son passage à l'ambassade indienne à Kinshasa de 1961 à 1963.

59. La délégation indienne souhaite au peuple ami de la République démocratique du Congo plein succès dans toutes ses entreprises.

60. Le représentant de l'Iran remercie sincèrement le Président, le Gouvernement et le peuple de la Répu-

blique démocratique du Congo de l'aimable invitation qu'ils ont adressée au Comité spécial de tenir certaines de ses réunions à Kinshasa, ville qui s'est trouvée si intimement mêlée à la lutte pour la liberté et pour l'indépendance. Ces réunions seront un hommage rendu à la mémoire du *leader* national du Congo, de l'un des plus grands champions de la liberté dans le monde, Patrice Lumumba, dont les idéaux, l'esprit indomptable et l'héritage qu'il a laissés seront une source d'inspiration pour le Comité spécial dans ses travaux. La déclaration que vient de faire le président Mobutu aura été une nouvelle affirmation de la volonté du Congo de lutter contre le colonialisme.

61. Le souci qu'a le Gouvernement iranien de voir mettre en œuvre avec vigueur une politique visant à l'élimination complète du colonialisme procède de sa conviction que l'on ne pourra réaliser de paix durable dans le monde que si l'on s'attaque aux racines mêmes des injustices que de faibles minorités infligent à tant d'êtres humains. Or le colonialisme est l'une des formes les plus flagrantes d'injustice qui existe sur cette terre; il entretient la haine et prospère sous le signe de la sujétion. Quand bien même la plus grande partie de l'Afrique a été libérée, certaines de ses régions connaissent toujours l'injustice et, comme l'a déclaré le président Mobutu, les peuples pacifiques ne sauraient connaître de paix aussi longtemps qu'une parcelle du continent demeurera le refuge de l'opresseur. Les vaillantes populations de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée (Bissau), du Zimbabwe et du Sud-Ouest africain, pour ne citer que ces territoires, continuent, chacun à sa manière, la lutte pour l'indépendance. Leur lutte est aussi celle des Etats représentés au Comité spécial; aussi celui-ci a-t-il pour premier devoir de mobiliser tous les efforts sur le plan international pour qu'elle aboutisse. Tout échec subi dans la campagne pour la libération des peuples opprimés dans quelque partie de l'Afrique que ce soit est un échec pour toute l'Afrique; toutefois, le représentant de l'Iran est convaincu qu'il importe peu combien de temps encore les Portugais, les Sud-Africains et le régime illégal de la Rhodésie du Sud s'acharneront à maintenir leur régime d'oppression, parce que le jour viendra bientôt où les Africains seront à nouveau tous libres. C'est dans cet esprit que le représentant de l'Iran tient à rendre hommage à la République démocratique du Congo pour le courage avec lequel elle apporte sa contribution à la lutte contre la tyrannie et l'oppression en Afrique.

62. Le représentant du Venezuela remercie le Président, le Gouvernement et le peuple de la République démocratique du Congo de leur chaleureux accueil et de leur hospitalité proverbiale. La République démocratique du Congo, Etat indépendant d'Afrique, constitue un cadre exaltant pour le Comité spécial. Les progrès réalisés par la République depuis l'indépendance sont une source constante de satisfaction et sont un encouragement à multiplier les efforts en vue d'extirper un régime colonial anachronique et d'éliminer la politique de discrimination raciale qui continue malheureusement d'être pratiquée dans de nombreuses parties du continent.

63. Le Venezuela et l'Amérique latine tout entière sont liés au continent africain non seulement par des liens historiques mais aussi par les intérêts qui sont communs à tous les pays en voie de développement et, avant tout, par l'idéal de liberté. La délégation vénézuélienne tient à rendre un hommage tout particulier aux Congolais qui ont donné leur vie dans le combat pour la liberté.

64. Le Venezuela a démontré sa solidarité avec les nations africaines en appuyant sans réserve la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et aucune considération politique, économique ou stratégique ne le fera jamais changer d'attitude. La cinquième session extraordinaire de l'Assemblée générale qui s'est réunie pour examiner les problèmes du Sud-Ouest africain parle pour elle-même. Le projet de résolution commun présenté par les groupes africain, asiatique et latino-américain réaffirme leur ferme détermination à poursuivre la lutte contre les forces du colonialisme.

65. Cette parole de Simon Bolivar, le libérateur de l'Amérique du Sud, résume fort bien l'opinion de la délégation vénézuélienne: "Qui ne chérit pas la liberté, connaîtra l'adversité et encourra le blâme universel". Elle traduit aussi le sentiment des Vénézuéliens. L'histoire est un processus irréversible. Ceux qui pratiquent encore le colonialisme devront un jour céder devant la détermination des pays qui ont choisi le cours de l'histoire, comme l'a fait la République démocratique du Congo qui a invité le Comité spécial dans un geste de solidarité avec ses frères africains qui se trouvent encore sous le joug colonial.

66. Les travaux du Comité spécial au cours de ses réunions en Afrique et au Moyen-Orient revêtent une importance toute particulière dans le processus de la décolonisation. Sa présence est non seulement le symbole de l'intérêt très profond qu'il porte au développement de l'autodétermination et de l'indépendance mais représente aussi un nouvel effort en vue d'éliminer les derniers vestiges du colonialisme. Ces réunions lui permettront certainement de recueillir des renseignements de première main et une nouvelle documentation qu'il fera figurer au dossier déjà volumineux qu'il a réuni sur ceux qui défient les principes les plus élémentaires de la Charte et de la morale universelle. Il sera ainsi possible de demander à nouveau à l'Assemblée générale que justice soit faite contre les tenants du colonialisme et les nations qui pratiquent la politique d'*apartheid*.

67. Chacun des territoires inscrits au programme de travail présente une importance si particulière que le représentant du Venezuela y reviendra en détail lors de la discussion territoire par territoire.

68. La délégation vénézuélienne est prête, comme par le passé, à appuyer sans réserve toute mesure conforme à la Charte des Nations Unies qui serait susceptible d'accélérer la mise en œuvre de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale dans les territoires administrés par le Portugal en Rhodésie du Sud, dans le Sud-Ouest africain, ainsi que dans les autres pays dépendants. Elle dénonce notamment les menées portugaises contre le peuple congolais qui a accueilli les réfugiés de l'Angola et elle condamne catégoriquement la guerre coloniale que livre le Portugal.

69. Le représentant du Venezuela déplore vivement l'absence d'une délégation du Royaume-Uni et le lamentable refus opposé par ce pays à coopérer avec le Comité spécial dans ses travaux. Cette absence est d'autant plus regrettable que le Royaume-Uni est responsable politiquement de l'octroi de l'indépendance à la Rhodésie du Sud. Quoi qu'il en soit, le représentant du Venezuela tient à assurer le peuple du Zimbabwe que la lutte qu'il poursuit ne sera pas vaine et que les jours du gouvernement minoritaire raciste de Ian Smith sont comptés.

70. Le Sud-Ouest africain comprendra que, devant le refus opposé par le Gouvernement sud-africain de

respecter les principes des droits de l'homme, il est devenu nécessaire de préparer la voie à un transfert pacifique de ce territoire, premier pas vers l'indépendance finale.

71. C'est pourquoi les travaux du Comité spécial en Afrique et dans le Moyen-Orient revêtent une importance toute particulière et constituent un pas dans la voie de l'élimination du colonialisme en conformité des principes les plus élevés des Nations Unies. L'optimisme et une foi indéfectible dans les destinées de l'Afrique devraient présider aux discussions du Comité spécial. Aussi longtemps que l'Afrique ne sera pas libre, la paix du monde se trouvera constamment mise en danger.

72. Le représentant du *Sierra Leone* adresse ses sincères remerciements au président Mobutu qui a bien voulu consacrer de son temps précieux à la séance d'ouverture du Comité spécial. L'allocation qu'il a prononcée sera une grande source d'inspiration et un sujet de réflexion pour les membres du Comité spécial non seulement pendant leur séjour à Kinshasa, mais aussi au cours de leurs voyages et à New York même. Le Président, qui dirige les destinées d'un peuple dont l'histoire récente a été marquée par les convulsions politiques et une lutte inexorable pour l'indépendance, et le peuple congolais lui-même ne connaissent que trop bien le colonialisme et le néo-colonialisme. La présence du Président à la séance d'ouverture du Comité spécial témoigne du grand intérêt que la République démocratique du Congo porte à la libération des peuples d'Afrique. Au cours de leur bref séjour à Kinshasa, toutes les délégations ont pu apprécier l'accueil chaleureux et spontané des Congolais, si caractéristique de tous les peuples africains.

73. Le fait que la République démocratique du Congo se trouve à proximité immédiate des territoires portugais où sont perpétrés des crimes, les combats qu'elle a dû soutenir pour se libérer de la domination coloniale et la lutte qu'elle mène contre le néo-colonialisme inspirent le respect général. Le représentant du *Sierra Leone* se fait l'interprète du Président et des membres du National Reformation Council du *Sierra Leone*, ainsi que du peuple du *Sierra Leone* tout entier pour adresser leurs meilleurs vœux au Président, au Gouvernement et au peuple de la République démocratique du Congo avec lequel le *Sierra Leone* entretient des rapports de longue date. Il y a 150 ans, des Congolais, libérés de l'esclavage, sont venus s'établir au *Sierra Leone* où ils ont fondé une ville, Congo Town, leur nouvelle patrie. Des habitants du *Sierra Leone* se sont aussi rendus au Congo voici 50 ans sur les instances de leurs employeurs et s'y sont établis. Enfin, de nos jours, le *Sierra Leone* a participé aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies au Congo et y a envoyé un contingent pendant cette période très difficile.

74. Passant à la question de la décolonisation, le représentant du *Sierra Leone* rappelle que, le 14 décembre 1960, l'Assemblée générale a adopté la résolution 1514 (XV), qui est la grande charte de la liberté des peuples coloniaux. Quatre mois plus tard, le *Sierra Leone* accédait à l'indépendance et devenait le centième Etat Membre des Nations Unies. Depuis lors, la décolonisation a progressé lentement. L'Afrique continue à supporter le poids d'une mentalité d'un autre siècle, celle de Salazar qui veut transformer les Africains en Portugais; elle se trouve aux prises avec Ian Smith et ses 200 000 Blancs qui veulent absolument régner en maîtres sur 4 millions d'Africains autochtones. Non

content d'appliquer la politique d'*apartheid* sur son propre territoire, le Gouvernement de l'Afrique du Sud l'étend au Sud-Ouest africain et dénie à l'Organisation des Nations Unies le droit d'administrer ce territoire. Les possessions espagnoles de la Guinée équatoriale, d'Ifni et du Sahara espagnol posent un problème tout aussi important, encore que l'on ait pu enregistrer un léger progrès dans la voie de leur libération. Le Souaziland figure encore sur la liste des territoires coloniaux et la question de la Somalie française n'a pas encore été réglée. Ainsi, une grande partie de l'Afrique demeure sous le joug colonial. Aden et Oman connaissent toujours des difficultés bien qu'il ait été décidé que le premier territoire deviendrait indépendant en 1968 au plus tard. La question importante qui se pose à ce sujet est de déterminer le type d'indépendance qui sera accordé. Un autre problème est posé par les petites îles du Pacifique et de l'Atlantique qui toutes, quelle que soit leur dimension, devraient bénéficier du droit à l'autodétermination. Si elles décidaient de demeurer associées sous une forme ou une autre à une puissance plus importante, elles devraient pouvoir reconsidérer leur décision à des intervalles prévus, et mettre fin unilatéralement à cette association à tout moment.

75. On a reproché aux pays africains d'adopter une attitude passionnelle à propos des questions raciales et de faire de la lutte contre les préjugés raciaux le centre de leurs intérêts. Or, ils ont subi la domination coloniale en plein *xx^e* siècle, ils ont vu drainer leurs ressources naturelles et il est tout à fait naturel qu'ils veuillent mettre un terme à de telles pratiques. Ils ont été aussi insultés et leur sens de la dignité humaine en a souffert. Il n'est donc pas surprenant que tous les Africains se retrouvent unis dans la lutte pour libérer leurs frères qui se trouvent encore sous la domination des puissances coloniales. Ils poursuivront le combat avec toujours plus d'acharnement jusqu'à ce que toute l'Afrique ait été libérée de ce fléau, mais ils ne s'en tiendront pas là; ils aideront aussi leurs frères des autres continents aussi longtemps que toutes les nations n'auront pas recouvré leur liberté.

76. Le Portugal continue de faire la guerre aux Africains en Angola, au Mozambique et en Guinée dite portugaise; ce pays d'Europe, pauvre et petit, continue ses méchantes attaques contre des hommes dont le seul crime est de vouloir la liberté, de vouloir exercer les droits que leur reconnaissent la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le combat se poursuivra car jamais on ne parviendra à briser le courage des Africains. Les autres puissances coloniales ont déjà appris la leçon.

77. En Rhodésie, Ian Smith se vante de l'échec des sanctions économiques. Si celles-ci ont échoué, c'est que des hommes d'affaires sans scrupules — citoyens de pays qui tout en ayant l'air d'appuyer la résolution que le Conseil de sécurité a adoptée à ce sujet, n'en refusent pas moins d'imposer des restrictions aux activités de leurs ressortissants — continuent de commercer avec la Rhodésie soit directement soit par l'intermédiaire d'un pays tiers.

78. Il y a quelques jours, le Parlement sud-africain votait en première lecture une loi visant à étendre les pouvoirs des autorités en matière d'arrestation et de détention des Africains en Afrique du Sud et dans le Sud-Ouest africain. Comme pour montrer tout le mépris qu'il éprouve à l'égard de l'Assemblée générale, il a voté la loi juste comme se terminait la discussion consacrée à la question du Sud-Ouest africain. Cette

mesure risque fort d'être suivie d'autres du fait que certaines nations ne mettent pas en pratique ce qu'elles prêchent. Les grandes puissances dépensent des centaines de millions de dollars un peu partout dans le monde pour y répandre la thèse selon laquelle une grande puissance ne saurait tolérer qu'un pays en domine un autre. Des millions d'êtres humains sont morts pour cette cause mais les grandes puissances ne font rien pour mettre en œuvre le droit fondamental à la liberté en Afrique et ailleurs. Les efforts que multiplient Salazar, Ian Smith et Vorster pour imposer leur volonté aux Africains, individuellement ou collectivement, ne sauraient être considérés que comme une volonté de domination d'un groupe sur un autre. Les Etats et les peuples qui viennent en aide aux ennemis de la liberté devraient faire l'objet de la condamnation générale. Il est regrettable que les puissances administrantes continuent de s'accrocher à leurs territoires et refusent à l'Organisation des Nations Unies l'autorisation de leur rendre visite comme si elles avaient quelque chose à cacher.

79. De toute son énergie, le Sierra Leone continuera de mettre tout en œuvre pour chasser les puissances coloniales de l'Afrique. Le Gouvernement du Sierra Leone réaffirme la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, les dispositions de la Charte et les principes des droits de l'homme. Il appliquera ces principes et continuera à lutter de toutes ses forces, ainsi qu'il l'a fait depuis son accession à l'indépendance il y a six ans.

80. Le représentant de l'*Union des Républiques socialistes soviétiques* remercie, au nom de sa délégation, le Gouvernement et le peuple congolais d'avoir invité le Comité à siéger à Kinshasa. Il a écouté avec un grand intérêt l'allocation du Président de la République démocratique du Congo qui a exposé la position de son gouvernement dans la lutte contre le colonialisme et qui a souligné le caractère irréversible des mouvements de libération nationaux. La présente session du Comité s'ouvre au cœur de l'Afrique, dans un pays où les racistes et les colonisateurs ont déployé de grands efforts pour maintenir le régime colonial et où les interventions armées ont coûté la vie à un grand nombre de patriotes. Malgré tous ses obstacles le Congo a cependant réussi à accéder à l'indépendance. Le peuple soviétique, qui vient de fêter le cinquantième anniversaire de sa révolution d'Octobre, se réjouit des bouleversements historiques qui se sont produits en Afrique. La volonté des Africains de liquider définitivement les régimes coloniaux et de lutter contre le néo-colonialisme a toujours reçu l'appui de l'Union soviétique. Le processus de destruction du système colonial en Afrique s'est poursuivi grâce à la lutte menée par les peuples africains eux-mêmes, mais l'Organisation des Nations Unies a joué un rôle essentiel en adoptant, sur l'initiative de l'Union soviétique, la résolution 1514 (XV), où figure la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Cette Déclaration indique les efforts de la plus grande partie de l'humanité pour mettre fin aux manifestations honteuses du colonialisme. Depuis l'adoption de cette résolution en 1960, 50 millions d'êtres humains ont brisé le joug du colonialisme et 20 Etats indépendants ont été créés. La tâche est cependant loin d'être terminée. Des bastions du colonialisme subsistent encore en Afrique et dans le Proche-Orient.

81. La tâche du Comité consiste à collaborer dans toute la mesure du possible à l'élimination définitive du colonialisme. Tel est le sens de la présente session itinérante qui pourra siéger non loin des lieux où les colo-

nisateurs poursuivent leur politique révolutionnaire et se rendre compte des méthodes qu'ils emploient. Il ne fait pas de doute que la participation directe aux débats du Comité des peuples africains qui combattent pour la liberté facilitera la recherche des moyens permettant la mise en œuvre de la résolution 1514 (XV). Le Comité doit poursuivre cette mission jusqu'à ce qu'aucune parcelle de terre ne demeure aux mains des racistes. La lutte contre le colonialisme doit s'intensifier, car le maintien de quelques foyers réactionnaires est une menace directe pour les jeunes Etats qui viennent d'être libérés. La tâche fondamentale de la présente session doit être d'élaborer les mesures visant à accorder une aide politique et morale ou toute autre forme d'assistance aux mouvements de libération nationaux et de forcer les puissances coloniales à appliquer les décisions de l'ONU. A cet effet, le Comité doit collaborer avec l'Organisation de l'unité africaine et avec tous ceux qui s'efforcent de donner leur appui aux peuples qui veulent se libérer. La libération du joug colonial des importants territoires coloniaux que sont l'Angola, le Mozambique, le Sud-Ouest africain, la Rhodésie du Sud, la Guinée portugaise (Bissau) en Afrique, Aden et Oman dans la péninsule Arabique, doit demeurer la tâche première du Comité des Vingt-Quatre.

82. L'Afrique du Sud où s'exerce l'action des puissances coloniales et des monopoles impérialistes est actuellement le foyer du racisme. On y procède à des répressions cruelles. Il s'est constitué dans cette région "un bloc des pays blancs" composé de l'Afrique du Sud, du Portugal et de la Rhodésie du Sud, dans lequel le Gouvernement sud-africain a également fait entrer le Sud-Ouest africain. Le but de ce bloc, qui agit en union avec les puissances coloniales et les monopoles impérialistes, est de maintenir la domination des racistes et des colonialistes dans les territoires coloniaux et de faire pression sur les jeunes Etats d'Afrique. Les activités des monopoles, soutenues par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne, constituent un obstacle à la libération du continent africain. Le Comité doit étudier le rôle considérable que jouent ces monopoles dans le maintien de l'ordre colonial. Il doit élaborer à ce sujet des recommandations à l'Assemblée générale qui les examinera à sa vingt-deuxième session, à l'ordre du jour de laquelle il a été décidé d'inscrire en tant que point distinct la question des activités des monopoles internationaux dans les colonies. Il lui incombe de déterminer qui est responsable de la non-application des décisions de l'Organisation des Nations Unies. La délégation soviétique espère également que le Comité consacrera son attention aux activités militaires des puissances coloniales et à la présence de bases militaires sur certains territoires qui sont aussi un obstacle à la libération des peuples opprimés. Les puissances coloniales continuent d'installer de nouvelles bases militaires en vue de les utiliser contre le mouvement de libération nationale, ainsi que contre les jeunes Etats indépendants. Les racistes sud-africains utilisent leurs bases militaires du Sud-Ouest africain pour écraser le mouvement de libération nationale ainsi que pour faire pression sur les pays voisins. Le Portugal utilise ses bases militaires non seulement en Angola et au Mozambique, mais aussi contre la République démocratique du Congo. Le Portugal continue à s'ingérer dans les affaires intérieures du peuple congolais; il continue à bénéficier de l'appui de ses partenaires de l'Afrique du Sud et à recevoir une aide économique et militaire des membres de l'OTAN, et notamment des Etats-Unis d'Amérique et de la République fédé-

rale d'Allemagne. Il reçoit aussi une aide des Nations Unies et notamment de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). Le Comité doit recommander à l'Assemblée générale d'adopter des décisions qui mettraient fin aux activités colonialistes du Portugal.

83. En Rhodésie du Sud, c'est la Grande-Bretagne qui s'efforce de protéger ses propres intérêts et de défendre la position des monopoles impérialistes. Le Comité doit étudier cette situation et trouver le moyen de résoudre rapidement ce problème.

84. L'Union soviétique a toujours insisté sur la nécessité d'appliquer la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Elle a toujours déclaré qu'elle soutenait les revendications des peuples africains et qu'il fallait mettre fin aux régimes racistes. Elle estime que le jour est proche où seront détruits les derniers foyers du colonialisme. Elle se félicite que le Comité travaille sous la direction du représentant de la République-Unie de Tanzanie qui assume avec beaucoup de dynamisme et d'habileté la tâche importante du Président.

85. La délégation de l'Union soviétique est prête à collaborer aux travaux de la présente session de façon qu'elle soit couronnée de succès. Elle joindra ses efforts à ceux des autres délégations pour que la question du colonialisme soit résolue conformément aux principes élevés de la Charte.

86. Le représentant de la *République-Unie de Tanzanie* remercie le Gouvernement et le peuple de la République démocratique du Congo d'avoir invité le Comité spécial à se réunir à Kinshasa. Cette invitation est assurément conforme à la vieille tradition d'hospitalité du peuple africain. Il existe entre le peuple tanzanien et le peuple congolais de solides liens de fraternité, que renforcent encore les efforts tendant à unir les peuples africains. Grâce à leur unité et à leur solidarité, ils lutteront plus vigoureusement que jamais contre les forces de réaction et l'agression impérialiste, et, de cette façon, réaliseront la complète libération du continent africain. Ce n'est un secret pour personne que ces forces s'inquiètent devant la solidarité des peuples africains et devant les rapides progrès réalisés par les pays africains libérés.

87. L'indépendance du Congo a été acquise au prix de la vie de ses vaillants fils, dont le plus éminent et le plus aimé a été Patrice Lumumba. Les progrès matériels et spirituels du peuple congolais sont évidents et la délégation tanzanienne est convaincue que, sous la direction de son gouvernement, les efforts qu'il déploie pour développer son pays seront couronnés de plus éclatants succès dans l'avenir.

88. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie remercie le président Mobutu de son allocution d'ouverture qui contient des observations judicieuses et précises et il s'associe aux réflexions faites par le Président.

89. Comme le représentant du Venezuela, il déplore que la délégation du Royaume-Uni ait décidé une fois de plus de ne pas participer aux réunions que tient le Comité spécial hors du Siège, d'autant plus que les débats porteront sur certaines situations critiques découlant directement de la politique coloniale du Gouvernement britannique. L'absence de la délégation britannique permet de douter de la sincérité du désir qu'elle a si souvent manifesté de coopérer avec le Comité.

90. Comme le Comité spécial se réunit en Afrique pour la première fois, il serait utile qu'il examine brièvement l'état d'avancement du processus de décolonisation, mais l'orateur espère que, ce faisant, le Comité n'amoindrira ni n'exagérera les problèmes qui se posent aux pays et aux peuples coloniaux. La décolonisation doit être condamnée en principe mais il convient que l'on se préoccupe avec toute l'attention voulue de telle ou telle situation qui, si elle se prolongeait, entraînerait de sérieuses conséquences. A cet égard, le problème colonial créé en Afrique par les plans d'agression des puissances impérialistes revêt un caractère d'urgence tout particulier.

91. La résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale qui, lors de son adoption en 1960, a été acclamée par tous les peuples épris de paix comme une phase cruciale de la révolte de la conscience humaine contre les monstruosité du colonialisme et comme un événement marquant dans l'histoire de l'Organisation des Nations Unies, constitue une condamnation expresse du système colonial, qui est une forme d'exploitation de l'homme par l'homme. C'est une déclaration par laquelle les forces progressistes ont exprimé leur intention de lutter jusqu'au bout contre le colonialisme non seulement pour réaliser l'indépendance des peuples coloniaux mais aussi pour libérer l'énergie et les ressources humaines dans l'intérêt du progrès général de l'humanité. Le colonialisme, qui se manifeste par un brutal anéantissement d'êtres humains, n'a absolument rien de pacifique et la lutte anticolonialiste est partie intégrante de la lutte pour la paix.

92. La perpétuation du colonialisme portugais en Afrique — qui constitue une des pages les plus honteuses de l'histoire humaine — résulte directement du soutien matériel que le Portugal fasciste reçoit de ses alliés de l'OTAN, car il est évident que ce pays, qui est pauvre, faible, primitif et démoralisé, n'aurait pas les moyens de poursuivre la campagne coûteuse et barbare qu'il mène à l'heure actuelle s'il n'était pas un instrument de l'impérialisme international, pour le compte duquel il est tout désigné pour gérer l'exploitation par des monopoles capitalistes étrangers des abondantes richesses de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et du Mozambique. Les études établies par l'ONU et par d'autres institutions ont montré avec quel égoïsme des monopoles capitalistes de pays occidentaux exploitent les territoires sous administration portugaise. C'est ainsi qu'en 1966, l'extraction minière en Angola a produit, à elle seule, un revenu estimé à plus de 3 000 millions d'escudos, la majeure partie allant à des monopoles tels que les agences de l'ancienne Union minière et l'Angola Diamond Company. Cette dernière a fait un bénéfice net de plus de 170 millions d'escudos.

93. Une telle exploitation, immorale et injuste en soi, fait partie de stratagèmes destinés à anéantir le peuple angolais et il ressort d'une étude effectuée par le Comité spécial que les colonialistes ont reçu de généreux dons de ces monopoles pour ce qu'ils appellent cyniquement "la défense de l'Angola".

94. Le vaillant peuple angolais a depuis longtemps cherché à conquérir par des moyens pacifiques son droit national à la souveraineté et à l'indépendance, et l'Organisation des Nations Unies a adopté d'innombrables résolutions tendant à lui assurer ce droit. Les colonialistes portugais n'ont cependant cessé de recourir à la guerre, sous ses formes les plus perfectionnées et les plus subtiles, dans le dessein de l'anéantir. La prétendue "défense" est donc une agression à l'encontre du

peuple angolais. D'après les renseignements fournis à l'ONU, il y a en Angola plus de 400 terrains d'aviation et pistes d'atterrissage, dont 27 accessibles aux plus grands avions capables d'opérer dans le territoire, et les Portugais se servent pour lutter contre les patriotes angolais de 700 avions de combat, dont beaucoup d'un modèle récent, et de bombardiers du type Lockheed Harpoon PV-2.

95. Cette situation est incompatible avec la résolution 1514 (XV) et d'autres résolutions de l'Assemblée générale, ainsi qu'avec les principes énoncés dans la Charte. De plus, la perpétuation du colonialisme portugais constitue un danger pour la paix et la stabilité des pays africains avoisinants. Les hommes de confiance de l'impérialisme portugais ont lancé d'innombrables campagnes d'agression contre des pays indépendants et souverains, tels que la République démocratique du Congo, la Zambie et la République-Unie de Tanzanie.

96. Les patientes populations africaines ont toujours considéré que les problèmes du colonialisme en général et celui du colonialisme portugais en particulier pourraient être résolus par des moyens pacifiques. C'est pour cette raison que la Tanzanie appuie les principes de la Charte et la Déclaration énoncée dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. L'ONU a adopté d'innombrables résolutions demandant au Portugal et à ses alliés occidentaux de changer d'attitude et de rendre aux peuples africains leurs droits souverains et leur liberté. Mais les forces internationales de réaction et de brigandage ont bafoué ces résolutions. Il est temps que le Portugal et ses alliés prennent conscience de leurs responsabilités. Dans l'effort qu'elle déploie pour réaliser les objectifs de la résolution 1514 (XV) d'une manière telle que les futures difficultés soient réduites au minimum, la République-Unie de Tanzanie est disposée à faire tout ce qui est en son pouvoir pour assurer le respect des résolutions des Nations Unies et considère qu'il est du devoir de tout être humain épris de liberté de se joindre à la noble lutte de libération des territoires sous domination portugaise. Elle demande donc instantanément aux patriotes angolais de redoubler d'efforts en vue de libérer leur mère patrie et se joint au Président pour les inviter à s'unir de leur mieux dans leur lutte.

97. Le même régime malfaisant et agressif que celui qui existe en Angola a causé l'usurpation des droits du peuple africain par la minorité raciste blanche en Rhodésie du Sud et privé le Sud-Ouest africain de sa liberté, au mépris de l'opinion publique internationale. Des régimes identiques font couler le sang en Arabie du Sud et foulent aux pieds les droits des peuples dans d'autres parties du monde.

98. Le Comité spécial est pleinement conscient de l'existence des nombreuses résolutions adoptées par l'Assemblée générale et par le Comité, en vue de réaliser pleinement l'application de la résolution 1514 (XV). Ces résolutions confient certaines tâches aux divers institutions et organismes des Nations Unies. M. Founi demande au Secrétariat d'établir et de distribuer un document de travail où seraient indiquées les demandes d'assistance qui ont été reçues et, le cas échéant, les mesures qui ont été prises pour y répondre. En particulier, le document devrait indiquer l'aide, quelle qu'en soit la nature, qui aurait été accordée aux mouvements de libération nationale et les critères auxquels ces derniers doivent répondre pour y avoir droit.

99. Le représentant du Mali remercie au nom de sa délégation le Gouvernement de la République démocratique

cratique du Congo de l'aimable invitation qu'il a adressée au Comité spécial. Le Mali apprécie à sa juste valeur cet acte de haute politique de la part d'une République sœur qui occupe une position stratégique en Afrique et dans le monde. L'histoire a voulu que la République démocratique du Congo, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie soient des îles de liberté et d'espoir pour les millions de nationalistes africains qui mènent une lutte âpre et noble contre le colonialisme et l'impérialisme qui submergent cette partie de l'Afrique.

100. En répondant à cette aimable invitation, le Comité spécial a voulu marquer sa solidarité avec les dignes fils de l'Afrique qui luttent, les armes à la main, contre l'injustice des régimes colonialistes. Le représentant du Mali rappelle le sacrifice que fit, il y a six ans, ce grand fils de l'Afrique, Patrice Lumumba, pour que la terre africaine retrouve sa liberté et sa dignité. Patrice Lumumba a donné sa vie pour que l'Afrique en général, et le Congo en particulier, redeviennent libres, pour que l'exploitation de l'homme par l'homme disparaisse à jamais de ce continent, pour que les Africains puissent unir leurs énergies, leurs potentialités, leur génie pour construire un monde meilleur, dans le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes reconnu par la Charte des Nations Unies.

101. Ce message qu'a laissé Patrice Lumumba guidera les peuples africains dans leur lutte pour la liquidation définitive du colonialisme sous toutes ses formes. La délégation malienne rend hommage à ce grand patriote et voudrait assurer ses frères congolais de son soutien dans leur lutte pour un avenir meilleur. Elle remercie le Président de la République démocratique du Congo qui, par sa présence, a donné plus de solennité aux travaux du Comité spécial. Les sages paroles qu'il a prononcées aideront certainement le Comité dans la recherche de solutions pratiques à ce grave problème du colonialisme qui malheureusement sévit encore en Afrique.

102. Les séances du Comité spécial se tiennent cette année en Afrique en un moment très troublé. En effet, l'impérialisme revient à l'attaque avec plus de virulence, il bafoue, pour sauvegarder des intérêts sordides, la Charte des Nations Unies et les nobles principes qui y sont contenus. Le monde assiste impuissant à l'ingérence dans les affaires intérieures d'Etats souverains; on empêche le peuple du Viet-Nam de résoudre seul ses problèmes, on crée des tensions au Moyen-Orient, alors que la Charte et les résolutions des Nations Unies proclament le respect de l'intégrité des territoires indépendants et du droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes.

103. La non-observance de ce principe fondamental provoque des tensions et menace chaque jour la paix et la sécurité internationales. Dans les régions non encore libérées, particulièrement en Afrique australe, la situation devient chaque jour plus grave et se transforme en une lutte raciale. En Rhodésie du Sud, en Afrique du Sud, au Sud-Ouest africain et dans les territoires sous domination portugaise, les colons blancs qui ont usurpé le pouvoir dénie tous droits aux Noirs, vrais propriétaires de l'Afrique. Les puissances occidentales, en aidant les Ian Smiths, les Salazars et les Vorsters, freinent la lutte des Africains pour la liberté et l'indépendance. On voit chaque jour, au mépris de la Charte des Nations Unies et des résolutions du Comité spécial, de l'Assemblée générale et du Conseil

de sécurité, les puissances membres de l'OTAN vendre des armements classiques et même nucléaires aux colons racistes, leur permettant ainsi de perpétuer une domination condamnée par l'opinion internationale.

104. Les débats sur la question du Sud-Ouest africain qui ont eu lieu à la session spéciale de l'Assemblée générale ont montré que le colonialisme ne connaît qu'un seul langage, celui de la force. La délégation malienne pense qu'on n'en voudra pas aux Africains et aux Arabes d'avoir pris les armes pour libérer leur pays. Elle salue donc les patriotes d'Angola, du Mozambique, de Guinée (Bissau), d'Aden, de Rhodésie du Sud et d'ailleurs, qui luttent courageusement pour l'indépendance et la liberté. Elle a toujours soutenu leur juste cause et elle ne faillira pas à ses obligations. Elle aidera moralement et matériellement tous les nationalistes qui se battent pour l'indépendance et la liberté en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Elle est certaine que les travaux du Comité spécial connaîtront cette année encore un grand succès car les Africains sont résolus, malgré les complots des impérialistes, à recouvrer leur indépendance. Le Mali dénoncera les agissements des colonialistes qui exploitent honteusement les richesses matérielles et humaines des Africains dans les territoires non encore libérés, alors que la Charte leur fait une obligation d'aider ces populations et de les préparer à gérer leurs affaires.

105. La délégation du Mali parlera plus tard en détail de la situation dans les territoires sous domination portugaise; mais elle voudrait profiter de l'occasion qui lui est offerte pour lancer un appel à tous les nationalistes de l'Angola afin qu'ils s'unissent pour jeter à la mer l'occupant portugais. Leurs dissensions servent la cause de Salazar au détriment de celle de l'Afrique. Les populations africaines ne peuvent pas comprendre la lutte fratricide qui oppose le Gouvernement révolutionnaire de l'Angola en exil et le Movimento Popular de Libertação de Angola. Il est temps qu'ils s'unissent afin d'accélérer le processus de décolonisation du territoire angolais. Tel est leur devoir car, comme le président Mobutu l'a si justement rappelé, tant qu'une parcelle de terre africaine demeurera sous le joug du colonialisme, aucun pays africain ne pourra connaître la paix.

106. Lorsque la délégation malienne parle de la menace à la paix et à la sécurité internationales que constitue le colonialisme, ce n'est pas une vue de l'esprit. Elle se rappelle les incursions des mercenaires portugais sur le territoire congolais, en violation de la Charte des Nations Unies, et les nombreuses violences et vexations qu'ont infligées aux populations paisibles de la République-Unie de Tanzanie les hordes de Salazar. Ces dernières n'épargnent pas la paisible République du Sénégal. Le Mali a toujours condamné et continue de condamner ces actes barbares et soutient ses frères au Sénégal et dans la République-Unie de Tanzanie. Si cette situation se prolonge, elle aboutira inévitablement à la guerre, dont les Portugais et leurs alliés seront les seuls responsables. Le Mali lance un appel à toutes les grandes puissances pour qu'elles cessent d'aider le Portugal, qui refuse de respecter la Charte des Nations Unies et les résolutions de l'Assemblée générale.

107. Le Mali a foi en l'issue de la lutte des peuples pour leur droit à disposer d'eux-mêmes et pour la liquidation définitive du colonialisme. Le colonialisme est condamné. Il disparaîtra rapidement si les signataires de la Charte de San Francisco et les autres Etats

Membres de l'Organisation des Nations Unies acceptent de respecter la Charte et d'appliquer intégralement les résolutions du Comité spécial, de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Il n'est que temps d'appliquer la résolution 1514 (XV), afin d'éviter au monde les nouvelles convulsions que ne saurait manquer de provoquer la discrimination raciale entretenue par le capitalisme international.

108. La délégation malienne se réserve le droit de prendre à nouveau la parole sur les problèmes que devra examiner le Comité spécial. Elle tient à exprimer encore une fois sa gratitude au Gouvernement de la République démocratique du Congo pour le grand intérêt qu'il porte aux travaux du Comité spécial.

109. Le représentant de la *Yougoslavie*, après avoir remercié le Président, le Gouvernement et le peuple du Congo d'avoir invité le Comité spécial à se réunir à Kinshasa et de lui avoir réservé un chaleureux accueil, dit que cette invitation est une nouvelle preuve du désir de la République démocratique du Congo d'apporter la plus grande contribution possible à la lutte des peuples africains qui se trouvent encore sous le joug brutal de la domination coloniale. Le peuple congolais a enduré des souffrances sans nombre dans la lutte qu'il a menée pour se libérer des forces colonialistes et néo-colonialistes mais, comme le président Mobutu l'a dit dans son émouvante allocution d'ouverture, il est résolu à aider de son mieux à extirper le colonialisme du sol africain.

110. Les forces colonialistes et néo-colonialistes, en cherchant à perpétuer leur exploitation des riches ressources naturelles du pays, ont recouru de la manière la plus brutale à la force et à l'intervention militaire et, pour déjouer leurs desseins, le peuple congolais a fait d'énormes sacrifices, notamment celui de la vie de Patrice Lumumba, le grand champion de la liberté du Congo et de l'Afrique tout entière. Il est sûr que les idéaux pour lesquels Patrice Lumumba a donné sa vie se réaliseront et que l'Afrique tout entière sera en fin de compte libérée de l'agression impérialiste, de l'impitoyable sujétion et exploitation coloniale, bien que les racistes et fascistes du Portugal, de la Rhodésie du Sud et de l'Afrique du Sud fassent de leur supériorité matérielle un moyen de chantage, de pression et d'ingérence.

111. La délégation yougoslave se rend pleinement compte que la lutte de libération menée par le peuple africain et les efforts déployés par le Comité spécial pour leur venir en aide ne sont pas des tâches faciles. Elle est pleinement consciente du fait que les forces colonialistes et néo-colonialistes font tout ce qui est en leur pouvoir pour retarder la décolonisation et pour perpétuer et renforcer leur mainmise dans certaines régions de l'Afrique, en particulier dans celles qu'elles considèrent vitales pour leurs intérêts politiques, stratégiques et économiques. Il est évident que les régimes minoritaires racistes de la Rhodésie du Sud, de l'Afrique du Sud et d'un pays arriéré et isolé comme le Portugal ne sauraient maintenir d'immenses régions et leurs peuples dans l'asservissement sans une assistance matérielle de l'extérieur. Dans le cas des territoires sous domination portugaise par exemple, si la communauté internationale ne s'était heurtée qu'à la seule opposition du Portugal, les peuples de ces territoires auraient depuis longtemps été libérés. Mais l'aide matérielle, militaire et morale que Salazar a reçue de ses puissants alliés de l'OTAN a mis le Portugal en mesure de perpétuer sa domination sur une majeure partie de l'Afrique. La vérité saute aux yeux malgré

les timides dénonciations de la politique raciste du Portugal et d'autres régimes racistes de l'Afrique australe par certains de ses alliés.

112. L'intensification des activités de divers monopoles internationaux dans les territoires coloniaux, activités qui tendent à consolider les régimes racistes du Portugal, de la Rhodésie du Sud et de l'Afrique du Sud, entrave sérieusement l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Pour réprimer la lutte pour la liberté menée par les peuples sous domination portugaise, les forces armées portugaises se servent d'armes reçues par le Portugal soit de l'OTAN, en tant que membre de cette organisation, soit au titre d'accords bilatéraux conclus avec certains de ses alliés. Des bases militaires étrangères sont actuellement établies ou renforcées dans les territoires coloniaux et constituent un obstacle fondamental à la libération des peuples coloniaux et un moyen de pression à l'égard des Etats voisins. D'autre part, l'appui moral que les régimes racistes reçoivent de leurs partenaires — appui dont on voit la manifestation au sein même de l'ONU — et le refus de ces derniers d'appliquer de nombreuses résolutions des Nations Unies ont permis à ces régimes de poursuivre leur infâme politique. Les bases colonialistes établies sur le sol africain non seulement servent l'intérêt des maîtres coloniaux en perpétuant l'exploitation économique des territoires coloniaux, mais permettent également aux colonialistes de s'ingérer directement dans les affaires de pays indépendants et, partant, d'entraver leur développement politique et économique. Il ressort clairement des faits révélés au Comité spécial que les guerres coloniales et les mesures de répression prises à l'encontre des populations africaines font partie d'un vaste plan conçu par les forces réactionnaires déterminées à préserver leurs intérêts politiques et économiques aux dépens des populations autochtones.

113. Cette politique de force et de pression est appliquée non seulement en Afrique mais dans d'autres parties du monde et l'exemple le plus flagrant est celui du Viet-Nam. Les dangereuses activités des réactionnaires sont également évidentes au Moyen-Orient où l'on cherche à imposer un régime féodal à Aden, malgré la lutte tenace pour l'indépendance menée par la grande majorité de son peuple.

114. La Yougoslavie a toujours appuyé la lutte légitime et pleinement justifiée que mènent les peuples coloniaux pour conquérir leur liberté. La communauté internationale et les Nations Unies se doivent tout spécialement de faire en sorte que ces peuples puissent exercer leurs droits et décider librement de leur propre avenir. Cette responsabilité incombe à l'Organisation mondiale non seulement parce qu'elle attache du prix aux principes de libre détermination et d'indépendance mais aussi parce que ce n'est qu'en s'acquittant de cette responsabilité qu'elle peut pleinement accomplir sa mission qui est au premier chef de sauvegarder et de consolider la paix mondiale. La grande majorité des peuples du monde comprennent maintenant que les derniers vestiges du colonialisme constituent la plus immédiate menace à la paix et à la sécurité internationales.

115. Le Comité spécial a été chargé depuis un certain nombre d'années d'une mission capitale, celle de l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et, bien que l'opposition des forces colonialistes et néo-colonialistes l'ait empêché d'obtenir

des résultats spectaculaires, il a utilement contribué à appeler l'attention de la communauté internationale sur les conditions dans lesquelles vivent les peuples colonisés et sur la légitimité de leur lutte de libération nationale.

116. La présente visite du Comité spécial en Afrique, qui éclairera davantage la délégation yougoslave sur les desseins et les activités colonialistes et sur les efforts déployés par les peuples coloniaux pour conquérir leur liberté, permettra également au Comité spécial de mieux aider l'Organisation des Nations Unies à accélérer le processus de décolonisation et à fournir une aide plus concrète et plus efficace aux mouvements de libération nationale.

117. Le représentant de la Yougoslavie trouve très décourageante la décision du Royaume-Uni de ne pas participer aux travaux du Comité spécial en Afrique.

118. Le représentant de la *Bulgarie* s'associe aux remerciements adressés par les orateurs précédents au Gouvernement de la République démocratique du Congo et au peuple congolais pour l'accueil chaleureux qu'ils ont réservé au Comité spécial. L'invitation à siéger à Kinshasa est un geste amical à l'égard du Comité spécial et de l'ONU que la délégation bulgare apprécie très vivement et qui montre tout l'intérêt que porte le Congo à la libération des peuples africains qui sont encore soumis à l'oppression colonialiste. La Bulgarie est unie à la République démocratique du Congo par de solides liens d'amitié qu'elle souhaite renforcer encore, et c'est avec plaisir que la délégation bulgare constate les progrès réalisés par le grand peuple de Patrice Lumumba.

119. Les débats qui ont eu lieu lors de la session spéciale de l'Assemblée générale, et les événements survenus cette année, montrent que la lutte des peuples opprimés contre le colonialisme est entrée dans une phase décisive. L'année écoulée a été marquée par une nouvelle intensification de la lutte armée des peuples de l'Afrique australe qui ont infligé de lourdes pertes aux forces coloniales et racistes. Les valeureux patriotes de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau) ont déjà libéré de vastes régions de leurs territoires; ils organisent pour les populations des zones libérées une vie libre et démocratique et posent les bases politiques, économiques et sociales des futurs Etats indépendants.

120. Un autre fait caractéristique de la nouvelle phase dans laquelle est entrée la lutte pour la libération nationale en Afrique est la solidarité toujours croissante qui unit les forces anti-impérialistes. Ces dernières, notamment les pays d'Afrique et d'Asie et les pays socialistes, ont décuplé l'aide, tant morale que matérielle, qu'ils apportent aux mouvements de libération nationale. Les Nations Unies ont aussi apporté leur contribution en stigmatisant les diverses manifestations du colonialisme et du racisme en Afrique qu'elles ont qualifiées de crimes contre l'humanité, et en lançant un appel à tous les Etats Membres afin qu'ils accordent leur appui moral et matériel aux peuples en lutte contre les régimes coloniaux et racistes.

121. Mais il faut malheureusement constater que, malgré la lutte enthousiaste pour la libération nationale et malgré la solidarité qu'ont témoignée aux mouvements de libération nationale l'immense majorité des nations, de vastes territoires demeurent encore soumis au joug colonial, bien que plus de sept ans se soient écoulés depuis l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. C'est là un fait alarmant. Il démontre que les efforts des forces

anti-impérialistes et l'action des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation devraient être intensifiés et que le Comité spécial et l'Assemblée générale devraient trouver de nouvelles formules pour rendre plus efficaces leurs décisions. Il faut s'attaquer au cœur du problème. Il faut trouver la raison qui explique l'absence de succès décisifs dans la lutte des peuples opprimés pour leur libération.

122. Les débats de l'Assemblée générale ont mis à nouveau en lumière le rôle néfaste de la collaboration politique, économique et militaire des grandes puissances occidentales, et surtout des Etats-Unis, avec les régimes colonialistes et racistes en Afrique. Il est bien évident que sans l'aide de ses alliés de l'OTAN un pays arriéré comme le Portugal n'aurait pas pu résister à la poussée du mouvement de libération nationale en Afrique. Les rapports du Comité spécial et les dépositions des pétitionnaires constituent de véritables actes d'accusation contre les monopoles et la haute finance des pays occidentaux, dont le rôle néfaste apparaît clairement en Rhodésie du Sud, dans les colonies portugaises et au Sud-Ouest africain. Devant les faits, toutes les déclarations de sympathie que peuvent faire les Etats-Unis et d'autres puissances occidentales demeurent sans valeur. Le moment est venu de dire aux gouvernements des puissances occidentales et des pays de l'OTAN que l'aide qu'ils accordent aux régimes coloniaux et racistes et leur participation à l'exploitation esclavagiste à l'Afrique les rend complices des crimes que commettent quotidiennement les régimes de Salazar, de Ian Smith et de Vorster. Si l'on ne met pas fin à leur coopération avec le Portugal, l'Afrique du Sud et la Rhodésie du Sud, elle se soldera par d'innombrables souffrances et des milliers de victimes; elle exacerbera la haine raciale en Afrique, ce qui ne manquera pas d'entraîner des conséquences catastrophiques. Dans sa résolution 2189 (XXI) de l'Assemblée générale relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, l'Assemblée générale a demandé de nouveau aux gouvernements des pays membres de cesser de collaborer avec les puissances colonialistes, mais cet appel est resté sans écho. Les débats qui ont eu lieu à la Quatrième Commission et l'appel adressé à la BIRD et à d'autres institutions spécialisées n'ont pas eu plus de résultats. Il est désolant de constater que même certaines organisations et institutions internationales du système des Nations Unies continuent à collaborer avec les régimes coloniaux et racistes. Ainsi, l'Union internationale des télécommunications a diffusé officiellement la lettre du Gouvernement sud-africain dans laquelle ce dernier indiquait qu'il adhérerait, au nom du Sud-Ouest africain, à la Convention internationale relative aux télécommunications. L'Union soviétique a attiré à juste titre l'attention des pays membres sur ce fait incompatible avec les décisions de l'Assemblée générale dans la lettre qu'il a adressée le 26 avril 1967 au Secrétaire général³. Et ce n'est malheureusement pas un cas isolé. L'Assemblée générale et la Quatrième Commission devraient se pencher sur ce problème et formuler des directives et recommandations claires et sans équivoque à l'intention des institutions spécialisées.

123. Le Comité spécial devrait prendre en considération le fait que, à mesure que s'intensifie la lutte des peuples opprimés pour la libération nationale et l'indépendance, une réaction opiniâtre se manifeste dans les milieux colonialistes et néo-colonialistes. L'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance

³ Document A/6648 (miméographié).

aux pays et aux peuples coloniaux se heurte à une résistance farouche. Mais les forces anti-impérialistes sont immenses, et elles sont à même d'enlever les derniers remparts de l'impérialisme. Le moment est venu de faire comprendre une fois pour toutes aux forces réactionnaires que l'ère du colonialisme est révolue; le moment est venu de mobiliser toutes les forces, y compris celles des Nations Unies, pour aider les peuples opprimés à briser les dernières chaînes du colonialisme. Le Comité doit apporter sa contribution à la réalisation de ces fins. Il peut compter pour cela sur la coopération sans réserve de la délégation bulgare.

124. Le représentant des *Etats-Unis d'Amérique* remercie sincèrement le président Mobutu des paroles empreintes de sagesse qu'il a adressées aux membres du Comité spécial et par lesquelles il a souligné que le Comité ne peut pas rester indifférent devant des peuples privés de leur liberté, de leur dignité et de leurs droits en tant qu'hommes et que citoyens, mais qu'il doit persévérer dans les efforts qu'il déploie pour aider tous les peuples à établir un gouvernement majoritaire. La délégation, le Gouvernement et le peuple américains appuient pleinement ces principes et ces objectifs, ainsi que celui de l'établissement d'un gouvernement pleinement représentatif dans tous les pays du monde.

125. Le représentant des *Etats-Unis* rappelle l'aide généreuse et soutenue que son pays a fournie, tant bilatéralement que par l'intermédiaire des Nations Unies, en vue de renforcer l'indépendance et la souveraineté de la République démocratique du Congo et souligne de nouveau la grande importance que le Gouvernement et le peuple des *Etats-Unis* attachent au maintien de leurs étroites relations d'amitié avec ce pays. La récente visite du sous-secrétaire d'Etat et de Mme Katzenbach est une preuve du vif désir des *Etats-Unis* de resserrer ces relations.

126. Grâce aux progrès accomplis sous la direction du président Mobutu, la République démocratique a maintenant l'infrastructure nécessaire pour mettre pleinement en valeur son vaste potentiel humain et matériel.

127. Malgré les problèmes pressants auxquels elle a eu à faire face à l'intérieur du pays depuis son accession à l'indépendance, la République démocratique du Congo a généreusement aidé plus de 250 000 réfugiés angolais alors qu'elle doit faire appel à toutes ses ressources pour répondre à ses besoins nationaux. Le représentant des *Etats-Unis* est fier de dire que les *Etats-Unis* continuent d'aider à alléger les souffrances de ces réfugiés en envoyant de considérables quantités de produits alimentaires et de médicaments.

128. La délégation des *Etats-Unis* est reconnaissante à la République démocratique du Congo des généreuses facilités qu'elle a offertes au Comité spécial à Kinshasa pour ses présentes réunions.

129. Quant aux fausses allégations et insinuations sans nombre qui ont été faites à l'encontre de son pays par plusieurs représentants dans leurs réponses au discours du Président, le représentant des *Etats-Unis* se propose d'y répondre ultérieurement, en temps opportun, par des données de fait.

130. Le représentant de la *Pologne* s'associe aux remerciements qui ont été adressés au Président, au Gouvernement et au peuple de la République démocratique du Congo. Il a été profondément touché de l'hospitalité et de la cordialité dont le Comité spécial a fait l'objet. Sa délégation apprécie tout particulièrement

l'occasion qui lui est donnée de participer à des réunions tenues dans le pays du grand patriote congolais et de l'éminent fils de l'Afrique qu'a été Patrice Lumumba.

131. Il a écouté avec beaucoup d'intérêt et d'attention l'importante allocution du président Mobutu, qu'il considère comme une précieuse contribution aux délibérations du Comité spécial.

132. Il ressort de la décision du Comité spécial de se réunir en Afrique et au Proche-Orient où des problèmes coloniaux extrêmement difficiles persistent encore, que l'Organisation des Nations Unies se préoccupe de plus en plus des territoires situés dans la région et qu'elle est résolue à faire en sorte que leurs peuples accèdent à la liberté et à l'indépendance dans les meilleures conditions possibles. Le Comité spécial est venu en Afrique pour étudier la situation sur place, pour mieux connaître les problèmes de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée (Bissau), de la Rhodésie du Sud et du Sud-Ouest africain et pour continuer de chercher les moyens de mettre en œuvre la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Néanmoins, quel que soit le rôle que l'ONU a joué et aura encore à jouer dans le processus de décolonisation, ce serait une erreur de croire qu'elle est le facteur décisif de la réalisation des objectifs nationaux: celle-ci dépend essentiellement de la détermination des peuples colonisés de se libérer de la domination étrangère.

133. Bien que la décolonisation ait fait des progrès considérables pendant la décennie écoulée, les dangers inhérents à la persistance des régimes coloniaux n'ont guère diminué. Cela est particulièrement vrai de l'Afrique australe, où les puissances coloniales refusent obstinément de se conformer aux recommandations du Comité spécial, de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. C'est dans cette opposition acharnée aux efforts de décolonisation qu'il faut trouver le dénominateur commun de tous les points inscrits à l'ordre du jour du Comité spécial. Les problèmes que le Comité examinera sont étroitement liés à la politique d'*apartheid*, étant donné que l'Angola, le Mozambique, l'Afrique du Sud et le Sud-Ouest africain ne sont pas seulement que des colonies portugaises ou britanniques mais bel et bien des colonies économiques de la République sud-africaine. Le Royaume-Uni, les *Etats-Unis*, la République fédérale d'Allemagne et d'autres puissances occidentales exploitent de concert les ressources naturelles et la main-d'œuvre à bon marché de la plus riche partie de l'Afrique. La discrimination raciale, l'agression et l'intervention militaire directe de Salazar, de Vorster et de Smith ne sont possibles que parce qu'ils sont aidés par les principales puissances de l'OTAN. Il est clair que les puissances coloniales tiennent à maintenir la domination blanche en Afrique australe et à renforcer les intérêts des monopoles et groupes financiers internationaux dans l'ensemble de la région. Se fondant sur des études établies par le Comité spécial, l'Assemblée générale a condamné, à sa vingt et unième session, les cartels financiers et économiques étrangers établis au Sud-Ouest africain, en Rhodésie du Sud et dans les territoires sous domination portugaise pour avoir appuyé des régimes coloniaux et pour avoir sérieusement entravé l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. En outre, l'Assemblée générale a demandé instamment aux gouvernements intéressés de prendre des mesures pour mettre fin à de telles activités.

134. Malgré les sincères efforts déployés par la communauté internationale, la situation en ce qui concerne la mise en œuvre des diverses recommandations est loin d'être satisfaisante, si même elle ne s'est pas aggravée. Dans le cas de la Rhodésie du Sud par exemple, les prétendues sanctions sélectives se sont avérées inefficaces et le régime minoritaire illégitime est toujours au pouvoir. Les guerres coloniales menées par le Portugal contre les mouvements de libération nationale en Angola, au Mozambique et en Guinée (Bissau) s'intensifient et les renforcements militaires se poursuivent en Afrique du Sud et dans les territoires occupés par le Portugal. Des actes identiques d'agression impérialiste sont également commis dans d'autres parties du monde, en particulier au Viet-Nam.

135. Les nombreuses résolutions adoptées par les divers organes des Nations Unies, demandant aux puissances administrantes de relâcher les prisonniers politiques, de lever des états d'urgence, de démanteler leurs bases militaires et d'octroyer la liberté à leurs territoires coloniaux en Afrique, au Moyen-Orient et dans d'autres parties du monde ont jusqu'ici été ignorées. Cette situation préoccupe sérieusement le Comité spécial et les présentes réunions offrent une nouvelle occasion de demander des comptes aux puissances coloniales et à ceux qui les appuient — y compris certaines institutions spécialisées des Nations Unies. Il faut espérer que la présence du Comité spécial en Afrique encouragera les combattants pour la liberté en Angola et dans d'autres territoires, qui subissent encore l'humiliation et l'exploitation de régimes coloniaux oppresseurs, et leur confirmera la légitimité de leur lutte qui a l'appui de tous les progressistes du monde.

136. Etant donné les traditions historiques et la nature même de la structure socialiste de la Pologne, le Gouvernement et le peuple polonais sont opposés à l'oppression nationale et raciale et demandent l'application immédiate et intégrale de la déclaration anticolonialiste et l'octroi aux peuples coloniaux, dans le plus bref délai possible, de leurs droits à la liberté, à l'autodétermination et à l'indépendance. Pour le Gouvernement et le peuple polonais, la lutte pour la liberté et l'indépendance est également une lutte pour la paix car, tant que durera le colonialisme, le monde ne connaîtra pas de paix durable. Cela étant, le Gouvernement polonais a toujours appuyé les mouvements de libération nationale en Afrique et ailleurs et a strictement appliqué toutes les décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité concernant la politique coloniale portugaise, l'*apartheid* et la discrimination raciale en Afrique du Sud et le régime minoritaire illégitime en Rhodésie du Sud. Comme dans le passé, la délégation polonaise continuera de coopérer de son mieux à la lutte anticoloniale et appuiera toute mesure propre à éliminer le colonialisme dans toutes ses manifestations et sous toutes ses formes.

137. Le représentant du Chili remercie le président Mobutu de son allocution et s'associe aux remerciements adressés par le Président au Gouvernement et au peuple congolais pour la généreuse hospitalité dont le Comité fait l'objet.

138. Le Chili a une grande admiration et une grande affection pour la nation congolaise et mesure pleinement les remarquables efforts de reconstruction nationale et de développement économique et social déployés par son gouvernement. La République démocratique est un "géant" si l'on tient compte de sa situation géographique, de ses vastes richesses naturelles et par-dessus

tout de sa population. Il est clair qu'elle est destinée à occuper une place éminente, non seulement en Afrique mais également parmi les nations du monde. Comme la République démocratique du Congo, le Chili possède de riches gisements cuprifères qu'il tient à mettre en valeur pour le bien-être de sa population. Le Gouvernement chilien a pris d'importantes mesures à cette fin à l'échelon national, en "chiliénisant" les mines, et à l'échelon international en concluant des arrangements commerciaux concertés avec d'autres pays producteurs de cuivre en Afrique et en Amérique latine. Les représentants de ces pays se réuniront prochainement à Lusaka en vue d'arrêter une politique concertée qui leur permettra de tirer un juste bénéfice de leur industrie minière.

139. Il sied que le Comité spécial commence ses travaux au Congo puisque ce pays avoisine le plus grand territoire colonial restant. Les membres auront la précieuse occasion d'entendre les dirigeants politiques angolais qui luttent pour la liberté de leur pays et ont pu voir par eux-mêmes — une visite qu'ils n'oublieront jamais — les bureaux administratifs, les dispensaires, les écoles, etc., qu'ils avaient fait construire avec tant de peine pour venir en aide aux innombrables réfugiés angolais. Le représentant du Chili espère que la présence du Comité à Kinshasa lui permettra de recueillir et de révéler au monde des renseignements qui aideront la lutte pour l'indépendance du peuple angolais et encourageront l'unité parmi les patriotes angolais.

140. Bien que la décolonisation ait beaucoup progressé au cours des 15 années écoulées et que maintes vaillantes nations africaines aient apparu sur la scène du monde, pour certaines d'entre elles, représentantes modernes de vieux empires africains parvenus à un haut degré de civilisation, l'avenir, quoi que plein de promesses, n'est pas sans poser de difficultés. Néanmoins, la naissance d'une Afrique libre est le plus grand événement politique du siècle, encore que certains territoires soient encore sous le joug odieux du colonialisme, et ce sont précisément ceux qui posent les plus sérieux problèmes et où des puissances étrangères opposent les mouvements de lutte pour la liberté avec le plus grand acharnement et la plus grande cruauté. Ces puissances menacent le progrès d'une Afrique libre, et les désastreuses conséquences de la politique qu'elles poursuivent se répercutent à travers le monde car le respect des droits de l'homme et le maintien de la paix sont indivisibles.

141. Les peuples latino-américains appuient pleinement l'Afrique dans la lutte qu'elle mène pour éliminer le colonialisme. Eux-mêmes ont été colonisés il y a plus de 150 ans, la conquête de leur indépendance leur a coûté des milliers de vies humaines. A l'heure actuelle, grâce à l'existence de l'Organisation des Nations Unies et à la possibilité d'éveiller la conscience de l'humanité, peut-être sera-t-il possible de libérer les peuples qui sont encore sous le joug colonial par des moyens décisifs et pacifiques. A cet égard, l'Organisation des Nations Unies est nécessairement imparfaite et ne saurait se substituer aux efforts des peuples dominés eux-mêmes, mais elle peut jouer un rôle important. Les Etats latino-américains coopèrent à la campagne que mènent les pays africains et asiatiques au sein de l'Organisation des Nations Unies pour mettre fin au colonialisme. Il y a seulement une semaine, ils ont appuyé sans réserve une résolution relative au Sud-Ouest africain. La délégation chilienne se félicite de l'unité dont le tiers monde fait preuve dans les efforts

qu'ils déploient en commun pour trouver des solutions à d'importants problèmes économiques et sociaux, en particulier en ce qui concerne le colonialisme et le respect des droits de l'homme et de la dignité humaine.

142. Le représentant de l'Italie s'associe aux orateurs qui ont exprimé leur gratitude au Gouvernement et au peuple de la République démocratique du Congo pour la généreuse et cordiale hospitalité qu'ils ont accordée au Comité spécial. Les séances qui auront lieu à Kinshasa auront un résultat doublement efficace. En effet, le peuple congolais aura la possibilité de suivre de près les travaux du Comité. De son côté, le Comité bénéficiera de l'attention et du soutien passionné de l'opinion publique congolaise lorsqu'il discutera des problèmes qui la touchent directement, puisqu'ils ont trait à la liberté et à l'indépendance de tous les peuples africains. La position géographique et politique du Congo est déjà en elle-même un gage de réussite pour les travaux du Comité. La délégation italienne est heureuse de renouveler l'assurance qu'elle apportera toute sa coopération au Comité pour que les travaux de cette session puissent hâter la réalisation des buts énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. L'Italie entretient avec le Congo, depuis longtemps déjà, des relations très amicales, renforcées par des liens économiques, culturels et commerciaux croissants avec ce pays.

143. Le représentant de la Finlande remercie le président Mobutu de ses aimables paroles de bienvenue et le Gouvernement de la République démocratique du Congo de sa généreuse invitation au Comité spécial et de son hospitalité.

144. Bien que la Finlande soit très éloignée, elle s'intéresse vivement à l'avenir de l'Afrique et partage la profonde préoccupation de l'Organisation des Nations Unies au sujet des problèmes du colonialisme qui restent encore à résoudre. Le représentant de la Finlande est convaincu que les réunions du Comité spécial en Afrique feront mieux comprendre les problèmes soulevés, ce qui permettra de mieux aider les peuples encore sous administration coloniale dans leur lutte pour l'autodétermination et l'indépendance.

145. Le représentant de l'Australie, parlant au nom de son gouvernement, remercie le président Mobutu d'avoir honoré le Comité spécial de son discours d'ouverture.

146. Il est reconnaissant au Gouvernement de la République démocratique du Congo de l'hospitalité offerte au Comité spécial et des excellents arrangements qui ont été pris pour ses réunions.

147. Il espère que la visite du Comité spécial en Afrique aidera son pays à mieux comprendre les problèmes, les aspirations et les réalisations de l'Afrique.

148. Il est persuadé que l'esprit de coopération dont fait montre le Gouvernement de la République démocratique du Congo permettra au Comité spécial d'entreprendre ses importants travaux d'une manière constructive et avec la pleine conscience de ses responsabilités.

149. Le représentant de la Syrie est heureux que, pour la quatrième fois depuis sa création, le Comité spécial tienne ses séances hors du Siège sur la terre d'Afrique. La délégation syrienne est convaincue de l'utilité de cet effort commun pour étudier de plus près les questions coloniales qui relèvent de la compétence du Comité.

150. La délégation syrienne a été particulièrement sensible à l'accueil très fraternel qu'ont réservé au

Comité spécial le peuple et le Gouvernement de la République démocratique du Congo. Cette généreuse hospitalité n'étonne pas dans un pays qui a été une des arènes de la lutte contre la domination étrangère, et dont le sol a été abondamment arrosé par le sang de ses fils, pour sauvegarder l'indépendance acquise au prix de très lourds sacrifices.

151. La délégation syrienne a eu l'occasion de visiter les camps des réfugiés angolais de la République angolaise en exil. La misère et les souffrances de ce peuple africain frère, chassé de sa patrie par les forces de l'oppression coloniale, lui ont rappelé celles d'autres réfugiés qui lui sont chers, et qui, eux aussi, ont été arrachés à leur foyer et à leur patrie, la Palestine arabe, par des bandes étrangères sionistes venues de tous les coins du monde pour s'établir dans le pays par la violence, avec l'aide et la complicité de certaines puissances colonialistes, au mépris des droits inaliénables de tout un peuple.

152. Voilà plus de 10 ans déjà que l'Assemblée générale s'occupe de la question des territoires sous administration portugaise, sans pouvoir malheureusement aboutir à un résultat satisfaisant. Les peuples de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée dite portugaise et des autres territoires sous administration portugaise continuent de subir l'oppression du colonisateur portugais. Sous son joug, ils ont depuis des siècles connu toutes les indignités, la discrimination raciale, le travail forcé, l'ignorance, le déni des droits civils et politiques.

153. L'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Comité spécial lui-même ont adopté maintes résolutions pour rappeler au Portugal les obligations qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et pour l'inviter à renoncer à la politique anachronique qu'il poursuit dans ces territoires et à reconnaître à leurs populations leur droit inaliénable à l'indépendance et à la liberté. En vain. Le colonisateur portugais méprise ces résolutions et poursuit l'exploitation des richesses naturelles des territoires colonisés dont il partage les profits avec ses complices étrangers, et il continue d'utiliser l'assistance et les armes que lui fournissent ses alliés de l'OTAN pour opprimer la population de ces territoires, allant même jusqu'à envoyer leurs travailleurs en Afrique du Sud et installer à leur place des immigrants étrangers.

154. Le Comité spécial a déjà appelé l'attention du Conseil de sécurité sur la grave menace à la paix et à la sécurité mondiales que constituent ces agissements et lui a demandé de prendre des mesures appropriées, y compris des sanctions, afin d'obtenir que le Portugal se conforme aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. M. Nachabe rappelle la résolution 2107 (XX) de l'Assemblée générale, du 21 décembre 1965, dans laquelle l'Assemblée générale priait instamment les Etats Membres de prendre contre le Portugal, individuellement ou collectivement, des sanctions allant de la rupture des relations diplomatiques jusqu'au boycottage de tous les échanges commerciaux. Il rappelle également que l'Assemblée générale a adopté à sa vingt et unième session, après avoir pris connaissance du chapitre du rapport du Comité spécial relatif aux territoires sous administration portugaise, la résolution 2184 (XXI) du 12 décembre 1966 recommandant au Conseil de sécurité de rendre obligatoire pour

tous les Etats l'application des mesures prévues dans la résolution 2107 (XX).

155. Malheureusement, ces résolutions n'ont eu aucun résultat tangible. Le Portugal continue d'ignorer l'existence de la résolution 1514 (XV). Il est encouragé dans cette attitude par ses alliés de l'OTAN et par des groupes financiers étrangers dont les intérêts sont soigneusement protégés et dont une partie des bénéfices sert à grossir le stock d'armes du Portugal.

156. Tous les moyens de pression morale et de persuasion ont été employés en vain. Ne serait-il pas temps de recourir à des moyens plus efficaces pour contraindre ce colonisateur obstiné à renoncer à ces pratiques anachroniques?

157. La République syrienne, fidèle à sa politique traditionnelle, se déclare totalement solidaire des peuples de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée dite portugaise et des autres territoires sous administration portugaise. Sa délégation est disposée à appuyer toute mesure radicale, voire coercitive, que le Comité spécial pourrait recommander afin d'amener le régime de Salazar à accorder la liberté et l'indépendance aux peuples et aux pays coloniaux qu'il tient asservis.

158. Le représentant de la Tunisie tient à exprimer sa profonde gratitude au Gouvernement et au peuple congolais pour l'aimable invitation qu'ils ont adressée au Comité spécial de se réunir à Kinshasa et pour l'excellent accueil qu'ils lui ont réservé. L'importante déclaration du Président de la République démocratique du Congo guidera efficacement le Comité dans ses travaux.

159. Toutes les délégations connaissent la détermination du peuple et du Gouvernement congolais d'œuvrer pour la libération des peuples qui se trouvent encore sous la domination coloniale. Elles savent qu'ils soutiennent activement les patriotes qui luttent pour se libérer du joug portugais, et qu'ils accueillent fraternellement les réfugiés angolais, malgré les représailles et les incidents de frontière qui s'ensuivent. La situation de la République démocratique du Congo est analogue à celle dans laquelle s'est trouvée la Tunisie lors de la libération de l'Algérie. Aussi la délégation tunisienne se rend-elle compte des difficultés qui l'assaillent et apprécie-t-elle à leur juste valeur les efforts et les sacrifices que s'impose le peuple congolais.

160. Grâce à l'invitation du Gouvernement congolais qui lui a permis de se réunir dans cette grande capitale africaine, le Comité spécial pourra entendre les pétitionnaires et se faire une idée exacte de la situation.

161. Le Comité a été vivement impressionné, lors de la visite qu'il a faite au Gouvernement révolutionnaire de l'Angola en exil, par la discipline et la détermination des patriotes angolais. Leur enthousiasme, tôt ou tard, aura raison du régime Salazar.

162. Malheureusement, beaucoup de peuples africains demeurent encore sous le joug. D'horribles atrocités sont commises chaque jour par les colonisateurs qui s'obstinent à imposer leur domination au mépris de l'opinion publique internationale et des droits de l'homme.

163. Le Comité spécial a la lourde responsabilité de trouver des solutions à la mesure du désir des peuples encore colonisés. La délégation tunisienne collaborera de son mieux à ses travaux, afin d'assurer le respect des principes de la Charte et l'application de la résolution 1514 (XV).

164. Le représentant de la Côte d'Ivoire s'associe aux orateurs précédents qui ont exprimé leur profonde gratitude au Président et au peuple de la République démocratique du Congo pour l'accueil chaleureux et fraternel qu'ils ont bien voulu réserver au Comité spécial.

165. La délégation ivoirienne n'est pas en mesure à ce stade des travaux de faire une déclaration générale sur les problèmes qui intéressent le Comité spécial. Elle se réserve le droit de reprendre plus tard la parole pour faire connaître son point de vue sur certaines questions à l'ordre du jour.

166. Comme toutes les autres délégations présentes, la délégation ivoirienne porte un grand intérêt aux problèmes de décolonisation, et elle souhaite vivement que l'exemple du Congo soit suivi par d'autres pays, afin que les Nations Unies, et plus particulièrement le Comité spécial, puissent jouer plus efficacement le rôle difficile qui leur incombe. Elle espère que les travaux du Comité contribueront efficacement à la libération complète des peuples qui sont encore sous la domination étrangère.

167. Le représentant de l'Irak dit que sa délégation se félicite tout particulièrement de voir par elle-même les réalisations des nouveaux pays africains indépendants, dont l'un des plus importants est la République démocratique du Congo. Il remercie le Gouvernement congolais de son hospitalité et le président Mobutu de son allocution d'ouverture.

168. Il est particulièrement significatif que le Comité spécial ait commencé ses travaux par une visite aux camps de réfugiés angolais. Le courage, la détermination et la patience de ces réfugiés inciteront le Comité à les aider dans leur infortune et dans leur lutte pour la liberté. L'Organisation des Nations Unies a le devoir sacré d'aider les réfugiés venant de pays tels que l'Angola, la Palestine et l'Afrique du Sud, où les gouvernements au pouvoir sont illégitimes. L'ONU et les institutions spécialisées devraient redoubler d'efforts pour aider les réfugiés à recouvrer les droits qui leur ont été reconnus par la communauté internationale.

169. L'Irak a toujours appuyé les pays africains dans leur lutte pour la liberté car il a lui-même souffert du colonialisme, de la discrimination raciale et de l'exploitation étrangère. Avec d'autres délégations, sa délégation a présenté nombre de résolutions relatives à des pays africains et asiatiques. La dernière avait trait au Sud-Ouest africain. Elle continuera d'appuyer la lutte menée par les peuples de la Rhodésie du Sud, du Mozambique, de l'Angola et d'autres colonies portugaises, de la Côte française des Somalis, d'Aden, de l'Oman et de la Palestine.

170. La délégation irakienne regrette vivement que l'Afghanistan et l'Uruguay n'aient pu se faire représenter aux réunions du Comité spécial et elle déplore également l'absence continue de la délégation britannique.

171. Le représentant de Madagascar s'associe aux hommages rendus par les orateurs précédents au Président de la République démocratique du Congo et au peuple congolais.

172. La délégation malgache est heureuse que les premières réunions du Comité spécial se tiennent dans un des plus grands pays d'Afrique. C'est avec une grande satisfaction qu'elle a écouté l'important et sage

discours du Président de la République démocratique du Congo.

173. La position de Madagascar sur les problèmes coloniaux est bien connue, tant à l'ONU qu'à l'OUA, aussi semble-t-il superflu de l'exposer à nouveau. La délégation malgache aura l'occasion d'exposer en détail, lors de séances ultérieures du Comité son point de vue sur les questions qui l'intéressent. Elle est certaine que les travaux du Comité à Kinshasa seront très fructueux. Pour sa part, elle est disposée à apporter sa collaboration sans réserve en vue de rechercher, avec toutes les délégations présentes, les méthodes et les moyens qui permettront aux pays et aux peuples encore colonisés d'exercer rapidement leur droit à la liberté, à l'autodétermination et à l'indépendance.

Clôture des séances

Déclaration du Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo

174. Le Ministre des affaires étrangères de la République du Congo, au nom du Président de la République, le lieutenant général Joseph-Désiré Mobutu, au nom du peuple congolais tout entier, au nom de son gouvernement et en son nom personnel, présente au Comité spécial ses vifs remerciements pour avoir accepté l'invitation que le Gouvernement congolais lui avait adressée de se réunir à Kinshasa. A l'issue des travaux de la session tenue à Kinshasa, il convient de rendre hommage à tous les participants qui n'ont pas ménagé leurs efforts. L'ambiance, des plus cordiales, dans laquelle le Comité a tenu ses débats, la franchise avec laquelle il les a menés, la sollicitude avec laquelle il a abordé les différents problèmes, tout cela constitue la preuve de sa détermination d'apporter des solutions urgentes et adéquates aux problèmes que pose la décolonisation.

175. Le Comité spécial a évoqué dans ses échanges de vues avec les pétitionnaires les problèmes aigus que pose la libération de l'Angola, du Cabinda et de la Guinée dite portugaise. Ce dialogue franc entre les membres du Comité et les représentants des mouvements de libération a largement contribué à situer maintes questions que soulève une lutte de libération nationale et elle a également permis aux membres du Comité de se rendre personnellement compte de l'ampleur des tâches qui restent encore à accomplir. En effet, la visite que le Comité a bien voulu rendre aux réfugiés angolais a suffisamment démontré que le colonialisme est toujours une réalité malgré le courant irréversible de la décolonisation et du progrès du ^{xx}e siècle.

176. A cette occasion, il convient d'adresser un appel solennel aux grandes puissances qui, directement ou indirectement, semblent, par leur passivité, encourager les pays qui perpétuent le colonialisme. Elles sont invitées à aider à l'application des résolutions des Nations Unies et à amener les pays retardataires à accepter le processus de la décolonisation. Car il est vain de prôner les principes de liberté et de démocratie lorsqu'il est toléré qu'une grande partie de l'univers vive encore sous le joug colonial.

177. A la veille du départ du Comité spécial qui va continuer sa mission, le Ministre des affaires étrangères tient à déclarer que le Congo ne faillira jamais à ses responsabilités d'aider l'Afrique. Il réaffirme que son gouvernement aidera l'Angola, le Mozambique, la Guinée dite portugaise et tous les pays d'Afrique non encore libérés. En cette même circon-

tance, il réitère l'appel pathétique que le Président de la République démocratique du Congo, lors de l'ouverture de la session à Kinshasa, ainsi que le Comité lançaient à tous les combattants africains pour qu'ils unissent leurs efforts en un seul bloc afin de précipiter le moment de la libération de tout le continent.

178. Le Gouvernement congolais a été particulièrement sensible aux aimables paroles que les membres du Comité spécial lui ont adressées. L'occasion lui est à nouveau donnée de réaffirmer sa foi dans l'œuvre entreprise par l'Organisation des Nations Unies.

179. Le Ministre des affaires étrangères adresse ses plus vives félicitations pour le travail que le Comité spécial a accompli à Kinshasa et il est convaincu que les recommandations du Comité à l'Assemblée générale auront un effet bénéfique pour la libération des territoires non encore indépendants. Il souhaite au Comité pleine réussite dans la continuation de sa mission.

Déclarations générales

180. Le Président remercie le Ministre des affaires étrangères de son allocution encourageante qui témoigne clairement de l'appui actif que le Gouvernement congolais apporte à la lutte de libération des pays coloniaux et à la réalisation des buts de la Charte ainsi que du soutien sans réserve qu'il accorde aux efforts du Comité spécial et à la réalisation de ses objectifs. Grâce à la généreuse hospitalité, à la coopération et à la bonne volonté du Gouvernement et du peuple de la République démocratique, les réunions du Comité spécial à Kinshasa se sont déroulées dans une atmosphère qui ne laissait rien à désirer et elles ont bénéficié de toutes les conditions techniques nécessaires à leur succès.

181. Le Président exprime la profonde gratitude du Comité spécial au Président, au Gouvernement et au peuple de la République démocratique auxquels il donne l'assurance que les encouragements que le Gouvernement congolais a prodigués au Comité lui seront d'un grand secours pendant le reste de son voyage.

182. Les membres du Comité sont très heureux d'être venus à Kinshasa parce que cela leur a permis non seulement de nouer des relations et des amitiés plus étroites avec l'amicale et dynamique population congolaise, mais, également, de se rendre compte sur place de l'attachement de cette population à la cause de la liberté et de son souci d'éliminer tout vestige du colonialisme, ainsi que des progrès qu'elle a accomplis afin de consolider son indépendance.

183. Au cours de son séjour à Kinshasa, le Comité spécial a entendu 11 groupes de pétitionnaires qui ont fait des déclarations relatives aux territoires sous domination portugaise et il a été horrifié par de nouveaux témoignages irréfutables d'atrocités et d'actes de génocide commis par les colonialistes portugais contre une population qui ne revendique que l'exercice de son droit à la libre détermination. On a apporté de nouveaux témoignages de l'aide matérielle et morale que certains pays amis et alliés du Portugal et certains intérêts étrangers, économiques et autres, continuent d'apporter à la politique coloniale brutale que poursuit le régime de Salazar. Il est néanmoins encourageant d'apprendre que les mouvements de libération nationale intensifient leur lutte pour se libérer du joug des oppresseurs.

184. Le Comité spécial a également noté les efforts louables de ces mouvements pour promouvoir le pro-

grès social et le bien-être matériel des Angolais des régions libérées et des réfugiés angolais en République démocratique. Le Comité spécial a été directement informé des difficultés qu'éprouvent les mouvements de libération nationale à aider des centaines de milliers de réfugiés qui ont fui l'Angola, et de leur besoin urgent de l'assistance du Haut Commissaire pour les réfugiés et des institutions spécialisées, notamment dans les domaines de l'enseignement et de la santé publique.

185. Le Comité spécial connaît donc mieux maintenant les souffrances et les aspirations légitimes de la population de l'Angola, y compris l'enclave de Cabinda, ce qui justifie encore sa décision de tenir cette série de séances à Kinshasa, puisque ces renseignements n'auraient pu être obtenus si l'audition de pétitionnaires n'avait pas été facilitée par cette décision. Ce serait rendre un mauvais service à la cause de la décolonisation que de demander aux dirigeants des mouvements de libération nationale d'abandonner leur poste pour se présenter devant le Comité à New York. Le Comité appuie sans réserve leur lutte aussi juste qu'urgente et redoublera d'efforts pour hâter l'accession de l'Angola à l'indépendance.

186. Les membres du Comité spécial ont unanimement demandé que l'aide aux réfugiés des territoires sous administration portugaise soit accrue en collaboration avec l'OUA et, par l'intermédiaire de celle-ci, avec les mouvements de libération nationale des territoires. Le Président rappelle aux pétitionnaires que le Comité ne se contentera pas d'exprimer cet accord unanime. Après avoir entendu les autres pétitionnaires dans les capitales où il doit se rendre, le Comité adoptera des conclusions et des recommandations concernant tous les aspects de la décolonisation en tenant pleinement compte des précieux témoignages qui lui ont été apportés à Kinshasa.

187. Le Président lance aux mouvements de libération un nouvel appel à l'unité, unité de doctrine, de but et d'action, car c'est à cette seule condition que le colonialisme pourra être éliminé et que le peuple angolais pourra accéder à la liberté et à l'indépendance.

188. Le Président prie le Ministre des affaires étrangères de transmettre au Président et au Gouvernement de la République démocratique du Congo et à son peuple dynamique les remerciements du Comité spécial pour l'accueil amical qui lui a été réservé.

189. Le représentant de l'*Ethiopie* s'associe très cordialement aux observations formulées par le Président. Au nom des pays d'Afrique et d'Asie, et de la Yougoslavie, il a l'honneur de remercier le Ministre des affaires étrangères, non seulement de son encourageante allocution mais également de la généreuse hospitalité qui a été accordée au Comité spécial par le Gouvernement et le peuple de la République démocratique. Cela n'a d'ailleurs rien d'étonnant puisqu'une pareille hospitalité s'inscrit dans la meilleure tradition africaine.

190. Le représentant de l'*Ethiopie* exprime au Ministre des affaires étrangères l'intérêt sans cesse croissant que les délégations au nom desquelles il a pris la parole prennent au développement de la République démocratique ainsi que l'admiration inspirée par l'œuvre de reconstruction nationale accomplie par les Congolais et assure le Ministre des affaires étrangères de leur appui sans réserve dans cette tâche. Le représentant de l'*Ethiopie* remercie également le peuple congolais de son soutien matériel et moral aux patriotes

angolais. En invitant le Comité spécial à Kinshasa, le Gouvernement congolais a clairement montré qu'il attache une grande importance à la décolonisation en général et à la liberté de l'Afrique en particulier. En dépit des activités de Salazar, de Vorster, de Smith et de leurs pareils, la flamme de la liberté continuera de briller et la décolonisation se poursuivra, lentement peut-être mais sûrement, jusqu'à ce que dans toute l'Afrique — et dans le monde tout entier — soit reconnu le droit fondamental des hommes à décider de leur destin.

191. Le représentant de l'*Ethiopie* remercie le Gouvernement de la République démocratique des mesures qu'il a prises pour permettre aux pétitionnaires d'être entendus par le Comité spécial, et de lui apporter de si précieux témoignages. Il adresse au peuple congolais et à son Président le salut fraternel des délégations au nom desquelles il a pris la parole et forme des vœux pour leur succès.

192. Le représentant de l'*Australie*, parlant également au nom de la Finlande, de l'Italie et des Etats-Unis, remercie le Gouvernement congolais d'avoir grandement facilité les travaux du Comité spécial et de lui avoir accordé une hospitalité généreuse. Les réunions se sont déroulées dans les meilleures conditions et la réalité a encore dépassé les espoirs pourtant grands que la délégation australienne avait au départ.

193. Le représentant de l'*Australie* présente au Président, au Gouvernement et au peuple de la République démocratique du Congo ses vœux les plus sincères de prospérité et de bonheur et déclare que le Comité spécial quitte ce pays à regret en emportant de nombreux souvenirs agréables.

194. Le représentant du *Venezuela* félicite au nom des délégations chilienne et vénézuélienne le Ministre des affaires étrangères de son allocution encourageante et le remercie, en même temps que le Gouvernement congolais, de l'accueil chaleureux réservé au Comité spécial ainsi que de l'hospitalité qui lui a été accordée. L'accueil fait au Comité spécial est une nouvelle marque de l'attachement du peuple congolais à la cause de la décolonisation. Il faut également féliciter le Gouvernement des progrès accomplis par la République démocratique et de son dévouement à la cause de la liberté, qui fait la grandeur d'un pays.

195. Pendant son séjour à Kinshasa, le Comité spécial a pu rencontrer de nombreux pétitionnaires qui lui ont donné des renseignements précieux qu'il n'aurait peut-être pu obtenir autrement. Son rapport en sera d'autant plus riche. Cela aurait été impossible sans la coopération du Gouvernement et du peuple congolais et les moyens qu'ils ont si généreusement mis à la disposition du Comité spécial.

196. Le représentant de la *Pologne*, au nom des délégations bulgare et soviétique, remercie le Président, le Gouvernement et le peuple de la République démocratique de l'hospitalité généreuse et des moyens qu'ils ont fournis au Comité spécial pour faciliter sa mission. L'émouvante allocution du Ministre des affaires étrangères est un nouveau témoignage de la volonté du peuple congolais d'aider les Nations Unies dans leur grande tâche de décolonisation.

197. Les séances que le Comité spécial a tenues à Kinshasa, près du front, ont été utiles et même indispensables car les membres du Comité ont pu ainsi entendre les porte-parole des mouvements de libération nationale et recueillir de nouveaux témoignages des

atrocités commises par les Portugais dans la guerre cruelle qu'ils mènent contre le peuple angolais. Il ne reste pas l'ombre d'un doute que les régimes au pouvoir en Angola, en Rhodésie du Sud et en Afrique du Sud ont ourdi une conspiration qui vise à maintenir la domination des Blancs en Afrique australe. Les témoignages que le Comité a entendus à Kinshasa lui ont permis de mieux comprendre la situation et de mieux connaître les besoins des mouvements de libération nationale.

198. Le représentant de la Pologne adresse un salut fraternel aux patriotes angolais et leur donne l'assurance que les pays socialistes soutiennent sans réserve leur combat pour la liberté. Il s'associe à l'appel lancé par le Président en faveur de l'unité des mouvements patriotiques angolais; sans aucun doute, cette unité aiderait considérablement les Angolais à atteindre le but ardemment poursuivi.

199. Le Comité spécial a recueilli à Kinshasa des renseignements très précieux qui lui seront extrêmement utiles lorsqu'il établira son rapport.

200. En conclusion, le représentant de la Pologne forme des vœux pour le succès des efforts faits par le Président, le Gouvernement et le peuple de la République démocratique pour le bonheur et la prospérité de leur pays.

201. Le représentant de l'Irak remercie le Gouvernement de la République démocratique d'avoir promptement autorisé le Movimento Popular de Libertação de Angola, à la suite de l'appel de la délégation irakienne, à présenter aux membres du Comité, pour leur information, des armes prises au combat, fabriquées en Israël et dans d'autres pays. Grâce à cette décision rapide, caractéristique de la collaboration apportée au Comité par le Gouvernement congolais pendant le séjour à Kinshasa, les membres du Comité ont appris d'où viennent les armes qui servent à tuer des dizaines de combattants angolais de la liberté.

B. — SÉANCES TENUES À KITWE (ZAMBIE)

Ouverture des séances

Allocution du Président de la République de Zambie

202. Le Président de la République de Zambie souhaite la bienvenue au Comité spécial en Zambie au nom du Gouvernement et du peuple de Zambie qui sont très honorés d'avoir de nouveau l'occasion d'accueillir le Comité. C'est la deuxième réunion de grand intérêt historique à se tenir à Kitwe pendant le premier trimestre 1967. En janvier, M. Kaunda a pris la parole devant 800 délégués de la Zambia National Convention "Achievement 1967", congrès groupant des représentants des partis politiques et du gouvernement, des enseignants, des industriels, des mineurs, des hommes d'affaires et des membres de toutes les classes sociales qui s'étaient réunis pour des échanges de vues sur les divers aspects des plans et problèmes de développement de la Zambie. Il considère que les réunions du Comité spécial vont prolonger ce congrès mais d'un autre point de vue. Non seulement la ville de Kitwe mais aussi tout le pays forment des vœux pour le Comité.

203. Comme la Conférence intergouvernementale sur le cuivre se tient à Lusaka, il a été décidé que les réunions du Comité spécial se tiendraient à Kitwe. Cela donne à ses membres la possibilité de voir une autre région de la Zambie, à savoir la ceinture du cuivre. Le souvenir de la dernière visite du Comité en

Zambie est encore frais dans sa mémoire. A l'époque, la Zambie, en tant que pays indépendant né à la suite d'un difficile combat pour l'indépendance, n'avait que huit mois d'âge. Sans l'aide des fils et des filles d'Afrique épris de liberté et des amis de l'Afrique à l'étranger, la lutte de la Zambie pour l'indépendance aurait été beaucoup plus difficile. A cet égard, le Président de la République n'oublie pas l'appui que le Comité a apporté au peuple de la Zambie aux heures les plus sombres de la lutte pour la liberté et la justice.

204. Les membres du Comité spécial ne sont en Zambie que depuis quelques heures seulement mais ils devinent déjà sûrement quel est le genre de vie mené par le peuple de Zambie et quels sont les problèmes économiques et sociaux dont souffre l'Afrique australe. Il est peut-être tout à fait indiqué que le Comité respire une telle atmosphère et se familiarise avec les problèmes qu'il s'est proposé de résoudre en étudiant les origines.

205. Il y a cinq ans, lorsque M. Kaunda s'est présenté devant le Comité spécial à New York, le sort des Zambiens était si intolérable qu'il pleurait à l'idée affligeante que l'homme, uniquement pour des raisons de couleur, allait être le plus grand ennemi de l'homme et que l'homme, en raison de son égoïsme et de son esprit sectaire allait être la plus grande cause de malheurs pour toute l'humanité. Cette situation persiste à l'est, au sud et à l'ouest de la Zambie.

206. La Zambie traverse la période la plus critique de son histoire. Depuis la dernière visite du Comité spécial en Zambie, les racistes blancs de la Rhodésie du Sud se sont emparés du pouvoir que détenait un Gouvernement britannique apparemment faible et nettement hésitant. La Déclaration unilatérale d'indépendance a entraîné non seulement une aggravation de l'oppression de la majorité de la population en Rhodésie du Sud mais aussi d'immenses difficultés économiques pour la jeune République de Zambie. Il a fallu soudainement réorienter les réseaux de transports et de communications du pays, ce qui a entraîné des millions de livres de dépenses rien que pour les mesures d'urgence et beaucoup d'inconvénients, le volume des arrivages de marchandises indispensables n'étant pas le même qu'avant. Quel plus grand sacrifice un jeune Etat Membre des Nations Unies comme la Zambie peut-il faire?

207. Mais grâce à la bénédiction de Dieu, à l'aide que des frères et amis ont eu la bonté de lui apporter et à l'esprit de décision du peuple lui-même, la Zambie continue à se défendre. Elle poursuivra ses efforts pour assurer la paix, la justice et le bonheur à tous les êtres humains non seulement en Afrique australe mais dans le monde entier. La lutte de la majorité pour le droit à la démocratie est une lutte de l'humanité à laquelle tous les hommes de bonne volonté dans le monde entier doivent s'intéresser activement et pas seulement passivement.

208. Si le peuple zambien déplore la situation dans laquelle il se trouve, c'est parce que ceux qui ont créé les problèmes qu'il affronte, problèmes que le Comité spécial a pour mission de résoudre, ne s'emploient guère à défaire ce qu'ils ont fait. Mais le peuple zambien sait que sa cause est noble et juste et que le droit est de son côté. La présence même du Comité à Kitwe prouve que l'humanité est décidée à faire en sorte que la justice et la liberté soient assurées aux millions d'opprimés dans le monde.

209. Jusque-là, le Président de la République n'a parlé que de façon très générale des problèmes politiques de l'Afrique australe et de la façon dont les Zambiens

affrontent ces problèmes. Il traitera maintenant de façon tout aussi générale des diverses questions brûlantes dont le Comité spécial s'occupe.

210. La question de la Rhodésie a, bien entendu, préoccupé les membres du Comité qui ont sans aucun doute suivi la situation à cet égard avec tous ses retournements. L'orateur constate avec regret que la communauté internationale semble s'être engagée dans une voix sans issue dans sa quête d'une solution de la question rhodésienne.

211. Depuis que la résolution prévoyant des sanctions obligatoires sélectives a été adoptée à l'ONU, rien n'indique que l'économie rebelle soit en perte de vitesse à cause des sanctions, ni que l'objectif de la résolution sera atteint. Le résultat, s'il y en a un, c'est que l'économie rhodésienne se maintient. Les Zambiens n'en sont pas tout à fait surpris parce que, dès le début de la crise rhodésienne, ils ont estimé — et ont à plusieurs reprises averti le Gouvernement du Royaume-Uni — que les sanctions ne seraient jamais suffisamment cuisantes pour amener les rebelles à composition. Comment des sanctions pourraient-elles en fait agir alors que l'économie de la Rhodésie du Sud est secrètement et ouvertement soutenue par l'Afrique du Sud et le Portugal grâce aux brèches faites à dessein dans le mur des sanctions et alors que le Gouvernement du Royaume-Uni n'est pas disposé à colmater ces brèches? Des événements récents ont prouvé sans l'ombre d'un doute combien aisément le régime rebelle de Salisbury peut tourner les sanctions qui sont tout sauf des sanctions obligatoires générales appuyées par la force. La Rhodésie vend son tabac dans des conditions secrètes iniques; et des intermédiaires en Afrique du Sud, au Portugal et dans d'autres pays européens réexportent de nombreux produits rhodésiens vers divers pays en les faisant passer pour des articles d'exportation sud-africains, portugais ou européens. Il y a quelques semaines seulement, grâce à la vigilance des agents des douanes zambiens, les autorités zambiennes ont saisi 1 000 tonnes de sucre brut rhodésien importées en Zambie par ces moyens détournés.

212. Tout le monde devrait comprendre que la politique du Gouvernement du Royaume-Uni à l'égard de la Rhodésie que, malheureusement, certains Membres des Nations Unies ont approuvée en pensant bien faire, non seulement se solde par un triste échec mais encore est considérée comme une honte par ceux qui sont épris de liberté. La question la plus urgente que le Comité spécial et l'organe dont il relève, pris dans son ensemble, doivent maintenant se poser est celle de savoir ce qu'il faut faire après l'échec des sanctions obligatoires collectives.

213. Le peuple zambien n'a jamais trouvé d'alternative à l'usage de la force. Il a été accusé de manque de réalisme et de pessimisme exagéré parce qu'il a constamment soutenu que seule la force pouvait résoudre la question rhodésienne. Mais si faire preuve de réalisme c'est transiger avec les principes moraux parce que l'on se sent lié aux amis et parents, et si faire preuve d'optimisme c'est faire des déclarations mal inspirées selon lesquelles la situation créée par la Déclaration unilatérale d'indépendance prendra fin au bout de quelques semaines par suite de sanctions facultatives insuffisantes et incohérentes, alors le peuple zambien ne veut entendre parler ni de ce réalisme ni de cet optimisme.

214. Le Gouvernement du Royaume-Uni a essayé par la persuasion et les menaces de recourir à des

mesures efficaces et à des sanctions facultatives. Le problème n'a pas été résolu. Ni le réalisme ni l'optimisme n'ont permis de rétablir les droits de 4 millions d'êtres humains dans la Rhodésie rebelle. En attendant, les troupes du Royaume-Uni s'emploient constamment à tuer des Arabes à Aden. Les êtres humains que l'on trouve à Aden sont-ils différents des Blancs rebelles de la Rhodésie?

215. Alors que les Nations Unies tardent à prendre une décision, les rebelles en Rhodésie ne perdent pas de temps et renforcent leur mainmise sur ce malheureux pays. Tous les membres du Comité spécial doivent savoir que les rebelles s'orientent maintenant vers un régime de séparation absolue des races. Des mesures législatives sont en train d'être élaborées au Parlement rebelle qui permettront bientôt d'établir ce régime. Le Président de la République de Zambie rejette énergiquement les allégations sans fondement des partisans réactionnaires de Smith et de sa clique selon lesquelles la Zambie est assoiffée de sang. La Zambie est un pays épris de paix. Tout ce qu'elle dit c'est que si le Gouvernement du Royaume-Uni juge bon de faucher les Arabes dans un pays arabe uniquement pour assurer sa présence dans ce pays jusqu'en 1968, alors elle ne voit pas pourquoi ce gouvernement n'est pas aussi résolu à défendre une juste cause. Le monde doit-il conclure que le Gouvernement du Royaume-Uni fait passer les liens de parenté avant tout? Or, ceux qui déclarent que c'est là une forme évidente de discrimination raciale sont accusés de manquer de réalisme et d'être assoiffés de sang! Pour le Président de la République il importe peu que le sang de Dieu coule dans des veines recouvertes par une peau rouge, brune, jaune ou noire. Aux yeux de Dieu, la valeur de ce sang est la même. La Zambie exige du Gouvernement du Royaume-Uni qu'il considère le sang noir en Rhodésie comme aussi sacré que le sang blanc. La Rhodésie est une colonie du Royaume-Uni tout comme Aden est actuellement un protectorat du Royaume-Uni.

216. Le Président de la République a toujours soutenu que si la vie d'un homme est sacrée lorsqu'il appartient à des communautés blanches, elle ne peut qu'être sacrée lorsqu'il appartient à ce que l'on appelle les races noires, à moins que Dieu n'ait créé deux espèces d'hommes mais de cela on ne voit la preuve nulle part dans le monde. Le Gouvernement du Royaume-Uni s'est beaucoup dégagé de ses obligations à l'égard du Comité spécial. Que veut-il accomplir en Rhodésie et quel est son objectif? Quelle est la raison des tueries à Aden? Si les Membres des Nations Unies qui souscrivent aux idées et aux principes de la Charte n'en respectent pas les dispositions, alors leur appartenance à l'organisme mondial n'est qu'une comédie.

217. Le Président parle ensuite de la campagne de diffamation extrêmement bien organisée qui est menée contre les pays qui luttent avec acharnement pour assurer la liberté et la justice à tous. Une campagne haineuse est menée dans la presse droite du Royaume-Uni et de la plupart des capitales de l'ouest. Cette presse décrit l'action de pays comme la Zambie avec une telle noirceur que même si un quart des articles qu'elle publie étaient vrais, ces pays se seraient effondrés depuis longtemps. Mais il s'agit de donner une idée erronée des efforts que la Zambie et ses amis font pour que la politique adoptée à l'égard de l'Afrique australe soit empreinte de bon sens et de réalisme. La campagne est bien financée et bien organisée et ce qui est tragique c'est que le public ait tendance à croire ce que ces

journalistes méthodiques mais mal intentionnés lui disent.

218. Le jour où a été célébrée la liberté de l'Afrique, M. Kaunda a dit que le Gouvernement du Royaume-Uni avait dupé le monde et les Nations Unies en leur faisant adopter une fausse stratégie et prendre un faux départ pour essayer de trouver une solution à la déclaration unilatérale d'indépendance. Après plusieurs mois d'interminables discussions sur des entretiens avec les rebelles, le Gouvernement du Royaume-Uni, à l'issue de la réunion au sommet sur le *S.S. Tiger* a annoncé tardivement que dorénavant il ne négocierait plus avec les rebelles et qu'il n'accorderait pas l'indépendance à la Rhodésie avant l'institution du suffrage universel. Ce sont là des déclarations bien venues par lesquelles le Royaume-Uni a énoncé de nobles principes, que la Zambie et ses amis ont du mal à lui faire reconnaître et respecter, mais qui, venant si tardivement d'un gouvernement dont on sait qu'il agit de façon imprévisible et qu'il a l'habitude de biaiser, ne méritaient guère d'être appréciées par le Gouvernement zambien: ce dernier voit, sous ces déclarations bien inspirées, l'intention du Royaume-Uni de se laver les mains du problème rhodésien.

219. Dès 1966, le Président de la République de Zambie a prévenu le Gouvernement du Royaume-Uni qu'il poursuivait une politique dangereuse, celle de la "défaite honorable". Il a qualifié la politique de "guerre prolongée" de déshonorante et de désastreuse et il est maintenant plus que jamais convaincu que le Gouvernement du Royaume-Uni n'a pas l'intention d'honorer ses obligations en Rhodésie. Il n'a aucune raison de croire le contraire. On lui a dit que le Gouvernement du Royaume-Uni était insensible à la critique en ce qui concerne la Rhodésie mais il croit que l'impuissance du Royaume-Uni devant la rébellion et ses déclarations vides de sens entrent dans le cadre d'un plan visant délibérément à tromper le monde. C'est là la tragédie de la Rhodésie. Le tableau est sombre et d'une franchise brutale.

220. Il est évident que le Gouvernement du Royaume-Uni sait fort bien que sa politique actuelle de sanctions ne donnera pas les résultats voulus. En même temps, l'usage de la force est pour lui tabou. On est donc forcé de conclure que ce gouvernement essaye de se décharger de ce problème sur l'Organisation des Nations Unies pour qu'on la rende entièrement responsable de ce que le Royaume-Uni n'a pas réussi à régler le problème. De la sorte, et en profitant de ce que l'Organisation de l'unité africaine semble actuellement incapable de prendre des mesures efficaces contre Smith et l'Afrique du Sud, le Royaume-Uni espère que la question rhodésienne sera enterrée, oubliée et que Smith s'en tirera comme l'Afrique du Sud l'a fait en 1910. C'est ce que l'orateur a voulu dire lorsqu'il a affirmé que les Nations Unies s'étaient engagées dans une voie sans issue lorsqu'elles avaient suivi les suggestions du Gouvernement du Royaume-Uni au sujet de la Rhodésie.

221. Au cours de ses délibérations, le Comité spécial doit pendant un moment réfléchir sérieusement à ses responsabilités touchant à la liberté des pays opprimés qui demandent à cor et à cri d'être vraiment représentés au sein du gouvernement de leur pays et à l'ONU. Le Comité a un devoir dont il doit s'acquitter en dehors de tous préjugés fondés sur la couleur ou la race.

222. Si la crise rhodésienne a montré le caractère dangereux de la politique du Royaume-Uni en Afrique

australe, la question du Sud-Ouest africain a révélé la collusion de certaines grandes puissances dans les affaires coloniales. Il est également évident que les grandes puissances font de l'obstruction à l'ONU. La résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale qui a mis fin au mandat de l'Afrique du Sud sur le Sud-Ouest africain aurait dû normalement conduire à la mise en place, dans le Sud-Ouest africain, d'un mécanisme administratif de l'ONU. Mais malheureusement, beaucoup de grandes puissances ont, pour des raisons de commodité personnelle, perdu de vue cet enchaînement logique des mesures et des événements: pour certaines d'entre elles, une présence des Nations Unies dans le Sud-Ouest africain entraînerait un affrontement diplomatique aussi bien que physique avec l'Afrique du Sud, bastion de leurs intérêts économiques et raciaux en Afrique australe; pour d'autres les conséquences de la prise en charge du Sud-Ouest africain par l'ONU évoquent le souvenir de la situation au Congo au début des années 1960 et des obligations financières qu'elle a entraînées. Aussi, ces puissances se sont-elles abstenues de voter.

223. Là encore, on a oublié les questions de principe; certaines grandes puissances ont pensé que les intérêts étroits qu'elles défendaient coïncidaient avec les espoirs et les objectifs de l'humanité. Si ce n'est pas là faire preuve d'un égoïsme bestial et trahir la paix et le bonheur du monde entier, alors M. Kaunda ne sait pas comment décrire cela. Assurément la crainte d'un affrontement avec l'Afrique du Sud n'a pas encouragé ces puissances à appuyer les principes sur lesquels repose la lutte pour les droits de l'homme.

224. Au milieu de tout le bruit que l'on a fait autour de la question du Sud-Ouest africain, un fait très net est apparu plus nettement que jamais auparavant; à savoir que les règles de la démocratie à l'ONU pouvaient être rendues inopérantes du fait de l'influence que certaines grandes puissances doivent à leur richesse. La majorité des Etats Membres ont, par leur vote, décidé de prendre des mesures pour appliquer la résolution de 1966 sur le Sud-Ouest africain. Mais sans l'appui matériel, financier et militaire des grandes puissances, la résolution 2248 (S-V), adoptée par l'Assemblée générale à sa cinquième session extraordinaire ne peut aboutir à rien. Le Président de la République de Zambie ajoute que l'Afrique ne va pas être toujours faible.

225. Si les grandes puissances hésitent tant sur la question du Sud-Ouest africain, il est facile d'imaginer ce qu'elles pensent de la question de l'Afrique du Sud proprement dite. Dans ce dernier pays on peut voir l'homme dans ce qu'il a de plus grossier, opprimer carrément son semblable et, alors que le monde avait été disposé à lutter contre les nazis, là les grandes puissances restent muettes: elles se laissent guider non pas par les nobles principes de la Charte mais par leurs intérêts économiques.

226. Récemment le monde a appris qu'une nouvelle mesure tragique avait été prise par des hommes qui ne se soucient guère des souffrances des humbles gens appartenant à leur société, qu'ils soient blancs ou noirs. Une fillette — Sandra Laing — née de parents blancs a été singularisée par le régime tout-puissant et opprimant de Vorster. Vorster, comme tout le monde le sait, a été pendant la guerre un admirateur et un partisan des nazis. La malheureuse fillette qui a été classée comme "non-Blanche", subira donc le traitement réservé aux non-Blancs dans ce pays. Est-il possible d'imaginer

quelque chose de plus dévastateur pour l'âme humaine? Les intéressés prétendent être des chrétiens et défendre les valeurs et la civilisation occidentales. Le Président préfère être un homme simple et terre à terre et croire en l'importance de l'homme quelle que soit sa couleur. C'est ce que la Zambie essaye de faire et le Gouvernement zambien ne s'excuse pas d'être non tribal et non racial.

227. La question de savoir si le Portugal doit, de Lisbonne, orienter contre leur volonté la destinée de millions de personnes en Angola et au Mozambique, doit être sérieusement examinée par la communauté internationale. Très peu d'Américains et d'Européens de l'actuelle génération savent ce que c'est que de subir le misérable sort des victimes des régimes coloniaux oppresseurs. A l'époque actuelle qui est une époque éclairée, il est inconcevable qu'un pays étranger assujettisse un peuple à un régime qui ne lui donne pas voix au chapitre lorsqu'il s'agit de l'administration de ses affaires. Il faut raviver l'esprit qui animait l'Assemblée générale lorsqu'elle a adopté sa résolution sur la décolonisation pour ramener de nouveau la réalité au centre du débat. Cela dépend des membres du Comité spécial pris individuellement et collectivement en tant que représentants de leurs gouvernements respectifs.

228. Le Président de la République supplie les représentants de dire aux Etats Membres des Nations Unies que les populations de l'Afrique australe souffrent véritablement, les Angolais et les Mozambiquais ne demandent rien de plus que le rétablissement de leurs droits naturels à la liberté et à la justice, la pratique du fair play et leur pleine participation au développement de leur patrie, sans obstacles institutionnels visant à contrecarrer leurs efforts en vue de bâtir des sociétés stables et soucieuses de progrès.

229. Il faut amener les puissances qui ont les moyens d'assurer la stabilité dans la liberté et la justice à comprendre que leur retard, leurs réticences, leur égoïsme ou l'inopportunité de leur action ont des conséquences extrêmement graves non seulement pour les populations de l'Angola, du Mozambique, de la Rhodésie du Sud et du Sud-Ouest africain mais aussi pour elles-mêmes, pour les Membres des Nations Unies et en vérité pour l'humanité tout entière.

230. Par une étrange ironie du sort, les pays mêmes qui ont principalement contribué à la création de l'Organisation des Nations Unies, à l'élaboration de sa Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme ont chassé de leur esprit les principes mêmes sur lesquels ils ont, il y a 20 ans, fait reposer leurs affirmations solennelles. Il serait préférable que ces pays déclarent publiquement qu'ils n'adhèrent plus à ces principes au lieu de défendre du bout des lèvres la cause de la liberté et de la justice.

231. Tels sont certains des problèmes inquiétants auxquels le Comité spécial devra trouver des solutions. Les problèmes de l'Afrique australe présentent un très grave danger pour la paix et la sécurité internationales. L'Afrique australe est pour ainsi dire un volcan assoupi : personne ne sait quand il entrera en activité mais tout le monde sait qu'il le fera certainement. Lorsque cela arrivera, les résultats seront désastreux.

232. Il existe ainsi un très grave danger de voir une troisième guerre mondiale éclater non seulement pour des raisons raciales mais aussi pour des raisons idéologiques. La race étant un aspect de la nature humaine qui la rend très susceptible, une telle guerre

serait non pas une guerre de conquêtes mais une guerre d'extermination et elle ferait certainement ressembler la seconde guerre mondiale à un jeu. Ce serait vraiment une guerre qui mettrait fin à toutes les guerres, car il ne resterait personne pour en raconter l'histoire ou pour parler de paix ou de guerre. Il est donc tragique que les grandes puissances traitent des problèmes de l'Afrique australe avec la légèreté d'esprit des acteurs d'un mélodrame. S'il vaut mieux prévenir que guérir, alors l'ONU qui, dans le véritable esprit de sa Charte, représente dans une large mesure ce à quoi l'homme tient, doit prendre immédiatement des mesures préventives efficaces.

233. Le Président de la République demande au Comité de lui pardonner si en prononçant ces paroles assez dures sur certains Membres des Nations Unies, il a donné l'impression que le Comité est mis en jugement en Zambie : tel n'est pas le cas, loin de là. Il essaye simplement de faire comprendre au Comité que le peuple zambien considère que la situation en Afrique australe est grave et que certains Etats Membres des Nations Unies ne se font pas la même image de la situation. Les êtres humains qui souffrent de l'oppression et qui sont victimes de lois inhumaines ont besoin de l'appui des Nations Unies, c'est-à-dire de la collectivité internationale libre. Mais le Président espère sincèrement qu'au cours de son séjour en Zambie, le Comité spécial s'armera de plus de faits afin de pouvoir, grâce aux observations qu'il aura faites sur place, trouver des solutions opportunes et plus efficaces qui permettent d'humaniser et de libérer cette partie du continent africain.

234. Il n'est guère besoin de rappeler au Comité spécial qu'il est tenu en haute estime par le peuple de Zambie, car c'est en lui que les millions d'opprimés dans le monde entier ont mis leur espoir de liberté et de justice. Quelles raisons a-t-on de se sentir heureux et libre lorsque le reste de l'humanité languit dans le bourbier de l'esclavage et de l'oppression? La mission du Comité fait donc appel non seulement à la foi mais aussi à l'action.

235. Le peuple de Zambie croit en l'ONU. Le Comité spécial peut compter sur le peuple zambien bien qu'il soit assailli par de multiples problèmes. La Zambie a tout juste trois ans d'âge. Elle n'est donc pas forte au sens classique du terme mais elle fera tout ce qui est en son pouvoir pour appuyer la noble cause qui a amené le Comité à se rendre en Afrique.

236. Le peuple zambien n'est que trop conscient du fait que l'organisme mondial que le Comité représente reflète véritablement les sentiments de chacun de ses Membres. Si ces derniers décidaient de rendre l'ONU puissante, celle-ci deviendrait puissante et vice versa. La Zambie croit en l'Organisation des Nations Unies et la veut forte. La Zambie quoiqu'elle soit petite et jeune lui donnera donc tout l'appui qu'elle est capable de donner. Elle ne saurait faire mieux.

237. Le Président de la République assure les membres du Comité qu'ils sont les bienvenus en Zambie et que le peuple zambien fera tout son possible pour rendre agréable leur séjour dans le pays. Il souhaite au Comité spécial beaucoup de succès dans ses délibérations.

Déclarations générales

238. Le Président parlant au nom de tous les membres du Comité spécial, remercie vivement le président Kaunda de son discours extrêmement émou-

vant et sincère qui mérite d'être soigneusement étudié, son auteur étant un des hommes d'Etat d'Afrique les plus respectés et une personnalité hautement estimée pour son courage et sa magnanimité à l'égard tant de ses amis que de ses ennemis. Etant fondées sur les réalités du cruel affrontement des champions du colonialisme en Afrique australe, les considérations et les vues que le président Kaunda a exprimées aideront beaucoup le Comité dans sa tâche, cela ne fait pas de doute.

239. Le Comité spécial est profondément reconnaissant au Président, au Gouvernement et au peuple de Zambie de leur invitation qui lui a permis de poursuivre ses travaux en Afrique, à Kitwe. En 1965, le Comité a eu l'honneur insigne de se réunir à Lusaka sur l'invitation du Gouvernement et du peuple de la Zambie. Les documents officiels du Comité témoignent de l'importance des décisions prises à ces réunions et montrent combien le Comité a sincèrement apprécié l'hospitalité et les recours fraternels qui lui ont été accordés par le Gouvernement et le peuple de Zambie. Le discours que le président Kaunda a prononcé à l'ouverture de la réunion à Lusaka en 1965 n'a pas perdu de son actualité.

240. Dans ce discours il avait souligné que le moment était venu pour les Etats Membres de faire des Nations Unies une force agissante plutôt qu'une tribune du haut de laquelle prononcer des discours, et, pour donner plus de poids à son plaidoyer dans ce sens, il a prévenu le monde de ce qui se produirait si les puissances administrantes continuaient à ne pas faire preuve d'esprit de coopération dans l'exécution des résolutions des Nations Unies relatives aux territoires coloniaux en Afrique australe. Aujourd'hui soit deux ans plus tard, ce discours se lit comme une prophétie qui s'est réalisée, notamment en ce qui concerne la Rhodésie du Sud.

241. C'est un grand plaisir pour le Président du Comité spécial d'être en Zambie: c'est comme si on était de nouveau chez soi. Peu de pays reflètent si bien le triste passé et les merveilleuses perspectives d'avenir du grand continent africain. Le fait qu'il en soit ainsi n'est pas à l'honneur du système colonialiste moribond mais équivaut à sa sévère condamnation.

242. Comme on le sait bien, la Zambie a tenu une place importante dans les projets des mégalomanes qui ont rêvé d'un empire s'étendant sans solution de continuité du Cap au Caire. Des hommes ambitieux et sans scrupules attirés par les richesses de l'Afrique qui éveillaient les convoitises, et appuyés par les puissances impérialistes, se sont livrés à une exploitation impitoyable des ressources humaines et matérielles de la Zambie au profit exclusif des intérêts et des puissances qu'ils représentaient.

243. Le point culminant de ce déplorable processus a été la création, en dépit de l'opposition des populations africaines, de la Fédération d'Afrique centrale. Conçue dans le but de retarder la fin inévitable du colonialisme, d'imposer une association unilatérale établissant des rapports de maîtres à esclaves et de permettre aux colons racistes de la Rhodésie du Sud de participer encore plus efficacement au pillage sans merci des richesses de la Zambie, cet indigne plan méritait assurément d'échouer. Son échec est en grande partie dû à l'esprit de décision et de solidarité du peuple zambien agissant sous la direction de l'United National Independence Party et de son Président, M. Kenneth Kaunda.

244. La Zambie a vraiment de la chance d'avoir produit un aussi digne fils de l'Afrique que le président Kaunda. Etant un homme droit, sincère, dévoué et humble, il possède les vertus qui sont exactement celles qu'il faut pour susciter chez le peuple zambien les réactions les plus nobles. Et ces qualités et ces réactions sont actuellement nécessaires car la Zambie se trouve directement mêlée à la campagne contre l'*apartheid*, un des plus grands événements épiques de la seconde moitié du xx^e siècle. Pris comme dans un étau entre la volonté de toute l'Afrique de renverser le régime raciste illégal de la Rhodésie et le besoin indéniable de survivre, un pays moins courageux et moins uni aurait depuis longtemps fléchi. En fait, on pourrait dire que c'est ce qu'ont fait certains pays d'Afrique qui étaient moins dangereusement exposés.

245. Mais la Zambie sous la direction du président Kaunda est restée ferme et intrépide. Ce faisant, elle a donné de l'espoir et du courage à toute l'Afrique et aux populations africaines du Zimbabwe en lutte, ce qui n'est pas le moindre de ses mérites. L'exemple de la Zambie brillera comme une lumière qui éclairera et inspirera les délibérations et les efforts du Comité spécial au cours de sa présente session.

246. A Kitwe le Comité spécial apportera toute son attention à l'examen de la situation des populations et du territoire de la Rhodésie. La résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale s'applique et continuera de s'appliquer à cette colonie malgré les tentatives faites pour nier ce fait. En déniaient depuis longtemps et continuellement les droits de la population autochtone du territoire à l'autodétermination et à l'indépendance on a dans une large mesure fait naître la situation déplorable qui existe actuellement. Le régime de néo-*apartheid*, les lois foncières discriminatoires et le fait d'exclure les populations africaines de toute participation significative à la vie économique et politique de leur pays ont constitué et continuent de constituer une violation flagrante des droits de l'homme fondamentaux.

247. Après la dislocation de la Fédération, on espérait que les droits de la population africaine de la Rhodésie du Sud à l'autonomie et à l'indépendance fondées sur une rentable démocratie seraient enfin reconnus. Le Royaume-Uni a préféré se livrer ouvertement et secrètement à des manœuvres qui ont entraîné la trahison des intérêts de la grande majorité de la population et le repliement de la minorité des colons racistes sur elle-même. Pendant tous ces stratagèmes et préparatifs honteux, si le Gouvernement du Royaume-Uni avait fermement témoigné de son respect des droits légitimes de la population autochtone et de sa volonté de les appuyer, cela aurait certainement eu d'heureux effets. Au lieu de cela, les tergiversations et la collusion implicite ont entraîné la grave situation actuelle. Quiconque a étudié le problème dans son ensemble ne peut s'empêcher de saluer le Gouvernement et le peuple de la Zambie pour leur attitude héroïque à l'égard du régime Smith, laquelle leur coûte beaucoup en ressources humaines et matérielles. Du fait des manigances colonialistes de la Puissance administrante qui était aidée et encouragée par des intérêts étrangers économiques et autres, la Zambie au moment de son indépendance dépendait beaucoup de la Rhodésie du Sud pour son bien-être économique, notamment en ce qui concerne les télécommunications, les moyens de transports et de nombreux produits de première nécessité. Ce qui explique qu'emporté par sa folie, le régime Smith, au moment de la déclaration unilatérale d'indépendance,

ait imaginé qu'il avait un atout à jouer si la Zambie ne se conformait pas à ses sinistres plans racistes. Il n'est pas surprenant qu'aux tentatives du régime Smith de rançonner la Zambie par un processus d'étranglement économique le Gouvernement et le peuple zambiens aient répondu en adoptant une magnifique attitude de défiance en dépit des lourds sacrifices et des sérieux bouleversements que cela entraînait pour eux. Qui plus est, la Zambie n'a pas cessé d'apporter son chaleureux appui aux populations africaines qui luttent contre le régime raciste de Salisbury pour obtenir leur liberté et leur indépendance. Contrairement à ce qu'attendait le régime Smith, la République de la Zambie a continué à avoir foi dans la population africaine du Zimbabwe.

248. La louable attitude du Gouvernement et du peuple de la Zambie à l'égard du régime raciste et réactionnaire de Smith lui a valu le respect et l'admiration de tous les peuples attachés à la liberté. C'est pourquoi il est tout à fait séant que le Comité spécial ouvre ses débats en Zambie par la question de la Rhodésie du Sud. A Kitwe, le Comité recueillera le témoignage des représentants de ceux qui luttent pour la liberté dans le Zimbabwe, cherchera à obtenir des renseignements complémentaires sur les récents événements qui se sont déroulés dans ce territoire et étudiera de première main, près du lieu du conflit, tous les aspects de ce grave problème. Le Comité accordera aussi son attention aux pétitionnaires et écoutera ce qu'ils auront à dire au sujet de l'Angola, du Sud-Ouest africain et du Souaziland.

249. Le Comité spécial considère que la question de la Rhodésie du Sud constitue une grave menace à la paix et à la sécurité internationales. Le mépris dans lequel le régime raciste de Salisbury tient l'ensemble de la communauté internationale appelle des mesures décisives contre ce régime et ses partisans, en particulier l'Afrique du Sud et le Portugal. Il y a lieu de rappeler que si maintenant, c'est-à-dire fort tardivement, la communauté internationale est obligée de faire face à une intolérable situation pour y mettre fin, c'est parce que le Gouvernement du Royaume-Uni n'a eu aucun scrupule à ne pas s'acquitter d'une responsabilité juridique qu'il a toujours considérée avec insistance comme lui appartenant.

250. Le Président espère que les réunions du Comité à Kitwe permettront d'éclaircir le problème davantage et d'arriver à des conclusions et des recommandations qui conduiront sans tarder à une solution compatible avec la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

251. Il manquerait à son devoir s'il ne lançait pas un appel aux combattants de la liberté pour qu'ils s'unissent, car tant qu'ils seront désunis ils constateront que les forces qui peuvent être utilisées pour lutter contre le colonialisme sont gaspillées en luttes fratricides. S'ils restent désunis, ils verront leurs souffrances se prolonger et le jour de leur libération être remis à plus tard. Mais s'ils s'unissent, ils verront se renforcer la lutte contre le colonialisme, se rassembler toutes leurs forces contre les oppresseurs et se rapprocher le jour de leur indépendance. Le Président invite les représentants du mouvement de la liberté qui se trouvent dans la salle et au-dehors à faire preuve d'unité dans la pensée, dans les objectifs et par-dessus tout dans l'action.

252. Il est sûr que les travaux du Comité spécial à Kitwe auront des résultats positifs et importants.

253. Le représentant de l'Inde remercie sincèrement le Président, le Gouvernement et le peuple de la Zambie d'avoir, avec tant de générosité, invité le Comité à se réunir à Kitwe. Les membres du Comité apprécient vivement l'hospitalité qui leur est offerte, ainsi que l'enthousiasme débordant de la population. Cette invitation est une preuve tangible de l'intérêt profond et sincère que portent le président Kaunda et le peuple zambien à la décolonisation. Il n'est guère nécessaire de rappeler la contribution vitale qu'apporte la Zambie à l'élimination des injustices et des affronts partout dans le monde. Le fait que les dirigeants de la Zambie ont choisi le 24 octobre, anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies, comme date de leur libération du joug colonial est une preuve concluante de leur attachement aux idéaux de la Charte. La désignation de la Zambie, par le groupe des pays africains à l'Organisation des Nations Unies, comme un des trois pays représentés au Conseil pour le Sud-Ouest africain est une preuve supplémentaire du rôle de premier plan que joue ce pays dans les affaires africaines. Le fait de pouvoir visiter la Zambie et d'entendre personnellement son Président est, pour le représentant de l'Inde, la réalisation d'un vœu de longue date.

254. Le discours émouvant prononcé par le président Kaunda ne peut manquer de servir d'inspiration à quiconque s'intéresse tant soit peu au bien-être des millions de gens qui souffrent encore sous le joug colonial. L'allusion du Président à la déclaration qu'il a faite devant la Quatrième Commission cinq ans plus tôt est à la fois une source de satisfaction et un rappel. C'est en effet une source de satisfaction de voir une personne qui a pris la parole à l'Organisation des Nations Unies en tant que pétitionnaire occuper une position aussi importante, mais il faut en même temps se rappeler que la lutte contre le colonialisme est presque toujours longue et acharnée et souvent décourageante. L'analyse des problèmes coloniaux en Afrique méridionale présentée par le président Kaunda est la meilleure que le Comité spécial ait jamais entendue. Le discours du président Kaunda a fait une très forte impression sur la délégation indienne qui s'efforcera de se montrer à la hauteur des nobles objectifs qu'il a définis. Il faut espérer que les milieux intéressés tiendront compte de la mise en garde du président Kaunda: l'Afrique méridionale est un volcan endormi qui pourrait se réveiller un jour si les puissances coloniales ne se rangent pas du côté du droit et de la justice.

255. Au cours des réunions qu'il tiendra à Kitwe, le Comité spécial accordera naturellement une attention particulière à la question de la Rhodésie du Sud; la délégation indienne fera connaître en détail son point de vue sur cette question à un stade ultérieur. A son avis, le Royaume-Uni est seul responsable de l'état de choses déplorable au Zimbabwe. Par ce qu'il a fait comme par ce qu'il a omis de faire, le Gouvernement du Royaume-Uni a encouragé la minorité farouchement raciste de la Rhodésie du Sud à poursuivre ses desseins néfastes. S'il avait pris les mesures nécessaires et donné un avertissement sévère aux racistes rhodésiens, la situation actuelle ne se serait jamais produite. La délégation indienne condamne dans les termes les plus énergiques la saisie illégale et injuste du pouvoir par une fraction insignifiante de la population, aux dépens de près de 95 p. 100 de ceux à qui le Zimbabwe appartient de droit. Les mesures timides et dépourvues de sens qu'il a prises jusqu'ici ont prouvé de façon concluante que le Royaume-

Uni était incapable de se rendre maître de la situation. A moins que le Gouvernement du Royaume-Uni ne se montre prêt à user de la force contre le régime rebelle, il ne sera pas possible de soumettre Ian Smith et ses acolytes. Il faut prendre extrêmement au sérieux l'appel au recours à la force lancé par un homme connu pour sa sincérité, son amour de l'humanité et son exhortation à la non-violence. L'Inde réclame pour ses frères du Zimbabwe, à qui elle continuera à apporter tout son appui tant au sein du Comité qu'ailleurs, l'indépendance immédiate et inconditionnelle sur la base du principe "à chacun une voix".

256. L'Inde est particulièrement heureuse de ce que le Comité spécial se réunisse en Zambie, pays avec lequel elle entretient les relations les plus cordiales. La Zambie et son Président jouissent de la plus haute estime du Gouvernement et du peuple indiens et de leur profonde admiration pour le dynamisme et la volonté ferme dont ils font preuve en s'attaquant à leurs multiples problèmes. Les deux pays appartiennent au groupe des pays dont l'économie est en voie de développement; un vaste champ s'offre donc aux deux pays pour une coopération mutuellement profitable. L'historique de cette coopération depuis l'indépendance de la Zambie témoigne éloquemment de l'amitié qui existe entre les deux pays et le voyage prochain du président Kaunda en Inde, que le Gouvernement et le peuple indiens attendent avec impatience, contribuera à les rapprocher encore davantage.

257. En conclusion, la délégation indienne salue le peuple de la Zambie et lui souhaite le plus grand succès dans ses efforts.

258. Le représentant de l'*Ethiopie* remercie le président Kaunda, le Gouvernement et le peuple de la Zambie d'avoir invité le Comité spécial à tenir certaines de ses réunions à Kitwe, ainsi que de leur chaleureuse hospitalité. La délégation éthiopienne a été profondément touchée par le discours d'ouverture franc, sincère et émouvant du Président. Ceux qui l'ont connu alors que la Zambie luttait encore pour son indépendance, n'ont pas été surpris par le ton et la teneur de ce discours, mais y ont retrouvé le cachet d'un homme que les attributs du pouvoir n'ont pas changé et qui, malgré les vicissitudes de la vie, a gardé le courage de ses convictions, un homme dont le dévouement à la tâche a été à toute épreuve. L'Afrique et le monde entier auraient aujourd'hui grand besoin de plus de dirigeants comme lui.

259. La délégation éthiopienne souscrit entièrement à l'analyse détaillée du problème sud-rhodésien faite par le Président du Comité et le président Kaunda. Elle est fort inquiète de constater que la situation en Rhodésie a encore empiré depuis la dernière fois que le Comité spécial a examiné la question. Malgré tous les démentis, le régime rebelle de Ian Smith, aidé et encouragé de toute évidence par le Royaume-Uni qui est la Puissance administrante, se soucie de moins en moins de l'opinion publique internationale et a adopté des mesures de répression encore plus sévères à l'égard des masses d'Africains du Zimbabwe. Il élabore maintenant une constitution destinée à sanctionner la domination de la minorité et le racisme. Pour essayer de réprimer la lutte légitime du peuple africain pour l'indépendance, le régime illégal emprisonne et massacre les vaillants fils du Zimbabwe et, sans doute avec l'aide de l'Afrique du Sud, cherche à introduire l'*apartheid*. On a de la peine à croire que cela puisse se faire sans la complicité du Royaume-

Uni. Le fond du problème de la Rhodésie du Sud a été et demeure le refus du Royaume-Uni d'assumer honnêtement ses responsabilités et de mettre les intérêts de la majorité de la population au-dessus de ceux de la minorité à laquelle l'attachent des liens étroits. Vu l'ensemble des problèmes qui se posent en Afrique méridionale, cette attitude comporte de graves dangers. La mise en garde du président Kaunda que le volcan au repos de l'Afrique méridionale pouvait entrer en activité à n'importe quel moment est donc très opportune. Il faut faire comprendre au Royaume-Uni que le monde ne se laissera pas décevoir par des "entretiens sur des entretiens" et des sanctions obligatoires qui n'étaient nullement destinées à apporter une amélioration sensible à la situation des masses africaines du Zimbabwe. De l'avis de la délégation éthiopienne, la seule solution honorable que le Royaume-Uni puisse choisir, s'il veut garder le respect de l'Afrique et du monde, c'est d'écraser la rébellion en Rhodésie du Sud.

260. L'*Ethiopie* déplore la tendance qu'a le Gouvernement du Royaume-Uni de se soustraire à son devoir qui incombe bien à lui, quel que soit son désir de s'en remettre à l'Organisation des Nations Unies pour résoudre le problème.

261. Tandis que la lutte pour la libération de la forme cruelle de colonialisme pratiquée par les colons de Rhodésie se poursuit inexorablement, le Comité spécial devrait adresser un appel aux mouvements nationalistes pour qu'ils serrent leurs rangs et fassent front commun devant l'ennemi. La délégation éthiopienne souscrit entièrement à l'appel fervent en ce sens lancé par le Président, car les mouvements nationalistes du Zimbabwe ne peuvent pas se permettre de rester désunis à un moment aussi critique de l'histoire de leur nation.

262. En ce qui concerne le Sud-Ouest africain, l'Assemblée générale, à sa cinquième session extraordinaire, a fait un pas de plus vers l'application de sa résolution 2145 (XXI) du 27 octobre 1966, en décidant à l'unanimité de retirer le mandat à l'Afrique du Sud et en prenant des dispositions pour que le territoire relève directement de la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies. Par sa résolution 2248 (S-V), du 19 mai 1967, l'Assemblée générale a décidé de créer un Conseil des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain et de nommer un commissaire chargé d'administrer le territoire. Cette mesure positive a été accueillie avec satisfaction par tous les peuples épris de paix et il faut espérer que les grandes puissances dont dépend son application effective comprendront qu'elles auraient intérêt à appuyer sans réserve l'Organisation des Nations Unies. Le régime fasciste de l'Afrique du Sud continue à méconnaître les résolutions de l'Assemblée générale, mais, devant faire face à la dernière attaque politique tant sur le plan international qu'à l'intérieur du territoire, Vorster et son conseil de guerre se sont vus réduits à employer un expédient futile qui consiste à essayer de jeter de la poudre aux yeux du monde en offrant "à chacun une voix" dans certaines parties du Sud-Ouest africain, procédé qui ne trompe personne. L'Afrique du Sud devrait reconnaître qu'elle a cessé d'être l'autorité mandataire pour le Sud-Ouest africain en octobre 1966 et que par conséquent le seul organe compétent pour acheminer le Sud-Ouest africain vers l'autodétermination et l'indépendance est celui qu'a créé l'Organisation des Nations Unies.

263. Il convient également d'appeler l'attention sur le grave problème de la discrimination raciale en Afrique du Sud. La révolution anticoloniale a fait disparaître la discrimination raciale comme critère dans les relations internationales, mais dans certains territoires cette pratique a encore cours; la victime est en général la race noire et la région où elle est appliquée — l'Afrique coloniale. Sur la majeure partie du continent africain, l'homme blanc a été privé de son pouvoir et de ce fait même le système odieux de la discrimination raciale a été éliminé, mais il persiste encore aujourd'hui précisément dans les colonies portugaises, en Rhodésie du Sud, dans le Sud-Ouest africain et en Afrique du Sud. Le Comité spécial, qui représente la conscience morale de l'humanité entière et qui a été créé comme un organisme de vigilance chargé d'œuvrer sans répit en vue de l'élimination totale de ce mal qu'est le colonialisme, devrait s'occuper au même titre de la discrimination raciale.

264. En conclusion, le représentant de l'Éthiopie réitère l'appel du président Kaunda pour un renouveau de l'esprit qui a amené l'Organisation des Nations Unies à adopter en 1960 sa résolution historique sur la décolonisation. Si l'action du Comité spécial et les témoignages émouvants des pétitionnaires des régions qui souffrent encore sous le joug du colonialisme et des préjugés raciaux pouvaient contribuer dans une certaine mesure à placer l'ensemble du problème du colonialisme dans une nouvelle perspective, le Comité aurait accompli sa tâche.

265. Le représentant du Chili exprime au Gouvernement de la République de Zambie la vive gratitude de sa délégation pour l'hospitalité généreuse dont le Comité spécial bénéficie pendant son séjour en Zambie. L'invitation du Gouvernement zambien permet en effet au Comité de se réunir pour la deuxième fois sur cette terre de liberté, où il a eu le privilège d'entendre les propos élevés dont le contenu humain est marqué au coin de la plus absolue sincérité du président Kaunda que l'on retrouve, inlassable, à la pointe de la lutte contre le colonialisme.

266. Les Chiliens connaissent et admirent la personnalité dynamique du président Kaunda, car le Gouvernement et le peuple chiliens ont eu le privilège de le recevoir en tant qu'hôte d'honneur, et sa présence, comme les paroles qu'il a prononcées, ont produit une profonde impression dans tous les milieux chiliens. Tous ont reconnu en lui un homme d'État éminent qui conduit son peuple d'une main sûre, avec une lucidité extraordinaire, sur la voie du progrès et d'une prospérité sans cesse croissante.

267. Pour les Chiliens, le président Kaunda est, avant toute autre chose, un grand *leader* africain, que l'on trouve à la tête du combat mené pour jeter bas les derniers bastions d'un régime colonial odieux et pour en finir avec la discrimination raciale et avec les atteintes portées aux droits de l'homme. Par les sacrifices qu'elle a consentis, la Zambie a donné la preuve de son attachement à la cause de la libération de l'Afrique et de sa détermination d'apporter un appui efficace à cette cause. Dans cette lutte profondément juste, le président Kaunda et le peuple zambien savent qu'ils peuvent compter sur la solidarité sincère et sur le plein appui du Chili. Sur cette terre de liberté, la délégation chilienne assure une fois de plus de son soutien le peuple du Zimbabwe soumis à la cruelle tyrannie du régime raciste et minoritaire de Ian Smith. On ne saurait, sans mettre gravement en danger la

paix dans le monde, tolérer beaucoup plus longtemps le maintien de ce régime qui foule aux pieds les droits de l'homme et jette un défi à la conscience de la communauté internationale. Les sanctions économiques adoptées par le Conseil de sécurité ont été intégralement appliquées par le Chili ainsi que par l'immense majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, comme l'a fait observer le président Kaunda, ces sanctions ne suffisent pas, à elles seules, à renverser le régime rebelle de Ian Smith, en raison de l'aide considérable que lui apportent ceux qui sont ses alliés dans l'entreprise criminelle qui vise à maintenir le colonialisme et la discrimination raciale en Afrique australe. Cette alliance impie ne surprendra personne. Elle ne fait que renforcer le courage et la détermination de ceux qui luttent pour la liberté de la Rhodésie du Sud, des territoires sous domination portugaise et du Sud-Ouest africain. Il sera manifestement nécessaire d'employer des moyens infiniment plus énergiques pour attaquer le mal à sa racine. C'est par la force que le Royaume-Uni doit écraser la rébellion. C'est aux peuples opprimés eux-mêmes qu'il appartient, avant toute autre chose, de s'unir pour que cette entreprise d'une importance vitale soit couronnée de succès. La délégation chilienne appuie pleinement l'appel à l'unité lancé ici même par le Président du Comité spécial. Cependant, la communauté internationale porte, elle aussi, la responsabilité collective de cette situation lamentable et elle se doit, de ce fait, de mener une action efficace pour venir à bout du colonialisme et de la discrimination raciale.

268. Les pays latino-américains, et notamment le Chili, ont coopéré avec leurs frères d'Afrique et d'Asie au sein de l'Organisation des Nations Unies pour faire adopter les résolutions tendant à libérer le Zimbabwe, l'Angola, le Mozambique et la Guinée dite portugaise. L'Assemblée extraordinaire des Nations Unies, convoquée à l'effet de traiter des moyens à mettre en œuvre pour faire appliquer la décision historique d'octobre dernier en vertu de laquelle l'Organisation des Nations Unies doit assumer la pleine responsabilité du Sud-Ouest africain, vient de prendre fin il y a quelques jours à peine. A cette occasion, les nations latino-américaines ont donné une preuve de plus de la solidarité qui les unit à l'Afrique et à l'Asie en présentant et en appuyant sans réserve une résolution commune tendant à ce que les Nations Unies assument directement l'administration du Sud-Ouest africain pour lui permettre d'accéder à l'indépendance par voie d'autodétermination.

269. Le représentant du Chili se déclare convaincu que le travail accompli par le Comité spécial sur cette terre hospitalière contribuera à avancer l'heure de la libération des peuples encore soumis au régime colonial sur le continent africain. La République de Zambie aura la satisfaction d'avoir contribué de façon noble et efficace à l'effort commun.

270. Le représentant de l'Iran rappelle qu'en prenant congé du Comité spécial à la fin de son voyage de 1965, le président Kaunda avait exprimé l'espoir que le Comité n'aurait jamais à revenir. En exprimant cet espoir, que partagent tous les peuples épris de liberté, il formulait un vœu sincère pour le succès des efforts déployés par le Comité et la liquidation rapide du colonialisme. Si le Comité se trouve de nouveau en Zambie sur l'invitation du Président lui-même, qui avec son gouvernement et le peuple de la Zambie a offert aux membres du Comité une si généreuse hoshi-

talité, ce n'est pas parce que le Comité n'aurait pas rempli son mandat, mais parce que la Puissance administrante intéressée ne s'est pas acquittée des tâches qui lui incombent aux termes de la Charte. L'indépendance a été proclamée unilatéralement en Rhodésie du Sud et le régime rebelle de Ian Smith a été mis en place malgré les mesures prises par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. La situation n'a fait qu'empirer et une huile des plus inflammables a été jetée sur le feu en Afrique méridionale.

271. Dans son brillant discours d'ouverture, le président Kaunda a brossé un tableau de l'Afrique méridionale qui n'a sans doute pas manqué d'émouvoir même les plus endurcis. Il a décrit non seulement les souffrances et les privations des victimes, mais aussi les actes irresponsables des coupables. Ce discours a été prononcé par un homme qui, de toute évidence, s'intéresse de très près à l'esprit et à l'âme, tout en restant entièrement conscient des réalités amères qui l'entourent. Le Président du Comité s'est fait l'interprète des sentiments de tous les membres du Comité lorsqu'il a déclaré que la Zambie devait s'estimer heureuse d'avoir produit un fils aussi digne de l'Afrique et que ses qualités évoqueront sans doute les plus nobles échos au sein du peuple zambien. Le discours du président Kaunda servira de guide et d'inspiration au Comité dans ses travaux.

272. A l'occasion de ce nouveau voyage, les membres du Comité spécial peuvent se rendre compte par eux-mêmes des grands progrès réalisés par la Zambie. La réunion, trois mois plus tôt, dans la même salle, des 800 participants au Congrès national de la Zambie intitulé "Réalisation 1967" témoigne de la volonté du gouvernement de poursuivre et d'intensifier la mise en œuvre de son programme de développement, malgré les difficultés créées par le problème de la Rhodésie du Sud. La Conférence du cuivre qui s'est tenue à Lusaka est une nouvelle preuve des succès obtenus par la Zambie dans sa lutte pour le progrès et la prospérité. Les problèmes à l'étude sont dus à la situation explosive créée par certains colons racistes de la Rhodésie du Sud, du Sud-Ouest africain et des territoires administrés par le Portugal, qui persistent à faire fi des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Ces colons ont en outre consolidé systématiquement leur emprise sur les vastes masses d'Africains, intensifiant le régime de terreur qu'ils ont institué pour se protéger de la colère du peuple, dans l'espoir de pouvoir perpétuer leur exploitation et leur domination. Mais la volonté des Africains de vaincre les forces de l'obscurantisme et de l'oppression reste inébranlable. Au cours des réunions tenues à Kinshasa, le Comité spécial a entendu de nouveaux témoignages sur la manière dont le Portugal administre les territoires sous sa domination et en particulier l'Angola et la Guinée (Bissau). Le Comité a également appris que diverses organisations angolaises luttent activement pour la libération; un combat analogue se poursuit en Guinée (Bissau) et au Mozambique. Les nationalistes ont été à maintes reprises exhortés, notamment par le Président du Comité spécial, à s'unir afin d'obtenir les meilleurs résultats dans les plus brefs délais possibles.

273. Dans la belle ville de Kitwe, qui est le centre industriel de la Zambie, le Comité spécial espère entendre des pétitionnaires du Zimbabwe, du Sud-Ouest africain et du Souaziland. Les renseignements qu'ils lui fourniront seront extrêmement utiles au Comité, qui

pourra en même temps assurer les pétitionnaires qu'ils ne sont pas seuls dans la lutte pour la liberté et l'indépendance.

274. Le Gouvernement iranien, dont les représentants ont été parmi ceux, peu nombreux, qui ont participé à l'élaboration et à la rédaction de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ne ménagera aucun effort pour obtenir la liquidation rapide du colonialisme. Il a déjà pris les mesures recommandées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale pour faire tomber le régime rebelle de Rhodésie du Sud et continue à exiger la libération de tous les prisonniers politiques et en particulier des dirigeants africains tels que M. Nkomo et M. Sithole.

275. Dans sa politique anticoloniale et antiraciste, le Gouvernement iranien est mu par un vif désir de paix et de justice. Il reconnaît qu'il ne saurait y avoir de paix durable en Afrique aussi longtemps que les forces néfastes de l'oppression et de l'exploitation n'auront pas été vaincues et aussi longtemps que tous les Africains n'auront pas retrouvé leur dignité, leur pleine liberté et la jouissance de tous leurs droits. Aucune paix n'est possible aussi longtemps qu'un cas aussi odieux que celui de Sandra Laing peut se reproduire. Le moment de la libération des derniers vestiges du colonialisme en Afrique est proche mais pour hâter son arrivée il faut que les divers groupes nationalistes fassent front commun contre l'opresseur. On ne saurait exagérer l'importance vitale que revêt l'unité de tous ceux qui luttent pour la liberté. Le représentant de l'Iran réitère donc les sages appels lancés par le Président du Comité. L'unité ne contribuera pas seulement à hâter considérablement l'accès des parties restantes de l'Afrique à la liberté et à l'indépendance mais grâce à elle se réalisera aussi la prophétie du président Kaunda et l'Afrique se trouvera à même de contribuer dans une très large mesure au bien-être et à l'éclairement de l'humanité au cours de la seconde moitié du xx^e siècle. A vrai dire, elle a déjà commencé à le faire mais elle ne pourra donner toute sa mesure que lorsque tout le continent sera libre.

276. En tenant certaines de ses réunions en Zambie, le Comité spécial pourra coordonner son action en faveur de la liberté et de la justice notamment avec les Africains qui luttent pour la liberté. Remerciant à nouveau le Président, le Gouvernement et le peuple de la Zambie de leur aimable invitation, le représentant de l'Iran tient à les assurer que le Gouvernement iranien formule tous ses vœux de succès pour les grands et vaillants efforts qu'ils déploient pour améliorer les conditions de vie du peuple zambien et libérer le peuple du Zimbabwe.

277. Le représentant de la *République-Unie de Tanzanie* remercie le Gouvernement et le peuple zambiens d'avoir invité le Comité spécial à se réunir dans leur pays. Il faut louer d'autant plus leur chaleureuse hospitalité, si caractéristique, qu'elle prouve que ce peuple ne se laisse pas intimider par les visées agressives des suppôts de l'impérialisme qui le guettent au-delà de ses frontières méridionales.

278. L'origine des liens étroits qui relient les peuples de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie remonte loin dans l'histoire. Les efforts du Gouvernement et du peuple tanzaniens ont toujours constitué un complément important et nécessaire des efforts déployés par la République-Unie de Tanzanie pour libérer le continent africain, favoriser le progrès et le

développement rapides des pays qui s'y trouvent et réaliser l'unité de l'Afrique que redoutent tant les forces de la réaction. Dans cette œuvre, le peuple et le Gouvernement zambiens, dirigés par leur vaillant Président, jouent un rôle de premier plan. L'histoire de leur lutte pour la libération est un exemple des procédés malhonnêtes auxquels ont recours les colonialistes britanniques et des efforts qu'ils font pour soumettre et opprimer les peuples africains. Grâce à la ferme direction du président Kaunda et au dévouement sans borne des masses dans leur lutte patriotique pour l'émancipation nationale, les forces du colonialisme britannique ont été vaincues. Le peuple zambien n'a pu réaliser des progrès économiques et autres aussi considérables que parce qu'il a pu chasser les exploitants et se rendre maître des destinées de son pays.

279. Le discours d'ouverture du président Kaunda contient non seulement les conseils d'un grand homme d'Etat mais aussi l'appel vibrant d'un vaillant combattant en vue de la conquête de la liberté et de sa consolidation en Afrique et partout dans le monde et reflète l'esprit militant de son pays.

280. Il n'était par conséquent que naturel que le Gouvernement et le peuple zambiens invitent le Comité spécial à se réunir dans leur pays afin de pouvoir, par un contact direct, se rendre compte par soi-même de la situation en Rhodésie du Sud, où Ian Smith et son régime de la minorité raciste continuent à imposer le joug colonial au peuple africain. Cette situation est le résultat de la politique coloniale du Gouvernement du Royaume-Uni qui, pendant des siècles, tout en exploitant les riches ressources du pays, a opprimé le peuple africain du Zimbabwe et par ses machinations a porté au pouvoir la minorité blanche qui a ensuite usurpé le gouvernement. Le régime illégal de la Rhodésie du Sud, qui est un instrument de l'impérialisme international, défend les intérêts des monopoles financiers étrangers qui étendent même leurs opérations illégales au Zimbabwe. La délégation tanzanienne traitera plus tard plus en détail cet aspect de la question et dénoncera l'hypocrisie des forces de la réaction qui, avides de gain, renforcent le régime illégal de Ian Smith et empêchent le peuple africain du Zimbabwe d'accéder à l'indépendance.

281. Ces agissements mettent en évidence les véritables motifs et l'hypocrisie des forces de l'opposition qui ont réclamé avec le plus de force l'adoption de prétendues sanctions économiques tout en se livrant à toutes sortes de manœuvres pour empêcher le recours à la force qui est le seul moyen efficace d'écraser et d'éliminer ce produit de l'impérialisme qu'est le régime de Ian Smith. La perpétuation du colonialisme dans une partie quelconque du monde représente une menace à la liberté du monde entier et la situation en Rhodésie du Sud est d'autant plus menaçante qu'elle repose sur la politique raciste d'une minorité fasciste et jouit de la protection occulte du Royaume-Uni. Le régime de la minorité, qui est un instrument de l'impérialisme international, commet toutes sortes d'atrocités afin de maintenir sa position illégale. Le 19 avril 1967 encore, son porte-parole a annoncé que les forces répressives avaient été renforcées. Le budget de son armée d'oppression pour l'année fiscale 1966-1967 a été augmenté d'environ 20 p. 100 par rapport à l'année précédente. Ces mesures militaristes ainsi que l'introduction de l'armée de l'*apartheid* au Zimbabwe prouvent que les suppôts de l'impérialisme se sentent aux abois et reflètent aussi leurs intentions agressives

à l'égard des peuples africains en général et à l'égard des habitants de la Zambie en particulier.

282. Une situation analogue règne au Mozambique et en Angola, où les colonialistes portugais commettent tous les jours des crimes barbares contre la population afin de pouvoir exploiter les terres dans le seul intérêt des monopoles financiers internationaux. Au Sud-Ouest africain, le régime d'*apartheid* de l'Afrique du Sud cherche désespérément à s'accrocher au territoire, au mépris de l'opinion internationale. Mais tous ces phénomènes ne sont que temporaires car les forces révolutionnaires des peuples de ces territoires mènent une lutte juste et finiront par triompher. Les Africains et tous les peuples épris de liberté se sont engagés à débarrasser l'humanité du colonialisme. La délégation de la République-Unie de Tanzanie adresse donc un appel au peuple héroïque du Zimbabwe et à tous ceux qui luttent pour la liberté pour qu'ils serrent leurs rangs, et dans un élan irrésistible, chassent les forces du colonialisme de leurs pays.

283. Le Comité spécial est vivement désireux de recevoir tous les renseignements qui puissent aider la cause de la décolonisation, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 1514 (XV). Il est donc reconnaissant au Gouvernement et au peuple zambiens de lui avoir donné la possibilité de prendre contact avec les forces de libération du Zimbabwe et d'autres territoires. La délégation tanzanienne est convaincue que, sous la sage direction du président Kaunda, le peuple de la Zambie fera des progrès encore plus grands; ses succès sont, en dernière analyse, ceux de l'Afrique tout entière et représentent un coup donné aux forces du colonialisme et de l'impérialisme.

284. Le représentant du Venezuela remercie au nom de sa délégation le Président, le Gouvernement et le peuple de la République de Zambie de leur accueil chaleureux et de leur généreuse hospitalité. Les séances que le Comité spécial tient en Zambie ont une signification et une importance toutes particulières. Pendant la brève période qui s'est écoulée depuis qu'elle a accédé à l'indépendance, la République de Zambie a invité le Comité spécial à deux reprises et l'a reçu avec un enthousiasme débordant. Ce geste est une manifestation évidente du désir de ce pays de servir la cause de la décolonisation. Mais la preuve la plus irréfutable de sa vocation anticoloniale, ce sont les sacrifices que ce jeune pays a dû consentir et le prix élevé qu'il a dû payer au nom de la solidarité pour la cause de la liberté de la partie du continent africain qui est encore dominé par les forces coloniales. Au milieu de ces sacrifices, le Président et le peuple de Zambie sont venus témoigner devant le Comité de leur ferme décision d'appuyer l'œuvre entreprise par le Comité spécial. Au moment le plus critique de leur courte histoire de pays indépendant, comme l'a déclaré le président Kaunda, le Gouvernement et le peuple de Zambie sont venus dire au Comité que leur révolte contre l'oppression coloniale et leur esprit de lutte pour l'idéal de liberté ne faiblissaient pas. La délégation vénézuélienne admire ce peuple qui a voulu faire de la Zambie le symbole du salut pour ses frères opprimés. La Zambie porte au flanc une blessure qui ne se refermera que lorsque le colonialisme et le racisme auront définitivement disparu du continent africain. C'est un petit pays, mais la cause pour laquelle il combat et les principes qui l'inspirent le rendront immortel. Aussi longtemps que l'Afrique et le monde auront devant les yeux des exemples tels que celui

de la Zambie, les principes au nom desquels le Comité s'oppose à la folie paranoïaque des racistes de Rhodésie et du Sud-Ouest africain et au colonialisme sous quelque latitude que ce soit ne pourront périr. Tant qu'il existe des hommes épris de liberté comme le président Kaunda et des peuples décidés, comme le peuple zambien, à se sacrifier pour elle, la conspiration qui se trame en Rhodésie et dans les territoires administrés par le Portugal contre les principes les plus élémentaires du monde civilisé n'aura pas la possibilité de survivre.

285. Le représentant du Venezuela exprime sa profonde reconnaissance au président Kaunda pour la déclaration constructive et émouvante qu'il a faite devant le Comité. Son émotion s'est manifestée par des larmes qui ne pourront cesser que lorsque le sort ignominieux qui est imposé à d'autres peuples d'Afrique aura définitivement pris fin. Le problème de la Rhodésie du Sud a atteint son point le plus critique à la suite de la déclaration unilatérale d'indépendance du gouvernement raciste et minoritaire de Ian Smith. Cette déclaration était la conséquence sinon de la complicité du Royaume-Uni du moins de son attitude complaisante. Cette attitude n'a pas cessé. Les mesures prises pour mettre fin à la situation illégale qui existe en Rhodésie ont non seulement été tardives, mais elles se sont révélées incapables d'affecter le régime rhodésien, en particulier parce que les complices de son odieuse politique ne cessent de faire fi des sanctions obligatoires imposées par le Conseil de sécurité. Il est donc nécessaire d'adopter des mesures plus efficaces pour mettre fin une fois pour toutes à la situation qui règne dans ce territoire.

286. Le Gouvernement vénézuélien, fidèle à sa tradition anticoloniale et à son appui inébranlable pour l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, a appliqué strictement les mesures adoptées par le Conseil de sécurité. Ceux qui croient que l'on peut arracher par la force au peuple du Zimbabwe le droit à la liberté et à l'indépendance se trompent. La solidarité du Venezuela et de l'Amérique latine pour le peuple du Zimbabwe n'a besoin d'aucun commentaire; elle est irrévocable et permanente.

287. Le représentant de la Finlande remercie le Gouvernement zambien d'avoir invité le Comité spécial à tenir certaines de ses réunions dans ce pays jeune, fier et dynamique. Les membres du Comité ont été touchés par l'accueil chaleureux qu'ils ont reçu et ont été sensibles au vif intérêt manifesté pour leurs travaux.

288. Le représentant de la Finlande tient à remercier tout particulièrement le président Kaunda de son émouvante allocution et se déclare vivement impressionné par la sincérité du Président et par sa profonde compréhension des problèmes graves qui préoccupent non seulement la Zambie mais tous les pays présents.

289. Les membres du Comité savent fort bien que géographiquement ils sont très proches du lieu où se présente l'une des situations les plus graves et les plus délicates à laquelle l'Organisation ait dû faire face: la situation qui règne en Afrique australe et plus particulièrement en Rhodésie du Sud, et devant laquelle la délégation finlandaise partage sans réserve l'indignation, l'amertume et l'impatience exprimées par les orateurs précédents. Il est fort regrettable que les mesures prises jusqu'à ce jour n'aient pas eu de résultats décisifs. Malgré le poids de l'opinion mondiale et contrairement à tous les principes reconnus en matière de droits de l'homme, le régime illégal de M. Smith maintient toujours son système de gouvernement par la

minorité et d'oppression de la population africaine. La solution de ce problème explosif exige une action concertée. Si tous les pays n'unissent pas leurs efforts pour parvenir à une solution pacifique, le danger d'un conflit racial violent augmentera obligatoirement.

290. Le représentant de la Finlande n'ignore rien des problèmes spéciaux que la situation pose à la Zambie et ne méconnaît pas les sacrifices économiques dont parlait le président Kaunda en disant que son jeune pays traversait la période la plus critique de son histoire, mais l'expérience montre que, pour être vraiment efficaces, des sanctions doivent avoir un champ d'application étendu et être appliquées intégralement. La Finlande a respecté sans réserve les recommandations et les décisions du Conseil de sécurité. Une loi a été votée récemment, autorisant le gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour appliquer totalement la résolution 232 (1966) du Conseil de sécurité bien qu'en fait, donnant suite aux recommandations de la résolution 217 (1965) le gouvernement ait déjà décidé de contrôler lui-même tous les échanges commerciaux entre la Finlande et la Rhodésie du Sud, ce qui a pour ainsi dire amené au point mort le commerce entre les deux pays.

291. Le représentant de la Finlande réitère sa conviction que le voyage d'enquête du Comité spécial lui permettra de mieux comprendre les problèmes graves et délicats des territoires qui sont encore colonisés et en facilitera le règlement effectif conformément aux aspirations des peuples de ses territoires.

292. L'attitude du Gouvernement finlandais devant le problème du colonialisme est nette et bien connue. Elle suit la tradition nordique d'opposition à toutes les formes de domination par une minorité et de discrimination raciale. Selon cette tradition, il va de soi que tous les peuples du monde ont le droit de choisir leur destin et de vivre dans une société fondée sur l'égalité des chances et l'absence de discrimination.

293. En tant que représentant d'un pays nordique, l'orateur se félicite que l'on ait inscrit au programme officiel une visite au monument érigé à la mémoire de Dag Hammarskjöld. Il est tout à fait approprié qu'un organe des Nations Unies se trouvant en Zambie rende hommage au Secrétaire général, qui est mort au service de l'Organisation.

294. Enfin, le représentant de la Finlande remercie le Gouvernement zambien de la bonne organisation du voyage du Comité. Les contacts entre la Finlande et la Zambie sont beaucoup plus étroits que ne le laisserait croire la position géographique des deux pays. En septembre 1966, la Finlande a eu le plaisir de recevoir une importante délégation de la Zambie, ayant à sa tête le vice-président Kamanga et comptant parmi ses membres le Ministre des affaires étrangères; cette visite contribuera à nouer des relations encore plus étroites entre les deux pays.

295. Le représentant de la Syrie voudrait d'abord s'associer, au nom de la délégation syrienne, aux autres délégations qui l'ont précédé pour exprimer sa profonde gratitude au peuple et au Gouvernement de la Zambie pour la chaleureuse hospitalité que le Comité spécial ne cesse de rencontrer partout dans leur beau pays. C'est grâce à cette hospitalité que le Comité a pu poursuivre de près l'examen de certaines questions africaines et rechercher une solution équitable pour les pays et les peuples qui vivent encore sous le joug du colonialisme.

296. Les paroles sages et si impressionnantes qui ont été prononcées devant le Comité, au cours de la

séance inaugurale par M. Kaunda, président de la République, ont particulièrement touché la délégation syrienne. Elle a pu constater, à l'entendre, la sincérité des sentiments de ce grand chef africain et le dévouement dont il ne cesse de faire preuve pour assurer la prospérité de son peuple et pour aider d'autres peuples africains qui luttent en vue de recouvrer leurs droits inaliénables à la liberté et à l'indépendance. La Rhodésie du Sud, sur laquelle M. Kaunda s'est étendu longuement et que le Président du Comité spécial a lui-même évoquée dans sa brillante allocution, constitue sans doute un des principaux foyers où cette lutte se poursuit depuis des années. Le régime minoritaire illégal et raciste que s'obstine à maintenir Ian Smith dans cette partie névralgique de l'Afrique australe continue à constituer une situation explosive qui menace la paix et la sécurité internationales et préoccupe d'une façon particulière le Comité spécial ainsi que d'autres organes principaux de l'organisation mondiale.

297. La discrimination raciale, la ségrégation et les abus perpétrés par le régime rebelle de Smith au profit d'une minorité blanche qui se maintient au détriment des droits inaliénables de la majorité écrasante africaine du peuple du Zimbabwe sont considérés à juste titre par ces instances internationales comme un crime abominable contre l'humanité tout entière. Faut-il rappeler que l'encre de la résolution 2022 (XX) de l'Assemblée générale du 5 novembre 1965, déclarant solennellement l'opposition des Nations Unies à toute déclaration unilatérale d'indépendance de la colonie anglaise, n'avait pas encore séché que Ian Smith proclamait cette prétendue indépendance le 11 novembre 1965, c'est-à-dire moins d'une semaine après la date de cette résolution de l'Assemblée générale. Depuis cette date, Ian Smith n'a cessé de persévérer dans son défi aux Nations Unies et à l'opinion publique mondiale.

298. Il n'aurait pu le faire s'il n'était favorisé par la solidarité de ses partenaires racistes au Portugal et en Afrique du Sud, solidarité que ces régimes ne pouvaient se dispenser de manifester devant la vague toujours grandissante des mouvements de libération des peuples. Il n'aurait sans doute pas pu persévérer dans ce défi s'il n'avait pas bénéficié de la complicité suspecte du Royaume-Uni qui n'a cessé de multiplier des manœuvres savamment orchestrées pour ménager une minorité pourtant rebelle et usurpatrice des droits de tout un peuple.

299. La dernière séance du Conseil de sécurité, réuni le 8 décembre 1966 [1331^e séance], sur l'initiative de la diplomatie britannique pour proposer des sanctions obligatoires et sélectives contre le régime rebelle, est venue constituer un nouveau maillon dans la chaîne habile de ces manœuvres. En effet, quelle peut être l'efficacité de ces sanctions sur le régime illégal de Smith tant que le Portugal et l'Afrique du Sud s'obstinent à ne pas les appliquer et tant que les autres partenaires impérialistes de Smith sont décidés à sauvegarder les intérêts stratégiques et économiques de leurs entreprises mercantiles qui continuent à régir la production de la Rhodésie du Sud?

300. L'Afrique a refusé d'endosser cette nouvelle politique du Royaume-Uni. En effet, au mois de novembre 1966, c'est-à-dire un mois avant que le Conseil de sécurité ne se soit prononcé en faveur de ces sanctions, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine réunie à Addis-Abéba déclarait que le programme de sanctions contre la Rhodésie du Sud, tel qu'il était conçu et

dirigé par le Gouvernement britannique, ne saurait abattre le gouvernement illégal de Salisbury, condamnait le refus de la Grande-Bretagne de briser le Gouvernement rebelle de la Rhodésie du Sud et pressait à nouveau le Royaume-Uni de provoquer la chute immédiate de ce gouvernement par tous les moyens, y compris la force.

301. La Syrie, qui avait déjà pris des décisions successives le 31 mai et le 26 juin 1966 visant à rompre toutes relations économiques et commerciales avec le régime illégal de Salisbury et à suspendre toute transaction directe ou indirecte avec la Rhodésie du Sud, était et demeure convaincue, solidaire en cela avec les Etats africains, que le Gouvernement du Royaume-Uni porte l'entière responsabilité de la situation actuelle en Rhodésie du Sud et qu'il est tenu de remédier à cette situation en recourant aux moyens qu'il possède en sa qualité de Puissance administrante, y compris l'emploi de la force. La République syrienne a clairement déterminé sa position dans une lettre qu'elle a adressée au Secrétaire général des Nations Unies le 16 février 1967⁴.

302. Dans son éloquent discours, le président Kaunda a fait allusion à plusieurs reprises, en parlant de la rébellion rhodésienne, à la lutte du peuple arabe à Aden. Il a particulièrement évoqué la répression sans merci que ce peuple continue à subir des mains du colonisateur britannique alors que les rebelles de Salisbury demeurent scrupuleusement ménagés. Et, pour reprendre les éloquentes paroles du président Kaunda: "Les êtres humains que l'on trouve à Aden sont-ils différents des Blancs rebelles de la Rhodésie?" La logique du colonialisme est en effet étrange. Comment peut-il justifier aux yeux du monde l'emploi de deux poids et de deux mesures et ne pas craindre de se voir discrédité par une discrimination si notoire?

303. Inspirée par les profondes réflexions de M. Kaunda, la délégation syrienne est amenée à pousser plus avant encore la comparaison. Le colonialisme en Rhodésie du Sud est essentiellement un colonialisme de peuplement au cœur de l'Afrique. Un colonialisme semblable sévit depuis des années au Moyen-Orient et au cœur de la nation arabe. En effet, une partie de cette nation qui est chère au cœur du représentant de la Syrie, a elle aussi été envahie par des bandes sionistes venues de tous les coins du monde s'installer en Palestine arabe, grâce à la complicité de l'impérialisme et du colonialisme, au détriment des droits inaliénables de sa population autochtone. L'outrage commis au Moyen-Orient a été, là, plus flagrant qu'ailleurs du fait que les habitants originaires de Palestine ont été chassés par la force des armes de leurs foyers, de ces foyers mêmes où est venu s'installer le sinistre étranger et usurpateur dont les agressions consécutives continuent à troubler encore la paix dans cette région du monde. Tant il est vrai que le colonialisme de peuplement est, de par son essence même, raciste, tant il est vrai qu'il ne peut survivre que par la violence.

304. Dans la brillante allocution qu'il a prononcée au cours de la séance inaugurale, le Président du Comité a souligné, une fois de plus et à bon droit, l'importance de l'unité de la lutte des mouvements de libération des peuples. La délégation syrienne partage entièrement cette opinion. Elle est aussi convaincue que la cause commune de la libération des peuples se trou-

⁴ Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-deuxième année, Supplément de janvier, février et mars 1967, document S/7748.

verait renforcée si les mouvements de libération nationale, dans la lutte résolue qu'ils mènent dans les trois grands continents en éveil de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine, restaient continuellement solidaires les uns des autres pour recouvrer les droits inaliénables des peuples qui plient encore sous le joug du colonialisme.

305. Le représentant de la Pologne exprime la reconnaissance de sa délégation au Président, au Gouvernement et au peuple de la Zambie d'avoir généreusement invité le Comité spécial, qui apprécie beaucoup l'accueil chaleureux qui lui a été fait. En lançant une deuxième invitation, la Zambie fournit une preuve de plus du profond intérêt qu'elle a toujours porté aux activités de l'ONU et de son dévouement à la noble cause de la libération de millions d'Africains souffrant du colonialisme et du racisme. Les membres du Comité qui ont eu la chance de se rendre en Zambie en 1965 seront heureux de voir les progrès accomplis sous la brillante direction du président Kaunda et d'admirer la détermination avec laquelle la Zambie s'est engagée dans la grande œuvre du développement depuis son accès à l'indépendance en 1964.

306. La délégation polonaise remercie le président Kaunda d'avoir pris le temps d'ouvrir la session du Comité spécial dans son pays. La délégation polonaise a été vivement impressionnée par son émouvante allocution, au cours de laquelle il a décrit dans les termes les plus bouleversants la gravité de la situation qui règne en Afrique australe. Encerclée par l'Angola, le Mozambique, la Rhodésie du Sud et le Sud-Ouest africain, la Zambie occupe une position unique dans la lutte héroïque contre ces places fortes du racisme et du colonialisme, et elle joue un rôle majeur en aidant ceux qui combattent pour la liberté dans ces territoires. Il faut rendre un hommage spécial à cette jeune république qui, en ce moment crucial, contribue vaillamment par ses sacrifices à la lutte pour les droits de l'homme et pour l'indépendance.

307. L'attitude de la Pologne sur les questions coloniales est bien connue. Pendant des siècles, elle a combattu pour conserver ou recouvrer son indépendance et elle a une sympathie particulière pour les autres peuples qui défendent cette même cause. Le Gouvernement polonais a exprimé ces sentiments à plusieurs reprises et sous diverses formes, et il continuera à défendre le droit inaliénable à la liberté et à l'indépendance des peuples du Zimbabwe, du Sud-Ouest africain, de l'Angola et du Mozambique.

308. Depuis la dernière réunion du Comité à Lusaka en 1965, l'Assemblée générale a adopté d'importantes résolutions qui, si elles avaient été appliquées, auraient abouti à la disparition des infâmes régimes coloniaux d'Afrique australe. Quoi qu'il en soit, les événements qui ont eu lieu pendant cette période témoignent de la grave détérioration de la situation dans toute la région. La délégation polonaise se préoccupe particulièrement de la situation qui règne en Rhodésie du Sud et regrette vivement que le représentant du Royaume-Uni, pays politiquement responsable du territoire, soit absent du Comité spécial. C'est le Gouvernement du Royaume-Uni qui est responsable de la déclaration unilatérale d'indépendance et de la persistance du régime minoritaire illégal, car ce gouvernement n'a pas pris les mesures énergiques qu'il avait le pouvoir de prendre en tant que Puissance administrante pour mettre fin à la rébellion de la minorité raciste. Comme prévu, les sanctions sélectives prises à la demande du

Royaume-Uni se sont révélées inefficaces vu que l'Afrique du Sud, le Portugal et les puissances occidentales qui ont des intérêts dans la région depuis longtemps ont ouvertement refusé d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Le régime minoritaire illégal profite au maximum de la faiblesse apparente du Gouvernement britannique et surtout de ses déclarations répétées selon lesquelles il n'utiliserait pas la force pour étouffer la rébellion. Il est évident que le régime Smith, sûr de l'appui des monopoles industriels du Royaume-Uni, des Etats-Unis, de la République fédérale d'Allemagne et d'autres groupes financiers étrangers qui ont intérêt à maintenir le *statu quo* colonial en Afrique australe, a conclu une alliance impie avec l'Afrique du Sud et le Portugal en vue de perpétuer la suprématie blanche. Smith a proclamé ouvertement sa politique d'*apartheid*, ou de développement séparé, et resserre l'étau sur les 4 millions d'Africains du Zimbabwe. Ainsi, une fois de plus, le Gouvernement du Royaume-Uni et ses alliés ont respecté en apparence seulement les recommandations de l'OUA et les nombreuses résolutions de l'ONU. La délégation polonaise partage l'opinion qu'a exprimée le président Kaunda dans son discours inaugural: l'impuissance du Royaume-Uni à mater la rébellion, doublée de déclarations creuses, relève d'un dessein délibéré de tromper le monde. De l'avis de la délégation polonaise, le Comité et l'ONU ont le devoir de déployer tous leurs efforts pour faire échec à ce dessein.

309. Au cours des réunions qu'il tiendra en Zambie, le Comité spécial aura maintes occasions d'étudier plus en détail les diverses questions qui figurent à son ordre du jour, en particulier la question de la Rhodésie du Sud, voisin immédiat de la Zambie. Les hommes du Zimbabwe qui paraîtront comme pétitionnaires apporteront des renseignements directs et de nouvelles preuves qui aideront le Comité à mieux comprendre les réalités de la situation dans cette région.

310. La délégation polonaise estime que le premier rôle du Comité spécial pendant cette série de réunions est de mettre au point des mesures concrètes pour aider les mouvements de libération nationale et pour assurer le respect par les puissances coloniales des dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Les Etats qui aident les ennemis du peuple du Zimbabwe et qui participent à la construction du vaste empire colonial d'Afrique australe doivent être dénoncés et isolés. Il faut bien faire comprendre au Royaume-Uni qu'il doit être à la hauteur de ses responsabilités, c'est-à-dire introduire des institutions démocratiques en Rhodésie du Sud sur la base du principe "à chacun une voix", et accorder l'indépendance au Zimbabwe.

311. En conclusion, le représentant de la Pologne espère que les réunions du Comité spécial à Kitwe auront des résultats concrets et encourageront les combattants de la liberté dans leur lutte légitime pour liquider le colonialisme en Afrique.

312. Le représentant du Sierra Leone dit qu'à la séance précédente le Président de la Zambie a de nouveau adressé une allocution très émouvante au Comité spécial. Comme l'a dit le Président, c'est sans aucun doute le discours le plus saisissant que le Comité ait entendu depuis son arrivée en Afrique. La Zambie n'est pas un pays nouveau pour la délégation du Sierra Leone qui était présente en mai 1965, lorsque le président Kaunda s'est déclaré fermement convaincu que Ian Smith ferait une déclaration unilatérale d'in-

dépendance, et que le Royaume-Uni a rejeté cette opinion en la qualifiant d'impensable. Par la suite, les événements ont prouvé que le Président avait vu juste. Au moment de sa dernière visite, le Comité a pu partager la joie qu'inspirait au peuple de la Zambie son accession récente à l'indépendance, la Zambie devenant le plus jeune Membre de l'ONU. Le fait que, face à une opposition aussi forte, une nation aussi jeune ait accepté d'inviter le Comité a frappé le représentant du Sierra Leone et a forcé son respect. Cette nation courageuse connaît à l'heure actuelle des problèmes économiques, politiques et diplomatiques créés par le double jeu du Gouvernement britannique, et le fait que la Zambie ait cette fois encore invité le Comité à étudier le problème de la Rhodésie du Sud quasiment sur place n'est pas seulement un acte suprême de sacrifice, mais aussi une preuve concluante de la foi que le président Kaunda et son peuple mettent dans les Nations Unies, foi qu'il a réaffirmée dans son discours. Il est indispensable que le Comité réponde à cette confiance et amène l'Organisation à faire le maximum pour convaincre la puissance chargée d'administrer la Rhodésie du Sud de mettre fin à ses attermoissements qui ne font que renforcer la position de Smith, Salazar et Vorster.

313. Le Président a dit que c'était peut-être un bienfait insoupçonné que le Comité se réunisse à Kitwe au cœur de la zone des gisements de cuivre. Le Comité pourra se faire une idée des répercussions qu'a eues l'intransigeance du Royaume-Uni sur la vie de la Zambie et comprendre les problèmes nés de la menace rhodésienne sur la principale ressource de l'économie zambienne.

314. Au nom du peuple de son pays, le représentant du Sierra Leone salue la fermeté de la population zambienne et l'assure que son pays continuera à l'aider de son mieux. Le Sierra Leone n'a pas changé d'attitude à l'égard de la crise sud-rhodésienne et ne cessera d'affirmer que c'était folie de la part du Gouvernement britannique de prévenir Smith qu'il n'utiliserait pas la force. Le Sierra Leone est toujours convaincu que les sanctions volontaires ne sont qu'un simulacre et que la seule manière efficace de mater une rébellion est d'employer la force. Si l'on utilise la force pour mettre fin à une grève, à des troubles mineurs ou à un soulèvement populaire, pourquoi la puissance dont dispose le Royaume-Uni ne peut-elle être utilisée pour mater la rébellion de Ian Smith et de ses 200 000 complices qui essaient de réduire en esclavage 4 millions d'Africains autochtones dans le Zimbabwe?

315. L'affrontement entre la Zambie et la Rhodésie du Sud est celui d'une société multiraciale dans laquelle tous les hommes vivent en harmonie et d'une société livrée à la domination blanche. Les Rhodésiens blancs, les Sud-Africains blancs et les Portugais blancs sont les bienvenus sur le continent africain, mais les Africains ne peuvent tolérer et ne toléreront pas une situation qui les réduit à l'état de citoyens de troisième classe, dans leur propre pays.

316. Lorsque, en 1965, et comme auparavant, les pays d'Afrique et d'Asie ont dit au Royaume-Uni qu'il ne devait pas écarter l'usage de la force, on les a accusés de manquer de réalisme et d'être exagérément pessimistes. Le représentant du Sierra Leone partage l'avis du président Kaunda: si être réaliste c'est transiger sur les principes moraux au nom des "liens du sang" et être optimiste c'est faire des déclarations fallacieuses pour dire que la situation créée par la

déclaration unilatérale d'indépendance sera réglée en quelques semaines grâce à des sanctions volontaires — insuffisantes et fragmentaires — alors il vaut mieux n'avoir rien à faire avec ce genre de "réalisme" ou d'"optimisme". Après la déclaration unilatérale d'indépendance en novembre 1965, le Ministre des affaires étrangères du Sierra Leone, avec trois autres Ministres africains, a tenté de convaincre le Royaume-Uni que seules des sanctions totales avec l'éventualité d'un recours à la force auraient un sens, mais on ne leur a prêté aucune attention. Le Conseil de sécurité a achevé ses délibérations par la célèbre résolution "Manuela" du 20 novembre 1965 [217(1965)] relative à deux pétroliers. Le 16 décembre 1966, le Royaume-Uni lançait une action en vue de faire adopter par le Conseil de sécurité une autre résolution concernant des sanctions volontaires, qui était condamnée d'avance. Les sanctions sont violées jour après jour et les gouvernements et leurs nationaux ferment les yeux sur les "fuites". Tout récemment, comme l'a dit le président Kaunda, des tiers ont eu l'audace d'exporter en Zambie 1 000 tonnes de sucre brut rhodésien.

317. Des ruptures aussi flagrantes des sanctions sont révélatrices de la réaction du monde devant la crise. L'échec des sanctions est devenu un fait si notoire que même M. Wilson l'a accepté. Il a été dit de source sûre que, dans quelques semaines, le Royaume-Uni va se présenter de nouveau au Conseil de sécurité pour demander d'autres sanctions. Dans ce cas, le Sierra Leone soulignera une fois de plus qu'il est impossible d'étouffer complètement une économie si les pays ne sont pas prêts à appliquer les mesures en question conformément au Chapitre XI de la Charte. Comme pour souligner combien le Royaume-Uni manque de foi en sa propre politique, le Ministre britannique des affaires étrangères aurait dit, il y a une semaine, que son gouvernement demanderait au Secrétaire général d'envoyer un représentant spécial en Rhodésie du Sud en vue de parvenir à une conciliation. La délégation du Sierra Leone se demande quel genre de conciliation le Royaume-Uni recherche.

318. Le cas de la Rhodésie rappelle l'intransigeance du Royaume-Uni dans un autre territoire. Pendant bien des années, les membres du Comité spécial et les membres de l'Assemblée générale ont instamment prié le Royaume-Uni d'établir une présence de l'ONU à Aden. Ce gouvernement a toujours refusé. Puis soudain, à la fin de 1966, quand, par suite de sa politique les relations dans ce territoire sont devenues pires que jamais auparavant, le Royaume-Uni a demandé à l'ONU de se rendre à Aden pour réparer le mal qu'il avait fait. De même, en Rhodésie où, par une aveugle fidélité aux liens "du sang" plutôt qu'aux principes des droits de l'homme et à la Charte, le Royaume-Uni a permis à Smith de renforcer son régime illégal, le Gouvernement du Royaume-Uni veut maintenant rendre le représentant spécial du Secrétaire général et, par son intermédiaire, l'Assemblée générale responsables de son échec. Le Gouvernement du Sierra Leone a toujours soutenu que la question de la Rhodésie du Sud était une question coloniale et que sa solution relevait de la responsabilité du Royaume-Uni. L'ONU n'a pas le pouvoir de négocier avec un territoire colonial, mais elle peut discuter avec la puissance administrante de la meilleure façon d'effectuer la décolonisation, et la puissance administrante qui recherche une telle aide doit être prête à accepter les recommandations qu'on lui fait. Il faut espérer que le Premier Ministre du Royaume-Uni aura le courage

de prendre une décision impopulaire, mais qui lui gagnera le respect du monde et contribuera à la stabilité de l'Afrique australe: qu'il se décide à faire comprendre clairement à Ian Smith et à sa clique que leurs jours sont comptés et que le moment est venu pour le peuple entier du Zimbabwe, et non seulement pour les Rhodésiens blancs, de construire une nation conformément à la volonté de la majorité.

319. Le représentant du Sierra Leone signale en passant le Livre blanc sud-rhodésien qui rapprochera encore de l'*apartheid* le régime du territoire et scellera son union diabolique avec l'Afrique du Sud. A ce propos, le président Kaunda a prévenu le Comité spécial du grave danger d'une guerre raciale et idéologique en Afrique australe et il a rappelé le devoir de la communauté mondiale qui doit prévenir cette menace. Pour ce faire, il faut que les "super-puissances", les grandes puissances et les autres joignent leurs efforts et ne se laissent pas séparer par des intérêts locaux égoïstes. Quand elle le veut vraiment, une nation, quelle que soit son idéologie, trouve le moyen d'agir. Les nations du monde doivent s'unir pour sauver l'Afrique australe et assurer la liberté de tous ses peuples.

320. Le représentant de l'*Union des Républiques socialistes soviétiques* remercie le Président, le Gouvernement et la population de la Zambie de leur hospitalité, et le président Kaunda de son allocution qui exprime une fois de plus la volonté du peuple zambien de continuer le combat pour la liberté et l'indépendance des pays africains encore sous le joug du colonialisme. L'Union soviétique, qui va bientôt célébrer le cinquantième anniversaire de la Révolution d'octobre et qui, d'un pays arriéré et exploité, s'est transformé en un pays uni et prospère, comprend fort bien les difficultés que rencontre la Zambie sur la voie du développement dans l'indépendance.

321. La Zambie est le voisin immédiat des territoires coloniaux du Portugal et des places fortes racistes que sont la Rhodésie du Sud et l'Afrique du Sud. Elle est très proche également du Sud-Ouest africain, dont la population souffre sous le joug des racistes sud-africains qui dominent illégalement ce territoire. Le succès avec lequel la Zambie a éliminé les séquelles du colonialisme est un encouragement pour ses voisins encore sous la domination des colonialistes. L'Union soviétique va continuer à coopérer avec la Zambie et d'autres pays africains pour aider le peuple du Zimbabwe dans sa lutte légitime pour l'indépendance nationale.

322. Une fois de plus, le Comité spécial doit examiner la question de la Rhodésie du Sud, qui met en jeu le destin de 4 millions d'habitants du Zimbabwe. La minorité raciste en Rhodésie du Sud, au mépris de l'opinion mondiale et de plusieurs décisions de l'ONU, continue à refuser au peuple du Zimbabwe le droit à la liberté et à l'indépendance. Cela est dû au refus des puissances impérialistes d'appliquer la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux parce qu'elles ne veulent pas renoncer à faire de l'Afrique du Sud une place forte du colonialisme. Il y a 18 mois, lorsque, à la suite de la rébellion, la situation est devenue dangereuse en Rhodésie du Sud, l'Assemblée générale a approuvé des mesures destinées à aider le peuple du Zimbabwe dans sa lutte pour la liberté. L'Assemblée générale a recommandé un débat sur la situation explosive en Rhodésie du Sud au Conseil de sécurité qui, le 16

décembre 1966, a adopté la résolution 232 (1966) dans laquelle il imposait des sanctions économiques au régime raciste de Salisbury. Ces sanctions se sont révélées insuffisantes et inopérantes. La situation continue à se détériorer en Rhodésie du Sud et, en fait de soumission des rebelles de Rhodésie du Sud, c'est le régime raciste qui se renforce; en fait l'établissement d'un gouvernement représentant la majorité de la population, on voit le peuple du Zimbabwe continuer à faire l'objet d'une répression cruelle; au lieu de prendre des mesures pour mettre fin à la persécution raciste de 1961 et de la remplacer par une constitution démocratique, on promulgue des lois qui ne font que renforcer la discrimination raciale et qui tendent à perpétuer les privilèges de la minorité de colons blancs.

323. En violation des décisions de l'ONU et malgré les sanctions, le régime raciste de Rhodésie du Sud, avec l'appui de ses nombreux protecteurs à l'étranger et l'aide des monopoles internationaux, continue de construire un nouveau bastion du racisme en Afrique australe, constituant une menace non seulement pour la population indigène de Rhodésie du Sud, mais aussi pour les Etats africains indépendants, car les racistes rhodésiens travaillent en étroite collaboration avec leurs frères spirituels de l'Afrique du Sud et des colonies portugaises.

324. En tant que Puissance administrante, le Royaume-Uni est incontestablement le responsable de la situation qui règne en Rhodésie du Sud. En décembre 1966, la délégation soviétique a attiré l'attention du Conseil de sécurité sur le fait que les mesures prises par le Royaume-Uni à propos de la Rhodésie du Sud ne suffisaient absolument pas à détourner le régime minoritaire de la politique criminelle qu'il pratique à l'égard des habitants autochtones. Les sanctions imposées ne comprennent pas le pétrole dont l'économie de la Rhodésie du Sud est largement tributaire. Les puissances occidentales dont les monopoles exploitent sans vergogne les richesses naturelles du Zimbabwe ignorent même les sanctions partielles qui ont été imposées. Ces monopoles n'ont pas réduit, en fait ils ont même élargi, la portée de leurs opérations en Rhodésie du Sud. Ce fait est amplement prouvé par de nombreuses publications, en particulier le document A/AC.109/L.393.

325. Les investissements des monopoles britanniques en Rhodésie du Sud représentent 200 millions de livres sterling; plus de 180 firmes du Royaume-Uni ont plus de 290 succursales en Rhodésie du Sud. Les autres pays qui ont d'importants investissements en Rhodésie du Sud sont l'Afrique du Sud avec 75 millions de livres sterling, les Etats-Unis avec 20 millions de livres, la République fédérale d'Allemagne, la Belgique, le Portugal et d'autres. Soixante-quinze p. 100 de l'industrie minière de Rhodésie appartient à des monopoles étrangers. Parmi les pays d'Europe occidentale, la République fédérale d'Allemagne en particulier a augmenté la valeur de ses échanges avec la Rhodésie du Sud. Ceci montre que le Gouvernement de l'Allemagne occidentale continue de coopérer avec le régime raciste de la Rhodésie du Sud. Dans le chapitre III du document A/6300/Rev.1⁵, on confirme par exemple le fait patent que les exploitations de la Rhodésie du Sud vers la République fédérale d'Allemagne représentent 40,8 p. 100 du volume global des exportations de ce pays à destination de l'Europe

⁵ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, additif au point 23 de l'ordre du jour.

occidentale et que les importations de la Rhodésie du Sud en provenance de la République fédérale d'Allemagne représentent 29,1 p. 100 de ses importations en provenance de l'Europe occidentale. La valeur mensuelle moyenne des produits exportés de la Rhodésie du Sud en Allemagne occidentale a augmenté, passant de 3 800 000 dollars à environ 5 millions de dollars en 1966. Ceci offre un contraste frappant avec la politique de la République démocratique allemande qui a observé scrupuleusement la résolution des Nations Unies et a refusé de reconnaître le régime Smith. Comme on l'indique dans le document S/7794 du Conseil de sécurité⁶, le Gouvernement de la République démocratique allemande a réaffirmé qu'il était résolu d'appliquer sans réserve les directives énoncées dans la résolution 232 (1966) du Conseil de sécurité. Fidèle à sa constante politique anti-impérialiste et anticolonialiste, le Gouvernement de la République démocratique allemande appuie la lutte légitime de la population africaine de la Rhodésie du Sud pour la liberté et l'indépendance et participe activement aux efforts en vue d'éliminer le régime raciste. Déjà dans ses déclarations du 13 novembre 1965 et du 9 juin 1966, le Gouvernement de la République démocratique allemande a fait savoir sans ambiguïté qu'il refusait de reconnaître le régime raciste de Rhodésie du Sud dont l'existence est contraire aux règles du droit international et que, dès cette époque, il avait rompu toutes relations commerciales avec la Rhodésie du Sud.

326. Le général de division Hawkins de la Southern Rhodesian Air Force a affirmé récemment que, mise à part la South African Air Force, l'armée de l'air de la Rhodésie du Sud était la plus puissante dans un rayon de 3 500 miles. Le budget militaire de la Rhodésie du Sud a augmenté de 20 p. 100 au cours de l'année précédente.

327. La délégation de l'Union soviétique demande instamment que des mesures efficaces soient prises contre les racistes fanatiques de Salisbury. On peut résoudre le problème en s'inspirant du programme approuvé par l'ONU et l'Organisation de l'unité africaine: rejet de la constitution raciste de 1961, mise en liberté des prisonniers politiques, organisation d'élections sur la base du principe "à chacun une voix" et transfert des pouvoirs, sans délai, à un gouvernement représentant la majorité du peuple du Zimbabwe. Pour mettre en œuvre ce programme, il faut demander aux puissances occidentales — et surtout au Royaume-Uni — d'appliquer de bonne foi les décisions de l'ONU destinées à garantir les droits du peuple du Zimbabwe à une indépendance et à une liberté véritables. Les Etats qui enlèvent tout effet à la décision de l'ONU sur la Rhodésie du Sud, en particulier l'Afrique du Sud et le Portugal, méritent la plus sévère condamnation.

328. L'Union soviétique continuera de respecter à la lettre les décisions du Conseil de sécurité. Elle estime qu'aucune décision de l'ONU ne dispense le Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, d'assumer la responsabilité de la situation en Rhodésie du Sud et du triste sort du peuple du Zimbabwe. Cela vaut non seulement pour le Royaume-Uni mais aussi pour ses partenaires de l'OTAN qui appuient le Royaume-Uni dans sa politique sud-rhodésienne.

329. Fidèle à sa politique d'aide aux mouvements de libération nationale des peuples et des pays coloniaux, l'Union soviétique est aux côtés du peuple du Zimbabwe et elle est prête à coopérer avec les pays africains pour aider jusqu'au bout le peuple du Zimbabwe dans son juste combat pour l'indépendance nationale. L'Union soviétique appuiera toutes les décisions de l'ONU destinées à éliminer le colonialisme et le racisme d'Afrique australe.

330. Le représentant du Mali exprime la gratitude de sa délégation au peuple frère de la Zambie, à son parti et à son gouvernement que dirige avec tant de lucidité le président Kenneth Kaunda pour l'aimable invitation adressée au Comité spécial et pour l'accueil chaleureux et fraternel qui lui a été réservé. Le Mali n'a pas été surpris par le geste de la Zambie car, depuis l'accession de ce pays à l'indépendance, il s'est fait le bastion de l'anticolonialisme dans une région particulièrement sensible où l'injustice, le racisme et l'exploitation la plus éhontée sévissent malheureusement au détriment des populations noires. Le Mali respecte la position courageuse de la Zambie, exprime toute sa sympathie à ce pays et lui accorde son soutien inconditionnel dans la lutte qu'il a engagée pour donner à l'homme noir la dignité que les colons racistes de Salisbury et de Pretoria, soutenus par les grandes puissances occidentales, bafouent impunément au mépris de l'opinion internationale.

331. Le Comité spécial ne pouvait faire mieux que d'étudier la situation en Rhodésie du Sud dans la région minière de la Zambie à peu de distance de Salisbury. Sa présence ici doit redonner confiance et courage aux nationalistes du Zimbabwe African People's Union et du Zimbabwe African National Union en lutte contre la minorité raciste des colons blancs de Rhodésie du Sud. La dernière Assemblée générale a examiné la situation grave qui prévaut en Rhodésie du Sud et a adopté des recommandations importantes, qui lient tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Depuis l'automne dernier, la situation n'a fait qu'empirer dans cette colonie britannique. Ian Smith a consolidé sa position comme l'a si justement fait remarquer le Président de la République de Zambie lors de l'ouverture de la session à Kitwe. Depuis la proclamation unilatérale d'indépendance par la clique des colons racistes dirigés par Ian Smith, le Royaume-Uni, Puissance administrante, n'a fait que des déclarations d'intention, se refusant à toute action énergique pour rétablir la légalité dans ce pays malgré les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

332. La délégation du Mali réaffirme ici la position qu'elle a toujours adoptée, en condamnant cette indépendance unilatérale de la Rhodésie du Sud. Elle considère que le Royaume-Uni porte l'entière responsabilité de la situation créée dans ce pays et elle dénonce les manœuvres du gouvernement de Wilson dans cette affaire, manœuvres dilatoires qui n'ont d'autre but que de permettre à la clique de Ian Smith de s'installer confortablement dans l'illégalité afin de mieux exploiter le peuple du Zimbabwe au bénéfice des sociétés britanniques et des monopoles étrangers opérant en Rhodésie du Sud.

333. Le Conseil de sécurité, sur proposition du Gouvernement du Royaume-Uni, a adopté la résolution 217 (1965) et surtout la résolution 232 (1966) qui imposent des sanctions sélectives à la Rhodésie du Sud. Ces résolutions n'ont eu aucun effet en raison de l'attitude négative des régimes de Pretoria et de

⁶ Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-deuxième année, Supplément de janvier, février et mars 1967, document S/7794.

Lisbonne qui ont vigoureusement soutenu Ian Smith. Il y a eu aussi les hésitations de Wilson et l'économie rhodésienne ne s'en porte que mieux. Les statistiques publiées par les Nations Unies ont montré l'inefficacité de ces sanctions, car les grandes puissances, des Etats-Unis à l'Allemagne fédérale en passant par le Royaume-Uni lui-même, n'ont fait que développer leur commerce avec le régime de Ian Smith alors que dans leurs déclarations, les délégations de ces pays condamnent la position adoptée par les colons racistes. Cette mystification a assez duré. On demande des actes. Dans le document S/7781/Add.1⁷, publié le 23 février 1967, c'est-à-dire plus de deux ans après l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité, on voit que le montant des exportations rhodésiennes pour "tous produits" à destination des Etats-Unis s'élève à 8 434 000 dollars pour la période de janvier à octobre en 1966. Pour la même période, le montant des exportations rhodésiennes a été de 25 579 000 dollars pour l'Allemagne fédérale, 12 754 000 dollars pour le Royaume-Uni, 13 280 000 dollars pour le Japon, etc. Quant au sucre, les exportations en direction du Royaume-Uni pendant la même période totalisent 20 486 tonnes représentant une valeur de 1 278 000 dollars, cependant que pour le Canada, elles totalisent 14 921 tonnes représentant une valeur de 747 000 dollars.

334. Si l'on prend le cas du tabac, la Rhodésie du Sud a exporté, aux Etats-Unis, toujours pendant la période considérée, 714 tonnes de tabac, représentant une valeur de 933 000 dollars, en Belgique et au Luxembourg 1 751 tonnes représentant une valeur de 1 742 000 dollars, en République fédérale d'Allemagne 6 293 tonnes représentant 7 267 000 dollars, au Portugal (Mozambique) 2 484 tonnes représentant une valeur de 3 236 000 dollars, etc.

335. Il ne s'agit là que d'exemples choisis dans la liste⁸ des produits vendus par la Rhodésie du Sud aux grandes puissances occidentales établie par le Secrétariat. Ce document montre que le Royaume-Uni a importé de Rhodésie du Sud, de janvier à novembre 1966, 6 904 tonnes de tabac représentant une valeur de 8 243 000 dollars, que pour les produits tels que les cuirs et peaux, l'amiante, le minerai de chrome et concentrés, le fer, la fonte, le cuivre, etc., les grandes puissances volent au secours de la Rhodésie du Sud en achetant ces produits à des prix intéressants, en violation de la résolution 232 (1966) du Conseil de sécurité. Il n'est donc plus étonnant de voir que Ian Smith défie l'opinion internationale et consolide sa position en prenant des mesures plus coercitives contre le peuple du Zimbabwe. On comprend pourquoi les grandes puissances occidentales se refusent à adopter la seule position valable et juste pour résoudre la crise rhodésienne, à savoir l'emploi de la force. C'est pour sauvegarder des intérêts égoïstes et permettre à des compagnies, telles que l'Hippo Valley Estates ou la Rhodesian Anglo American (filiales du grand trust Anglo American Corporation of South Africa) qui possèdent dans l'industrie sucrière, dans l'agriculture et d'autres secteurs économiques du pays des actions énormes, de réaliser davantage de bénéfices au détriment du peuple du Zimbabwe. Enfin, le Royaume-Uni tire de l'économie rhodésienne 70 à 80 p. 100 des bénéfices qui sont virés sur les banques de Londres. Une véritable exploitation est donc organisée à tous les niveaux dans ce malheureux pays.

336. Le Mali dénonce cette collusion d'intérêts qui empêchent le peuple du Zimbabwe d'accéder à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée. Ce peuple a été trahi, ses richesses naturelles sont pillées au bénéfice des trusts et des monopoles internationaux; c'est pourquoi le Mali se réjouit de l'inscription à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée générale d'un point intitulé: "Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, au Sud-Ouest africain et dans les territoires sous domination portugaise ainsi que dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale". Il apparaît clairement que ce sont justement ces intérêts économiques sordides qui expliquent l'attitude de certaines grandes puissances et particulièrement celle du Royaume-Uni face à Ian Smith et à Vorster.

337. A ces raisons, il faut ajouter la prétendue position stratégique que représentent ces pays de discrimination raciale pour une hypothétique défense du monde dit libre. Le Mali rejette une telle allégation et pense que la règle de la libre détermination doit jouer de la même façon pour tous.

338. Maintenant que le monde s'est rendu compte de l'inefficacité des sanctions économiques, il est temps, si l'on veut éviter le pire, que le Royaume-Uni utilise la force pour réduire Ian Smith. C'est ce même Royaume-Uni qui, il y a quatre ans, armait les colons racistes par son refus de se plier aux recommandations des Nations Unies. Il porte donc seul la responsabilité de la situation. Le Mali pense que les sanctions économiques, sélectives ou complètes ne serviront à rien. La seule position correcte reste celle de l'utilisation de la force par la Puissance administrante. Le Royaume-Uni en est tellement convaincu qu'il utilise ses forces armées pour étouffer le nationalisme arabe à Aden et dans ses protectorats. Mais, comme l'a dit le président Kaunda, le sang sud-rhodésien blanc est le même que celui qui coule dans les veines des Arabes de l'Arabie du Sud occupée et que celui qui coule dans les veines du peuple du Zimbabwe. Les attermoissements britanniques ne trouvent leur justification, semble-t-il, que dans le fait que les colons racistes sont de souche anglaise et que les Britanniques préfèrent sacrifier 4 millions de Noirs plutôt que de verser une seule goutte de sang anglais. S'il en est ainsi, il ne restera plus d'autre choix aux nationalistes que de prendre les armes pour libérer leur pays.

339. La délégation du Mali se joint au Président pour inviter tous les nationalistes à unir leurs efforts afin d'engager la lutte contre les racistes de Salisbury. Ils peuvent être assurés du soutien total de la République du Mali dans le combat qu'ils mènent pour la libération de leur pays. Le représentant du Mali rappelle que son gouvernement ne reconnaît pas le régime qui prévaut actuellement en Rhodésie du Sud. Il réaffirme le droit inaliénable du peuple du Zimbabwe à l'autodétermination et à l'indépendance, qui lui est reconnu par la Charte des Nations Unies et par toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Le Mali reconnaît la légitimité de la lutte de tous les peuples opprimés, qu'elle ait lieu en Asie, au Moyen-Orient ou ici même en Afrique australe, pour que l'homme puisse vivre libre et digne.

340. Le représentant des *Etats-Unis d'Amérique* remercie vivement le Gouvernement de la République

⁷ Ibid., document S/7781/Add.1.

⁸ Ibid.

de Zambie de son invitation et le peuple zambien de son accueil et leur sait gré des arrangements excellents qui ont été pris en vue du séjour du Comité spécial à Kitwe. La délégation des Etats-Unis a été impressionnée et émue par l'allocution du président Kaunda qui a évoqué les problèmes du colonialisme, le régime minoritaire et le déni des droits fondamentaux de la personne humaine dans une région du sud de l'Afrique dont le Comité s'occupera lors de ses réunions en Zambie.

341. Ce sont là des problèmes qui intéressent tous les êtres humains épris de liberté et qui en appellent à la conscience et à l'intérêt bien compris de toute la communauté mondiale. L'existence de régimes coloniaux minoritaires dans les pays voisins de la Zambie pose à celle-ci des problèmes économiques, politiques et sociaux particulièrement pressants. La délégation des Etats-Unis a été frappée par les progrès que la Zambie a réalisés vers la solution de ces problèmes pendant la courte période qui s'est écoulée depuis son accession à l'indépendance, et notamment par la manière dont elle a pu réduire son état de dépendance vis-à-vis de la Rhodésie du Sud sur le plan économique et à développer l'exploitation d'autres voies de communication et sources d'approvisionnement. A cet égard, le représentant des Etats-Unis rappelle qu'immédiatement après la proclamation illégale d'indépendance du régime Smith, les Etats-Unis ont aidé la Zambie en y transportant d'urgence par avion du pétrole pour une valeur de 5 millions de dollars et en lui fournissant des fonds supplémentaires pour l'entretien de ses routes. En outre, le Gouvernement des Etats-Unis assure actuellement le financement d'une étude technique complète du tronçon de la grande route du Nord qui se trouve en République-Unie de Tanzanie. La Zambie progresse rapidement dans la mise au point de plans pratiques, dont le meilleur exemple est son ambitieux plan quadriennal de développement, visant à créer une société dynamique et multiraciale.

342. Les relations entre les Etats-Unis et la Zambie sont caractérisées par le respect et la compréhension mutuels, bien que les deux pays n'aient pas toujours été du même avis quant aux meilleurs moyens de réaliser les objectifs que l'un et l'autre recherchaient dans cette arène politique complexe et lourde de dangers que constitue l'Afrique australe.

343. Passant aux deux problèmes qui feront l'objet des délibérations du Comité spécial au cours de ses réunions en Zambie, le représentant des Etats-Unis dit que son pays appuie le principe selon lequel la population du Sud-Ouest africain doit avoir la possibilité d'exercer pleinement son droit à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la Charte des Nations Unies, qu'il convient de mettre un terme à l'odieuse politique d'*apartheid*, vouée à l'échec, que l'on y applique et que l'Organisation des Nations Unies doit s'acquitter des responsabilités qui lui incombent à l'égard de ce Territoire. En adoptant la résolution 2145 (XXI) qui a mis fin au mandat de l'Afrique du Sud sur le Sud-Ouest africain, l'Assemblée générale a pris une décision importante. Le Gouvernement des Etats-Unis appuie cette résolution et, pour reprendre les paroles du représentant des Etats-Unis "fera tout ce qui est en son pouvoir pour la mettre à exécution par tous les moyens pacifiques appropriés."

344. En ce qui concerne le grave problème rhodésien qui n'est pas encore résolu, le Gouvernement des

Etats-Unis a appuyé énergiquement les mesures prises par le Conseil de sécurité pour mettre fin au régime illégal de Smith. Le représentant des Etats-Unis réaffirme l'appui donné par son gouvernement à une solution pacifique du problème rhodésien afin de parvenir à l'objectif visé qui consiste, selon les termes dont s'est servi le président Johnson, à conférer intégralement les pouvoirs et les responsabilités inhérents à la qualité de nation à tous les habitants de la Rhodésie et non pas seulement à 6 p. 100 d'entre eux.

345. Le Gouvernement des Etats-Unis a voté en faveur de la résolution 232 (1966) du Conseil de sécurité qui a imposé certaines sanctions obligatoires à l'égard de la Rhodésie du Sud, et a appliqué pleinement les dispositions de ce texte.

346. Le représentant de la *Yougoslavie* remercie le Président, le Gouvernement et le peuple de la Zambie d'avoir invité le Comité spécial à tenir quelques-unes de ses réunions dans la belle ville de Kitwe, témoignant ainsi du désir qu'a la Zambie de favoriser l'élimination du colonialisme en Afrique. La brillante allocution du président Kaunda montre que la Zambie est résolue de contribuer sans réserve à la liquidation de tous les vestiges de ce régime brutal et inhumain qu'est le colonialisme.

347. Les grandes puissances occidentales, et notamment le Royaume-Uni, sont principalement responsables de la situation actuelle en Afrique. Elles devraient voir dans les paroles du président Kaunda une sérieuse mise en garde contre ce qui risque de se produire si elles persistent à appuyer le régime illégal de Smith. En outre, le Comité spécial puisera dans les sages paroles du président Kaunda une source d'inspiration lors de ses travaux à Kitwe.

348. La Yougoslavie est unie à la Zambie par des liens d'amitié, une politique commune de non-alignement et le même désir de lutter contre la menace des pressions et des ingérences colonialistes et néo-colonialistes dans les affaires intérieures des Etats indépendants. Les deux pays attachent une grande importance à l'Organisation des Nations Unies et font tout ce qui est en leur pouvoir pour en faire l'instrument efficace qui permettra de réaliser ses nobles idéaux.

349. L'un des premiers devoirs de l'Organisation des Nations Unies est d'éliminer le colonialisme dans les plus brefs délais. Tous les peuples épris de progrès s'inquiètent vivement de la stagnation intervenue récemment dans le processus de décolonisation. Les puissances colonialistes et néo-colonialistes s'emploient de leur mieux à entraver le développement des nouveaux pays indépendants et cherchent à consolider leur emprise sur les territoires encore soumis à la domination coloniale. Les régimes racistes dans le sud de l'Afrique en sont les exemples les plus frappants et la Zambie, en raison de sa position géographique, est directement menacée par le régime raciste de la Rhodésie du Sud.

350. La Yougoslavie comprend parfaitement les dangers et les difficultés auxquels fait face la Zambie. Au cours des séances qu'il tiendra à Kitwe, le Comité spécial accordera une attention particulière à la question de la Rhodésie du Sud. En raison de l'inefficacité des mesures prises jusqu'ici et du refus du Gouvernement britannique d'assumer ses responsabilités et d'employer la force armée, la situation en Rhodésie du Sud se détériore et menace directement non seulement l'avenir du peuple du Zimbabwe, mais encore celui de l'Afrique tout entière. Le peuple yougoslave

partage entièrement les craintes exprimées à cet égard par le président Kaunda. Le Comité spécial a le devoir de dénoncer les motifs réels d'inquiétude dans le sud de l'Afrique et d'adresser ses exigences à ceux dont la politique exerce en dernière analyse une influence décisive sur la solution des problèmes de l'Afrique australe et d'autres problèmes coloniaux.

351. La délégation yougoslave est convaincue qu'avec l'aide des éléments progressistes de la communauté internationale l'Afrique réussira à arracher de son sol les derniers vestiges du racisme et du colonialisme. Le progrès est un courant par trop irrésistible pour être détourné de son chemin par les intérêts égoïstes des racistes de l'Afrique australe ou de leurs alliés. La Yougoslavie continuera comme par le passé à appuyer le peuple du Zimbabwe et du Sud-Ouest africain ainsi que les autres peuples qui luttent pour leur indépendance.

352. Le représentant de la *Bulgarie* s'associe aux remerciements exprimés au président Kaunda ainsi qu'au Gouvernement et au peuple zambiens. En invitant le Comité spécial, le Gouvernement zambien a témoigné de son sens des responsabilités dans la recherche d'une solution au problème de la Rhodésie du Sud. Non seulement la Zambie a offert l'hospitalité à des milliers de réfugiés, mais encore elle s'est tenue à l'avant-garde du combat mené contre le régime criminel de Ian Smith et ceux qui le soutiennent.

353. Le Comité spécial n'oubliera pas les appels émouvants du président Kaunda à la conscience et à la bonne volonté du Gouvernement britannique pour l'inciter à prendre des mesures efficaces contre le régime Smith, ni les mises en garde qu'il a adressées au Royaume-Uni et à ses alliés occidentaux touchant la déclaration unilatérale et illégale d'indépendance, et les conséquences catastrophiques qu'elle risque d'avoir pour l'Afrique et le monde entier. Les membres du Comité spécial ont déjà eu le privilège d'entendre les remarquables discours de M. Kapwepwe, ministre des affaires étrangères de la Zambie, a prononcés devant l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, et dans lesquels il a déclaré que seul l'emploi de la force par le Royaume-Uni pourrait abattre le régime rebelle. Malheureusement ce pays et ses alliés n'ont pas prêté l'oreille à ces appels. Comme par le passé, le Royaume-Uni poursuit aveuglément l'application de sa politique d'impérialisme invétéré et a, en fait, encouragé le régime illégal en annonçant, avant la proclamation unilatérale d'indépendance, qu'il ne recourrait pas à la force contre les rebelles.

354. Le représentant de la *Bulgarie* se fait l'interprète de l'admiration qu'éprouve son pays pour le courage et la détermination avec lesquels les Zambiens aident leurs frères du Zimbabwe au prix de grands sacrifices personnels. La politique de la Zambie, hostile à tout compromis, est l'un des facteurs essentiels dans la lutte menée contre le régime illégal de Smith et pour le rétablissement du peuple du Zimbabwe dans ses droits légitimes.

355. La délégation bulgare a été profondément impressionnée par l'allocution du président Kaunda, par l'évaluation qu'il a donnée de la situation actuelle en Afrique et par son analyse de la politique irréaliste du Royaume-Uni.

356. La politique du Gouvernement bulgare à l'égard de la Rhodésie du Sud coïncide avec celle de la majorité des Etats africains qui estiment que seul l'usage de la force par le Royaume-Uni pourra ren-

verser le régime illégal de Smith. La délégation bulgare souscrit sans réserve à l'assertion du président Kaunda selon lequel il n'y a pas d'autre solution que l'emploi de la force par le Royaume-Uni qui est entièrement responsable de la situation en Rhodésie du Sud. Par ailleurs, elle pense, comme le président Kaunda, que c'est seulement ainsi que des sanctions obligatoires aideront à éliminer le régime de Smith.

357. Le Comité spécial examinera la question de la Rhodésie du Sud à un moment où la lutte du peuple du Zimbabwe pour la liberté entre dans une phase décisive. L'invitation de la Zambie donnera au Comité spécial l'occasion d'entrer en contact avec les représentants véritables du mouvement de libération. La délégation bulgare espère que ces représentants concentreront leurs efforts, plutôt que de les disperser, et indiqueront au Comité ce que les Nations Unies peuvent faire pour mobiliser l'opinion mondiale contre les régimes racistes du sud de l'Afrique. La délégation bulgare espère également obtenir de nouveaux renseignements au sujet du soutien que les puissances occidentales et les membres de l'OTAN prêtent à ces régimes et des activités des monopoles et des intérêts financiers internationaux.

358. Le représentant de la *Bulgarie* demande à l'observateur de la Zambie de transmettre le salut cordial du peuple bulgare au peuple zambien et de l'assurer du désir qu'à la *Bulgarie* d'entretenir avec lui des relations amicales.

359. Le représentant de *Madagascar* tient à son tour à exprimer, au nom de sa délégation, sa sincère et profonde gratitude au Gouvernement et au peuple de la République de Zambie pour leur aimable invitation qui a permis au Comité spécial de se réunir de nouveau en Zambie. Il est très sensible à l'hospitalité et à l'accueil fraternel que le peuple zambien a réservé au Comité.

360. La délégation malgache tient également à souligner qu'elle a particulièrement apprécié l'importante et sage déclaration que le Président Kaunda a prononcée lors de la première séance du Comité spécial en Zambie. Cette remarquable déclaration qui ne manquera pas de guider efficacement le Comité dans ses travaux à Kitwe a montré d'une manière éloquente la détermination du Gouvernement et du peuple zambiens d'œuvrer pour la libération des pays et des peuples encore sous domination coloniale.

361. En effet, malgré ses longues frontières communes avec les principaux tenants du colonialisme, la République de la Zambie fait preuve d'une vigilance et d'un courage vraiment remarquables contre les racistes blancs de la Rhodésie du Sud, du Portugal et de l'Afrique du Sud.

362. La délégation malgache partage l'inquiétude exprimée par le président Kaunda lorsqu'il a dénoncé la politique de défaite honorable britannique. Le Royaume-Uni, en effet, a le devoir d'honorer ses responsabilités et ses obligations en Rhodésie du Sud. Le Gouvernement de Londres est entièrement libre d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour résoudre la crise rhodésienne. C'est dans cette optique d'ailleurs que le Conseil des ministres de l'OUA, lors de sa huitième session ordinaire qui s'est tenue à Addis-Abéba, a adopté une résolution condamnant de nouveau le Gouvernement britannique pour s'être soustrait à ses responsabilités morales et constitutionnelles à l'égard du peuple du Zimbabwe.

363. Madagascar demeure toujours fidèle à sa politique de non-violence et ne préconise pas le recours à la force pour résoudre les problèmes coloniaux. Mais si le recours à la force est considéré comme l'ultime solution du problème rhodésien, il appartient, de l'avis de la délégation malgache, au Royaume-Uni et à lui seul de l'employer. C'est d'ailleurs la solution que le Gouvernement britannique a déjà adoptée pour écraser des mouvements nationalistes dans d'autres colonies.

364. Le représentant de Madagascar souhaite pour terminer, d'une part, réaffirmer la ferme volonté de sa délégation d'œuvrer pour l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et, d'autre part, assurer une fois de plus les mouvements de libération nationale de la Rhodésie du Sud, du Souaziland, du Sud-Ouest africain et des territoires sous administration portugaise que le peuple de Madagascar appuie leur lutte héroïque pour l'exercice du droit à la liberté, à l'autodétermination et à l'indépendance. Enfin, la délégation malgache prie le Président du Comité spécial de transmettre les salutations fraternelles et les vœux sincères de Madagascar au président Kaunda, au Gouvernement de la République de Zambie et au dynamique peuple zambien pour leur foi dans la dignité de l'homme et pour leur détermination de libérer l'Afrique du colonialisme.

365. Le représentant de la Côte d'Ivoire déclare que sa délégation est heureuse de saluer le Gouvernement et le peuple zambiens et de leur adresser ses sincères remerciements pour l'accueil fraternel qu'ils ont bien voulu réserver aux membres du Comité spécial. La chaleur qui entoure cet accueil témoigne de l'importance que la Zambie accorde aux Nations Unies et aux problèmes mondiaux. La Côte d'Ivoire a l'habitude des conférences internationales et sait aussi que l'organisation de telles réunions impose au pays hôte des efforts et des sacrifices énormes. C'est pourquoi la délégation ivoirienne a su apprécier la traditionnelle hospitalité africaine qu'elle a trouvée auprès du peuple frère de Zambie.

366. Le représentant de la Côte d'Ivoire souhaite s'adresser tout particulièrement au Président de la République de Zambie pour le remercier et le féliciter de la déclaration émouvante et magistrale qu'il a faite devant le Comité spécial. De l'avis de la délégation ivoirienne, cette déclaration servira de stimulant aux membres du Comité et suscitera chez eux une profonde réflexion sur la grave situation en Rhodésie. En invitant le Comité à tenir des réunions dans le pays, la Zambie et son prestigieux Président lui permettront d'augmenter l'efficacité de ses travaux et d'apporter une aide appréciable à la population africaine des territoires encore sous domination étrangère, qui lutte sans cesse pour ses droits et libertés légitimes.

367. La Côte d'Ivoire, quant à elle, n'est pas indifférente à cette lutte. Elle accorde une importance particulière aux problèmes de la décolonisation et c'est pourquoi elle ne ménagera aucun effort, dans la mesure de ses moyens, pour apporter sa contribution pleine et entière au principe de la décolonisation et aux travaux du Comité spécial au cours de la session actuelle. Son désir de voir tous les Africains sans exception profiter de cet aliment indispensable qu'est la liberté s'est manifesté à maintes occasions, notamment au cours de tous les débats relatifs aux territoires administrés par le Portugal, au problème de la Rhodésie et au Sud-Ouest africain. Sa position est claire

et suffisamment connue: la Côte d'Ivoire croit de son devoir d'Etat africain de réclamer la libération de tous les territoires africains et la justice pour leurs populations. Pour le faire, elle a cru et croit encore que la voie la plus raisonnable est celle qui consiste à régler les crises entre les hommes par des moyens pacifiques; car la guerre, comme l'a dit le président Houphouët-Boigny, n'a jamais rien réglé définitivement.

368. Malheureusement, les espoirs de la Côte d'Ivoire ont été déçus plus d'une fois, notamment en ce qui concerne l'affaire rhodésienne. Elle a fait confiance aux responsables de la crise rhodésienne parce qu'elle pensait qu'en vertu des pouvoirs étendus qu'ils détiennent, ces responsables, en qualité de puissances administrantes, ont le devoir de conduire le peuple rhodésien à l'indépendance dans des conditions qui permettent à chaque citoyen de jouir de droits égaux. Depuis plus d'un an, on a proposé des sanctions économiques qui, cela n'est plus un secret pour personne, ont lamentablement échoué.

369. Devant cette situation, la délégation ivoirienne reste perplexe, mais tient cependant à réaffirmer avec insistance que les pays africains ne sauraient attendre indéfiniment. Depuis le début de la crise rhodésienne le Royaume-Uni connaît parfaitement ce que l'opinion internationale attend de lui: mater la rébellion qu'il a reconnue lui-même, abolir le régime illégal de Ian Smith, en un mot rétablir la légalité et accorder l'indépendance à la Rhodésie dans de meilleures conditions.

370. La Côte d'Ivoire demande à ses amis, aux amis de l'Afrique, de se joindre à elle pour lancer à nouveau un appel pressant au Royaume-Uni afin qu'il reconnaisse l'échec et l'inefficacité des sanctions économiques et pour l'inviter à mettre en œuvre les moyens énergiques appropriés qui lui ont été recommandés à plusieurs reprises par l'Assemblée générale et par la majorité des Etats africains. La Côte d'Ivoire en appelle en même temps à la croissance de tous les mouvements nationalistes afin qu'ils s'unissent dans leur lutte pour la liberté.

371. Le représentant de l'Italie rappelle que l'ordre du jour des séances du Comité spécial en Zambie est l'un des plus chargés, mises à part les séances tenues au Siège, ce qui prouve que l'on a agi sagement en acceptant l'invitation de la Zambie. Tous les points de l'ordre du jour des réunions de Kitwe intéressent directement et profondément la Zambie puisque ce pays est si proche de la région où sévit ce que l'on pourrait qualifier d'"ultra-colonialisme". La situation en Afrique australe pose un grave problème politique comportant souvent un déni des droits et des libertés fondamentales de l'homme.

372. Le défi lancé à la communauté internationale par le régime illégal de Smith est un sujet d'inquiétude pour les Nations Unies et notamment pour le Comité spécial. Les derniers renseignements dont on dispose et dont certains figurent dans le document A/AC.109/L.393/Add.1, montrent que le régime de Salisbury introduit actuellement des mesures de discrimination raciale encore plus rigoureuses. Il est facile de deviner ce que seront les dispositions de la nouvelle constitution rhodésienne en voie d'élaboration.

373. Les réunions de Kitwe permettront au Comité spécial d'obtenir des témoignages de première main sur les conséquences regrettables de politiques qui constituent un déni des droits fondamentaux de la personne

humaine. La délégation italienne attend le moment où elle participera à l'examen approfondi de tous les renseignements supplémentaires qui sont soumis au Comité en vue des nouvelles mesures à prendre par les Nations Unies. La déclaration liminaire du président Kaunda a permis au Comité de se faire une idée de la pression économique exercée sur la Zambie par la situation actuelle. Toutefois, malgré ces difficultés, la Zambie poursuit et renforce les mesures qu'elle a prises pour lutter contre le régime Smith conformément aux décisions des Nations Unies.

374. La position de l'Italie est claire: elle a récemment été réaffirmée par un décret que le Président de la République a promulgué et dont l'objet est d'assurer l'observation rapide et intégrale des décisions du Conseil de sécurité; ce décret renforce et complète des décisions administratives antérieures.

375. Le représentant de l'Italie souscrit aux remarques faites par le Président et les orateurs qui l'ont précédé: il se joint à eux pour remercier le président Kaunda et le peuple zambien de l'accueil qu'ils ont réservé au Comité spécial et de la confiance qu'ils ont réaffirmée dans les Nations Unies. Le Comité ne pouvait souhaiter de meilleures paroles d'encouragement pour ses travaux.

376. Le représentant de l'Irak remercie le Gouvernement zambien de l'invitation qu'il a adressée au Comité spécial, de son accueil chaleureux, des arrangements excellents qu'il a pris et de la prévoyance dont il avait fait preuve.

377. La brillante allocution du président Kaunda influera considérablement sur les travaux et les décisions du Comité spécial, car il a exprimé ses vues avec franchise, pondération et sagesse. Les pays arabes attachent une importance particulière à la situation rhodésienne car ils ont rencontré et rencontrent encore des problèmes semblables; ils comprennent toute la détresse qu'entraîne une situation où la majorité de la population autochtone est soumise à la domination d'une autorité étrangère qui lui dénie ses libertés fondamentales. La Rhodésie est, en quelque sorte, une autre Palestine, puisque le gouvernement raciste de Ian Smith est l'équivalent de la clique raciste des dirigeants d'Israël soutenue par le sionisme international et les forces colonialistes. A vrai dire, la Puissance administrante, en l'occurrence le Royaume-Uni, est la même dans les deux cas. La Zambie, comme la Palestine, doit faire face au problème qui consiste à protéger les réfugiés qui fuient le despotisme et la brutalité. C'est pourquoi la délégation irakienne se solidarise entièrement avec le Gouvernement et le peuple zambiens qui accueillent des milliers de leurs frères évadés, désormais à l'abri de la dictature rhodésienne.

378. La délégation irakienne se réserve le droit d'évoquer plus tard les problèmes créés par le régime raciste illégal de la Rhodésie du Sud.

379. Le représentant de la Tunisie souhaite tout d'abord associer sa délégation à toutes celles qui l'ont précédée et exprimer au Président, au peuple et au Gouvernement de la Zambie ses sincères remerciements et sa profonde gratitude pour l'invitation qu'ils ont adressée au Comité spécial et qui a permis à celui-ci de se réunir pour la deuxième fois en l'espace de quelques années dans un pays frère dont l'hospitalité fait honneur à l'Afrique et dont la foi dans l'œuvre des Nations Unies et dans les travaux du Comité est bien connue.

380. Il souhaite également rendre un hommage particulier au président Kaunda pour les efforts qu'il ne cesse de déployer pour le bien de son peuple et de son pays et pour l'action qu'il continue de mener en faveur des pays encore colonisés et des peuples encore opprimés et asservis. L'émouvante déclaration qu'il a faite à l'ouverture des travaux du Comité spécial a vivement impressionné tous ceux qui l'ont entendue. En même temps qu'il s'en dégage un humanisme profond, cette déclaration dénote un sens politique aigu et mesuré et les conclusions qu'on en retire s'imposent à tout gouvernement et à tout homme soucieux de paix et animé de bonne volonté. La portée de la déclaration du président Kaunda est d'autant plus grande qu'elle émane d'un chef d'Etat dont la pondération, la sagesse et le sérieux sont partout reconnus.

381. Par sa position géographique et par sa structure économique, la Zambie s'est trouvée, dès son indépendance, plongée dans le drame rhodésien et en a subi les conséquences. Seuls le courage de son président et la détermination de son peuple lui ont permis de faire face aux rudes épreuves qu'elle a traversées. Mais malgré les avertissements depuis longtemps lancés par le président Kaunda, malgré les efforts déployés par les peuples d'Afrique et d'Asie, aucune action sérieuse n'a encore été entreprise pour régler de façon définitive le problème qui se pose en Rhodésie du Sud, aucune mesure n'a été prise pour empêcher la minorité raciste en Rhodésie de faire de ce territoire un nouveau champ d'expérience de la politique tant décriée de l'*apartheid*. La responsabilité du Royaume-Uni en la matière ne fait aucun doute. En fait, le Royaume-Uni a toujours revendiqué ses responsabilités. Par ses hésitations, ses tergiversations, ses prétendues négociations, il a permis à Smith et à ses complices de se saisir illégalement du pouvoir. En préconisant l'application de sanctions économiques, il lui a permis de consolider son régime. Car il ne fait de doute pour personne que ces sanctions ont abouti à un échec. Parce qu'elles étaient sélectives, parce qu'elles pouvaient être facilement tournées, ces sanctions n'ont fait ni chanceler le régime minoritaire, illégal et raciste de Smith, ni perturbé l'économie du pays. Au contraire, elles ont permis à Smith de gagner du temps, de se rapprocher de l'Afrique du Sud et de se soumettre entièrement aux ordres de ses maîtres de Pretoria. Elles ont permis à cette alliance tripartite néfaste et criminelle de se cimenter et de défier impunément la conscience internationale. Aujourd'hui Smith se sent encouragé. Son régime se trouve consolidé. Les restrictions qu'il avait imposées dans le pays commencent à se desserrer et une constitution encore plus raciste que la précédente est en cours de préparation. Le Royaume-Uni, comme d'ailleurs toutes les puissances qui ont soutenu sa politique, est responsable non seulement de la situation actuelle en Rhodésie du Sud mais aussi de toute explosion de violence qui ne manquera pas de se produire dans ce territoire — car l'oppression et l'injustice ne peuvent se perpétuer. Le droit et la justice finiront par triompher en Rhodésie du Sud comme ils ont triomphé dans d'autres pays. Le peuple du Zimbabwe finira par se soulever et par chasser les usurpateurs. Fort de l'appui international, il finira par recouvrer ses droits, son indépendance et sa liberté. Le Comité spécial devra faire des recommandations précises, car seule une action énergique pourra éviter dans l'avenir l'effusion de sang et l'explosion de la violence.

382. Avant de terminer, le représentant de la Tunisie réaffirme au peuple du Zimbabwe que le peuple

tunisien sera toujours de son côté, qu'il défendra sa cause, qu'il l'appuiera dans son combat et l'aidera dans sa lutte.

383. Le représentant de l'Australie remercie le président Kaunda de son allocution clairvoyante et émouvante qui le montre comme un homme dont le premier souci sera toujours le bien-être de son prochain. La délégation australienne lui sait également gré de l'occasion qui lui est offerte de visiter la Zambie et elle a été impressionnée par les réalisations et l'accueil amical du peuple zambien. Dans une certaine mesure, l'Australie aussi est encore un pays en voie de développement et peut par conséquent comprendre les nombreux problèmes que connaît la Zambie. L'Australie a une confiance absolue dans l'avenir vers lequel avance la jeune nation zambienne, énergique et robuste, sous la direction de son distingué président.

384. La délégation australienne est impatiente d'entendre, sur la situation dans les territoires voisins de la Zambie, des témoignages de première main qui présenteront un grand intérêt pour les travaux du Comité spécial. L'Australie est particulièrement consciente des problèmes que rencontre la Zambie, placée dans une situation regrettable et difficile.

385. A bien des égards, l'Australie peut se prévaloir de ses relations spéciales avec la Zambie puisque les deux pays partagent un héritage commun. En outre, grâce au nombre important d'Africains qui font des études en Australie, ce pays a l'avantage d'être mieux renseigné sur les membres africains du Commonwealth. Selon la délégation australienne, le meilleur exemple de ces relations entre membres du Commonwealth est la prise, par l'Australie, de sanctions volontaires à l'égard du régime illégal rhodésien dans les cinq jours qui ont suivi la déclaration unilatérale d'indépendance. L'Australie a ainsi anticipé la résolution 217 (1965) du Conseil de sécurité; depuis lors elle a observé intégralement cette résolution demandant l'application de sanctions obligatoires. L'Australie est opposée à tout système de gouvernement qui dénie l'exercice des droits fondamentaux de la personne humaine à une partie quelconque de sa population, et elle souscrit sans réserve au principe de l'autodétermination.

386. On peut résumer l'attitude de l'Australie à l'égard du colonialisme, et notamment à l'égard de la Rhodésie du Sud, en citant un passage des derniers discours prononcés par M. Paul Hasluck, Ministre australien des affaires extérieures:

"... Nous avons pris diverses mesures, y compris des réductions considérables des importations en provenance de Rhodésie, pour essayer d'amener le régime ayant pour chef M. Ian Smith à revenir à une forme de gouvernement constitutionnel. Nous persistons à croire que l'objectif visé est d'établir en Rhodésie un gouvernement responsable devant l'ensemble de la population du pays et assortir des garanties efficaces en faveur de tous les éléments de la population... L'Australie estime que l'on ne peut pas et que l'on ne doit pas maintenir une société et une forme de gouvernement dans lesquels une minorité domine la majorité, et qui dénie à une partie de la population les droits fondamentaux de la personne humaine et des chances égales. En Australie, nous croyons dans les droits fondamentaux de l'homme et dans la participation de tous les individus à la vie du pays. Nous pensons que ni une majorité ni une minorité ne doit être opprimée et se voir refuser l'exercice des droits de l'homme ou la possi-

bilité de participer au gouvernement... l'Australie est l'un des premiers pays du monde à avoir appliqué des sanctions contre la Rhodésie et refusé de reconnaître la déclaration d'indépendance unilatérale et illégale du régime de la Rhodésie du Sud."

387. L'Australie estime qu'il faut promouvoir et encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, comme le proclame la Charte des Nations Unies.

Clôture des séances

Déclaration du Ministre des affaires étrangères de la République de Zambie

388. Le Ministre des affaires étrangères de la République de Zambie remercie le Comité spécial de lui fournir l'occasion de s'adresser à lui. Il sait que la semaine qui vient de s'achever a été très chargée pour le Comité et a peut-être été également une période de frustration pour certains membres, mais il espère que l'on pardonnera au peuple zambien les erreurs qu'il a pu commettre et les inconvénients qui ont pu en résulter.

389. Les délibérations du Comité spécial ont été pour le peuple zambien une source d'inspiration nouvelle dans la situation très délicate où il se trouve placé bien malgré lui. Les membres du Comité ont employé des termes très énergiques pour condamner la politique rhodésienne du Royaume-Uni et fustiger l'Afrique du Sud et les puissances occidentales pour la politique d'obstruction qu'elles poursuivent au Sud-Ouest africain. De même, ils ne sont pas restés aveugles aux souffrances indicibles des millions d'Africains victimes de l'oppression féodale et du génocide pratiqué par les Portugais en Angola et au Mozambique.

390. Rien n'est plus rassurant pour le peuple zambien que de voir que le Comité spécial partage son point de vue sur les problèmes de l'Afrique australe. Mais les Zambiens ne sont pas des philosophes politiques de salon: ils ne se contentent pas de s'asseoir et de discuter de problèmes qui exigent une action concrète. L'unanimité de vues que le peuple zambien partage avec le Comité ne suffit pas. Le Comité ne doit pas s'arrêter à mi-chemin dans ses efforts pour répondre aux exigences et essuyer les larmes des millions d'opprimés de l'Afrique australe. Les mots, et même les résolutions et les déclarations solennelles, n'ont aucun sens s'ils ne sont suivis d'une action; il est inutile que le Comité écoute les humbles requêtes et les tristes révélations des combattants de la liberté si ce n'est qu'une formalité et s'il ne fait rien par la suite.

391. Des milliers de familles en Angola, au Mozambique, en Rhodésie du Sud, au Sud-Ouest africain, et en Afrique du Sud meurent presque de faim. Certaines sont sans abri et ne reçoivent pas de soins médicaux. Si la lutte des combattants de la liberté pour l'indépendance doit être couronnée de succès, il faut qu'ils reçoivent une assistance financière et matérielle considérable. Si l'on veut que le Comité spécial soit autre chose qu'une société de débats contradictoires, comme il semble l'être devenu avec le temps, il faut qu'il applique des programmes pratiques visant à assister les peuples opprimés de l'Afrique non indépendante et à les aider à réaliser leur indépendance. Les problèmes coloniaux de l'Afrique australe ne seront pas résolus uniquement par des résolutions du Comité spécial, de l'Assemblée générale ou du Conseil de sécurité, mais par des mesures pratiques, et surtout audacieuses, prises hors des salles de conférence.

392. A cet égard, le Ministre des affaires étrangères rappelle à ses frères du Zimbabwe, de l'Angola, du Mozambique, de l'Afrique du Sud et du Sud-Ouest africain que l'indépendance ne s'obtient ni par des pétitions, ni par de longues dénonciations académiques des actes des régimes coloniaux et racistes de l'Afrique australe, mais par le fer et par le sang. Les peuples de l'Afrique australe doivent combattre pour leur indépendance et ne pas se contenter de crier sur les toits ou d'exécuter des danses guerrières. C'est la leçon qu'enseigne l'histoire coloniale, et l'histoire se répète chaque jour.

393. Il a malheureusement été impossible au Ministre des affaires étrangères d'assister aux délibérations du Comité spécial car il s'était auparavant engagé à assister à une autre conférence internationale à Lusaka. Mais il a essayé de suivre les débats du Comité. Les déclarations de certaines délégations sur la question de la Rhodésie sont instructives. Certaines délégations ont formulé des réserves quant à ce qui aurait dû certainement être un appel unanime lancé au Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante de la Rhodésie du Sud, pour libérer tous les prisonniers politiques et empêcher que le projet de loi sur l'*apartheid* ne soit voté par le Parlement rebelle. A l'appui de leurs réserves, ces délégations ont dit que, du fait que la Rhodésie du Sud est en état de rébellion, le Gouvernement du Royaume-Uni n'est pas à même d'appliquer ces mesures. Faut-il prendre cela comme un aveu de défaite de la part du Gouvernement britannique? Il semble à l'orateur que, bien que le Royaume-Uni ne soit pas représenté au Comité spécial pendant cette visite, il y est effectivement représenté par les délégations en question. Ce n'est peut-être que pure coïncidence, et s'il en est ainsi c'est certainement une curieuse coïncidence, si les peuples qui soutiennent le Royaume-Uni appartiennent à la même race. Est-ce que cela n'amène pas à conclure que la façon dont ces pays envisagent le problème rhodésien est influencée par les mêmes préjugés raciaux que ceux du Royaume-Uni? C'est à eux qu'il appartient de faire la preuve du contraire.

394. Il semble étrange au Ministre des affaires étrangères que quelques-uns de ces pays continuent à entretenir à Salisbury des missions consulaires ou commerciales. On a dit que la raison du maintien de ces missions était de veiller aux intérêts des ressortissants de ces pays qui se trouvent dans la colonie rebelle. Mais on sait que le drapeau des rebelles continue à flotter dans les capitales de ces pays. Les intérêts de leurs nationaux sont-ils plus importants que ceux de la communauté internationale? C'est là qu'est l'hypocrisie des sanctions: maintenir des relations commerciales et en même temps promulguer des lois inefficaces contre le commerce avec la Rhodésie du Sud, c'est, d'après ces pays, se conformer à la résolution du Conseil de sécurité sur la Rhodésie du Sud. Peut-on imaginer parodie plus éhontée?

395. La raison pour laquelle le Royaume-Uni n'a pas assisté à la présente session du Comité spécial est qu'il s'est rendu compte que les Africains sont mécontents de ce qu'il a demandé aux Nations Unies de soutenir cette association d'intérêts. Le Gouvernement du Royaume-Uni a cherché à éviter d'être placé dans une position inconfortable par la confusion et l'échec de sa politique envers la Rhodésie du Sud. C'est pourquoi il a récemment qualifié ce régime d'hyène dépourvue de dents. Il se peut que certaines personnes en Zambie

et en Afrique australe considèrent cela comme une simple manifestation d'émotivité, mais c'est une question sérieuse, car le tableau est maintenant très clair. Il ne s'agit pas d'un jeu politique, mais d'un accord entre les grandes puissances. Derrière la Rhodésie du Sud, il y a l'Afrique du Sud, derrière l'Afrique du Sud, le Royaume-Uni, et derrière le Royaume-Uni, les autres puissances impérialistes; cela fait partie d'un plan politique cohérent et concerté destiné à maintenir la suprématie blanche en Afrique australe.

396. A l'origine, l'objectif avait été une Afrique du Sud blanche, de même qu'il existe déjà une Australie blanche et une Amérique du Nord blanche; tout le monde sait bien ce que sont devenus les aborigènes australiens et les Indiens d'Amérique du Nord. La seule raison pour laquelle les Africains n'ont pas subi le même sort est que le monde est devenu un peu plus civilisé qu'à l'époque où les Britanniques ont exterminé les aborigènes d'Australie. Aujourd'hui il y a des comités comme le Comité spécial pour les dénoncer. Si la civilisation n'avait légèrement progressé, les Africains d'Afrique du Sud auraient été exterminés pour laisser la place aux colons blancs.

397. Le problème de l'Afrique australe est celui d'une population blanche qui croit être un *Herrenvolk* né pour dominer, gouverner, posséder la terre. Elle prétend que les Africains sont incapables de se gouverner eux-mêmes et qu'il faut les diriger, les dominer, les exploiter; les fermes et les usines des Blancs doivent être pourvues d'une main-d'œuvre africaine à bon marché. C'est pourquoi la politique de l'Afrique du Sud, dénoncée en paroles, est soutenue en pratique.

398. Le colonialisme est un phénomène qui se présente sous deux aspects: les colonialistes pensent réellement qu'il est de leur devoir d'éduquer les "indigènes", mais en pratique ce devoir devient celui de les exploiter. Lorsqu'ils disent "Nous devons apprendre aux Africains à travailler", ils veulent dire en fait "Nous devons obliger les Africains à travailler pour nous". Toutes les nobles intentions de certains colons blancs sont faussées et corrompues par leur appétit de richesse et leur arrogance latents. Ce que les Africains retirent finalement de leur "mission civilisatrice", c'est le régime barbare des laissez-passer et des camps d'internement. En ce qui concerne l'Africain, la mission civilisatrice des Blancs n'est qu'un écran de fumée derrière lequel ils peuvent "mener la grande vie" grâce à la misère des Africains.

399. L'Afrique du Sud, le Sud-Ouest africain, le Mozambique, l'Angola et la Rhodésie du Sud ne sont pas des problèmes distincts: ils ne constituent qu'un seul problème, celui de l'Afrique australe qui, s'il n'est pas traité comme il convient, entraînera un affrontement entre Blancs et Noirs et une guerre qui sera désastreuse pour les deux races.

400. Le Portugal prétend que l'Angola et le Mozambique sont des provinces portugaises. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour se rendre compte de l'aberration de cette prétention.

401. Le Royaume-Uni refuse d'exercer ses droits constitutionnels en Rhodésie du Sud car il destine ce pays, avec l'aide des autres puissances impérialistes, à un rôle particulier: celui d'Etat tampon protégeant l'Afrique du Sud d'un affrontement direct avec le nationalisme africain. Le Royaume-Uni et d'autres puissances ont investi en Afrique du Sud des millions de dollars

qui leur rapportent de gros bénéfices; la Rhodésie du Sud est le bouclier qui protège ces investissements et ces bénéfices.

402. On sait très bien ce que le colonialisme rapporte aux colons. Mais s'ils y gagnent des millions, ils y perdent le sens des valeurs humaines. Les sentiments humanitaires, la morale, la logique n'ont plus aucune valeur; il ne reste que le "royaume des affaires" d'où la raison est absente.

403. Il est triste et douloureux pour un peuple de voir que les affaires de son pays sont dirigées de l'extérieur et que ses ressources naturelles et ses matières premières les plus riches sont gaspillées sans espoir de retour. Les hommes qui croient au matérialisme oublient l'humanité. Les valeurs humaines deviennent secondaires et l'argent est leur seul intérêt.

404. Le moment est venu pour tous les combattants de la liberté de s'unir. Ils ne doivent attendre leur libération d'aucun gouvernement. Ils doivent se libérer eux-mêmes. Ils doivent être prêts au sacrifice. Ils doivent accepter la mort. Aucun prix n'est trop élevé pour affirmer leur dignité humaine et leur pouvoir de forger leur propre destin.

405. Les impérialistes sont cruels et ils n'ont abandonné aucune colonie de leur plein gré. Il a fallu les en chasser. Il faudra que les mouvements de libération forment des combattants invincibles doués d'une volonté de fer. L'Afrique ne sera pas en repos tant qu'elle ne sera pas entièrement libérée. Elle ne retrouvera sa fierté et le respect du monde que lorsque le dernier colonialiste en aura été chassé. Aujourd'hui l'Afrique n'est pas respectée. On pense que les Africains sont des enfants qu'il faut guider et diriger. On dit qu'ils ne méritent pas la liberté car ils n'ont apporté aucune contribution à la culture, à la pensée et à la philosophie universelles. Mais la vérité est qu'on ignore et qu'on néglige la pensée et la culture africaines parce que l'Afrique n'est pas libre.

406. Ce n'est que depuis que certaines nations africaines sont devenues libres que le monde prend conscience de l'existence des Africains en tant que peuple. Autrefois, lorsque des touristes venaient en Afrique ils regardaient les éléphants, les zèbres et les antilopes; ils ne voyaient pas les Africains. Ils pouvaient se permettre de négliger la riche culture et la profonde sagesse de l'Afrique et le fait qu'elle a été le berceau de la civilisation, parce que l'Afrique n'était pas libre.

407. L'histoire du Sud-Ouest africain est particulièrement attristante. Le Gouvernement zambien a fréquemment exposé son point de vue sur la question et il n'y reviendra pas aujourd'hui. Mais il souligne que l'avenir de l'Organisation des Nations Unies se joue au Sud-Ouest africain. La sincérité et l'authenticité de la confiance que les grandes puissances déclarent placer dans cette organisation mondiale subissent peut-être leur plus grande épreuve depuis la création de l'Organisation des Nations Unies. Son avenir, pour le meilleur et pour le pire, dépendra du sort de l'ancien territoire sous mandat. Si l'on aboutissait à un compromis avec les forces de l'apartheid, cette organisation mondiale deviendrait une institution inutile qui aurait perdu de vue son objectif essentiel qui consiste à établir et à maintenir la liberté et la paix.

408. Le Ministre des affaires étrangères est reconnaissant au Comité spécial d'être venu en Zambie et de lui fournir l'occasion d'exprimer tout cela, et il espère qu'à leur retour à l'Organisation des Nations

Unies les représentants feront prendre conscience à la communauté internationale de l'urgence du problème de l'Afrique australe. Leurs résolutions ne doivent pas être négligées mais au contraire être suivies d'une action concrète et opportune. La Bible dit qu'avec la foi l'homme peut soulever des montagnes; mais cette vérité de la Bible est rarement appliquée aux faits brutaux et aux leçons de la vie quotidienne. Avant tout il faut agir.

409. Les peuples de l'Afrique australe s'accrochent encore à l'espoir que les grandes puissances se rendront compte des dangers qui les guettent et reprendront le chemin de la vérité et de la civilisation, car quiconque exploite d'autres êtres humains n'est pas vraiment civilisé. Quiconque croit en l'exploitation ne peut être chrétien, et celui qui le prétend est un hypocrite. M. Kapwepwe demande aux grandes puissances de faire la preuve de leur sincérité et de ne pas se contenter de déverser de bonnes paroles sans agir en conséquence.

410. L'Afrique est faible aujourd'hui, mais demain elle ne le sera plus. Les empires se créent et se défont, ils règnent et disparaissent. L'homme est partout victime du temps et de l'évolution. Il serait donc déraisonnable de croire que l'Afrique sera toujours faible et sans défense. Les peuples d'Afrique espèrent que ceux qui dirigent les destinées de l'humanité se rendront compte que leurs pensées ne doivent être guidées ni par le colonialisme, ni par le cannibalisme, mais par le souci du bien-être de leurs prochains.

411. Le Ministre des affaires étrangères de Zambie remercie le Comité spécial d'avoir considéré que la Zambie était digne de le recevoir et d'être le théâtre de ses délibérations. Il espère que le séjour en Zambie des membres du Comité n'a pas été aussi déplaisant qu'il a été fatigant, et qu'ils accorderont encore au peuple zambien le privilège de leur présence. Au nom du Président, du Gouvernement et du peuple zambiens, il souhaite que les voyages qu'ils vont accomplir dans le cadre de leur mission se déroulent dans les meilleures conditions possibles.

Déclarations générales

412. Le Président dit que le Comité spécial a vivement apprécié le discours que le Ministre des affaires étrangères de la Zambie lui a fait l'honneur de prononcer devant lui. Ce discours a touché le cœur non seulement des membres du Comité, mais aussi de tous ceux qui l'ont entendu. En tant que Président il a lui-même, à l'ouverture de la session à Kitwe, rendu hommage à la sagesse, à la compétence et au courage du Président de la Zambie et il a saisi cette occasion pour applaudir et s'associer à la position ferme et héroïque adoptée au prix d'énormes sacrifices et du désordre économique par le Gouvernement et le peuple de la Zambie, dans leur dur affrontement avec les forces du colonialisme et de l'impérialisme en Afrique australe. Le Président s'est vivement réjoui de l'inébranlable dévouement du Gouvernement et du peuple zambiens à la cause de la liberté et de l'indépendance pour tous les peuples sous domination coloniale, et en particulier du soutien enthousiaste qu'ils apportent à la lutte menée par les mouvements de libération nationale dans cette région du monde. L'éloquent discours que vient d'entendre le Comité justifie davantage encore cette satisfaction.

413. Après une semaine de débats aussi fructueux que constructifs, les réunions de Kitwe sont maintenant terminées. Le Président a le plaisir d'exprimer la vive reconnaissance du Comité spécial pour l'hospitalité généreuse offerte par le Gouvernement et la population

de la Zambie et pour les facilités généreusement mises à la disposition du Comité et qui ont assuré la bonne marche des réunions. Le Comité n'est pas moins reconnaissant d'avoir eu l'occasion de visiter un peu ce merveilleux pays qu'est la Zambie, de renouveler et de renforcer ses liens d'amitié avec ce peuple aimable et courtois, mais aussi brave et indomptable. Il va sans dire que le Comité a également beaucoup apprécié la coopération et la participation du Gouvernement zambien à ses travaux, ce qui a contribué au succès de la réunion. Si on peut dire que les réunions du Comité ont abouti à des résultats positifs, ce dont le Président ne doute pas, le mérite en revient au Président, au Gouvernement et au peuple de la Zambie qui ont permis au Comité de tenir ses réunions. Au cours des réunions qui se sont tenues à Kitwe, le Comité a entendu sept groupes de pétitionnaires sur la Rhodésie du Sud, l'Angola, le Mozambique et le Sud-Ouest africain. Ces territoires étant voisins de la Zambie, le Comité a eu l'irremplaçable occasion d'étudier le sinistre rôle de la conspiration de Salazar, Smith et Vorster qui ont solidement implanté le racisme et les formes les plus viles de l'exploitation impérialiste en Afrique australe. Le Comité connaît mieux maintenant la volonté sans scrupule de cette alliance impie, aidée et encouragée par ses amis et ses bienfaiteurs, qui veut perpétuer le colonialisme en Afrique australe, et il saisit mieux les réalités vivantes du combat incessant contre les forces colonialistes et réactionnaires dans cette partie du monde, ainsi que les obstacles qui empêchent leur élimination effective.

414. D'après le tableau qu'en ont brossé les pétitionnaires, la situation en Rhodésie du Sud est vraiment grave et inquiétante. Ils ont attiré l'attention sur les conséquences de l'attitude sans scrupule du Gouvernement britannique qui refuse de prendre des mesures efficaces pour abattre le régime minoritaire raciste illégal, et de guider le territoire vers l'indépendance dans des conditions de totale liberté démocratique et d'égalité des droits politiques. Dévoué à ses frères de race dans le territoire et soucieux de protéger ses intérêts économiques dans cette région du monde, le Royaume-Uni, qui n'a jamais hésité à intervenir par les armes, de façon souvent injustifiée, dans ses autres colonies, n'a même pas participé à l'application effective des sanctions obligatoires sélectives qu'il a défendues à l'ONU avec une insistance pharisaïque. Tout le monde sait que le Portugal et l'Afrique du Sud ont manifesté un mépris flagrant des résolutions pertinentes des Nations Unies. Mais, comme l'ont souligné les pétitionnaires, il faut qu'il sache aussi que plusieurs pays occidentaux, tout en approuvant ces résolutions du bout des lèvres, ont maintenu leur commerce avec la Rhodésie du Sud en le réduisant légèrement.

415. En attendant, l'économie du territoire ne donne aucun signe de difficultés sérieuses, et encore moins d'effondrement. Fait plus grave, aucun des objectifs politiques fixés par le Royaume-Uni — et délibérément limités pour des raisons faciles à deviner — n'a été atteint. Comment s'étonner dans ce cas que le régime illégal ait continué de fouler aux pieds les intérêts légitimes de la population africaine du territoire? Il n'est pas surprenant non plus que le régime ait intensifié les interdictions et la répression, et qu'il ait adopté des mesures nouvelles encore plus draconiennes contre la population africaine; il fallait aussi s'attendre que le régime s'engage dans un programme de lois nouvelles destinées à renforcer la politique d'*apartheid*

et la dictature de la minorité dans le territoire. La prétendue commission constitutionnelle soumettra bientôt ses rapports qui fourniront sans aucun doute au Royaume-Uni le prétexte qu'il cherche pour faire avancer la discussion avec le régime illégal sur les honteux arrangements pris en décembre 1966 sur le navire britannique *Tiger* au détriment des intérêts de la majorité africaine.

416. En ce qui concerne les territoires sous domination portugaise, le Portugal continue à s'accrocher désespérément à sa politique coloniale anachronique et à prétendre, contrairement aux notions les plus élémentaires de réalisme, que ces territoires appartiennent à une prétendue nation portugaise pluricontinentale. Méprisant la volonté de la communauté internationale, le Portugal est décidé à fouler aux pieds pour toujours les droits et les libertés fondamentales de la population africaine des territoires. En réponse à la demande légitime de cette dernière qui veut exercer son droit à la libre détermination, le Portugal a intensifié et étendu sa guerre d'extermination, un génocide mené avec une brutalité sauvage qui est sans égale dans les annales récentes de l'histoire coloniale.

417. Non content d'exploiter honteusement les ressources des territoires, le Portugal a pris des mesures pour transformer leur système économique et social pour soutenir un effort de guerre qui dépasse de beaucoup ses possibilités. Cet effort continue d'ailleurs de recevoir l'assistance diplomatique, économique et militaire de plusieurs amis et alliés, notamment certains membres de l'OTAN, qui vient s'ajouter à celle de ses collaborateurs racistes de Salisbury et de Pretoria. Le Portugal a également intensifié ses violations des droits économiques politiques de la population autochtone en autorisant l'installation de très nombreux immigrants étrangers et en exportant de force en Afrique du Sud des travailleurs africains déjà soumis au système du travail forcé. Le Comité spécial a également appris comment, bien qu'énormément désavantagés au départ, les mouvements de libération nationale ont livré leur combat juste et honorable pour libérer les territoires du joug colonial. Le Comité est encouragé par les renseignements qu'il a reçus sur les efforts que font ces mouvements pour relever les régions libérées et développer la protection des réfugiés venant des régions qu'il reste à libérer. A ce propos, les pétitionnaires lui ont aussi rappelé qu'ils ont un besoin urgent de l'assistance du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, des institutions spécialisées et d'autres organismes d'assistance internationale.

418. En ce qui concerne le Sud-Ouest africain, les pétitionnaires ont informé le Comité que loin de coopérer à l'application des résolutions 2145 (XXI) et 2248 (S-V) de l'Assemblée générale, l'Afrique du Sud a récemment intensifié l'oppression fasciste non déguisée qu'elle exerce sur la population du territoire, au moyen notamment du terrorisme organisé et de tortures inhumaines. De plus, la suprématie blanche de Pretoria a pris des mesures pour établir le Gouvernement prétendu autonome de l'Ovamboland. Comme l'ont justement fait observer les pétitionnaires, c'est une usurpation du rôle de l'ONU et un défi flagrant à son autorité. C'est un prolongement de la politique des Bantoustans que le régime de Pretoria pratique pour fragmenter le territoire, pour tromper l'opinion publique indignée et pour dresser un écran protecteur lui permettant de perpétuer la domination de l'Afrique du Sud sur les territoires.

419. Le Comité spécial a également entendu des témoignages concernant l'installation de nouvelles bases militaires en vue d'écraser la lutte pour la libération et de provoquer et menacer les Etats africains voisins. Il a appris que, malgré tous ces obstacles, la lutte pour la libération nationale du Sud-Ouest africain continue sérieusement et que le régime de Vorster a dû augmenter ses effectifs militaires aux frontières du territoire. Le Comité a également reçu des renseignements sur l'assistance massive que l'Afrique du Sud reçoit de ses principaux partenaires commerciaux et grâce à laquelle, sans aucun doute, ce régime peut tranquillement refuser de céder à la raison ou aux principes de la Charte.

420. Enfin, tous les pétitionnaires de la Rhodésie du Sud, de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain ont souligné le rôle éminent que les intérêts internationaux économiques, financiers et autres jouent dans la vie économique de ces territoires. Ils ont tous souligné l'exploitation sans merci des ressources humaines et matérielles des territoires à laquelle se livrent ces intérêts, et le fait que, complices et partenaires des régimes coloniaux, ils ont permis au régime de refuser à la population africaine les moyens de participer réellement à la vie économique du pays, et de la priver de la jouissance de ses ressources et des moyens de se développer sur le plan économique, social et de l'enseignement. La conclusion s'impose d'elle-même: les activités de ces intérêts représentent un grave obstacle à la réalisation des aspirations de la population africaine à la liberté et à l'indépendance.

421. Il a été dûment tenu compte des témoignages des pétitionnaires sur la Rhodésie du Sud, d'abord, dans le consensus adopté par le Comité spécial presque à l'unanimité quelques jours auparavant (A/AC.109/SR.523), et ensuite dans une importante résolution adoptée par 17 voix contre une, avec 3 abstentions (A/AC.109/SR.528). Dans le consensus, le Comité a fait appel au Gouvernement du Royaume-Uni pour qu'il assure la mise en liberté de tous les prisonniers politiques en Rhodésie du Sud, et en particulier, celle de M. Joshua Nkomo et du Révérend Sithole. Le Comité priait instamment aussi le Gouvernement du Royaume-Uni d'empêcher l'adoption du projet de loi actuellement déposé par le régime illégal et qui aurait pour effet de consacrer définitivement la politique d'*apartheid* dans le territoire. Il a réaffirmé en termes vigoureux plusieurs déclarations et exigences figurant dans des résolutions antérieures. En outre, le Comité a souligné la nécessité pour le Gouvernement du Royaume-Uni d'assurer l'application des sanctions totales et obligatoires, en ayant recours à la force, pour abattre le régime illégal. A ce propos, le Comité a particulièrement insisté sur la responsabilité du Gouvernement britannique, qui doit prendre les mesures nécessaires, y compris le recours à la force, pour réaliser cet objectif et assurer l'application immédiate de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

422. Le Comité a réaffirmé, à cette fin, l'obligation pour la Puissance administrante de transférer immédiatement les pouvoirs au peuple du Zimbabwe sur la base d'élections organisées selon le principe "à chacun une voix". De plus, le Comité a condamné entre autres le Portugal et l'Afrique du Sud qui appuient le régime illégal, ainsi que les activités des intérêts étrangers financiers et autres déjà mentionnés. Le Comité a également demandé à tous les Etats d'augmenter leur assis-

tance aux mouvements de libération du Zimbabwe, et à toutes les organisations internationales d'aider les réfugiés du territoire. Enfin, le Comité a recommandé au Conseil de sécurité de prendre les mesures nécessaires, aux termes du Chapitre VII de la Charte, pour appliquer sa récente résolution 232 (1966) du 16 décembre 1966.

423. En ce qui concerne les territoires sous domination portugaise et le Sud-Ouest africain, il n'est guère nécessaire d'expliquer pourquoi le Comité spécial n'a pas encore pris de décision. Plusieurs autres pétitionnaires doivent être entendus à Dar es-Salam à propos de ces territoires, et il est normal que le Comité entende leurs témoignages avant d'adopter des conclusions et des recommandations. En formulant celles-ci, le Comité tiendra compte, naturellement, des précieux témoignages qu'il a déjà reçus.

424. Les membres du Comité spécial ont été sensibles à la façon dont les combattants de la liberté ont accepté la lutte dans les territoires coloniaux. Il est certain qu'ils obtiendront bientôt la victoire. Le Président leur demande instamment d'intensifier leurs efforts. La vague de libération ne peut être arrêtée, et les combattants doivent aller de l'avant jusqu'à ce que l'Afrique tout entière soit libre. Le Président lance un appel à l'unité entre les divers mouvements de libération, car il ne faut guère espérer que les forces du colonialisme et de l'impérialisme ne tirent pas profit des failles dans le front de ceux qui luttent pour les éliminer, et ces failles ne feront que retarder l'avènement de la liberté et de l'indépendance. Les peuples sous domination coloniale et les Etats anticolonialistes africains et autres ne peuvent se permettre de telles faiblesses.

425. Le Président remercie les membres de la délégation zambienne de leur aide, il exprime sa reconnaissance à ceux qui ont annoncé la réunion au public et en particulier au Ministre de l'information et à la radio zambienne; au nom du Comité spécial, il remercie sincèrement le Président, le Gouvernement et le peuple de la Zambie de leur généreux accueil et d'avoir rendu possibles les réunions très fructueuses que le Comité a tenues à Kitwe.

426. Le représentant du *Sierra Leone*, parlant au nom des membres africains, asiatiques et yougoslaves du Comité, remercie le Gouvernement et le peuple zambiens. Quand la Zambie a invité le Comité spécial à tenir certaines réunions sur son sol, le Comité n'a pas douté un instant que le fait d'être si près de la Rhodésie du Sud l'aiderait à mieux comprendre les problèmes à résoudre. La présence du Comité à proximité de la scène du crime a permis à des pétitionnaires, qui n'auraient pas pu se rendre à New York, de lui décrire en détail les souffrances de leur peuple, et les membres ont pu se faire une idée plus précise des graves dangers qui menacent le monde. Comme l'a souligné le président Kaunda, la situation peut mener à une troisième guerre mondiale où la lutte serait non seulement raciale mais aussi idéologique. Une guerre de ce genre ne serait pas une guerre de conquête, mais d'extermination, une guerre qui mettrait fin à toutes les guerres, car il n'y aurait pas de survivants.

427. Il est tragique de voir les grandes puissances traiter la population de Rhodésie du Sud avec l'insouciance d'acteurs de mélodrame. Il faut prendre des mesures préventives immédiates et efficaces. Le président Kaunda a exprimé en quelques mots la pensée des Africains et des Asiatiques. Les délégations au nom

desquelles le représentant du Sierra Leone a pris la parole continueront à combattre et ne ménageront aucun effort pour apporter la liberté au peuple du Zimbabwe.

428. Le Gouvernement de la Zambie, le maire et le conseil municipal de Kitwe n'ont épargné aucun effort pour que le séjour du Comité en Zambie soit agréable. Le représentant du Sierra Leone leur souhaite, ainsi qu'au peuple zambien, une prospérité continue dans leur développement industriel. Ce peuple, un peuple particulièrement heureux, offre le spectacle réconfortant de différentes races travaillant ensemble pour former une seule nation et un seul peuple. Il ne faut pas que son exemple se perde au sud du Zambèze, aussi le représentant du Sierra Leone espère-t-il que le voyage du Comité contribuera à modifier l'esprit qui règne dans cette partie de l'Afrique. La gentillesse, la servabilité et la courtoisie extrêmes du peuple zambien ne seront pas oubliées. Le représentant du Sierra Leone remercie aussi le maire et le conseil municipal de Livingstone d'avoir organisé une intéressante excursion aux chutes de Victoria.

429. Le Président, le Ministre des affaires étrangères et d'autres membres du gouvernement ont affirmé leur foi en l'ONU et en son Comité spécial, et les membres du groupe africain et asiatique, ainsi que la Yougoslavie, ne trahiront pas cette confiance; ils s'efforceront au contraire de ne pas en rester aux débats, et de prendre des mesures sur les résolutions adoptées. La dernière résolution était présentée par tous les membres du groupe au nom duquel le représentant du Sierra Leone a pris la parole.

430. Le représentant du Sierra Leone lance un appel aux combattants de la liberté pour qu'ils s'unissent contre l'ennemi commun. Il est maintenant clair que pour obtenir sa liberté au xx^e siècle, il faut employer la force.

431. Tous les membres du groupe emporteront un excellent souvenir de leur séjour en Zambie, et se consacreront avec une vigueur renouvelée à l'élimination du colonialisme en Afrique.

432. Le représentant du Chili, parlant au nom des délégations du Venezuela et du Chili, exprime au Gouvernement et au peuple zambiens sa profonde reconnaissance pour l'hospitalité généreuse et cordiale qu'ils ont réservée au Comité spécial.

433. Au cours des séances qui se sont déroulées à Kitwe, le Comité spécial a pu entendre de nombreux pétitionnaires, représentant des mouvements de libération angolais ou rhodésiens, et a recueilli un grand nombre de renseignements extrêmement importants qui lui donneront les moyens d'aider l'Organisation des Nations Unies dans la lutte difficile qu'elle mène pour éliminer le colonialisme de toute l'Afrique.

434. Les délégations du Venezuela et du Chili ont été très impressionnées par les progrès réalisés par le peuple zambien et par l'atmosphère de liberté qui règne en Zambie. Elles ne doutent pas que la Zambie soit appelée à un grand destin.

435. Le représentant du Chili est particulièrement heureux que la Conférence sur le cuivre qui vient de se dérouler à Lusaka ait permis de renforcer encore les liens qui unissent le Chili à la Zambie.

436. Parlant au nom des délégations de la Pologne, de l'Union soviétique et de la Bulgarie, le représentant de la Bulgarie s'associe aux remerciements adressés au président Kaunda et au Gouvernement et à la popula-

tion de la Zambie, et remercie le Ministre des affaires étrangères de son allocution émouvante qui donne à réfléchir. Les membres du Comité quitteront la Zambie profondément reconnaissants d'avoir pu accomplir leurs travaux dans d'excellentes conditions.

437. La résolution que le Comité spécial a adoptée est la meilleure preuve de l'inspiration qu'il a puisée dans le discours émouvant du président Kaunda. Le Comité a discuté de la question de la Rhodésie du Sud au moment où la lutte du peuple du Zimbabwe pour sa liberté entre dans une étape décisive. Les contacts établis avec les mouvements de libération, et les pétitions qui ont été entendues, ont par conséquent la plus haute importance. Le représentant de la Bulgarie espère que le Comité a traduit fidèlement leurs sentiments en condamnant la politique du Royaume-Uni et de ceux qui l'aident, et en déclarant que la discrimination raciale constitue un crime contre l'humanité.

438. Le Comité spécial a eu l'irremplaçable occasion d'observer la patience et le courage du peuple zambien, qui aide ses frères du Zimbabwe au prix d'énormes sacrifices personnels. Il a noté les succès déjà obtenus, meilleure preuve de ce qu'une nation libre peut faire lorsqu'elle n'est pas opprimée par un régime colonial.

439. Au nom des trois délégations au nom desquelles il parle, le représentant de la Bulgarie demande au Ministre des affaires étrangères de transmettre à la population zambienne leurs sincères remerciements et leurs meilleurs vœux de succès dans leur pays indépendant.

440. Au nom des délégations de l'Australie, de la Finlande, de l'Italie et des Etats-Unis, le représentant de l'Italie exprime ses sincères remerciements au Gouvernement et au peuple zambiens pour leur généreuse hospitalité. Ils n'ont épargné aucun effort pour offrir d'excellentes facilités, un séjour agréable et une atmosphère cordiale. Les délégations au nom desquelles parle le représentant de l'Italie remercient le Président et le Ministre des affaires étrangères de leurs discours. Il remercie également de leur aide le maire de Kitwe et la délégation zambienne.

441. Le Comité spécial va poursuivre ses travaux en République-Unie de Tanzanie, mais il conservera intacte son admiration devant les réalisations impressionnantes de la jeune et énergique Zambie en butte aux difficultés que lui crée le régime illégal de Salisbury. Le représentant de l'Italie forme des vœux sincères de bonheur et de prospérité pour le Gouvernement et le peuple zambiens.

C. — SÉANCES TENUES À DAR ES-SALAM (RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE)

Ouverture des séances

Allocution prononcée au nom du Président par le deuxième Vice-Président de la République-Unie de Tanzanie

442. Le deuxième Vice-Président de la République-Unie de Tanzanie rappelle que c'est la troisième fois que Dar es-Salam figure sur l'itinéraire du Comité spécial pour ses réunions hors de New York. Pour beaucoup de représentants, ce n'est donc pas la première fois qu'ils examinent si près des lieux la question du colonialisme en Afrique australe. La connaissance qu'ils ont des problèmes du colonialisme aidera beaucoup les membres du Comité dans leurs délibérations dans la République-Unie.

443. Pour d'autres membres du Comité c'est la première fois qu'ils se trouvent à Dar es-Salam et peut-être même en Afrique. L'orateur espère que cette possibilité de coopérer avec les nationalistes africains leur sera utile et qu'ils pourront ainsi mieux juger des problèmes qui se posent.

444. Au nom du Gouvernement et du peuple de la République-Unie de Tanzanie, il adresse à tous les membres du Comité spécial les souhaits de bienvenue les plus sincères et les plus chaleureux.

445. Au cours de ses réunions en République-Unie de Tanzanie, le Comité spécial examinera la question de l'Afrique australe qui souffre de l'effet combiné du colonialisme, de l'*apartheid* et de la discrimination raciale. Les deux derniers phénomènes ne relèvent pas de la compétence du Comité spécial, mais ils sont un élément indissoluble du problème d'ensemble de l'Afrique australe et font partie du cadre dans lequel s'inscrit ce problème.

446. La lutte des Africains du Mozambique, de l'Angola, de la Rhodésie du Sud et de l'Afrique du Sud est, en fait, une lutte contre la domination et l'exploitation par une minorité blanche. C'est parce qu'ils se sont rendu compte que ces problèmes ont des éléments fondamentaux communs que le Comité spécial et le Comité spécial chargé d'étudier la politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sud-africaine ont décidé d'organiser conjointement le cycle d'études sur l'*apartheid* qui aura lieu sous peu et au cours duquel les deux comités pourront procéder à un échange de renseignements et de données qui permettra de dégager clairement les problèmes qui se posent et les possibilités d'action existantes, de manière que chacun des deux Comités soit mieux à même de s'acquitter de son mandat.

447. Le deuxième Vice-Président de la République-Unie de Tanzanie ne se propose pas de parler longuement de l'Afrique du Sud. Il n'aurait peut-être même pas mentionné du tout ce pays s'il n'avait été convaincu qu'il est impossible de parler du colonialisme en Afrique sans mentionner l'*apartheid* et la discrimination raciale, étroitement unies en une alliance impie; les méthodes auxquelles elles font appel et leurs objectifs se ressemblent et elles ont la même structure économique et les mêmes effets néfastes et destructeurs pour leurs victimes.

448. Il n'y a pas de cas plus typique que celui du Sud-Ouest africain où le colonialisme et l'*apartheid* sont étroitement combinés. Pendant près de 50 ans, la communauté internationale a fermé les yeux devant les abus infâmes commis dans ce territoire sous le couvert du mandat. Finalement, à bout de patience et indignée par la façon révoltante dont la Cour internationale de Justice avait failli à son devoir, l'Organisation des Nations Unies a mis fin au Mandat et s'est chargée elle-même d'acheminer le peuple du Sud-Ouest africain vers l'autonomie et l'indépendance.

449. Bien que l'Afrique du Sud continue à faire fi des résolutions des Nations Unies, certains milieux continuent à affirmer que l'Organisation des Nations Unies devrait éviter un affrontement avec l'Afrique du Sud. Ceux qui préconisent cette politique le font surtout pour des raisons d'intérêt national, mais parfois ils le font aussi pour des raisons tactiques. Ils font valoir qu'en s'attaquant à l'Afrique du Sud, on gaspille des moyens et des forces qui pourraient être employés plus utilement contre des régimes plus faibles, tels que

ceux de la Rhodésie du Sud, du Mozambique et de l'Angola. Mais quels que soient les arguments avancés, le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie ne peut pas souscrire à ces suggestions. Sur le plan international, la position de l'Afrique du Sud vis-à-vis du Sud-Ouest africain est très faible et la communauté internationale devrait faire en sorte que l'Afrique du Sud ne puisse pas jouir des fruits de son attitude de défi. Mais tandis que l'on s'attaque à d'autres aspects du problème de l'Afrique australe, il ne faut pas que l'effort fourni en ce sens faiblisse.

450. En Rhodésie du Sud, le gouvernement non représentatif, appuyé seulement par une fraction de la population, s'accroche désespérément au pouvoir qu'il a saisi illégalement. Le Gouvernement et le peuple de la République-Unie de Tanzanie espèrent, comme le reste du monde, que ce régime finira par s'écrouler sous le poids des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies, mais ils ne se font pas trop d'illusions à cet égard. Il sont, en effet, convaincus que tôt ou tard il faudra avoir recours à la force pour renverser le régime de Ian Smith. Il appartiendra alors à la communauté internationale d'assurer l'indépendance du territoire en donnant à la population la possibilité d'exercer réellement son droit à l'autodétermination.

451. Le Comité spécial a déjà examiné d'une manière exhaustive le problème de l'Angola à Kinshasa et à Kitwe; en République-Unie de Tanzanie, le Comité n'examinera que la question du colonialisme au Mozambique, mais le problème du colonialisme portugais se présente à peu près de la même façon dans tous les territoires. Dans chacun de ces territoires, la population vit dans la misère, torturée et privée de ses droits légitimes. Dans chacun, des habitants sont pendus ou séparés de leur famille et connaissent toutes les souffrances que causent des actes aussi inhumains. La République-Unie de Tanzanie s'intéresse tout particulièrement au problème du Mozambique, étant donné que les Portugais, dans leurs actes de répression sauvage, violent souvent sa frontière et que ses habitants ont des relations et des liens étroits avec les tribus des territoires voisins.

452. Enfin, les membres du Comité spécial auront la possibilité d'entendre des pétitionnaires de la Côte française des Somalis. Il est de notoriété publique que le prétendu référendum organisé récemment dans ce territoire a été une tromperie indigne de ceux qui y ont eu recours. La meilleure preuve de la mauvaise foi des autorités actuelles est le changement de nom proposé. Le Gouvernement et le peuple de la République-Unie de Tanzanie appuient les aspirations des habitants du territoire à une autodétermination véritable. Ce n'est que lorsque les habitants de la colonie auront la possibilité de choisir librement la forme de gouvernement qui leur convient et de décider de leur avenir que la paix et la sécurité pourront régner dans cette partie si troublée de l'Afrique.

453. Comme il est universellement reconnu que le Comité spécial fait autorité en matière de problèmes relatifs au colonialisme et à l'impérialisme, le deuxième Vice-Président de la République ne retiendra pas plus longtemps les membres du Comité à cette séance solennelle d'ouverture des séances de Dar es-Salam et leur renouvelle les vœux chaleureux de bienvenue du Gouvernement et du peuple de la République-Unie de Tanzanie qui sont convaincus que les travaux du Comité seront couronnés d'un succès toujours plus grand.

Déclarations générales

454. Prenant la parole au nom de tous les membres du Comité spécial, le *Président* remercie le deuxième Vice-Président de la République-Unie de Tanzanie d'avoir bien voulu assister à la séance d'ouverture, et le remercie vivement de son important discours, qui sera naturellement étudié avec la plus grande attention. Les membres du Comité spécial lui sont particulièrement reconnaissants de l'analyse concise et instructive qu'il a faite des problèmes coloniaux très graves qui continuent à affliger la partie australe de l'Afrique, ainsi que des assurances qu'il a données au Comité qu'il continuait à jouer dans son travail et dans la poursuite de ses objectifs, de l'appui sans réserve de la République-Unie de Tanzanie. Le discours du deuxième Vice-Président de la République est une nouvelle preuve du rôle qu'entend jouer la République-Unie de Tanzanie et de sa prise de position irrévocable dans la lutte pour l'élimination des derniers vestiges du colonialisme dans le monde entier et plus particulièrement en Afrique. Son discours sera une source d'inspiration pour tous ceux qui, préoccupés par la domination des forces colonialistes et néo-colonialistes, attachent une grande importance à la liquidation rapide du colonialisme et du racisme.

455. Par l'entremise du deuxième Vice-Président, le Président tient également à remercier vivement, au nom du Comité spécial, le Président, le Gouvernement et le peuple de la République-Unie de Tanzanie de leur aimable invitation qui a permis au Comité de se réunir à nouveau à Dar es-Salam. Tous les membres du Comité spécial ont été profondément touchés par l'accueil fraternel et par la traditionnelle hospitalité africaine dont ils bénéficient depuis leur arrivée, ainsi que par les manifestations qui ont eu lieu à l'aéroport et qui leur ont rappelé qu'ils ont de lourdes responsabilités et que les peuples qui se trouvent encore sous une domination coloniale ont mis leur foi en l'Organisation des Nations Unies.

456. Il ne serait peut-être pas séant que le Président, lui-même citoyen de la République-Unie de Tanzanie, exprime le sentiment de fierté que lui inspire à juste titre son pays, sa confiance en ses dirigeants et sa solidarité avec son peuple. Mais en sa qualité de Président, il manquerait à la courtoisie et même à son devoir s'il ne constatait au nom des membres du Comité, la grande considération dont jouit le Comité spécial en République-Unie de Tanzanie. Il suffit de rappeler que le Gouvernement et le peuple tanzaniens ont invité le Comité à se réunir à Dar es-Salam en 1962, en 1965 et à nouveau en 1966.

457. Que le Comité spécial se réunisse pour la quatrième fois à Dar es-Salam confirme que, comme l'a dit le deuxième Vice-Président dans son discours de 1966, aux yeux de la République-Unie de Tanzanie l'œuvre du Comité revêt une importance capitale pour la réalisation des objectifs de l'Organisation des Nations Unies. De l'avis de la République-Unie de Tanzanie, la mission du Comité — qui consiste à assurer sans retard l'éradication du colonialisme — repose sur le noble principe de l'égalité entre les hommes. La République-Unie de Tanzanie estime qu'aucune paix durable n'est possible aussi longtemps que l'on permettra à l'abominable injustice qu'est le colonialisme de subsister. Pour la République-Unie de Tanzanie, le grand et irrésistible mouvement d'émancipation de l'Afrique est indissolublement lié à la lutte universelle que mènent

des forces progressistes, partout dans le monde, pour la paix et la liberté.

458. Il ne faut donc pas s'étonner que le Gouvernement et le peuple tanzaniens aient toujours fermement pris position contre le colonialisme, car ils sont vivement et douloureusement conscients des souffrances de leurs frères qui gémissent encore sous le joug colonial. Après tout, il n'y a que quelques années que la République-Unie de Tanzanie s'est libérée du joug colonial et a recouvré son indépendance. En outre, elle se trouve physiquement aussi bien qu'idéologiquement au premier rang de ceux qui luttent avec acharnement contre le colonialisme. Au sud, elle a pour voisin le Mozambique, administré par l'impitoyable régime fasciste de Salazar. Les territoires coloniaux administrés par les régimes racistes de Vorster et de Smith sont aussi tout près d'elle. Il était donc inévitable que la République-Unie de Tanzanie devienne un lieu de refuge pour des milliers d'Africains ayant fui ces régimes d'oppression. D'autre part, elle fait tout ce qui est en son pouvoir, au prix de lourds sacrifices, pour apporter une aide matérielle et morale aux mouvements de libération nationale des territoires voisins, dans l'espoir et la conviction que cette aide contribuera à hâter le moment de la libération et de l'indépendance de tout le continent. Ce n'est donc pas un hasard que Dar es-Salam soit le siège du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique de l'Organisation de l'unité africaine, avec lequel le Comité spécial souhaite vivement continuer à coopérer.

459. Le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie n'ignore pourtant pas les incidents de son inébranlable attitude anticolonialiste et anti-impérialiste. En refusant d'assister indifférente aux actes inhumains du colonialisme, en décidant de faire jusqu'au bout son devoir d'aider ceux qui cherchent à exercer leurs droits inaliénables, la République-Unie sait bien qu'elle s'expose aux intrigues et aux menaces de toutes sortes des forces de la réaction. Mais elle sait aussi que ce n'est qu'ainsi que son but déclaré — la reconstruction et le développement national — aura un sens, que ce n'est qu'ainsi qu'elle peut pleinement répondre aux aspirations du peuple et rendre sa propre indépendance plus solide et plus réelle.

460. Au cours de ses prochaines réunions en République-Unie de Tanzanie, le Comité spécial poursuivra l'examen des problèmes coloniaux les plus récalcitrants d'Afrique et notamment de la situation au Sud-Ouest africain et dans les territoires administrés par le Portugal, plus particulièrement au Mozambique. Il entendra sans doute de nouveaux récits poignants concernant les nombreuses violations des droits de l'homme les plus élémentaires, les atrocités brutales et les crimes monstrueux commis par les régimes coloniaux de ces territoires.

461. Nul n'ignore que le Portugal et l'Afrique du Sud refusent obstinément de prêter leur concours en vue de la mise en œuvre des résolutions pertinentes des Nations Unies. Mais le Comité spécial recevra sans doute de nouvelles preuves de l'intensification de l'oppression et des mesures militaires prises contre des populations qui ne demandent que la reconnaissance des droits énoncés dans la Charte. On lui parlera certainement encore de l'assistance que les régimes anachroniques de Salazar et de Vorster reçoivent de certains de leurs amis et alliés et sans laquelle il leur serait difficile sinon impossible de poursuivre leur politique odieuse. Le Comité sera sans doute révolté par de

nouveaux renseignements concernant l'exploitation cruelle des ressources humaines et matérielles de ces territoires et le rôle néfaste des intérêts étrangers économiques et autres qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Mais il trouvera aussi une source de satisfaction dans les récits concernant la lutte sans répit que mènent les mouvements de libération pour se débarrasser des chaînes de l'oppression.

462. Outre les pétitionnaires des territoires coloniaux de l'Afrique australe, le Comité spécial entendra probablement ceux de la Côte française des Somalis, de l'île Maurice, des îles Seychelles, d'Ifni et du Sahara espagnol.

463. Le Comité spécial sera sans doute intéressé d'examiner les progrès réalisés dans l'application de la résolution 2228 (XXI) de l'Assemblée générale ainsi que de sa propre résolution du 15 mars 1967 relative à la Côte française des Somalis. Le droit inaliénable des habitants de ce territoire à la liberté et à l'indépendance ne saurait être contesté, mais le Comité examinera sans aucun doute les nouvelles mesures nécessaires pour que le processus de décolonisation puisse se poursuivre sans délai, dans des conditions de paix et d'harmonie.

464. En ce qui concerne l'île Maurice et les îles Seychelles, le Comité spécial recherchera si les progrès politiques devant aboutir à l'indépendance ont été satisfaisants et conformes aux dispositions de la Déclaration. La situation économique peu satisfaisante de ces territoires et la création du prétendu territoire britannique de l'océan Indien en violation de leur intégrité territoriale seront sans doute le sujet de graves préoccupations.

465. Le Comité spécial devra également se prononcer sur les récents événements d'Ifni et du Sahara espagnol et en particulier sur la réaction du Gouvernement espagnol à l'égard de la résolution pertinente de l'Assemblée générale et sur les mesures à prendre pour assurer sa pleine application.

466. Dans le cas de tous ces territoires coloniaux, le Comité spécial a le devoir de rechercher le meilleur moyen pour l'Organisation des Nations Unies de répondre aux justes revendications de leurs habitants. On demandera sans doute si le Comité fait tout ce qui est en son pouvoir à cet effet, et si le fait que si peu de progrès ont été réalisés dans l'élimination du colonialisme de la région, malgré les quatre voyages du Comité en Afrique australe, n'est pas très flatteur pour les efforts qu'il déploie. Il serait injuste de poser ces questions sans reconnaître en même temps que ce sont les puissances coloniales et leurs amis qui sont principalement, sinon entièrement, responsables de cette situation fâcheuse. D'autre part, pour parer à de telles questions, le Comité a le devoir d'examiner s'il n'y aurait pas un moyen d'accroître l'efficacité de ses travaux en tirant des expériences faites les conclusions qui s'imposent et en appliquant les enseignements du passé.

467. Il y a, par exemple, lieu de louer le Comité spécial de ne pas s'être contenté d'adopter des résolutions de caractère général et d'adresser aux puissances coloniales de pieuses exhortations. Il s'est attaché, à juste titre, à adopter des résolutions concrètes, définissant en termes précis les mesures et les modalités d'application de la Déclaration dans chacun des territoires — et il doit continuer à le faire. En outre, le Comité devrait, de l'avis du Président, s'efforcer davantage de vérifier et de suivre de près l'application de

ses résolutions et de celles de l'Assemblée générale et d'adopter de nouvelles recommandations concernant les mesures correctives à prendre. Il est évident que même si certaines résolutions ont en théorie un caractère constructif, si elles ne sont pas appliquées c'est comme si elles n'avaient pas été adoptées. Il est donc certain qu'il faut surveiller en permanence leur application et créer un mécanisme approprié à cet effet. Le Comité aurait probablement intérêt à se prévaloir davantage des dispositions du paragraphe 14 de la résolution 2189 (XXI) dans lequel l'Assemblée générale autorise et prie le Comité spécial de formuler toutes suggestions et recommandations concrètes dont le Conseil de sécurité pourrait s'inspirer en étudiant les mesures qu'il convient de prendre conformément à la Charte des Nations Unies.

468. Le Président réitère l'appel adressé à tous les combattants de la liberté pour qu'ils s'unissent, leur rappelant qu'aussi longtemps qu'ils resteront désunis la lutte pour la liberté se prolongera et des êtres humains continueront à être torturés et tués. La désunion des mouvements de libération a même eu pour effet de réduire leurs forces, de sorte que les moyens disponibles ne sont pas suffisamment mis à profit. Lorsque l'Afrique tout entière décidera de s'unir dans la lutte pour la liberté, elle constatera que l'appui de l'Organisation des Nations Unies et en particulier du Comité spécial ne lui est pas marchandé. A ce propos, le Président tient à souligner que le Comité travaille sans relâche pour servir la cause de la décolonisation et ne ménagera aucun effort jusqu'à ce que l'Afrique tout entière soit libre.

469. En conclusion, le Président remercie encore une fois le deuxième Vice-Président de la République-Unie de Tanzanie de son discours émouvant et, par son intermédiaire, le Président, le Gouvernement et le peuple de la République-Unie de Tanzanie d'avoir invité le Comité spécial à se réunir à Dar es-Salam. Avec l'encouragement qu'il trouve dans l'atmosphère d'anti-colonialisme militant et d'enthousiasme révolutionnaire qui règne dans la dynamique capitale tanzanienne, le Comité devrait pouvoir aboutir à des résultats importants et constructifs.

470. Le représentant de l'*Ethiopie* remercie sincèrement le Gouvernement et le peuple de la République-Unie de Tanzanie d'avoir invité le Comité spécial à tenir quelques-unes de ses réunions à Dar es-Salam, ainsi que de leur remarquable hospitalité. En tant qu'ambassadeur d'*Ethiopie* dans la République-Unie, il a eu l'occasion et le privilège uniques de suivre de près les rapides progrès réalisés par ce pays sous la direction éclairée, sage et dévouée du président Nyerere et de se rendre compte par lui-même de la grande œuvre de développement et de reconstruction entreprise dans tous les secteurs depuis que le pays a accédé à l'indépendance, en 1962. En ce laps de temps si court la République-Unie a fait de grands progrès, dont ses habitants peuvent être justement fiers.

471. Un des plans les plus importants sur lesquels la République-Unie ait donné l'exemple à l'Afrique et au monde, est celui de l'unité et de la décolonisation. L'union de la partie continentale du pays et de Zanzibar pour constituer la République-Unie de Tanzanie est un exemple remarquable digne d'être suivi par l'ensemble de l'Afrique, surtout à un moment où ces fléaux que sont la désunion et les luttes fratricides sévissent dans d'autres pays. Même un observateur quelque peu indifférent ne saurait manquer d'être

frappé par les grands sacrifices que fait la République-Unie pour faire triompher la cause de la décolonisation en Afrique et dans le reste du monde. Le nombre croissant de réfugiés des territoires coloniaux voisins tels que le Mozambique, l'Angola, la Rhodésie du Sud et l'Afrique du Sud, représente un lourd fardeau pour ses ressources humaines et matérielles; l'installation du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique de l'Organisation de l'unité africaine en République-Unie de Tanzanie a exposé ce pays aux attaques et aux machinations impérialistes; néanmoins, comme cela ressort clairement du discours vibrant du Vice-Président, le Gouvernement et le peuple tanzaniens ne se laissent pas détourner du chemin de l'anti-colonialisme militant.

472. Au cours des deux dernières semaines, l'attention du Comité spécial a été appelée une fois de plus sur la situation extrêmement dangereuse et potentiellement explosive qui règne en Rhodésie du Sud, au Sud-Ouest africain et dans les territoires administrés par le Portugal. Chaque année l'affrontement entre les races devient de plus en plus critique et intolérable et si rien n'est fait pour y mettre un terme, il y a tout lieu de craindre qu'il n'atteigne un jour des proportions telles qu'il plonge tout le continent dans un conflit ouvert et n'entraîne des effusions de sang. L'œuvre du Comité spécial est donc de la plus haute importance pour toute la cause de la paix et de la sécurité internationales et les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies doivent tout faire pour prévenir une explosion dangereuse.

473. S'agissant des territoires administrés par le Portugal, chacun a encore présents à l'esprit les renseignements consternants fournis par les pétitionnaires et les sinistres objectifs que cachent les mesures alarmantes prises par les Portugais apparaissent clairement, sans même qu'il soit nécessaire de réexaminer les arrestations arbitraires, les actes de brutalité et les assassinats qui sont commis tous les jours.

474. Nul n'ignore que le Portugal n'est pas riche et n'est pas militairement puissant, et il n'est guère besoin de demander quels sont ceux qui l'aident à poursuivre sa lutte sans répit contre les forces irrésistibles du nationalisme africain. Il est clair que la politique anachronique du Portugal en Afrique a toujours été inspirée par la volonté d'exploiter les vastes ressources de ses territoires coloniaux aux dépens de la population autochtone.

475. Depuis 1964, le Portugal mène une guerre défensive contre les forces de libération du Mozambique — que par un extraordinaire tour de force de l'imagination le Portugal considère comme une simple province —, ce qui a entraîné une augmentation des dépenses militaires et autres dépenses connexes. En 1966, les crédits réservés à la défense et à la sécurité ont été supérieurs de 255 millions d'escudos environ à ceux de 1965 et ont atteint le double de l'ensemble des dépenses militaires de 1963, avant le début des combats. Les mesures de sécurité au Mozambique sont également devenues de plus en plus strictes pour parer à toute possibilité de subversion, et il en est de même en Angola et en Guinée (Bissau). Depuis 1960 la communauté internationale adresse des appels au Portugal pour qu'il renonce à ses mesures de répression et introduise des réformes en vue du transfert du pouvoir à la population autochtone. Le refus du Gouvernement portugais et l'aggravation de la situation dans les territoires ont fait l'objet de nombreuses résolutions du Comité spécial,

de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, mais Salazar continue de faire la sourde oreille aux appels de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine. Le Comité spécial devrait donc adresser un nouvel appel aux puissances intéressées pour qu'elles se conforment aux résolutions qu'elles ont elles-mêmes appuyées, non seulement dans l'intérêt de l'existence même de l'Organisation mais aussi afin de mettre un terme à l'asservissement et à la dégradation de millions d'Africains.

476. Même au cours des derniers mois, on a eu de nouveaux indices poignants des dangers que comporte l'entente entre Vorster, Salazar et Smith. Le problème qui se pose actuellement dans l'ensemble de l'Afrique australe est intimement lié aux politiques que mènent séparément les Gouvernements de Pretoria, de Lisbonne et de Salisbury. Si ces gouvernements ne sont pas forcés de renoncer à leur politique, ils continueront sans retenue à harceler les populations et à porter atteinte à leur dignité humaine.

477. Le Vice-Président a parlé également de la question de Djibouti ou de la Somalie dite française qui préoccupe vivement l'Ethiopie et son gouvernement. Lors du référendum qui a eu lieu le 19 mars 1967 pour décider du statut futur du territoire, la vaste majorité de la population a voté pour le maintien des liens avec la France, décision qui a pu surprendre ou même décevoir certains membres du Comité spécial qui ont à cœur la cause de la décolonisation au sens le plus strict. Mais il ne s'agit pas de la surprise ou de la déception que cette décision a pu causer à certains des membres du Comité spécial; ce qui compte c'est que les habitants de Djibouti ont pu choisir librement et que dans leur sagesse ils ont pris cette décision. Si l'on se rappelle qu'en 1958, de tous les pays qui formaient alors la communauté française seule la Guinée avait choisi de rompre complètement avec la France, la décision des habitants de Djibouti peut paraître moins surprenante. Le fait que presque tous les pays qui, en 1958, ont choisi de maintenir leurs liens avec la France sont devenus depuis des nations souveraines et indépendantes montre clairement que lorsqu'il s'agit de son avenir, tout peuple choisit la tactique et la forme d'évolution qui lui convient le mieux. Il ne faut pas être déçu si tous les peuples n'adoptent pas toujours des formules toutes prêtes.

478. La délégation éthiopienne n'ignore pas que certains milieux ont essayé de mettre en doute la validité de la décision prise par les habitants de Djibouti. Si cette contestation avait été inspirée par un véritable souci de leur bien-être, elle aurait pu être prise au sérieux, mais puisque tout le monde sait qu'elle est motivée par des considérations d'un caractère plus égoïste, il faut la rejeter avec tout le mépris qu'elle mérite.

479. Quoi qu'il en soit, la délégation éthiopienne estime qu'il n'appartient qu'aux habitants de Djibouti eux-mêmes de décider de leur avenir et nul étranger n'a le droit d'intervenir ou de contester leur décision; ce serait folie pure que de vouloir juger leur décision.

480. Quant à l'allégation que l'on entend continuellement dans ces mêmes milieux et selon laquelle la France n'aurait pas organisé ce référendum de façon objective et impartiale, le représentant de l'Ethiopie tient à déclarer catégoriquement que sa délégation n'a pas relevé le moindre indice qui puisse justifier cette affirmation. C'est malheureusement une indication du succès que connaît depuis un certain temps la propa-

gande mensongère qu'une déformation aussi délibérée de la vérité ait été admise par des milieux généralement avertis. Il faut, au contraire, féliciter le Gouvernement français d'avoir pris à temps les mesures voulues pour faire en sorte que le résultat du référendum corresponde aux véritables sentiments des habitants de Djibouti au moment où il a eu lieu, et pour assurer aux habitants de ce petit territoire la protection voulue contre la coercition, l'intimidation et les tentatives d'infiltration de la part d'un pays voisin soucieux de fausser leur choix démocratique et d'en détruire les effets. L'attitude de la France, sous la direction éclairée du général de Gaulle, ce grand homme d'Etat libéral européen, a été, de l'avis du représentant de l'Ethiopie, irréprochable à l'égard de la décolonisation. La délégation éthiopienne pense que ce qui s'est passé récemment à Djibouti est un indice probant de la foi qu'a la France dans le processus de décolonisation et de son dévouement à cette cause. Elle estime que le processus de décolonisation à Djibouti se déroule à un rythme satisfaisant et espère que la France, en coopération avec les véritables leaders du peuple de Djibouti continuera à favoriser ce processus jusqu'à ce que l'objectif final soit atteint. Mais ceux qui n'acceptent apparemment pas le choix de la population continuent à chercher à dénaturer la décision de Djibouti. Des intrus étrangers ont entrepris une campagne virulente de propagande essayant ainsi de semer le doute sur la validité du référendum, se disant sans doute que la majorité des habitants de Djibouti ne savent pas ce qui est bon pour eux et que leur sort doit être décidé par des étrangers. Ceux qui protestent contre les décisions prises sont ceux-là même qui, en août 1966, ont accueilli avec satisfaction l'annonce du référendum, ont essayé depuis de le truquer et ont échoué, et s'efforcent maintenant de le présenter sous un faux jour. Cela prouve que ce qu'ils avaient souhaité voir exprimer le 19 mars ce n'était pas les vœux des habitants de Djibouti mais leurs propres vœux, par l'entremise de leurs agents.

481. L'Ethiopie reconnaît en principe et en pratique le droit des Djiboutiens de décider de leur propre avenir; elle accepte leur décision, quelle qu'elle soit et elle s'oppose et résistera à toute tentative de compromettre l'avenir des Djiboutiens. L'attitude de l'Ethiopie demeure amicale comme toujours, et consiste à maintenir et à renforcer davantage les liens fraternels déjà étroits et les relations d'interdépendance entre voisins fondées sur le respect mutuel et l'intérêt commun. L'Ethiopie n'a pas de desseins cachés concernant le statut politique de Djibouti et ne menace pas son avenir politique. Il faut espérer que les autres pays de la région partagent ces sentiments. C'est dans cet esprit que l'Ethiopie appuie le récent exercice de droit à l'autodétermination à Djibouti, et se félicite des mesures prises par la France pour transférer les pouvoirs aux habitants du territoire et qui, espère-t-elle, aboutiront sous peu à leur complète liberté.

482. En présentant ce bref aperçu de sa position à l'égard d'une question qui présente un intérêt capital pour la paix et la stabilité de la région, la délégation éthiopienne a voulu préciser la politique que poursuit le Gouvernement éthiopien, de manière à ne laisser subsister aucun doute dans l'esprit des membres du Comité spécial quant à sa position exacte à ce sujet. La délégation éthiopienne se réserve d'intervenir à nouveau dans le débat si la situation nécessite de plus amples éclaircissements.

483. La délégation éthiopienne a déjà fait connaître son point de vue sur la question de l'île Maurice et des îles Seychelles au Sous-Comité I, dont le rapport sera examiné sous peu par le Comité spécial. Le représentant de l'Ethiopie réitère l'appel qu'il a adressé à la puissance administrante pour qu'elle prenne des mesures efficaces en vue de mettre intégralement en œuvre la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, organise à une date rapprochée les élections promises depuis si longtemps et accorde l'indépendance à ces territoires.

484. En conclusion, le représentant de l'Ethiopie tient à déclarer une fois de plus que l'Ethiopie est résolue, comme tous les autres pays épris de liberté du monde entier, à faire tout ce qui est en son pouvoir pour éliminer de la face de la terre ce cancer qu'est le colonialisme et l'impérialisme. L'Ethiopie considère qu'elle-même ne sera pas complètement indépendante aussi longtemps qu'une partie quelconque du sol africain restera sous la domination coloniale. De la lutte héroïque pour l'indépendance et la liberté qu'il a menée tout au long des siècles et de la tradition glorieuse de sa longue histoire de nation souveraine et indépendante, le peuple éthiopien a retiré un important enseignement, à savoir qu'aucun sacrifice n'est trop lourd lorsqu'il s'agit de défendre la liberté et la dignité humaine. La nation éthiopienne tout entière est heureuse et fière de constater que l'exemple des sacrifices qu'elle a consentis pour la liberté et l'indépendance, tout au long de son histoire longue et mouvementée, n'est pas passé inaperçu. C'est dans cet esprit de dévouement à la cause éternelle de la liberté et de la dignité des hommes qu'elle engage les combattants de la liberté des régions qui demeurent sous le joug du colonialisme et de l'impérialisme à s'unir et à redoubler d'efforts en vue de la victoire finale. Elle tient à les assurer que dans le noble combat qu'ils mènent, ils peuvent compter sur l'appui sans réserve de l'Ethiopie et de tous les hommes épris de liberté.

485. Le représentant de l'Inde associe la délégation indienne aux remerciements que le président du Comité spécial et l'orateur précédent ont adressés au Gouvernement et au peuple tanzaniens. En invitant le Comité spécial à se réunir pour la quatrième fois à Dar es-Salam, la Tanzanie a donné une nouvelle preuve de son dévouement résolu à la cause de l'élimination des derniers vestiges du colonialisme. L'élection de M. Malecela à la présidence du Comité spécial constitue une nouvelle reconnaissance de l'intérêt que porte son pays aux efforts que déploie le Comité spécial pour éliminer d'Afrique le fléau du colonialisme et du racisme. Que la République-Unie de Tanzanie soit le siège du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique, de l'Organisation de l'unité africaine témoigne du souci sincère de ce pays d'accélérer le processus de décolonisation. A ce propos, l'Inde tient à renouveler sa promesse de continuer à appuyer sans réserve la lutte contre le colonialisme.

486. L'allocution vibrante qu'a prononcée le deuxième Vice-Président et son analyse succincte des problèmes de l'Afrique australe constituent une contribution très importante aux travaux du Comité spécial. Le Vice-Président a souligné que le racisme, le colonialisme et l'apartheid sont étroitement liés et forment une alliance impie qu'il faut attaquer comme un tout. Le représentant de l'Inde appuie sans réserve la proposition du représentant de l'Ethiopie tendant à ce que le discours du Vice-Président et la réponse

du Président du Comité spécial soient reproduits *in extenso* dans le compte rendu de la séance.

487. Au cours de ses réunions à Dar es-Salam, le Comité spécial examinera les problèmes de l'Afrique australe et en particulier ceux des territoires administrés par le Portugal, du Sud-Ouest africain, du Souaziland, de l'île Maurice et des îles Seychelles, et la délégation indienne aura la possibilité de faire connaître plus en détail son point de vue sur ces questions à une séance ultérieure. Le représentant de l'Inde tient, toutefois, à donner un bref aperçu de la position de son pays. L'Inde porte un intérêt tout particulier aux colonies portugaises, car elle a elle-même souffert sous la domination portugaise et, comme ceux qui luttent pour la liberté dans ces Territoires, elle s'est rendu compte que le langage de la force est le seul que les dictateurs fascistes comprennent.

488. La question du Sud-Ouest africain a été longuement examinée tant par le Comité spécial que par l'Assemblée générale et la délégation indienne a pu faire connaître son point de vue au sein de ces deux organes. Elle appuie sans réserve les résolutions adoptées et espère que tous les Etats membres coopéreront en vue d'assurer leur application rapide. Bien que ces résolutions aient été adoptées presque à l'unanimité, le régime raciste de Pretoria n'a pas renoncé à ses desseins concernant le Sud-Ouest africain et la délégation indienne condamne énergiquement sa tentative de détacher l'Ovamboland pour en faire une entité distincte et étendre la politique des Bantoustans au Sud-Ouest africain.

489. La délégation indienne tient à assurer l'île Maurice, le Souaziland et les autres territoires dont il est question de son plein appui dans leur lutte pour l'indépendance. En particulier l'Inde s'oppose énergiquement à l'installation sur l'île Maurice des bases que l'on envisage de créer dans l'océan Indien.

490. L'Inde a toujours eu des relations extrêmement cordiales et amicales avec la République-Unie de Tanzanie depuis que celle-ci a accédé à l'indépendance. Son peuple et son gouvernement éprouvent la plus haute estime pour le président Nyerere, un des hommes d'Etat les plus éminents d'Afrique, qui a réussi à créer dans le pays une société multiraciale dans laquelle des habitants d'origines diverses peuvent vivre en paix et en harmonie. Les traités de commerce et d'amitié conclus par l'Inde et la République-Unie de Tanzanie en 1966 ont contribué à rapprocher encore davantage les deux pays. Les pays en voie de développement ont beaucoup à apprendre l'un de l'autre et M. Gharekan espère que la coopération entre les deux pays deviendra encore plus étroite pour leur plus grand bien.

491. Avant de conclure, le représentant de l'Inde salue, au nom de sa délégation, le peuple ami tanzanien et lui souhaite bonheur et prospérité.

492. Le représentant de l'Iran dit que pour la troisième année consécutive, le Gouvernement tanzanien a donné au Comité spécial la possibilité de tenir quelques-unes de ses réunions à Dar es-Salam. Il souhaite exprimer, au nom de sa délégation, sa sincère reconnaissance au Président, au Gouvernement et au peuple tanzaniens pour leur aimable invitation et pour la traditionnelle hospitalité africaine qu'ils ont dispensée. Le représentant de l'Iran a déjà eu à trois reprises le privilège de participer à des réunions du Comité à Dar es-Salam et il lui tarde de renouer d'anciennes amitiés.

493. Le représentant de l'Iran a été vivement impressionné par l'allocution encourageante et particulièrement importante du deuxième Vice-Président et il est certain qu'elle guidera le Comité spécial dans ses travaux. En sa qualité de centre des mouvements africains de libération et de siège de l'un des groupes les plus importants de l'Organisation de l'unité africaine, la République-Unie de Tanzanie offre au Comité une occasion unique de s'acquitter de ses obligations. Sous la direction sage et dynamique de son président, ce pays a apporté une contribution des plus appréciables à la lutte contre le colonialisme, l'oppression et l'injustice, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des Nations Unies. Dans le cadre de l'Organisation, l'apport fourni par la délégation tanzanienne est trop connu pour que l'on y s'y attarde. L'appui matériel et moral que la République-Unie prête aux différents mouvements de libération leur a permis de poursuivre la lutte contre les usurpateurs de la liberté et des richesses africaines. Par ailleurs, la République-Unie de Tanzanie a généreusement accueilli de nombreux réfugiés qui ont fui le joug pesant du Portugal, de l'Afrique du Sud et du régime raciste de Rhodésie du Sud. Très prochainement, le Cycle d'études international sur l'*apartheid*, la discrimination raciale et le colonialisme dans le sud de l'Afrique, auquel participeront les représentants de plus de 50 pays, ainsi que les représentants de nombreuses organisations non gouvernementales et d'éminentes personnalités, se tiendra à Dar es-Salam sur l'invitation du Gouvernement tanzanien. C'est là un nouveau témoignage du désir qu'a la Tanzanie d'éliminer le racisme et le colonialisme du continent africain.

494. Il est donc particulièrement utile que le Comité spécial se réunisse en République-Unie de Tanzanie où il a la possibilité de prendre contact avec des personnes qui se sentent solidaires de ses objectifs et d'obtenir des renseignements de première main sur les événements les plus récents intervenus au Mozambique et dans d'autres colonies portugaises, dans l'île Maurice, aux îles Seychelles et dans d'autres régions coloniales. Il faut également espérer que la présence du Comité apportera un encouragement et un appui supplémentaires aux combattants de la liberté dans ces territoires. Le Comité a déjà eu l'occasion d'entendre les vues de diverses organisations politiques, en particulier de l'Angola, du Sud-Ouest africain et de la Rhodésie du Sud à Kinshasa et à Kitwe et, se fondant sur ces déclarations, le Comité a adopté des décisions appropriées, notamment une résolution sur la Rhodésie du Sud. En prenant ces décisions, le Comité a scrupuleusement tenu compte des faits, comme des principes qu'il a pour devoir de défendre. On ne saurait donc invoquer un manque de réalisme du Comité comme une excuse à la non-observation de ses décisions. Les reproches doivent plutôt s'adresser aux Etats Membres, en particulier au Portugal, à l'Afrique du Sud et au Royaume-Uni, qui n'ont pas appliqué les décisions du Comité.

495. La délégation iranienne continuera à soutenir sans réserve et sans défaillance toute décision à même d'accélérer la liquidation du colonialisme en Afrique, car elle est fermement convaincue que le seul moyen d'empêcher l'éruption du volcan qui couve en Afrique australe est d'en extirper les systèmes surannés du colonialisme et du racisme. La paix et la justice ne pourront pas être rétablies en Afrique tant que ce résultat n'aura pas été atteint. Bien que le tableau soit sombre et que les colonialistes et les racistes paraissent

avoir le dessus, le représentant de l'Iran a puisé un grand réconfort dans la détermination et l'ardeur au combat des dirigeants des diverses organisations politiques que le Comité spécial a déjà entendus. Si les nationalistes sont unis et résolus, le jour est proche où l'Afrique sera libérée des derniers vestiges du colonialisme et du racisme. L'Afrique regagnera alors sa légitime place au soleil et pourra progresser vers la pleine réalisation de son aspiration la plus chère — l'unité africaine — dont l'un des plus brillants dirigeants du continent, le président Julius Nyerere, s'est fait le champion.

496. Le représentant de l'Iran est convaincu que grâce aux excellentes dispositions prises par le Gouvernement tanzanien, les réunions du Comité spécial seront extrêmement fructueuses et il exprime, au nom du Gouvernement et du peuple iraniens, les meilleurs vœux de succès et de prospérité au peuple de la République-Unie de Tanzanie.

497. Le représentant de la *Yougoslavie* remercie le Gouvernement et le peuple de la République-Unie de Tanzanie d'avoir généreusement invité le Comité spécial à se réunir une fois de plus à Dar es-Salam pour examiner certains des problèmes coloniaux les plus urgents et les plus menaçants qui se posent encore. Il leur est reconnaissant de l'hospitalité et de l'accueil chaleureux qu'ils lui ont réservé. La délégation yougoslave est particulièrement heureuse de visiter à nouveau la République-Unie, en raison des liens étroits d'amitié et de coopération entre les deux pays, qui sont tous deux engagés dans la lutte pour l'élimination de toutes les pressions colonialistes et néo-colonialistes, afin que chaque pays puisse jouer un rôle égal sur la scène mondiale. Sous la direction de son éminent Président, la République-Unie de Tanzanie a fait beaucoup plus que la plupart des pays pour aider les mouvements nationaux de libération en Afrique et pour secourir les réfugiés qui ont fui la brutale domination coloniale. A ce propos, la délégation yougoslave a été vivement impressionnée par l'allocution extrêmement importante et encourageante prononcée devant le Comité par le deuxième Vice-Président dont l'analyse lucide de la dangereuse situation qui se crée dans le sud de l'Afrique a été particulièrement instructive.

498. Il est évident que les forces colonialistes et néo-colonialistes font ce qui est en leur pouvoir pour freiner et arrêter le processus de décolonisation afin de maintenir leurs places fortes dans certaines régions qui présentent une importance spéciale pour leur stratégie politique et économique. Ces places fortes doivent non seulement leur permettre de poursuivre leur exploitation économique et leur oppression de la majorité de la population, mais faciliter aussi leur ingérence dans les affaires intérieures des pays africains nouvellement indépendants. Le système fasciste et raciste de l'Afrique du Sud offre l'exemple le plus frappant de ces visées. Un pays arriéré comme le Portugal et les régimes racistes minoritaires d'Afrique du Sud et de Rhodésie du Sud sont incapables d'exécuter seuls ces plans. C'est uniquement grâce à l'aide qu'ils reçoivent de leurs partenaires occidentaux qu'ils peuvent poursuivre leur politique et défier les nombreuses décisions des Nations Unies. Les dénonciations verbales, par certaines puissances occidentales, de la politique raciale de l'Afrique du Sud, du Portugal et de la Rhodésie du Sud ne sauraient dissimuler la dure réalité.

499. Les activités des monopoles étrangers et leur exploitation sans scrupules de la richesse des territoires

coloniaux entravent sérieusement le processus de décolonisation. Les forces armées portugaises mènent une guerre criminelle contre les peuples de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau), en utilisant les armes acquises au sein de l'alliance militaire de l'OTAN. Le Royaume-Uni, qui est seul responsable du territoire colonial de la Rhodésie du Sud a, par son refus d'employer le seul langage que les racistes comprennent, permis au régime illégal de consolider sa position, d'intensifier son oppression du peuple du Zimbabwe et d'introduire le système criminel de l'*apartheid*. Les bases militaires étrangères dans les territoires coloniaux non seulement empêchent la libération des peuples colonisés, mais servent également à exercer une pression sur les pays indépendants. Les moyens de pression et d'intervention sont employés aujourd'hui non seulement en Afrique, mais également au Moyen-Orient et dans d'autres régions du monde.

500. Il est indispensable de prendre des mesures rapides pour éliminer les derniers bastions du colonialisme qui constituent une menace à la paix et à la tranquillité du monde entier. Le combat pour l'indépendance des peuples qui souffrent encore sous la domination coloniale est juste et légitime et mérite l'appui total des Nations Unies.

501. La Yougoslavie a toujours fermement soutenu tout peuple en lutte pour sa liberté et son indépendance et elle continuera à le faire. Le représentant de la Yougoslavie pense que la communauté internationale et les Nations Unies ont une responsabilité spéciale lorsqu'il s'agit d'aider les peuples colonisés à décider librement de leur destin. Le Comité spécial a un rôle essentiel à jouer, et la délégation yougoslave continuera à tout mettre en œuvre pour assurer que le Comité remplisse effectivement son mandat, notamment en ce qui concerne l'application des différentes décisions de l'Assemblée générale sur la décolonisation.

502. Le représentant de la Yougoslavie rend hommage à la direction compétente et énergique du Président, qui a largement contribué aux travaux du Comité spécial tant au Siège que pendant l'actuelle série de réunions en Afrique.

503. Le représentant du *Mali* remercie le peuple de la République-Unie de Tanzanie, son parti, le Tanganyika African National Union et son gouvernement pour l'aimable invitation adressée au Comité spécial et pour l'accueil plein de chaleur réservé à sa délégation.

504. Le peuple de la République du Mali, son parti, l'Union soudanaise RDA, et son gouvernement apprécient l'effort que fournit le peuple courageux et travailleur de la République-Unie de Tanzanie sous la direction éclairée de M. Julius Nyerere. Depuis son accession à l'indépendance, la République-Unie, rompant avec les séquelles du colonialisme, s'est courageusement engagée dans la voie d'un développement indépendant. Ce vaillant peuple remporte chaque jour de nouvelles victoires dans le domaine des réalisations nationales. Les récentes décisions prises par le parti et le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie permettront sans aucun doute de franchir de nouvelles étapes importantes dans la lutte contre le sous-développement. Il y a lieu de se féliciter que le Comité spécial puisse tenir à Dar es-Salam quelques-unes de ses séances consacrées à l'étude de la grave situation qui prévaut en Afrique australe, de l'Angola au Mozambique, en passant par la Rhodésie et le Sud-Ouest africain. En effet, la République-Unie joue un rôle de premier plan dans la lutte que mènent les peuples africains con-

tre le colonialisme, la discrimination raciale et l'injustice. La République-Unie s'est tout de suite fait le porte-drapeau de l'anticolonialisme et brandit l'étendard de la liberté et de la justice dans une région de l'Afrique encore sous le joug des racistes et des fascistes.

505. La délégation malienne aura l'occasion, dans une prochaine intervention, de traiter en détail de la situation dans les territoires sous domination portugaise, en montrant la collusion d'intérêts de certaines grandes puissances occidentales qui manœuvrent pour perpétuer le colonialisme, permettant ainsi une exploitation sans merci des populations africaines de l'Angola, de la Guinée (Bissau), du Mozambique, de la Rhodésie et du Sud-Ouest africain.

506. Le Mali, fidèle à sa politique, réaffirme sa position anticolonialiste et anti-impérialiste. Il a adhéré à la Déclaration historique contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et ne ménage rien pour dénoncer la politique rétrograde d'un Salazar qui n'a rien compris à l'histoire et qui, sous peu, sera rejeté à la mer par les vaillants combattants de la liberté de la Guinée (Bissau), du Mozambique et de l'Angola. Le Mali est convaincu de la victoire des mouvements de libération nationale et leur donne l'assurance qu'il fera tout pour les aider à se débarrasser des Portugais et des racistes blancs de Salisbury et de Pretoria qui exploitent sans pitié les ressources naturelles et humaines de l'Afrique australe pour le seul bénéfice des monopoles étrangers.

507. Le système colonialiste qui sévit encore dans le monde est une machination de certaines puissances occidentales qui violent les nobles principes de la Charte de l'ONU qu'elles ont elles-mêmes rédigé à San Francisco. Il est très difficile de comprendre la position de certains pays tels que le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la République fédérale d'Allemagne qui arment les mercenaires de Salazar dans le cadre de l'OTAN pour essayer de retarder la libération de l'Afrique. Les délégués de ces pays diront sans doute devant le Comité spécial qu'ils condamnent la politique du Portugal, de l'Afrique du Sud ou bien la position adoptée par Ian Smith. Mais chaque jour les faits démentent leurs déclarations. Il est temps que cela cesse et que l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique comprennent qu'il est de leur intérêt de hâter le processus de libération des territoires encore dépendants. Une Afrique libérée peut être un meilleur partenaire pour les pays industrialisés à cause de ses richesses naturelles et de son apport à la civilisation et au développement harmonieux du monde.

508. Le représentant du Mali rappelle les bonnes relations qui existent entre son pays et la République-Unie de Tanzanie, relations fondées sur une volonté commune de liquider définitivement le colonialisme et de construire un pays où l'exploitation de l'homme par l'homme n'a plus cours. La récente visite en République-Unie du Président de la République du Mali démontre cette communauté de vues en ce qui concerne tant les problèmes africains que les grands problèmes qui se posent actuellement dans le monde.

509. Le représentant de la Tunisie exprime au nom de sa délégation ses sincères remerciements au Président, au Gouvernement et au peuple de la République-Unie de Tanzanie pour l'invitation généreuse qu'ils ont encore une fois adressée au Comité spécial et pour l'accueil si chaleureux qu'ils lui ont réservé à Dar es-Salam. C'est la quatrième fois que le Comité se réunit dans cette ville et cela prouve tout l'intérêt que la République-Unie de Tanzanie porte aux travaux du

Comité et à l'œuvre des Nations Unies en matière de décolonisation. En effet, ce pays, qui a subi la loi coloniale et qui a su s'en dégager, a entrepris dès les premiers jours de son indépendance de venir en aide aux peuples encore opprimés et asservis. Il n'est donc pas étonnant que le Comité soit présidé cette année par l'ambassadeur Malecela, qui s'est distingué au sein des Nations Unies par son dévouement à la cause de la décolonisation. Il est aussi tout naturel que le cycle d'études sur l'*apartheid* et le colonialisme ait lieu à Dar es-Salam et que cette ville soit le siège du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique de l'OUA et serve de refuge aux combattants de la liberté.

510. Lorsque le Comité spécial s'est réuni en 1962 dans cette même capitale, il était alors composé de 17 membres; il avait encore à son ordre du jour des questions comme le Nyassaland, la Rhodésie du Nord, Zanzibar qui ont depuis obtenu leur indépendance. L'année dernière encore il discutait du Betchouanaland et du Bassoutoland qui aujourd'hui ont acquis leur souveraineté. La délégation tunisienne comme d'ailleurs tous les pays afro-asiatiques, ne ménagera aucun effort au sein du Comité comme ailleurs pour assurer l'élimination complète et totale du colonialisme en Afrique et dans d'autres régions. En effet, en Angola, au Mozambique, en Guinée (Bissau), en Rhodésie du Sud, en Afrique du Sud et ailleurs, des populations entières sont encore opprimées et asservies.

511. Au cours de ses réunions à Kinshasa et à Kitwe, le Comité spécial a entendu des pétitionnaires et des combattants de la liberté. Le Comité se fera le porte-parole de ces pétitionnaires et exprimera leurs aspirations; il dévoilera aux yeux du monde entier l'asservissement auquel sont soumises les populations africaines et la répression qui s'abat sur elles. Il continuera à lutter contre les puissances coloniales et à dénoncer les complicités qui leur permettent de défier l'humanité. La Tunisie, qui a toujours appuyé et soutenu les mouvements de libération, qui a toujours défendu la cause de la décolonisation, continuera à le faire comme par le passé. Elle continuera à faire appel aux puissances coloniales, comme elle l'a fait en 1959 lorsque le président Bourguiba a préconisé, pour régler le problème de la colonisation, une réunion des puissances coloniales afin qu'elles se conforment aux principes de la Charte et qu'elles appliquent la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. La marche de l'histoire est irréversible et le droit et la justice sont du côté des peuples opprimés. Le Comité offre une tribune où peuvent s'exprimer les revendications des mouvements de libération. Il reste toutefois beaucoup à faire, mais tous les peuples qui luttent pour leur indépendance peuvent compter sur le soutien des pays africains et asiatiques et en particulier sur l'aide morale et l'appui matériel qu'ils ne cesseront jamais de trouver auprès de la Tunisie.

512. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques remercie, au nom de sa délégation, le Gouvernement et le peuple tanzaniens de l'accueil chaleureux qu'ils ont réservé au Comité spécial. Le Comité a souvent bénéficié de l'hospitalité tanzanienne et a toujours tenu des réunions très utiles dans ce pays. La délégation soviétique est sûre que les excellentes installations mises à la disposition du Comité sont d'un augure favorable pour le succès de ses travaux lors de la présente série de réunions, d'autant plus que le Comité se réunit sous la présidence d'un vaillant fils de la République-Unie de Tanzanie.

513. Le représentant de l'URSS a écouté avec un intérêt et une attention extrêmes la déclaration dans laquelle le deuxième Vice-Président a exposé la position de son pays sur les différents problèmes coloniaux de l'Afrique australe. Cette déclaration a fourni un nouveau témoignage de la volonté qu'a ce pays de combattre le colonialisme et le racisme, agissant ainsi dans l'esprit de solidarité qui caractérise tous les pays progressistes. La République-Unie de Tanzanie apporte une noble contribution à la libération des peuples africains qui gémissent encore sous le joug colonialiste. Elle s'est acquis le respect et l'estime de tous les peuples épris de liberté. L'Union soviétique se réjouit des succès remportés par la République-Unie depuis son accession à l'indépendance.

514. Le Comité spécial a été invité à prendre des mesures effectives pour appliquer la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. La délégation soviétique soutient sans réserve les forces qui cherchent à appliquer la Déclaration et les dispositions de la Charte. Depuis la seconde guerre mondiale, le colonialisme s'est écroulé. Immédiatement après la guerre, 36 900 000 km² de territoire et 660 millions d'habitants se trouvaient sous la domination coloniale; le chiffre actuel est de 8 millions de km² et de 37 millions d'habitants. Moins d'un dix-huitième des êtres humains qui subissaient le joug colonial lors de la création des Nations Unies ne sont pas encore libres. Un grand nombre de pays situés dans toutes les régions du monde ont obtenu leur indépendance. En Afrique, 37 nouveaux Etats ont vu le jour. Il n'est plus possible d'imaginer l'Organisation des Nations Unies sans une représentation des Etats africains et asiatiques, qui tous participent activement à ses travaux sur la base d'une complète égalité.

515. La libération de ces territoires n'a pas été facile et de nombreux dirigeants des gouvernements nouvellement indépendants ont parlé de l'inspiration qu'ils avaient puisée dans la grande révolution socialiste d'Octobre, dont on célèbre en 1967 le cinquantième anniversaire. Cette révolution a éveillé le monde sous-privilégié. Fidèle à ses principes, l'Union des Républiques socialistes soviétiques soutient de tout cœur les forces qui luttent pour détruire les derniers bastions du colonialisme. Néanmoins, le colonialisme est tenace et ne renonce pas aisément. La lutte continue. Le rôle du Comité spécial est d'appliquer la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui a été adoptée sur l'initiative de la délégation soviétique.

516. Le but principal des réunions du Comité à Dar es-Salam est d'examiner la situation dans les territoires sous domination portugaise. L'Organisation des Nations Unies a adressé des appels réitérés aux Portugais pour qu'ils accordent l'indépendance immédiate à leurs colonies mais, à la profonde indignation du monde, ceux-ci ont continué à fouler aux pieds les droits des peuples de ces territoires et à méconnaître les résolutions et les décisions de l'Organisation des Nations Unies. La délégation soviétique propose que le Comité des Vingt-Quatre étudie la question de la non-exécution par les pays occidentaux des décisions de l'ONU relatives aux colonies portugaises. Le régime fasciste de Salazar fait tout ce qui est en son pouvoir pour perpétuer la domination coloniale et, depuis de nombreuses années, il fait la guerre aux peuples de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau), grâce à l'aide qu'il reçoit de certains milieux de divers pays occidentaux, en collusion avec les régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rho-

désie du Sud. Avec le Portugal, la République sud-africaine et la Rhodésie du Sud ont formé le bloc des "puissances blanches" dans cette région du monde afin de maintenir la domination des racistes et des colonialistes dans les territoires coloniaux et d'exercer une pression sur les jeunes Etats africains. Toutes ces forces réactionnaires s'unissent dans une infâme conspiration pour perpétuer le colonialisme et faire pression sur les pays indépendants d'Afrique. Il est évident que, sans aide, un pays arriéré comme le Portugal ne pourrait pas consacrer 40 p. 100 de son budget à des fins militaires, proportion supérieure à celle que tous les autres pays de l'OTAN, à l'exception des Etats-Unis, affectent aux mêmes fins, ni maintenir dans l'asservissement des régions 23 fois plus étendues que sa propre superficie. Le Comité spécial a eu des preuves abondantes — et les informations données récemment par les pétitionnaires l'ont confirmé — que plusieurs des alliés du Portugal à l'OTAN lui fournissent des armes. Les arguments avancés par des représentants des pays de l'OTAN, suivant lesquels le Portugal aurait donné au préalable l'assurance que ces armes ne seraient pas utilisées dans ses colonies, sont très naïfs et ne trompent personne. C'est ainsi, par exemple, que la République fédérale d'Allemagne fournit des armes au Portugal, en violation complète de nombreuses décisions des Nations Unies. Krupp est l'un des nombreux monopoles qui se consacrent à ce commerce sinistre. De telles activités sont directement contraires aux intérêts de la paix et de la sécurité mondiales. La République démocratique allemande applique une politique très différente: elle ne donne au Portugal aucune assistance qui pourrait être utilisée dans ses guerres coloniales. Elle n'entretient ni relations diplomatiques ni relations consulaires avec le régime colonial portugais. La République démocratique allemande n'a jamais, dans le passé, vendu ou livré au Portugal d'armes, de munitions ni d'équipement militaire et elle ne fournira à l'avenir au régime colonial portugais aucun article de ce genre, comme en témoigne la lettre du 23 mars 1966 de M. Otto Winzer, ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande, qui définit la position de son gouvernement à l'égard de la résolution 218 (1965) du Conseil de sécurité relative aux territoires administrés par le Portugal. Cette lettre a été distribuée comme document du Conseil de sécurité⁹. En outre, le Ministère du commerce extérieur de la République démocratique allemande a donné instruction à toutes les entreprises de commerce extérieur de ne faire aucune livraison en provenance de la République démocratique allemande aux entreprises portugaises situées dans les territoires sous domination portugaise.

517. Les bases militaires dans les territoires coloniaux sont particulièrement dangereuses pour la paix et constituent un obstacle à la décolonisation. Elles sont utilisées non seulement contre les mouvements nationaux de libération, mais aussi contre les pays nouvellement indépendants. Le réseau des bases de l'OTAN englobe le sud de l'Afrique. Le Portugal a, dans les territoires placés sous sa domination, un certain nombre de bases militaires et navales qu'il emploie de la manière dont les Etats-Unis d'Amérique emploient leurs bases militaires dans le territoire colonial de Guam pour l'agression contre le peuple du Viet-Nam. Le Royaume-Uni fait un usage analogue de bases telles qu'Aden.

518. L'ONU ne doit pas se borner à adopter des résolutions sur la liquidation des bases militaires étran-

⁹ *Ibid.*, vingt et unième année, Supplément d'avril, mai et juin 1966, document S/7290.

gères dans les territoires coloniaux. Il faut aller plus loin — condamner l'utilisation de ces bases par les puissances occidentales contre les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, exiger des colonialistes l'exécution inconditionnelle des décisions pertinentes de l'ONU.

519. Depuis sa création, le Comité des Vingt-Quatre a approuvé bon nombre de décisions politiques. La tâche du Comité consiste, comme par le passé, à élaborer et à approuver des décisions constructives en vue de l'application, dans les plus brefs délais, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et à rechercher les moyens les plus efficaces d'appliquer ces décisions.

520. Le représentant des *Etats-Unis d'Amérique* fait observer, sur un point de procédure, que le représentant de l'URSS s'écarte considérablement du sujet de la discussion en abordant la question du Viet-Nam, qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour du Comité spécial. Il demande au Président d'inviter le représentant de l'URSS à s'arrêter et à revenir à la question inscrite à l'ordre du jour du Comité.

521. Le représentant de l'*Union des Républiques socialistes soviétiques*, exerçant son droit de réponse, dit que la question des bases dans les territoires coloniaux, en particulier à Guam, et de leurs liens avec la guerre du Viet-Nam, se rapporte aux travaux du Comité spécial, en raison de ses liens avec la liberté et l'indépendance. La situation au Viet-Nam constitue un danger grave pour la paix du monde et envenime l'atmosphère de la coopération internationale. Le représentant de l'URSS est entièrement fondé à soulever la question en vertu du paragraphe 11 de la résolution 2189 (XXI) de l'Assemblée générale, qui invite les Etats à démanteler leurs bases dans les pays étrangers et à s'abstenir d'en établir de nouvelles.

522. Le représentant des *Etats-Unis d'Amérique* proteste avec la plus grande énergie contre les remarques, à son avis extrêmement litigieuses, faites par le représentant de l'Union soviétique sur un problème très grave qui n'a aucun rapport avec les travaux du Comité spécial. La délégation des Etats-Unis est entièrement disposée à discuter de la guerre du Viet-Nam devant l'organisme approprié des Nations Unies, qui est le Conseil de sécurité, mais non pas au Comité spécial où la question est entièrement hors de propos. Le représentant des Etats-Unis estime que l'attitude du représentant de l'URSS est étrangère à l'esprit du Comité spécial.

523. Le représentant de la *Pologne*, intervenant sur un point de procédure, attire l'attention sur le fait que le représentant de l'URSS a parlé d'une base militaire à Guam, territoire colonial qui est utilisé dans la guerre contre le peuple du Viet-Nam. Son observation est donc parfaitement fondée puisqu'il s'agit d'une question relevant de la compétence du Comité.

524. Le *Président* invite tous les représentants à se borner au sujet en discussion et à s'abstenir d'en mentionner d'autres, si importants soient-ils.

525. Le représentant des *Etats-Unis d'Amérique* partage les vues du Président mais souhaite qu'il soit consigné dans le procès-verbal qu'il rejette catégoriquement les allégations mensongères faites contre son pays. La délégation des Etats-Unis est tout à fait prête à examiner cette question devant l'organisme approprié.

526. Le *Président* dit qu'il est pris note de la protestation du représentant des Etats-Unis. Il demande au représentant de l'Union soviétique de poursuivre sa dé-

claration sans y introduire de questions litigieuses qui ne sont pas entièrement en rapport avec le sujet examiné.

527. Le représentant de l'*Union des Républiques socialistes soviétiques* dit qu'il suivra les avis du Président; toutefois, il souhaite tout d'abord exercer brièvement son droit de réponse, puisque le représentant des Etats-Unis d'Amérique a insisté pour le faire de son côté. En ce qui concerne l'examen du problème vietnamien, l'Union soviétique soutient fermement la position du Gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam. La question du Viet-Nam a été examinée en 1954 à la Conférence de Genève, en dehors du cadre de l'ONU. Les Etats-Unis sont responsables de ce que l'ONU n'est pas une organisation universelle et ils ont rendu impossible l'examen de cette question à l'ONU. Cependant, cela ne signifie pas que les Etats Membres de l'ONU ne doivent pas condamner l'agression contre le Viet-Nam. On sait qu'à la vingt et unième session de l'Assemblée générale, la question du Viet-Nam ne figurait pas à l'ordre du jour; néanmoins un grand nombre de représentants ont manifesté dans leurs interventions l'inquiétude que leur inspirait la situation au Viet-Nam, ils ont exigé qu'il soit mis fin à l'intervention contre le peuple vietnamien et aux agissements agressifs contre la République démocratique du Viet-Nam car ces questions intéressent non seulement la situation dans la région de l'Asie du Sud-Est et au Viet-Nam, mais également les peuples du monde entier. La politique du maintien des régimes coloniaux et racistes est pratiquée par ceux-là même qui mènent une politique d'ingérence et d'agression et qui portent atteinte sans se gêner aux principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies.

528. Les bases militaires situées dans les territoires sous administration portugaise ont été utilisées contre les mouvements nationaux de libération dans ces territoires et également contre la République démocratique du Congo. Il en est de même des bases situées dans le sud de l'Afrique. La liquidation des bases militaires qui se trouvent dans les territoires coloniaux est un élément essentiel du processus de décolonisation. Cependant, l'élimination des bases militaires étrangères ne devrait pas se limiter à celle des bases établies dans les territoires coloniaux, puisque ces bases peuvent représenter une menace à l'indépendance du pays où elles sont situées ainsi qu'à celle des pays voisins. Le Comité spécial a le devoir de trouver des moyens d'appliquer la résolution 2189 (XXI) de l'Assemblée générale et toutes les autres résolutions et décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et de soutenir les peuples qui luttent pour leur indépendance et qui s'efforcent de réaliser une véritable décolonisation.

529. Le représentant du *Chili* remercie le Gouvernement et le peuple de la République-Unie de Tanzanie d'avoir à nouveau invité le Comité spécial à se réunir à Dar es-Salam, montrant ainsi combien ils ont à cœur de faire disparaître les derniers vestiges du colonialisme en Afrique.

530. On sait avec quel enthousiasme la République-Unie de Tanzanie lutte pour la libération africaine, et les sacrifices qu'elle a consentis pour faire triompher cette noble cause. Les efforts qu'elle déploie à l'Organisation des Nations Unies, ainsi que l'aide qu'elle apporte aux mouvements de libération nationale placent la République-Unie au premier rang des pays qui luttent contre le colonialisme et la discrimination raciale.

531. Comme représentant de la République-Unie de Tanzanie à l'Organisation des Nations Unies, M. Male-

cela a défendu avec brio et vigueur le point de vue du Gouvernement et du peuple tanzaniens, selon lequel les pays africains ne pourront jouir pleinement de leur liberté et de leur indépendance que lorsque l'Afrique tout entière sera libérée. La délégation chilienne a été témoin des efforts infatigables et passionnés qu'il consacre à la réalisation de cet objectif.

532. Les pays d'Amérique latine, et notamment le Chili, ont déjà donné des preuves de leur solidarité avec les peuples d'Afrique et d'Asie encore soumis à la domination étrangère. Ils se souviennent d'avoir été des colonies, et ils savent à quel prix s'achète la liberté. C'est pourquoi ils soutiennent les peuples de la Rhodésie, de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée dite portugaise, du Sud-Ouest africain, et les autres peuples coloniaux qui réclament l'indépendance.

533. L'action du Comité spécial a donné lieu à certaines critiques de la part de certaines personnes qui désireraient le voir adopter des mesures plus énergiques en vue d'obtenir la libération totale et immédiate des peuples coloniaux. On comprend facilement ces critiques lorsque l'on songe aux souffrances et à la frustration qu'éprouvent ceux qui ne peuvent être libres sur leur propre territoire et qui voient que les résolutions des Nations Unies ne sont pas appliquées par les puissances administrantes. De fait, pour qui ne connaît pas bien le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies, cette situation paraît incompréhensible. Mais les Membres de l'Organisation savent que malheureusement ses pouvoirs sont limités. L'ONU n'est pas un gouvernement mondial doté de pouvoirs supranationaux. L'Assemblée générale, qui est l'organe démocratique au sein duquel tous les Etats sont représentés, n'a qu'un pouvoir moral, un pouvoir de persuasion, qui n'est efficace que dans la mesure où il influe sur l'opinion publique mondiale. Le pouvoir d'action effectif est réservé au Conseil de sécurité, qui se trouve sous le contrôle des grandes puissances. Cela explique que de si nombreuses résolutions de l'Assemblée générale ne soient pas appliquées.

534. C'est pourquoi la délégation chilienne soutient que c'est d'abord aux peuples opprimés qu'il appartient de lutter pour l'indépendance. Les Nations Unies les aideront en créant un climat psychologique favorable et en faisant pression sur les puissances coloniales pour qu'elles acceptent la réalité et fassent droit aux justes revendications des peuples opprimés. Si ces moyens de pression échouent, il faudra convaincre le Conseil de sécurité et les grandes puissances qu'il est indispensable d'appliquer les mesures de coercition prescrites par la Charte.

535. Durant sa session en Afrique, le Comité spécial aura fait œuvre utile, puisqu'il aura recueilli de la bouche des pétitionnaires et des représentants des mouvements de libération de l'Angola, de la Guinée (Bissau), de la Rhodésie du Sud et du Sud-Ouest africain des témoignages extrêmement intéressants qui l'aideront dans ses travaux futurs. La délégation chilienne est certaine que les nouveaux témoignages qu'il va recueillir sur la situation dans le Mozambique et dans les autres territoires coloniaux lui permettront d'adopter des résolutions utiles à la cause de la décolonisation.

536. Le représentant de la *Bulgarie* remercie le Président, le Gouvernement et le peuple de la République-Unie de Tanzanie pour leur hospitalité généreuse et s'associe aux expressions de gratitude adressées à M. Kawawa pour le discours riche de sens qu'il a prononcé. En invitant le Comité spécial, le Gouverne-

ment tanzanien a montré combien il avait conscience de ses responsabilités dans la recherche d'une solution aux graves problèmes coloniaux qui se posent en Afrique australe.

537. Le Comité spécial est réuni en République-Unie de Tanzanie à un moment crucial. Au Moyen-Orient, en Asie du Sud-Ouest et surtout en Afrique, les forces impérialistes usent de toutes les formes possibles de pression pour faire échec à la lutte que les peuples opprimés mènent pour leur liberté et leur indépendance; elles se servent de l'influence économique et des monopoles étrangers à cette fin.

538. La situation qui existe dans les territoires sous domination portugaise prouve que les puissances occidentales, et surtout les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne, continuent à ne tenir aucun compte des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et à défier l'opinion internationale. Non seulement ces pays restent sourds aux appels lancés par l'Organisation des Nations Unies pour que cesse l'aide fournie au Portugal, mais ils ont aussi intensifié leur coopération militaire et économique avec le Portugal, la Rhodésie du Sud et l'Afrique du Sud. Le cœur du problème colonial dans ces régions, ainsi que des faits récents l'ont montré, réside dans la coopération entre les régimes de Smith, Salazar et Vorster, d'une part, et les Etats-Unis et d'autres puissances occidentales, d'autre part. S'il ne bénéficiait pas de l'étroite coopération des puissances de l'OTAN, le Portugal ne pourrait jamais faire face aux mouvements de libération dans les territoires qu'il administre. Néanmoins, les patriotes de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau), ont infligé de nouvelles défaites aux colonialistes portugais et remporté de nouveaux triomphes dans l'organisation de la vie libre des populations des zones libérées. La délégation bulgare souhaite vivement entendre les pétitionnaires du Mozambique et d'autres territoires et espère qu'ils pourront dire au Comité spécial comment l'Organisation des Nations Unies peut les aider efficacement dans leur lutte et mobiliser l'opinion internationale contre l'aide pernicieuse que les puissances occidentales et l'OTAN fournissent au Portugal.

539. Bien que le Comité spécial soit à Dar es-Salam depuis peu de temps, la délégation bulgare a bien senti l'atmosphère nouvelle qui règne dans cette ville magnifique. Le Gouvernement a fixé de nouveaux objectifs pour l'instauration d'une société moderne, où aucun homme ne sera exploité par son semblable. Le peuple bulgare a toujours admiré le courage du peuple tanzanien, qui non seulement est en train de construire une nation indépendante et démocratique, mais consent aussi de grands sacrifices personnels pour aider ses frères opprimés. Le représentant de la Bulgarie exprime au peuple tanzanien les remerciements de sa délégation pour son hospitalité chaleureuse ainsi que ses vœux de réussite. Le représentant de la Bulgarie donne à ce peuple l'assurance que dans la lutte qu'il mène pour libérer l'ensemble de l'Afrique du colonialisme et pour construire une société socialiste il peut compter sur l'aide et la solidarité de la Bulgarie.

540. Le représentant de l'*Italie* dit qu'entre le Comité et la magnifique ville de Dar es-Salam existent des liens déjà étroits et presque traditionnels. Nouveau venu au Comité, il souhaite exprimer la gratitude que lui inspirent l'aimable hospitalité et les attentions dont le Comité a été l'objet.

541. Cependant, la raison pour laquelle le Comité spécial a dû revenir à Dar es-Salam est l'inquiétude

qu'éprouve la communauté internationale devant la tournure que prennent les événements en Afrique australe, dans les territoires auxquels le Comité n'a pas accès et dont il doit se contenter d'examiner la situation indirectement, en s'appuyant sur les descriptions des pétitionnaires et des réfugiés. L'existence de l'oppression, de l'inégalité et le déni des droits fondamentaux ont été signalés au Comité. C'est là une source de graves inquiétudes d'ordre politique, et l'on constate que la marche en avant de l'humanité vers un monde meilleur n'a pas touché certaines régions où des hommes sont considérés comme inférieurs à d'autres pour des raisons de race, de croyance et de couleur, où la majorité est dominée par une minorité, et où ceux qui sont menés dans un pays se voient refuser le droit de se gouverner eux-mêmes.

542. Le Comité spécial a pleinement conscience de ses responsabilités et, comme l'a dit récemment son président, ses buts ont à coup sûr l'approbation de tous ses membres, même lorsque ceux-ci, d'une manière authentiquement démocratique, expriment des opinions divergentes. Le représentant de l'Italie espère cependant que le travail effectué par le Comité à Dar es-Salam sera fructueux et à l'abri de polémiques stériles.

543. Il se félicite que les liens de plus en plus étroits qui existent entre l'Italie et la République-Unie de Tanzanie fournissent un bon exemple du résultat que l'on peut obtenir lorsque des pays situés sur des continents différents entretiennent des relations fondées sur la confiance et une amitié mutuelles.

544. Le représentant de la Pologne remercie le Président, le Gouvernement et le peuple de la République-Unie de Tanzanie, au nom de sa délégation, pour leur généreuse invitation. Sa délégation a été honorée et émue par l'accueil chaleureux qui a été réservé au Comité.

545. Les membres qui ont séjourné à Dar es-Salam lors des visites antérieures du Comité sont à même d'admirer les résultats que la République-Unie a obtenus dans tous les domaines depuis son indépendance, et ils ne peuvent qu'être impressionnés par l'énergie et le zèle avec lesquels ce pays va de l'avant dans l'exécution de son programme de développement.

546. En invitant le Comité spécial une fois de plus, la République-Unie de Tanzanie montre l'importance qu'elle attache à l'élimination du colonialisme en général et à la lutte pour la liberté de l'Afrique en particulier. C'est avec plaisir que le représentant de la Pologne rend hommage à l'aide que la République-Unie ne cesse d'apporter à l'Organisation des Nations Unies dans les efforts que celle-ci fait pour assurer le respect du droit inaliénable de tous les peuples à la liberté et à l'indépendance. Le président Nyerere a bien exprimé cette attitude en donnant l'assurance que la République-Unie de Tanzanie "est prête à mourir un peu pour que l'humiliation du colonialisme disparaisse à jamais de la face de l'Afrique". Que Dar es-Salam ait été choisi comme siège du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique suffit à prouver éloquemment que le dévouement de la République-Unie de Tanzanie à la noble cause de la liberté de l'Afrique est largement reconnu. La conscience qu'a l'Organisation des Nations Unies du rôle remarquable joué par le pays dans la décolonisation a été bien illustrée par l'élection unanime de M. Malecela à la présidence du Comité spécial.

547. La délégation italienne s'associe aux remerciements exprimés à M. Rashidi Kawawa pour son dis-

cours d'une haute teneur, qui guidera utilement le Comité spécial dans ses délibérations.

548. La Pologne est d'avis que les principes de la charte des Nations Unies et la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux doivent être appliqués à tous les territoires sous domination étrangère sans exception. Elle considère l'élimination du colonialisme sous toutes ses formes comme un acte de justice historique. La Pologne et les autres pays socialistes ont toujours appuyé les mouvements de libération nationale au Mozambique, en Angola, en Rhodésie du Sud, au Sud-Ouest africain et dans d'autres parties du monde. Le combat légitime que les Africains livrent pour faire reconnaître leur droit inaliénable à la libre détermination et à l'indépendance et pour assurer la liquidation des régimes coloniaux et racistes dans toute l'Afrique continuera à bénéficier de la sympathie et de l'appui de la Pologne.

549. Comme le Président l'a fait observer dans sa réponse à M. Kawawa, le Comité spécial s'est toujours efforcé d'adopter des recommandations tendant à résoudre de manière pacifique les problèmes du colonialisme et du racisme. Ce sont les puissances coloniales qui portent la responsabilité des souffrances qui continuent à être infligées aux Africains d'Afrique australe, en refusant de s'acquitter des obligations qui leur incombent aux termes de la Charte et en ne cessant d'ignorer les décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Tout en prétendant se conformer à ces résolutions — pour la forme — les puissances impérialistes se font les complices des régimes fascistes de l'Afrique du Sud, du Portugal et de la Rhodésie du Sud. Ces mêmes puissances ont entrepris une série d'actions agressives dans d'autres parties du monde, notamment au Viet-Nam et au Moyen-Orient, intervenant pour écraser des mouvements de libération nationale en violation flagrante du droit international.

550. Lors des séances qu'il a tenues récemment à Kinshasa et Kitwe, le Comité spécial a entendu les témoignages de pétitionnaires des territoires administrés par le Portugal; il a été consterné par les crimes et les atrocités que les Portugais commettent à l'encontre des Africains qui luttent héroïquement pour leur libération. De nouvelles preuves ont été données de l'assistance militaire, financière et autre que la République fédérale d'Allemagne, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et certains de leurs alliés de l'OTAN ne cessent de fournir au Portugal. Cette assistance permet au Portugal de livrer une guerre coloniale sauvage dans les territoires qu'il administre.

551. Une situation semblable existe en Rhodésie du Sud et au Sud-Ouest africain, où des régimes racistes illégaux oppriment les Africains pour continuer à exploiter les ressources naturelles de ces territoires, au profit exclusif des monopoles financiers internationaux. Cette situation constitue une menace pour la sécurité des Etats africains nouvellement indépendants.

552. Le Comité spécial sait également que les frontières de la République-Unie de Tanzanie ont été violées et que des complots sont organisés contre ce pays parce qu'il offre son hospitalité aux combattants de la liberté africains. L'existence de bases militaires dans les territoires administrés par l'étranger est un autre obstacle sérieux à la libération des peuples qui vivent en régime colonial. Ces bases sont utilisées pour écraser les mouvements de libération nationale, en violation flagrante des nombreuses résolutions dans lesquelles l'Assemblée générale a demandé leur démantèlement. Cette situation

ne peut être tolérée par la communauté internationale. L'Organisation des Nations Unies est dans l'obligation de dénoncer ceux de ses membres qui, directement ou indirectement, font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

553. Des mesures pratiques comme celles qui ont été suggérées par le Président doivent être prises pour balayer les derniers vestiges du colonialisme et mettre fin à la servitude et à l'humiliation imposées à des millions d'Africains contraints à vivre sous des régimes coloniaux racistes en Afrique australe.

554. La délégation polonaise souhaite vivement entendre de nouveaux témoignages de première main sur la situation qui existe dans les divers territoires, notamment au Mozambique, voisin immédiat de la Tanzanie. Ces témoignages seront extrêmement utiles au Comité spécial dans l'exécution de son mandat. Le représentant de la Pologne est convaincu que les séances tenues par le Comité à Dar es-Salam aideront les dirigeants des mouvements de libération nationale à comprendre qu'ils ne sont pas seuls dans leur lutte. Sa délégation s'associe à l'appel lancé par le Président en faveur de l'unité d'action contre l'ennemi commun, et elle assure les combattants de la liberté que la Pologne leur apporte un appui constant et désire sincèrement contribuer à l'accomplissement rapide de leurs désirs légitimes.

555. Le représentant des *Etats-Unis d'Amérique* dit que sa délégation saisit l'occasion qui lui est offerte pour exprimer sa gratitude au Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie. Elle est frappée par les efforts que ce gouvernement a déployés pour assurer le succès du séjour du Comité à Dar es-Salam, et elle remercie le deuxième Vice-Président, M. Rashidi Kawawa, pour ses paroles de bienvenue et ses conseils.

556. C'est avec un vif plaisir que la délégation des Etats-Unis revient en République-Unie de Tanzanie, pays avec lequel son gouvernement entretient des relations étroites et cordiales, fondées sur le respect et la compréhension mutuels et sur une longue et fructueuse coopération économique et technique. Le représentant des Etats-Unis est lui-même particulièrement heureux de se retrouver à Dar es-Salam, car il a eu l'honneur d'être membre de la délégation des Etats-Unis aux cérémonies de l'indépendance tanzanienne en 1961. La vitalité de la République-Unie de Tanzanie et son rythme de développement toujours rapide sont impressionnants. En incitant son pays à travailler énergiquement et à compter sur lui-même, le président Nyerere s'est acquis la sympathie du Gouvernement et du peuple des Etats-Unis, qui souhaitent au peuple tanzanien une pleine réussite dans ses efforts. Le traité de coopération pour l'Afrique orientale, signé la semaine précédente, annonce une nouvelle accélération du développement du pays. Les dirigeants de la République-Unie de Tanzanie, du Kenya et de l'Ouganda doivent être félicités pour leurs qualités d'hommes d'Etat. Ce traité constituera une base solide de collaboration entre les trois pays intéressés et il pourra, dans d'autres parties de l'Afrique et du monde, servir d'exemple pour une coopération régionale dans l'intérêt d'un développement accéléré.

557. A Dar es-Salam, le Comité spécial doit examiner l'importante question de la libre détermination des peuples d'Afrique australe, notamment de ceux de Rhodésie du Sud, du Sud-Ouest africain et du Mozambique. La position des Etats-Unis à cet égard a déjà été exposée par sa délégation, et elle sera à nouveau précisée au cours du débat. Le problème essentiel dans chacune de ces régions est de savoir si la majorité africaine a le

droit de choisir elle-même son destin. Le Gouvernement américain estime que tous les hommes doivent vivre dans la justice, le respect de leurs droits et la liberté; on ne leur en refusera plus très longtemps l'exercice sur le continent africain.

558. Au cours des 15 dernières années, la grande majorité des peuples d'Afrique sont parvenus à l'indépendance de leur propre initiative et, dans certains cas, ils ont en définitive bénéficié de l'aide des puissances administrantes. Les dispositions de la Charte ont permis à l'Organisation des Nations Unies de jouer un grand rôle dans l'évolution vers l'indépendance des anciens territoires sous tutelle. En Rhodésie du Sud, au Sud-Ouest africain et dans les territoires administrés par le Portugal, l'Organisation des Nations Unies a dû faire face au problème difficile de territoires n'ayant pas obtenu l'indépendance ou la possibilité de s'administrer eux-mêmes, avec le consentement du peuple. De telles circonstances ont été prévues dans la Charte, ainsi que les moyens de faire intervenir la pression de la communauté internationale pour y mettre fin. Pour ce qui est de la Rhodésie du Sud, la situation qui existe dans ce pays a été considérée comme une menace à la paix et à la sécurité internationales. Le Conseil de sécurité a été saisi du problème et les mesures progressives prévues au Chapitre VII de la Charte y sont appliquées. Des efforts sont faits, conformément à la Charte, pour faire assurer, par des moyens pacifiques, l'observation des décisions de l'Organisation des Nations Unies.

559. Les hommes qui luttent pour obtenir leur liberté et le droit au gouvernement par la majorité sont, à juste titre, impatients. Mais il est malheureusement rare que la liberté s'obtienne immédiatement. Les pays représentés au Comité, et en particulier les Etats-Unis, savent que la lutte pour la libre détermination et la liberté peut être longue et difficile, mais il est hors de doute que tous les peuples obtiendront en définitive leur liberté. Le Gouvernement des Etats-Unis et tous les Etats Membres de l'ONU ont, aux termes de la Charte, le devoir de hâter au maximum la réalisation de ce but, par des moyens aussi pacifiques que possible.

560. La délégation des Etats-Unis respecte la politique de non-alignement de la République-Unie de Tanzanie et ne souhaite pas susciter des polémiques ou des controverses qui rappellent la guerre froide dans les débats du Comité spécial. Cependant, elle se réserve le droit de répondre le cas échéant à toute déclaration trompeuse et inexacte ou à de fausses accusations formulées par certaines délégations à l'encontre du Gouvernement des Etats-Unis et de sa politique.

561. Le représentant de la *Finlande* remercie le représentant de la République-Unie de Tanzanie d'avoir une fois de plus invité le Comité spécial à se réunir à Dar es-Salam. Cette ville est étroitement associée aux travaux du Comité, dans lesquels la République-Unie de Tanzanie et le Président ont joué un rôle important et dominant. Le représentant de la Finlande remercie également le deuxième Vice-Président, M. Kawawa, pour ses aimables paroles d'accueil et sa compréhension à l'égard de la tâche du Comité.

562. Il semble bien que, pour l'essentiel, tous les membres poursuivent les mêmes objectifs en ce qui concerne le colonialisme. Ils souhaitent tous voir les gouvernements minoritaires et l'oppression disparaître le plus tôt possible. Mais les divergences ne peuvent manquer de se manifester au sein d'un comité de l'Organisation des Nations Unies lorsqu'il s'agit des méthodes à suivre pour parvenir à cette fin. Ainsi que le

dit le Secrétaire général, les faiblesses et les insuffisances de l'Organisation des Nations Unies ne tiennent pas à ses buts constitutionnels, à ses objectifs et à ses procédures, mais bien à la situation internationale. Lorsqu'ils collaborent pour réaliser des buts communs, les représentants d'Etats indépendants, ayant une situation, une histoire, des idéaux et des principes particuliers, sont forcément en désaccord sur les méthodes. Mais cela n'a rien d'inquiétant si les objectifs sont les mêmes: abolition rapide de toutes les formes de gouvernement exercé par une minorité ainsi que de la discrimination raciale.

563. Parlant en tant que représentant d'un pays nordique sans passé colonial, le représentant de la Finlande fait siens les objectifs communs exprimés par les orateurs précédents et partage leur impatience. Mais la Finlande est traditionnellement opposée à l'usage de la force; elle est profondément convaincue que tous les différends internationaux doivent être réglés par des moyens pacifiques et appuie résolument l'Organisation des Nations Unies, qui a été créée pour résoudre les problèmes internationaux dans l'ordre et la paix.

564. En venant en République-Unie de Tanzanie, le représentant de la Finlande s'est senti proche de son propre pays. En effet, à proximité de Dar es-Salam on trouve un vaste établissement d'enseignement, appelé "Nordic Tanganyika Centre", et il espère sincèrement que la coopération fructueuse de la République-Unie et des pays nordiques ira en s'amplifiant, étant donné qu'elle se fonde sur une compréhension commune des problèmes qui se posent aux petites nations.

565. Le représentant de la Finlande souhaite la bienvenue au représentant de l'Afghanistan au Comité spécial.

566. Le représentant de la Syrie exprime au Gouvernement et au peuple de la République-Unie de Tanzanie sa profonde gratitude pour l'accueil chaleureux et fraternel qu'ils ont réservé au Comité spécial, le mettant ainsi à même de poursuivre sa tâche dans le domaine de la décolonisation.

567. Ce n'est pas la première fois que le Gouvernement tanzanien permet au Comité spécial de tenir ses réunions sur le territoire de cette jeune et dynamique république africaine avec laquelle la Syrie entretient les relations les plus cordiales.

568. Les sages paroles qu'a prononcées M. Rashidi Kawawa, vice-président de la République-Unie de Tanzanie, témoignent de la foi inébranlable du peuple tanzanien dans la cause de l'émancipation des peuples et de sa ferme détermination de continuer à soutenir ceux qui luttent encore pour effacer de la face du monde les derniers vestiges du colonialisme.

569. Les témoignages des pétitionnaires aideront le Comité spécial à prendre des décisions et à faire des recommandations adéquates à l'Assemblée générale. Au cours de son périple en Afrique, le Comité aura à examiner d'autres questions qui le préoccupent depuis des années.

570. La délégation syrienne aura l'occasion d'indiquer sa position sur ces questions lors des débats ultérieurs. Elle tient cependant à dire qu'elle n'épargnera aucun effort en vue de l'adoption de décisions et de recommandations propres à assurer l'application de la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et en vue d'aider les combattants de la liberté dans leur lutte noble et légitime. Cette lutte contre le colonialisme et l'impérialisme, la Syrie l'a menée et la mènera jusqu'à la victoire finale,

convaincue que ses sacrifices dans la poursuite de la lutte renforceront encore davantage sa solidarité et son soutien aux combattants pour la liberté partout dans le monde.

571. Le représentant de l'Australie remercie le deuxième Vice-Président pour l'important discours qu'il a prononcé, et le Gouvernement et le peuple tanzaniens pour avoir invité le Comité spécial à tenir certaines de ses séances à Dar es-Salam. L'intervention du deuxième Vice-Président aidera considérablement le Comité au cours de ses délibérations, et le représentant de l'Australie pense, comme la délégation de l'Ethiopie l'a proposé, que le texte en devrait être publié *in extenso*.

572. Cette intervention manifeste l'intérêt intense et bien compréhensible que le Gouvernement et le peuple de la République-Unie de Tanzanie portent au problème du colonialisme en Afrique; cet intérêt est une source d'inspiration pour ceux qui n'ont pas encore été en mesure d'exercer leur droit inhérent à la libre détermination. C'est pour cette raison que Dar es-Salam est devenu un lieu de réunion traditionnel pour le Comité spécial.

573. Le représentant de l'Australie est heureux de constater le développement remarquable que la République-Unie de Tanzanie a connu depuis l'indépendance grâce au dirigeant dynamique et dévoué qu'est le président Nyerere. La République-Unie et l'Australie ont beaucoup d'intérêts communs. Elles sont l'une et l'autre membres du Commonwealth, et ces dernières années on a noté que leurs liens commerciaux sont devenus de plus en plus étroits. La présence d'étudiants tanzaniens en Australie a grandement facilité la compréhension des problèmes et des aspirations de la République-Unie et de l'Afrique en général dans ce pays.

574. Ce qui est encore plus important, c'est que les deux pays portent le même intérêt à l'apparition d'un monde fondé sur des relations satisfaisantes entre nations et des rapports d'égalité entre les hommes. Le représentant de l'Australie souhaite vivement entendre d'autres témoignages utiles sur le colonialisme en Afrique et espère que cela permettra au Comité spécial d'apporter une aide précieuse aux peuples qui luttent encore pour leur indépendance.

575. En conclusion, il se déclare convaincu que le Comité spécial examinera de manière approfondie l'intéressante analyse que le deuxième Vice-Président a faite de la situation qui existe en Afrique australe, analyse qui montre que cette situation est un mélange de colonialisme, d'*apartheid* et de discrimination raciale.

576. Le représentant du Sierra Leone dit que sa délégation est particulièrement heureuse de revenir à Dar es-Salam, traditionnel "havre de paix" et de sécurité pour les réfugiés fuyant l'oppression et l'esclavage dans leurs territoires. On considère maintenant la République-Unie de Tanzanie, et Dar es-Salam en particulier, comme une forteresse de la liberté, et l'Organisation de l'unité africaine a décidé d'installer son Comité de coordination pour la libération de l'Afrique dans cette ville.

577. La délégation du Sierra Leone est pleinement consciente de l'importance de la contribution apportée par la République-Unie à la décolonisation et à la lutte pour le respect des droits de l'homme. Les efforts que M. Malecela a personnellement déployés pour cette cause lui ont valu d'être élu à l'unanimité Président de la session actuelle du Comité. C'est parce qu'elle joue un rôle de pionnier dans la lutte pour la liberté et vient en aide aux peuples opprimés des territoires

voisins du Mozambique que la République-Unie est sans cesse menacée par les amis du colonialisme.

578. Presque tous les pays qui sont représentés au Comité spécial ont dû, à un moment ou un autre, mener un combat difficile pour obtenir leur indépendance; il semble pourtant que certains d'entre eux hésitent maintenant à aider les peuples qui sont toujours sous le joug colonial. Mais le colonialisme est d'une nature telle qu'il ne peut être renversé que par la force: l'indépendance n'est pas servie sur un plateau.

579. Les discours d'ouverture de M. Kawawa, deuxième Vice-Président de la République-Unie de Tanzanie, et du Président méritent d'être étudiés attentivement par le Comité spécial, et ils l'aideront considérablement au cours de ses délibérations à Dar es-Salam.

580. Le représentant du Sierra Leone remercie le Président, le Gouvernement et le peuple tanzaniens pour l'invitation qu'ils ont adressée au Comité spécial et espère que les débats de Dar es-Salam frayeront la voie à des progrès réels dans la voie de la libération des peuples opprimés.

581. Le représentant de la Côte d'Ivoire exprime au Gouvernement et au peuple de la République-Unie de Tanzanie les vifs et sincères remerciements de la délégation ivoirienne pour avoir permis au Comité spécial de siéger à nouveau à Dar es-Salam. La République-Unie a ainsi montré, une fois de plus, l'intérêt qu'elle porte aux affaires internationales en général et au problème de la décolonisation en particulier.

582. Comme tous les pays africains, la Côte d'Ivoire accorde la plus grande attention à tous les problèmes qui touchent à la dignité et à la liberté de l'homme, et plus spécialement de l'homme africain. Elle reste convaincue que l'une des causes de la grave menace qui pèse aujourd'hui sur le monde est la tendance à l'hégémonie, qui étouffe la liberté et engendre la révolte.

583. La situation qui règne au Mozambique, en Angola, au Sud-Ouest africain, en Rhodésie du Sud est le résultat des visées expansionnistes de certains pays qui, à contre-courant de l'histoire, s'obstinent à appliquer une politique d'assimilation anachronique dans une Afrique indépendante. Cette politique égoïste est condamnable parce qu'elle est fondée sur la violence et ne peut qu'engendrer la violence.

584. La Côte d'Ivoire demande encore une fois aux Gouvernements portugais, sud-africain et rhodésien d'adopter une politique plus réaliste, fondée sur le respect de la démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La Côte d'Ivoire est convaincue que l'autodétermination est la seule solution équitable. Malheureusement, ce principe n'est pas toujours respecté, et c'est pourquoi la paix mondiale se trouve constamment menacée. Tous les pays se doivent de veiller au maintien de la paix et de la sécurité mondiales. C'est pour cela qu'ils ont créé l'Organisation des Nations Unies. La Côte d'Ivoire met beaucoup d'espoirs dans l'ONU, et particulièrement dans le Comité spécial pour la libération complète des territoires qui se trouvent encore sous domination étrangère. Elle compte sur l'objectivité des décisions du Comité car, tout en étant en faveur de la décolonisation, elle estime qu'il faut laisser aux peuples le choix de leur propre destin.

585. Le représentant de Madagascar s'associe aux orateurs précédents qui ont rendu hommage au Gouvernement et au peuple de la République-Unie de Tanzanie pour avoir une fois de plus invité le Comité spécial à se réunir à Dar es-Salam.

586. La délégation malgache a été particulièrement sensible aux souhaits de bienvenue que M. Kawawa a adressés à tous les membres du Comité spécial.

587. La délégation malgache sait le rôle important que joue la République-Unie dans la recherche de solutions aux problèmes de la décolonisation. Dans son importante allocution, le Vice-Président de la République-Unie de Tanzanie a souligné qu'aucun pays africain ne pourrait jouir pleinement de la paix et de la liberté tant qu'il resterait en Afrique des territoires soumis à l'oppression coloniale et raciste. C'est aussi le sentiment de la République malgache. C'est pourquoi elle suit avec beaucoup d'attention l'évolution des problèmes coloniaux dans le monde, et en particulier en Afrique. La délégation malgache fera tout ce qui est en son pouvoir pour que soit appliqué le principe de l'autodétermination consacré dans la Charte des Nations Unies et pour que soient respectées les décisions que prendront les peuples en ce qui concerne leur avenir.

588. En terminant, le représentant de Madagascar prie le Président du Comité spécial de bien vouloir transmettre au Président de la République-Unie de Tanzanie, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple tanzaniens, les salutations fraternelles et les vœux sincères de réussite du peuple malgache.

589. Le représentant de l'Irak dit que c'est un grand plaisir pour la délégation irakienne de pouvoir participer aux réunions du Comité spécial dans le "havre de paix" africain qu'est Dar es-Salam, étant donné que le nom historique de la capitale de l'Irak, Bagdad, a aussi été Dar es-Salam. Le Comité doit être reconnaissant au Président, au Gouvernement et au peuple de la République-Unie de Tanzanie, qui ont illustré le nouvel esprit d'une Afrique jeune et énergique, résolument engagée dans une lutte révolutionnaire contre l'influence étrangère et les dernières fortresses des excès économiques et militaires étrangers en Afrique et ailleurs.

590. L'Irak porte un intérêt tout particulier à la République-Unie et aux succès de sa politique internationale et de son développement économique, ainsi qu'au rôle pilote que, de toute évidence, elle joue sur la scène africaine. La position que la République-Unie a prise au nom de tous les peuples colonisés, subjugués et opprimés est claire et cohérente. On est particulièrement frappé par les messages que le Président de la République-Unie de Tanzanie a récemment adressés au président Nasser, de la République arabe unie, pour appuyer sa position et lui demander de maintenir son opposition courageuse et sans faille à la pression des sionistes racistes d'Israël, des forces insidieuses de l'impérialisme et des profiteurs de guerre bien connus. Le peuple arabe tout entier gardera en mémoire ces messages, qui créent un lien d'amitié et de coopération supplémentaire entre les peuples d'Afrique et du Moyen-Orient arabe.

591. Le représentant de l'Irak traitera en détail des questions inscrites à l'ordre du jour du Comité spécial à un stade ultérieur.

592. Il souhaite la bienvenue à M. Samnah, représentant de l'Afghanistan, nouvellement arrivé, et souhaite à son prédécesseur, M. Ghaus, un rétablissement rapide.

593. Le représentant du Venezuela exprime au Gouvernement et au peuple de la République-Unie de Tanzanie la gratitude de sa délégation pour l'invitation qu'ils ont adressée au Comité spécial de tenir ses séances dans la ville historique de Dar es-Salam.

594. C'est la troisième fois que le Comité spécial se réunit en République-Unie de Tanzanie, et le pays s'apprête à recevoir dans quelques jours des délégués de toutes nationalités et des représentants de diverses organisations qui vont participer à un cycle d'études sur le colonialisme et la politique de discrimination raciale qui fera date dans l'histoire. Ces faits montrent une fois de plus le rôle de pionnier que joue la Tanzanie dans la lutte pour la décolonisation.

595. La délégation vénézuélienne tient à exprimer au Président du Comité spécial, fils de cette terre généreuse, sa reconnaissance pour son inlassable dévouement à la cause de la liberté et du droit des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance. La torche qui flambe au sommet du Kilimandjaro n'est pas seulement le symbole d'une nation qui se dresse contre l'ignominie, l'oppression et les manifestations paranoïaques des racistes et de ceux qui les défendent, c'est aussi le symbole de la rédemption des peuples qui se trouvent encore sous le joug colonial.

596. La République-Unie de Tanzanie est un de ces pays épris de paix et de liberté qui refusent de voir la société humaine périr sous les décombres de sa propre incompréhension et d'assister passivement à la désintégration de ses valeurs fondamentales. C'est pour ces raisons, et pour beaucoup d'autres encore, que les délibérations du Comité spécial en République-Unie revêtent une signification et une importance particulières.

597. Les témoignages des pétitionnaires des divers territoires que le Comité spécial pourra recueillir à Dar es-Salam seront sans nul doute extrêmement utiles à ses travaux. Ceux qui nient l'efficacité de l'action de l'ONU dans la réalisation des objectifs de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale relative à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux se trompent. Les preuves de cette efficacité sont si évidentes qu'elles se passent de tout commentaire. On peut dire, sans crainte de se tromper, que si l'ONU n'a pas écrit l'épilogue de l'histoire de la libération des peuples, elle en a du moins écrit le prologue. Ils se trompent aussi ceux qui, pour des raisons d'ordre politique, économique et stratégique, font le jeu du colonialisme et soutiennent l'odieuse politique de discrimination raciale. Ils se trompent, ceux qui prétendent établir un ordre social contraire aux principes les plus élémentaires de la morale et de la civilisation. Ils se trompent, ceux qui ont une conception mesquine du droit à la liberté, et ne font pas la différence entre la lutte pour cet idéal suprême et la défense de leurs intérêts sordides. Ils se trompent enfin, ceux qui prétendent perpétuer leur insolent défi à la conscience universelle. Le droit et la justice triompheront du colonialisme et du racisme.

598. La délégation vénézuélienne a déjà eu l'occasion d'exposer sa position sur les problèmes concernant les territoires sous administration portugaise lors du débat général qui a eu lieu à Kinshasa et à Kitwe. Le Venezuela refuse catégoriquement d'admettre la fiction juridique que prétend imposer le Gouvernement portugais, selon laquelle les territoires africains sous administration portugaise sont des provinces portugaises d'outre-mer et font partie intégrante du territoire portugais national. Le Venezuela a condamné le refus obstiné du Gouvernement portugais d'appliquer les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Il condamne aussi la guerre coloniale que mène le Portugal pour perpétuer sa domination coloniale en Angola, au Mozambique et en Guinée dite portugaise. Le Vene-

zuela fera tout ce qui est en son pouvoir pour assurer l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en ce qui concerne ces territoires.

599. La délégation vénézuélienne est convaincue que les travaux du Comité spécial à Dar es-Salam seront couronnés de succès. Elle remercie encore le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie d'avoir permis une fois de plus au Comité de siéger dans ce pays qui se place au premier rang de ceux qui luttent pour le désir des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance.

600. Le représentant de la *République-Unie de Tanzanie* remercie les orateurs précédents pour leurs paroles aimables, qu'il transmettra au Président et au deuxième Vice-Président de la République-Unie de Tanzanie. Ces paroles constitueront un grand encouragement pour le Gouvernement tanzanien dans l'attitude inflexible qu'il a adoptée à l'égard de toutes les tares du colonialisme et de l'impérialisme. La République-Unie n'est indépendante que depuis peu mais il est trop tôt pour qu'elle ait oublié ces tares: c'est pourquoi les Tanzaniens sont décidés à fournir toute l'aide possible à leurs semblables qui restent dominés par des oppresseurs étrangers.

601. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie souhaite que les débats difficiles du Comité spécial soient couronnés de succès et que les efforts qu'il déploie pour faire triompher la noble cause de la liberté et de l'humanité soient fructueux.

602. Le représentant de l'*Afghanistan* associe sa délégation aux remerciements qui ont été exprimés par d'autres membres du Comité spécial pour l'accueil cordial et l'hospitalité généreuse offerts par le Gouvernement et le peuple de la République-Unie de Tanzanie.

603. Il rend hommage au deuxième Vice-Président pour son discours important qui sera d'un grand secours au Comité spécial dans ses délibérations. Les réunions du Comité parmi le peuple pacifique tanzanien sous la présidence d'un de ses enfants seront une source d'inspiration pour ceux qui veulent l'élimination complète du colonialisme et du racisme. Les efforts héroïques du peuple tanzanien pour surmonter la domination étrangère servira d'exemple à ceux qui combattent encore pour leur liberté et leur indépendance.

604. L'*Afghanistan* et la République-Unie de Tanzanie partagent des idéaux communs et ont des liens spirituels. L'*Afghanistan* soutient tous ceux qui combattent pour leur liberté et a condamné toutes les formes de colonialisme. Il regarde la politique honteuse d'*apartheid* et de racisme au Sud-Ouest africain, en Rhodésie du Sud et dans les territoires administrés par le Portugal comme des crimes contre l'humanité.

605. Le colonialisme a atteint une phase critique, notamment dans les territoires africains, et les Nations Unies doivent prendre immédiatement des mesures pour l'éliminer.

606. Le représentant de l'*Afghanistan* remercie le Président et les membres du Comité de leurs paroles de bienvenue adressées à sa délégation et exprime ses vœux ardents de bonheur, de prospérité et de progrès au peuple tanzanien.

Déclaration du représentant du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)

607. Le représentant du *Comité de coordination pour la libération de l'Afrique*, prenant la parole sur l'invitation du Président, se dit très honoré d'avoir le privilège

de parler devant le Comité spécial et désire présenter les vœux sincères de bienvenue et de succès du secrétaire général administratif de l'OUA et du secrétariat exécutif du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique.

608. Le Comité de coordination espère sincèrement que les efforts déployés par le Comité spécial pendant son séjour à Dar es-Salam seront suffisamment fructueux pour assurer la réalisation des espoirs de millions d'Africains qui sont encore asservis par le système cruel et inhumain du colonialisme. Au nom du Comité de coordination, il assure le Président que la sagesse avec laquelle il a dirigé les travaux du Comité est un objet de grande fierté et un brillant exemple pour chacun des fils véritables de l'Afrique. Le secrétariat exécutif du Comité de coordination est prêt à fournir au Comité toute l'aide dont il peut avoir besoin au cours de son séjour à Dar es-Salam.

609. Le problème du colonialisme a déjà été étudié de manière approfondie. De nombreux livres et articles lui ont été consacrés. Certains auteurs et journalistes commerciaux des pays colonialistes s'enrichissent par des écrits superficiels sur ce problème extrêmement sérieux.

610. Le Comité de coordination est un organe et non un groupe de discussion. C'est pourquoi son représentant n'entend pas répéter ce qui a déjà été dit. Il désire cependant appeler l'attention du Comité sur un certain nombre de points importants.

611. Le colonialisme inspire la plus vive inquiétude à l'Organisation de l'unité africaine, et pour cette raison elle a créé un comité spécial pour coordonner l'œuvre de libération de l'Afrique. L'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme sont des mots que l'on prononce et que l'on écrit des centaines de fois par jour. Ils ont perdu tout leur sens pour certains, même parmi les Membres de l'Organisation des Nations Unies, mais en Afrique ils ne cessent de rappeler le traitement inhumain, les tortures et la dégradation infligés à la vaste population du continent. L'OUA ne cessera de répéter ces mots pour que le monde entier les entende, jusqu'à ce que le dernier pouce de territoire africain soit libéré de la domination étrangère. Il n'y aura pas de paix dans le monde tant que le système honteux du colonialisme restera en place. Le monde ne pourra connaître la tranquillité tant que l'on permettra à certains fanatiques de poursuivre la politique brutale de la ségrégation et de l'arrogance raciales. Pour les Africains, le mot colonialisme n'est pas une abstraction, et lorsqu'ils parlent de la décolonisation de l'Afrique, ils font plus qu'exposer une théorie: pour eux, c'est de l'élimination totale du colonialisme sous toutes ses formes qu'il s'agit.

612. L'OUA, organisation pacifique, se réjouirait de voir l'Organisation des Nations Unies trouver une solution immédiate, concrète et pacifique au problème brûlant du colonialisme. Si le Comité spécial use de son influence pour persuader le Portugal, l'Afrique du Sud et les autres pays colonialistes d'abandonner leur politique insensée d'oppression et de subjugation, elle s'en félicitera. Mais, tant qu'une solution pacifique immédiate ne sera pas garantie, l'OUA s'estimera libre d'user de tous les moyens dont elle dispose pour restituer leurs droits élémentaires aux peuples opprimés d'Afrique. Elle n'a pas l'intention de transiger sur la question de la décolonisation.

613. Récemment, les oppresseurs des Africains se sont réjouis de certaines déceptions et de certaines diffi-

cultés qu'ont connues les pays d'Afrique. Les maux de l'Afrique font le bonheur de ses ennemis. Ceux-ci sont convaincus que l'Afrique est à bout de souffle et que la décolonisation est devenue un rêve. Le représentant du Comité de coordination assure le Comité spécial que la décolonisation complète de l'Afrique garde un caractère de haute priorité à l'ordre du jour de l'OUA et que, si l'Organisation des Nations Unies ne peut pas apporter une solution immédiate et concrète au problème du colonialisme, le combat pour la libération qui fait rage dans tous les territoires occupés d'Afrique sera mené jusqu'au bout. L'OUA estime que la paix, la liberté et les droits de l'homme ne sont le monopole d'aucune nation particulière, et qu'en conséquence elle a la responsabilité de restaurer les droits élémentaires et fondamentaux de l'homme dans les territoires africains qui restent sous domination étrangère.

614. Le colonialisme se présente sous des formes multiples, qui sont politiques, économiques et culturelles. Le colonialisme culturel n'est pas moins dangereux que le colonialisme politique et économique. Au contraire, ce peut être la forme la plus pernicieuse. C'est un processus qui a permis aux puissances coloniales de dominer la pensée même et l'esprit des opprimés, et de détruire leurs âmes pour qu'ils se sentent inférieurs. Cette forme de colonialisme a créé une barrière entre la prétendue "élite" et les masses des colonisés. En Afrique, il est triste de constater qu'elle a eu tendance à créer une barrière entre peuples anglophones et francophones. Cet état de choses est incompatible avec le progrès. M. Oyaka lance un appel à l'Organisation des Nations Unies pour que, dans le cadre de son programme d'enseignement, elle prenne des mesures immédiates pour éliminer le colonialisme culturel en Afrique.

615. Ces dernières années un autre problème urgent s'est posé en Afrique: celui des réfugiés et des personnes déplacées. Le Portugal, l'Afrique du Sud et les puissances coloniales qui sont leurs amies ont arraché des milliers d'innocents à leurs pays pour en faire des déracinés. Des centaines de milliers d'Africains pacifiques ont été forcés de fuir leur pays du fait des manœuvres des colonialistes et de leurs amis. L'OUA est consciente de la tâche positive qui a été accomplie par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, mais elle demande au Comité spécial d'user de ses bons offices pour informer l'Organisation des Nations Unies que la meilleure solution que l'on puisse apporter au problème des réfugiés et des personnes déplacées est l'abolition du colonialisme. Elle demande également à l'Organisation des Nations Unies qu'elle prenne des dispositions pour assurer une éducation, des soins médicaux et la protection sociale aux réfugiés et aux personnes déplacées.

616. Si l'Organisation des Nations Unies trouve une solution au problème colonial, les combattants de la liberté africains déposeront immédiatement leurs armes. Si les systèmes de l'impérialisme, du colonialisme et du néo-colonialisme sont éliminés, l'OUA sera très heureuse d'orienter vers le développement les ressources qu'elle consacre à la décolonisation.

617. Une des fonctions de l'Organisation des Nations Unies est d'œuvrer pour la paix du monde. La disparition des maux du colonialisme permettra à l'OUA de lui consacrer tous ses efforts. Le représentant du Comité de coordination est convaincu qu'une Afrique libre et unie apportera une grande contribution à cette cause.

*Clôture des séances**Déclaration du Ministre de l'intérieur de la République-Unie de Tanzanie*

618. Le *Ministre de l'intérieur de la République-Unie de Tanzanie* félicite, au nom du peuple et du Gouvernement tanzaniens, le Comité spécial et tous ceux qui ont rendu possible ses réunions à Dar es-Salam.

619. Le peuple tanzanien est profondément dévoué à la cause de la liberté pour ses frères, d'Afrique et d'ailleurs, qui vivent encore sous le régime du colonialisme. Il connaît les maux de ce système pour en avoir souffert lui-même et parce qu'il peut les comparer avec la liberté et l'indépendance dont il jouit maintenant. En particulier, le peuple tanzanien sait que la discrimination raciale institutionnelle, c'est-à-dire le fait d'humilier un homme parce qu'il est né d'une certaine couleur, est liée au colonialisme. Le fait que ces politiques discriminatoires sont parfois camouflées sous des noms qui sonnent bien ne change rien à leur caractère. La discrimination existe dans les territoires administrés par le Portugal, en dépit des tentatives pour jeter la confusion en parlant d'une "politique d'assimilation", de même que le colonialisme existe, bien que le Portugal prétende être au sud le voisin de la République-Unie de Tanzanie. Les tentatives faites pour présenter l'apparence et les formes de l'oppression sous un jour plus séduisant sont diverses, mais le fait de l'oppression reste le même.

620. C'est pourquoi la République-Unie de Tanzanie a toujours soutenu les visites du Comité spécial dans des pays proches de ces colonies, dont il a été chargé par l'Organisation des Nations Unies de suivre constamment l'évolution constitutionnelle. Ces visites permettent aux membres du Comité d'examiner plus profondément et de plus près les effets du colonialisme et de l'*apartheid* et de les démasquer sous quelque déguisement qu'on cherche à les masquer. En même temps, les pétitionnaires ayant la possibilité de témoigner et de répondre aux questions posées, le reste du monde est mieux informé de la nature du problème colonial.

621. L'importance de ce qui précède est évidente. Pour assurer la défaite rapide du colonialisme, il faut rappeler constamment ces maux aux habitants de l'Amérique, de l'Europe et d'ailleurs, qui n'ont jamais scuffert de l'oppression coloniale. Il faut aussi rappeler aux puissances impérialistes qu'elles ne peuvent se soustraire à leur responsabilité dans le maintien de l'oppression des peuples du Mozambique, de l'Angola, de la Rhodésie, du Sud-Ouest africain, d'Aden et d'ailleurs.

622. A ce propos, l'absence d'une délégation britannique aux délibérations du Comité spécial pendant son voyage en Afrique est regrettable. La responsabilité du Gouvernement britannique dans la situation de la moitié australe du continent africain ne fait aucun doute. Ce pays a créé l'Afrique du Sud en 1910; en 1923, il a préparé le terrain à ce qui se passe actuellement en Rhodésie du Sud; et avec d'autres, il soutient le Portugal par l'intermédiaire de l'OTAN et à l'Organisation des Nations Unies. Lorsque l'Organisation des Nations Unies a voté la fin du mandat de l'Afrique du Sud sur le Sud-Ouest africain en octobre 1966, il est significatif que la délégation du Royaume-Uni ait figuré parmi celles qui se sont abstenues. Comme si cela ne suffisait pas, le Gouvernement britannique prend des dispositions pour acheter dans l'océan Indien des îles afin d'y établir des bases militaires. La menace que constituent ces

bases dans cette région a été examinée par le Comité et a fait l'objet de la résolution qu'il a adoptée sur l'île Maurice et les îles voisines. Le Royaume-Uni se trouvant à l'origine d'une si grande partie des travaux du Comité, il est certain que le Comité a le droit de demander à cette puissance de coopérer aux efforts qu'il déploie pour remplir son mandat. Il faut espérer que le Gouvernement britannique et ses alliés étudieront attentivement les résolutions du Comité et les appliqueront rapidement. Car même si le Royaume-Uni refuse de participer aux travaux d'un comité dont il est membre, il ne peut se soustraire par défaut à ses responsabilités.

623. Le peuple tanzanien continuera à donner au Comité spécial toute la coopération et l'assistance possibles. Il est regrettable que le Comité ne puisse se rendre dans les régions du Moyen-Orient qu'il avait prévu de visiter, mais la République-Unie de Tanzanie comprend fort bien les événements qui ont empêché l'Irak et la Syrie d'accueillir le Comité pendant ce voyage. On conviendra que ces pays ont joué un grand rôle dans la cause de la liberté pour les peuples opprimés et le Gouvernement tanzanien espère que le Comité pourra ultérieurement se rendre en Syrie et en Irak.

624. Le Gouvernement et le peuple tanzaniens ont été heureux d'accueillir le Comité spécial dans leur pays. Ils espèrent que sa visite en République-Unie et dans les autres pays africains a aidé le Comité à s'acquitter de ses responsabilités.

Déclarations générales

625. Le *Président* dit que pendant le séjour du Comité spécial à Dar es-Salam, ses membres ont eu une nouvelle occasion d'apprécier le dynamisme et l'ardeur révolutionnaire du Gouvernement et du peuple de la République-Unie de Tanzanie, leur soutien généreux et hors de pair à la lutte pour la liquidation totale du colonialisme et leur solidarité active avec les efforts et les objectifs du Comité. Toutes ces qualités se reflétaient largement dans l'allocution que le Comité a eu l'honneur d'entendre.

626. Le Comité spécial est arrivé à la clôture de ses séances à Dar es-Salam et à la fin d'une série fructueuse de réunions tenues hors du Siège. La vigueur avec laquelle le Comité s'est attaqué à ses travaux à Dar es-Salam, le succès de ses réunions et l'importance des conclusions et des recommandations adoptées ont été rendus possibles par l'invitation adressée au Comité par le Gouvernement tanzanien, l'environnement dans lequel il a eu le privilège de travailler et les facilités que le gouvernement a mises si généreusement à sa disposition. En sa qualité de président, il exprime la chaleureuse gratitude du Comité, par l'intermédiaire de M. Saidi Maswanya, au Président, au Gouvernement et au peuple de la République-Unie de Tanzanie, auxquels le Comité est profondément reconnaissant de leur aimable hospitalité. De plus, le Comité est heureux d'avoir eu la possibilité de visiter l'intérieur du pays et de développer encore ses liens amicaux et fraternels établis de longue date avec le vaillant peuple tanzanien.

627. Pendant ses réunions à Dar es-Salam, le Comité spécial a également été honoré de la participation à ses délibérations du représentant du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique de l'OUA. En tant que président, il prend acte avec gratitude de leur contribution et souligne combien il importe de développer encore les liens de coopération qui unissent le Co-

mité spécial à l'OUA ainsi qu'à la Ligue des Etats arabes. Ce n'est que par une coopération étroite que ces organismes peuvent assurer la réalisation rapide de leurs objectifs communs, à savoir l'élimination de la domination coloniale, le respect du droit de tous les peuples à la libre détermination et au libre choix de leurs institutions nationales.

628. A Dar es-Salam, le Comité spécial a entendu six groupes de pétitionnaires concernant le Mozambique, le Sud-Ouest africain, la Rhodésie du Sud, l'île Maurice et la Côte française des Somalis. Au nom du Comité, il remercie tous les pétitionnaires de la contribution qu'ils ont apportée à l'examen par le Comité des différentes questions coloniales. Ils peuvent être assurés du soutien sincère et constant du Comité à la lutte de leurs peuples pour la liberté et l'indépendance, conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. A son retour à New York, le Comité, en plus des recommandations qu'il a déjà adoptées en Afrique, intensifiera ses efforts pour mobiliser l'opinion mondiale à l'appui de leur lutte légitime, afin de réaliser sans nouveau délai l'exercice par les peuples de leur droit de libre détermination.

629. Les pétitionnaires ont rappelé au Comité spécial que le peuple du Mozambique rejette entièrement la thèse suivant laquelle son territoire serait une province portugaise d'outre-mer. Les pétitionnaires ont également rappelé que le colonialisme portugais, fondé sur l'exploitation, l'oppression et la répression et accompagné d'une discrimination raciale impitoyable, continue de refuser à la population ses droits de l'homme les plus élémentaires. Le Comité a entendu de nouveaux témoignages de la brutalité sauvage avec laquelle le Portugal intensifie la guerre contre le peuple du Mozambique, guerre qu'il ne pourrait poursuivre sans l'assistance que lui fournissent un certain nombre de ses amis et de ses alliés de l'OTAN. Les pétitionnaires ont à nouveau confirmé que, si le peuple du Mozambique a recouru à la lutte armée, c'est parce que le Portugal a refusé catégoriquement d'accepter tous les moyens pacifiques de le conduire à la liberté et à l'indépendance.

630. Le Comité spécial a été heureux de recevoir des informations supplémentaires sur les progrès de cette lutte juste et honorable pour libérer le Mozambique du joug de l'opresseur. Il a été très impressionné par les efforts accomplis par le mouvement de libération nationale pour réorganiser les régions libérées, qui représentent un tiers du pays, pour reconstruire l'économie et pour développer le bien-être matériel et social de la population. Il a également été encouragé d'apprendre les mesures prises par les mouvements de libération nationale pour assister, en particulier en matière d'enseignement et de santé, les milliers de réfugiés des zones restées sous l'occupation portugaise. Néanmoins, ayant mieux compris l'ampleur de la tâche et des difficultés rencontrées, les membres sont devenus plus conscients que jamais de la nécessité urgente d'une assistance fortement accrue dans ce secteur de la part des institutions spécialisées intéressées et des autres organisations internationales d'assistance ainsi que des gouvernements.

631. En ce qui concerne le Sud-Ouest africain, les pétitionnaires ont informé le Comité spécial que la lutte pour la libération nationale continue sans répit et que le régime fasciste de Vorster, réagissant avec une brutalité et une dureté caractéristiques, a imposé des mesures de répression encore plus étendues comprenant des arrestations massives et des tortures inhumaines. Ils ont appelé l'attention sur le pillage impitoyable des

ressources humaines et matérielles auquel se livre le régime de Pretoria avec la coopération des compagnies étrangères et sur l'assistance importante que le régime reçoit, en violation de la résolution 1899 (XVIII) de l'Assemblée générale, de certains Etats Membres des Nations Unies. Ils ont dénoncé avec une légitime indignation la proposition tendant à établir un Bantoustan en Ovamboland, proposition qu'ils considèrent comme une tentative pour édulcorer l'essence de la lutte du peuple pour sa dignité. En conclusion, les pétitionnaires ont demandé, compte tenu de l'attitude non coopérative que l'on peut attendre de certaines grandes puissances qui ont dans le territoire des intérêts économiques et financiers considérables, que les Etats Membres aient recours au Conseil de sécurité pour obtenir l'application obligatoire des dispositions de la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale au titre du Chapitre VII de la Charte.

632. En ce qui concerne la question de la Rhodésie du Sud, les pétitionnaires ont démontré l'échec des prétendues sanctions sélectives obligatoires à entraîner la chute du régime minoritaire raciste illégal, sans parler de l'établissement de conditions d'égalité et de liberté démocratique en application de la Déclaration. Ils ont condamné un certain nombre de puissances occidentales et d'autres puissances pour avoir tourné ces sanctions et ils ont demandé des sanctions générales et obligatoires appuyées par la force, tant contre le régime que contre tout pays qui refuse de coopérer. Les pétitionnaires ont également témoigné de la détermination du peuple du Zimbabwe d'intensifier sa lutte de libération par la force armée. Enfin, ils ont insisté sur l'établissement immédiat de la règle de la majorité africaine, suivi par l'indépendance dans le plus bref délai possible.

633. Une fois de plus, la plupart des pétitionnaires entendus par le Comité spécial — originaires du Mozambique, du Sud-Ouest africain et de la Rhodésie du Sud — ont parlé du rôle joué par les intérêts étrangers économiques et autres, retranchés dans les territoires, qui entravent l'application de la Déclaration. Il est évident que ces intérêts non seulement fournissent un soutien actif aux régimes coloniaux dans ces territoires mais aussi, agissant de concert, exploitent sans répit les ressources humaines et matérielles de ces territoires, refusant à la population africaine les moyens de développement économique, social et en matière d'enseignement, et font ainsi obstacle à la réalisation de ses aspirations à la liberté et à l'indépendance.

634. Au sujet de l'île Maurice et des îles Seychelles, le Comité spécial a été informé que la Puissance administrante n'a pas pris de mesures pour la pleine application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et des recommandations du Comité. En particulier, le mécontentement s'est exprimé au sujet du rythme insuffisant des progrès politiques et du régime électoral actuel. La séparation d'un groupe d'îles de ces territoires, en violation de leur intégrité territoriale, pour former le prétendu territoire britannique de l'océan Indien, et l'établissement d'installations militaires dans ces îles appellent une condamnation particulière.

635. En ce qui concerne la Côte française des Somalis, les pétitionnaires ont parlé avec une grave inquiétude des récents événements qui ont eu lieu dans le territoire et ils ont souligné que conformément à la résolution 2228 (XXI) de l'Assemblée générale, l'indépendance devrait être accordée dans le plus bref délai possible après des élections sur la base du suffrage universel des adultes, sous surveillance internationale. Ils ont également demandé instamment la libération de tous les

prisonniers politiques, le rétablissement des libertés démocratiques et la possibilité pour tous les réfugiés de revenir et d'obtenir une assistance internationale.

636. Tous les éléments sur lesquels les pétitionnaires ont appelé l'attention du Comité spécial ont ainsi été pris en considération dans les résolutions extrêmement importantes adoptées lors des dernières séances concernant l'île Maurice, les îles Seychelles et Sainte-Hélène, le Sud-Ouest africain, les territoires sous administration portugaise et l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en ce qui concerne les territoires coloniaux étudiés par le Comité spécial pendant ses réunions hors du Siège.

637. Le texte de ces résolutions est naturellement à la disposition des membres. Un grand nombre de leurs dispositions ne sont pas nouvelles, mais elles sont importantes du fait qu'elles formulent plus fermement et avec plus de portée des considérations et des demandes que le Comité spécial et l'Assemblée générale avaient antérieurement exprimées. Elles contiennent un certain nombre d'idées et d'éléments nouveaux et importants sur lesquels il convient d'appeler l'attention.

638. Par exemple, dans la résolution sur l'île Maurice, les îles Seychelles et Sainte-Hélène (A/AC.109/249), le Comité spécial a qualifié l'établissement d'installations militaires et l'exécution de toutes activités militaires dans ces territoires non seulement de violation de la résolution 2232 (XXI) de l'Assemblée générale, mais aussi de source de tension en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. C'est là évidemment un fait nouveau d'importance dans l'étude de ces territoires par le Comité spécial. Dans une autre décision remarquable, dans sa résolution sur le Sud-Ouest africain (A/AC.109/250), le Comité a condamné à l'unanimité comme illégales et contraires aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et constituant un défi à l'autorité des Nations Unies les mesures prises et proposées par l'Afrique du Sud en ce qui concerne l'Ovamboland.

639. La résolution concernant les territoires sous domination portugaise (A/AC.109/251) contient également d'importantes idées nouvelles. Dans cette résolution, le Comité spécial a encore développé la notion, qu'il avait émise pour la première fois en 1965, de la légitimité de la lutte des peuples coloniaux pour obtenir la liberté et l'indépendance. Dans le dernier paragraphe du préambule, le Comité a expressément noté avec satisfaction les progrès accomplis par les mouvements de libération en vue d'atteindre leur indépendance nationale et leur liberté tant par la lutte que par la mise en œuvre d'un programme de reconstruction. Cela implique à la fois l'approbation des efforts accomplis par les mouvements de libération nationale pour atteindre la liberté et l'indépendance de leur pays et la reconnaissance de l'œuvre utile qu'ils accomplissent dans les régions libérées. En soulignant leur rôle, le Comité a, au paragraphe 11 du dispositif, prié les institutions spécialisées et autres organisations internationales de secours de donner leur assistance aux victimes des opérations militaires portugaises en coopération avec les mouvements de libération nationale.

640. Aux paragraphes 7 et 8 du dispositif de la même résolution, le Comité spécial, se fondant sur les dispositions du paragraphe 14 du dispositif de la résolution 2189 (XXI) de l'Assemblée générale, a appelé l'attention du Conseil de sécurité sur la détérioration continue de la situation et a recommandé que le Conseil rende obligatoires les dispositions de sa résolution 218 (1965) et de la résolution 2184 (XXI) de l'Assemblée

générale. Ce faisant, le Comité a également attiré l'attention sur les conséquences des actes d'agression commis par le Portugal contre les Etats africains indépendants qui confinent à ses colonies. Ces dispositions constituent donc une définition nouvelle et remarquable des graves incidences du colonialisme portugais pour la paix et la sécurité internationales.

641. De même, au paragraphe 11 du dispositif de la résolution, le Comité spécial a attaché à juste titre une importance au rôle que doit jouer l'OUA dans toutes les mesures que les organisations internationales prendront pour accroître leur assistance aux réfugiés des territoires sous administration portugaise. Ces dispositions témoignent de la valeur de la coopération avec l'OUA, dont il a déjà été question, ainsi que de la confiance qu'a le Comité qu'une telle coopération pourrait renforcer l'efficacité de l'assistance internationale aux réfugiés.

642. Enfin, l'accent a été mis à juste titre sur la nécessité d'une diffusion générale et suivie des travaux des Nations Unies, afin d'informer l'opinion mondiale de la situation dans les colonies portugaises et de la lutte pour la libération. En même temps, la résolution déclare que les efforts en ce sens doivent être accomplis en consultation avec le Comité spécial. C'est là un développement logique: il est évident que la participation du Comité serait des plus profitables aux efforts tendant à faire connaître l'œuvre de décolonisation de l'Organisation des Nations Unies et à mobiliser l'opinion publique mondiale pour la liquidation du colonialisme.

643. Ces considérations apparaissent également dans la résolution générale (A/AC.109/252) adoptée par le Comité spécial en ce qui concerne les territoires coloniaux qu'il a étudiés. En ce qui concerne la diffusion de l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies dans ces territoires, on a mentionné particulièrement la préparation, en consultation avec le Comité spécial, de publications appropriées. De plus, il est remarquable qu'au paragraphe 6 du dispositif, le Comité a condamné en termes plus catégoriques qu'auparavant la formation d'une entente entre l'Afrique du Sud, le Portugal et le régime illégal de Smith. Un autre fait important est que le Comité ne s'est pas contenté de demander le démantèlement des bases et des installations militaires dans les territoires coloniaux. Il a également, au paragraphe 10 du dispositif de la résolution, qualifié ces bases et installations d'obstacles à la libération des peuples de ces territoires. Enfin, en s'efforçant d'assurer que les institutions spécialisées refusent toute assistance aux régimes de Salazar, de Smith et de Vorster, le Comité a souligné, au paragraphe 12 du dispositif, la responsabilité qu'ont les Etats de prendre des mesures appropriées en qualité de membres de ces institutions.

644. Le Président souhaite exprimer sa conviction que la décision de tenir une autre série de réunions hors du Siège a été plus que justifiée par les résultats obtenus. En raison de sa plus grande proximité des territoires coloniaux étudiés et de la plus grande possibilité d'entendre les dirigeants des mouvements de libération nationale, le Comité spécial a pu connaître mieux et plus directement les conditions régnant dans ces territoires et comprendre plus profondément les vœux des peuples et les difficultés et les obstacles qui empêchent leur réalisation. Il est convaincu que la capacité du Comité d'aider ces peuples en a été accrue. Enfin, la solidarité active de l'Organisation des Nations Unies avec les peuples coloniaux dans leur lutte pour la liberté et l'indépendance a été soulignée une fois de plus.

645. Il est vrai que plusieurs pétitionnaires ont exprimé leur déception et même leur désillusion devant les résultats des efforts de l'Organisation des Nations Unies. La raison n'en est pas difficile à trouver. C'est la réticence, et dans de nombreux cas le refus délibéré, des puissances administrantes de coopérer à l'application des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. En même temps, le Comité spécial faillirait à son devoir s'il n'étudiait pas constamment les voies et moyens d'améliorer l'efficacité de ses travaux. A ce sujet, il recommande aux membres d'examiner les idées qu'il a exprimées à la séance d'ouverture du Comité à Dar es-Salam.

646. Par leur refus intransigeant d'accorder l'indépendance aux peuples africains, les puissances coloniales les ont contraints de recourir aux armes. Le Président invite les combattants de la liberté à redoubler leurs efforts, car la force est le seul langage que les puissances coloniales comprennent. Il les appelle également à s'unir, car ce n'est que par l'unité d'action et de volonté qu'il pourra être mis fin aux souffrances et à l'humiliation des peuples des territoires sous domination coloniale.

647. Le Président fait également appel à la communauté internationale, à l'Organisation des Nations Unies comme hors de l'Organisation, pour qu'elle prenne conscience de la situation du peuple africain. La communauté mondiale ne devrait pas laisser massacrer le peuple d'Afrique; il mérite la liberté autant que les hommes d'Europe et d'Amérique du Nord.

648. Au nom du Comité spécial, il exprime sa reconnaissance au Sous-Secrétaire qui, malgré son programme chargé, a pu trouver le temps d'assister aux réunions du Comité à Dar es-Salam. Les remerciements du Comité s'adressent aussi aux membres du Secrétariat et en particulier aux interprètes, au Service de l'information et au Ministère des affaires étrangères de la République-Unie de Tanzanie, à la presse, qui s'est montrée particulièrement coopérative, et qui a pu jouer un rôle vital en informant l'opinion publique des travaux du Comité sur la décolonisation, à la direction du Msimbazi Community Center et enfin à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à rendre à la fois possibles et fructueux les travaux du Comité.

649. Le Comité spécial est également reconnaissant au Président, au Gouvernement et au peuple tanzaniens de lui avoir permis de tenir à Dar es-Salam une série de réunions aussi constructives.

650. Le représentant du *Venezuela*, au nom de son gouvernement et du Gouvernement chilien, adresse au peuple et au Gouvernement tanzaniens ses vifs remerciements pour l'invitation adressée au Comité spécial de siéger à Dar es-Salam. Dans cette ville, le Comité a trouvé une atmosphère propice qui lui a permis de poursuivre ses travaux avec succès, car la République-Unie de Tanzanie est un pays épris de paix et de liberté et qui sert de refuge aux ressortissants des pays encore soumis au joug colonial. Le représentant du *Venezuela* exprime aussi sa reconnaissance aux pétitionnaires qui sont venus donner au Comité des renseignements sur les progrès qu'ils ont réalisés dans leur lutte. A cet égard, il appuie l'appel à l'unité qui a été lancé aux mouvements de libération, car c'est seulement dans ces conditions que les peuples victimes du colonialisme pourront accéder à l'indépendance.

651. Il souligne la solidarité qui existe entre les pays latino-américains, américains et le continent africain et tout particulièrement la République-Unie. C'est

là un fait indéniable qui s'est manifesté de façon concrète dans de nombreuses circonstances, car les pays latino-américains sont prêts à soutenir la cause de tous les peuples qui luttent pour leur indépendance.

652. Le représentant de la *Syrie*, au nom du groupe afro-asiatique et de la Yougoslavie, exprime sa profonde reconnaissance à M. Nyerere, président de la République-Unie de Tanzanie, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple tanzaniens pour l'hospitalité généreuse et l'accueil chaleureux qu'ils ont réservés au Comité spécial. La Tanzanie a ainsi manifesté une fois de plus qu'elle considérerait comme son devoir d'aider à effacer les derniers vestiges du colonialisme qui causent des souffrances indescriptibles. Les paroles sages et encourageantes que vient de prononcer le Ministre de l'intérieur sont un témoignage éloquent de l'importance de la tâche entreprise par les Nations Unies pour aider à réaliser l'émancipation totale des peuples qui subissent encore le joug colonial et qui luttent afin de pouvoir exercer leurs droits fondamentaux.

653. Depuis un mois le Comité spécial poursuit son périple pour examiner de plus près les questions coloniales. A Kinshasa, il a entendu le témoignage de ceux qui combattent pour la liberté et l'indépendance des territoires sous domination portugaise, et particulièrement pour la libération de l'Angola. Il a visité un camp de réfugiés et a constaté de près leurs souffrances et leurs misères. Il a compris la nécessité de leur venir en aide et d'intensifier l'assistance fournie par les institutions spécialisées et par le Haut Commissariat pour les réfugiés. Il s'est rendu compte que les combattants étaient déterminés à poursuivre leur lutte contre les oppresseurs.

654. A Kitwe, sa deuxième étape, le Comité spécial a notamment écouté les témoignages des victimes du régime raciste de Pretoria qui se maintient en dépit des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et malgré l'indignation de l'opinion publique mondiale. Dans sa résolution sur la Rhodésie du Sud (A/AC.109/248), le Comité réaffirme à nouveau la légitimité de la lutte du peuple du Zimbabwe pour obtenir l'exercice de son droit inaliénable à la liberté et à l'indépendance. Il a condamné la politique de discrimination raciale et de ségrégation pratiquée en Rhodésie du Sud en tant que crime contre l'humanité. Il a exprimé la conviction que pour provoquer la chute du régime illégal en Rhodésie du Sud les sanctions devaient être générales et obligatoires et être appuyées par la force de la part de la Puissance administrante.

655. A Dar es-Salam, le Comité spécial a écouté les déclarations des pétitionnaires du Mozambique, du Sud-Ouest africain, de la Rhodésie du Sud, de l'île Maurice, des îles Seychelles et de Sainte-Hélène et de la Côte française des Somalis. Il a ainsi obtenu de précieuses informations. Le Comité a adopté une résolution sur les territoires administrés par le Portugal (A/AC.109/251) dans laquelle il a condamné énergiquement l'attitude négative du Portugal et son refus d'appliquer les dispositions des résolutions adoptées à ce sujet par l'Assemblée générale, par le Conseil de sécurité et par le Comité spécial. Il a condamné en outre les activités des intérêts financiers opérant dans les territoires sous domination portugaise et il a demandé à tous les Etats de cesser de fournir au Gouvernement portugais l'assistance grâce à laquelle celui-ci peut poursuivre la répression contre les peuples africains. Il a recommandé au Conseil de sécurité de prendre des mesures pour rendre obligatoires les dis-

positions des résolutions prises en la matière par le Conseil de sécurité et par l'Assemblée générale.

656. Le Comité spécial a encore adopté trois autres résolutions. Dans la première, concernant l'île Maurice, les îles Seychelles et Sainte-Hélène (A/AC.109/249), le Comité a déploré le démembrement des îles en question et déclare que l'établissement d'installations militaires et toute autre activité militaire dans les territoires sont une violation des résolutions de l'Assemblée générale et constituent une source de tension.

657. Dans sa résolution sur le Sud-Ouest africain (A/AC.109/250), le Comité spécial a réaffirmé l'intégrité territoriale du Sud-Ouest africain et le droit de son peuple à la liberté et à l'indépendance et condamné les mesures prises par le Gouvernement de l'Afrique du Sud. Enfin, dans sa résolution (A/AC.109/252), le Comité a demandé l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

658. Ces résolutions témoignent des résultats fructueux auxquels ont abouti les travaux du Comité spécial. Lors de son séjour en République-Unie de Tanzanie, le Comité a pu apprécier l'aide que ce pays fournit aux réfugiés du Mozambique dans leur lutte légitime contre le Portugal. Il a pu aussi constater les réalisations remarquables effectuées par le Gouvernement tanzanien en faveur de son peuple dans les domaines économique, social et culturel. Enfin, l'occasion lui a été donnée d'admirer les beautés et les richesses naturelles de ce pays. Le représentant de la Syrie exprime au Gouvernement tanzanien ses souhaits les plus sincères pour la prospérité du pays.

659. Pour terminer, le représentant de la Syrie félicite le Président de la compétence avec laquelle il a dirigé les délibérations du Comité spécial. Il exprime sa gratitude aux membres du Secrétariat qui ont facilité les travaux du Comité.

660. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques remercie le peuple et le Gouvernement tanzaniens d'avoir aimablement invité le Comité spécial à tenir certaines de ses réunions à Dar es-Salam. Cette invitation témoigne de la grande importance que la République-Unie de Tanzanie attache aux principes de la Charte des Nations Unies et à l'application de la Déclaration sur la décolonisation. Il espère que ses remerciements seront transmis à M. Kawawa, ministre d'Etat, à M. Maswanya et aux autres dirigeants tanzaniens qui ont participé personnellement aux travaux du Comité.

661. Pendant ses réunions hors du Siègre, le Comité spécial a apporté une contribution positive à l'application de la Déclaration sur la décolonisation. La décision de tenir ces réunions a été pleinement justifiée par les résultats pratiques et utiles qui ont été obtenus. Le Comité a pu étudier plus en détail les problèmes de nombreux territoires africains qui se trouvent encore sous le joug colonial et a mieux pris connaissance des efforts des peuples africains qui luttent pour la liberté et l'indépendance; il a entendu des pétitionnaires qui ont donné de nouveaux renseignements qui seront extrêmement utiles pour la poursuite des travaux du Comité et il a adopté des résolutions constructives concernant les territoires sous administration portugaise, la Rhodésie du Sud, le Sud-Ouest africain et d'autres questions importantes, et il a également adopté une résolution générale sur la décolonisation. Ces résolutions reflètent les résultats fondamentaux des recherches du Comité, ainsi que certains vœux exprimés par les représentants des mouvements

de libération. Elles ont également concentré l'attention sur les principaux obstacles qui freinent le progrès des colonies africaines vers la réalisation de leurs droits légitimes à l'indépendance.

662. Dans sa brillante analyse de la situation des territoires coloniaux, le Président a souligné une fois de plus le rôle des monopoles capitalistes et l'utilisation des bases militaires pour écraser les mouvements de libération des peuples africains. Il a arraché le masque du bloc des Etats blancs du sud de l'Afrique et a dénoncé le rôle du bloc de l'OTAN qui soutient ouvertement ou clandestinement les racistes.

663. Les voyages du Comité spécial en République démocratique du Congo, en Zambie et en République-Unie de Tanzanie, ont montré que l'Organisation des Nations Unies avait encore beaucoup à faire pour trouver les moyens d'appliquer la Déclaration sur la décolonisation dans ces régions du monde où subsistent les séquelles honteuses du colonialisme. Les institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies doivent fournir aux peuples coloniaux une assistance accrue en matière économique, financière, culturelle, de l'enseignement et de la santé.

664. Le Conseil de sécurité doit avertir très sérieusement les colonialistes en déclarant nettement qu'il considère leurs activités comme contraires à la Charte, à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ces activités comprennent la conduite d'une guerre d'agression contre les mouvements de libération, l'emploi de manœuvres néo-coloniales, l'établissement de régimes fantoches, le soutien des activités des monopoles financiers, l'établissement de bases militaires et le démembrement des territoires non autonomes.

665. Mais l'Organisation des Nations Unies ne doit pas se contenter d'adopter des résolutions demandant la liquidation des bases militaires et dénonçant leur utilisation par les puissances occidentales contre les pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique: elle doit prendre des mesures pour assurer leur application immédiate. Le destin de l'Organisation des Nations Unies dépend dans une large mesure de l'énergie et de la détermination mises par ses Etats Membres à éliminer les vestiges honteux du colonialisme et du néo-colonialisme et à assurer le strict respect de la Charte. Les pays socialistes, appliquant leur politique de soutien général des peuples luttant pour leur libération nationale, ne relâcheront pas leurs efforts jusqu'à ce que les derniers vestiges du colonialisme soient rayés de la face du monde.

666. Les délégations bulgare, polonaise et soviétique ont été profondément émuës de l'accueil réservé au Comité spécial par l'admirable peuple tanzanien et elles ont été impressionnées par la manière dont, sous la direction vivifiante du président Nyerere, le peuple tanzanien progresse vers le développement et le bien-être et joue un rôle déterminant dans la lutte contre le colonialisme et pour la paix internationale. Les trois délégations expriment leur profonde reconnaissance pour les efforts de tous ceux dont le travail a contribué au succès des réunions du Comité en Afrique.

667. Le représentant de la Finlande, parlant au nom des délégations australienne, italienne, des Etats-Unis d'Amérique et finlandaise, remercie le Gouvernement et le peuple tanzaniens de l'hospitalité et de l'assistance chaleureuse et amicale offertes au Comité spécial. La ville de Dar es-Salam est étroitement liée aux travaux

du Comité et il est particulièrement approprié que la dernière partie de ses réunions en Afrique ait lieu en République-Unie de Tanzanie, pays qui a joué un rôle si important dans la décolonisation. Grâce en grande partie à la personnalité énergique et dynamique du Président, le Comité a réussi à accomplir une quantité importante de travail et a achevé son programme en temps voulu. Les remerciements doivent également s'adresser à ceux qui ont tant travaillé pour organiser la mission et qui ont aidé le Comité dans ses travaux.

668. La mission a rapproché les membres du Comité spécial et leur a permis de mieux comprendre non seulement les graves problèmes inscrits à l'ordre du jour, mais également les points de vue des divers gouvernements, qui à son avis ne diffèrent pas aussi largement que pourrait le croire un observateur extérieur.

669. Le représentant du *Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies* est heureux de l'occasion qui lui est donnée d'adresser au Comité spécial quelques mots au nom du Secrétaire général qui, malgré ses multiples et sérieuses préoccupations, suit avec un vif intérêt les progrès des travaux du Comité spécial. En lui demandant de venir à Dar es-Salam pour le représenter, le Secrétaire général a voulu exprimer une fois de plus la profonde inquiétude que lui causent les problèmes qu'étudie le Comité et manifester à nouveau sa conviction que le racisme et l'injustice qui persistent dans les parties de l'Afrique australe se trouvant encore sous la domination d'une minorité raciale sont un mal qui envenime la politique internationale. C'est un mal qu'il est indispensable de guérir si l'on veut que les Nations Unies réalisent leurs objectifs de justice fondée sur la reconnaissance universelle des droits de l'homme.

670. Pour sa part, en tant qu'Africain, le représentant du Secrétaire général ne peut se défendre d'un sentiment de profonde détresse devant les souffrances des peuples des territoires sous contrôle portugais, de la Rhodésie et du Sud-Ouest africain, qui ont été exposées de façon si émouvante par les pétitionnaires. A une époque où les succès techniques sont si nombreux et où l'homme dispose de connaissances scientifiques qui lui permettent de maîtriser la matière, la conscience se révolte en constatant que des millions d'êtres humains doivent encore vivre dans des conditions qui appartiennent à un âge révolu et se voient refuser le droit de ce qui est inhérent à la dignité de l'homme: la liberté de disposer de son propre destin. A l'époque de la bombe atomique, où l'homme se trouve à la fois sous la menace constante d'une destruction massive et sur le point de réaliser sur la planète comme dans l'espace d'importantes conquêtes d'ordre matériel et spirituel, on ne peut que déplorer comme une contradiction inadmissible et comme un effrayant anachronisme le fait que des peuples souffrent encore de la domination coloniale et sont privés des droits fondamentaux qui sont une des pierres angulaires de la Charte des Nations Unies. C'est ainsi que le Secrétaire général, se référant au problème de la décolonisation, a pu déclarer en reprenant les paroles d'un éminent juriste: "*Justice delayed is justice denied.*" Il faut peut-être rappeler à ceux qui, défiant les Nations Unies, cherchent comme le Portugal et l'Afrique du Sud à perpétuer le colonialisme ou la domination par une minorité raciale, qu'ils sont en train de préparer la tempête qui les précipitera un jour dans l'abîme qu'ils ont eux-mêmes creusé. Le moins que les puissances administrantes puissent faire pour les peuples coloniaux

c'est de reconnaître leur droit à l'autodétermination et à la liberté de gérer démocratiquement leurs propres affaires. C'est ainsi seulement que ces peuples pourront prendre place aux côtés de leurs frères et jouer le rôle qui leur revient dans le concert des nations.

671. Le Comité spécial a tenu 32 séances à Kinshasa, à Kitwe et ici, à Dar es-Salam. Il a assisté à un défilé ininterrompu de pétitionnaires qui ont décrit en détail la situation qui existe dans leur pays, dans des termes qui ne peuvent laisser subsister aucun doute dans les esprits. Certains de ces pétitionnaires ont critiqué l'Organisation des Nations Unies pour n'avoir pas imposé sa volonté au Portugal, au régime minoritaire de la Rhodésie du Sud et à l'Afrique du Sud. Mais ils oublient que l'ONU n'est pas un gouvernement mondial et qu'elle ne tire sa force que de l'appui et de la coopération qu'elle reçoit de tous les Etats Membres. Tout ce que le Comité spécial peut faire, c'est mettre les faits en évidence, analyser les problèmes, proposer des mesures pour résoudre ces problèmes et mobiliser l'opinion mondiale ainsi que les organes compétents des Nations Unies en faveur de l'application rapide de ces mesures. C'est ce que le Comité a fort bien fait dans les résolutions qu'il a adoptées au cours de ses réunions en Afrique. Il appartient maintenant aux différents gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies d'exercer les pressions nécessaires pour que ces résolutions soient appliquées. Tous doivent coopérer parce qu'en définitive les intérêts de tous sont en jeu.

672. Avant de conclure, le représentant du Secrétaire général remercie toutes les délégations qui ont bien voulu féliciter le Secrétariat pour le travail qu'il a réalisé pendant la session. Il est évident que lorsqu'un comité se réunit hors du Siège, de nombreux problèmes doivent être résolus et la tâche qui incombe au Secrétariat est plus lourde que jamais. Mais si le Secrétariat a pu rendre au Comité des Vingt-Quatre les services que ce dernier attendait de lui, cela a été dû, en grande partie, à la patience, à la compréhension et à la coopération manifestée tout au long des travaux par tous les membres du Comité spécial. Cette harmonie a été due non seulement au comportement des membres du Comité mais aussi à la compétence avec laquelle son Président a dirigé les débats.

673. Le représentant du Secrétaire général remercie au nom du Secrétaire général les trois gouvernements hôtes qui ont témoigné une fois de plus de leur attachement aux Nations Unies et de leur dévouement à la cause de la décolonisation en invitant le Comité spécial à se réunir sur leur territoire. Il tient aussi à leur exprimer sa profonde gratitude pour les moyens qu'ils ont mis à la disposition du Comité et à les assurer que les facilités qui ont été ainsi offertes ont grandement contribué au déroulement harmonieux de ses travaux. Il les remercie également de tout cœur de la généreuse hospitalité qu'ils ont su prodiguer à tous les membres du Secrétariat. Il ne saurait achever son propos en cette séance de clôture du Comité à Dar es-Salam sans rendre un hommage bien mérité au Gouvernement et au peuple de la République-Unie de Tanzanie, dont toutes les délégations ont pu apprécier la bienveillante sollicitude et l'intérêt amical qu'ils ont constamment portés aux travaux du Comité. Ses remerciements vont tout naturellement au Président de la République, M. Julius Nyerere, l'un des principaux piliers de la solidarité africaine, à qui il se plaît à rendre un éclatant hommage

pour tout ce qu'il a fait et continuera de faire dans l'intérêt de l'Afrique et de la fraternité universelle.

674. Naturellement, les travaux du Comité spécial ne sont pas terminés. Certains des problèmes les plus graves et les plus pressants du colonialisme demeurent et le Comité a le devoir de rechercher dans l'unité une solution constructive et pacifique à ces questions qui affectent tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

675. Grâce à la générosité du Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie, les membres du Comité spécial ont eu la possibilité de voir une partie de ce merveilleux pays. M. Djermakoye demande à la délégation tanzanienne de transmettre au Président, au Gouvernement et au peuple tanzaniens les vœux des délégations pour un brillant avenir dans la paix et la prospérité.

D. — DÉCISIONS PRISES À LA SUITE DES RÉUNIONS TENUES PAR LE COMITÉ SPÉCIAL HORS DU SIÈGE

Adoption d'une résolution relative à l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en ce qui concerne les territoires coloniaux ayant fait l'objet d'un examen par le Comité spécial au cours de ses réunions tenues hors du Siège (1967)

676. A la 539^e séance du Comité spécial, le 19 juin 1967, le représentant du Sierra Leone présente le projet de résolution (A/AC.109/L.414/Rev.1) préparé par les délégations suivantes: Afghanistan, Ethiopie, Inde, Irak, Mali, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Syrie, Tunisie et Yougoslavie, et relatif à l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en ce qui concerne les territoires coloniaux ayant fait l'objet d'un examen par le Comité spécial au cours de ses réunions tenues hors du Siège (1967). Il rappelle que chaque groupe de pétitionnaires a mentionné l'oppression existant dans les territoires coloniaux, les injustices innombrables, l'état de quasi-esclavage dans lequel vivent les peuples indigènes, de la restriction de leurs droits à la libre expression et à la citoyenneté dans leur propre pays. Le Comité est au courant des conditions existant dans l'Ovamboland et en Rhodésie du Sud et de l'existence de bases militaires, surtout dans les territoires sous domination portugaise, qui représentent une menace pour les États africains indépendants.

677. Les auteurs ont rédigé leur texte en tenant compte de ces renseignements, et ils désirent ajouter après le paragraphe 10 du dispositif un nouveau paragraphe 11 rédigé comme suit:

"Prie instamment les puissances administrantes d'autoriser les missions de visite des Nations Unies à se rendre dans les territoires et de leur apporter toute leur collaboration et leur entier concours".

Le sixième alinéa du préambule a été inclus parce que la question de la Rhodésie du Sud a joué un rôle important dans les délibérations du Comité spécial et parce qu'il est extrêmement regrettable que le Royaume-Uni n'ait pas été représenté aux réunions en Afrique.

678. Le septième alinéa du préambule a été inclus parce que les coauteurs pensent que l'attitude du Portugal et de l'Afrique du Sud doit changer. D'autres puissances coloniales ont autrefois adopté la même attitude mais ont été obligés de la changer. Une pression devrait être exercée sur ces pays par l'intermédiaire de leurs amis. Le fait que les relations commerciales se développent en ce moment semble indiquer que la

politique de ces derniers est celle de l'encouragement plutôt que de la désapprobation.

679. Le paragraphe 2 du dispositif a été inclus parce que les pétitionnaires ont montré que la persistance de l'oppression coloniale, de la pratique de l'*apartheid* et de la discrimination raciale constitue une menace contre les peuples des territoires coloniaux et ceux des pays indépendants voisins. En fait, les chiens sont mieux traités que les Africains dans ces territoires.

680. Les paragraphes 4, 5 et 6 du dispositif constituent le corollaire du paragraphe 14 de la résolution 2189 (XXI) de l'Assemblée générale, libellé comme suit:

"L'Assemblée générale

"Prie le Comité spécial de porter à la connaissance du Conseil de sécurité les faits nouveaux, survenus dans l'un quelconque des territoires que le Comité examine, qui risquent de menacer la paix et la sécurité internationales, et de formuler toute suggestion concrète dont le Conseil pourrait s'inspirer en étudiant les mesures qu'il convient de prendre conformément à la Charte des Nations Unies."

Les amis de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie du Sud et du Portugal trouvent des moyens constitutionnels pour soutenir ces régimes sous le prétexte que leurs ressortissants, qui font du commerce avec eux ou investissent dans ces pays, ne peuvent être contrôlés par leurs gouvernements. Les intérêts financiers et économiques étrangers développent leurs activités, exploitent la main-d'œuvre africaine à bon marché et empêchent l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. En outre, les pays qui désapprouvent l'entente existant entre les trois gouvernements racistes devraient manifester leurs sentiments par des actes.

681. Le paragraphe 7, qui réaffirme la légitimité de la lutte menée par les peuples soumis à la domination coloniale pour exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance et demande instamment à tous les États d'appuyer les mouvements de libération nationale, figure au dispositif car, en dépit du fait que la plupart des pays représentés au Comité spécial ont eu à lutter pour leur indépendance, certaines délégations n'ont jamais soutenu les efforts des combattants de la liberté dans les territoires sous administration coloniale. Ce paragraphe est destiné à faire reconnaître le droit des combattants de la liberté de lutter pour leur indépendance.

682. Le paragraphe 8 du dispositif a été inclus parce qu'un grand nombre de délégations ont exprimé le désir de voir le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et les institutions spécialisées accroître leur assistance aux réfugiés des territoires sous administration coloniale.

683. Le paragraphe 9 a été inclus parce que des populations ont été transférées et des terres ont été annexées à des fins incompatibles avec les principes de la Charte. Les terres annexées doivent être rendues à leurs propriétaires légitimes.

684. Le paragraphe 10 du dispositif prie les puissances coloniales de démanteler leurs bases militaires dans les territoires sous leur administration, parce que les auteurs pensent que ces bases sont utilisées pour opprimer les peuples indigènes, particulièrement ceux des territoires sous administration portugaise. Le nouveau paragraphe 12 du dispositif demande à tous les États de refuser toute assistance quelle qu'elle soit

au Portugal, à l'Afrique du Sud et à la Rhodésie du Sud, conformément à la résolution 2189 (XXI) adoptée par l'Assemblée générale, pour demander aux Etats de cesser d'aider ces gouvernements. Ce paragraphe mentionne également l'action par l'intermédiaire des organismes internationaux.

685. Le projet de résolution (A/AC.109/L.414) traite principalement de l'Afrique méridionale. La raison en est que l'Afrique méridionale a été l'objet principal des discussions du Comité lors de ses réunions en Afrique; c'est une question chronique et les auteurs considèrent qu'une action conjointe et énergique est nécessaire. Ils espèrent que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

686. Le représentant du *Mali* rappelle que, depuis l'adoption de la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, son pays n'a cessé d'apporter sa contribution afin de hâter la libération des territoires qui sont encore sous domination coloniale. Le Comité spécial n'a cessé de faire des propositions concrètes à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité en attirant l'attention de l'opinion internationale sur le fait que la persistance du colonialisme est une source permanente de tension et, de ce fait, une menace pour la paix et la sécurité internationales.

687. Le Comité a reçu de nombreux témoignages de pétitionnaires venant des territoires sous domination portugaise, de la Rhodésie du Sud, du Sud-Ouest africain et d'autres territoires. Il a pu se rendre compte des crimes commis par les colonialistes et les racistes en Afrique australe, à Aden, et dans les îles de l'océan Indien. On peut donc se demander pourquoi le système colonial se maintient malgré les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale qui traduisent l'opinion de la communauté internationale. Ce système ne se maintient en fait que par la collusion des intérêts de certaines grandes puissances qui donnent leur appui aux régimes réactionnaires et favorisent l'exploitation des richesses humaines et matérielles des territoires coloniaux. Il ressort de nombreux documents et de nombreux faits que seuls les intérêts financiers économiques des puissances occidentales, ainsi que des considérations stratégiques, empêchent l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

688. Au cours de leurs dépositions, de nombreux pétitionnaires ont parlé de l'aide militaire que Salazar reçoit de certains de ses alliés de l'OTAN. Le Comité a pu se rendre compte de l'importance de cette aide et c'est pourquoi il doit encore une fois lancer un appel à ces Etats pour qu'ils cessent de violer la Charte des Nations Unies, qu'ils arrêtent toute livraison d'armes au régime Salazar et aux colons racistes de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Dans le projet de résolution (A/AC.109/L.414), le Comité spécial formule des suggestions et des recommandations pour demander aux Etats Membres de l'ONU d'aider à accélérer le processus de décolonisation. Le Comité déplore le fait que six ans après l'adoption de la Déclaration, il soit encore en train de discuter, en l'absence de certaines puissances coloniales, la continuation du système colonial malgré la volonté des populations qui souffrent de la domination étrangère. Le Comité déplore aussi l'attitude de certains Etats qui ont toujours refusé d'appliquer les résolutions de

l'Assemblée générale et qui ont donné leur appui aux Portugais dans la guerre qu'ils mènent en Afrique. Le Comité réaffirme le droit des peuples à la liberté et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et conformément au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'Assemblée générale a déjà condamné l'existence du colonialisme comme un crime contre l'humanité. Le Comité réaffirme ce point de vue et demande en conséquence qu'il soit mis fin à ce régime odieux.

689. En ce qui concerne les intérêts économiques et financiers de certaines puissances occidentales qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, les statistiques établies par le Secrétariat de l'ONU ont montré que le Royaume-Uni et les Etats-Unis retirent d'énormes bénéfices des territoires sous domination étrangère situés en Afrique australe. D'importantes sociétés telles que l'Anglo American Corporation of South Africa, l'Angola Diamond Company, la Cabinda Gulf Oil Company et la Pan American International Oil Company exploitent les richesses naturelles de ces territoires. C'est donc avec une certaine réticence que l'on accueille les déclarations de principe des représentants des pays occidentaux lorsqu'ils se déclarent en faveur de la décolonisation. La délégation malienne serait heureuse si les représentants de ces pays pouvaient présenter des propositions concrètes tendant à l'élimination du colonialisme dans le monde et particulièrement en Afrique. Les populations des territoires sous domination portugaise, du Zimbabwe et du Sud-Ouest africain n'ont jamais été consultées au sujet de l'exploitation des richesses de leur pays. Certes, chaque pays a le droit de négocier avec des sociétés privées l'entrée de capitaux sur le territoire national mais tel n'a pas été le cas pour les colonies. C'est pourquoi il faut demander la suspension de ces activités tant que ces pays ne seront pas indépendants.

690. En ce qui concerne les bases militaires, le problème se présente de la même manière. Ces bases ont été imposées aux populations de territoires encore dépendants et elles sont un moyen de pression sur les populations qui demandent leur indépendance. Un autre élément milite en faveur du démantèlement de ces bases. Elles sont une source de tension et d'insécurité pour les pays voisins. Il suffit de rappeler à ce sujet l'utilisation qui a été faite de l'île de l'Ascension, les incursions des armées de Salazar au Sénégal, au Congo (Brazzaville), dans la République démocratique du Congo et dans la République-Unie de Tanzanie. Dans d'autres régions du monde les bases militaires sont utilisées pour étouffer les mouvements nationalistes, notamment dans le golfe Persique et dans le Sud-Est asiatique. Vu l'existence de ces bases, les peuples de ces régions sont dans l'impossibilité d'accéder à l'autodétermination et à l'indépendance et de régler seuls leurs propres affaires. C'est pourquoi le Comité spécial lance un appel aux puissances administrantes pour qu'elles démantèlent leurs bases et installations militaires dans les territoires coloniaux et s'abstiennent d'en établir de nouvelles.

691. Le représentant de la *Côte d'Ivoire* réaffirme l'attachement de son gouvernement au principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats. En conséquence, sa délégation formule de nouveau des réserves au sujet du paragraphe 10 du projet de résolution (A/AC.109/L.414) concernant les bases et installations militaires. Elle appuie le reste du texte et votera pour ce projet de résolution.

692. Le représentant de la Syrie, ayant déjà exposé au cours des séances antérieures l'opinion de sa délégation sur les questions coloniales que le Comité spécial a examinées durant son périple africain, se bornera à appeler l'attention des membres du Comité sur certains paragraphes particulièrement importants du dispositif du projet de résolution général (A/AC.109/L.414/Rev.1) présenté par le représentant du Sierra Leone et appuyé par le représentant du Mali.

693. Il appelle d'abord l'attention du Comité spécial sur le paragraphe 5 du dispositif de ce projet de résolution, relatif aux activités des intérêts financiers étrangers et autres intérêts économiques dans les territoires coloniaux, en particulier au Sud-Ouest africain, en Rhodésie du Sud et dans les territoires sous domination portugaise.

694. Les témoignages des pétitionnaires ont bien montré que les monopoles étrangers soutiennent les régimes coloniaux encore existants et constituent un grave obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Ces monopoles sont gérés principalement par des sociétés mercantiles des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la République fédérale d'Allemagne. Ils perpétuent l'exploitation des ressources humaines et matérielles des territoires coloniaux, favorisent la répression criminelle des mouvements de libération par les colonisateurs et retardent le progrès des peuples de ces territoires vers la liberté et l'indépendance. Le fait que ces monopoles étrangers font obstacle à la libération des peuples a été souligné à maintes reprises par l'Assemblée générale dans ses résolutions. Le représentant de la Syrie cite le paragraphe 8 du dispositif de la résolution 2074 (XX), le paragraphe 6 du dispositif de la résolution 2107 (XX), le paragraphe 5 du dispositif de la résolution 2151 (XXI) et le paragraphe 4 du dispositif de la résolution 2184 (XXI). Au paragraphe 6 du dispositif de cette dernière résolution, l'Assemblée générale a fait appel à tous les Etats pour qu'ils empêchent leurs ressortissants de prendre part aux activités néfastes de ces monopoles. Les Etats qui désirent sincèrement aider les peuples colonisés à acquérir leur indépendance et leur liberté, conformément à la résolution 1514 (XV), doivent prendre des mesures adéquates pour répondre aux appels répétés que leur a adressés l'Assemblée générale.

695. Au paragraphe 10 du dispositif du projet de résolution, le Comité spécial demande aux puissances coloniales de démanteler leurs bases et installations militaires dans les territoires coloniaux. En effet, l'existence de ces bases et installations, établies au mépris de la volonté des peuples de ces territoires, sont une source continuelle de tension et font peser une menace constante sur la paix et la sécurité internationales, qu'elles se trouvent en Angola, en Guinée dite portugaise, au Mozambique, dans les îles Seychelles et dans l'île Maurice ou dans le sud et le sud-est de la péninsule Arabique. On ne peut pas prétendre que la question du démantèlement de ces bases et installations ne relève pas de la compétence du Comité spécial, puisqu'elle est liée au fond même du problème colonial, étant donné que l'existence de ces bases permet aux colonisateurs de maintenir leur oppression et retarde le processus de décolonisation qui, conformément à la résolution 1514 (XV), devrait être rapide et inconditionnel. Si les puissances occidentales veulent sincèrement contribuer à la décolonisation, elles doivent

répondre aux appels répétés de l'Assemblée générale, leur demandant de démanteler les bases existantes et de s'abstenir d'en établir de nouvelles.

696. Tous les mouvements de libération doivent s'unir afin de triompher plus rapidement des obstacles que les colonisateurs et leurs complices multiplient sur la voie de l'émancipation des peuples. Le Comité spécial servira de son mieux, par ses décisions, la cause légitime des combattants de la liberté.

697. Le représentant de la *République-Unie de Tanzanie* dit que la délégation tanzanienne soutient entièrement le projet de résolution (A/AC.109/L.414/Rev.1) présenté avec tant de talent à la séance précédente par les représentants du Sierra Leone et du Mali. Une fois de plus, les réunions tenues hors du Siège ont fait la lumière sur les tristes problèmes coloniaux qui se posent au monde, surtout dans le sud de l'Afrique. L'adoption de la résolution 1514 (XV) avait fait espérer à de nombreux Africains que l'Organisation des Nations Unies avait enfin décidé de venir activement à l'aide des millions d'hommes qui souffrent sous l'oppression coloniale, mais à leur stupéfaction, ces espoirs n'ont pas été réalisés. La délégation tanzanienne partage donc quelque peu la déception exprimée par les pétitionnaires. La raison pour laquelle, malgré plusieurs résolutions, la solution de ces terribles problèmes a échappé au Comité spécial, est exprimée dans les dépositions mêmes des pétitionnaires. Le colonialisme et l'impérialisme international sont devenus une seule et même chose, ils sont inhérents à la théorie des liens de parenté en Rhodésie du Sud et à l'exploitation économique égoïste du Sud-Ouest africain et surtout, ils sont renforcés par les alliances militaires dans le cas de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau).

698. Certains membres de l'Organisation des Nations Unies qui ont voté pour la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale sapent son application. Le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la France, la République fédérale d'Allemagne, la Belgique et quelques autres pays occidentaux prêchent une politique dans une partie du monde et en appliquent une autre en Afrique. Il est difficile de concilier la politique du Royaume-Uni à Aden avec sa politique en Rhodésie du Sud, ou la politique des Etats-Unis en Extrême-Orient avec leur politique en Afrique. En Extrême-Orient, les Etats-Unis veulent faire croire aux peuples qu'ils défendent la prétendue démocratie, tandis qu'en Afrique la même puissance est aux côtés des forces fascistes qui bafouent les principes démocratiques. Ces pays occidentaux semblent avoir complètement perdu tout sens des valeurs morales et rechercher la puissance pour elle-même.

699. La délégation tanzanienne souligne une fois de plus que la marche vers la liberté et l'indépendance est irréversible. Quelle que soit l'aide fournie au Portugal par ses alliés, ses territoires coloniaux obtiendront inévitablement la liberté. En dépit de la politique de ménagements du Royaume-Uni en Rhodésie du Sud, le Zimbabwe sera finalement libre.

700. La délégation tanzanienne adresse un appel pressant aux puissances occidentales pour qu'elles ne permettent pas que le sang continue d'être versé. Elles devraient savoir que le pouvoir comme fin en soi est voué à l'échec. Il est dans leur intérêt de soutenir la lutte des peuples colonisés pour l'indépendance et de cesser de s'enrichir à leur détriment.

701. Les puissances occidentales ne considèrent pas l'oppression coloniale en Afrique comme un crime contre

l'humanité, simplement parce que pour elles, les peuples opprimés ne sont que des objets à exploiter, mais les crimes commis par le Portugal, par l'Afrique du Sud et par le régime illégal en Rhodésie du Sud constituent certainement le crime le plus odieux de tous. Ces crimes sont les mêmes dans le Sud-Ouest africain, en Rhodésie du Sud et dans les territoires sous domination portugaise, mais tout pays qui les signale est accusé d'avoir recours aux formules de la guerre froide.

702. La délégation tanzanienne condamne sévèrement tous les pays qui aident le Portugal. Ce ne sont pas les objectifs officiels de l'OTAN qui la préoccupent, mais seulement le fait que les armes fournies par cet instrument gigantesque de défense européenne sont utilisées pour tuer les peuples d'Afrique.

703. Il est bien connu que les capitaux qui affluent dans ces territoires non seulement exploitent les peuples africains, mais contribuent aussi aux forces qui ont pour but de les exterminer. La délégation tanzanienne ne s'intéresse pas aux lois qui régissent ces capitaux dans leur pays d'origine, mais seulement aux destructions qu'ils entraînent. Ne partageant pas la prétendue stratégie globale des puissances qui utilisent les bases militaires, la délégation tanzanienne condamne l'existence de bases utilisées pour exterminer les peuples africains et adresse un appel aux puissances pour qu'elles ne rendent pas vains les efforts de décolonisation et qu'elles n'ajoutent pas ainsi au sang versé.

704. La République-Unie de Tanzanie espère que tous les membres du Comité spécial soutiendront le projet de résolution. Point n'est besoin d'excuses; ce qu'il faut, c'est une action résolue contre le colonialisme.

705. Le représentant de la République-Unie adresse un appel aux combattants de la liberté pour qu'ils combattent de toutes leurs forces, car là réside leur espoir. S'ils le font, le temps n'est pas éloigné où leurs pays seront accueillis dans la famille des nations libres.

706. La République-Unie de Tanzanie sera toujours aux côtés de ceux qui ont lutté jusqu'au bout pour la cause de la libération et de la liquidation définitive du colonialisme.

707. Le représentant de l'Irak dit qu'il parlera principalement du projet de résolution (A/AC.109/L.414/Rev.1) mais qu'il se référera aussi brièvement aux autres projets de résolution soumis au Comité spécial. L'Irak est coauteur de tous les projets de résolution parce qu'il estime qu'ils répondent aux exigences de chaque situation particulière et qu'ils se fondent sur les travaux et les enquêtes du Comité ainsi que de toute l'Organisation des Nations Unies et sur les témoignages des pétitionnaires. L'Irak continue de croire au droit de tous les peuples de se libérer de la domination et du joug étrangers. Ils sont convaincus que des changements pacifiques peuvent et doivent avoir lieu, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Organisation des Nations Unies, pour parvenir à la liquidation complète du colonialisme et du contrôle économique étranger. Il est indéniable que les puissances commerciales et coloniales n'ont aucune intention d'accepter volontairement ces méthodes pacifiques. C'est pour cette raison qu'elles continuent à armer leurs alliés racistes en Afrique et dans d'autres régions du monde, sous diverses apparences, allant de l'association et des alliances aux accords réciproques et même à ce qu'elles appellent "les impératifs de la sécurité nationale", qui ne sont que des manifestations du néo-colonialisme. Les nations commerçantes ont un intérêt commun à soutenir et à renforcer les régimes racistes d'Afrique du Sud

et de Rhodésie du Sud et la domination dictatoriale portugaise dans les territoires africains. Les principaux pays de l'OTAN et Israël fournissent continuellement à ces régimes condamnés des capitaux importants et des cargaisons d'armes et de munitions pour que ceux-ci les utilisent contre les peuples africains et leurs courageux combattants de la liberté. Les bases militaires visées au paragraphe 10 du projet de résolution ont joué dans le passé et jouent encore un rôle décisif dans les opérations d'agression des régimes colonialistes.

708. Il est particulièrement décourageant d'écouter les déclarations laborieuses faites par la délégation des Etats-Unis pour défendre ce qu'elle appelle l'"accord de décembre 1966" entre le gouvernement des Etats-Unis et celui du Royaume-Uni, Puissance administrante de l'île Maurice, concernant l'établissement sur l'île de dispositifs de ravitaillement. Cela paraît très juste et légitime, mais on n'a pas consulté la population pour savoir si elle donne son agrément au plan de ravitaillement d'avions militaires et autres sur son île. Il n'y a aucune assurance que les avions ne seront pas utilisés contre elle-même et contre les nations voisines d'Afrique orientale, d'Aden, d'Arabie du Sud, d'Oman, de la péninsule Indienne ou même du Viet-Nam. Des bases aussi agressives devraient être démantelées car elles constituent un obstacle majeur à la libération de nombreux peuples opprimés dans le monde entier.

709. La délégation irakienne souhaite et espère que les puissances commerciales du monde occidental comprendront les dangers qu'elles contribuent à créer dans ces parties du monde par le soutien commercial et économique constant qu'elles donnent aux régimes agressifs, et qu'elles honoreront finalement leurs obligations internationales envers la famille des nations. Le jour pourra alors se lever où tous les hommes, sans distinction de couleur, de croyance ou d'origine nationale, vivront ensemble et coopéreront d'un commun accord et en bonne entente. Les puissances commerciales et coloniales ont amassé des richesses et construit des empires sur le sang et la sueur des peuples opprimés du monde entier. Elles pourraient encore recevoir un bon bénéfice de leurs investissements si elles mettaient un frein à leur cupidité et essayaient d'élaborer avec les peuples libérés des dispositions suivant lesquelles elles pourraient continuer, pacifiquement et avec le consentement de l'autre partie, à recevoir le bénéfice de leurs talents et de leurs capacités.

710. Les puissances commerciales n'ont aucun besoin de dépendre si complètement du maintien de l'existence des régimes impopulaires d'Afrique du Sud, de Rhodésie du Sud et des territoires sous administration portugaise. En fait, si elles continuent à le faire elles finiront par perdre tous leurs investissements. L'autre terme de l'alternative est d'appliquer par tous les moyens possibles les différentes résolutions des Nations Unies dans les zones coloniales et asservies afin de rétablir des relations plus saines, une meilleure entente et une base plus solide pour la coopération économique et autre. Les nombreux hommes d'Etat et dignitaires africains qui ont parlé devant le Comité spécial pendant son voyage ont souligné que l'Afrique est assez vaste, assez riche et assez sage pour accueillir quiconque est disposé à vivre et à travailler avec autrui sans recourir à l'exploitation, à la discrimination ou à l'influence illégale d'étrangers.

711. C'est dans cet esprit que la délégation irakienne fait appel aux institutions spécialisées capables d'aider les peuples opprimés d'Afrique et d'ailleurs à le faire

généreusement, sans insister sur des détails techniques qui peuvent les empêcher de soulager la misère humaine, la faim et la souffrance. Cette aide est nécessaire, comme le Comité spécial l'a vu dans les nombreux endroits qu'il a visités. Les pays africains nouvellement indépendants mettent tout en œuvre pour apporter une aide, mais leurs possibilités sont limitées. Le problème des réfugiés est un problème majeur et la délégation irakienne estime que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées intéressées devraient jouer un plus grand rôle en aidant les victimes du colonialisme dont la survie dépend de cette assistance, à voir le jour où leur avenir sera décidé par l'Organisation des Nations Unies ou par les puissances responsables.

712. Le représentant de l'*Union des Républiques socialistes soviétiques* voudrait présenter quelques observations sur le fond du projet de résolution général (A/AC.109/L.414/Rev.1) relatif à l'ensemble des questions examinées à cette session par le Comité spécial.

713. Dans l'ensemble, les travaux du Comité spécial ont correspondu à l'objectif qu'il s'était fixé. L'écrasante majorité des membres du Comité, ainsi que tous les pétitionnaires, ont manifesté leur volonté de mettre fin aux odieuses manifestations du colonialisme et du racisme, conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, dont la mise en œuvre constitue une des tâches les plus importantes de l'ONU.

714. Dans son ensemble, le projet de résolution générale reflète l'opinion des pétitionnaires et de la majorité des délégations, selon laquelle les puissances administrantes sont directement responsables de la situation intolérable qui règne dans les territoires sous domination portugaise, en Rhodésie du Sud, dans le Sud-Ouest africain et dans les autres territoires coloniaux et selon laquelle les Etats membres de l'OTAN qui continuent à ignorer les résolutions de l'Assemblée générale ont aussi une part de responsabilité dans le maintien de l'oppression raciste et colonialiste. La République fédérale d'Allemagne notamment a accru l'aide qu'elle apporte aux régimes racistes sur le plan technique, scientifique et militaire. Au cours des dernières années, les liens politiques et culturels entre la République fédérale d'Allemagne et la Rhodésie du Sud se sont resserrés, et on a pu constater la résurgence d'activités néo-nazies en Rhodésie du Sud, où l'on fête l'anniversaire de la naissance d'Hitler. Cela montre bien les liens qui existent entre le racisme et l'idéologie nazie. L'appui que certains milieux occidentaux apportent aux régimes colonialistes s'explique par l'intérêt qu'ils ont au maintien de ces régimes. Les déclarations des pays occidentaux selon lesquelles ils fournissent une aide aux pays africains et respectent les décisions de l'ONU, ne doivent pas faire oublier ce fait.

715. Le Comité spécial est bien fondé à faire figurer dans le projet de résolution générale un paragraphe relatif aux monopoles étrangers, qui soutiennent les régimes coloniaux et racistes et leur permettent de continuer à exploiter les richesses matérielles et humaines des territoires colonisés. Ainsi, en Afrique du Sud, ce sont les monopoles étrangers qui réalisent les bénéfices les plus importants. Leurs profits augmentent de jour en jour, ce dont témoigne l'augmentation des investissements. Pour s'en assurer, il n'est que de voir l'évolution des cours des actions de ces sociétés. Ces

monopoles étrangers exercent une influence politique énorme.

716. Les racistes et les colonisateurs s'arment fébrilement. On assiste à la fascisation de la vie politique. Sans doute, ces régimes veulent-ils acquérir une position de force pour négocier avec les pays africains libérés. La République fédérale d'Allemagne accorde même à l'Afrique du Sud une aide dans le domaine nucléaire. On a construit à Johannesburg un réacteur à uranium, et l'on a procédé à des essais de fusées. Tous ces symptômes sont extrêmement inquiétants et le Comité spécial devrait examiner de près les activités de ces pays.

717. Tout en approuvant dans son ensemble le projet de résolution qui représente un pas en avant dans l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, la délégation soviétique pense que certaines de ses dispositions devraient être formulées sous une forme légèrement différente.

718. Ainsi, elle estime qu'on ne condamne pas avec assez d'énergie les pays de l'OTAN et les pays occidentaux qui continuent d'aider les régimes coloniaux et racistes. Le Comité spécial devrait s'assurer que les Etats Membres n'apportent aucune aide aux pays coloniaux et racistes, ou prendre des mesures pour que cette aide soit interrompue.

719. L'Union soviétique soutiendra toujours les peuples opprimés qui luttent pour obtenir leur liberté. La délégation soviétique fera tout ce qui est en son pouvoir pour hâter l'accession de ces peuples à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

720. Le représentant de *Madagascar* dit que sa délégation approuve dans l'ensemble le projet de résolution (A/AC.109/L.414/Rev.1) qui est conforme aux principes que la République malgache a toujours défendus. Toutefois, elle estime que la question des bases et installations militaires ne relève pas de la compétence du Comité spécial. C'est aux territoires colonisés eux-mêmes dans lesquels ces bases et installations ont été établies qu'il appartiendra de se prononcer sur cette question lorsqu'ils seront indépendants.

721. Le représentant du *Venezuela* dit qu'il a soigneusement étudié le projet de résolution (A/AC.109/L.414/Rev.1) qui expose les conclusions auxquelles est parvenu le Comité spécial pendant ses réunions hors du Siège. Le Gouvernement vénézuélien a soutenu et continuera à soutenir l'application sans délai de la résolution 1514 (XV). A grand regret, il note que de nombreuses régions sont encore sous le joug colonial. La tâche qui attend le Comité et l'Assemblée générale est gigantesque, et il redit le dévouement inébranlable du Gouvernement et du peuple vénézuéliens à la cause de la liberté et de la libre détermination pour tous.

722. De l'avis de la délégation vénézuélienne, le paragraphe 4 du projet de résolution ne semble pas faire la distinction nécessaire entre les différents organes des Nations Unies. Elle s'abstiendra donc de voter sur ce paragraphe, ainsi que sur le paragraphe 10 concernant le démantèlement des bases militaires. Le représentant du Venezuela a exprimé à plusieurs reprises l'opposition catégorique de la délégation vénézuélienne à l'établissement de bases militaires dans les territoires coloniaux, car ces bases donnent à la puissance administrante la tentation de perpétuer sa présence dans le

territoire en cause, mais le démantèlement des bases existantes relève de la compétence de l'Assemblée générale ou de la Conférence du désarmement à Genève plutôt que de celle du Comité spécial.

723. La délégation vénézuélienne s'abstiendra également sur le paragraphe 12 pour les mêmes raisons qui l'ont conduite à s'abstenir de voter sur le paragraphe 9 de la résolution 2189 (XXI) de l'Assemblée générale.

724. Bien que la délégation vénézuélienne ait l'intention de s'abstenir sur ces trois paragraphes, elle votera pour l'ensemble du projet de résolution. Le représentant du Venezuela demande donc la division sur les paragraphes 4, 10 et 12.

725. Le représentant de l'Iran dit qu'il n'a pas besoin d'insister sur les raisons qu'a la délégation iranienne de soutenir le projet de résolution (A/AC.109/L.414/Rev.1) dont l'objet est la liquidation générale et rapide du colonialisme. Il souhaite cependant formuler une réserve en ce qui concerne le paragraphe 10 du dispositif, pour les raisons que la délégation iranienne a indiquées lors de l'adoption par le Comité spécial à Alger, le 22 juin 1966, d'une résolution analogue (A/6300/Rev.1, chap. II, par. 619). Cette réserve, fondée sur une question de principe, n'enlève rien au soutien sans défaillance que son pays donne à la libération de tous les peuples du joug colonial.

726. Pendant l'examen des différents points de l'ordre du jour, la délégation iranienne a souligné qu'on ne pourra établir une paix durable dans le monde qu'en faisant disparaître tous les maux sociaux, économiques et politiques créés par le colonialisme et le racisme. Pour ces raisons, la délégation iranienne a pris une position ferme et sans équivoque contre le colonialisme et a entièrement soutenu le projet de résolution, malgré ses réserves sur le paragraphe 10 du dispositif.

727. Le représentant de l'Italie fait observer que le dispositif du projet de résolution (A/AC.109/L.414/Rev.1) est composé principalement de paragraphes repris de résolutions adoptées antérieurement et, en particulier, de deux résolutions adoptées les deux derniers jours par le Comité spécial. Il a déjà mentionné la question soulevée par le paragraphe 10 du dispositif dans sa déclaration concernant l'île Maurice, les îles Seychelles et Sainte-Hélène. D'autres points, comme ceux des paragraphes 2 et 4 du dispositif, figurent dans la résolution 2189 (XXI) de l'Assemblée générale ou dans la résolution du 22 juin 1966 du Comité spécial (A/6300/Rev.1, chap. II, par. 619), sur lesquelles la délégation italienne s'est abstenue.

728. Les dispositions de certains paragraphes reflètent une attitude valable à l'égard des problèmes coloniaux qui se posent encore et la délégation italienne peut les appuyer. Malheureusement, le libellé général du projet de résolution est tel qu'il donne une impression générale de déséquilibre et, comme la délégation italienne l'a souligné dans un grand nombre de déclarations sur des décisions analogues, qu'il ne constitue pas une contribution très utile à la recherche des meilleurs moyens de traiter les graves problèmes qui se posent encore au Comité spécial.

729. La délégation italienne note avec regret que de tels textes, bien qu'ils s'inspirent évidemment du motif noble et élevé de la mise en application des principes contenus dans la Charte des Nations Unies et dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, ne prennent pas en considération les suggestions présentées en de nombreuses occasions par la

délégation italienne et par d'autres délégations quant aux meilleurs moyens de rechercher les mesures les plus efficaces et les plus constructives propres à mettre ces principes en pratique. Cela n'empêchera pas la délégation italienne d'apporter en d'autres occasions une contribution sincère aux travaux du Comité spécial, puisqu'elle est convaincue que les différences de méthode et d'attitude n'entraveront pas éternellement l'effort commun de réalisation des idéaux qu'elle soutient.

730. Pour ces raisons, la délégation italienne s'abstiendra dans le vote sur le projet de résolution (A/AC.109/L.414/Rev.1).

731. Le représentant de la Finlande dit qu'il est regrettable que le temps disponible pour étudier le projet de résolution (A/AC.109/L.414/Rev.1) ait été si bref. Il se bornera donc à formuler quelques observations très brèves et d'ordre général.

732. Le libellé d'une partie du texte ne rencontre pas l'approbation de la délégation finlandaise. Un certain nombre de paragraphes du dispositif ne sont pas conformes à ses opinions et elle estime dans certains cas que la compétence du Comité spécial a été dépassée. Dans de nombreux cas, un libellé différent ou plus précis aurait été préférable. De plus, l'ensemble de la résolution apparaît un peu déséquilibré. Pour ces raisons, la délégation finlandaise s'abstiendra.

733. Dans une récente déclaration, le Ministre des affaires étrangères de Finlande a souligné que la Finlande a toujours été opposée à la discrimination raciale mais que, comme les autres pays nordiques, elle estime que pour être efficaces les mesures coercitives doivent avoir l'approbation du Conseil de sécurité, comme il est prescrit dans la Charte. C'est pourquoi la Finlande n'a jamais soutenu aucune résolution de l'Assemblée générale recommandant des sanctions, ni appliqué unilatéralement de telles sanctions.

734. Les problèmes du colonialisme qui se posent encore sont peut-être les plus difficiles et les plus décourageants de tous. Leur solution exige un effort commun des membres permanents du Conseil de sécurité ainsi que de l'ensemble de l'Organisation des Nations Unies. Les progrès accomplis peuvent être lents, mais toutes les nations doivent garder leur confiance dans l'Organisation des Nations Unies en tant qu'organe universel de coopération pacifique entre Etats Membres indépendants.

735. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique dit que la délégation des Etats-Unis a de nombreuses réserves en ce qui concerne le projet de résolution (A/AC.109/L.414/Rev.1). Elle soutient naturellement l'affirmation du droit de tous les peuples à la liberté et à l'indépendance. La recherche de moyens pratiques, rapides et pacifiques de faire de ce droit une réalité, surtout dans le sud de l'Afrique, est l'essence du mandat du Comité spécial. La délégation des Etats-Unis a cependant estimé nécessaire dans le passé, et continue d'estimer nécessaire, de formuler des objections à certaines des mesures énoncées dans les dispositions générales d'application de résolutions, au Comité et à l'Assemblée générale.

736. La délégation américaine estime que le projet de résolution examiné, comme celui concernant les territoires administrés par le Portugal, empiète en plusieurs points sur les responsabilités du Conseil de sécurité. Ces incursions figurent dans quelques phrases très générales et inexactes, par exemple le paragraphe

4 du dispositif qui recommande que le Conseil rende obligatoires les mesures prévues au Chapitre VII de la Charte, contre le Portugal, l'Afrique du Sud et le régime de Smith. Elle estime aussi que les conclusions exposées aux paragraphes 2 et 6 du dispositif sur les menaces à la paix et à la sécurité internationales sont de la compétence non du Comité spécial, mais du Conseil de sécurité. De même, elle estime que la demande concernant le démantèlement des bases, figurant au paragraphe 10 du dispositif, est une incursion dans le domaine de responsabilité du Conseil de sécurité. Une telle question, si même elle doit être étudiée, devrait très probablement se poser à l'organe des Nations Unies qui est responsable au premier chef du maintien de la paix et de la sécurité internationales. La délégation des Etats-Unis ne partage pas l'avis de certains, suivant lequel l'existence d'une installation militaire dans un territoire dépendant se fait automatiquement au détriment du peuple de ce territoire, ou empêche ou retarde l'exercice de son droit à la libre détermination ou son développement politique, économique social et culturel.

737. Ces objections ne laissent à la délégation des Etats-Unis d'autre choix que de voter contre le projet de résolution. Elle est aussi soucieuse que quiconque de voir l'Organisation des Nations Unies agir pour favoriser le bien-être des habitants des territoires non autonomes et les aider à progresser aussi rapidement que possible vers l'autonomie et la liberté. Elle tient à assurer à tous l'exercice libre de toute entrave de leur droit à la libre détermination et à l'indépendance et elle a soutenu et continuera à soutenir les mesures raisonnables et pratiques qu'elle estime propres à la réalisation de ces objectifs. Mais elle ne peut appuyer le projet de résolution, car il ne représente pas un progrès vers ces buts.

738. Le *Président* appelle l'attention du Comité spécial sur le paragraphe 14 de la résolution 2189 (XXI) de l'Assemblée générale, car quelques membres semblent penser qu'il y a certaines contradictions dans les dispositions du projet de résolution examiné (A/AC.109/L.414/Rev.1). Il estime que ce paragraphe est l'un de ceux auxquels pensaient les coauteurs du projet de résolution.

739. Le représentant de l'*Australie* dit que la délégation australienne estime que des résolutions comme le projet examiné ne peuvent guère avoir d'utilité. Le but de ce projet est suffisamment clair, mais c'est le type de résolution omnibus et, peut-être pour cette raison, il est rédigé en termes généraux et par conséquent inévitablement imprécis.

740. Dans ses déclarations sur les résolutions relatives aux différents territoires, le représentant de l'*Australie* a dit que l'Australie soutenait fermement le principe de libre détermination, mais qu'elle ne pouvait soutenir plusieurs paragraphes, dont certains sont repris dans le projet soumis au Comité spécial. En ce qui concerne le paragraphe 4 du dispositif par exemple, il rappelle au Comité les vues qu'il a exprimées sur la proposition d'employer la force en Rhodésie du Sud. En ce qui concerne un certain nombre d'autres paragraphes, la délégation australienne ou bien a les plus fortes réserves ou bien leur est fermement opposée. Elle a l'intention, par exemple, de voter contre les paragraphes 10 et 12 du dispositif.

741. Pour ces raisons la délégation australienne a l'intention de voter contre l'ensemble du projet de résolution.

742. A sa 541^e séance, le Comité spécial a voté sur le projet de résolution révisé (A/AC.109/L.414/Rev.1) par appel nominal. Le paragraphe 4 du dispositif a été adopté par 16 voix contre 4, avec une abstention; les voix se sont réparties comme suit:

Ont voté pour: Afghanistan, Bulgarie, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Inde, Iran, Irak, Madagascar, Mali, Pologne, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Syrie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Ont voté contre: Australie, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, Italie.

S'est abstenu: Venezuela.

Le paragraphe 10 du dispositif a été adopté par 13 voix contre 3, avec 5 abstentions; les voix se sont réparties comme suit:

Ont voté pour: Afghanistan, Bulgarie, Ethiopie, Inde, Irak, Mali, Pologne, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Syrie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Ont voté contre: Australie, Etats-Unis d'Amérique, Italie.

Se sont abstenus: Côte d'Ivoire, Finlande, Iran, Madagascar, Venezuela.

Le paragraphe 12 du dispositif a été adopté par 16 voix contre 3, avec 2 abstentions; les voix se sont réparties comme suit:

Ont voté pour: Afghanistan, Bulgarie, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Inde, Iran, Irak, Madagascar, Mali, Pologne, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Syrie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Ont voté contre: Australie, Etats-Unis d'Amérique, Italie.

Se sont abstenus: Finlande, Venezuela.

743. L'ensemble du projet de résolution révisé (A/AC.109/L.414/Rev.1) a été adopté à l'issue d'un vote par appel nominal, par 17 voix contre 2, avec 2 abstentions; les voix se sont réparties comme suit:

Ont voté pour: Afghanistan, Bulgarie, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Inde, Iran, Irak, Madagascar, Mali, Pologne, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Syrie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Ont voté contre: Australie, Etats-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus: Finlande, Italie.

744. Le texte de la résolution (A/AC.109/252) adoptée par le Comité spécial le 20 juin 1967 est le suivant:

"Le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

"Ayant tenu des séances du 29 mai au 21 juin 1967 à Kinshasa (République démocratique du Congo), Kitwe (Zambie) et Dar es-Salam (République-Unie de Tanzanie) et ayant entendu les déclarations des porte-parole de ces gouvernements,

"Ayant entendu les pétitionnaires de territoires sous domination coloniale,

"Ayant examiné la situation dans divers territoires encore soumis à la domination coloniale,

"Rappelant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960,

"Rappelant en outre les résolutions 1654 (XVI), 1810 (XVII), 1956 (XVIII), 2105 (XX) et 2189 (XXI) de l'Assemblée générale, en date des 27 novembre 1961, 17 décembre 1962, 11 décembre 1963, 20 décembre 1965 et 13 décembre 1966,

"Regrettant que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'ait pas cru devoir participer aux réunions du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux hors du Sièg,

"Notant avec un profond regret que, six ans après l'adoption de la Déclaration, de nombreux territoires sont encore soumis à la domination coloniale et déplorant l'attitude négative de certaines puissances coloniales, et en particulier l'attitude intransigeante des Gouvernements du Portugal et de l'Afrique du Sud qui refusent de reconnaître le droit des peuples coloniaux à l'autodétermination et à l'indépendance,

"Déplorant l'attitude de certains Etats qui, malgré les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, continuent à coopérer avec les Gouvernements du Portugal et de l'Afrique du Sud et avec le régime minoritaire raciste illégal de Rhodésie du Sud qui continuent d'opprimer les populations africaines,

"1. Réaffirme les droits inaliénables des peuples des territoires coloniaux à la liberté et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

"2. Réaffirme en outre la déclaration de l'Assemblée générale¹⁰ selon laquelle la persistance de l'oppression coloniale menace gravement la paix et la sécurité internationales et que la pratique de l'*apartheid*, ainsi que de la discrimination raciale sous toutes ses formes, constitue un crime contre l'humanité;

"3. Déplore le refus de certaines puissances coloniales de coopérer avec le Comité spécial et leur inobservation persistante des résolutions pertinentes des Nations Unies;

"4. Recommande une fois de plus au Conseil de sécurité de rendre obligatoires les mesures prévues au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, contre le Portugal, l'Afrique du Sud et le régime minoritaire raciste illégal en Rhodésie du Sud;

"5. Condamne les activités des intérêts financiers étrangers et autres intérêts économiques dans les territoires coloniaux, en particulier au Sud-Ouest africain, en Rhodésie du Sud et dans les territoires sous domination portugaise, qui soutiennent les régimes coloniaux et constituent ainsi un grave obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et demande aux gouvernements intéressés de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à ces activités;

"6. Condamne en outre la formation dans la partie méridionale de l'Afrique d'une entente entre les Gouvernements de l'Afrique du Sud et du Portugal et le régime minoritaire raciste illégal de Rhodésie du Sud et demande à tous les Etats de refuser tout

appui ou assistance à cette entente, dont l'existence et les activités sont contraires aux intérêts de la paix et de la sécurité internationales;

"7. Réaffirme la légitimité de la lutte menée par les peuples soumis à la domination coloniale pour exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance et demande instamment à tous les Etats d'apporter une aide matérielle et morale aux mouvements de libération nationale dans les territoires coloniaux;

"8. Prie le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, les institutions spécialisées intéressées et les autres organisations internationales de secours d'accroître, en coopération avec les mouvements de libération de tous les territoires sous domination coloniale, leur assistance aux réfugiés de ces territoires;

"9. Réaffirme en outre que la destruction partielle ou totale de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale des territoires coloniaux est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

"10. Prie les puissances coloniales de démanteler leurs bases et installations militaires dans les territoires coloniaux, qui font obstacle à la libération des peuples de ces territoires et à l'exercice de leurs droits légitimes à la liberté et à l'indépendance, et de s'abstenir d'en établir de nouvelles;

"11. Demande instamment aux puissances administrantes d'autoriser des missions de visite des Nations Unies à se rendre dans les territoires qu'elles administrent et de leur prêter toute leur coopération et leur assistance;

"12. Prie tous les Etats, directement et par leur action au sein des organismes internationaux dont ils sont membres, y compris les institutions spécialisées, de refuser toute assistance quelle qu'elle soit aux Gouvernements du Portugal et de l'Afrique du Sud ainsi qu'au régime minoritaire raciste illégal de Rhodésie du Sud jusqu'à ce qu'ils aient renoncé à leur politique de discrimination raciale et de domination coloniale;

"13. Prie le Secrétaire général de favoriser la diffusion générale et suivie de la Déclaration et des travaux du Comité spécial, et de préparer notamment, en consultation avec le Comité spécial, des publications portant sur les travaux du Comité au cours de la session qu'il tient actuellement hors du Sièg, afin que l'opinion mondiale soit suffisamment informée de la situation dans les territoires coloniaux et de la lutte que les peuples coloniaux continuent de mener pour leur libération."

745. Le texte de la résolution a été transmis au Président du Conseil de sécurité le 20 juin 1967¹¹.

Adoption d'une résolution remerciant les gouvernements des pays hôtes

746. A la 542^e séance du Comité, le représentant de l'Inde présente un projet de résolution (A/AC.109/415) soumis par 21 membres du Comité spécial. Le représentant de l'Inde dit que l'adoption par le Comité spécial d'une résolution à l'unanimité est un événement rare mais heureux. Il est encore plus rare que toutes les délégations présentes en soient les auteurs.

¹⁰ Voir résolution 2189 (XXI) du 13 décembre 1966, par. 6 du dispositif.

¹¹ Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-deuxième année, Supplément d'avril, mai et juin 1967, document S/8024.

Il a la certitude que s'ils avaient été présents, les trois autres membres du Comité auraient également tenu à appuyer cette résolution.

747. Dans cette résolution, le Comité spécial s'efforce d'exprimer sa gratitude aux Gouvernements de la République démocratique du Congo, de la Zambie et de la République-Unie de Tanzanie d'avoir généreusement invité le Comité à se réunir dans leurs pays respectifs ainsi que de leur accueil chaleureux, de leur hospitalité aimable et de leur enthousiasme pour les travaux du Comité.

748. Le préambule de la résolution a trait aux déclarations des porte-parole des gouvernements hôtes, hautes personnalités qui ont donné de précieuses indications au Comité spécial pour ses travaux.

749. Tous les membres du Comité spécial estiment que la mission en Afrique a été très fructueuse. Le Comité a pu entendre un certain nombre de pétitionnaires dont beaucoup ne seraient jamais allés à New York. Le Comité a visité des camps de réfugiés et l'Institut du Mozambique, qui donne un brillant exemple de ce que des combattants résolus de la liberté peuvent faire pour donner une base solide à la future indépendance de leur pays.

750. Les répercussions du voyage du Comité spécial en Afrique ont été importantes et remarquables. Il est regrettable que des circonstances malheureuses empêchent la réalisation complète du programme de visites du Comité. Le projet de résolution exprime d'une façon générale la gratitude de toutes les délégations aux trois gouvernements pour leur généreuse hospitalité et toutes les facilités qu'ils ont offertes au Comité pour l'aider à tenir ses réunions près du théâtre des opérations des mouvements de libération.

751. A la même séance, le Comité spécial a adopté à l'unanimité le projet de résolution (A/AC.109/L.415). Le texte intégral de la résolution (A/AC.109/253) adoptée par le Comité spécial à sa 542^e séance, le 21 juin 1967, est le suivant :

"Le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

"Ayant tenu des séances du 29 mai 1967 au 21 juin 1967 successivement à Kinshasa (République démocratique du Congo), Kitwe (Zambie), et Dar es-Salam (République-Unie de Tanzanie) et ayant entendu les porte-parole des gouvernements de ces pays,

"Exprime sa profonde gratitude aux Gouvernements et aux peuples de la République démocratique du Congo, de la Zambie et de la République-Unie de Tanzanie pour avoir invité le Comité spécial à se réunir à Kinshasa, à Kitwe et à Dar es-Salam, et lui avoir offert toutes les facilités nécessaires ainsi qu'une hospitalité aimable et généreuse."

ANNEXE I

Communiqué publié le 12 avril 1967,
par le Président du Comité spécial

1. Profitant des invitations qui lui avaient été adressées par les Gouvernements de l'Irak, de la République démocratique du Congo, de la République-Unie de Tanzanie, de la Syrie et de la Zambie, le Comité spécial a décidé de tenir cette année une série de réunions à Bagdad, Kinshasa, Damas, Dar es-Salam et Lusaka.

2. Comme les années précédentes, le Comité spécial a pris sa décision de tenir des séances dans diverses capitales africaines

en vertu de la résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale du 27 novembre 1961, qui a créé le Comité spécial et l'a autorisé "à se réunir en tout autre lieu que le Siège de l'Organisation des Nations Unies, lorsque cela pourrait être nécessaire pour lui permettre de s'acquitter efficacement de ses fonctions". Le Comité spécial savait également que l'Assemblée générale, dans sa résolution 2189 (XXI) du 13 décembre 1966, avait approuvé "le programme de travail envisagé par le Comité spécial pour 1967, y compris... la possibilité de tenir une série de réunions en dehors du Siège".

3. La décision du Comité spécial de tenir cette année une nouvelle série de réunions hors du Siège lui a notamment été dictée par le souvenir des résultats constructifs obtenus lors de ses précédentes sessions en Afrique. Bien que le Comité spécial souhaite toujours visiter les territoires coloniaux afin de se rendre compte, par lui-même, de la situation qui y règne, cet espoir a malheureusement été déçu en raison de l'attitude négative adoptée par les puissances administrantes intéressées. Cependant, le fait d'avoir pu se réunir non loin de ces territoires à l'occasion de ses voyages précédents en Afrique et d'avoir pu entendre des représentants des mouvements nationaux de libération venus des territoires coloniaux, a permis au Comité spécial de mieux se mettre au courant des conditions qui règnent dans ces territoires et de mieux comprendre les vœux et les aspirations de leurs peuples. Les données de son expérience ont été dûment incorporées dans plusieurs résolutions concrètes et importantes qui ont servi de fondement aux décisions pertinentes prises par l'Assemblée générale à plusieurs sessions.

4. Au cours de ses précédentes réunions hors du Siège, le Comité spécial a également eu le plaisir de bénéficier, pour ses travaux, du concours que lui ont apporté l'Organisation de l'unité africaine par l'intermédiaire de son Comité de coordination pour la libération de l'Afrique et de son secrétaire général administratif, ainsi que la Ligue des Etats arabes par l'intermédiaire de son secrétaire général par intérim.

5. Le Comité spécial constate avec une inquiétude croissante que l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a beaucoup moins progressé qu'on ne l'avait espéré lors de son adoption il y a plus de six ans. Notamment, en raison de l'opposition délibérée ou du manque de coopération manifestés par les puissances administrantes intéressées, les graves problèmes coloniaux qui subsistent en Afrique australe et dans la péninsule Arabique ne semblent guère plus près d'être résolus de façon pacifique dans le cadre de la Déclaration.

6. La prochaine session du Comité spécial qui aura lieu dans les pays africains et arabes mentionnés ci-dessus ne servira donc pas seulement à souligner une fois de plus la solidarité active de l'Organisation des Nations Unies avec les peuples coloniaux dans leur lutte légitime pour exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Outre cela, cette session renforcera encore l'aptitude du Comité spécial à aider ces peuples à réaliser leurs aspirations à la liberté et à l'indépendance, ainsi que la Charte leur en reconnaît le droit. Enfin, comme par le passé, ces réunions faciliteront l'audition par le Comité spécial de représentants de mouvements nationaux de libération désirant exprimer leurs vues sur l'avenir de leur pays, et auxquels il aurait été impossible de se rendre à New York.

7. Le calendrier des séances du Comité spécial hors du Siège sera le suivant :

Kinshasa (République démocratique du Congo) : du 26 mai au 1^{er} juin 1967 ; Lusaka (Zambie) : du 2 au 10 juin 1967 ; Dar es-Salam (République-Unie de Tanzanie) : du 11 au 20 juin 1967 ; Bagdad (Irak) : du 21 au 26 juin 1967 ; Damas (Syrie) : du 27 juin au 1^{er} juillet 1967.

8. L'ordre du jour du Comité spécial pour ces séances comprendra l'étude de la situation dans tous les territoires coloniaux d'Afrique, à Aden, à Oman, à l'île Maurice, et aux îles Seychelles. Le Comité spécial voudra assurément entendre tous les pétitionnaires désirant traiter de ces territoires ou d'autres. Le Comité envisage de donner priorité, dans les

capitales indiquées ci-dessous, à l'audition de pétitionnaires désireux de traiter des territoires ci-après :

A Kinshasa: territoires sous administration portugaise (Angola, Cabinda et Guinée dite portugaise);

A Lusaka: Rhodésie du Sud, Souaziland et Sud-Ouest africain;

A Dar es-Salam: territoires sous administration portugaise (Mozambique), Rhodésie du Sud, Sud-Ouest africain, île Maurice et îles Seychelles, Côte française des Somalis;

A Bagdad: Aden et Oman;

A Damas: Aden et Oman.

ANNEXE II

Liste des représentants qui ont participé aux réunions du Comité spécial tenues hors du Siège

Président:

M. J. W. S. Malecela (République-Unie de Tanzanie).

Rapporteur:

M. M. S. Esfandiary (Iran).

Membres:

M. M. A. Sammah, M. A. S. Ghaus (Afghanistan);

M. H. D. White, M. A. P. Godfrey-Smith (Australie);

M. M. Karasimeonov (Bulgarie);

M. J. Illanes (Chili);

M. K. Kouame (Côte d'Ivoire);

M. O. Deming, M. R. Johnson, M. E. C. Grigg (Etats-Unis d'Amérique);

M. A. G. Mekasha, M^{lle} K. Sinigiorgis, M. F. Tadesse (Ethiopie);

M. M. Cawen, M. T. Brotherus (Finlande);

M. C. R. Gharekhan (Inde);

M. S. A. Saleem (Irak);

M. C. M. Rossi-Arnaud (Italie);

M. R. G. Ralison (Madagascar);

M. M. M. Thiam (Mali);

M. K. Smiganowski (Pologne);

M. C. Y. Mgonja, M. R. S. Wambura, M. R. P. Swai, M. M. A. Fom (République-Unie de Tanzanie);

M. G. E. O. Williams (Sierra Leone);

M. A. Nachabe (Syrie);

M. H. Ben Aissa (Tunisie);

M. B. P. Prokofiev, M. V. K. Fedorinov, M. G. I. Vekilov, M. V. I. Oustinov, M. A. S. Pokrovsky (Union des Républiques socialistes soviétiques);

M. G. I. Carrasquero (Venezuela);

M. D. Pejic (Yougoslavie).

CHAPITRE III*

RHODÉSIE DU SUD

A. — DÉCISIONS PRISES ANTÉRIEUREMENT PAR LE COMITÉ SPÉCIAL, L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET LE CONSEIL DE SÉCURITÉ

1. Depuis 1962, la situation en Rhodésie du Sud a retenu constamment l'attention du Comité spécial et a fait l'objet de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale. Elle a également été examinée par le Conseil de sécurité avant et après la proclamation illégale de l'indépendance. Par sa résolution 217 (1965) du 20 novembre 1965 qu'il a adoptée après cette proclamation, le Conseil de sécurité a notamment prié le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'étouffer la rébellion de la minorité raciste et prié tous les Etats de ne pas reconnaître cette autorité illégale et de s'efforcer de rompre toutes les relations économiques avec la Rhodésie du Sud, notamment en imposant un embargo sur le pétrole et les produits pétroliers. Par sa résolution 221 (1966) du 9 avril 1966, le Conseil de sécurité a prié le Gouvernement du Royaume-Uni d'empêcher, au besoin par la force, l'arrivée à Beira de navires dont on avait lieu de croire qu'ils transportaient du pétrole destiné à la Rhodésie du Sud, et a habilité le Royaume-Uni à saisir et à détenir le pétrolier connu sous le nom de *Joanna V* lors de son départ de Beira, dans le cas où sa cargaison de pétrole aurait été déchargée dans ce port¹.

2. A sa 407^e séance, le 21 avril 1966, le Comité spécial a adopté une résolution sur la question de la Rhodésie du Sud (A/6300/Rev.1, chap. III, par. 587). Par cette résolution, le Comité spécial:

"1. Réaffirme les droits inaliénables du peuple de la Rhodésie du Sud à la liberté et à l'indépendance, conformément à la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et reconnaît le caractère légitime de la lutte qu'il mène pour obtenir la jouissance de ses droits, tels qu'ils sont énoncés dans la Charte des Nations Unies;

"2. Réaffirme notamment la résolution 2022 (XX) de l'Assemblée générale, qui condamne la politique de discrimination et de ségrégation raciales pratiquée en Rhodésie du Sud, politique qui constitue un crime contre l'humanité;

"3. Condamne le fait que certains Etats, en particulier l'Afrique du Sud et le Portugal, ne se conforment pas aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, du Comité spécial et du Conseil de sécurité en donnant appui et assistance au régime de la minorité raciste en Rhodésie du Sud;

"4. Prie la Puissance administrante de prendre toutes mesures efficaces, y compris l'emploi de la force, en vue de mettre fin au régime de la minorité raciste en Rhodésie du Sud;

"5. Considère que la situation explosive qui règne en Rhodésie du Sud continue à constituer une menace à la paix et à la sécurité internationales;

"6. Recommande au Conseil de sécurité d'envoyer d'urgence les autres mesures prévues au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies pour donner effet à ses décisions concernant la Rhodésie du Sud;

"7. Décide de transmettre au Conseil de sécurité les comptes rendus des débats du Comité spécial sur cette question;

"8. Décide de maintenir la question de la Rhodésie du Sud à l'ordre du jour du Comité spécial et de reprendre l'examen de la situation lorsqu'il le jugerait nécessaire."

* Publié antérieurement sous la cote A/6700/Add.1 et Corr.1.
¹ Pour plus de détails sur les décisions que le Conseil de sécurité a prises en avril-mai 1966, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes*, additif au point 23 de l'ordre du jour, document A/6300/Rev.1, chap. III, par. 589 à 592.

3. Lors des réunions qu'il a tenues en Afrique, le Comité spécial a adopté une nouvelle résolution concernant la Rhodésie du Sud (*ibid.*, par. 1097), ainsi qu'une résolution de caractère général sur la question de la réalisation des objectifs de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale eu égard notamment aux Territoires situés en Afrique australe (*ibid.*, chap. II, par. 619).

4. A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale, sur les recommandations de la Quatrième Commission, a adopté deux résolutions sur la question de la Rhodésie du Sud.

5. Par sa résolution 2138 (XXI) du 22 octobre 1966, l'Assemblée générale:

"1. *Condamne* tout arrangement, conclu entre la Puissance administrante et le régime minoritaire raciste et illégal, qui ne reconnaîtra pas les droits inaliénables du peuple du Zimbabwe à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

"2. *Réaffirme* l'obligation qu'a la Puissance administrante de transférer le pouvoir au peuple du Zimbabwe sur la base du suffrage universel des adultes, selon le principe "à chacun une voix."

6. Par sa résolution 2151 (XXI) du 17 novembre 1966, l'Assemblée générale:

"1. *Réaffirme* les droits inaliénables du peuple du Zimbabwe à la liberté et à l'indépendance ainsi que la légitimité de sa lutte pour obtenir l'exercice de ces droits;

"2. *Déplore* que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'ait toujours pas mis fin au régime minoritaire raciste illégal en Rhodésie du Sud;

"3. *Condamne* tout arrangement entre la Puissance administrante et le régime minoritaire raciste illégal dans le territoire qui transférerait le pouvoir à ce dernier, sur quelque base que ce soit, et qui manquerait de reconnaître les droits inaliénables du peuple du Zimbabwe à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

"4. *Condamne* les Gouvernements du Portugal et de l'Afrique du Sud pour le soutien qu'ils apportent au régime minoritaire raciste illégal en Rhodésie du Sud;

"5. *Condamne* les activités des intérêts étrangers, financiers et autres, qui, en soutenant et en aidant le régime minoritaire raciste illégal en Rhodésie du Sud, empêchent le peuple africain du Zimbabwe d'accéder à la liberté et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et demande aux gouvernements des Etats intéressés de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à ces activités;

"6. *Attire de nouveau* l'attention du Conseil de sécurité sur la grave situation qui existe en Rhodésie du Sud, afin qu'il puisse décider d'appliquer les mesures coercitives nécessaires prévues au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies;

"7. *Demande* au Gouvernement du Royaume-Uni de prendre des mesures rapides et efficaces afin d'empêcher toute livraison de produits, y compris le pétrole et les produits pétroliers, à la Rhodésie du Sud;

"8. *Demande à nouveau* au Gouvernement du Royaume-Uni de prendre toutes les mesures néces-

saies, y compris en particulier le recours à la force, dans l'exercice de ses pouvoirs de puissance administrante, pour mettre fin au régime minoritaire raciste illégal en Rhodésie du Sud et assurer l'application immédiate de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des autres résolutions pertinentes;

"9. *Demande* à la Puissance administrante de faire rapport au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux sur les mesures qu'elle aura prises pour mettre en œuvre la présente résolution;

"10. *Demande* à tous les Etats d'apporter tout leur appui moral et matériel au peuple du Zimbabwe dans la lutte légitime qu'il mène pour renverser le régime raciste illégal et pour obtenir la liberté et l'indépendance;

"11. *Prie* les institutions spécialisées intéressées et les autres organisations internationales de secours d'aider et d'assister les réfugiés du Zimbabwe et ceux qui sont opprimés par le régime minoritaire raciste illégal en Rhodésie du Sud;

"12. *Prie* le Comité spécial de continuer à étudier la situation en Rhodésie du Sud;

"13. *Décide* de maintenir la question de la Rhodésie du Sud à son ordre du jour."

7. A la fin de décembre 1966, 74 Etats avaient répondu aux notes verbales par lesquelles le Secrétaire général avait transmis le texte de la résolution 2022 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 5 novembre 1965 et la résolution 217 (1965) du Conseil de sécurité en date du 20 novembre 1965, sur la question de la Rhodésie du Sud (voir A/6300/Rev.1, chap. III, par. 14; *ibid.*, chap. III, deuxième partie, annexe, appendice II, par. 3 et 4; et A/C.4/671²). La soixante-quatrième réponse reçue a été celle du Gouvernement sudanais et elle figure dans les documents A/6479 et S/7558³.

8. A ses 1331^e, 1332^e et 1333^e séances et de sa 1335^e à sa 1340^e séance, tenues entre le 8 et le 16 décembre 1966, le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question de la Rhodésie du Sud en se fondant sur une lettre datée du 5 décembre 1966⁴ du représentant du Royaume-Uni dans laquelle celui-ci indiquait qu'étant donné qu'il n'avait pas été mis fin à la rébellion en Rhodésie du Sud, et à la suite de consultations avec les autres gouvernements du Commonwealth, il avait été chargé de demander la convocation du Conseil de sécurité à une date rapprochée, de manière que son gouvernement puisse proposer que certaines mesures supplémentaires soient prises contre le régime illégal de Rhodésie du Sud.

9. A sa 1340^e séance, le 16 décembre 1966, le Conseil de sécurité a adopté par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions (Bulgarie, France, Mali, Union des Républiques socialistes soviétiques), le vote ayant eu lieu par appel nominal, la résolution 232 (1966).

[Pour le texte de la résolution, voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt et unième année, Résolutions et décisions, 1966.*]

² Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 23 de l'ordre du jour.

³ Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt et unième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1966.

⁴ *Ibid.*, document S/7610.

10. Par une note datée du 17 décembre 1966, le Secrétaire général a transmis le texte de la résolution du Conseil aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et membres des institutions spécialisées, en appelant tout particulièrement leur attention sur le fait que le Conseil de sécurité avait agi conformément aux Articles 39 et 41 de la Charte des Nations Unies et en rappelant aux Etats Membres que le fait pour l'un quelconque d'entre eux de ne pas appliquer ou de refuser d'appliquer la résolution en question constituerait une violation de l'Article 25 de la Charte. Le Secrétaire général appelait l'attention sur les dispositions des paragraphes 7, 8 et 9 de la résolution et demandait que des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements en application des dispositions de ladite résolution lui soient communiqués aussitôt que possible.

11. Dans une autre note datée du 13 janvier 1967 adressée par le Secrétaire général aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et membres des institutions spécialisées, le Secrétaire général ajoutait qu'il souhaitait recevoir un exposé détaillé des mesures prises par les gouvernements en exécution des paragraphes 2 et 5 de la résolution, ainsi que de toutes autres mesures qu'ils pourraient avoir prises dans l'esprit et conformément à l'objet de la résolution. Le Secrétaire général avait joint à cette note un questionnaire relatif aux importations et exportations des produits énumérés au paragraphe 2 de la résolution du Conseil de sécurité afin que les Etats puissent plus facilement fournir des données uniformes et que le Secrétaire général soit en mesure de communiquer de temps à autre au Conseil de sécurité des analyses de la suite donnée à la résolution en ce qui concerne le commerce de ces produits.

12. Dans le premier rapport qu'il a soumis conformément à la résolution susmentionnée⁵, le Secrétaire général a indiqué qu'au 21 février 1967 il avait reçu des réponses de 72 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées. Le texte de ces réponses était reproduit à l'annexe II du rapport.

13. Le Secrétaire général a noté également qu'un nombre appréciable d'Etats, dont certains étaient d'importants partenaires commerciaux de la Rhodésie du Sud, ne s'étaient pas encore conformés aux dispositions du paragraphe 8 de la résolution 232 (1966) du Conseil de sécurité.

14. Le Secrétaire général a noté en outre que, bien que plusieurs Etats aient commencé à lui communiquer les statistiques commerciales qu'il leur avait demandées dans sa note du 13 janvier 1967, on ne disposait pas dans l'immédiat — et on ne disposerait peut-être pas avant un certain temps — de renseignements complets au sujet des effets de l'application de la résolution 232 (1966) du Conseil de sécurité sur le commerce de la Rhodésie du Sud. Le Secrétaire général avait l'intention d'utiliser les données déjà fournies par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et membres des institutions spécialisées comme base pour évaluer les effets de ces mesures. Un rapport à cet effet serait présenté ultérieurement au Conseil.

15. Le Secrétaire général a exprimé l'espoir que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et membres des institutions spécialisées fourniraient des renseignements sur les mesures prises

conformément aux dispositions de la résolution du Conseil, ou bien, en ce qui concernait les Etats qui avaient répondu aux deux notes, des renseignements sur les mesures qu'ils auraient pu prendre par la suite, le cas échéant.

16. Le rapport fournissait également au Conseil certains renseignements sur le commerce de la Rhodésie du Sud pendant les années 1965 et 1966. Ces données, qui figuraient au document S/7781/Add.1, indiquaient les partenaires avec lesquels la Rhodésie du Sud effectuait, dans le passé, le commerce des produits énumérés dans la résolution 232 (1966) du Conseil de sécurité ainsi que la valeur des échanges commerciaux effectués par la Rhodésie du Sud avec chacun de ses partenaires.

17. Du deuxième rapport⁶ soumis par le Secrétaire général conformément à la résolution susmentionnée, il ressort que 19 autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées avaient répondu aux notes en question, ce qui porte à 91 le total des réponses reçues. Outre ces réponses, le Secrétaire général a appelé aussi l'attention sur une lettre du représentant permanent de la Bulgarie en date du 27 février 1967⁷, transmettant une "déclaration du Gouvernement de la République démocratique allemande relative à l'application de la résolution 232 (1966) que le Conseil de sécurité a adoptée le 16 décembre 1966 au sujet de la situation en Rhodésie du Sud".

B. — RENSEIGNEMENTS SUR LE TERRITOIRE

1. — Situation politique (juin-décembre 1966)

Ouverture du "Parlement" de la Rhodésie du Sud

18. L'ouverture de la première session tenue par le "Parlement" de la Rhodésie du Sud depuis la déclaration illégale d'indépendance a eu lieu le 22 juin 1966. Les juges de la Cour suprême n'ont pas assisté à la séance inaugurale. Le "Speaker du Parlement" a publié, le 16 juin 1966, une déclaration par laquelle il disait avoir été informé par ces magistrats qu'une certaine affaire dans laquelle la légitimité du gouvernement et peut-être même celle du Parlement étaient mises en cause était pendante devant la Cour suprême. Dans ces conditions, les juges ont estimé devoir se tenir à l'écart des débats parlementaires qui auraient lieu. La déclaration ajoutait que le "Speaker" et le "Premier Ministre" reconnaissaient qu'il était souhaitable que les juges conservent leur impartialité dans toutes les instances et comprenaient les difficultés auxquelles ces derniers avaient à faire face.

19. M. Clifford Dupont, "chef de l'exécutif", a prononcé "le discours du trône" après que le "Speaker" eut déclaré la session du Parlement officiellement ouverte. Aux termes de la Constitution de 1961, le discours du trône est prononcé par le Gouverneur en sa qualité de représentant de la Reine.

20. Après avoir passé l'œuvre du "gouvernement" en revue et indiqué les grandes lignes des plans que le régime se proposait d'appliquer dans les domaines législatif, économique et social, M. Dupont a déclaré notamment qu'il serait imprudent, de la part du régime, de méconnaître la menace contre la sécurité que faisaient peser sur la Rhodésie du Sud ceux qui trouvaient à redire à la paix et à la tranquillité dont jouissait l'ensemble de la population du pays et qui,

⁵ Ibid., vingt-deuxième année, Supplément de janvier, février et mars 1967, documents S/7781 et Add.1.

⁶ Ibid., document S/7781/Add.2.

⁷ Ibid., document S/7794.

pour servir leurs propres desseins, préféraient y voir régner le chaos. Son régime n'avait absolument pas l'intention de relâcher sa vigilance, qu'il s'agisse d'empêcher toute agression venant de l'extérieur ou de mettre un terme à la subversion intérieure. Les forces régulières de la British South Africa Police, de l'armée et de la Rhodesian Air Force continueraient à être maintenues au plus haut degré de préparation et tout serait fait pour donner aux diverses catégories des cadres de réserve l'entraînement supplémentaire que, dans leur désir d'être prêts, ces derniers demandaient.

21. Dans le domaine des affaires internationales, M. Dupont a déclaré que le régime avait assumé l'entière responsabilité de la conduite des relations extérieures du pays et que la possibilité d'établir des relations diplomatiques officielles avec d'autres pays était à l'étude. Son régime était sensible à la décision que d'autres gouvernements avaient prise de maintenir leurs missions à Salisbury, encore que les effectifs de certaines d'entre elles eussent été réduits. En fait, son régime notait avec satisfaction que des 20 pays représentés à Salisbury avant le 11 novembre 1965, deux seulement, tous deux, il fallait le déplorer, membres du Commonwealth, avaient rappelé le personnel de leurs missions tandis que trois autres avaient mis fin aux fonctions de leurs consuls honoraires.

"African Affairs Amendment Bill" (projet de loi portant modification de la loi sur les affaires africaines)

22. En juillet 1966, le "Ministre de l'intérieur" de la Rhodésie du Sud, M. William Harper, a présenté un "projet de loi portant modification de la Loi sur les affaires africaines" devant l'Assemblée législative de la Rhodésie du Sud. Il a dit que la politique du "gouvernement" à l'égard de la population africaine de la Rhodésie du Sud serait appliquée par l'intermédiaire des chefs. Il a ajouté que le projet de loi contenait des dispositions qui donneraient aux chefs une dignité et des pouvoirs plus grands, et que grâce à l'octroi de ces nouveaux pouvoirs l'engagement que le gouvernement avait pris vis-à-vis des chefs tribaux du pays se trouverait entièrement rempli. Dans les régions tribales, a déclaré M. Harper, les chefs seraient désormais chargés d'administrer les populations relevant de leur autorité. Le gouvernement avait le plus grand respect pour les traditions et les coutumes africaines et il ne tenait pas à les voir disparaître lorsqu'elles n'étaient pas incompatibles avec le droit commun. Des membres de l'opposition ont critiqué une disposition du projet de loi qui imposait aux chefs de la Rhodésie du Sud l'obligation de notifier les commissaires de district de toutes les rumeurs susceptibles de menacer l'ordre public. Par la suite, le projet de loi a été approuvé par l'Assemblée législative et signé par le "chef de l'exécutif".

Prorogation de l'état d'urgence

23. Le 28 juillet 1966, l'Assemblée législative de la Rhodésie du Sud aurait approuvé la prorogation de l'état d'urgence pour une nouvelle période de trois mois. L'état d'urgence a été décrété par le Gouvernement de la Rhodésie du Sud le 5 novembre 1965, et a depuis été prorogé à diverses reprises pour des périodes de trois mois. En présentant la motion de prorogation, M. Desmond Lardner-Burke, "Ministre de la justice et de l'ordre public", a déclaré qu'il existait une menace manifeste contre la vie et les biens des habitants du territoire du fait des activités terroristes menées à partir de la Zambie et de la République-Unie

de Tanzanie. Pour ces raisons comme pour d'autres, les forces de sécurité devaient avoir le pouvoir de mettre en détention les terroristes et les saboteurs qui s'infiltraient dans le pays à partir des territoires voisins. Compte tenu des menaces dont le pays continuait à faire l'objet, il fallait que le régime dispose des pouvoirs lui permettant de faire face à toute aggravation de la situation et qu'il puisse maintenir les mesures d'exception actuellement en vigueur pour parer aux sanctions. Le 27 octobre 1966, l'Assemblée législative a à nouveau prorogé l'état d'urgence pour une nouvelle période de trois mois se terminant le 31 janvier 1967. Le 26 janvier 1967, l'Assemblée législative a approuvé une nouvelle prorogation de trois mois de l'état d'urgence se terminant le 30 avril 1967.

Prorogation des pouvoirs d'assignation à résidence pour une nouvelle période de deux ans

24. Le 23 août 1966, l'Assemblée législative de la Rhodésie du Sud aurait prorogé, pour une durée de deux ans à compter du 31 août, la période pendant laquelle le "Ministre de la justice et de l'ordre public" pouvait assigner certaines personnes à résidence sans les faire traduire devant les tribunaux, et ce, pour des périodes pouvant aller jusqu'à cinq ans. Ces pouvoirs d'assignation à résidence ont été conférés au Gouvernement de la Rhodésie du Sud en 1962 et ont été prorogés en 1964 pour une nouvelle période de deux ans. En présentant la motion de prorogation, M. Lardner-Burke a déclaré que la Rhodésie du Sud en était toujours à un stade critique dans la lutte qu'elle menait pour maintenir l'ordre et faire respecter la loi dans les circonstances du moment et pour préserver la paix et le calme relatifs qui régnaient dans le pays. Il a souligné que les pouvoirs demandés n'avaient absolument rien à voir avec la détention, étant donné que les personnes assignées à résidence étaient essentiellement libres de se déplacer dans une région déterminée, de communiquer avec d'autres personnes, etc. Le gouvernement continuerait à recourir aux tribunaux chaque fois qu'il le pourrait, mais la procédure judiciaire normale était extrêmement difficile à appliquer dans les cas de subversion.

"Constitution Amendment Bill" (projet de loi portant modification de la Constitution)

25. Le 25 août 1966, le "Ministre de la justice et de l'ordre public" a présenté devant l'Assemblée législative un "projet de loi portant modification de la Constitution", qui visait à modifier un certain nombre de dispositions de la Déclaration des droits, qui forme, dans la prétendue constitution de 1965, un titre dont les dispositions sont rigides et qui est entièrement reprise de la Constitution de 1961.

26. Le secrétariat d'Etat aux relations avec le Commonwealth a publié le 25 août 1966, à Londres, une déclaration précisant que le Gouvernement britannique avait appris avec inquiétude que le régime illégal de Salisbury avait l'intention de présenter un "projet de loi portant modification de la Constitution" qui prévoyait l'octroi de pouvoirs de détention préventive et apportait des modifications aux clauses rigides de la Constitution de 1961. Ces modifications, bien entendu, n'auraient aucune valeur juridique. Les ministres étudiaient les conséquences pouvant résulter de ces nouvelles décisions.

27. Le 26 août 1966, à l'Assemblée législative, M. Lardner-Burke, parlant du projet de loi, a dit que ce dernier visait à rendre possible l'adoption d'une

législation autorisant la mise en détention même si l'état d'urgence n'était pas déclaré. Cette nouvelle législation, le *Public Security Bill* (projet de loi sur la sécurité publique), serait présentée en temps opportun à l'Assemblée législative. Il a rappelé que la détention préventive avait été introduite en Rhodésie du Sud par une loi promulguée en 1959 par un gouvernement antérieur. La loi, d'une durée de cinq ans, avait été prorogée par le gouvernement en 1964, mais lorsque la validité en avait été contestée devant les tribunaux, ceux-ci avaient statué qu'elle se situait en dehors du champ d'application de la Constitution de 1961. La Constitution de 1965, a déclaré M. Lardner-Burke, n'avait, elle non plus, prévu aucune disposition touchant la possibilité d'ordonner la détention préventive lorsque l'état d'urgence n'était pas déclaré. Le projet de loi sur la sécurité publique remédierait donc à cette omission, validerait les lois relatives aux personnes assignées à résidence et détenues et rétablirait donc la situation qui existait en 1959.

28. Pour que la détention d'une personne ne soit pas laissée entièrement à la discrétion du "Ministre de la justice", M. Lardner-Burke a déclaré que le projet de loi prévoirait la création d'une autorité impartiale, autre que le ministre qui serait chargée d'examiner chaque cas d'espèce. Les pouvoirs de détention préventive en l'absence d'état d'urgence, a-t-il ajouté, étaient absolument nécessaires pour permettre au "gouvernement" de maintenir l'ordre en Rhodésie du Sud. M. Lardner-Burke a nié que les amendements que l'on proposait d'apporter à la Constitution visaient en fait à donner au régime des pouvoirs plus durables et plus arbitraires ayant pour objet d'étouffer l'opposition.

29. M. Harper, "ministre de l'intérieur", a également déclaré que le projet de loi habiliterait le régime à présenter une législation tendant à octroyer aux chefs africains des pouvoirs plus étendus touchant l'administration de leur région. La législation proposée donnerait notamment aux chefs ou à leurs tribunaux le pouvoir de connaître de certaines infractions pénales. La législation n'obligerait pas les tribunaux tribaux à se conformer aux dispositions de la Déclaration des droits relative à la représentation légale. Elle donnerait également aux chefs pouvoir de déplacer certaines personnes à l'intérieur des terres tribales. La législation apporterait également certaines modifications au système des terres en question.

30. Le 8 septembre, au cours de l'examen du projet de loi en deuxième lecture, le chef de l'opposition et la plupart des membres du parti de l'opposition, le United People's Party (UPP), ont quitté la salle; ils n'étaient pas revenus quand le scrutin a eu lieu. Le projet de loi a été adopté par 48 voix contre 2, celle d'un membre de l'UPP et celle d'un membre indépendant. M. Ian Smith a annoncé le 14 septembre que le projet de loi avait été signé par M. Dupont, "chef de l'exécutif".

Décision du tribunal

31. Au cours de la période considérée, les tribunaux de Rhodésie du Sud ont été saisis de plusieurs affaires à l'occasion desquelles la légalité du régime de Ian Smith a été d'une manière ou d'une autre contestée. La plus importante de celles-ci, du point de vue de la décision qui a été rendue, a été l'affaire, plaidée devant la Cour suprême, dans laquelle deux détenus, M. Leo Baron et M. Daniel Madzimbamuto, avaient demandé

à être remis en liberté, motif pris que les ordonnances en vertu desquelles ils étaient détenus étaient illégales. Le 9 septembre 1966, la Cour les a déboutés de leur demande.

32. Dans les conclusions, qu'il a présentées à la Cour suprême de Salisbury en mars 1966, l'un des deux juges, M. Lewis, aurait déclaré ce qui suit:

"1. La Constitution de 1965 n'est pas la constitution légale de ce pays et le gouvernement établi dans ce pays en vertu de celle-ci n'en est pas le gouvernement légitime; il ne le deviendra que si le Gouvernement de Sa Majesté consent expressément à rompre les liens de souveraineté ou s'y résigne en renonçant à toute tentative de mettre fin à la révolution, et alors seulement.

"2. Le gouvernement est, toutefois, le seul gouvernement effectif du pays, et donc, pour tenir compte des exigences de la situation et afin d'éviter le chaos et un vide dans le droit, la présente Cour doit donner effet aux mesures tant législatives qu'administratives prises par ce gouvernement effectif qui auraient à bon droit pu être prises par le gouvernement légitime en vertu de la Constitution de 1961, pour préserver la paix, assurer la bonne marche de l'administration et maintenir l'ordre et le droit.

"3. La prorogation de l'état d'urgence et celle des *Emergency Powers (Maintenance of Law and Order) Regulations* [Règlements relatifs aux pouvoirs d'urgence (maintien de l'ordre public)] figurant dans l'avis n° 71 de 1966 du Gouvernement rhodésien qui ont été pris à ce titre, sont des mesures de la catégorie susmentionnée, et il n'a pas été établi qu'il s'agisse des raisons qui les ont motivées ou de la manière dont elles ont été appliquées en l'espèce, qu'elles aient visé à contester l'autorité de la puissance souveraine, qu'elles aient porté atteinte aux droits légitimes reconnus aux citoyens par la Constitution de 1961 ou qu'elles aient été prises avec l'intention avérée de favoriser la révolution... En conséquence, je suis d'avis que les deux requêtes doivent être rejetées."

33. L'autre juge, M. Goldin, s'est déclaré d'accord, dans des conclusions séparées, avec les conclusions de M. Lewis. Il aurait écrit:

"A mon avis, après avoir mûrement réfléchi à la situation sans précédent dans laquelle la Cour se trouve placée, j'estime que la Cour peut et doit donner effet à certaines mesures législatives et à certains actes administratifs tout au moins, qui ont été exécutés dans l'exercice des pouvoirs conférés par la Constitution de 1965. Je fonde mes conclusions sur la doctrine de l'ordre public, dont la nécessité rend l'application opportune, justifiée et inévitable, dans les circonstances présentes."

La Cour d'appel de Salisbury est saisie, à l'heure actuelle, d'un appel interjeté par les deux détenus.

Changements de dirigeants dans l'opposition en Rhodésie du Sud

34. Le 31 août 1966, le groupe parlementaire de l'UPP, parti de l'opposition, a remplacé M. Chad Chipunza par M. Josiah Gondo à la tête du parti. M. Gondo, qui est devenu chef de l'opposition, avait déjà été à la tête du parti avant M. Chipunza. Le 22 janvier 1967, à un congrès ultérieur du parti, M. Percy Mkudzu a été élu en remplacement de M. Gondo.

Nomination d'un Vice-Premier Ministre

35. Le 7 septembre 1966, M. Ian Smith a nommé M. John Wrathall "vice-premier ministre". Il a été annoncé à cette occasion qu'outre les nouvelles responsabilités qui lui étaient confiées M. Wrathall resterait titulaire du portefeuille des finances.

Congrès du Rhodesian Front Party

36. Le Congrès annuel du Rhodesian Front Party s'est tenu à Bulawayo du 22 au 24 septembre 1966. Plus de 500 délégués en provenance de toutes les régions du pays y auraient assisté. A la session publique, qui a commencé le 23 septembre 1966, M. Ian Smith a pris la parole en sa qualité de président du parti. Dans sa déclaration, M. Smith a retracé l'histoire du parti depuis la Constitution de 1961 jusqu'à la période qui a pris fin avec la proclamation illégale d'indépendance, et il a déclaré qu'aussi longtemps qu'il demeurerait président du parti de son régime il ne s'écarterait jamais des principes défendus par le parti et tiendrait les promesses qu'il avait faites aux électeurs de la Rhodésie du Sud. S'agissant de la période qui a suivi la proclamation illégale d'indépendance, il a déclaré que les "Rhodésiens" avaient fait depuis bien du chemin et qu'il s'agissait là d'une réussite incroyable. Aussi longtemps qu'ils continueraient dans la voie du succès, les amis qu'ils comptaient à l'heure actuelle dans le monde ne les abandonneraient pas. Les "Rhodésiens" accomplissaient l'un des tours de force les plus inimaginables de l'histoire contemporaine en tenant tête non pas simplement à un grand pays, mais pratiquement au monde entier.

37. Le 24 septembre, le congrès, en séance privée, a élu les membres du Bureau du parti. Les résultats des élections indiquent peu de changement par rapport à 1965. M. Ian Smith a été réélu Président du parti. M. William Harper, "ministre de l'intérieur", et lord Graham, "ministre des affaires extérieures et de la défense" ont été réélus présidents adjoints. Quatre vice-présidents ont été élus — deux d'entre eux doivent être "membres du Parlement" et deux autres sont choisis parmi les membres du parti. Il s'agit de M. John Wrathall, "vice-premier ministre et ministre des finances", M. Jack Carey, M. Stan Eastwood et M. D. C. Lilford. Le colonel W. M. Knox a été réélu président d'honneur (*Chairman*) du parti, et M. Ralph Neilson a été élu président d'honneur adjoint (*Deputy Chairman*).

38. Le Congrès a examiné 20 résolutions portant sur les affaires locales et nationales. La plus importante de ces résolutions a été adoptée le 24 septembre 1966. Aux termes de celle-ci, le congrès a approuvé à l'unanimité les mesures que le "gouvernement" avait prises au cours des 12 mois qui venaient de s'écouler et a indiqué qu'il faisait entièrement confiance au "Premier Ministre", à son cabinet et au groupe parlementaire. L'auteur de la résolution, celui qui l'avait appuyée, et tous les orateurs ont mentionné non seulement le courage et la fermeté dont le Premier Ministre et son cabinet avaient fait preuve, mais également "l'unité qu'ils avaient réalisée entre les populations de la Rhodésie du Sud". Dans une déclaration faite après l'adoption de la résolution, M. Smith a dit que par cette décision, le congrès lui avait donné, ainsi qu'à ses collaborateurs, encore plus de force et de courage dans la défense de leur cause. Après cela, ils ne pourraient plus, même s'ils en avaient la moindre velléité

s'écarter de la voie qui avait été tracée ou trahir la confiance du parti.

Incidents violents avec les nationalistes

39. Le 13 mai 1966, à Salisbury, 20 Africains ont été condamnés à 10 ans de prison avec travaux forcés après avoir été reconnus coupables par le tribunal supérieur (High Court) d'actes de sabotage et d'espionnage. Tous ont été reconnus coupables d'avoir participé à une tentative des nationalistes africains pour renverser le régime de la minorité blanche. Un autre accusé a été condamné à cinq ans avec travaux forcés. Dans l'énoncé du jugement, il était dit qu'un plan d'entraînement au sabotage avait été mis au point à Lusaka, en Zambie, par des responsables du parti interdit de la Zimbabwe African People's Union (ZAPU) opérant à partir de Mbeya et de Dar es-Salam.

40. Le 17 mai, un fermier européen et sa femme, M. et M^{me} Viljoen, ont été assassinés dans la région agricole de Hartley, à environ 70 miles (110 à 120 km) de Salisbury. D'après les déclarations de la police, ils avaient été tués à l'aide d'une arme automatique et le double meurtre était apparemment "l'œuvre d'une bande dangereuse". Un peu plus tard, le même jour, à Lusaka, le parti interdit de la Zimbabwe African National Union (ZANU) a revendiqué la responsabilité de cet attentat.

41. Le 1^{er} juin 1966, la police sud-rhodésienne a annoncé qu'un Africain qui avait été arrêté parce qu'on le soupçonnait de complicité avec la bande de terroristes ayant assassiné les fermiers blancs de Hartley était mort par suite des blessures qu'il avait reçues. La police avait déclaré auparavant qu'il avait été blessé lorsqu'il avait été arrêté par les forces de sécurité.

42. Le 13 juin 1966, Salisbury a connu des actes de violence qui ont duré deux heures. Des pierres et des bombes à base d'essence ont été lancées contre un hôtel situé à 11 ou 12 km de la ville, près de la municipalité africaine de Highfield. Une automobile se trouvant sur les terrains appartenant à l'hôtel a été incendiée mais l'incendie a été maîtrisé. Un entrepôt de meubles situé dans le même quartier a brûlé, et on estimait les dégâts matériels à 50 000 livres. Sur le territoire de la municipalité de Highfield, une bombe incendiaire a mis le feu à un autobus. D'après les renseignements recueillis, on cite d'autres cas, dans la municipalité, d'attaques à coups de pierres, ainsi qu'une tentative visant à incendier des bureaux dans le quartier industriel. On a également rapporté que dans la municipalité voisine d'Harare des pierres ont été lancées en divers endroits.

43. Le 22 juin 1966, trois Africains accusés de s'être attaqués à un train avec des *knobkerries* et à coups de pierres et d'y avoir mis le feu à l'aide d'essence, ont été condamnés à mort par le tribunal supérieur (High Court) de Bulawayo. La peine infligée est obligatoire pour ce genre de délit en vertu du *Law and Order (Maintenance) Act* de Rhodésie du Sud.

44. Le 23 juin 1966, sept Africains qui auraient été trouvés porteurs d'armes, après avoir pénétré secrètement dans le pays à partir de la Zambie, ont été condamnés à 20 ans de prison par le tribunal supérieur (High Court) de Salisbury. Le juge les a reconnus coupables d'avoir détenu une grande quantité d'armes et d'explosifs d'origine soviétique et chinoise. D'après les témoignages invoqués, tous les accusés

étaient membres du parti interdit de la Zimbabwe African National Union (ZANU). Le ministère public a déclaré qu'ils étaient entrés dans le pays secrètement à partir de la Zambie, le 1^{er} avril 1966, avec ordre de détruire l'oléoduc de Beira-Umtali, de lancer des attentats contre les fermiers blancs et de s'attaquer à l'armée et à la police afin de renverser le "gouvernement".

45. Le 19 juillet, la police sud-rhodésienne a déclaré qu'une "bande de terroristes nationalistes africains" avait ouvert le feu sur des forces de sécurité sud-rhodésiennes et les avait attaquées à la grenade au cours d'un échange qui avait eu lieu dans une région reculée de la vallée du Zambèze le 18 juillet 1966. Selon la police les forces de sécurité avaient immédiatement riposté et un "terroriste" avait été tué. La victime, un Africain, a été "identifiée à coup sûr" par la police comme appartenant à la bande nationaliste qui s'était attaquée au mois de mai aux deux fermiers blancs de la région de Hartley, à 110 ou 120 km de Salisbury. Un membre des forces de sécurité aurait été légèrement blessé. La police a ajouté que les terroristes avaient pris rapidement la fuite.

46. Le 22 juillet 1966, le "Ministre de la justice et de l'ordre public", M. Desmond Lardner-Burke, a déclaré en réponse à une question qui lui a été posée au "Parlement" que l'on avait dénombré 80 actes de sabotage depuis la proclamation illégale de l'indépendance. Il y avait eu 20 attentats contre des trains, 23 incidents visant à interrompre des services essentiels, 32 cas d'utilisation de bombes dites "cocktails Molotov" et 5 cas d'emploi d'explosifs.

47. Le 5 août 1966, le "Ministère de l'information" a annoncé que cinq "terroristes africains" comparaitraient le même jour devant la Magistrates' Court de Sinoia pour y répondre d'une accusation pour port d'armes offensives. Le Ministère a déclaré que les terroristes s'étaient rendus aux forces de sécurité au cours des récentes opérations entreprises dans la vallée du Zambèze, près de la frontière de la Zambie. Il a précisé que les terroristes s'étaient infiltrés en Rhodésie du Sud à partir de la Zambie et appartenaient à une organisation nationaliste interdite de Rhodésie. Le 3 octobre 1966, quatre des Africains arrêtés ont été condamnés à 18 ans de prison chacun pour les faits mentionnés ci-dessus. Le cinquième a été condamné à 12 ans de prison.

48. Le 12 août 1966, la police a fait savoir qu'à la suite d'une explosion survenue dans un établissement du centre de Salisbury situé à proximité de la mairie de la ville, sept consommateurs blancs et un garçon de café africain avaient été admis dans un hôpital avec de légères blessures. La police a déclaré par la suite qu'une grenade avait été lancée de l'extérieur dans l'établissement. Le 24 août 1966, on a appris que la police sud-rhodésienne avait arrêté quatre Africains dans cette affaire. Le 21 septembre 1966, deux Africains ont été condamnés à mort pour ces mêmes faits par un tribunal de Salisbury.

49. Le 15 août 1966, la police a fait savoir qu'un autre groupe de "terroristes" africains s'était rendu aux forces sud-rhodésiennes. Elle a déclaré qu'ils avaient été appréhendés dans une région située au nord du Matabeleland. Selon la version officielle, ces Africains, arrivés récemment de Lusaka, en Zambie, avaient subi un entraînement dans un pays communiste ou procommuniste et étaient en possession d'armes et

de matériel originaires de pays communistes. Le 29 septembre 1966, 11 des terroristes ont été condamnés à 18 ans de prison chacun pour possession d'armes à feu.

Déclarations officielles concernant les forces de sécurité

50. Il était dit dans le rapport annuel sur la défense, présenté à l'"Assemblée législative" rhodésienne le 26 avril 1966, qu'on avait surtout insisté, pendant l'année écoulée, sur l'entraînement destiné à faire face à des insurrections éventuelles et sur "les aspects défensifs d'une guerre limitée". Certains secteurs des frontières du pays étaient soumis à un contrôle constant et des troupes étaient stationnées en permanence à Kariba. La Royal Rhodesian Air Force possédait une force de frappe considérable, réellement capable de décourager un agresseur éventuel. Les appareils avaient effectué près de 13 000 heures de vol, avec un taux quotidien de mise en service de 82 p. 100.

51. Le "Ministère de la défense" du régime illégal a fait savoir le 1^{er} juillet 1966 que des camps d'entraînement des forces territoriales et des réserves de l'armée de terre seraient organisés entre le 24 juillet et le 2 octobre 1966. Selon un communiqué officiel, les camps devaient être organisés non seulement dans les principaux centres urbains mais aussi en dehors de ceux-ci et il s'agissait d'entretenir les aptitudes des intéressés, notamment par des exercices de tir et par l'entraînement aux opérations de nuit.

52. Au cours d'un entretien préalablement enregistré qui a été diffusé le 26 août 1966 dans le cadre du Programme africain de la Rhodesian Broadcasting Corporation (Société rhodésienne de radiodiffusion), M. William Harper, "ministre des affaires intérieures", a déclaré que presque tous les terroristes qui avaient pénétré en Rhodésie du Sud avaient été appréhendés et que des bandes entières de terroristes, dont aucun n'avait survécu, avaient été anéanties par les forces de sécurité lorsque leurs membres avaient refusé de se laisser arrêter. Tel est le sort réservé à tous ceux qui agiraient de même. Quant au genre d'accueil qui serait fait aux Africains de Rhodésie du Sud qui avaient quitté leur pays et voudraient y revenir, M. Harper a répondu que s'il s'agissait de terroristes, ces personnes risquaient fort d'être appréhendées.

53. Au sujet de la situation du point de vue de la sécurité, M. Harper a déclaré que l'on était très loin d'un effondrement général de l'ordre public. Selon lui, depuis que les voyous qui se mêlaient de politique avaient été éloignés des villes et des centres ruraux, la vie était plus paisible qu'elle ne l'avait été depuis longtemps pour la moyenne des gens. Il a ajouté qu'ainsi qu'il en avait toujours été en Rhodésie du Sud les malfaiteurs étaient les seuls à devoir craindre les autorités. Ceux qui organisaient le terrorisme ne devaient pas s'imaginer qu'après avoir travaillé contre la Rhodésie du Sud hors de ses frontières, ils seraient ensuite accueillis à bras ouverts lorsqu'ils voudraient rentrer. Ces gens-là partageaient la responsabilité du terrorisme à égalité avec les terroristes eux-mêmes. M. Harper a ajouté que si les coupables tombaient aux mains de la police, ils seraient traités comme des criminels qu'ils étaient, et qu'ils ne devaient pas oublier que la police n'avait pas l'habitude, tant qu'elle n'était pas arrivée à ses fins, de classer les affaires de ce genre.

54. Au cours d'un entretien préalablement enregistré qui a été diffusé dans le cadre du Programme africain de la Rhodesian Broadcasting Corporation (Société

rhodésienne de radiodiffusion) le 2 septembre 1966, le *Vice Marshall* Hawkins de la Royal Rhodesian Air Force, a déclaré que mis à part les forces aériennes de l'Afrique du Sud, l'armée de l'air sud-rhodésienne était la plus forte et la mieux équilibrée dans un rayon de plus de 3 500 miles (5 000 ou 6 000 km). Il a ajouté que rien n'égalait la Royal Rhodesian Air Force "au sud du Sahara" ("this side of North Africa"). La RRAF avait les armements et les bombes nécessaires. Le *Vice Marshall* a précisé: "Pour le cas où nous serions certains qu'on est sur le point de nous attaquer, nous nous réservons le droit de nous défendre en utilisant nos forces offensives. Mais il doit être bien compris que nous n'avons pour l'instant, pas plus que pour l'avenir prévisible, aucune intention agressive contre qui que ce soit". Les efforts du pays avaient porté sur les bombardiers à réaction, a encore déclaré le *Vice Marshall*. Cela signifiait que quiconque avait des intentions agressives à l'égard du pays devait réfléchir mûrement avant de s'y attaquer. Si qui que ce soit, a-t-il ajouté, avait l'imprudence de lancer une attaque assez importante basée sur l'intervention de forces terrestres, les bombardiers à réaction pourraient résister à cet assaut et appuyer l'armée et les autres forces de sécurité pour le repousser. D'autre part, la Rhodesian Air Force était bien équipée et capable de participer à la capture des petits groupes de terroristes et à leur anéantissement. En cas d'attaque, elle utiliserait ses appareils de transport et ses hélicoptères pour amener, en un point quelconque, et dans certains cas en quelques minutes, les forces terrestres nécessaires. Quant à savoir s'il y avait une menace à laquelle le pays ne pourrait faire face, le *Vice Marshall* a déclaré qu'à son avis il n'y en avait aucune. Il espérait que personne ne serait assez malavisé pour menacer la Rhodésie du Sud.

Autres incidents violents avec les Africains

55. Le 2 septembre 1966, trois "terroristes" africains accusés de détention d'armes offensives ont été jugés à Bulawayo. Un quatrième Africain comparaisant avec eux était inculpé pour des faits analogues, les autorités affirmant qu'il avait caché des armes et des munitions destinées aux terroristes. Selon les renseignements recueillis, ces hommes étaient attachés deux par deux par des menottes et portaient des fers aux pieds lorsqu'ils ont été amenés devant le tribunal par la police. A l'audience préliminaire, le juge a décidé notamment que les noms des partis politiques qu'ils représentaient ne devaient pas être rendus publics. Ces hommes étaient réputés avoir franchi la frontière de la Rhodésie du Sud à partir de la Zambie. Le 27 septembre 1966, les trois terroristes africains ont été condamnés à 18 ans de prison chacun, et le quatrième accusé à six ans.

56. La police a fait savoir le 27 septembre que deux personnes soupçonnées d'être des "terroristes" avaient été tuées et un certain nombre d'autres appréhendées au cours d'un accrochage avec les forces de sécurité qui s'était produit le 25 septembre 1966. Cet accrochage a eu lieu dans la vallée du Chirundi, près de la frontière zambienne, à la suite d'une rencontre entre une patrouille de l'infanterie légère rhodésienne et le groupe de "terroristes" en question. Selon le communiqué, un des membres des forces de sécurité aurait été légèrement blessé. Selon la police également, l'accrochage s'était produit à proximité d'un lieu où, le 18 septembre, on avait trouvé un camion endommagé et son chauffeur africain tué à l'aide d'une arme à feu. Depuis ce moment-là, la police faisait escorter les

véhicules et organisait des patrouilles dans la région. Le 14 décembre, le tribunal supérieur (High Court) de Salisbury a reconnu coupables et condamné à mort sept Africains accusés du meurtre du chauffeur de camion commis le 18 septembre. Dans son jugement, le juge Fieldsend a déclaré que ces hommes appartenaient à une bande qui avait pénétré dans le pays avec l'intention avouée de déclencher une "rébellion". Les sept hommes ont plaidé non coupables et ont fait appel contre la condamnation.

57. Le 6 octobre 1966, un employé africain accusé de détenir des armes offensives a été condamné à sept ans de prison.

58. Le 1^{er} novembre, un Africain, M. Elisha Tariyasi, a été condamné à mort en vertu du *Law and Order (Maintenance) Act* par le tribunal supérieur de Salisbury. Il avait été reconnu coupable d'avoir lancé une grenade contre une maison de banlieue en août 1966. Il n'y avait eu aucun blessé à la suite de l'explosion.

59. Le 3 novembre, quatre Africains reconnus coupables d'avoir détenu des armes offensives et d'avoir pénétré en Rhodésie du Sud pour se livrer à des actes hostiles ont été condamnés à mort par le tribunal supérieur de Salisbury. Il a été précisé devant le tribunal que ces hommes avaient été appréhendés par une patrouille de l'infanterie légère sud-rhodésienne dans la vallée du Zambèze, près de la frontière de la Zambie.

60. Deux Africains ont été condamnés à 10 ans de prison chacun par le tribunal supérieur de Salisbury le 8 novembre pour détention illégale de deux mitrailleuses de fabrication française et de plus de 2 000 bandes de munitions de fabrication russe et italienne. Un troisième Africain a été condamné à huit ans de prison pour un délit analogue.

61. A la suite d'un communiqué officiel émanant de Zambie selon lequel une femme zambienne avait essuyé des coups de feu alors qu'elle se trouvait dans une barque sur le Zambèze près de la rive zambienne, Salisbury a diffusé le 8 novembre un communiqué officiel où il était dit que les forces de sécurité rhodésiennes de la région de Chirundi avaient surpris trois Africains dans une embarcation qui se trouvait à proximité de la rive rhodésienne du Zambèze et qu'elles avaient ouvert le feu sur l'embarcation, après quoi les occupants de celle-ci, interpellés, avaient rebroussé chemin vers l'autre rive. Selon le communiqué rhodésien, il était possible qu'une personne se trouvant dans l'embarcation ait été fatalement blessée et on soulignait que quiconque essayait de pénétrer en Rhodésie du Sud par des passages autres que les postes frontières officiels, et notamment dans les zones particulièrement recherchées par les terroristes qui tentaient de s'infiltrer dans le pays, risquait d'être blessé ou même tué par les forces de sécurité.

62. L'appel interjeté par sept Africains qui avaient été condamnés à 20 ans de prison pour avoir introduit en Rhodésie des armes et des explosifs avec l'intention de s'en servir a été rejeté par la juridiction d'appel du tribunal supérieur de Salisbury le 19 novembre.

63. Le 23 novembre, quatre Africains ont été condamnés par le tribunal supérieur de Salisbury pour port d'armes offensives et tentative de meurtre. Selon l'accusation, ces personnes auraient été appréhendées par une patrouille de l'infanterie légère rhodésienne opérant aux environs de la vallée du Zambèze. Egale-ment selon les déclarations officielles, les armes en

question comprenaient 3 fusils russes, 1 lanceur de fusée et 7 fusées de fabrication chinoise, 12 grenades américaines et 6 mines antipersonnel de fabrication britannique. Les accusés ont tous été condamnés à mort.

Communiqués relatifs aux incidents

64. Une brochure établie sur les instructions du régime illégal au sujet des activités "terroristes" et intitulée "*Nowhere to hide*" ("Impossible de fuir") a été publiée le 17 octobre 1966. Selon cette brochure, à la fin du mois de septembre 1966, 12 "terroristes" africains avaient été tués et plusieurs dizaines appréhendés par les forces de sécurité avec la coopération de la population africaine locale. Selon le même document, la campagne terroriste se soldait par un lamentable échec.

65. Selon les communiqués publiés par la ZANU et la ZAPU en 1966, les éléments appartenant à ces organisations avaient infligé de lourdes pertes aux forces de sécurité du régime illégal au cours des mois écoulés.

Personnes faisant l'objet de mesures de restriction et de détention

66. Le 21 juin 1966, on a appris que le révérend Ndabaningi Sithole, chef du parti interdit de la ZANU, ainsi que certains de ses lieutenants, qui se trouvaient au camp de Sokombela, institution située près de Que Que, regroupant des personnes frappées de mesures de restriction, avaient été transférés au centre de détention préventive de Salisbury. Selon les renseignements recueillis, on estimait qu'il y avait là une mesure de précaution décidée à la suite d'incidents violents récents dont la ZANU avait revendiqué publiquement la responsabilité.

67. M. Lardner-Burke a déclaré à l'"Assemblée législative", le 1^{er} juillet 1966, que, depuis la "proclamation de l'indépendance" en novembre 1965, 95 personnes avaient fait l'objet de mesures de détention en vertu des dispositions relatives à l'état d'urgence. Parmi ces personnes, six avaient été relâchées par autorisation spéciale, tandis que la décision avait été rapportée dans le cas des trois autres. M. Lardner-Burke a également déclaré que 331 personnes frappées de mesures de restriction se trouvaient dans des camps avant l'"indépendance".

68. M. Garfield Todd, ancien premier ministre de la Rhodésie du Sud, a été libéré le 18 octobre 1966, à l'expiration de l'ordonnance prise contre lui, des mesures de restriction dont il faisait l'objet depuis un an.

Africains dont la condamnation à mort n'a pas été exécutée

69. Selon les renseignements recueillis, il y avait dans les prisons de Salisbury, au mois de décembre 1966, environ 70 Africains qui avaient été condamnés pour meurtre et pour divers délits en vertu des dispositions du *Law and Order (Maintenance) Act* prévoyant la peine de mort obligatoire, et dont l'exécution avait été différée indéfiniment étant donné l'incertitude planant sur le régime de Ian Smith du point de vue constitutionnel et juridique. Au cours de leur séjour à Salisbury au mois de septembre, M. Herbert Bowden, secrétaire d'Etat du Royaume-Uni pour les relations avec le Commonwealth, et sir Elwyn Jones, *Attorney-General*, auraient mis en garde M. Dupont contre les graves conséquences qu'aurait pour lui-même et pour

tous les intéressés, dans les circonstances actuelles, le fait de signer un ordre d'exécution.

Le Collège universitaire de Rhodésie du Sud et le régime illégal

70. Le 16 juillet 1966, un groupe d'étudiants africains a manifesté contre le régime illégal lors des cérémonies annuelles de remise des diplômes au Collège universitaire (University College).

71. Le 27 juillet 1966, la police sud-rhodésienne a appréhendé en vertu des dispositions relatives à l'état d'urgence neuf maîtres de conférences et un étudiant asiatique. D'autre part, neuf étudiants, à savoir trois Blancs, un Asiatique et cinq Africains, ont fait l'objet de mesures de restriction.

72. Le 31 juillet 1966, huit des neuf universitaires détenus ont fait l'objet de mesures d'expulsion, et ils ont quitté la Rhodésie du Sud le 3 août. Le neuvième, citoyen rhodésien d'origine britannique, a été relâché le 31 juillet et conduit à l'aéroport, d'où il s'est embarqué pour Londres le même jour. L'étudiant asiatique qui avait été appréhendé avec les universitaires dont il est question plus haut a également été relâché et s'est embarqué par avion pour le Royaume-Uni le 2 août.

73. Parmi les neufs étudiants ayant fait l'objet de mesures de restriction, cinq d'entre eux — tous Africains — ont été transportés au camp de Gonakudzinkwa, où est actuellement détenu le dirigeant nationaliste africain Josiah Nkomo.

74. On a annoncé le 2 septembre qu'un certain nombre de personnes avaient été appréhendées en vertu des pouvoirs découlant de l'état d'urgence; parmi elles figurait notamment un autre enseignant du Collège universitaire, M. John Andrew Conradie. Le 5 septembre, M. Conradie, ainsi qu'une personne employée par une société industrielle, M. Dixon, ont été traduits devant le Magistrates' Court de Salisbury pour infraction au *Law and Order (Maintenance) Act*. Le ministère public a affirmé "que les accusés, ainsi que d'autres personnes au Collège universitaire, appartenaient à un groupement qui se chargeait de recevoir, d'entreposer et, par la suite, de distribuer du matériel destiné à être utilisé contre les Européens ainsi que contre leurs biens et leurs domiciles", et que ce groupement était "chargé de maintenir les contacts avec les terroristes s'infiltrant dans le pays". Un autre chef d'accusation concernait la détention d'armes prohibées, en l'occurrence des grenades d'origine russe. On a appris d'autre part qu'un mandat d'arrêt avait été lancé contre deux anciens professeurs au Collège universitaire, qui auraient tous deux quitté la Rhodésie du Sud.

75. Le 20 février 1967, M. Conradie a été condamné à 20 ans de prison pour des délits se rapportant à des activités terroristes.

Entretiens préliminaires entre les autorités britanniques et sud-rhodésiennes

76. On se souviendra que le 27 avril 1966 le Premier Ministre du Royaume-Uni, M. Harold Wilson, a annoncé à la Chambre des Communes que des dispositions avaient été prises en vue d'organiser entre les autorités britanniques et sud-rhodésiennes des entretiens officiels à la seule fin de déterminer s'il existait réellement des possibilités de négociations, sans que ces entretiens engagent aucune des parties.

77. Trois séries d'entretiens officiels ont eu lieu du 9 mai au 25 août 1966. La première série d'entretiens officiels s'est tenue à Londres du 9 au 20 mai 1966; elle a été suivie de deux sessions tenues à Salisbury, du 2 juin au 5 juillet et du 22 au 25 août 1966.

78. Au début, les entretiens ont porté principalement sur les méthodes et les conditions selon lesquelles s'effectuerait un retour à la légalité et au gouvernement constitutionnel en Rhodésie ainsi que sur le point de savoir avec qui des négociations officielles pourraient être engagées ultérieurement; on a ensuite procédé officiellement à un examen approfondi des problèmes constitutionnels pour déterminer quels amendements il faudrait apporter à la Constitution de 1961 pour donner effet aux six principes qui avaient été à la base des discussions menées avec le Gouvernement légal de la Rhodésie du Sud jusqu'au 11 novembre 1965.

79. Les six principes que le Gouvernement du Royaume-Uni s'était engagé à respecter lors de ces discussions et des discussions menées ultérieurement avec les autorités de la Rhodésie du Sud étaient les suivants:

1) Il fallait maintenir et garantir le principe de la marche sans obstacle vers le gouvernement par la majorité, but à atteindre, qui avait déjà été proclamé dans la Constitution de 1961;

2) Il fallait également fournir des garanties que la Constitution ne serait pas modifiée dans un sens rétrograde;

3) Il fallait améliorer sans retard la situation de la population africaine en ce qui concerne ses droits politiques;

4) Il fallait prendre des mesures en vue de mettre fin à la discrimination raciale;

5) Il fallait donner au Gouvernement britannique la preuve que les conditions proposées pour l'indépendance pouvaient être acceptées par l'ensemble de la population de la Rhodésie du Sud;

6) Il fallait veiller à ce que, sans aucune considération due à la race, la majorité n'opprime pas la minorité, pas plus que la minorité la majorité.

80. La troisième série d'entretiens officiels s'est terminée le 20 août 1966, peu de temps après que les autorités britanniques aient été mises au courant des plans du régime illégal tendant à présenter le projet de loi portant amendement de la Constitution à l'Assemblée législative (voir par. 25 à 30 du présent chapitre). Un porte-parole du Commonwealth Relations Office (Secrétariat d'Etat aux relations avec le Commonwealth) a déclaré que le dépôt de ce projet de loi constituait un acte de provocation caractérisé. Toutefois, M. Smith aurait fait observer que si son gouvernement n'avait pas présenté le projet de loi pour mettre fin aux entretiens le Royaume-Uni, de son côté, s'en était servi comme prétexte dans ce sens.

Conférence des premiers ministres du Commonwealth

81. Une Conférence des premiers ministres du Commonwealth s'est tenue à Londres du 6 au 14 septembre 1966 et elle s'est occupée surtout du problème de la Rhodésie du Sud. Vingt-deux pays du Commonwealth étaient représentés à la Conférence.

82. Dans le communiqué distinct consacré à la Rhodésie du Sud qui a été publié à l'issue de la Conférence, la plupart des chefs de gouvernement ont engagé le Royaume-Uni à publier une déclaration affir-

mant catégoriquement que l'indépendance ne serait pas octroyée avant l'instauration d'un gouvernement de la majorité constitué sur la base du suffrage universel des adultes et que cette déclaration ne devait pas être subordonnée au point de savoir si le régime illégal consentirait ou non à céder. Ils ont en outre invité instamment le Royaume-Uni à refuser de reprendre les discussions ou de négocier avec le régime illégal.

83. D'après le communiqué, le Premier Ministre du Royaume-Uni a indiqué que le Gouvernement britannique ne recommanderait pas au Parlement britannique un règlement constitutionnel qui ne soit pas conforme aux six principes: que le Gouvernement britannique attachait une importance particulière au cinquième principe, à savoir qu'il fallait lui donner la preuve que les conditions proposées pour l'indépendance pouvaient être acceptées par l'ensemble de la population de la Rhodésie du Sud, que de l'avis du Gouvernement britannique, le cinquième principe présupposait que la consultation relative à l'acceptation devait mettre l'ensemble de la population de la Rhodésie à même d'indiquer si elle était disposée ou non à accepter un règlement prévoyant l'octroi de l'indépendance avant l'application du principe du gouvernement par la majorité et que le Royaume-Uni n'accorderait pas l'indépendance avant l'institution d'un régime de gouvernement par la majorité si l'ensemble de la population de la Rhodésie faisait connaître son opposition à une telle mesure.

84. La Conférence a noté les décisions suivantes du Gouvernement britannique:

a) Après que le régime illégal aurait pris fin le Gouverneur nommerait un gouvernement légal qui aurait un caractère largement représentatif. Pendant cette période intérimaire, l'armée et la police seraient placées sous les ordres du Gouverneur. Les personnes détenues ou assignées à résidence pour des motifs politiques seraient mises en liberté et des activités politiques normales seraient autorisées à condition qu'elles soient menées pacifiquement et dans le respect des règles démocratiques, sans manœuvres d'intimidation d'où qu'elles viennent;

b) Le Gouvernement britannique négocierait, avec ce gouvernement provisoire, un règlement constitutionnel ayant pour objectif l'instauration d'un régime de gouvernement par la majorité et reposant sur les six principes;

c) L'ensemble de la population de la Rhodésie serait invitée à se prononcer sur ce règlement constitutionnel par les méthodes démocratiques appropriées;

d) Le Parlement et le Gouvernement britanniques devraient avoir la preuve que cette consultation de l'opinion s'effectue équitablement et librement et soit acceptable à la communauté mondiale en général;

e) Le Gouvernement britannique ne consentirait pas à accorder l'indépendance avant l'instauration d'un gouvernement par la majorité à moins que la population de la Rhodésie dans son ensemble ne se montre favorable à une telle solution.

85. Selon le communiqué, les chefs de gouvernement ont noté par ailleurs que le Gouvernement britannique se proposait de faire connaître immédiatement les intentions du Royaume-Uni, telles qu'elles sont exposées plus haut, par l'intermédiaire du Gouverneur, à tous les secteurs de l'opinion en Rhodésie et d'informer le régime illégal que s'il n'était pas disposé à prendre les mesures initiales voulues pour mettre un

terme à la rébellion et confier le pouvoir exécutif au Gouverneur, il devrait faire face aux conséquences suivantes :

a) Le Gouvernement britannique retirerait toutes les propositions qu'il avait faites antérieurement en vue d'un règlement constitutionnel; en particulier, il ne serait plus disposé par la suite à soumettre au Parlement britannique tout règlement prévoyant l'octroi de l'indépendance avant l'institution d'un régime de gouvernement par la majorité;

b) S'il bénéficiait de l'appui sans réserve des représentants du Commonwealth à l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement britannique serait prêt à se porter coauteur, avant la fin de 1966, au Conseil de sécurité, d'un projet de résolution prévoyant certaines sanctions économiques efficaces de caractère obligatoire contre la Rhodésie.

86. Le 16 décembre 1966, M. Ian Smith aurait dit que son régime n'était aucunement tenu d'accepter toute décision prise à la Conférence des premiers ministres du Commonwealth du fait qu'il n'avait pas été invité à y participer.

Examen des propositions du Gouvernement britannique

87. Le Secrétaire d'Etat aux relations avec le Commonwealth, M. Herbert Bowden, et l'*Attorney-General*, sir Elwyn Jones, ont séjourné en Rhodésie du Sud du 19 au 28 septembre 1966 aux fins indiquées dans le communiqué des premiers ministres du Commonwealth relatif à la Rhodésie du Sud. Pendant leur séjour, ils ont rencontré, sous l'égide du Gouverneur, des personnalités représentant les diverses nuances de l'opinion du pays, y compris M. Smith et les membres du régime. Au cours de ces entretiens ils ont précisé quelles étaient les conditions mises par le Gouvernement britannique à un règlement du problème de la Rhodésie du Sud et quelles seraient les conséquences d'un rejet des propositions du Royaume-Uni. Les discussions sur les propositions se sont poursuivies lors d'une visite faite en Rhodésie du Sud en octobre par sir Morris James, sous-secrétaire adjoint d'Etat aux relations avec le Commonwealth. Les propositions ont fait l'objet de nouvelles discussions lorsque le Secrétaire d'Etat aux relations avec le Commonwealth, M. Bowden, s'est rendu pour la deuxième fois à Salisbury où il a séjourné du 25 au 27 novembre 1966; il s'est entretenu avec le Gouverneur et aussi avec M. Smith. Après le retour à Londres du Secrétaire d'Etat aux relations avec le Commonwealth, sir Morris James s'est rendu à Salisbury le 28 novembre pour y rencontrer le Gouverneur afin d'élucider, sous son égide, certaines questions qui s'étaient posées à propos du rapport du Secrétaire d'Etat aux relations avec le Commonwealth sur ses discussions à Salisbury.

Entretiens entre le Premier Ministre du Royaume-Uni et M. Smith

88. M. Harold Wilson a annoncé à la Chambre des communes, le 1^{er} décembre 1966, qu'il quittait Londres dans l'après-midi avec le Secrétaire d'Etat aux relations avec le Commonwealth et l'*Attorney-General* pour rencontrer le Gouverneur de la Rhodésie du Sud et M. Ian Smith. L'objet de cette rencontre était de déterminer si, dans le cadre du programme d'action que le Gouvernement britannique s'était engagé à respecter en vertu du communiqué publié à l'issue de la Conférence des premiers ministres du Commonwealth, une solution du problème de la Rhodésie pouvait être trou-

vée sur la base des principes auxquels tous les gouvernements britanniques qui s'étaient succédé avaient proclamé leur attachement.

89. Les entretiens entre le Premier Ministre du Royaume-Uni et M. Ian Smith ont eu lieu à bord du navire *HMS Tiger*, au large de Gibraltar, du 2 au 4 décembre. Les personnalités suivantes y assistaient également: le Secrétaire d'Etat aux relations avec le Commonwealth et l'*Attorney-General*, le Gouverneur et le *Chief Justice* de la Rhodésie ainsi qu'un autre membre du régime rhodésien, M. Howman.

90. A la suite de ces entretiens un document de travail a été rédigé, énonçant des propositions relatives à une constitution fondée sur l'indépendance qui serait conforme aux six principes ainsi que des dispositions répondant aux conditions mises dans le communiqué des premiers ministres du Commonwealth au rétablissement de la légalité.

91. Une déclaration signée le 4 décembre par le Premier Ministre et par M. Ian Smith, en présence du Gouverneur, précisait que ce document n'impliquait aucun engagement de la part de l'une ou l'autre des parties et que celles-ci décideraient le 5 décembre avant midi (heure de Salisbury) si ce texte était accepté intégralement ou non.

Propositions en vue d'un règlement

92. Le document de travail a été établi conformément aux six principes, et il comportait des dispositions en vue d'un retour à la légalité et d'un sondage de l'opinion.

93. Ainsi qu'il était indiqué dans le document de travail, le titre III de la Constitution de 1961, sous sa forme modifiée, pouvait être incorporé dans la nouvelle Constitution, en tant que clauses rigides sous réserve d'une augmentation du nombre de circonscriptions électorales (électeurs de la liste "A"), rendue nécessaire par l'accroissement normal de la population. L'augmentation s'effectuerait selon une formule convenue qui offrirait des sauvegardes contre une réduction de la représentation des Rhodésiens de souche africaine. Ce titre serait modifié de manière à ramener de 50 à 33 le nombre des membres du Parlement élus sur la liste "A", de porter de 15 à 17 le nombre des membres du Parlement élus sur la liste "B" et de créer un nouveau groupe de 17 sièges réservés aux Européens. Il serait créé un sénat composé de 12 membres européens et 14 membres africains; 8 membres africains seraient élus par le corps électoral et 6 par le Conseil des chefs; les clauses rigides ne pourraient être amendées qu'à la suite d'un vote affirmatif des trois quarts des membres des deux chambres et les amendements ne prendraient effet qu'à l'expiration des délais fixés pour l'introduction de recours. Les recours contre les amendements seraient formés en premier ressort devant une commission constitutionnelle siégeant en Rhodésie et en deuxième ressort devant la Commission judiciaire du Conseil privé. En outre le droit d'être inscrit sur la liste électorale "B" serait accordé à tous les Africains âgés de plus de 30 ans et le système de panachage serait conservé.

94. Les mesures suivantes seraient prises en vue d'un retour à la légalité: désignation, par le Gouverneur, d'un gouvernement provisoire de coalition, dont M. Smith serait le Premier Ministre et qui comprendrait, en plus des représentants des partis politiques existants, des indépendants et des Africains; dissolution du Parlement et rétablissement d'un gouvernement

constitutionnel fondé sur la Constitution de 1961, remaniée par un ordre en conseil de manière à prévoir que, pendant la période intérimaire qui durerait quatre mois au minimum, les ministres seraient responsables devant le Gouverneur qui serait investi du pouvoir législatif et agirait normalement d'après leurs avis pour toutes les questions intérieures. Toutefois pour les questions mettant en cause l'ordre public et la protection des droits de l'homme le Gouverneur bénéficierait, en sa qualité de Commandant en chef des forces de la défense, des avis d'un Conseil de la défense et de la sécurité, composé des ministres responsables, des chefs des forces de la défense, du chef de la police et d'un représentant du Gouvernement britannique. En outre, pendant la période intérimaire, la population serait invitée à se prononcer sur la nouvelle Constitution et de nouvelles élections seraient organisées. Si la Constitution était approuvée, d'autres élections auraient lieu sur la base de cette Constitution. En revanche, si la Constitution n'était pas acceptée, les deux gouvernements mettraient au point des propositions différentes relatives à une nouvelle Constitution. De plus, avant de procéder à un sondage quelconque de l'opinion, la censure serait supprimée, les personnes détenues pour des motifs de sécurité seraient relâchées et des activités politiques normales seraient autorisées. S'agissant de la discrimination raciale, il serait créé une commission royale chargée d'étudier cette question et de formuler des recommandations, notamment en ce qui concerne l'attribution des terres; une commission permanente étudierait ce problème de façon suivie. Enfin les propositions prévoyaient la négociation d'un traité garantissant la Constitution fondée sur l'indépendance et en vertu duquel, au cas où une décision unilatérale dirigée contre la Constitution serait prise à nouveau par le Gouvernement au pouvoir, le Royaume-Uni se réserverait le droit de recourir à la force.

Livre blanc sur les propositions relatives à un règlement

95. D'après le Livre blanc publié sur les propositions relatives à un règlement⁸ le document prévoyait une marche sans obstacle vers le gouvernement par la majorité (c'est-à-dire le premier principe) tout en assurant les moyens de créer des sièges réservés aux Européens (pour donner effet au sixième principe). On appliquerait le deuxième principe en créant un mécanisme efficace de blocage lors d'un vote conjoint du Sénat et de la Chambre basse et en instituant un droit de recours contre tout amendement aux clauses rigides de la Constitution, en premier ressort devant une Commission constitutionnelle siégeant en Rhodésie et en deuxième ressort, de plein droit, devant la Commission judiciaire du Conseil privé. Le document observait le troisième principe (selon lequel il fallait améliorer sans retard la situation de la population africaine en ce qui concerne ses droits politiques) en élargissant les conditions d'inscription sur la liste électorale "B" de manière à y inclure tous les Africains âgés de plus de 30 ans; en portant à la Chambre basse de 15 à 17 le nombre des membres élus sur la liste électorale "B" et en prévoyant au Sénat 14 sièges réservés à des Africains dont 8 seraient occupés par des membres élus et 6 par des chefs.

96. De même, conformément au Livre blanc, le quatrième principe serait respecté grâce à la création d'une commission royale chargée d'étudier les problèmes de

discrimination raciale et de l'attribution des terres et de formuler des recommandations à cet égard. Le document envisageait en outre des arrangements satisfaisants, répondant aux conditions énoncées dans le communiqué des premiers ministres du Commonwealth, en vue d'un retour à la légalité au moyen de la désignation, par le Gouverneur, d'un gouvernement largement représentatif et du sondage de l'opinion de la population de la Rhodésie dans son ensemble, conformément au cinquième principe, une fois que la légalité aurait été rétablie⁹.

Rejet du document de travail par le régime illégal

97. Le 4 décembre 1966, le Gouvernement du Royaume-Uni a accepté intégralement le texte du document de travail. Dans la soirée du 5 décembre 1966 le régime Ian Smith a fait savoir au Gouvernement britannique qu'il n'était pas disposé à accepter intégralement le texte de ce document. D'après le Livre blanc sur le document de travail, ainsi qu'il avait été précisé à M. Smith à bord du navire *HMS Tiger* et ainsi qu'il l'avait reconnu en signant la déclaration, le régime illégal avait, par là même, rejeté le document.

98. Dans une déclaration ultérieure faite le 5 décembre 1966, M. Ian Smith a annoncé que le Gouvernement rhodésien était prêt à accepter les propositions constitutionnelles de M. Wilson répondant aux six principes en tant que base d'une constitution d'une Rhodésie indépendante. Cependant, selon M. Smith le Gouvernement britannique adoptait une attitude des plus inconsidérées s'il comptait que le Gouvernement rhodésien abandonnerait la Constitution de 1965 avant que le texte final d'une nouvelle Constitution n'ait été élaboré et soumis à l'approbation de l'opinion publique. Le Gouvernement rhodésien était, par ailleurs, vivement opposé aux propositions de M. Wilson intitulées "Retour à la légalité" du fait qu'elles comportaient les mesures suivantes: a) l'armée et la police seraient placées sous les ordres du Gouverneur; b) le Gouverneur aurait toute latitude de nommer les ministres de la Couronne dont cinq au moins seraient choisis en dehors du parti du gouvernement et deux au moins seraient des Africains; c) le Parlement serait dissous et le Gouverneur serait investi du pouvoir législatif qu'il exercerait, de manière générale, sur avis conforme de ses Ministres, mais qu'il pourrait dans certains cas exercer selon son gré.

Nouvelles mesures prises par le Gouvernement britannique comme suite au communiqué des premiers ministres du Commonwealth

99. Le 5 décembre 1966, le Gouvernement britannique a demandé la convocation du Conseil de sécurité à une date rapprochée pour pouvoir proposer que certaines mesures supplémentaires soient prises contre le régime illégal de Rhodésie du Sud (voir par. 9).

100. Le 20 décembre, M. Wilson a déclaré à la Chambre des communes que le Gouvernement britannique retirait, à compter de cette date, toutes les propositions qu'il avait faites antérieurement en vue d'un règlement constitutionnel et qu'il ne présenterait au Parlement aucune proposition prévoyant l'octroi de l'indépendance avant l'instauration d'un gouvernement par la majorité. Par cette déclaration le Royaume-Uni s'est acquitté de la dernière des obligations qu'il avait

⁸ *Rhodesia: Proposals for a Settlement—1966*, Cmnd. 3159, Londres, Her Majesty's Stationery Office.

⁹ On trouvera des renseignements détaillés sur l'ensemble des négociations dans: *Rhodesia: Documents Relating to Proposals for a Settlement—1966*, Cmnd. 3171, Londres, Her Majesty's Stationery Office.

assumées en vertu du communiqué des premiers ministres du Commonwealth du 14 septembre 1966.

101. Dans cette déclaration M. Wilson a précisé qu'à l'avenir une solution ne pourrait être apportée que par un gouvernement légal et que cette solution devait comporter les mesures suivantes: rétablissement de la Constitution de 1961, la levée des sanctions et marche sans obstacle vers le gouvernement par la majorité, but final, énoncé dans la Constitution de 1961. A l'heure actuelle, a poursuivi M. Wilson, la position du Gouvernement britannique touchant l'emploi de la force demeurerait inchangée, mais si une modification était rendue nécessaire par l'évolution de la situation, la Chambre en serait informée.

Autres faits nouveaux intervenus dans les relations entre le Gouvernement britannique et le régime illégal

102. Le 10 novembre 1966, la Chambre des communes a approuvé sans procéder à un vote le *Southern Rhodesia Act 1965 (continuation) Order 1966*. Le *Southern Rhodesia Act, 1965*, qui donne au Gouvernement britannique le pouvoir de légiférer pour la Rhodésie du Sud au moyen d'ordres en conseil et qui habilite le secrétaire d'Etat aux relations avec le Commonwealth à exercer le pouvoir exécutif en Rhodésie au nom de la Reine (voir A/6300/Rev.1, chap. III, première partie, appendice II) devait venir à expiration le 15 novembre. Cette loi demeure toutefois en vigueur.

Relations avec l'Afrique du Sud

103. Pendant l'année 1966, le Gouvernement de la République sud-africaine a poursuivi à l'égard du différend relatif à la Rhodésie la politique de "non-intervention" que M. Hendrick Verwoerd avait définie dans sa déclaration de principe du 11 novembre 1965 (*ibid.*, première partie, par. 124). En conséquence, l'Afrique du Sud maintenait "ses relations amicales" à la fois avec le Royaume-Uni et la Rhodésie du Sud. Pendant la période considérée, les activités sociales et les interventions publiques de M. John Gaunt, le "représentant diplomatique plénipotentiaire" du régime illégal dans la République, ont bénéficié d'une large publicité dans la presse de l'Afrique du Sud.

104. En 1966, l'organisation sud-africaine "Friends of Rhodesia" (Les amis de la Rhodésie), créée peu de temps après la proclamation illégale d'indépendance pour soutenir le régime de Ian Smith, a continué à ouvrir dans les grandes villes de l'Afrique du Sud des bureaux et des sections qui ont identifié ouvertement la lutte menée par le régime illégal avec celle de l'Afrique du Sud et ont sollicité des appuis et réuni des fonds pour venir en aide au régime illégal. Le 20 juin 1966, M. Ian Smith a envoyé au Friends of Rhodesia, en Afrique du Sud, un message soulignant qu'il ne savait comment exprimer les sentiments de gratitude que les Rhodésiens éprouvaient envers leurs amis d'Afrique du Sud pour le soutien que ceux-ci leur prêtaient dans le combat mené pour la sauvegarde des normes de la civilisation occidentale dans cette région de l'Afrique.

105. Le 23 juillet 1966, le "Ministre de l'administration locale" du régime illégal, M. Mark Partridge, prenant la parole dans la banlieue de Salisbury à l'occasion de l'inauguration d'une fontaine qui devait symboliser la gratitude de la Rhodésie envers l'Afrique du Sud et le Portugal, a déclaré que sans l'aide du Portugal et de l'Afrique du Sud, après la proclamation de l'indépendance, la Rhodésie du Sud aurait tout perdu.

106. Le Président de la République sud-africaine, M. Charles Swart, dans le discours inaugural qu'il a prononcé lors de l'ouverture de la première session du troisième Parlement, le 29 juillet 1966, a déclaré que son gouvernement se félicitait de la reprise des pourparlers entre les autorités britanniques et sud-rhodésiennes et espérait qu'ils conduiraient bientôt à des résultats positifs et à la levée des sanctions.

107. Le 15 septembre 1966, l'ancien Haut Commissaire du Royaume-Uni en Rhodésie, le général de brigade Skeen, a fait observer à l'Assemblée législative, à Salisbury, que la mission diplomatique la plus importante de la Rhodésie du Sud était celle accréditée auprès de l'Afrique du Sud, suivie par ordre d'importance par les missions rhodésiennes au Portugal et au Mozambique, et a préconisé l'allocation de crédits plus élevés à la mission rhodésienne en Afrique du Sud.

108. A la suite de l'assassinat du Premier Ministre de la République sud-africaine, M. Verwoerd, l'Assemblée législative de la Rhodésie du Sud a adopté à l'unanimité, le 7 septembre 1966, le texte d'un message respectueusement adressé à M. Clifford Dupont, "le chef de l'exécutif par intérim", le priant de transmettre au Gouvernement et au peuple sud-africains ainsi qu'à M^{me} Verwoerd et à sa famille toute l'émotion et la profonde tristesse que ressentait l'Assemblée devant la mort tragique de M. Verwoerd. En proposant d'adopter cette décision, M. Ian Smith dit que la mort de M. Verwoerd était une perte particulièrement sensible pour le monde et que le peuple de la Rhodésie du Sud conserverait à jamais son souvenir. Le 10 septembre 1966, M. Smith s'est rendu en avion à Pretoria pour assister aux funérailles de M. Verwoerd, à titre privé si l'on en croit les sources officielles de l'Afrique du Sud.

109. Dans une déclaration adressée au Parlement de l'Afrique du Sud le 21 septembre 1966, le nouveau Premier Ministre de la République, M. Johannes Vorster, a dit qu'il souhaitait rectifier toute impression erronée qu'auraient pu créer des comptes rendus donnés dans la presse d'une déclaration faite par M. Wilson sur le rôle de M. Verwoerd en tant que conseiller de M. Smith.

110. Des échanges de correspondance ont eu lieu non seulement entre M. Wilson et M. Verwoerd, mais aussi entre M. Smith et M. Verwoerd. M. Vorster avait pris connaissance de cette correspondance et avait constaté que ce que le regretté Premier Ministre écrivait concordait dans une large mesure avec ses déclarations publiques. M. Verwoerd avait adressé un appel à M. Wilson comme à M. Smith pour leur demander de s'efforcer, par la voie des négociations, de résoudre un différend intérieur qui devait, dans l'intérêt de tous, être réglé comme une affaire intérieure.

111. Dans cette déclaration, le nouveau Premier Ministre a annoncé aussi son intention de suivre, à l'égard de la Rhodésie du Sud, la même politique que M. Verwoerd. M. Vorster a souligné par ailleurs que ni la pression ni la force n'amèneraient l'Afrique du Sud à participer à des mesures de boycottage ou à des sanctions. Le Gouvernement sud-africain était résolu de poursuivre une politique d'échanges commerciaux normaux avec la Rhodésie du Sud, même s'il devait s'exposer de ce fait à certains risques.

112. Dans une entrevue publiée le 5 décembre 1966, M. Vorster a déclaré que si l'Afrique du Sud accueillait avec satisfaction un accord entre le Royaume-Uni et la Rhodésie du Sud, il ne participerait en aucune circonstance à des sanctions décrétées par les Nations

Unies contre la Rhodésie du Sud au cas où un accord ne pourrait être réalisé. La politique de l'Afrique du Sud était absolument claire. Ce pays ne participerait pas volontairement à des sanctions et ne tolérerait pas qu'on l'oblige à y participer. Lorsqu'on lui a demandé ce que ferait l'Afrique du Sud si l'ONU décrétait des sanctions contre elle à propos de la Rhodésie du Sud ou du Sud-Ouest africain, M. Vorster a répondu que son pays avait fait tous les préparatifs nécessaires pour défendre ses possessions légitimes et ses droits.

Relations avec le Portugal

113. Le Portugal a maintenu des relations normales avec le régime illégal, qu'il appelle "gouvernement local" de la Rhodésie du Sud. Depuis le 15 septembre 1965, la Rhodésie du Sud a au Portugal un "représentant diplomatique" qui porte le titre officiel de "chef de la Mission de Rhodésie". Ce représentant traite directement avec le Ministre des affaires étrangères du Portugal toutes les "questions intéressant le Portugal et la Rhodésie du Sud". Le Portugal, de son côté, maintient sa représentation et ses bureaux en Rhodésie du Sud au même niveau qu'avant la proclamation illégale d'indépendance.

114. Prenant la parole le 21 mai 1966 à Umtali, à une réception officielle à laquelle participaient des habitants d'Umtali et du Mozambique, M. Smith a exprimé la gratitude des "Rhodésiens" pour l'aide immense qu'ils recevaient des Portugais, notamment de ceux qui vivaient au Mozambique. M. Smith a dit qu'après la période de flottement que la "Rhodésie" traversait actuellement — et il avait la certitude que cette période se terminerait heureusement pour ce qui est des "Rhodésiens" — les liens d'amitié entre son pays et le peuple du Mozambique seraient plus solides qu'ils ne l'avaient jamais été. Il a ajouté que grâce aux liens forgés actuellement, une tendance se ferait probablement jour vers une union plus étroite entre la Rhodésie, le Portugal et l'Afrique du Sud.

La Zambie et la Rhodésie du Sud

115. Des projets de loi visant à suspendre, en Rhodésie du Sud, la signification d'actes de procédure et l'exécution des jugements rendus par les tribunaux de la Zambie ont été introduits à l'"Assemblée législative" en juillet 1966. Le membre du régime chargé de la justice, M. Lardner-Burke, a déclaré que ces mesures législatives étaient nécessaires du fait que la Zambie avait abrogé récemment, en ce qui concerne la "Rhodésie", la loi fédérale de 1956 qui rendait les sentences judiciaires rendues dans l'un des territoires qui, à l'époque, constituaient la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, exécutoires dans les autres territoires. La mesure prise par la Zambie, a-t-il poursuivi, signifiait que les jugements rendus par les tribunaux "rhodésiens" ne seraient pas exécutoires en Zambie alors que ceux rendus par les tribunaux zambiens demeurerait exécutoires en Rhodésie.

116. On se souviendra que, comme suite à un appel adressé par le Gouvernement zambien au Gouvernement britannique pour lui demander d'envoyer des troupes qui aideraient la Zambie à défendre le barrage de Kariba, un escadron de Javelins de la Royal Air Force avait été envoyé en Zambie le 3 décembre 1965. Cet escadron a été retiré de la Zambie à la fin du mois d'août. Une déclaration du Secrétaire d'Etat aux relations avec le Commonwealth, publiée à Londres le 24 août 1966, annonçait que le Gouvernement britannique avait récemment demandé au Gouvernement zambien s'il souhaitait que l'escadron de Javelins reste

en Zambie. Dans sa réponse, le Gouvernement zambien a fait savoir que les Javelins pouvaient maintenant quitter le pays. Des dispositions ont donc été prises en vue du retrait de cet escadron.

L'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la question de la Rhodésie du Sud

117. L'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, qui s'est réunie en troisième session ordinaire à Addis-Abéba (Ethiopie), du 5 au 9 novembre 1966, a adopté une résolution sur la Rhodésie du Sud. Dans cette résolution, les chefs d'Etat et de gouvernement ont condamné sévèrement et sans réserve les entretiens en cours entre le Gouvernement britannique et le régime rebelle des colons de la Rhodésie du Sud qu'ils ont qualifiés de conspiration visant à reconnaître l'indépendance que les colons rebelles s'étaient arrogées illégalement; ils ont invité tous les Etats membres de l'OUA et tous les autres Etats à continuer à ne pas reconnaître tout régime indépendant auquel les négociations en cours entre le Royaume-Uni et les rebelles de la Rhodésie du Sud pourraient donner naissance, à moins qu'il ne s'agisse d'un régime de gouvernement par la majorité; ils ont condamné énergiquement le Royaume-Uni d'avoir refusé d'écraser le régime rebelle de la Rhodésie du Sud et ont engagé une fois de plus le Gouvernement britannique à mettre immédiatement fin à ce régime par tous les moyens, y compris l'emploi de la force; ils ont réaffirmé les termes du paragraphe 4 de la résolution du 5 mars 1966 de l'OUA et recommandé en conséquence à l'OUA, ainsi qu'à tous les gouvernements de pays amis, de prêter un appui matériel et financier au peuple du Zimbabwe qui luttait actuellement au Zimbabwe même; ils ont condamné tous les Etats, en particulier le Portugal et l'Afrique du Sud, qui soutenaient le régime rebelle de la Rhodésie du Sud; ils ont invité tous les pays membres et tous les pays qui souhaitaient voir la dignité et la liberté de la personne humaine respectées en Afrique et dans le monde entier à appuyer un vaste programme de sanctions obligatoires contre la Rhodésie du Sud qui seraient prises en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies; ils ont réitéré les appels qu'ils avaient adressés à tous les pays membres pour qu'ils contribuent à un Fonds spécial pour la libération de la Rhodésie du Sud visant à permettre à tous les nationalistes zimbabwe d'intensifier le combat entre les rebelles; ils ont prié les Etats membres d'appliquer dans la pratique les dispositions du paragraphe 3 de la résolution du 5 mars 1966 de l'OUA aux termes duquel il avait été décidé de créer un "Comité de solidarité pour la Zambie de cinq membres ayant pour tâche de rechercher les mesures d'assistance technique et économique appropriées qui pourraient être prises par les Etats membres en faveur de la Zambie" et grâce auxquelles la Zambie pourrait non seulement parer aux effets de la déclaration unilatérale d'indépendance mais aussi aider plus efficacement tous les Zimbabwe en lutte pour la liberté.

Relations avec d'autres Etats

118. Le 19 août 1966, lord Graham, le "ministre des affaires extérieures", répondant à une question qui lui avait été posée à l'Assemblée législative au sujet de la représentation de pays étrangers en Rhodésie du Sud depuis la proclamation illégale d'indépendance, a précisé que cinq pays — le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Italie et le Japon — avaient rappelé leurs chefs de mission mais n'avaient pas fermé leurs

bureaux. Huit autres pays — l'Autriche, la Belgique, la Grèce, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la République fédérale d'Allemagne et la Suisse — avaient maintenu leur représentation et leurs bureaux au même niveau qu'auparavant. L'Australie et le Canada avaient fermé leurs missions commerciales. La Finlande, la Suède et la Turquie avaient fermé leurs consulats honoraires.

119. L'une des deux missions diplomatiques à Salisbury, celle du Royaume-Uni, avait rappelé son Haut Commissaire et divers membres de son personnel et fermé ses bureaux diplomatiques mais avait laissé une mission réduite dans la ville. L'autre mission diplomatique, celle de l'Afrique du Sud, avait maintenu sa représentation et ses bureaux.

2. — Situation économique (juin-décembre 1966) ¹⁰

120. D'après les statistiques publiées le 6 juin 1966 par le Bureau de statistiques de Salisbury, le volume des échanges commerciaux de la Rhodésie a atteint un niveau sans précédent en 1965. Les exportations (y compris les ventes et réexportations d'or) se sont montées à 165 millions de livres (contre 140 500 000 livres en 1964) et les importations à 120 millions de livres (contre 109 700 000 livres en 1964). On peut lire dans une étude économique présentée à l'Assemblée législative rhodésienne le 6 juillet 1966 que le produit intérieur brut du pays a été de 354 millions de livres pour l'année se terminant le 31 décembre 1965, en augmentation de 7 p. 100 par rapport à l'année précédente. Le revenu par habitant a augmenté de 2 livres 2 shillings et atteignait 84 livres.

121. On se souvient qu'aux termes du paragraphe 8 de la résolution 217 (1965), adoptée le 20 novembre 1965, le Conseil de sécurité a prié entre autres tous les Etats de s'abstenir de toute action qui aiderait et encouragerait le régime illégal et de s'efforcer de rompre toutes les relations économiques avec la Rhodésie du Sud, notamment en imposant un embargo sur le pétrole et les produits pétroliers. Il a prié également le Royaume-Uni d'appliquer d'urgence et énergiquement toutes les mesures qu'il a annoncées ainsi que celles qui sont mentionnées au paragraphe 8 de la résolution.

122. Conformément à cette résolution et à sa politique envers le régime illégal, le Gouvernement du Royaume-Uni avait imposé, au 30 janvier 1966, un embargo sur le pétrole destiné à la Rhodésie du Sud et annoncé l'interdiction de toutes les exportations britanniques vers ce pays, à l'exception des marchandises destinées à satisfaire les besoins humanitaires essentiels ou nécessaires aux "Joint Central African Organizations" et des marchandises à quai déjà payées. Il avait également annoncé à la même date que l'interdiction d'importer des marchandises en provenance de Rhodésie du Sud avait été élargie et frappait toutes les importations en provenance de ce pays.

123. Le *Southern Rhodesia (Prohibited Exports and Imports) Order* de 1966 habilite le Gouvernement britannique à interdire le commerce de n'importe quel produit entre la Rhodésie du Sud et des pays tiers. Le Royaume-Uni a exprimé l'espoir que les gouvernements étrangers reconnaîtraient qu'il est habilité légalement à imposer ledit embargo, comme ils l'avaient fait lorsqu'il s'agissait du pétrole. En vertu de cette ordonnance, le

Gouvernement britannique avait, au milieu de 1966, imposé un embargo sur les produits essentiels exportés de Rhodésie du Sud, y compris le chrome, le sucre, le tabac, la fonte, le minerai de fer, le cuivre et l'amiante.

124. A la fin de décembre 1966, 74 Etats avaient répondu aux notes par lesquelles le Secrétaire général leur avait communiqué le texte de la résolution 217 (1965) pour qu'ils prennent les mesures voulues. D'une manière générale, il ressortait d'un grand nombre de ces réponses que toutes les relations économiques avec la Rhodésie du Sud avaient été rompues, et de plusieurs autres qu'un ralentissement progressif des relations économiques, fondé sur l'interdiction des échanges de certains produits, était en cours.

125. Depuis l'application de sanctions internationales, l'économie intérieure et le commerce de la Rhodésie du Sud ont subi certains changements. Les déclarations faites par des personnalités officielles du régime illégal sud-rhodésien ont confirmé que ces changements ont été rendus nécessaires par la mise en œuvre desdites sanctions. Cependant, depuis février 1966, le régime de Smith ne publie plus les statistiques sur l'état de l'économie nationale et censure les informations économiques. En conséquence, il a été impossible de vérifier l'exactitude des déclarations faites par le régime de Smith au sujet de la situation économique du territoire en 1966.

Le budget rhodésien pour 1966-1967

126. Le budget rhodésien, présenté le 21 juillet 1966 par le "Ministre des finances", M. John Wrathall, prévoyait des dépenses ordinaires de 73 300 000 livres (en augmentation de 500 000 livres par rapport à l'exercice précédent) et des recettes de 71 400 000 livres (en diminution de 2 500 000 livres par rapport à 1965-1966). Compte tenu de l'excédent de 1 500 000 livres de l'exercice précédent, on estimait que le déficit se chiffrerait à 400 000 livres à la fin de juin 1967. Les dépenses au titre de l'emprunt étaient estimées à 26 millions de livres, dont 14 millions étaient déjà disponibles ou assurés, et le reste, selon M. Wrathall, pourrait certainement être levé sur place. Ni l'impôt sur le revenu ni la surtaxe n'étaient augmentés mais l'impôt sur les bénéfices non distribués passait de 5 shillings 8 pence à 7 shillings 6 pence par livre. Le crédit aux investissements a été supprimé.

127. Le budget voté pour la police, l'armée et l'aviation est passé de 11 100 000 livres dans les prévisions pour 1965-1966, non compris un crédit de 500 000 livres pour l'achat d'avions mais y compris les frais de construction d'installations pour l'armée et l'aviation, à 12 700 000 livres. Cette augmentation de 1 600 000 livres tenait essentiellement à l'augmentation des soldes depuis l'année précédente (785 000 livres) et, pour une somme de 303 000 livres, à l'extension du service militaire. Le plus fort accroissement de dépenses concerne l'armée de terre, dont les crédits ont augmenté de 600 000 livres, soit près de 20 p. 100. Les crédits alloués à la police ont augmenté de 6 p. 100 mais ceux de l'aviation ont été réduits. Les dépenses au titre de la santé publique et de l'enseignement ont été estimées à 19 600 000 livres représentant une augmentation de 1 500 000 livres; sur ce chiffre, 6 970 000 livres (soit une augmentation de 590 000 livres) étaient prévues pour l'éducation des Africains.

128. Le Secrétaire d'Etat aux affaires du Commonwealth, M. Herbert Bowden, a déclaré le 11 août, en réponse à une question posée au Parlement, que le

¹⁰ Pour les faits nouveaux survenus dans le domaine économique depuis l'adoption de la résolution 232 (1966) du Conseil de sécurité, le 16 décembre 1966, voir par. 322 à 363 du présent chapitre.

Gouvernement britannique, après avoir examiné attentivement les chiffres que le régime avait jugé bon de rendre publics, a conclu que le budget était un document délibérément inexact et trompeur qui était plus intéressant par ses omissions que par son contenu.

Rapport sur la situation économique

129. Dans la déclaration sur le budget qu'il a faite le 21 juillet, M. Wrathall a rendu compte en fait de l'activité économique et des résultats obtenus par le régime de Smith depuis la proclamation illégale d'indépendance.

130. Dans sa déclaration, M. Wrathall a dit que, depuis le 11 novembre 1965, les devises étrangères avaient servi à la création de nouvelles industries, dont l'actif mobilisé se montait au total à près de 4 millions de livres. Les industries de l'alimentation, des boissons et du tabac figuraient pour plus de 800 000 livres dans ce total, les industries de transformation des métaux et des minéraux pour plus de 900 000 livres, les industries des textiles, de l'habillement et de la chaussure pour 1 900 000 livres et diverses autres industries dont celles du caoutchouc, du bois, du papier, des articles de voyage, de l'ameublement et des produits chimiques pour environ 300 000 livres. Ces projets devaient fournir directement du travail à plus de 200 Européens et près de 2 000 Africains.

131. Le gouvernement étudiait également de nouvelles propositions relatives à la construction d'une usine d'engrais qui nécessiterait un investissement estimé à 10 millions de livres. Un important projet d'exploitation du nickel représentant un investissement de 4 millions de livres permettrait d'accroître considérablement les recettes en devises. Un grand nombre d'autres faits nouveaux intéressants se sont produits dans l'industrie extractive.

132. Dans les nouveaux crédits destinés à atténuer l'effet des sanctions figurait une somme de 325 000 livres qui devait servir à l'Industrial Development Corporation à créer un service de crédit confirmé et à disposer de capitaux supplémentaires pour encourager la diversification et le développement de l'industrie, et aider notamment à mettre en œuvre des projets visant à établir sur des bases fermes des industries de produits de remplacement des importations. Par suite de l'augmentation de la production de coton, il a fallu envisager la construction d'une nouvelle usine d'égreinage à Bindura, ce qui a entraîné une allocation supplémentaire de 197 000 livres; d'autre part, une somme de 450 000 livres a été mise à la disposition de la Sabi-Limpopo Authority pour financer un projet de culture du blé sur environ 2 600 acres à Mkwasine, dans le *lowveld*, pour lequel on utiliserait les eaux du lac MacDougall.

133. Toujours selon M. Wrathall, la production s'est maintenue à un haut niveau pendant le premier semestre de 1966, malgré les sanctions. L'année 1965 a été bonne, mais les résultats des cinq premiers mois de 1966 ont été encore plus satisfaisants pour certaines industries (industries extractives et alimentaires et électricité notamment). L'ensemble de la production industrielle a cependant diminué d'environ 7,5 p. 100 par rapport à la même période de 1965. Pendant les premiers mois de 1966, on a constaté une régression dans certains commerces de détail, mais dans l'alimentation, l'habillement, la chaussure, la draperie et le commerce de détail en général, les affaires ont été meilleures qu'à la même époque en 1965. La situation

des sociétés immobilières a continué de s'améliorer, le montant de leurs dépôts et de leur capital-action passant de 44 600 000 livres à 46 800 000 livres entre le 30 juin 1965 et le 30 juin 1966.

134. M. Wrathall a également déclaré que l'on ne pouvait considérer que les difficultés qui menaçaient l'industrie agricole étaient dues essentiellement aux sanctions. Peut-être celles-ci avaient-elles précipité une crise, mais ainsi on s'occupait plus tôt de rechercher une solution, ce qui n'en était que mieux. Les banques et le marché monétaire étaient dans une situation particulièrement satisfaisante et pouvaient résister à n'importe quel nouvel assaut. Quant à la situation financière du gouvernement, elle était également des plus satisfaisantes. Pour l'emprunt, elle n'avait jamais été aussi forte; pour les recettes, le gouvernement comptait, sans aucune augmentation d'impôts, n'avoir à faire face au 30 juin 1967 qu'à un déficit limité que des économies fortuites et une réduction des dépenses prévues aux différents chapitres du budget permettraient facilement de résorber.

135. Il était donc ridicule de prétendre que l'économie était sur le point de s'effondrer. Toutefois, il était fort possible qu'elle subisse des tensions plus graves avant de reprendre son rythme de croissance rapide de 1965.

Situation de la main-d'œuvre et de l'emploi

136. A la fin de juin 1966, d'après le régime illégal, 4 586 Africains, officiellement, cherchaient du travail, c'est-à-dire 11 p. 100 de moins qu'à la même date en 1965. Au 31 mars 1966, selon les dernières statistiques disponibles, un nombre record d'Africains (655 000) avaient un emploi. Au cours des derniers mois, la différence entre les nombres pour 1965 et 1966 d'Européens cherchant du travail a considérablement diminué. A la fin de juin 1966, le nombre était de 768, 58 de plus qu'à la même date de l'année précédente. Au 31 mars, il y avait 1 300 Européens employés de plus qu'un an avant.

137. Le 4 septembre 1966, le "Ministre des affaires intérieures", M. William Harper, a déclaré à l'Assemblée législative que, depuis l'indépendance, les diverses administrations avaient engagé près de 3 000 fonctionnaires et agents, ce qui avait grandement contribué à limiter le chômage et avait soutenu le moral du pays.

138. Le 25 octobre 1966, le Secrétaire au Commonwealth, M. Bowden, a déclaré, en réponse à une question posée à la Chambre des communes, qu'aucune statistique détaillée sur l'emploi n'avait été publiée à Salisbury depuis février 1966 et que le régime n'avait mentionné aucun chiffre dont on puisse dire, de l'avis du Gouvernement britannique, qu'il donnait une idée exacte de l'ampleur du chômage parmi les Africains. L'augmentation de celui-ci était entièrement imputable au régime, qui pouvait y remédier en rétablissant la légalité constitutionnelle.

Commerce et industrie

139. Dans le discours qu'il a prononcé à la séance inaugurale de l'Assemblée législative le 22 juin 1966, M. Clifford Dupont, "chef de l'exécutif", a déclaré que l'imposition des sanctions avait entraîné l'institution d'un système de contrôle des importations. Les habitants de la Rhodésie du Sud, et plus particulièrement les commerçants, avaient accepté de la façon la plus généreuse et dans un remarquable esprit de coopération les inconvénients qui en avaient résulté. Le contrôle n'avait pas été sans présenter certains avantages, que

les industriels n'avaient pas été longs à exploiter. On relevait d'ores et déjà des preuves évidentes d'une accélération du développement industriel, et de nouveaux produits apparaissent continuellement sur le marché en remplacement des produits auparavant importés. Les industriels continuaient à développer et à diversifier leurs activités et produisaient maintenant des marchandises dont la fabrication leur aurait paru irréalisable quelques mois plus tôt. Le "gouvernement" de M. Clifford Dupont continuerait de fournir, dans toute la mesure possible, les devises étrangères requises pour l'achat des biens d'équipement et des matières premières indispensables à la mise en œuvre des nouveaux projets d'investissement.

140. A l'occasion de la présentation du budget dont il a été question précédemment, M. Wrathall a dit que le contrôle des importations constituait l'une des mesures prises par le régime afin de sauvegarder la balance des paiements et la valeur de la livre "rhodésienne". Malgré le succès de ces mesures, il demeurerait indispensable que la Rhodésie du Sud, afin de préserver la vigueur de son économie, continue de gérer ses ressources avec prudence.

141. Dans l'avant-propos au rapport annuel de la Chambre de commerce, publié le 2 juin 1966, le Président des Chambres de commerce associées de Rhodésie, M. C. J. Hughes, a déclaré qu'en dépit de l'ingéniosité remarquable avec laquelle les hommes d'affaires "rhodésiens" s'étaient efforcés de surmonter les conséquences des sanctions, il ne serait pas réaliste de nier que les sanctions aient eu une certaine efficacité. M. Hughes ajoutait qu'au mois de juin 1966, le secteur de l'économie le plus durement touché était celui de la distribution et que certaines des entreprises les plus marginales de ce secteur avaient succombé. M. Hughes prévoyait qu'à long terme ce processus d'élimination pourrait avoir pour conséquence un renforcement général du secteur de la distribution. En réponse aux appels lancés en 1966 aux entreprises commerciales par le régime afin qu'elles s'efforcent d'alléger les difficultés de l'agriculture en consentant des crédits exceptionnels aux fermiers durement touchés par les sanctions ou la sécheresse, la Chambre de commerce déclarait dans son rapport annuel que les intéressés avaient été avertis à maintes reprises que, du fait des restrictions frappant les facilités de crédits des entreprises commerciales, le montant des fonds qu'il serait possible d'avancer au secteur agricole serait extrêmement limité.

142. Le 8 juin 1966, à la réunion générale annuelle des chambres de commerce associées de Rhodésie, tenue à Salisbury, M. Hughes aurait répété qu'il serait à la fois malhonnête et dangereux, de la part des membres de l'Association, de chercher à se convaincre que les sanctions n'avaient exercé aucun effet sur l'économie. Le secteur de la distribution avait été durement touché et la situation n'allait pas en s'améliorant. C'était le commerce qui avait à supporter la plus lourde charge. De nombreuses entreprises s'imposaient de durs sacrifices pour éviter d'avoir à licencier leur personnel. Il ne leur serait pas possible de poursuivre indéfiniment cette opération de maintien en état. M. Hughes aurait également déclaré que la campagne d'épargne lancée par le gouvernement, en transférant les fonds du secteur privé au secteur public, équivalait presque à "dépouiller Pierre pour habiller Paul". Si l'un des objectifs économiques généraux du "gouvernement" était de réduire les dépenses privées, il ne servait à rien que de

nombreuses entreprises poursuivent l'actuelle opération de maintien en état.

143. Dans un message publié le 19 août 1966, dans le rapport annuel de la Chambre de commerce de Salisbury, le Président de cet organisme, M. G. J. Sichel, aurait averti que les sanctions prises contre la Rhodésie du Sud "feraient encore bien d'autres victimes". Dans ce message, il déclarait également qu'il serait insensé, de la part des membres de la Chambre de commerce, de se laisser aller à un sentiment illusoire de sécurité en raison de certains accomplissements à court terme et des premiers succès remportés dans la guerre économique. M. Sichel soulignait la nécessité d'établir des plans suffisamment à l'avance pour trouver une solution aux problèmes à long terme résultant des sanctions, ajoutant que les problèmes du lendemain seraient incontestablement plus difficiles à résoudre que ceux du moment.

144. Le 1^{er} septembre 1966, M. Sichel, prenant la parole à la réunion annuelle du groupe, a critiqué le "gouvernement" pour n'avoir pas rendu publiques certaines données statistiques indispensables aux travaux de planification des entreprises. Il comprenait que l'on se refusât à publier les statistiques concernant le commerce extérieur et celles de l'industrie des tabacs mais il mettait fortement en doute la nécessité de garder secrètes des données telles que l'indice du commerce de détail des véhicules à moteur et l'indice du coût de la vie.

Finances

145. Avant la déclaration illégale d'indépendance, la principale source de crédit et de moyens financiers de la Rhodésie du Sud était le Royaume-Uni. Presque tous les grands établissements financiers et bancaires de Rhodésie du Sud étaient emprunteurs nets à Londres et prêteurs nets en Rhodésie du Sud. Le bon fonctionnement du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de Rhodésie du Sud dépendait avant tout des facilités de crédit accordées par les établissements londoniens. Ces crédits jouaient un rôle particulièrement important dans le financement de la récolte de tabac, qui compte généralement pour plus de 30 p. 100 dans les exportations de produits locaux de la Rhodésie du Sud.

146. Après la déclaration illégale d'indépendance, le Gouvernement du Royaume-Uni a imposé des sanctions financières à la Rhodésie du Sud afin de renforcer encore les sanctions économiques qu'il avait décidées. Ces sanctions financières comprenaient la cessation de toute forme d'assistance, l'exclusion de la Rhodésie du Sud de la zone sterling et l'interdiction des exportations de capitaux britanniques en Rhodésie du Sud. La Rhodésie du Sud se voyait refuser l'accès sur le marché des capitaux de Londres et ses opérations de change étaient soumises à un contrôle. Il était mis pratiquement fin à tous les paiements effectués à des personnes résidant en Rhodésie du Sud par des personnes résidant au Royaume-Uni, à l'exception des paiements dus en règlement des quelques rares produits dont l'importation restait autorisée et de certains paiements peu importants spécifiquement autorisés. A la fin de décembre 1965, pratiquement tous les comptes sud-rhodésiens ouverts à Londres étaient bloqués ou gelés; un nouveau conseil d'administration avait été désigné à la Reserve Bank of Rhodesia pour faire en sorte que les avoirs que cette banque détenait à l'étranger soient sauvegardés dans l'intérêt du peuple. En outre, on a appris que l'accès aux autres sources de crédit utilisées par la

Rhodésie du Sud dans d'autres pays non africains lui avait été refusé à la suite de représentations adressées par le Gouvernement du Royaume-Uni.

147. A la fin de 1966, conformément à la politique ci-dessus définie, le Gouvernement du Royaume-Uni avait adressé cinq mises en garde solennelles à ceux qui pourraient être tentés de souscrire aux emprunts émis par le régime illégal. Dans ces mises en garde, le Gouvernement britannique précisait que le régime illégal de Rhodésie du Sud n'était pas habilité à contracter des obligations juridiques au nom du Gouvernement de la Rhodésie du Sud. Toute personne prêtant de l'argent ou consentant un crédit au régime ou à tout organe ou prétendu organe dudit régime le ferait à ses risques et périls. Nulle personne résidant dans le Royaume-Uni ne serait autorisée à souscrire.

148. A la suite de l'adoption de ces sanctions, le régime de Smith a recouru à l'émission d'emprunts du "Gouvernement rhodésien" dont le placement a été effectué par l'intermédiaire de la Reserve Bank of Rhodesia et qui étaient destinés à financer certaines dettes venant à échéance et à l'exécution des plans de développement du gouvernement. A la fin d'octobre 1966, quatre emprunts, d'un montant total de 20 millions de livres, avaient été émis sur le plan local et intégralement souscrits. D'autre part, le "Ministre des finances" a signalé que la vente de "bons de l'indépendance", émis le 1^{er} février 1966, avait dépassé en juin 1966 l'objectif fixé, à savoir un million de livres. Enfin, il ajoutait qu'au cours de l'exercice terminé le 30 juin 1966, le montant des bons d'épargne vendus s'était élevé à 1 800 000 livres, soit plus du double du montant de l'exercice précédent.

149. Outre ce qui précède, on a signalé qu'en 1966 la Rhodésie du Sud avait acquis le contrôle de fonds d'un montant estimatif de 10 à 13 millions de livres, à la suite des sanctions financières de rétorsion qu'elle avait prises contre le Royaume-Uni. La Rhodésie du Sud ayant à son tour bloqué le paiement des intérêts, dividendes et bénéfices dus au Royaume-Uni, le blocage réciproque de ces paiements entre les deux pays se soldait, selon les mêmes estimations, par un gain net de 10 à 13 millions de livres pour la Rhodésie du Sud au détriment du Royaume-Uni.

150. Le 18 juillet 1966, le régime de Smith, annonçant de nouvelles contre-mesures d'ordre financier, a fait savoir que les commerçants sud-rhodésiens ne seraient pas autorisés à payer aux exportateurs du Royaume-Uni et de la zone sterling les marchandises expédiées en "Rhodésie" avant le 18 décembre 1965. La raison de cette décision, précisait-il, était que le Trésor britannique se refusait à débloquer une partie des fonds déposés à Londres au compte de la Reserve Bank of Rhodesia, afin de permettre aux commerçants rhodésiens de régler les marchandises expédiées du Royaume-Uni et d'autres pays de la zone sterling avant cette date.

151. Le 21 juillet, dans son discours de présentation du budget, M. Wrathall a déclaré qu'en raison des sanctions financières et économiques imposées par le Gouvernement du Royaume-Uni, les organismes de prêts étrangers détenteurs de créances garanties par le Gouvernement du Royaume-Uni avaient été avisés que ce serait au Royaume-Uni qu'ils devraient s'adresser pour le recouvrement de leurs créances. Les dettes contractées par la "Rhodésie" auprès de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement

(BIRD) sont garanties par le Gouvernement britannique en vertu des *Colonial Loan Acts*.

152. Le 14 novembre 1966, le chancelier de l'Echiquier a déclaré devant la Chambre des communes que depuis la déclaration illégale d'indépendance, le Gouvernement du Royaume-Uni avait effectué des versements d'un montant total de 1 854 860 livres en sa qualité de garant du service de prêts consentis à la Rhodésie du Sud. Le Gouvernement du Royaume-Uni a également déclaré que les sommes versées seraient mises en recouvrement auprès de la Rhodésie du Sud lorsque le gouvernement constitutionnel serait rétabli.

153. Le "Ministre des finances" du régime de Smith a également déclaré que l'habileté avec laquelle les banques avaient su faire face aux besoins de la nation avait grandement contribué à la stabilisation de l'économie. A la date du 31 mai 1965, le montant des dépôts en banque étant de 75 millions de livres, celui des avances était de 49 100 000 livres, soit 65,5 p. 100 du montant des dépôts. En mai 1966, la proportion était de 58,4 p. 100, ce qui laissait une marge raisonnable pour le financement de la prochaine campagne agricole. La perte des facilités de crédit du marché de Londres n'avait pas eu l'effet auquel on s'était précédemment attendu; cependant, elle avait provoqué des difficultés. Des crédits seraient accordés afin de permettre la poursuite des activités agricoles.

154. On se rappelle que le 18 novembre 1965, à l'issue de négociations visant à rétablir sans délai "des transactions financières et commerciales licites" entre l'Afrique du Sud et la Rhodésie du Sud sur la même base qu'avant le 11 novembre 1965, un arrangement a été conclu entre les Reserve Banks de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud. Depuis, le Ministre des finances sud-africain n'a donné aucun éclaircissement sur les relations financières de son pays avec le régime de Smith, bien que, selon certains rapports, l'Afrique du Sud soit devenue la principale source de crédits pour la Rhodésie du Sud.

L'agriculture en Rhodésie du Sud

Généralités

155. L'agriculture est la principale activité économique de la Rhodésie du Sud: c'est elle qui contribue le plus à la formation du revenu national, qui est la première source de devises étrangères et qui emploie la main-d'œuvre la plus nombreuse. En 1965, plus de 40 p. 100 des Africains employés y travaillaient et elle a fourni environ 20 p. 100 du produit intérieur brut, plus qu'aucun autre secteur.

156. En 1965, les ventes des principaux produits agricoles se sont élevées à 63 millions de livres sterling. Les deux grands produits d'exportation, le tabac et le sucre brut, ont rapporté ensemble cette année-là 50 millions de livres, soit environ 35 p. 100 de la valeur totale des exportations sud-rhodésiennes. En 1966, la Rhodésie du Sud aurait dû faire face à une crise agricole provoquée par la sécheresse qui a sévi dans presque tout le Matebeleland et dans une partie des Midlands. On ignore l'ampleur des effets de cette sécheresse sur l'agriculture de la Rhodésie du Sud.

157. Lors de l'ouverture du congrès annuel de la Rhodesian National Farmers' Union (Syndicat national des agriculteurs de Rhodésie), le 21 juin 1966, son président, M. Tim Mitchell, a déclaré que, sauf peut-être pendant les années 30 et la période de la guerre, l'agriculture du pays n'avait jamais connu une

situation aussi mauvaise. Cette situation n'avait pas été provoquée par la sécheresse ni par les mesures prises par le Gouvernement du Royaume-Uni. Elle était la résultante de plusieurs facteurs, notamment d'un certain nombre de mesures anciennes qui avaient parfois entraîné, sans qu'on l'ait voulu, une hausse des coûts de production. M. Mitchell a ajouté qu'en l'état actuel de l'agriculture on n'en pouvait tirer aucun bénéfice. Le rendement des capitaux investis était certainement inférieur à 5 p. 100. Les agriculteurs "rhodésiens" non seulement étaient las qu'on leur paie des prix dont ils étaient les seuls à n'être pas satisfaits, mais n'avaient pas l'intention de continuer à accepter cette situation.

158. Le 21 juillet 1966, le "Ministre des finances", M. Wrathall, a déclaré à la radio que l'agriculture affrontait des difficultés qui n'avaient pas pour cause les sanctions. Celles-ci avaient seulement suscité ces difficultés un peu plus tôt. Pour normaliser la situation et aider l'agriculture à reprendre confiance dans l'avenir, une somme de 1 250 000 livres avait été inscrite dans le projet de budget pour l'exercice 1966-1967 en vue d'aider les agriculteurs sérieux qui avaient des problèmes financiers pour des raisons indépendantes de leur volonté, et notamment de leur permettre de régler leurs dettes. En outre, des crédits seraient ouverts pour que l'agriculture puisse poursuivre ses activités au cours de la nouvelle campagne.

159. Le 4 septembre 1966, la Que Que Farmers' Association a adressé au Syndicat national des agriculteurs de Rhodésie une résolution où elle affirmait que malgré ce qui avait été dit au "Parlement", l'agriculture rhodésienne était "en faillite". Les auteurs de la résolution exigeaient du "gouvernement" qu'il prenne immédiatement, avant qu'il soit trop tard, des mesures pour prévenir son effondrement complet. Une résolution analogue avait été envoyée par les agriculteurs de l'ouest du Lomagundi et une troisième avait été adressée à la section des Midlands du syndicat pour demander que le prix du sac de blé soit augmenté d'une livre sterling.

160. Le "Ministre de l'agriculture", M. George Rudland, a annoncé le 23 novembre 1966 deux mesures d'aide aux agriculteurs : une subvention pour les achats d'engrais azotés faits entre le 1^{er} avril 1966 et le 28 février 1967 (combinée avec une remise de 8 livres 10 shillings par tonne récemment annoncée par les fabricants d'engrais, elle devait réduire d'environ 450 000 livres la dépense totale que les agriculteurs consacraient aux engrais) et une remise de 3 pence par gallon de gasoil acheté en gros par les agriculteurs au cours de la même période. Le Ministre a déclaré qu'on avait choisi ces formes particulières d'aide parce qu'elles avaient une portée plus générale qu'aucune autre. Il a déploré que ces concessions ne soient possibles que pour la campagne 1966-1967, à titre donc de mesures provisoires de soutien, mais a ajouté qu'une planification à plus longue échéance n'était pas écartée.

161. Selon les renseignements recueillis, les subventions en question ont porté le montant total des fonds alloués par le gouvernement aux agriculteurs en 1966 (non compris les suppléments spéciaux pour le tabac) à environ 3 millions de livres sterling, à savoir : 460 000 livres pour la répartition des dommages dus à la sécheresse, 500 000 livres pour le développement de l'irrigation, 1 250 000 livres au Comité Graylin pour accorder des prêts sans intérêt aux agriculteurs en situation financière difficile, un versement supplémen-

taire pour le maïs qui devrait s'élever à 500 000 livres, et les subventions de 330 000 livres pour les engrais et 100 000 livres pour le gasoil.

Récolte de tabac de 1966

162. En 1965, la Rhodésie du Sud a exporté pour 47 millions de livres sterling de tabac non manufacturé, représentant à peu près 30 p. 100 de la valeur totale de ses exportations (142 455 433 livres). La plus grande partie, 246 millions de livres de tabac de Virginie séché à l'air chaud, a été vendue par adjudication à Salisbury pour un montant de 33 800 000 livres sterling. En 1965, le total des ventes de tabac faites à Salisbury s'est élevé à environ 35 millions de livres sterling.

163. En 1966, la Rhodésie du Sud a récolté, selon les évaluations, quelque 250 millions de livres de tabac dont la State Tobacco Corporation a assuré la vente.

164. Le 7 février 1966, le Gouvernement britannique a rendu une ordonnance par laquelle il a interdit l'exportation de tabac de Rhodésie du Sud et la vente de tabac à la Rhodésie du Sud en vue de son exportation. L'achat par des négociants ou des spéculateurs de tabac sud-rhodésien et son stockage en attendant le retour à la légalité sont désormais des délits selon la loi du Royaume-Uni et de la Rhodésie du Sud.

165. Le même jour, le Secrétariat des relations avec le Commonwealth a précisé officiellement que les contrevenants n'auraient aucun droit sur le tabac ainsi acheté et ne seraient pas remboursés après le retour à la légalité. Les stocks de tabac qui auraient fait l'objet de transactions illicites seraient alors revendus aux enchères avant de pouvoir être exportés. Seul le tabac vendu dans des conditions licites pourrait être exporté sous licence et pénétrer sur le territoire du Royaume-Uni.

166. A la fin de mars 1966, les principaux consommateurs de tabac sud-rhodésien, à savoir le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne, le Japon, les pays du Benelux, les pays scandinaves et l'Australie avaient tous annoncé qu'ils n'achèteraient plus de tabac à la Rhodésie du Sud tant que le régime de Smith resterait au pouvoir. Si l'on s'en tient aux chiffres des transactions pour 1964, plus de 90 p. 100 du tabac sud-rhodésien faisaient déjà l'objet d'un embargo des pays importateurs avant la vente aux enchères de la récolte de 1966.

167. Le 19 janvier 1966, le Rhodesia Tobacco Marketing Board (Office rhodésien des ventes de tabac) a annoncé une nouvelle réglementation des ventes publiques. Tout le tabac serait classé en catégories selon la qualité et un prix de base serait fixé pour chacune. Deux classificateurs indépendants procéderaient à cette opération, dans l'isolement total, sous le contrôle d'un classificateur principal. Ni les acheteurs ni les planteurs ne pourraient faire appel contre la classification. De grandes précautions seraient prises pour que les classificateurs ignorent l'origine du tabac qu'ils examineraient. L'opération achevée, le tabac serait mis à la disposition d'une Tobacco Corporation. La feuille serait ensuite proposée dans une ou deux salles de ventes au prix de base ou à un prix supérieur et les balles qui n'auraient pas été vendues seraient reprises par la Corporation au prix de réserve. La Corporation verserait ces balles à un stock et serait responsable de leur écoulement. Elle se chargerait alors de répartir équitablement le produit de la vente entre les planteurs. Même si la récolte d'un planteur était

vendue à un prix supérieur au prix de base, il ne lui serait versé initialement que le prix de base. Le surplus serait versé à un fonds commun et partagé entre les planteurs. Il y aurait deux stocks, l'un pour le tabac séché à l'air chaud et l'autre pour le tabac "burley".

168. Le 24 mars 1966, le "Ministère de l'agriculture" a annoncé les prix de base applicables aux diverses catégories de tabac. Il y aurait 273 catégories d'un prix de 1 penny à 48 pence par livre. Il était souligné que ces prix étaient ceux sur lesquels seraient calculées les sommes à verser aux planteurs et qu'il ne s'agissait pas des prix de vente aux négociants. Dans l'ensemble, les prix de base annoncés avoisinaient 26 pence (environ 31 cents des Etats-Unis) par livre. En 1965, le prix moyen du tabac sud-rhodésien en feuille était de 33 pence (environ 39 cents) par livre.

169. Lorsque les ventes de tabac ont commencé à Salisbury, le 29 mars 1966, le régime a abandonné le système traditionnel de ventes publiques et l'a remplacé par un système de ventes privées dans lequel l'acheteur devait décider quelle qualité de tabac il désirait avant de faire une offre à la Tobacco Corporation. Cela devait permettre, disait-on, de ne pas dévoiler l'identité des acheteurs. Les ventes ont eu lieu à huis clos.

170. Le 15 juillet 1966, M. Bottomley, alors Secrétaire aux affaires du Commonwealth, a déclaré qu'aux prix fixés par la Tobacco Corporation, on aurait pu s'attendre à ce que les planteurs reçoivent en moyenne 24 pence par livre. Or, selon les informations les plus dignes de foi, le gouvernement ne leur avait pas payé le tabac plus de 20 pence par livre et les planteurs se sont plaints à plusieurs reprises que la Tobacco Corporation eût délibérément sous-évalué la qualité du tabac afin de diminuer leurs recettes. Depuis qu'on avait remplacé les ventes publiques par des ventes privées, le planteur n'avait plus aucun recours. S'il ne pouvait vendre son tabac à la Tobacco Corporation, il ne pouvait le vendre à personne, et sans pouvoir vendre, il ne pouvait pas survivre.

171. Le responsable du régime rhodésien pour l'agriculture, M. George Rudland, a annoncé à l'Assemblée législative, le 23 août, que la Tobacco Corporation allait augmenter de 5 p. 100 les prix versés aux planteurs pour toutes les qualités de tabac, à l'exclusion des dernières. L'augmentation était applicable aussi au tabac déjà acheté par la Corporation. Selon M. Rudland, elle entraînerait une dépense d'environ un million de livres sterling. Le 8 novembre, il a annoncé que la Tobacco Corporation allait faire de nouveaux versements supplémentaires aux planteurs. Selon les indications fournies, ces versements s'élevaient à 6,8 p. 100 du prix de base pour le tabac de Virginie séché à l'air chaud, 10 p. 100 pour le tabac "burley" et 15,6 p. 100 pour les tabacs orientaux. On estimait que leur montant s'élèverait à 1 500 000 livres sterling, ce qui porterait la valeur totale des primes versées pour 1966 à 2 500 000 livres. Il a été calculé que, tout compris, la Tobacco Corporation verserait 24 millions de livres pour la récolte de 1966. En 1965, les ventes publiques à Salisbury ont rapporté 35 millions de livres.

172. Le 9 novembre 1966, le Président de la Rhodesian Tobacco Association, M. Carol Heurtley, a déclaré que le paiement supplémentaire de 6,8 p. 100 du prix de base aux planteurs de tabac séché à l'air chaud signifiait que le coût de production national moyen (environ 24 pence par livre) était désormais couvert. Bien que tous les planteurs n'aient pas obtenu le rem-

boursement de leurs coûts, il était heureux que le gouvernement ait exécuté ses engagements.

173. Les livraisons de tabac de Virginie séché à l'air chaud à la Tobacco Corporation ont pris fin le 17 octobre 1966. Les indications concernant le pourcentage vendu sont contradictoires. Toutefois, on estime généralement que la plus grande partie de la récolte achetée par la Corporation reste invendue.

Récolte de tabac de 1966-1967

174. Le 14 juillet 1966, M. Rudland a annoncé que l'objectif de production de tabac séché à l'air chaud pour 1966-1967 serait fixé à 200 millions de livres. Il a donné aux planteurs l'assurance que si les sanctions ne permettaient pas qu'on revienne au système des ventes publiques libres, le "gouvernement" garantirait l'achat de la récolte à des prix par catégorie calculés de manière à assurer aux planteurs un revenu moyen de 28 pence par livre. M. Rudland a déclaré que c'était là une indication de la volonté du "gouvernement" de voir le pays continuer à produire un tabac qui avait gagné sa place sur les marchés mondiaux seulement par sa qualité et son prix. Les acheteurs pouvaient donc continuer à compter sur le tabac rhodésien. M. Rudland a ajouté qu'un programme de production allait être appliqué et que les détails de ce programme seraient annoncés par le Président de la Rhodesian Tobacco Association, M. Heurtley.

175. Le programme avait été mis au point par la Rhodesian Tobacco Association en consultation avec le ministère; il avait l'appui total du "gouvernement" et resterait en vigueur lors de la campagne suivante. Le programme serait administré par le Tobacco Marketing Board et non par le ministère. Tous les agriculteurs pouvaient aussi établir leur propre programme pour la campagne suivante. M. Rudland a conseillé aux agriculteurs de rechercher le bénéfice maximum compte tenu de leurs moyens et de la qualité de leurs terres.

176. M. Heurtley s'est félicité de l'objectif fixé de 200 millions de livres; ce volume, selon lui, suffirait à garantir l'approvisionnement ininterrompu des clients de la Rhodésie. Le prix moyen de 28 pence par livre avait été calculé de façon à permettre aux planteurs de couvrir un peu plus que leurs coûts de production.

177. Le 15 juillet 1966, M. Heurtley s'est déclaré convaincu que les négociants réagiraient favorablement à la déclaration du gouvernement et accordaient aux 2 600 planteurs de Rhodésie du Sud des facilités de crédit pour la préparation de la récolte suivante.

178. Partant de l'objectif fixé pour la récolte de 1966-1967, M. Bottomley, alors Secrétaire aux affaires du Commonwealth, a déclaré à Londres, le 15 juillet, que si le nouvel objectif était atteint, les planteurs recevraient de 23 à 24 millions de livres sterling, alors qu'ordinairement ils recevaient 32 à 35 millions de livres sterling, soit une perte de recettes de quelque 10 millions. Mais les nouveaux chiffres étaient seulement indicatifs. Seul le crédit permettrait aux planteurs de survivre et ils en auraient besoin immédiatement pour acheter les semences, les engrais et l'équipement nécessaires au cours des 12 mois à venir.

179. M. Bottomley a ajouté que les nouvelles décisions, dans la mesure où elles étaient acceptées par les planteurs, ne feraient que retarder le moment où il faudrait faire le bilan. Une politique de subventions internes atténuerait provisoirement l'effet des sanctions sur l'agriculture, mais elle soulèverait nécessairement de nombreux problèmes de gestion économique, dont

les moindres ne seraient pas ceux qui découleraient du stockage de la plus grande partie de la récolte de 1966 et les répercussions que pourrait avoir sur la demande le fait qu'une grande partie de cette récolte resterait invendue dans les entrepôts de la Tobacco Corporation.

180. Le 24 juillet 1966, le Ministère rhodésien de l'agriculture a annoncé que l'objectif de production de tabac "burley" pour la campagne 1966-1967 avait été fixé à 6 millions de livres. Des dispositions étaient prises pour garantir aux planteurs un prix moyen de 23 pence par livre. Le 31 août 1966, le Ministère a ajouté qu'il fournirait au besoin une aide financière en vue de la récolte de 1 500 000 livres de tabac oriental Samsun pendant la campagne de 1966-1967, en établissant des prix par catégorie visant à procurer un revenu moyen de 26 pence par livre.

181. Le 20 octobre 1966, M. Rudland a demandé instamment aux planteurs de ne pas produire chacun plus que son contingent. Agir autrement serait déraisonnable et introduirait l'anarchie dans le dispositif de commercialisation. Des dispositions avaient été prévues pour qu'aucun planteur ne respectant pas le programme de production ne puisse tirer profit de cette infraction.

Production sucrière de 1966

182. La production sucrière de la Rhodésie du Sud a presque décuplé au cours des six dernières années. En 1965, avant la proclamation illégale de l'indépendance, la récolte de canne à sucre a été estimée à 250 000 tonnes et les exportations totales de sucre brut ont rapporté, cette année-là, 3 482 485 livres sterling.

183. Le 17 mars 1966, le Gouvernement britannique a rendu une ordonnance interdisant toute exportation de sucre de Rhodésie du Sud. Aux termes de cette ordonnance, qui a force obligatoire au regard de la loi du Royaume-Uni et de la Rhodésie du Sud, commet désormais un acte illicite "tout spéculateur ou toute autre personne qui achèterait du sucre rhodésien et le stockerait en Rhodésie ou ailleurs dans l'espoir de le revendre avec bénéfice après le retour de la légalité". Les contrevenants n'auraient aucun droit sur le sucre ainsi acheté et ne seraient pas remboursés. De plus, toutes les transactions qui seraient faites en Rhodésie du Sud en vue d'exporter du sucre seraient annulées, que l'exportation doive avoir lieu immédiatement ou dans l'avenir.

184. En février 1966, les principaux acheteurs de sucre sud-rhodésien, à savoir le Royaume-Uni, le Canada et les Etats-Unis, avaient déjà mis l'embargo sur les importations de sucre en provenance de Rhodésie du Sud. Les autorités britanniques espéraient que la Zambie et le Malawi, qui étaient tributaires de la Rhodésie du Sud pour leur approvisionnement en sucre, fourniraient également leur coopération.

185. On a annoncé le 19 juillet 1966 que le Japon avait annulé des commandes, portant sur environ 50 000 tonnes, qui avaient été faites avant la proclamation illégale de l'indépendance; il en résultait pour la Rhodésie une perte de 750 000 livres sterling en devises étrangères.

186. Les Hippo Valley Estates, l'un des principaux producteurs de sucre de la Rhodésie du Sud, ont annoncé le 19 juillet un déficit de 372 345 livres sterling pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 1966. Le Président du Conseil d'administration, sir Raymond Stockil, aurait déclaré que ce déficit était dû essentiel-

lement au fléchissement des prix mondiaux et aux difficultés rencontrées pour faire construire une nouvelle sucrerie; il a ajouté, néanmoins, que le marché zambien était complètement perdu et que celui du Malawi, où l'on commençait à planter de la canne à sucre, allait l'être.

187. Selon certaines indications, la culture du coton et des agrumes remplace parfois celle de la canne à sucre.

Coton

188. On a appris le 30 septembre 1966 de Salisbury de source officielle que la récolte de coton pour 1967 était estimée à 120 millions de livres, chiffre record. Le gouvernement avait recommandé récemment de doubler la production de coton, qui était estimée à 60 millions de livres pour la campagne 1966. (En 1965, elle a été de 40 102 000 livres.) D'après l'information reçue, cette production accrue pourrait sans doute être facilement commercialisée tant en Rhodésie du Sud que dans les pays voisins. Le prix effectif serait annoncé avant le début, vers mai 1967, de la saison d'égrenage. Le "gouvernement" examinerait actuellement des propositions du Comité de commercialisation du coton au sujet de la politique de vente à adopter dans l'avenir. Le Comité des planteurs avait accepté en principe les propositions du gouvernement.

Maïs

189. Le 23 août 1966, M. Rudland a annoncé le versement aux cultivateurs de maïs d'une prime de 2 shillings par sac (200 livres) de maïs en sus du prix de base de 29 shillings 6 pence par sac annoncé antérieurement par le Grain Marketing Board (Office de vente des céréales) du gouvernement. Le montant total des primes s'élèverait à 500 000 livres sterling, correspondant à 5 millions de sacs. Au cours de la campagne 1964-1965, le Board avait acheté 2 569 183 sacs de maïs à des Européens et 254 452 à des Africains.

Industrie minière

Renseignements généraux

190. En 1965, les exportations de produits minéraux de la Rhodésie du Sud ont représenté un montant de 32 353 669 livres sterling, chiffre le plus élevé qu'elles aient jamais atteint. L'amiante est resté le produit minéral le plus lucratif pour la Rhodésie du Sud, suivi de l'or et du cuivre, ces trois métaux constituant plus des deux tiers de la valeur totale de l'ensemble des produits miniers extraits. Venaient ensuite, par ordre d'importance, les minerais de charbon et de chrome. Ensemble, ces cinq produits minéraux ont représenté 89 p. 100 de la valeur totale de la production minière exportée, les 11 p. 100 restants comprenant le fer (3 p. 100), l'étain (2 p. 100), la pierre à chaux et le lithium (1 p. 100 chacun) et des produits minéraux divers (4 p. 100).

191. A la fin juillet 1966, le Gouvernement du Royaume-Uni, en vertu de l'ordre en conseil relatif à l'interdiction d'exportations ou d'importations à destination ou en provenance de Rhodésie du Sud (*Southern Rhodesia Prohibited Exports and Imports Order*), avait mis l'embargo sur les exportations sud-rhodésiennes de chrome, de fonte, de minerai de fer, de cuivre et d'amiante, produits qui, ensemble, constituent l'essentiel des exportations de produits minéraux du pays.

192. La Rhodésie du Sud n'a fourni aucun chiffre relatif à l'exploitation des mines depuis la déclaration

illégal d'indépendance. Toutefois le "gouvernement" et les sociétés minières elles-mêmes ont communiqué, en 1966, des renseignements sur les activités de certains secteurs de l'industrie minière. Ces renseignements ne permettent pas d'avoir une vue d'ensemble, mais ils n'en fournissent pas moins des indications intéressantes sur la situation de cette industrie.

Cuivre

193. Malgré les sanctions qui ont été décrétées, les activités de l'industrie d'extraction du cuivre se sont considérablement développées en 1966. La production ordinaire de cuivre de la Rhodésie du Sud représente un volume d'environ 24 000 tonnes par an.

194. Le 3 mars 1966, le "Ministre adjoint des mines", M. I. B. Dillon, a déclaré au cours d'une entrevue que l'exploitation de trois nouvelles mines de cuivre serait probablement entreprise dans la région septentrionale de la Rhodésie du Sud dans les 12 mois à venir et que le ministère avait pour objectif de porter la production à 30 000 tonnes avant deux ans. Si ce chiffre était atteint, on envisagerait alors l'installation d'une raffinerie de cuivre. L'emplacement éventuel de cette raffinerie avait déjà fait l'objet d'une étude et on espérait créer de la sorte une nouvelle industrie de production de tuyaux, de feuilles de cuivre et d'autres produits. M. Dillon a ajouté que les sanctions n'auraient aucun effet sur les ventes de cuivre de la Rhodésie du Sud. L'importance que l'on attachait actuellement à l'extraction du cuivre en Rhodésie du Sud n'était motivée que par la demande et les cours de ce métal.

195. A la fin d'août 1966, le "Ministère de l'information" a annoncé la mise en exploitation à plein rendement, dans la vallée de Sabi, à 240 kilomètres au sud-est de Salisbury, d'une nouvelle mine de cuivre à haute teneur. Le premier échantillon de cuivre cathodique de cette mine avait déjà été accepté à l'étranger à un taux de pureté de 99,9 p. 100 et la première tonne longue produite avait été payée 600 livres sterling. Connue sous le nom d'Elephant Mine, cette mine avait été créée par l'entreprise privée avec l'aide du gouvernement. Le porte-parole du ministère a déclaré qu'il estimait qu'on pouvait maintenant créer des installations semblables et appliquer des méthodes analogues sur plusieurs autres terrains cuprifères connus en Rhodésie du Sud. Il a ajouté qu'en se basant sur une estimation modérée des cours futurs du cuivre, ce nouveau progrès de l'industrie minière pourrait se traduire par une augmentation d'au moins 250 000 livres sterling des recettes annuelles d'exportation.

196. Le 20 septembre 1966, il a été annoncé que la société Lonrho Ltd. allait entreprendre la réalisation d'un nouveau programme de forage destiné à évaluer l'importance et la valeur des gisements de cuivre de l'ensemble des concessions minières d'Inyati, situées à quelques kilomètres au nord-est de Headland. La région qui doit être prospectée couvre une superficie d'environ 155 kilomètres carrés. La société Lonrho Ltd. exercerait son activité par l'intermédiaire d'une filiale.

Or

197. L'or est un des principaux produits d'exportation de la Rhodésie du Sud. En 1965, les recettes nettes provenant des ventes d'or se sont élevées à 6 794 000 livres sterling.

198. Selon la *Barclays Bank, D.C.O. Overseas Review* d'avril 1966, l'Anglo American Corporation

a foré trois nouveaux puits dans les mines qu'elle possède dans la zone aurifère de Felixburg, près d'Umvuma. On a d'autre part entrepris d'approfondir et d'aménager un autre puits, à la mine de Tchangwa, qui avait été abandonné il y a quelques années en raison d'infiltrations d'eau.

199. En juin 1966, le président de l'Anglo American Corporation, M. Oppenheimer a déclaré que l'on était en train de forer un puits de sondage à la mine Champion, située dans la région d'Odzi, où des trous de sondage ont fait apparaître des possibilités d'extraction rentable du minerai d'or et d'argent.

200. En août 1966, il a été signalé que le pays avait mis en route le plus ambitieux des programmes de prospection de l'or à ce jour, auquel la plupart des grandes sociétés minières ont décidé de consacrer la totalité de leurs ressources, pour tenter coûte que coûte de découvrir de nouveaux champs aurifères et d'intensifier l'exploitation des anciens. M. D. A. Pretorius, directeur du Service de recherche de géologie économique de la Chambre des mines du Transvaal et de l'Etat libre d'Orange, aurait déclaré, à son retour à Johannesburg après des entretiens avec les dirigeants du régime et de l'industrie minière, que la Rhodésie du Sud était décidée à ne compter que sur ses propres moyens et entendait compenser les pertes entraînées par les boycottages par un accroissement de sa production d'or. Le régime était parfaitement conscient du fait que l'or constituait sa source la plus sûre de devises étrangères et qu'il n'était guère besoin de grands efforts pour le vendre sur le marché international. L'effet déflationniste de l'or, la stabilité de son cours et la dévaluation éventuelle de la livre sterling créaient un climat particulièrement propice à sa vente.

Nickel

201. On a appris en mai 1966 que le pays s'attendait à voir augmenter encore de 2 200 000 livres sterling par an ses recettes en devises étrangères lorsque la production de la mine de nickel appelée Trojan Mine, à Bindura, aurait été portée à sa capacité maximum. On a d'autre part appris que l'Anglo American Corporation avait acquis 85 p. 100 des actions de la mine et allait y investir 4 millions de livres sterling (chiffre englobant le prix d'achat) en vue de porter sa production à 600 000 tonnes de minerai par année. Le projet de développement de la Trojan Mine était motivé par la demande grandissante de nickel. Il a de plus été annoncé, le 20 septembre 1966, que l'Anglo American Corporation examinerait les possibilités économiques des gisements de minerais à faible teneur concédés à la Shamva Nickel Mines en vertu d'un accord d'option conclu entre la Corporation et cette société. La mine Shamva est située à environ 65 km de la Trojan Mine.

Minerai de fer

202. A la suite de l'embargo mis sur l'exportation du minerai de fer et de la fonte, il a été signalé que la production de la Rhodesian Iron and Steel Corporation (RISCO) avait baissé. Le régime sud-rhodésien avait déclaré la RISCO "industrie désignée" afin d'empêcher la suspension de ses activités, et avait promulgué une ordonnance relative à la protection de la main-d'œuvre pour prévenir le licenciement de ses employés. En février 1966, il a été annoncé que la RISCO avait éteint deux de ses trois hauts fourneaux, ainsi que l'un de ses deux fours à sole pour la fabrication de l'acier, et qu'elle avait renoncé à un programme

d'expansion et de modernisation nécessitant des investissements de 7 millions de livres sterling. De ce fait, environ 400 travailleurs, dont 100 d'origine européenne, s'étaient trouvés en surnombre. Toutefois, on affirmait, dans une revue industrielle officielle publiée à Salisbury en juillet 1966, que la RISCO possédait trois hauts fourneaux représentant une capacité de production annuelle globale de plus de 400 000 tonnes, ainsi que deux fours à sole pouvant produire 165 000 tonnes de lingots par année.

203. En octobre 1966, il a été annoncé que le régime avait rapporté les mesures de protection de la main-d'œuvre imposées à la RISCO et à la Richard Costain (Africa), société sous-traitante de la RISCO. Cette décision n'a fait l'objet d'aucune explication officielle, mais on en a déduit que la RISCO avait réussi à trouver de nouveaux débouchés pour sa production de fonte, en remplacement des marchés perdus, quoique à des cours plus bas qu'antérieurement.

Charbon

204. La déclaration de bénéfices préliminaires de la Wankie Colliery Company pour l'exercice financier se terminant le 31 août 1966 a montré que le volume global des ventes de cet exercice a représenté 3 369 870 tonnes contre 3 348 455 tonnes en 1964-1965. La déclaration ajoutait cependant que les ventes de juin et juillet avaient subi le contrecoup du différend qui opposait la Rhodésie du Sud à la Zambie au sujet des Rhodesian Railways, qui avait entraîné une pénurie des camions nécessaires au transport du charbon vers le Copperbelt (région cuprifère). En septembre 1966, les ventes ont représenté un volume de 227 009 tonnes, chiffre largement supérieur au minimum de 127 009 tonnes enregistré en juillet, mais néanmoins inférieur de presque 100 000 tonnes à celui de septembre 1965. La moyenne mensuelle pour 1964-1965 était de 280 822 tonnes.

205. Le 15 novembre, sir Keith Aucutt, Président de la Wankie Colliery Company, a déclaré qu'à la suite de la baisse des exportations de charbon vers la Zambie, l'une des deux mines de charbon exploitées par la société devrait peut-être être mise en veilleuse à partir du second semestre de 1967.

206. Ultérieurement, il a été annoncé que les ventes de charbon de novembre 1966 de la Wankie Colliery Company avaient diminué d'environ un tiers par rapport à celles de novembre 1965. On ajoutait que l'Anglo American Corporation attribuait ce recul des ventes principalement aux difficultés des liaisons ferroviaires avec la Zambie.

Scheelite

207. Le "Ministère des mines" a annoncé au début d'octobre 1966 que deux nouvelles mines de scheelite étaient entrées en exploitation. La scheelite, minéral d'importance stratégique, entre comme élément de base dans la composition du tungstène et ferait l'objet d'une demande sur le plan mondial.

208. L'une de ces mines, connue sous le nom de Tact Mine, propriété de la Rhodesian Selected Development Company, Ltd., par laquelle elle est exploitée, produirait déjà de la scheelite à haute teneur et l'on espère la voir produire mensuellement 6 tonnes de minerai raffiné par millier de tonnes de minerai brut aussitôt qu'aura commencé l'exploitation de la deuxième mine, la Killarney, située à Filabusi. On compte que la production y commencera dans un délai de trois à quatre mois.

Graphite

209. L'Industrial Development Corporation a annoncé en mai 1966 que la nouvelle mine de graphite située près de Karoi, à 190 km au nord de Salisbury, serait mise en exploitation sous peu.

210. Cette société a fait savoir que la construction des installations prévues pour ce projet, dont la réalisation coûtera 50 000 livres sterling était presque achevée et qu'elles seraient inaugurées officiellement dans un proche avenir. La réalisation du projet est assurée par l'Industrial Development Corporation en accord avec la société Rhodesian Graphite et une société de la République fédérale d'Allemagne ayant son siège à Munich. Les plans établis prévoient une production d'environ 500 tonnes de graphite par mois représentant une valeur annuelle de 150 000 livres sterling.

Autres faits nouveaux signalés

211. Des statistiques établies par la direction du port de Beira indiquent que les exportations de chrome rhodésien par Beira au cours des cinq premiers mois de l'année 1966 ont représenté un volume total de 94 000 tonnes, contre 100 000 tonnes pour la période correspondante de 1965. Le total des exportations de minerais divers s'est élevé à 183 000 tonnes, contre 202 000 pour la même période en 1965; quant aux exportations d'amiante par la même voie, elles se sont élevées à 7 000 tonnes, soit 2 000 de moins qu'en 1965. Il a cependant été indiqué que, précédemment, l'amiante était principalement exporté par Lourenço Marques.

Relations économiques avec la Zambie

212. En 1965, la valeur totale des exportations (y compris les réexportations) sud-rhodésiennes à destination de la Zambie s'est élevée à 46 millions de livres, dont 36 100 000 livres représentaient des marchandises produites en Rhodésie du Sud; les importations en provenance de Zambie se sont élevées à 4 300 000 livres.

213. Depuis la déclaration illégale d'indépendance, la Zambie a imposé un système de licences d'importation en vertu duquel seuls certains produits peuvent être importés de Rhodésie du Sud. Les produits en provenance de Rhodésie du Sud dont l'importation est autorisée sont essentiellement des denrées de première nécessité pour lesquelles aucune autre source d'approvisionnement n'a été trouvée. Les statistiques du commerce entre les deux pays pour 1966 ne sont pas disponibles, bien que d'après certains communiqués de presse, la Zambie ait réduit d'environ 30 p. 100 ses importations en provenance de Rhodésie du Sud.

214. On se souviendra qu'à la suite de l'embargo sur le pétrole que la Rhodésie du Sud a déclaré le 18 décembre 1965 contre la Zambie, les Gouvernements du Royaume-Uni, du Canada et des Etats-Unis ont organisé conjointement un pont aérien afin de livrer régulièrement du pétrole et des produits pétroliers à la Zambie pour faire échec à l'embargo. Le Canada et les Etats-Unis ont cessé d'assurer ce pont aérien à la fin du mois d'avril 1966. Les avions civils britanniques ont fait de même le 29 mai 1966. Toutefois, les transports par air effectués à destination de la Zambie par les avions de la Royal Air Force en vue, pour partie, de couvrir les besoins en carburant des forces aériennes zambiennes et pour partie d'approvisionner l'économie civile en produits pétroliers, ont pris fin le 31 octobre 1966. D'après des sources britanniques, l'or-

ganisation du pont aérien britannique a coûté près de 6 millions de livres au Gouvernement du Royaume-Uni. Le coût du pétrole lui-même, excepté celui utilisé par la Royal Air Force, a été pris en charge par le Gouvernement zambien.

215. En 1966, les Gouvernements zambien et britannique ont eu une série d'entretiens au sujet de l'intensification des sanctions contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud, et des mesures à prendre pour soutenir l'économie zambienne dans tous les cas où elle se trouverait affectée par la rébellion de la Rhodésie du Sud. Les discussions ont permis de réaliser des progrès sensibles vers la solution de problèmes d'ordre pratique et technique liés au changement intervenu dans la structure du commerce de la Zambie.

216. Le 1^{er} novembre 1966, le secrétaire d'Etat aux relations avec le Commonwealth, M. Bowden, a déclaré à la Chambre des communes que le Gouvernement britannique avait offert au Gouvernement zambien une nouvelle aide de 13 800 000 livres au total, pour couvrir ses dépenses jusqu'au 30 juin 1967. Le Gouvernement britannique a plus tard déclaré qu'il s'agissait là d'une assistance en vue de l'intensification des sanctions, qui servirait à faire face à toutes les dépenses imprévues qu'il serait nécessaire d'engager au cours des mois à venir. La majeure partie de l'assistance offerte était destinée à aider la Zambie à établir des itinéraires nouveaux, ce qui aurait indirectement pour conséquence de permettre dorénavant des livraisons de cuivre plus régulières. Depuis la déclaration illégale d'indépendance, le Royaume-Uni avait dépensé 3 800 000 livres pour couvrir le coût des niveaux itinéraires d'approvisionnement, outre les 13 800 000 livres offerts pour créer de nouveaux itinéraires d'importation et d'exportation et trouver de nouvelles sources d'approvisionnement.

217. Le 1^{er} février 1966, le Gouvernement britannique et le Gouvernement zambien ont signé à Lusaka un accord aux termes duquel le Royaume-Uni s'engageait à accorder à la Zambie une aide d'urgence de 13 800 000 livres pour les projets susmentionnés. Cet accord prévoyait que le Gouvernement britannique s'associerait au Gouvernement zambien pour exécuter ces projets.

218. Le 23 février 1967, le Gouvernement zambien a informé le Secrétaire général (S/7783)¹¹ que depuis la déclaration unilatérale d'indépendance par le régime minoritaire blanc de la Rhodésie du Sud, la Zambie avait dépensé plus de 90 millions de dollars pour mettre en œuvre la politique visant à couper tous liens économiques et commerciaux avec la Rhodésie du Sud qu'il avait adoptée.

219. Dans le discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée générale le 15 novembre 1966, le Président de la Zambie, M. Kenneth Kaunda, a déclaré que les services que la Zambie et la Rhodésie du Sud ont en commun, tels que les chemins de fer, le plan hydro-électrique de Kariba, les compagnies aériennes d'Afrique centrale¹² qui fournissent à la Zambie l'essentiel de l'énergie qu'elle utilise, ses moyens de communication et ses relations de commerce extérieur, et dont les sièges sociaux se trouvent tous en Rhodésie, et qui, à toutes fins pratiques, sont contrôlés par Salisbury, ne

sauraient être gérés et administrés convenablement en l'absence d'un gouvernement légitime en Rhodésie¹³.

220. Dans sa lettre datée du 23 février 1967, le Gouvernement zambien a fait savoir au Secrétaire général que :

a) Les négociations concernant la scission de la Société des chemins de fer rhodésiens, qui est la propriété des deux pays, se poursuivaient ;

b) Des négociations similaires étaient également en cours aux fins de scinder les Central African Airways, qui sont propriété commune ;

c) Les paiements versés à la Kariba Power Corporation par des consommateurs zambiens étaient bloqués et ne pouvaient être transférés en Rhodésie du Sud pour grossir les réserves de devises de ce pays.

Société des chemins de fer rhodésiens

221. Le président du conseil d'administration de la Société des chemins de fer rhodésiens (qui est la propriété de la Rhodésie et de la Zambie) a déclaré, le 18 mai 1966, après une réunion du conseil d'administration qui a duré deux jours, que malgré l'opposition des trois membres zambiens du conseil, ce dernier avait pris une décision au sujet de l'exploitation future de la société. Le membre du régime de la Rhodésie du Sud chargé des transports, le général de brigade Andrew Dunlop, a déclaré le 20 mai que la Société des chemins de fer rhodésiens avait besoin de transférer environ un million de livres par mois de Zambie en Rhodésie du Sud pour continuer ses activités. Les autorités zambiennes ne lui avaient pas permis d'effectuer ce transfert pour le mois d'avril, et il croyait comprendre qu'elles avaient refusé d'autoriser tout autre transfert. Il s'ensuivait donc que la Zambie ne contribuerait pas à couvrir les frais d'exploitation relatifs à la partie du réseau ferroviaire qui se trouvait en dehors de ce pays.

222. Il a été annoncé plus tard que, à partir du 24 mai, les autorités de la Rhodésie du Sud exigeraient que le paiement du trafic ferroviaire zambien à travers la Rhodésie du Sud soit effectué en monnaie convertible, à moins que le Gouvernement zambien n'accepte que les fonds destinés à la Société des chemins de fer rhodésiens soient transférés en Rhodésie.

223. Le Président de la Zambie, M. Kenneth Kaunda, a annoncé le 21 mai que son gouvernement rejetait l'arrangement prévoyant que le paiement du trafic ferroviaire zambien à travers la Rhodésie du Sud serait acquitté à l'avance. Le même jour, un porte-parole du Ministère des transports zambiens à Lusaka aurait déclaré qu'il serait peut-être nécessaire d'exploiter les chemins de fer zambiens en tant que réseau indépendant.

224. Le 10 juin 1966, le Gouvernement zambien a adopté des règlements qui donnaient pouvoir à un Administrateur des chemins de fer, nommé par le Président, de surveiller le mouvement des locomotives, du matériel roulant et de l'équipement ferroviaire de la Zambie vers la Rhodésie du Sud.

225. Le 11 juin 1966, le régime illégal a adopté un décret d'urgence, signé par son "Ministre des transports", le général de brigade Dunlop, qui prévoyait la confiscation des marchandises zambiennes en transit à travers la Rhodésie du Sud pour lesquelles le paiement du transport n'aurait pas été garanti. A la suite de

¹¹ Incorporé en substance dans l'annexe au document S/7781/Add.2 (Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-deuxième année, Supplément de janvier, février et mars 1967).

¹² Le troisième associé des Central African Airways est le Malawi.

¹³ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Séances plénières, 1464^e séance, par. 50.

la publication de ce décret, on a signalé, le 20 juin 1966, que la Rhodésie du Sud retenait un chargement de cuivre zambien d'une valeur de 10 millions de livres, destiné aux ports du Mozambique. Un porte-parole de la Société des chemins de fer rhodésiens aurait confirmé que le cuivre n'avait toujours pas été acheminé à travers la Rhodésie du Sud parce que l'on n'avait pas reçu des autorités portugaises confirmation que le paiement des frais de transport du cuivre par voie ferrée via le Mozambique jusqu'à Lourenço Marques ou Beira avait été effectué.

226. Le 22 juin 1966, le Gouvernement zambien a décidé d'autoriser les entreprises d'extraction de cuivre à expédier une quantité limitée de cuivre via la Rhodésie du Sud, à condition que les acheteurs acceptent de garantir le paiement des frais de transport en monnaie forte comme les autorités de la Rhodésie du Sud l'avaient demandé. Le transport du cuivre par cet itinéraire a été en conséquence repris en août 1966.

227. On a signalé qu'à la suite de la désorganisation des services ferroviaires, un stock d'environ 60 000 tonnes de cuivre zambien s'était accumulé en Zambie. La production mensuelle de cuivre de la Zambie est d'environ 58 000 tonnes.

228. Le transport du charbon à destination de la Zambie et en provenance des mines de Wankie en Rhodésie du Sud ont continué à s'effectuer par chemin de fer, mais on a signalé que depuis le mois d'août les autorités de la Société des chemins de fer rhodésiens n'envoyaient des wagons vers le nord que dans la mesure où il en arrivait de Zambie, sans plus. Les livraisons de charbon des mines s'en trouvaient gênées.

229. On a signalé que le rapport de la Société des chemins de fer rhodésiens pour l'exercice terminé en juin 1966 indiquait une perte de 383 000 livres contre un bénéfice de près de 2 millions de livres au cours de l'exercice précédent, en dépit d'une augmentation du trafic et du chiffre d'affaires total.

Barrage de Kariba

230. La Central African Power Corporation, dans son rapport annuel publié le 13 décembre, a déclaré que malgré la crise rhodésienne, le barrage hydroélectrique de Kariba avait accusé un bénéfice record de 1 010 810 livres pour l'exercice clos le 30 juin. Les achats zambiens au cours de l'année ont augmenté de 5,8 p. 100 et ont représenté 51,4 p. 100 des ventes. Les achats de la Rhodésie du Sud ont augmenté de 4,4 p. 100 et ont représenté 48,6 p. 100 des ventes.

Central African Airways

231. Les Central African Airways ont annoncé un bénéfice record de plus de 600 000 livres pour l'exercice terminé le 30 juin 1966. Toutes les filiales, Air Malawi, Air Rhodesia et Zambia Airways ont réalisé des bénéfices d'exploitation au cours du même exercice.

Relations économiques avec le Malawi

232. En 1965, les exportations totales (y compris les réexportations) en provenance de Rhodésie du Sud et à destination du Malawi, ont représenté 9 500 000 livres, dont 7 700 000 livres correspondaient à des marchandises produites sur place; les importations se sont élevées à 1 400 000 livres.

233. Le Gouvernement du Malawi, entre les mois de novembre 1965 et décembre 1966, a apporté certaines restrictions au commerce avec la Rhodésie du Sud. Il a toutefois poursuivi ses échanges commerciaux avec la

Rhodésie du Sud pour ce qui était des denrées essentielles, tout en demandant aux importateurs d'essayer de trouver des sources d'approvisionnement situées en dehors de la Rhodésie du Sud. Les statistiques du commerce entre les deux pays pour 1966 ne sont pas encore disponibles.

Relations économiques avec le Betchouanaland

234. En 1965, les exportations totales (y compris les réexportations), en provenance de Rhodésie du Sud et à destination du Betchouanaland se sont élevées à 2 300 000 livres. Les exportations de marchandises produites sur place se sont élevées à 1 600 000 livres; les importations se sont chiffrées à 72 000 livres. Le Betchouanaland est devenu indépendant, sous le nom de Botswana, le 27 septembre 1966. A la fin de l'année 1966, on ne disposait d'aucun renseignement sur les mesures économiques qui auraient été prises contre le régime illégal.

Relations économiques avec l'Afrique du Sud

235. En 1965, la Rhodésie du Sud a exporté ou réexporté vers l'Afrique du Sud des marchandises d'une valeur totale de 14 400 000 livres, dont 12 800 000 livres de marchandises destinées à la consommation intérieure. Ses importations totales d'Afrique du Sud se sont élevées à 27 500 000 livres.

236. Conformément à sa politique déclarée de non-participation à des sanctions ou à des boycottages, quels qu'ils soient, la République sud-africaine a continué, depuis la proclamation illégale de l'indépendance, à entretenir des "relations commerciales normales" avec le régime Smith. Par "relations commerciales normales", a précisé le Gouvernement de la République, il ne fallait pas entendre qu'on continuait de vendre les mêmes produits ou les mêmes quantités de produits que précédemment, mais que tous les concurrents s'efforçaient de vendre ce qu'ils pouvaient, autant qu'ils pouvaient. Cela signifiait également échanger des marchandises sans interdiction ni interruption.

237. Le 21 septembre 1966, le nouveau Premier Ministre de la République, M. Johannes Vorster, a déclaré au Parlement sud-africain qu'il entendait suivre à l'égard de la Rhodésie du Sud la même politique que son prédécesseur, M. Verwoerd (A/6300/Rev.1, chap. III, par. 279). M. Vorster a ajouté qu'on ne pourrait obliger l'Afrique du Sud ni par la pression ni par la force à participer à un boycottage ou à des sanctions. Le Gouvernement sud-africain était résolu à poursuivre sa politique d'échanges normaux avec la Rhodésie du Sud, même si cela devait comporter des risques.

238. Bien que l'Afrique du Sud n'ait publié aucune statistique des échanges avec la Rhodésie du Sud depuis la proclamation illégale de l'indépendance, il est reconnu officiellement et ouvertement à Salisbury que la République est le principal soutien économique du régime Smith. Le "Ministre de l'administration locale" sud rhodésien aurait déclaré le 3 mai 1966 qu'on pouvait même dire que sans l'attitude ferme et compréhensive de la République sud-africaine et des territoires portugais voisins, les Sud-Rhodésiens auraient perdu non seulement tous leurs biens, mais également la liberté et, peut-être, la vie.

239. Le 16 août 1966, l'Assemblée a demandé au Ministre sud-africain des affaires économiques, M. N. Diederichs, comment se répartissaient, en valeur, les échanges (importations et exportations) mensuels de marchandises entre l'Afrique du Sud et la Rhodésie du

Sud, la Zambie, le Malawi et le Mozambique depuis juin 1965. M. Diederichs a répondu qu'il n'était pas dans l'intérêt national, à son avis, de fournir des statistiques séparées. Il a précisé, en réponse à une autre question de l'Assemblée, que les échanges entre la République et les divers pays d'Afrique n'étaient pas publiés séparément dans le bulletin mensuel de statistiques parce qu'il ne considérait pas qu'il était dans l'intérêt national de le faire.

240. D'après les statistiques commerciales publiées par le Service sud-africain des douanes en septembre 1966, les exportations totales de l'Afrique du Sud pour les huit premiers mois de 1966 avaient été de 12 p. 100 environ supérieures à celles de la même période de 1965, mais les exportations vers les autres pays d'Afrique avaient augmenté de 30 p. 100 et se chiffraient à un peu plus de 60 millions de livres. Les importations provenant des autres pays d'Afrique pour cette même période s'élevaient à quelque 35 millions de livres. Le Service des douanes a cessé récemment d'indiquer comment les exportations sud-africaines se répartissaient entre les divers pays.

241. On a signalé, mais sans donner de détails, que la plus grande partie de l'augmentation (environ 15 millions de livres) des exportations vers les autres pays d'Afrique, tenait essentiellement à un accroissement sensible du volume des échanges avec la Rhodésie du Sud. Le niveau des importations provenant des autres pays d'Afrique (environ 35 millions de livres) serait à peu près le même qu'en 1965, bien qu'au total les importations sud-africaines aient diminué de 15 p. 100. Cette différence était imputable également, pour l'essentiel, à un accroissement des importations en provenance de Rhodésie du Sud.

242. Outre ses propres échanges avec la Rhodésie du Sud, l'Afrique du Sud, selon des rumeurs persistantes, aurait servi d'intermédiaire clandestin dans les échanges entre des pays tiers et la Rhodésie du Sud. Selon ces rumeurs, des marchandises provenant de pays tiers et ostensiblement destinées à l'Afrique du Sud seraient livrées en fin de compte à la Rhodésie du Sud en vertu de contrats arrangés d'avance. Inversement, les ports sud-africains auraient accru le tonnage d'exportations sud-rhodésiennes passant pour des marchandises sud-africaines. Il convient de noter ici que, depuis la proclamation illégale de l'indépendance par la Rhodésie du Sud, l'Afrique du Sud n'établit plus de distinction entre ses exportations et ses réexportations.

243. Depuis la proclamation illégale de l'indépendance, les industriels sud-rhodésiens ont lancé une campagne commerciale en Afrique du Sud en vue d'accroître leurs ventes dans la République. Des industriels des deux pays se sont également rencontrés pour discuter des problèmes de commercialisation et rechercher les meilleurs moyens d'augmenter les échanges entre eux.

244. C'est ainsi qu'une des plus importantes rencontres de ce genre annoncée publiquement a permis à une délégation de six membres de l'Afrikaanse Handelsinstituut de se rendre en Rhodésie du Sud en juin 1966, sur l'invitation du Rhodesian Promotion Council. Le Handelsinstituut est la principale organisation sud-africaine groupant des dirigeants afrikaans de sociétés industrielles, minières, commerciales et financières. Pendant son séjour en Rhodésie du Sud, la délégation s'est entretenue avec le Ministre du commerce et de l'industrie de ce pays, M. Mussett, et avec d'autres personnalités officielles. Elle a également rencontré certains

hommes d'affaires et financiers éminents sud-rhodésiens et a visité Salisbury, Bulawayo, Umtali, les Midlands et le Lowveld. Le 22 juin 1966, le Directeur du Handelsinstituut, M. Van den Berg, a déclaré à Johannesburg que la délégation était rentrée en Afrique du Sud porteuse d'une proposition adressée au gouvernement de ce pays et tendant à ce que l'Afrique du Sud octroie à des entreprises sud-rhodésiennes des contingents d'exportation hors douane ou à droits réduits. Ainsi, grâce à la Rhodésie du Sud, la capacité de production de l'Afrique du Sud ne serait pas utilisée à plein à un moment où il n'était pas dans l'intérêt de la République qu'elle le soit. En même temps, l'Afrique du Sud permettrait à la Rhodésie du Sud de compenser la perte du marché zambien.

245. La délégation aurait également recommandé que l'Afrique du Sud organise un marché commun avec la Rhodésie du Sud de telle sorte que l'origine des produits sud-rhodésiens exportés par l'Afrique du Sud ne puisse pas être connue, que des capitaux sud-africains soient investis dans des entreprises industrielles sud-rhodésiennes de manière à atténuer l'effet des sanctions, et que l'Afrique du Sud fournisse un crédit de 3 millions de livres en vue de l'établissement d'une liaison ferroviaire de 60 miles, de part et d'autre du Limpopo, entre les Chemins de fer sud-africains et les Chemins de fer rhodésiens.

246. Une autre personnalité importante, le Directeur général de la Chambre de commerce de Durban (Afrique du Sud), M. Hobson, s'est rendue en Rhodésie du Sud dans la deuxième semaine de novembre 1966. M. Hobson aurait déclaré à Salisbury que les industriels sud-africains étaient mieux disposés qu'auparavant à importer, en particulier de Rhodésie du Sud. Il aurait ajouté que les exportateurs sud-rhodésiens devraient sans perdre de temps profiter des avantages offerts par le marché sud-africain. Un autre groupe d'hommes d'affaires éminents d'Afrique du Sud, conduit par le Président de la Sasol et de la South African Gas Distribution Corporation, M. Ettis Rousseau, s'est rendu en Rhodésie du Sud dans la troisième semaine de novembre 1966, sur l'invitation du Rhodesian Promotion Council. Il se serait intéressé à divers aspects du développement économique de la Rhodésie du Sud et aurait eu des entretiens avec plusieurs hommes d'affaires importants de ce pays.

247. Le 6 juin 1966, on a appris à Johannesburg qu'un nouveau lien commercial entre la Rhodésie et l'Afrique du Sud avait été créé à la suite de la constitution à Johannesburg de la société Rhodesian Industrial Confirming (Private) Limited, filiale de l'Industrial Confirming (Private), elle-même soutenue par l'Industrial Development Corporation of Southern Rhodesia; la société en question aurait commencé ses opérations en avril. Outre ses activités ordinaires de crédit confirmé ou de garantie des exportations (dans les deux sens), l'Industrial Confirming et sa filiale aident les sociétés qui voudraient importer ou exporter à faciliter les échanges entre les deux pays. Le Directeur de Johannesburg, le colonel R. Jones, aurait déclaré que sa société s'occupait également de garantir les échanges entre la Rhodésie et d'autres pays.

248. Pour faciliter les relations commerciales entre les deux pays, les Chemins de fer rhodésiens ont inauguré un nouveau service rapide de messagerie vers Johannesburg et les ports sud-africains. Le 26 août 1966, un représentant de la compagnie a annoncé qu'un

nouveau service rapide de transport de marchandises, le Rail Trader, serait inauguré le lendemain entre Salisbury et Bulawayo, d'une part et Johannesburg, Port Elizabeth, East London, Durban et Le Cap, d'autre part. Les trains partant de Salisbury mettraient quatre jours pour arriver à Johannesburg et six pour atteindre les ports. Les trains partant de Bulawayo arriveraient aux ports en cinq jours. On négociait également l'établissement d'un service analogue dans le sens Afrique du Sud-Rhodésie du Sud.

249. Le 26 septembre, les Chemins de fer rhodésiens ont pris la direction et commencé l'exploitation de la voie ferrée du Betchouanaland, qui est la liaison ferroviaire la plus courte entre l'Afrique du Sud et la Rhodésie du Sud. Jusqu'alors, la direction de cette ligne de 400 miles était partagée entre les Chemins de fer sud-africains et les Chemins de fer rhodésiens. Les premiers, exploitant la ligne de Mafeking à Mahalapye à mi-parcours, et les seconds de Mahalapye à Plumtree, à la frontière de la Rhodésie du Sud. Selon un communiqué de la direction des Chemins de fer rhodésiens à Bulawayo, la totalité du tronçon de ligne qui traverse le Betchouanaland était la propriété des Chemins de fer rhodésiens depuis sa construction, vers 1890, mais la moitié était exploitée par les Chemins de fer sud-africains.

250. En mai 1966, le régime Smith a désigné une commission de trois membres pour étudier la possibilité d'établir une nouvelle liaison ferroviaire entre la Rhodésie du Sud et l'Afrique du Sud via Beitbridge. La Commission, qui s'est réunie pour la première fois le 15 juin 1966, se compose de trois experts sud-africains : un avocat, M. W. G. Muller, de Johannesburg, et deux économistes, M. H. G. Ashworth, du Cap, et M. M. D. Marais, de Pretoria. Elle a envisagé deux raccordements possibles avec la voie ferrée sud-africaine à Beitbridge, à partir de West Nicholson ou de Rutenga. L'un ou l'autre itinéraire permettrait de relier directement par la voie ferrée la Rhodésie du Sud à l'Afrique du Sud. D'après des sources sud-africaines, quel que soit l'itinéraire choisi, il contribuerait à renforcer les liens commerciaux entre les deux pays.

251. Le 20 septembre 1966, une nouvelle route a été ouverte entre la province du Cap et la Rhodésie du Sud, via le Betchouanaland. Le Gouvernement du Betchouanaland a fait exécuter les travaux sur son territoire, et le Gouvernement sud-africain en Afrique du Sud. La nouvelle route faciliterait la liaison entre Le Cap et la Rhodésie du Sud.

Relations économiques avec le Portugal

252. Le Portugal également a maintenu ses relations commerciales avec la Rhodésie du Sud après avoir déclaré à plusieurs reprises qu'il ne participerait pas à des sanctions qui auraient pour effet de restreindre les échanges commerciaux en Afrique australe. Bien que les échanges entre la Rhodésie du Sud et le Portugal et les territoires qu'il administre soient pratiquement négligeables, le Portugal occupe une position prédominante en ce sens qu'il contrôle les points d'entrée et de sortie des marchandises à destination ou en provenance de Rhodésie du Sud, de Zambie et du Malawi : les ports maritimes de Beira et de Lourenço Marques au Mozambique. Il est également relié par voie ferrée aux trois pays sans littoral et à l'Afrique du Sud. La plupart des exportations et des importations sud-rhodésiennes passent par le port mozambiquais de Beira, par où transitent également la plupart des marchandises en provenance ou à destination de la Zambie et du Malawi.

253. Du fait de la décision du Portugal de maintenir ses relations commerciales avec la Rhodésie du Sud, le régime illégal conserve un point de passage précieux pour ses exportations et ses importations. Les statistiques publiées par les autorités portugaises au Mozambique font apparaître que Beira a gardé la première place pour le transit des exportations et des importations sud-rhodésiennes depuis la proclamation illégale de l'indépendance. La presse signale que le Portugal ré-exporte désormais des produits sud-rhodésiens soumis à l'embargo, essentiellement le tabac et le sucre.

254. Selon des statistiques établies par la direction du port de Beira en novembre, le tonnage total manutentionné dans ce port a diminué de 24 p. 100 au cours des 10 premiers mois de 1966. On a estimé qu'environ la moitié de cette diminution s'expliquait par le ralentissement des livraisons de pétrole brut à la Rhodésie du Sud, mais on ne disposait pas de statistiques distinctes pour chaque produit. Les changements survenus dans les échanges et les communications en Afrique australe depuis la proclamation illégale de l'indépendance ne permettent plus d'interpréter précisément les statistiques du port de Beira.

255. Dans une lettre datée du 3 février 1967¹⁴, adressée au Secrétaire général, le Gouvernement portugais a déclaré qu'en raison de la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures prévues dans les résolutions 221 (1966) et 232 (1966) que le Conseil de sécurité a adoptées les 9 avril et 16 décembre 1966, l'économie mozambiquaise avait subi de lourdes pertes financières et économiques, évaluées par ce gouvernement à quelque 10 millions de livres sterling jusqu'à la fin de 1966. Ces pertes étaient précisées, pour chaque produit, dans une annexe jointe à la lettre.

256. Au cours de l'année 1966, il y a eu resserrement des liens économiques entre la Rhodésie du Sud et les territoires sous administration portugaise en Afrique australe, grâce à l'échange de missions commerciales. Au début d'avril, une délégation du National Export Council sud-rhodésien a visité Lourenço Marques. Le président de cet organisme aurait déclaré que les contacts pris par la délégation au Mozambique faisaient apparaître la possibilité d'accroître les exportations sud-rhodésiennes. En mai, une délégation de six membres représentant l'Association des chambres de commerce du Mozambique s'est rendue en Rhodésie du Sud sur l'invitation du National Export Council. En juin, une délégation commerciale anglaise de sept membres a fait un voyage d'une semaine en Rhodésie du Sud sur l'invitation du National Export Council. Son chef aurait déclaré à Bulawayo que l'Angola avait de nombreux marchés qui pourraient être exploités par les industriels sud-rhodésiens ; les meilleurs débouchés étaient offerts aux fabricants de cotonnades, de câbles électriques et de conserves alimentaires. Les marchandises sud-rhodésiennes paraissaient capables de soutenir la concurrence et de tenir leur rang sur n'importe quel marché étranger.

257. Le 8 juillet 1966, le ministre du commerce et de l'industrie du régime Smith, M. Mussett, a inauguré le pavillon sud-rhodésien à l'exposition commerciale du Mozambique, à Lourenço Marques. Dans le discours qu'il a prononcé à cette occasion, il a dit que le moment était venu pour les pays de l'Afrique australe de s'épanouir. En 1965, le commerce visible entre le Mozam-

¹⁴ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-deuxième année, Supplément de janvier, février et mars 1967*, document S/7781, annexe II.

bique et la Rhodésie du Sud s'est soldé pour le premier de ces pays par un excédent de 180 000 livres; cet excédent passait à 6 millions de livres si l'on faisait entrer en ligne de compte les transactions invisibles, principalement le transit. Il espérait que, pour cette raison, le Mozambique achèterait plus de marchandises sud-rhodésiennes.

258. D'après des statistiques officielles publiées à Lisbonne, le Portugal a importé, de janvier à septembre 1966, des marchandises sud-rhodésiennes d'une valeur de 942 000 dollars, dont 349 000 dollars de tabac et 111 000 dollars de sucre. Outre ces deux produits, le Portugal a importé de la viande de bœuf, de l'amiant, du cuivre et des peaux et cuirs. Pendant la même période, le Portugal a exporté pour 809 000 dollars de marchandises vers la Rhodésie du Sud.

259. Une mission commerciale sud-rhodésienne de six membres, dirigée par le président du National Export Council, M. Maltas, s'est rendue au Portugal dans la première semaine de novembre 1966. Un des membres de la mission était le président du Rhodesian Tobacco Export Council, M. Graylin.

La Rhodésie du Sud et l'embargo sur le pétrole

260. On se rappelle que le Gouvernement du Royaume-Uni a imposé un embargo total sur le pétrole à destination de la Rhodésie du Sud le 17 décembre 1965. Par le *Southern Rhodesia (Petroleum) Order* de 1965, ce gouvernement, dans l'exercice des pouvoirs qui lui étaient conférés par le *Southern Rhodesia Act* de 1965, a interdit l'importation de pétrole et de produits pétroliers dans le territoire. Il a en outre interdit à ses ressortissants de fournir ou transporter des produits pétroliers destinés à la Rhodésie du Sud.

261. Le 6 juin 1966 a été édicté par le secrétaire d'Etat pour le Commonwealth, agissant en vertu du *Southern Rhodesia (Petroleum) Order* de 1966, un règlement qui autorisait l'importation en Rhodésie du Sud de quantités déterminées de lubrifiants spéciaux (essentiellement des graisses) destinés aux chemins de fer rhodésiens. On déclarait que cette mesure était conforme à la politique du Gouvernement britannique visant à exclure de l'embargo certains produits essentiels au fonctionnement des Services communs de l'Afrique centrale (Central African Common Services). Etant donné la situation incertaine des chemins de fer rhodésiens, le règlement, qui peut être rapporté à tout moment, autorise la société Caltex Oil (S.A.) Ltd. à importer chaque mois une quantité de lubrifiants correspondant à un mois de consommation.

262. Le 9 mai 1966, le gouvernement Smith a décidé le relèvement du prix des produits pétroliers. Les augmentations de prix, qui ont été uniformes sur toute l'étendue du pays à une exception près, étaient les suivantes: le prix de l'essence minérale a été augmenté de 1 shilling 3 pence par gallon (4 litres 54) aussi bien pour le carburant normal que pour le supercarburant; celui du carburant pour diesel de 7 pence; celui de la paraffine pour moteurs de 9 pence; celui de la paraffine destinée à l'éclairage de 5 pence; celui du carburant pour turbines d'avion de 10 pence et celui de l'essence d'avion de 1/2 penny. La seule exception était la région s'étendant dans un rayon de 12 miles (environ 20 km) à partir de Beitbridge, où les prix sont demeurés inchangés.

263. Les automobilistes rhodésiens d'Unitali, qui avaient l'habitude d'acheter leur essence au Mozambique à très bas prix et sans acquitter de taxes ont dû pour

la première fois renoncer à ce privilège du fait des restrictions. Tous les véhicules immatriculés en Rhodésie du Sud qui retournaient dans le pays après une absence de moins de un jour et deux nuits étaient tenus d'acquitter un droit spécial à l'importation de 1 livre pour les automobiles et de 2 shillings 6 pence pour les motocyclettes. Seuls les véhicules utilisés pour transporter contre paiement ou compensation des passagers ou des marchandises de part et d'autre de la frontière, et les véhicules appartenant à des personnes résidant au Mozambique mais travaillant en Rhodésie ou vice versa, étaient exonérés du paiement de ce droit spécial à l'importation.

264. Pour assurer la mise en œuvre de la nouvelle réglementation, les produits pétroliers ont été exclus de la catégorie des produits pouvant être librement importés en vertu d'une licence de caractère général et ils ne pouvaient plus désormais être importés qu'avec une licence spéciale. Toute personne qui, munie d'une licence délivrée par le "Secrétaire au commerce et à l'industrie" et remplissant les conditions requises par le contrôleur des douanes et des impôts indirects, importait ou dédouanait un des produits énumérés ci-dessus, devait acquitter les droits nécessaires, au taux anciennement prévu.

265. Certaines exceptions à la nouvelle réglementation selon laquelle les produits pétroliers ne pouvaient plus être importés que sous licence ont été annoncées le 9 mai 1966; en vertu de ces exceptions, le contrôleur des douanes et des impôts indirects pouvait, sous réserve du paiement d'un droit de douane supplémentaire de 3 pence par gallon sur tous les produits importés à l'exclusion de la paraffine destinée à l'éclairage, autoriser l'importation sans licence de toute quantité de carburant pour moteur qui aurait fait l'objet d'un don et non d'une vente.

266. Le 10 juin 1966, la ration de carburant pour diesel qui était accordée aux exploitants agricoles, ration fixée à 50 p. 100 de la consommation de 1965, est passée à 70 p. 100 pour les mois de juin, juillet et août. Les 20 p. 100 supplémentaires étaient accordés sous réserve que les sociétés pétrolières fussent en mesure de fournir ce supplément.

267. Dans la première semaine de juillet 1966, on a fait distribuer des bons d'essence "hors contingentement" qui permettaient à ceux dont les besoins dépassaient la ration normale de se procurer des quantités supplémentaires de carburant à un prix majoré de 2 shillings par unité de 6 pintes (une pinte égale environ 1/2 litre). En d'autres termes, au lieu des 6 shillings que coûtait le supercarburant et des 5 shillings 8 pence que coûtait l'essence de deuxième catégorie avec les bons de rationnement, le porteur d'un bon d'essence non contingenté payait au total 8 shillings 8 pence par gallon pour le supercarburant et 8 shillings 5 pence pour l'essence normale. A dater du 4 août 1966, on a aussi distribué des bons d'essence "non contingentée" pour l'achat de carburant d'aviation à un prix majoré de 2 shillings par unité de 6 pintes.

268. On peut se faire une idée des répercussions de l'embargo sur l'économie rhodésienne d'après les déclarations faites par M. Mussett les 9 mai et 28 juin 1966, pour rendre compte de l'augmentation des prix et de la délivrance des bons d'essence "non contingentée". Pour justifier le relèvement du prix des produits pétroliers, qui selon lui était inévitable, M. Mussett a déclaré que le Trésor rhodésien ne pouvait normalement prendre à sa charge les énormes dépenses supplémen-

taires qu'entraînaient depuis l'embargo l'approvisionnement en carburant et le transport de ce carburant. D'autre part, le 28 juin 1966, il a déclaré qu'avant même l'adoption du système de rationnement officiel, les finances publiques avaient subi un déficit initial du fait que les circuits normaux d'approvisionnement s'étaient trouvés désorganisés. Or, ce déficit n'était pas compensé par l'augmentation du prix de l'essence. Le gouvernement estimait donc justifié de demander à l'automobiliste qui voulait obtenir un supplément d'essence (grâce aux bons de carburant "non contingenté") de contribuer à combler ce déficit.

269. Sur la base de ces déclarations, on a estimé que les mesures décidées étaient destinées à compenser les frais supplémentaires encourus par le gouvernement Smith pour l'importation de produits pétroliers raffinés soit d'Afrique du Sud soit à travers le Mozambique. Précédemment, la GENTA, organisme officiel chargé des achats de pétrole, prenait à sa charge, sans qu'il y eût augmentation des prix au détail, les frais supplémentaires qu'entraînaient ces importations.

270. Dans la déclaration qu'il a faite au Parlement le 28 juin 1966, M. Mussett a déclaré en outre que, depuis le rationnement, la consommation de produits pétroliers avait baissé et que cela ajoutait aux difficultés de l'industrie de l'automobile et des branches d'activité qui en dépendaient. Le seul moyen de combattre les effets néfastes du rationnement de l'essence était pratiquement, à ce stade, d'adopter un système de bons d'essence "hors contingentement".

271. A la suite du relèvement des prix, le Président de la Rhodesian National Farmers' Union (Syndicat national des exploitants agricoles de Rhodésie), M. T. Mitchell, aurait déclaré que l'augmentation de 7 pence sur le prix du gallon de carburant pour diesel accroîtrait de 500 000 livres le prix de revient annuel de la production agricole.

272. Le 17 juin 1966, le président de la Rhodesian Motor Trade Association (Association rhodésienne du commerce des véhicules à moteur) aurait déclaré au cours d'une allocution faite à Umtali que le rationnement de l'essence était catastrophique pour la profession, et il aurait même évoqué l'éventualité d'une faillite générale. Depuis le rationnement, les ventes de voitures neuves avaient baissé de plus de 40 p. 100 et celles des véhicules commerciaux de plus de 50 p. 100. Les recettes des ateliers et celles des ventes de pièces détachées étaient également en baisse.

273. Dans la déclaration qu'il a faite devant le Congrès du parti du Rhodesian Front le 23 septembre 1966, M. Ian Smith a parlé de ce qu'il a appelé "la bataille du carburant, de l'essence et des produits pétroliers". Il a déclaré qu'il y avait eu un ou deux moments difficiles, mais qu'heureusement la Rhodésie dépassait d'une quantité d'essence plus importante qu'au début et que cela donnait une idée du succès remporté.

274. On ne dispose d'aucun chiffre sur les importations de pétrole et de produits pétroliers, mais on peut se faire une idée de leur accroissement d'après les chiffres relatifs à l'augmentation de la capacité d'entreposage. Le 26 août 1966, on a appris qu'une demande adressée par le gouvernement Smith au Conseil municipal de Salisbury pour qu'il assouplisse la réglementation relative à l'entreposage de pétrole et permette ainsi aux sociétés intéressées de construire un plus grand nombre de réservoirs était étudiée en commission. Des demandes analogues avaient été soit formulées

soit approuvées par d'autres municipalités. On a appris le 1^{er} août 1966 que trois sociétés pétrolières internationales avaient entrepris de développer leurs installations d'entreposage à Gwelo, localité située à 170 miles (environ 300 km) de Salisbury. D'après la même source, il ressortait des chiffres publiés dans les bulletins mensuels municipaux relatifs à la construction que les sociétés Shell, Mobil et Caltex avaient présenté des plans d'aménagement de réservoirs qui avaient été approuvés¹⁵.

275. Selon divers communiqués de presse, les quantités de pétrole brut et de produits pétroliers franchissant chaque jour les frontières de la Rhodésie du Sud étaient très supérieures aux quantités qui étaient nécessaires à la Rhodésie depuis l'institution du rationnement. Les convois de wagons et de camions porteurs de citernes d'essence étaient devenus un spectacle familier sur les routes et dans les gares rhodésiennes. Du pétrole raffiné continuait d'arriver par chemin de fer d'Afrique du Sud à travers ce qui était à l'époque le protectorat du Betchouanaland et à travers le Mozambique. En outre, de longs convois de camions continuaient à apporter d'Afrique du Sud des milliers de gallons d'essence qui entraient en Rhodésie du Sud par la ville frontière de Beitbridge.

L'Afrique du Sud et l'embargo sur le pétrole

276. Du mois de janvier au mois de novembre 1966, la Rhodesia Broadcasting Corporation (Société rhodésienne de radiodiffusion) n'a pas cessé d'annoncer les arrivages de produits pétroliers raffinés en provenance d'Afrique du Sud. Ces arrivages, déclarait-on, étaient des "dons" qu'adressait à la Rhodésie le mouvement du "Petrol for Rhodesia", mouvement patronné par la Friends of Rhodesia Organization (Organisation des amis de la Rhodésie). Selon les communiqués de la radio, l'importance de ces envois de produits pétroliers, effectués par camion, variait entre quelques centaines de gallons et 4 000 gallons (environ 18 000 litres). Toutefois, on estimait que les envois du "Petrol for Rhodesia Movement" ne représentaient, pour l'approvisionnement des stocks du gouvernement Smith, qu'un apport modeste par comparaison avec l'effort gigantesque entrepris par le gouvernement illégal, en 1966, pour faire venir des produits pétroliers d'Afrique du Sud. D'après les estimations recueillies, la Rhodésie du Sud a reçu d'Afrique du Sud 35 000 gallons (environ 160 000 litres) de produits pétroliers par jour de février à mai 1966, époque où les arrivages seraient passés à 140 000 gallons (plus de 600 000 litres) par jour (A/6300/Rev.1, chap. III, par. 216 et 734). Ces énormes arrivages quotidiens, estimait-on, n'étaient pas dus aux activités du Petrol for Rhodesia Movement, et il fallait y voir essentiellement le résultat de l'action menée par la GENTA, c'est-à-dire par l'organisme officiellement chargé des transports et des achats de pétrole. La déclaration faite par le Ministre du commerce et de l'industrie de la Rhodésie du Sud le 9 mai 1966, déclaration selon laquelle le Trésor sud-rhodésien "ne pouvait normalement prendre à sa charge les énormes dépenses supplémentaires qu'entraînaient depuis l'embargo l'approvisionnement en carburant et le transport de ce carburant", indiquait clairement l'importance du rôle du gouvernement Smith pour ce qui était d'obtenir les quantités de pétrole en question. Étant donné que "les

¹⁵ Le 21 décembre 1965, les sociétés pétrolières exerçant leurs activités à l'intérieur de la Rhodésie du Sud ont été assujetties à la réglementation relative à l'état d'urgence, ce qui a permis au gouvernement Smith de contrôler leurs activités.

énormes dépenses supplémentaires qu'entraînaient depuis l'embargo l'approvisionnement en carburant et le transport de ce carburant" s'étaient répercutées sur les prix demandés aux consommateurs tout au long de l'année 1966, il était évident que la plupart des arrivages de produits pétroliers n'étaient pas des "dons" provenant d'Afrique du Sud mais au contraire le résultat d'interventions officielles.

277. Le 8 août 1966, M. Harold Wilson a déclaré à la Chambre des communes du Royaume-Uni, en réponse à une question, que du pétrole avait continué d'arriver d'Afrique du Sud en Rhodésie du Sud, mais à un prix très élevé qui représentait une lourde charge pour le gouvernement Smith. Il a ajouté que le Gouvernement sud-africain avait précisé qu'il avait pour principe, dans le cas du pétrole comme de tout autre produit, d'autoriser à destination de la Rhodésie du Sud des expéditions normales, à l'exclusion de toute expédition qui ne serait pas jugée telle. Une autre question a été posée à M. Wilson au sujet de certaines informations selon lesquelles d'importantes quantités de pétrole étaient exportées d'Afrique du Sud en Rhodésie du Sud à travers le Betchouanaland. Il a déclaré en réponse que le Gouvernement du Royaume-Uni avait suivi de très près cette situation. Certaines des informations et certains chiffres dont le Premier Ministre avait connaissance étaient fort exagérés, et les quantités de pétrole arrivant par le Betchouanaland étaient en fait relativement faibles.

Le Portugal et l'embargo sur le pétrole

278. Depuis la proclamation illégale de l'indépendance, le Gouvernement portugais a répété qu'il avait pour politique de ne rien changer aux facilités qui étaient accordées à la Zambie, au Malawi et à la Rhodésie du Sud pour le transit à travers le Mozambique, et de ne pas s'immiscer dans le transport des marchandises destinées à l'un quelconque de ces pays. Le Gouvernement portugais a également déclaré qu'il n'a pris aucune initiative visant à assurer l'approvisionnement de la Rhodésie du Sud en pétrole, à acheter du pétrole au nom de ce pays ou à utiliser des navires portugais pour le transport de ce produit. Toutefois, il ne pouvait laisser détourner vers un autre pays les envois de pétrole qui étaient destinés à un pays déterminé.

279. On se rappelle qu'au premier trimestre de 1966, on a appris que la Rhodésie du Sud avait continué de recevoir d'Afrique du Sud, au rythme d'environ 100 000 gallons (environ 450 000 litres) par jour, du pétrole et des produits pétroliers qui étaient acheminés par la voie ferrée à travers le Mozambique. On estimait en outre que le Mozambique fournissait lui-même à la Rhodésie du Sud 10 000 gallons de produits pétroliers raffinés par jour.

280. Dans un communiqué de presse en date du 12 mai 1966, le Gouvernement portugais a "rejeté catégoriquement" les informations selon lesquelles le Mozambique était devenu la principale source d'approvisionnement en pétrole de la Rhodésie du Sud. Dans ce communiqué, qui a été réitéré à diverses reprises en 1966 pour démentir les nouvelles de presse et les informations provenant d'autres sources, le Gouvernement portugais déclarait que le Mozambique ne produisait pas de pétrole et que, si les besoins de la Rhodésie du Sud étaient de 400 000 tonnes de pétrole brut par an, ceux du Mozambique étaient eux aussi importants puisqu'ils s'élevaient à 200 000 tonnes. Selon le communiqué, étant donné que la quantité de pétrole brut importée en Mozambique n'avait pas augmenté depuis le

11 novembre 1965, et que d'autre part aucune mesure d'austérité ou de rationnement n'avait été adoptée depuis cette date pour l'essence et les autres produits pétroliers, on voyait mal dans quelles réserves le Mozambique aurait pu puiser pour assurer comme on le prétendait l'approvisionnement de la Rhodésie du Sud.

281. Le 8 août 1966, M. Harold Wilson a déclaré à la Chambre des communes du Royaume-Uni, en réponse à une question, que l'un des grands problèmes (que posait l'embargo sur le pétrole) était le transit des produits pétroliers qui, débarqués à Lourenço Marques, étaient ensuite introduits en Afrique du Sud et de là en Rhodésie du Sud.

282. Le 7 juin 1966, on a appris que, selon toute probabilité, des expéditions massives de produits pétroliers raffinés provenant de la raffinerie de la SONAREP à Lourenço Marques arrivaient chaque semaine à Bulawayo et Salisbury par l'Afrique du Sud et par la principale voie ferrée du Mozambique. Les observateurs estimaient que le rythme d'approvisionnement en produits provenant du Mozambique pouvait atteindre en moyenne 20 000 gallons (environ 90 000 litres) par jour, c'est-à-dire le double des quantités enregistrées en avril 1966. Selon cette communication, qui émanait d'Afrique du Sud, l'envoi le plus important aurait été effectué dans la première semaine du mois de juin 1966. Il s'agissait d'un convoi de 19 wagons-citernes transportant chacun une charge maximum de 8 020 gallons (environ 36 000 litres) d'essence, soit au total 152 380 gallons (environ 685 000 litres). Les représentants du chemin de fer et de la raffinerie auraient soutenu que ces envois étaient destinés à Beira. L'auteur de la communication faisait toutefois observer que le port de Beira était généralement approvisionné par mer, ce qui était un moyen moins coûteux et plus direct.

283. Le 17 mai 1966, M. Bottomley, secrétaire d'Etat du Royaume-Uni pour les relations avec le Commonwealth, a déclaré, en réponse à une question qui lui avait été posée à la Chambre des communes, que le Gouvernement du Royaume-Uni avait décidé pour l'instant de participer aux dépenses de la Companhia do Pipeline Moçambique-Rodésia, et en particulier aux dépenses d'entretien et de réparation de cet oléoduc, lequel était hors d'usage. La participation dont il avait été convenu était de 54 000 livres sterling par mois pendant trois mois au minimum à dater du 7 avril 1966. Le 13 septembre 1966, le Gouvernement du Royaume-Uni a fait savoir qu'il avait décidé de cesser les versements mensuels de 54 000 livres effectués au profit de la Companhia do Pipeline Moçambique-Rodésia. La cessation des versements prenait effet à dater du 7 octobre 1966.

Commerce extérieur

284. Selon des chiffres publiés par le Central Statistical Office de Salisbury le 6 juin 1966, les exportations de la Rhodésie du Sud se sont élevées au total, en 1965, à 164 690 000 livres, dont 142 550 000 livres pour les marchandises produites dans le pays, 15 145 000 livres pour les réexportations et 6 794 000 livres pour les ventes d'or nettes. En 1964, les exportations s'étaient élevées au total à 140 550 000 livres. Quant aux importations, elles se sont élevées à 119 800 000 livres en 1965, contre 108 200 000 livres en 1964. Ainsi, les chiffres du commerce extérieur relatifs à 1965 faisaient apparaître une augmentation de 17 p. 100 pour les exportations et de 10,7 p. 100 pour les importations.

285. L'ordre d'importance des principaux clients de la Rhodésie du Sud n'a pas varié entre 1964 et 1965,

année où les exportations de marchandises produites en Rhodésie du Sud se sont réparties comme suit : Zambie : 36 100 000 livres ; Royaume-Uni : 31 millions de livres ; Afrique du Sud : 12 800 000 livres ; République fédérale d'Allemagne : 12 800 000 livres ; Malawi : 7 700 000 livres ; Japon : 7 400 000 livres. Les principaux fournisseurs de la Rhodésie du Sud ont été le Royaume-Uni (36 400 000 livres) ; l'Afrique du Sud (27 500 000 livres) ; les Etats-Unis d'Amérique (8 200 000 livres) ; le Japon (6 600 000 livres) ; la République fédérale d'Allemagne (4 900 000 livres) et la Zambie (4 300 000 livres).

286. La balance commerciale des transactions visibles, compte tenu des stocks et du fret intérieur, s'était améliorée par rapport à 1964. Le chiffre était passé de 36 500 000 livres en 1964 à 41 800 000 livres en 1965, soit une augmentation de 5 300 000 livres. Déduction faite des versements nets effectués à l'étranger au titre de transactions visibles, la balance en compte courant se soldait par un excédent de 14 millions de livres.

287. Les sanctions imposées à la Rhodésie du Sud (conformément à la résolution 217 (1965) du Conseil de sécurité) par la plupart de ses partenaires commerciaux traditionnels non africains, n'ont généralement pas porté sur les contrats passés antérieurement à la proclamation illégale de l'indépendance, ni même, dans certains cas, sur les contrats passés avant le moment où les Etats considérés ont entamé la procédure législative nécessaire pour donner effet à ces sanctions. D'autres Etats ont adopté, pour leurs échanges avec la Rhodésie du Sud, un système de licences en vertu duquel les transactions portant sur certains produits étaient autorisées en attendant qu'il fût possible de se procurer ailleurs les mêmes produits à des prix analogues.

288. La divulgation des statistiques du commerce extérieur relatives à 1966-1967, ainsi que celle d'autres données statistiques postérieures au mois de février 1966, a été interdite par le gouvernement illégal, qui a estimé que leur publication serait contraire à l'intérêt national dans la mesure où elle faciliterait aux adversaires l'adoption de contre-mesures et où elle créerait des difficultés aux amis du gouvernement Smith. Toutefois, certains pays ont communiqué des données sur leurs échanges à destination ou en provenance de la Rhodésie du Sud en 1966. Ces données, publiées le 23 février 1967 dans l'additif au rapport du Secrétaire général¹⁶ sont loin d'être complètes et ne portent pas sur les échanges intervenus avec certains des principaux partenaires commerciaux habituels de la Rhodésie du Sud, à savoir la Zambie, l'Afrique du Sud et le Malawi, auxquels étaient imputables en 1965 environ 40 p. 100 des exportations de marchandises produites en Rhodésie du Sud et environ 30 p. 100 des importations rhodésiennes. D'autre part, les données fournies au sujet de leurs échanges à destination et en provenance de la Rhodésie du Sud par les pays dont le nom figure dans le document S/7781/Add.1 ne se rapportaient pas toutes à la même période. On ne dispose pas actuellement de renseignements complets sur le commerce de la Rhodésie du Sud et il se peut que l'on doive attendre quelque temps avant de pouvoir en obtenir.

289. Du côté du gouvernement Smith, la seule déclaration importante que l'on ait enregistrée au sujet du commerce extérieur de l'année 1966 a été faite le 21

juillet par le Ministre des finances de ce gouvernement, M. Wrathall. Ce dernier a précisé dans son allocation budgétaire que les sanctions devaient inévitablement entraîner une certaine baisse des exportations par rapport au niveau élevé qui avait été atteint au cours de la période allant de juillet à décembre 1965. Or, la baisse intervenue au cours du premier semestre de 1966 était loin d'être aussi importante qu'on l'avait prévu dans certains milieux. Cela tenait aux efforts déployés par les industriels pour obtenir de nouveaux débouchés, et à l'ingéniosité avec laquelle ils avaient réussi à tourner les sanctions. Au premier semestre de 1966, le montant des exportations, exception faite des exportations de tabac, s'était élevé à 46 400 000 livres, soit 17 p. 100 de moins qu'au premier semestre de 1965. Quant aux importations, elles avaient été maintenues dans les limites souhaitées sans qu'il en résulte de graves difficultés et sans que les activités essentielles eussent à en souffrir. Au premier semestre de 1966, la valeur totale des importations avait été limitée à 40 100 000 livres, c'est-à-dire 32 p. 100 de moins qu'au premier semestre de 1965. Etant donné que les importations avaient sensiblement diminué et que d'autre part la valeur des exportations avait baissé dans une bien moindre mesure, la balance commerciale, abstraction faite du commerce du tabac, se soldait finalement, pour les transactions visibles, par un excédent de 6 300 000 livres, alors qu'il y avait eu, de janvier à juin 1965, un déficit de 2 900 000 livres.

3. — Evolution de la situation politique (janvier-avril 1967)

Question du développement séparé des races en Rhodésie du Sud

290. Le 27 janvier 1967, M. Ian Smith a déclaré devant l'"Assemblée législative" que son régime créerait une commission indépendante chargée de donner des avis sur une nouvelle constitution pour le pays. Il a ajouté que son régime s'était fixé pour "idéal" d'établir un système qui tienne compte des différentes communautés en Rhodésie du Sud et offre des sauvegardes permettant à ces différentes communautés de vivre comme elles le souhaitent, leurs droits et leurs libertés étant protégés de façon adéquate.

291. Commentant la déclaration de M. Smith à une conférence de presse qu'il a donnée le même jour, le chef récemment élu du United People's Party (UPP), M. Percy Mkudu, a estimé que cette déclaration présageait, pour la Rhodésie du Sud, une évolution constitutionnelle vers la politique d'*apartheid* pratiquée en Afrique du Sud.

292. Le 30 janvier 1967, le *Rhodesia Herald* prévoyait dans un éditorial que le régime Smith s'orienterait vers l'*apartheid*. D'après cet article "l'idéal" proclamé par M. Smith se rapprochait de la politique sud-africaine plus que tout ce que les gouvernements antérieurs de la Rhodésie du Sud avaient pu envisager.

293. Le 17 février 1967, M. Smith a indiqué au cours d'une entrevue à la Rhodesia Broadcasting Corporation que, de l'avis de son régime, les chefs et les structures tribales étaient beaucoup plus représentatifs de l'opinion africaine que les déclarations de membres africains de l'Assemblée législative. Le système démocratique de gouvernement était nouveau pour l'Africain et il lui fallait un certain temps pour s'y adapter. M. Smith estimait que tant que subsisterait un développement séparé, la nécessité d'éduquer l'Africain se ferait davantage sentir que dans d'autres conditions. Sans

¹⁶ Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-deuxième année, Supplément de janvier, février et mars 1967, document S/7781/Add.1.

développement séparé, l'Africain pourrait vivre sous la protection de l'Européen, mais si l'Africain était censé assurer la mise en valeur maximum des zones qui lui étaient réservées — les zones tribales —, le besoin de lui donner une instruction serait d'autant plus grand. D'après le témoignage même des Africains, ceux-ci préféraient vivre conformément à leurs propres coutumes, tout comme les Européens. Ce qu'ils désiraient, c'était d'avoir des possibilités égales à celles des Européens.

294. Le 21 février 1967, M. Smith a souligné devant l'Assemblée législative que le problème clef en Rhodésie du Sud consistait à élaborer une constitution qui garantisse à la fois les droits des Européens et des Africains. Il était désormais établi que les Européens étaient privés de leurs droits lorsque la majorité africaine se trouvait au pouvoir. La preuve avait été faite, aussi bien à l'intérieur de la Rhodésie du Sud qu'à l'extérieur de ce pays, que l'Africain n'était de toute évidence pas en mesure de se gouverner lui-même. L'une des tâches de l'Européen, en Rhodésie du Sud, consistait à protéger l'Africain contre lui-même. A propos des remarques de l'opposition selon lesquelles le régime se proposerait d'introduire une politique de développement séparé, M. Smith a précisé que la nouvelle constitution devrait assurer une protection adéquate des droits. Cela ne signifiait pas que l'on ôterait quoi que ce soit à l'Africain.

Evolution de la situation dans les zones tribales

295. A la fin de février 1967, l'Assemblée législative aurait procédé en deuxième lecture à un examen du *Tribal Trust Land Bill* (projet de loi relatif aux zones tribales). Le projet de loi, qui a été signé par la suite par le "chef de l'exécutif", visait à apporter à l'administration et à la répartition des terres dans les zones tribales certaines modifications qui confèreraient aux chefs et aux dirigeants tribaux des responsabilités touchant l'administration, la répartition et le lotissement des terres relevant de leur juridiction. Les différents services fonciers tribaux devant être institués en vertu du projet de loi devaient être investis du pouvoir d'arrêter leurs propres règlements sous réserve de l'approbation du "Ministre de l'intérieur". Ces services fonciers tribaux fonctionneraient conformément aux coutumes locales. Le but du projet de loi, selon le Ministère de l'intérieur, était de permettre aux Africains de mettre en valeur leurs propres zones tribales.

296. Lors de l'examen du projet de loi, certains membres du United People's Party en ont critiqué les dispositions parce qu'elles prévoyaient un développement racial séparé. M. J. M. Gondo, membre de l'UPP et député de Nganda a fait observer que le projet de loi semblait avoir été calqué sur le *South African Bantu Authorities Act* de 1951.

297. Le *Tribal Trust Land Act* faisait suite au *Constitution Amendment Act* (projet de loi portant modification de la Constitution) du 14 septembre 1966. Au cours de l'examen du projet de loi, M. William Harper, "Ministre de l'intérieur" du régime, a déclaré qu'outre les modifications qu'il apporterait à l'administration des terres tribales, le projet de loi habiliterait le régime à présenter une législation tendant à octroyer aux chefs africains des pouvoirs plus étendus touchant l'administration de leur région. La législation proposée donnerait notamment aux chefs ou à leurs tribunaux le pouvoir de connaître de certaines infractions pénales. La législation n'obligerait pas les tribunaux tribaux à se conformer aux dispositions de la Déclaration des droits relative

à la représentation légale. Elle donnerait également aux chefs pouvoir de déplacer certaines personnes à l'intérieur des terres tribales. La législation apporterait également certaines modifications au système des terres en question.

298. Le 19 avril 1967, M. Clifford Dupont, "chef de l'exécutif" du régime, a annoncé à l'Assemblée législative que le régime présenterait une législation en vue de dégager les principes du droit africain et de déterminer les domaines de la juridiction civile et pénale devant relever des tribunaux tribaux.

Nomination de la "Commission constitutionnelle"

299. Le 28 février 1967, le régime Smith a fait connaître la composition et le mandat de la Commission constitutionnelle chargée de donner des avis sur une nouvelle constitution dont on doterait le pays. Le président de la Commission est M. M. Whaley, avocat à Salisbury. Les autres membres sont M. R. H. Cole, avocat à Bulawayo, M. S. E. Morris, président du Bureau de la fonction publique, M. L. C. Mzingeli, homme d'affaires africain et le chef Simon Sigoda. Le secrétaire de la Commission est M. Peter Claypole, *Senior Magistrate* à Salisbury.

300. M. Whaley siège dans deux organismes officiels et est membre du Rhodesian Front Party (RFP). M. Morris, ancien commissaire principal aux affaires indigènes, était l'un des membres du groupe de fonctionnaires rhodésiens qui avaient participé aux entretiens officiels tenus avec des fonctionnaires du Royaume-Uni en 1966. M. Mzingeli a pris part à la Conférence constitutionnelle de 1961.

301. La Commission a pour mandat :

"d'examiner les dispositions de la Constitution de la Rhodésie de 1965 et, compte tenu de tous autres précédents constitutionnels ainsi que des vues et opinions qui seraient portées à sa connaissance, de conseiller le Gouvernement rhodésien au sujet de la structure constitutionnelle qui conviendrait le mieux au statut d'Etat indépendant et souverain de la Rhodésie et qui serait conçue de manière à protéger et à garantir les droits et les libertés de tous les individus et de toutes les communautés en Rhodésie et à assurer le développement harmonieux de la société pluraliste de la Rhodésie, eu égard aux différences sociales et culturelles entre les habitants de la Rhodésie, aux différents systèmes fonciers et aux problèmes de développement économique".

302. La Commission devait procéder à des enquêtes officielles. Elle était habilitée à présenter des rapports intérimaires à M. Dupont.

Evolution de la situation en ce qui concerne la sécurité

303. Le 26 janvier 1967, M. Desmond Lardner-Burke, "ministre de la justice et de l'ordre public", a déclaré à l'Assemblée législative que près de 100 terroristes africains bien entraînés avaient été capturés ou tués par les forces de sécurité sud-rhodésiennes au cours des neuf derniers mois.

304. Le 7 février 1967, M. Lardner-Burke a annoncé que huit anciens étudiants du Collège universitaire de la Rhodésie, qui se trouvaient en détention, avaient été libérés pour qu'ils puissent poursuivre leurs études en dehors de la Rhodésie du Sud.

305. Le rapport annuel du "secrétaire à l'ordre public" a été soumis à l'Assemblée législative le 15 février 1967. Le rapport indiquait que si le nombre

de cambriolages, de vols et de délits relevant du *Law and Order (Maintenance) Act* (loi relative au maintien de l'ordre public) s'était fortement accru, celui des délits graves avait diminué sensiblement pendant l'année écoulée. Le nombre de crimes d'incendie était tombé de 99 en 1965 à 24 en 1966, le nombre d'homicides sans préméditation de 102 à 72, et le nombre de meurtres de 166 à 156. Les cas d'infractions à la paix publique ont augmenté, passant de 47 en 1965 à 60 en 1966 et les cas de cambriolage et de vol passant de 136 à 195. Dans le courant de l'année, 927 personnes, dont 21 Européens, ont été inculpées de 1 086 infractions pénales.

306. A propos des activités terroristes, le secrétaire a souligné que l'état d'urgence existant en Rhodésie du Sud en 1966 avait été un moyen particulièrement efficace d'écarter les nombreuses menaces qui pesaient sur le maintien de l'ordre public. En 1966, le nombre de personnes détenues à un moment ou à un autre en vertu d'un décret ministériel a été de 159 au maximum et de 52 au minimum. Le nombre de personnes assignées à résidence, qui a constamment varié, a oscillé entre 444 et 306. Le danger le plus grave a été de loin l'infiltration de terroristes bien entraînés à partir de territoires voisins. Les arrestations opérées ont montré que ces terroristes avaient subi un entraînement dans la République populaire démocratique de Corée, la République populaire de Chine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ainsi que dans divers Etats d'Afrique tels que l'Algérie, le Ghana, et la République-Unie de Tanzanie.

307. On ajoutait dans le rapport que grâce aux pouvoirs extraordinaires conférés par la réglementation d'urgence en vigueur tout le long de l'année et les nombreuses arrestations de personnes qui s'étaient rendues coupables d'activités subversives, la menace à l'ordre public venant de l'intérieur du pays avait diminué par rapport aux années précédentes.

308. Le 31 mars 1967, le régime Smith a institué un tribunal chargé de réexaminer le cas de tous les détenus. M. M. F. Garnett, *Provincial Magistrate* pour le Mashonaland, a été nommé président de ce tribunal, qui est composé de trois membres. Les audiences du tribunal se tiendront à huis clos et le "Ministère de la justice et de l'ordre public du régime" ne sera pas tenu de se conformer à ses recommandations. Le 19 avril 1967, le Ministre a annoncé que les 170 personnes mises en état de détention avaient toutes reçu des lettres les invitant à soumettre leur cause au tribunal.

309. Le 8 avril 1967, M. Lardner-Burke a déclaré qu'aucun cas d'infiltration de terroristes en Rhodésie du Sud n'avait été porté à sa connaissance depuis septembre 1966. Il a fait observer que les émissions radiophoniques de Zambie avaient été à l'origine d'un certain nombre d'attaques contre des exploitations agricoles et de tentatives de destruction de récoltes mais il pensait que ces agissements avaient maintenant cessé. Au total 115 personnes avaient été arrêtées par des forces de sécurité alors qu'elles cherchaient à pénétrer illégalement dans le pays et elles avaient fait depuis l'objet de poursuites.

310. Le 19 avril 1967, M. Dupont, "chef de l'exécutif" du régime, dans un discours prononcé à la troisième session du "onzième Parlement rhodésien" a annoncé que le régime présenterait une législation prévoyant la mise en détention préventive même en l'absence d'un état d'urgence, en incluant les dispositions nécessaires dans la législation nationale. La censure de

la presse serait maintenue mais le régime pourrait, le cas échéant, revenir sur cette décision.

311. Le 25 avril 1967, l'état d'urgence en Rhodésie du Sud a été prorogé par l'Assemblée législative pour une nouvelle période de trois mois à compter du 30 avril.

312. Parmi les mesures prises par le régime Smith on note une campagne de mise en garde contre les bavardages "Guard Against Gossip Campaign" (GAT) lancée le 19 mars 1967 pour empêcher les gens de communiquer indiscrètement des renseignements d'importance vitale à des étrangers ou à de prétendus espions. Des annonces et des affiches visant à restreindre la liberté de parole, particulièrement en ce qui concerne les questions économiques, proclamaient des slogans tels que "les indiscrets perdent les batailles". En expliquant le but de la campagne le 18 mars 1967, le "Ministre de l'information", M. Jack Howman, a souligné que le secret et la sécurité devaient de plus en plus devenir un mot d'ordre en Rhodésie du Sud. Il a fait appel aux journalistes rhodésiens pour qu'ils ne perdent jamais de vue les exigences de la sécurité.

313. Le 14 mars 1967, deux membres d'une "bande de terroristes" auraient été appréhendés dans leur fuite, lors d'une échauffourée avec les forces de sécurité rhodésiennes, près de la frontière de la Zambie; le 18 juillet 1966, tous deux auraient été condamnés à 24 ans de prison.

Le Rhodesian Front Party Congress

314. Le 22 avril 1967, un congrès spécial du Rhodesian Front Party a été convoqué à Salisbury pour examiner notamment les modifications à apporter à la liste des principes du parti.

315. Au cours du congrès, le premier principe du parti a été modifié comme suit:

"Le parti proclame ses sentiments de loyalisme à l'égard du pays indépendant de la Rhodésie."

Avant d'avoir été modifié dans ce sens, le premier principe du parti était ainsi conçu:

"Le parti proclame ses sentiments de loyalisme envers la Reine mais rejette le principe d'une subordination à tout gouvernement extérieur."

Un nouvel amendement préconisant l'adoption immédiate du statut de république par la Rhodésie du Sud a été rejeté. M. Smith aurait été opposé à l'amendement, mais il aurait insisté pour que l'examen de la question soit ajourné jusqu'à la présentation du rapport de la Commission constitutionnelle.

316. D'autres principes du parti adoptés par le congrès allaient tout à fait à l'encontre des six principes du Gouvernement britannique relatifs à un règlement constitutionnel, que M. Smith avait acceptés lors des entretiens qui avaient eu lieu avec M. Wilson à bord du navire *H.M.S. Tiger* (voir par. 88 à 98 du présent chapitre).

317. En vertu du deuxième principe, le parti "assurera que le Gouvernement rhodésien demeure toujours en des mains responsables". Une proposition aurait été faite en vue de modifier ce texte de façon à ce qu'il se lise "demeure toujours en des mains européennes", mais on a jugé que cet amendement était inutile.

318. Aux termes du sixième principe, le parti annonçait qu'il soutiendrait le principe de l'attribution des terres. Le *Land Apportionment Act* de 1941 (loi de 1941 sur l'attribution des terres) est la dispo-

sition législative clef touchant les pratiques discriminatoires racistes suivies dans le Territoire.

319. Le huitième principe présageait l'adoption d'une législation relative à des communautés distinctes pour les Européens et les Africains. En voici le texte: "Le parti est opposé à l'intégration obligatoire et il estime que la coexistence pacifique des habitants ne peut être obtenue que si les communautés ont le droit et la possibilité de préserver l'identité, les traditions et les coutumes qui leur sont propres". Il mentionne aussi "l'obligation, pour le gouvernement et les communautés respectives, d'assurer, le cas échéant, la création de moyens distincts qui permettront d'arriver à ce résultat".

Résolution adoptée par le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)

320. Le Conseil des ministres de l'OUA, lors de sa huitième session ordinaire qui s'est tenue à Addis-Abéba du 27 février au 4 mars 1967, a adopté une résolution sur la Rhodésie du Sud. Dans cette résolution, le Conseil des Ministres de l'OUA a de nouveau condamné sans réserve l'attitude du Royaume-Uni qui se dérobe à ses responsabilités morales et constitutionnelles envers le peuple du Zimbabwe en permettant au régime illégal de Smith de renforcer sa position au mépris des droits du peuple du Zimbabwe et de l'opinion mondiale; il a réaffirmé la responsabilité première de la Grande-Bretagne de mettre fin au régime illégal et rebelle de Rhodésie et reste convaincu que le seul moyen d'y parvenir est le recours à la force; il a réaffirmé avec fermeté le droit à la liberté et à l'autodétermination du peuple du Zimbabwe; il a lancé un appel aux Mouvements nationalistes du Zimbabwe pour qu'ils s'unissent, coordonnent et intensifient leurs efforts contre l'ennemi commun en vue d'achever la libération de leur territoire, et aux Etats africains pour qu'ils donnent toute leur assistance aux Mouvements nationalistes pour leur permettre d'assurer la libération de leur territoire et l'instauration du principe majoritaire; il a lancé un nouvel appel aux membres africains du Conseil de sécurité pour qu'ils continuent à requérir l'application des mesures qui doivent renforcer et compléter la résolution 232 (1966) du Conseil de sécurité, y compris les dispositions prévues à l'Article 42 du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

Séjour de M. Smith en Afrique du Sud

321. Le 1^{er} mars 1967, M. Smith est arrivé au Cap. Il a déclaré qu'il se rendait en Afrique du Sud pour "profiter des premières vacances qu'il prenait depuis qu'il était devenu Premier Ministre". Il a été accueilli à son arrivée par le Ministre des affaires étrangères de la République, M. Muller, et par "le représentant diplomatique de la Rhodésie accrédité auprès de la République", M. John Gaunt. Le 21 mars 1967, M. Smith, accompagné de sa femme, a rendu une visite de courtoisie au Premier Ministre de l'Afrique du Sud, M. Vorster, à sa résidence officielle au Cap. D'après des sources officielles sud-africaines, M. Smith et sa femme auraient déjeuné avec M. et M^{me} Vorster et auraient regagné ensuite immédiatement leur lieu de villégiature. On ne dispose d'aucun détail sur cette rencontre. Cependant, M. Smith aurait déclaré à son retour à Salisbury qu'il avait puisé un grand réconfort dans sa rencontre avec M. Vorster. Prenant la parole le 26 mars 1967 à une conférence de presse, il aurait dit qu'il avait trouvé chez les Sud-

Africains une bonne volonté exceptionnelle, le souci d'aider la Rhodésie par tous les moyens possibles en même temps qu'une profonde compréhension des problèmes à venir.

4. — *Evolution de la situation économique (janvier-avril 1967)*

Statistiques officielles et déclarations sur l'économie de la Rhodésie du Sud

322. Le 9 février 1967, le "Ministre des finances", M. John Wrathall, a fait, devant l'Assemblée législative, une déclaration sur la situation économique en Rhodésie du Sud en 1966. Il a indiqué que la situation économique, après douze mois de sanctions, était beaucoup plus satisfaisante que bien des gens ne l'auraient cru. Le produit intérieur brut avait accusé un fléchissement de moins de 5 p. 100 par rapport au chiffre correspondant pour 1965, lequel s'établissait officiellement à 351 600 000 livres. S'agissant de l'emploi, il a déclaré que tout indiquait que la moyenne mensuelle des Européens, des *coloured* et des Asiatiques ayant un emploi s'était maintenue au même niveau qu'en 1965 mais que par contre la moyenne mensuelle des Africains employés avait augmenté d'environ 2 500. Il y avait eu une perte nette d'un peu moins de 1 000 Européens par immigration, contre un gain net de 4 000 en 1965¹⁷. M. Wrathall a également déclaré qu'en 1966, l'indice des prix à la consommation avait augmenté de 2,5 p. 100 pour les Européens et de 2,3 p. 100 pour les Africains.

323. Le 14 avril 1967, le régime de Smith a annoncé que la baisse accusée par le niveau du chiffre d'affaires au cours du premier trimestre de 1966 avait été suivie par une reprise continue du commerce de détail dont la valeur, dans l'ensemble, était d'environ 9 p. 100 inférieure à la moyenne de 1965. La production industrielle a baissé de 6,8 p. 100 pour s'établir à un niveau qui était néanmoins supérieur à celui de 1964. Depuis mars 1966, l'indice des prix à la consommation était passé de 108,5 à 110,9, soit une augmentation d'un peu plus de 2 p. 100. Il y avait eu une perte nette de 1 421 émigrants européens au cours des neuf premiers mois de 1966. Depuis septembre 1966, cette tendance s'était renversée, et la Rhodésie du Sud avait enregistré un gain net de 1 158 émigrants européens.

324. Le 17 avril 1967, M. Wrathall a déclaré que bien qu'en 1966 le chiffre d'affaires du commerce de détail ait été de 9 p. 100 inférieur à la moyenne de 1965, ce déclin ne traduisait pas exactement la tendance dans la majorité des branches de ce secteur. Au cours d'une allocution prononcée à la réunion générale annuelle de la Chambre de commerce de Bulawayo, il a indiqué que le chiffre d'affaires du commerce de détail des véhicules à moteur en 1966 ne représentait que 73,5 p. 100 de ce qu'il avait été en 1965. Si l'on excluait cette rubrique de l'indice, le niveau du chiffre d'affaires pour toutes les autres branches du commerce de détail ne serait inférieur que de 1,6 p. 100 au niveau de 1965. Commentant les chiffres qui avaient été publiés sur le coût de la vie, il a souligné que s'agissant de l'augmentation du prix des produits alimentaires, si le prix d'un paquet de sucre de 4 livres avait

¹⁷ Les chiffres publiés le 17 janvier 1967 par le Bureau de statistiques de l'Afrique du Sud sont sensiblement différents de ceux cités par M. Wrathall. Ces chiffres indiquent qu'en 1966 la Rhodésie du Sud a perdu 3 000 résidents au profit de l'Afrique du Sud.

augmenté de plus de 24 p. 100, dans d'autres cas l'augmentation était minime et le prix de certains produits, le porc et le beurre notamment, avait même baissé. De ce fait, l'indice global pour les produits alimentaires n'avait augmenté que de 5,6 p. 100 depuis octobre 1965.

325. M. Wrathall a également déclaré que sept des neuf principaux groupes d'articles figurant dans le budget type de ménage avaient augmenté depuis le 11 novembre 1965. Ces hausses étaient les suivantes: transport, 11,2 p. 100; boissons et tabac, 10,6 p. 100; produits alimentaires, 5,6 p. 100; divers, 3,3 p. 100; habillement et chaussures, 2 p. 100; articles de ménage, 1,6 p. 100; et chauffage et éclairage, 0,5 p. 100. Les deux autres groupes, salaires des domestiques et loyers et impôts, n'avaient subi aucun changement.

326. Le 5 avril 1967, M. Wrathall a annoncé qu'à compter du milieu du mois, le régime de Smith recommencerait à publier certaines statistiques économiques dans un état récapitulatif trimestriel. Il y a lieu de rappeler que bien qu'un certain nombre de statistiques aient été divulguées de temps à autre à l'occasion de déclarations faites par des personnalités officielles du régime, la publication périodique de renseignements statistiques est interdite depuis novembre 1965.

Commerce extérieur

327. A la suite de la déclaration précitée de M. Wrathall, le Bureau central de statistiques de Salisbury a publié, le 14 avril 1967, un rapport sur les chiffres relatifs au commerce extérieur et sur les tendances économiques en 1966. Selon le rapport, les exportations, malgré les sanctions, se sont élevées en 1966 à 104 700 000 livres. Les importations ont représenté 84 200 000 livres au total, la balance commerciale des transactions visibles accusant donc un excédent de 20 500 000 livres¹⁸.

328. Le 17 mars 1967, M. Wrathall a déclaré que le blocage réciproque des paiements des intérêts, dividendes et dettes entre la Rhodésie du Sud et le Royaume-Uni se soldait par un gain de près de 20 millions de livres au profit de la Rhodésie du Sud. D'après M. Wrathall, la valeur des intérêts et des remboursements d'emprunts dont le versement n'avait pas été fait au Royaume-Uni, avait représenté jusqu'à présent environ 9 millions de livres. Les revenus des investissements qui étaient dus aux résidents au Royaume-Uni mais qui se trouvaient à l'heure actuelle bloqués en Rhodésie du Sud s'élevaient à plus de 10 millions.

329. On a signalé que si l'on acceptait comme valables les statistiques de la Rhodésie du Sud, cela signifierait que l'économie du pays avait été capable de résister aux sanctions sans qu'il faille réduire les importations autant qu'il ne l'aurait fallu autrement. En 1965, la Rhodésie du Sud avait enregistré un excédent des transactions visibles de 42 millions de livres, mais un déficit des transactions invisibles de 28 millions de livres. L'élimination, du montant des "invisibles", des 20 millions de livres dus au Royaume-Uni, même compte tenu de la perte des revenus de dividendes dus à la Rhodésie du Sud, semblait devoir signifier qu'un excédent des transactions visibles de 15 millions de livres seulement aurait suffi pour que toute ponction sur les réserves rhodésiennes devienne inutile.

¹⁸ En 1965, les exportations, y compris les réexportations et les ventes d'or, se sont élevées au total à 164 700 000 livres; les importations se sont élevées à 119 800 000 livres.

330. Le 15 mars 1967, M. Wrathall a déclaré que d'après les statistiques sud-rhodésiennes, les exportations du Royaume-Uni à destination de la Rhodésie du Sud s'étaient élevées à 11 millions de livres en 1966, tandis que selon les chiffres publiés par le Royaume-Uni elles étaient de 2 700 000 livres¹⁹. Il a donné une liste des importations totales en provenance du Royaume-Uni, d'où il ressortait que 7 100 000 livres étaient représentés par divers types de machines et de matériel de transport. Il a déclaré que si les chiffres du Royaume-Uni (2 700 000 livres) étaient corrects, on devait alors en conclure que les exportateurs britanniques avaient, de toute évidence, cherché à introduire leurs marchandises en Rhodésie du Sud par des moyens détournés. Dans une déclaration ultérieure, faite le 17 mars 1967, M. Wrathall a indiqué que les chiffres rhodésien relatifs aux importations britanniques en 1966 étaient inférieurs de 25 400 000 livres à ceux de 1965. Selon les statistiques du commerce extérieur britanniques, la chute était plus importante, savoir 28 800 000 livres.

331. D'après des statistiques publiées en Zambie le 11 avril 1967, les chiffres des échanges commerciaux de la Zambie avec la Rhodésie du Sud pour l'année 1966 ont été les suivants: les importations de marchandises produites en Rhodésie du Sud se sont élevées à 23 100 000 livres, contre 35 500 000 livres en 1965; les exportations à destination de la Rhodésie du Sud se sont élevées à 2 500 000 livres contre 5 400 000 livres en 1965. Il a été signalé que la Zambie était parvenue à réduire ses échanges commerciaux avec la Rhodésie du Sud grâce à un contrôle sévère des importations de produits non essentiels, les vêtements, les chaussures et les produits alimentaires notamment, pour lesquels d'autres sources d'approvisionnement avaient été trouvées.

332. D'après les statistiques commerciales publiées par la République sud-africaine en janvier 1967, les exportations de 1966 à destination du "reste de l'Afrique", ont augmenté de 32 p. 100 pour passer à 194 millions de rands (environ 100 millions de livres sterling). Le Gouvernement sud-africain a cessé de donner la ventilation géographique de ses échanges avec le reste de l'Afrique à partir du deuxième semestre de 1965. Toutefois, à supposer que ses exportations à destination de la Rhodésie du Sud aient augmenté en proportion, on chiffre, selon une estimation prudente, les exportations et les réexportations à destination de la Rhodésie du Sud à environ 100 millions de rands (50 millions de livres sterling). Les importations de l'Afrique du Sud en provenance du reste de l'Afrique ont augmenté de 18 p. 100 en 1966. Compte tenu des résultats des années précédentes, on peut évaluer les importations en provenance de Rhodésie du Sud à 50 millions de rands (25 millions de livres sterling), ce qui représente une augmentation comparable à celle enregistrée en 1964-1965.

Autres faits nouveaux intervenus dans le domaine du commerce extérieur

333. A compter du 9 février 1967, M. Wrathall a annoncé que la Rhodésie du Sud adopterait un système de tarif douanier à colonne unique. Toutes les dispositions relatives à une préférence automatique, et notamment les préférences dont bénéficiaient encore les

¹⁹ D'après les chiffres sud-rhodésien, les exportations de marchandises produites en Rhodésie du Sud à destination du Royaume-Uni en 1965 se sont élevées à 31 millions de livres; les importations se sont élevées à 36 400 000 livres.

pays du Commonwealth, seraient abolies de façon permanente. Toutefois, l'Afrique du Sud, le Portugal et ses territoires africains, le Malawi et le Botswana continueraient à bénéficier d'un traitement préférentiel, comme d'ailleurs le Lesotho, le Souaziland et le Sud-Ouest africain. M. Wrathall a déclaré qu'il pensait que ces modifications contribueraient grandement à consolider la nouvelle structure des relations commerciales qui s'était dégagée au cours des 15 derniers mois.

Agriculture

Généralités

334. On a signalé en février 1967, que les sanctions modifiaient la structure de l'agriculture en Rhodésie du Sud. D'après des communiqués de presse, environ 160 millions de livres de tabac (soit environ les deux tiers de la récolte de 1965-1966) qui avaient été achetées par la Tobacco Corporation, restaient invendues et étaient entreposées à Salisbury. Le sucre, qui, avec le tabac, représentait en 1965 plus de 30 p. 100 des exportations de marchandises produites dans le pays (50 millions de livres) traversait également, signalait-on, une passe difficile imputable aux sanctions et au fléchissement des prix mondiaux. Les Hippo Valley Estates, l'un des principaux producteurs de sucre, ont annoncé le 19 juillet 1966, un déficit net de 372 345 livres; les Chirundu Sugar Estates, autre producteur important de sucre, ont arrêté la production en février 1967. En avril 1967, la Rhodesia Sugar Refineries Ltd. a annoncé qu'elle n'effectuerait plus d'investissements visant à favoriser l'expansion de l'industrie et distribuerait aux actionnaires l'intégralité des bénéfices réalisés.

335. D'après des communiqués de presse, les tendances actuelles à la diversification qui se font jour en Rhodésie du Sud et qui ont été rendues nécessaires par les sanctions, montrent que le tabac est en train de céder la place au bœuf, au blé et au maïs en tant que principal produit agricole.

336. L'élevage a été développé, tant du point de vue de la superficie consacrée au bétail que de la production et, en mai 1966, le Ministère de l'agriculture du régime estimait que cette activité représentait une valeur de 200 millions de livres. En mars 1967, on a indiqué que la production de la viande de bœuf prenait un essor considérable et que l'élevage du bétail avait maintenant pris la place de la culture du tabac en tant que principale activité agricole. La valeur de cette activité en 1967 était considérée comme étant de beaucoup supérieure au chiffre de 200 millions de livres cité en 1966.

337. La consommation intérieure de blé en Rhodésie du Sud dépasse 700 000 sacs par an. En 1965, la production de blé s'est élevée à 43 300 sacs contre 20 900 sacs en 1964. On a donc souligné qu'il y avait de bons motifs d'accroître la production en Rhodésie du Sud en 1966-1967. Dans un communiqué commun publié à Salisbury en avril 1967, le "Département du développement hydraulique" et le "Ministère de l'agriculture", ont déclaré qu'un certain nombre de planteurs de tabac avaient manifesté leur intention de cultiver du blé. On a déclaré en outre que cette décision était dans l'intérêt du pays.

338. Le 7 mars 1967, le Ministre de l'agriculture du régime, M. G. W. Rudland, a annoncé les prix que le régime de Smith payerait aux agriculteurs pour

encourager la diversification de l'agriculture. Il a déclaré qu'en ce qui concernait la récolte de maïs de 1967, un accord avait été conclu avec la Rhodesian National Farmers' Union, aux termes duquel le prix du sac de maïs se situerait entre 27 shillings et 6 pence et 28 shillings. Il a insisté sur le fait que les agriculteurs recevraient moins de 30 shillings par sac. En 1966, le sac de maïs avait été payé 31 shillings et 6 pence aux agriculteurs. Pour les cultures qui seraient plantées à la fin de 1967 et récoltées en 1968, il a donné les prix suivants: arachides de la catégorie A, de 90 shillings à 110 shillings le sac; arachides de la catégorie B, 78 à 85 shillings le sac; fèves de soja, 50 à 80 shillings le sac; et blé de 60 à 67 shillings le sac. M. Rudland a déclaré que les prix du blé entreraient en vigueur en 1967 mais que les prix fixés pour les fèves de soja et les arachides s'appliqueraient aux récoltes qui seraient faites au début de 1968. Il a également déclaré que le régime avait décidé de supprimer la subvention de 430 000 livres par an qui avait été accordée aux agriculteurs pour leurs achats d'engrais et de gasoil et de consacrer cette somme à abaisser le prix final des produits susmentionnés. M. Rudland a donné aux planteurs de tabac l'assurance qu'il y aurait une récolte l'année suivante et qu'il en serait par la suite toujours ainsi. A propos de la récolte de tabac de la campagne suivante, il a tenu à préciser clairement aux producteurs de tabac qu'il n'avait pas mentionné qu'il annoncerait le prix et les quantités de la récolte en juillet 1967, comme il l'avait fait l'année précédente.

Récolte de tabac

339. Les ventes secrètes de tabac de la récolte de 1966-1967 ont commencé à Salisbury le 29 mars 1967. Le régime de Smith avait garanti aux planteurs un prix minimum de 28 pence par livre de tabac de Virginie séché à l'air chaud. Le régime a fixé l'objectif de production de la récolte de la saison à 200 millions de livres. On a supposé que la plupart des ventes seraient conclues par voie de négociations privées, comme en 1966, plutôt que par voie d'adjudication, comme c'était le cas avant la déclaration unilatérale d'indépendance. Des mesures de sécurité extrêmement poussées auraient été prises pour assurer l'anonymat des acheteurs. En vertu du système institué l'année dernière, la feuille de tabac était offerte aux acheteurs à un prix minimum garanti par le gouvernement. Si les acheteurs n'étaient pas disposés à payer ce prix minimum, elle était alors achetée par la Tobacco Corporation, qui s'engageait à la vendre elle-même.

340. Le 11 avril 1967, M. Carol Heurtley, président de la Rhodesia Tobacco Association, a déclaré que si l'on réduisait davantage la production de tabac, cela entraînerait la ruine de centaines de planteurs et un chômage généralisé dans les régions rurales, que cela compromettrait les moyens d'existence de nombreuses personnes employées dans le commerce et enfin que cela aurait un effet défavorable sur la commercialisation d'autres cultures du fait de la surproduction. Les bases de l'économie agricole du pays seraient ébranlées si l'objectif de la récolte de tabac pour la saison suivante était fixé à moins de 200 millions de livres. Il a déclaré en outre qu'environ un demi million de personnes, la plupart d'entre elles des Africains, étaient tributaires de l'industrie du tabac, et que toute autre réduction de la production du tabac compromettrait les moyens d'existence de quiconque dépendait à quelque titre de cette industrie.

Commerce et industrie

341. Le 3 mars 1967, le "Ministre du commerce et de l'industrie", M. B. H. Mussett, a donné les statistiques du développement industriel du pays au cours des 18 mois précédents. Il a déclaré que depuis "l'indépendance", plus de 200 nouveaux projets de caractère industriel représentant des immobilisations de 4 750 000 livres et un potentiel de vente de 13 millions de livres avaient été approuvés. Nombre de ces projets se trouvaient maintenant soit en cours d'exploitation soit sur le point de l'être. S'agissant de l'avenir de l'industrie rhodésienne, il a déclaré qu'il serait nécessaire de continuer à contrôler les importations pour en assurer l'expansion.

342. Le 18 février 1967, le Président du Board for Industrial Development, M. Sears, a déclaré à Salisbury que les bailleurs de fonds locaux et étrangers disposaient de plus de six millions de livres à investir en Rhodésie du Sud. Le Board souhaitait que les industriels, qui avaient besoin de fonds pour développer leurs entreprises et ceux qui envisageaient d'en créer de nouvelles, prennent contact avec lui.

343. Le 5 avril 1967, M. Wrathall a annoncé que des concessions fiscales destinées à encourager le commerce d'exportation de la Rhodésie du Sud seraient accordées aux industriels. Ces concessions consisteraient à consentir des abattements plus importants au titre des dépenses de promotion du marché de l'exportation.

344. Le 6 avril 1967, le régime de Smith aurait réduit de façon draconienne les contingents d'importation pour les produits non essentiels, afin de tenter de sauvegarder les réserves du pays en devises étrangères. Les chiffres relatifs aux nouveaux contingents d'importation n'ont pas été publiés, mais on a signalé que les réductions dont certains articles de luxe avaient fait l'objet allaient dans certains cas jusqu'à 75 p. 100. Les importations les plus durement touchées ont été les vêtements, les articles de table, les parfums, la verrerie, le chocolat et d'autres produits alimentaires. On a indiqué qu'il s'agissait là d'une mesure prise par le régime pour honorer l'engagement qu'il avait pris de protéger l'industrie locale en réduisant les contingents prévus pour les marchandises qui auparavant étaient importées et qui pouvaient maintenant être produites localement.

345. Dans l'allocution inaugurale qu'il a faite à la troisième session du "onzième Parlement de Rhodésie", M. Dupont, chef de l'exécutif du régime, a rendu hommage au secteur industriel de l'économie pour avoir développé et diversifié ses produits. Il a déclaré que les produits fabriqués en remplacement des importations, les exportations et le niveau de l'emploi avaient retiré avantage de ces efforts. M. Dupont a également déclaré que le régime reconnaissait que les réalisations impressionnantes de l'industrie minière avaient été l'un des principaux facteurs du maintien de l'équilibre économique du pays.

Finances

346. Le 24 février 1967, le Ministre des finances du régime, M. Wrathall, a déclaré devant l'Assemblée législative que le régime de Smith se considérait comme entièrement délié de la responsabilité d'assurer le service de toutes les dettes contractées sur le marché de Londres qui étaient dues au Gouvernement ou à des institutions du Royaume-Uni ou bénéficiaient de la garantie du Gouvernement du Royaume-Uni. Il a dé-

claré que, exception faite du fonds d'amortissement, la Rhodésie du Sud avait été déliée de celles de ses obligations qui se trouvaient placées sous le contrôle du Gouvernement du Royaume-Uni et qui s'élevaient au total à 160 millions de livres. Il n'était pas question que la Rhodésie du Sud assumât à nouveau la responsabilité de ces obligations, à moins que le Gouvernement du Royaume-Uni ne lui verse une indemnité équitable pour le préjudice que les sanctions avaient causé à l'économie rhodésienne. Les porteurs de créances devaient s'adresser au Gouvernement du Royaume-Uni pour obtenir satisfaction.

347. Le 31 mars 1967, le régime de Smith a lancé un nouvel emprunt de trois ans de 5 p. 100 d'un montant de 7 500 000 livres, qui a été plus qu'intégralement souscrit presque dès l'ouverture des listes de souscription. L'emprunt devait servir à financer les projets de développement du gouvernement et les dettes venant à échéance. C'était le sixième emprunt de ce genre émis par le régime, et leur montant total a, de ce fait, été porté à 27 millions de livres depuis la déclaration illégale de l'indépendance. Le Gouvernement du Royaume-Uni, comme il l'avait fait lors de l'émission des autres emprunts, a averti les investisseurs que le régime illégal n'était pas habilité à contracter des obligations juridiques au nom du Gouvernement de la Rhodésie du Sud, et que quiconque souscrivait à l'emprunt le faisait à ses risques et périls.

Chemins de fer de Rhodésie

348. Le 23 mars 1967, le "Ministère des transports et de l'énergie" a annoncé que des entretiens portant sur la dissolution des chemins de fer de Rhodésie avaient eu lieu entre des fonctionnaires supérieurs de la Rhodésie et de la Zambie. Il avait été convenu que, progressivement, le contrôle des opérations de la partie du réseau située dans chacun des deux pays serait respectivement assumé par des organismes qui seraient créés à cette fin de part et d'autre et que cette réorganisation serait terminée le 30 juin 1967. Il était prévu que la Zambie, la Rhodésie du Sud et la Direction des chemins de fer coopéreraient à cette fin. Les négociations devaient continuer jusqu'à ce que toutes les questions relatives à la dissolution des chemins de fer aient été résolues. On espérait que ces négociations seraient menées à bonne fin aussi rapidement que possible après le 30 juin 1967.

349. Le Gouvernement de la Zambie a également déclaré le 23 mars 1967 qu'il avait entamé des négociations avec la Rhodésie du Sud pour dissoudre le réseau des chemins de fer de la Rhodésie, que les deux pays possédaient conjointement.

350. Le 6 mars 1967, les Chemins de fer de Rhodésie ont inauguré un nouveau service de transport rapide des marchandises par chemin de fer entre l'Afrique du Sud et la Rhodésie du Sud afin d'accélérer l'expédition en Rhodésie du Sud des importations provenant des ports sud-africains. Il a été déclaré officiellement que ce service pourrait être utilisé tout d'abord pour les expéditions urgentes de marchandises des ports principaux et du complexe industriel du Reef à Bulawayo et Salisbury. Les marchandises destinées à ces centres en Rhodésie du Sud seraient expédiées de Bulawayo et Salisbury par le service express journalier du réseau intérieur. Les marchandises provenant de la région de Johannesburg seraient livrées à Bulawayo dans un délai de cinq jours et à Salisbury en six jours. Un service rapide de marchandises relie

déjà de la même manière Salisbury et Bulawayo à Johannesburg et aux ports sud-africains.

351. Le 30 janvier 1967, la Commission d'enquête de trois membres créée par le régime de Smith pour étudier la possibilité d'une autre liaison ferroviaire entre la Rhodésie du Sud et l'Afrique du Sud a soumis son rapport au Chef de l'administration du régime. Dans son rapport, la Beitbridge Rail Link Commission, qui était composée de trois experts sud-africains, a recommandé une liaison ferroviaire directe entre Ruten-ga et Beitbridge, où la ligne serait raccordée au réseau ferroviaire sud-africain. Le 3 février 1967, M. Smith a déclaré à l'Assemblée législative que son régime n'avait aucunement l'intention de hâter l'application des recommandations "touchant à cette question vitale".

Autres faits nouveaux

352. En janvier 1967, on a signalé que la Société française de textiles Boussac avait conclu un accord de troc avec la Rhodesia Tobacco Corporation aux termes duquel celle-ci importerait des textiles en Rhodésie du Sud en échange d'une quantité de tabac rhodésien d'une valeur de 2 millions de livres. Un porte-parole de la Société aurait confirmé que des tissus Boussac étaient en vente à Salisbury mais aurait nié que la Société ait consenti à recevoir en échange du tabac rhodésien au-dessous du coût mondial. Le prix des textiles était réglé en sterling par les voies commerciales normales.

353. Le 8 février 1967, l'usine de montage Ford de Salisbury, qui jouait jusque-là un rôle prépondérant sur le marché de l'automobile, a fermé pour manque de pièces détachées. L'usine de Umtali de la British Motor Corporation, qui est le second gros fabricant de voitures, serait également à court de pièces détachées.

354. On a signalé que, le 16 février, le consul de Grande-Bretagne à Beira avait empêché le cargo *Clan MacInnes* de décharger une cargaison de pièces d'automobiles destinée à la Rhodésie du Sud.

355. Le 8 mars 1967, on a signalé que la société américaine Union Carbide avait créé en Afrique du Sud une nouvelle société commerciale chargée de veiller aux intérêts sud-africains du groupe de l'Union Carbide. Cette nouvelle société — Union Carbide Southern Africa — superviserait les activités de huit sociétés, dont trois exploitent des mines de chrome rhodésiennes. Les trois mines de chrome rhodésiennes en question étaient les Rhodesia Chrome Mines de Selukwe, les African Chrome Mines, et l'Union Carbide Rhomet de Que Que. Cette manœuvre aurait pour but d'éviter à la société mère tout embarras dû au fait que les mines rhodésiennes essayaient de tourner l'embargo sur les exportations de chrome de la Rhodésie du Sud.

Effets de l'embargo sur le pétrole

356. Le 27 avril 1967, M. Mussett, "Ministre du commerce et de l'industrie" du régime, a annoncé que le régime actuel de rationnement de l'essence serait prolongé au-delà du 30 avril 1967. Le rationnement a réduit la consommation d'essence d'un tiers depuis le début de l'embargo sur le pétrole. Selon le système de rationnement actuellement en vigueur, les automobilistes reçoivent une ration de base calculée d'après le poids de leur véhicule et une ration supplémentaire calculée en fonction de la distance entre leur domicile et l'endroit où ils travaillent. Les usagers peuvent toutefois acheter autant d'essence (et de carburant avion) qu'ils le désirent grâce à un système de coupons supplé-

mentaires qui leur permet, pour 2 shillings de plus, d'obtenir un supplément à la ration normalement allouée. L'essence super non rationnée coûte 8 shillings 8 pence le gallon contre 6 shillings pour l'essence de même qualité soumise au rationnement ; l'essence ordinaire non rationnée coûte 8 shillings 5 pence contre 5 shillings 8 pence pour l'essence rationnée.

357. Le 23 mars 1967, M. Mussett a annoncé que la validité des coupons d'essence non rationnée allait être prolongée indéfiniment. On avait annoncé à l'origine que les coupons ne seraient plus valides après le 30 avril 1967. M. Mussett a ajouté en même temps que l'on avait bon espoir qu'il ne serait pas nécessaire de mettre fin dans un proche avenir au système des coupons d'essence non rationnée, mais qu'il fallait que le public comprenne que le gouvernement devait se réserver le droit de le faire si les circonstances l'y obligeaient.

358. Le 8 mars 1967, le *Star* de Johannesburg a annoncé dans un article de fond que, depuis l'entrée en vigueur de l'embargo sur le pétrole, le Mozambique avait fourni assez de carburant à la Rhodésie du Sud pour permettre au régime de Smith de constituer des réserves lui permettant de résister aux sanctions pendant deux ans. Il était dit dans cet article qu'il s'agissait là de l'estimation minimum d'observateurs étrangers qui avaient surveillé de près les mouvements de trains "clandestins" d'essence et de pétrole entre Lourenço Marques et la Rhodésie du Sud depuis le début de l'approvisionnement clandestin en pétrole, en novembre 1965. Ces observateurs ont calculé qu'au moins 70 millions de gallons d'essence provenant de la raffinerie de la SONAREP (Sociedade Nacional de Refinação de Petróleos) étaient arrivés à Salisbury et à Bulawayo pendant les 12 derniers mois. Cette estimation ne tenait pas compte des quantités livrées par l'Afrique du Sud, qui à elles seules avaient probablement subvenu à la plus grande partie des besoins de la Rhodésie du Sud depuis la déclaration unilatérale d'indépendance.

359. Il était dit dans l'article que des observateurs postés le long de la ligne de chemin de fer provenant du Mozambique, au nord de Lourenço Marques, avaient signalé qu'ils voyaient passer au moins trois, sinon quatre trains chargés de carburant par jour en direction de la Rhodésie du Sud. Chaque train comptait 10 à 12 wagons-citernes d'une capacité de 5 000 gallons chacun. Selon l'auteur de l'article, cela représentait au bas mot un approvisionnement journalier de 150 000 gallons, qui pouvait atteindre certains jours 240 000 gallons.

360. Le 10 mars 1967, à Lisbonne, la société pétrolière portugaise SONAREP a nié que sa raffinerie de Lourenço Marques ait fourni 70 millions de gallons d'essence à la Rhodésie du Sud. Un porte-parole de la société a déclaré qu'un journal de Cape Town, l'*Argus* du Cap et la British Broadcasting Corporation avaient récemment laissé entendre que la SONAREP avait fourni cette quantité d'essence à la Rhodésie du Sud. Il a expliqué que de telles quantités d'essence étaient loin de correspondre à la production de la raffinerie de Lourenço Marques et il a déclaré que la Rhodésie du Sud n'avait jamais été client de la SONAREP. Il a ajouté que des journaux étrangers essayaient depuis quelque temps de faire croire que les raffineries de Lourenço Marques avaient joué un rôle dans l'affaire sud-rhodésienne.

361. En vertu du *Southern Rhodesia (Prohibited Trade and Dealings) (Amendment) Order* de 1967,

qui est entré en vigueur le 15 mars 1967, le secrétaire d'Etat au Commonwealth, M. Herbert Bowden, a interdit le même jour à la société britannique Lonrho, Ltd. de mettre en vente ses actions dans la société de l'oléoduc Beira-Umtali sans la permission du Gouvernement britannique. Dans un communiqué publié par le secrétaire au Commonwealth, ce dernier a mentionné la loi ci-dessus, qui l'habilitait à interdire ou à restreindre le transfert de droits de propriété sur des biens se trouvant à l'étranger dans les cas où de telles opérations permettraient de tourner l'embargo sur le pétrole imposé à la Rhodésie du Sud. Cette interdiction a été décrétée à la suite de rumeurs confirmées selon lesquelles les directeurs portugais de la société avaient émis le désir de vendre l'oléoduc à un acheteur anonyme. Lonrho Ltd. possède 62,5 p. 100 des actions de la Companhia do Pipeline Moçambique-Rodésia, mais le nombre des directeurs portugais est supérieur à celui des directeurs anglais.

362. Le 12 mars 1967, le *Sunday Express* de Johannesburg a déclaré que l'Afrique du Sud fournissait à la Rhodésie du Sud d'importantes quantités de carburant avion provenant d'un nouveau dépôt construit par la Rhodésie sur le territoire sud-africain. L'auteur de l'article disait qu'il avait vu le dépôt et qu'il s'était entretenu avec son directeur, M. Ben Van den Berg, employé de la société rhodésienne Genta, qui s'occupe de fournitures de pétrole.

363. En outre, selon ce même article, les observateurs estimaient qu'en moyenne 18 camions-citernes transportant divers carburants entraient chaque jour en Rhodésie du Sud par le pont du Limpopo, dans la petite ville de Messina. Le journaliste qui a écrit l'article a indiqué que le dépôt situé près de Messina était constitué par une douzaine de gros réservoirs alimentés par des wagons-citernes contenant chacun environ 8 000 gallons, envoyés tous les jours par les raffineries côtières, et à l'occasion par un oléoduc partant de Johannesburg.

C. — EXAMEN DE LA QUESTION PAR LE COMITÉ SPÉCIAL²⁰

Introduction

364. Le Comité spécial a examiné la question de la Rhodésie du Sud à ses 521^e à 523^e, 525^e, 527^e, 528^e et 536^e séances, qu'il a tenues en Afrique entre le 5 et le 15 juin 1967.

Pétitions écrites et auditions

365. Le Comité spécial était saisi, sur la question de la Rhodésie du Sud, des pétitions écrites suivantes :

Pétitionnaires	Cotes des documents
M. Carl-Axel Valén, secrétaire général de l'Assemblée mondiale de la jeunesse (WAY)	A/AC.109/PET.548
M. Omer Becu, secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL).....	A/AC.109/PET.595
Zimbabwe African National Union (ZANU), service de publicité.....	A/AC.109/PET.596

²⁰ Cette section comprend les passages qui, dans les déclarations faites sur la Rhodésie du Sud au Comité spécial, se rapportent à la question en général: les passages qui se rapportent plus précisément au projet de résolution figurent dans la section suivante. On trouvera d'autres observations sur la question de la Rhodésie du Sud dans les déclarations qui ont été faites à l'ouverture des séances du Comité spécial à Kinshasa, Kitwe et Dar es-Salam. Ces déclarations figurent au chapitre II du présent rapport.

Pétitionnaires	Cotes des documents
M. Omer Becu, secrétaire général de la CISL	A/AC.109/PET.597
M. H. Imhof, secrétaire général de la Fédération internationale des ouvriers du transport	A/AC.109/PET.598
Secrétariat de la WAY.....	A/AC.109/PET.599
M ^{lle} Susan Bennet, secrétaire de l'Irish United Nations Students Association..	A/AC.109/PET.600
M. Gregory Calvert, secrétaire national de la Students for a Democratic Society	A/AC.109/PET.612
M. G. H. Coombs.....	A/AC.109/PET.629
M. Jyorti Shankar Singh, secrétaire général de la WAY.....	A/AC.109/PET.695

366. Le Comité spécial a entendu, sur la question de la Rhodésie du Sud, les pétitionnaires suivants :

M. T. G. Silundika, secrétaire du service de publicité et d'information de la Zimbabwe African People's Union (ZAPU) [A/AC.109/PET.681] (521^e et 522^e séances).

M. W. H. Chitepo, président national de la ZANU (A/AC.109/PET.596/Add. 1) [523^e séance].

Le révérend Bernard H. Zulu (A/AC.109/PET.689) [523^e séance].

M. P. L. Chihota, représentant principal pour la Tanzanie de la ZANU (A/AC.109/PET.596/Add. 2) [536^e séance]²¹.

367. M. Silundika, secrétaire du service de publicité et d'information de la Zimbabwe African People's Union (ZAPU), a remercié le Comité spécial d'avoir décidé d'examiner le cas de la Rhodésie du Sud en se rendant à proximité de ce territoire, de continuer à suivre avec une attention vigilante la situation qui y régnait et de lui permettre de contribuer à ses travaux.

368. Depuis que des témoignages avaient été fournis au Comité spécial, en 1966, sur la question de la Rhodésie du Sud, l'évolution politique montrait que la situation, avait empiré: le régime des colons avait accentué son attitude de défi vis-à-vis de la communauté internationale et avait introduit des mesures d'oppression beaucoup plus rigoureuses à l'égard de la majorité des habitants du pays. S'engageant plus avant dans cette voie funeste, il avait créé (avec l'encouragement de l'Afrique du Sud et de connivence avec le Gouvernement britannique) une commission chargée d'élaborer une constitution afin d'implanter définitivement la dictature minoritaire et le racisme. Cette commission se livrait à un simulacre: celui de recueillir des éléments et informations dans l'ensemble du pays, mais elle n'avait pas reçu et ne recevrait pas de réponse des chefs véritables de la population africaine du Zimbabwe. Cette commission servait de moyen d'application d'une idée imaginée par le Gouvernement du Royaume-Uni pour imposer les plans établis lors du coup monté en décembre 1966 à bord du *Tiger*. On ne pouvait donc dissocier cette commission constitutionnelle des tactiques impérialistes du Gouvernement britannique.

369. En adoptant des mesures pour opprimer et léser l'intrépide population africaine, le régime s'arrogeait des pouvoirs grâce auxquels il entendait transformer pour toujours la Rhodésie en un Etat policier. Après le *Law and Order Maintenance Act* dont on

²¹ Ce pétitionnaire a été entendu après l'adoption par le Comité spécial à sa 528^e séance, le 9 juin 1967, de la résolution concernant la Rhodésie du Sud (voir par. 609 ci-dessous).

s'était prévalu pour massacrer, emprisonner et jeter dans les cellules de la mort et les camps de détention les vaillants fils du Zimbabwe, voilà que l'on présentait un *Preventive Detention Amendment Bill* qui permettrait au régime d'emprisonner pour une durée indéterminée un nombre indéterminé de personnes sur n'importe quelle assertion d'un agent de police, sans que l'état d'urgence soit déclaré ou qu'un rapport soit présenté au Parlement.

370. Le régime s'efforçait de réduire pour ainsi dire à néant les crédits prévus pour l'éducation des Africains, les dépenses à ce titre étant limitées à 2 p. 100 du produit national brut. Les enseignants africains étaient licenciés par centaines, si bien que des milliers d'enfants africains étaient jetés à la rue et que les enseignants encore en poste devaient assurer plus de trois classes chacun. La création de nouvelles écoles était restreinte et des sociétés missionnaires étaient exclues de plusieurs établissements d'enseignement qu'elles dirigeaient. Depuis longtemps les missionnaires assuraient sur leur propre initiative et à des frais considérables, plus de 75 p. 100 de l'enseignement dispensé aux Africains et le régime prenait des mesures en vue de les décourager. Il entendait manifestement aggraver les souffrances des Africains et accroître le réservoir de main-d'œuvre bon marché.

371. Des Africains étaient évincés de postes réservés aux travailleurs blancs, mesure qui visait à assurer le plein emploi pour la population blanche, lui évitant tout motif de mécontentement. Ce mécontentement se répercutait chez les Africains qui, dès lors, se heurtaient à la force et à l'oppression.

372. La mesure politique la plus significative introduite par le régime était l'*apartheid* non dissimulé. On avait jeté le masque du multiracisme, dont le Gouvernement du Royaume-Uni s'était servi pendant de nombreuses années et le régime avait assigné des installations distinctes à chaque tribu et à chaque groupe ethnique, initiative qui constituait une réplique fidèle du *Group Areas Act* et du *Bantu Authorities Act* d'Afrique du Sud. En vertu de ce projet, les logements pour les Africains installés dans les villes devaient être fournis compte tenu des régions où se trouvaient leurs villages d'origine et de leurs chefs. L'enseignement était planifié en fonction des habitudes linguistiques et culturelles des groupes tribaux, mais les programmes scolaires étaient établis sur les conseils des industriels, eu égard aux besoins en main-d'œuvre bon marché. Dans les zones rurales, d'autres mesures étaient appliquées afin d'augmenter les pouvoirs de répression dont les chefs fantoches étaient dotés. Afin de leur conférer un semblant d'autorité, on avait promulgué un *Local Authorities Act* habilitant les chefs à percevoir des impôts et à utiliser une part de leur produit en vue de l'application de certaines des mesures prises par le régime. Les chefs jouissaient de la protection de l'armée de colons et de la police, et avaient reçu pour instructions d'expulser des zones qu'ils administraient, et de livrer, quiconque était opposé au régime.

373. Le régime continuait à accroître les effectifs de ses forces armées pour lesquelles il avait dépensé, en 1966, 11 millions de livres au total — soit 5 millions de plus qu'en 1965. A cet égard, il existait des preuves éclatantes de la conspiration internationale qui soutenait le régime: des experts militaires de la République fédérale d'Allemagne, de Turquie et de Taïwan avaient été engagés pour entraîner les forces armées du régime dans leurs préparatifs de guerre contre les masses africaines du Zimbabwe. L'armée rhodésienne était

équipée en grande partie d'armes en provenance du Royaume-Uni, pour lesquelles des pièces de rechange continuaient d'affluer. Dans le cadre de l'alliance nouée entre l'Afrique du Sud, le Portugal et la Rhodésie du Sud, on échangeait des agents des services de sécurité pour diverses opérations. On avait fait venir des troupes régulières d'Afrique du Sud pour renforcer la ligne offensive du régime le long de la frontière du Zambèze. Du 19 au 23 mars 1967, 525 militaires sud-africains, habillés en civil, étaient entrés en Rhodésie du Sud: ils avaient endossé l'uniforme à Bulawayo avant d'être envoyés en des points situés sur la frontière qui séparait la Rhodésie du Sud de la Zambie. Sur ce nombre, 225 hommes, placés sous les ordres du colonel Dries Kotzenberg, étaient stationnés près de Chirundu et les 300 autres, ayant à leur tête Daan Pretorius, se trouvaient dans la vallée du Zambèze. En outre, cinq officiers de l'armée sud-africaine avaient été détachés auprès des forces armées de la Rhodésie du Sud pendant les trois premières semaines d'avril: les colonels J. A. du Plooy, H. F. van der Spuy et T. M. C. Diederichs et les commandants M. Rupert et H. P. Brand. Au cours de la même période, 317 recrues sud-africaines avaient reçu, au dépôt d'entraînement des forces de police de Salisbury, une formation paramilitaire pour le régime de dictature minoritaire fasciste de Rhodésie du Sud.

374. Lorsqu'elle avait examiné les mesures à prendre en vue de résoudre le problème de la Rhodésie du Sud qui menaçait la paix internationale, l'Organisation des Nations Unies s'était engagée, sur les instances du Royaume-Uni, dans la voie des sanctions économiques; elle partait, en effet, de l'hypothèse que le Royaume-Uni, en tant que grande puissance et Membre de l'Organisation des Nations Unies, finirait par respecter et appliquer honnêtement les résolutions des Nations Unies. Or, il a été prouvé irréfutablement que ces hypothèses étaient fausses au départ et que le programme de sanctions n'aboutira jamais. Si le Royaume-Uni, soutenu par ses alliés, avait pris l'initiative du programme de sanctions, c'est parce qu'il voulait se retrancher derrière lui et s'en servir de manière à gagner suffisamment de temps pour assurer le succès de la déclaration unilatérale d'indépendance.

375. En attendant, l'économie de la Rhodésie du Sud demeurait florissante, ne montrait pas le moindre indice d'effondrement et ne laissait entrevoir aucune possibilité d'amener un changement politique. L'Afrique du Sud, qui soutenait tout le commerce international de la Rhodésie du Sud, était un havre pour les fonds britanniques et les échanges commerciaux continuaient entre des entreprises de Rhodésie du Sud et du Royaume-Uni. Les banques commerciales du Royaume-Uni — les banques Barclays, National Provincial et Grindlays — de même que la Standard et la Banque ottomane poursuivaient leurs opérations en Rhodésie du Sud. Le Royaume-Uni autorisait l'entrée de capitaux en prenant pour prétexte l'envoi des fournitures nécessaires pour l'Université de Rhodésie et à d'autres fins. L'Unilever, consortium britannique et néerlandais ayant son siège à Londres et contrôlé de Londres, avait récemment autorisé une dépense de plus de 135 000 livres pour développer sa filiale en Rhodésie du Sud. Soixante pour cent des bâtiments transportant du pétrole jusqu'au port de Lourenço Marques au Mozambique battaient pavillon britannique. La British Petroleum Company fournissait du pétrole à la Rhodésie du Sud et continuait d'y exercer ses activités. Il était donc clair que le premier à ne pas

respecter le programme de sanctions c'était le Royaume-Uni lui-même, car tout en préconisant un programme de sanctions aux Nations Unies, il prenait des mesures pour les saper en Rhodésie du Sud même. La conclusion qui s'imposait, c'était qu'en réalité le Royaume-Uni avait introduit des sanctions tout en sachant parfaitement qu'elles nuiraient non pas à la Rhodésie du Sud, mais à l'économie de la Zambie. Si on ajoutait à cela le coup monté par les grandes sociétés capitalistes internationales pour étayer l'économie de la Rhodésie du Sud, il apparaissait clairement que le Royaume-Uni et ses alliés s'efforçaient d'annuler tout effet que les sanctions pourraient avoir car l'économie de la Rhodésie du Sud n'était pas tant aux mains des colons qu'aux mains de ces grandes sociétés financières internationales. C'est ainsi que la Standard Oil Company du New Jersey livrait du pétrole du Moyen-Orient à la société française Total, laquelle acheminait ce pétrole en Rhodésie du Sud par l'intermédiaire de ses dépôts de Lourenço Marques, puis le vendait à la British Petroleum, à la Shell et à Caltex, qui le revendaient directement à la Rhodésie du Sud. C'était de cette manière qu'agissaient de nombreuses sociétés dont les activités s'exerçaient dans les domaines les plus divers. On comptait parmi celles qui soutenaient la dictature de la Rhodésie du Sud en lui assurant des revenus les sociétés Lonrho, l'Anglo American, et la Rio Tinto Union Carbide Corporation, qui avaient toutes leur siège au Royaume-Uni ou aux États-Unis. Puisqu'il leur était impossible de renoncer à développer ou à diversifier l'économie de la Rhodésie du Sud, il était impossible que les sanctions aient l'effet politique souhaité.

376. Le régime avait créé des organismes chargés de la vente de ses produits sur les marchés internationaux; certains avaient leur siège en Rhodésie du Sud et d'autres au Mozambique, en Angola et en Afrique du Sud. C'est ainsi que la Manica Trading Company opérait de concert avec plusieurs lignes de transports maritimes et livrait des produits en provenance de la Rhodésie du Sud. Du sucre était expédié au Mozambique où il recevait une marque portugaise destinée à dissimuler son origine, et on s'efforçait de le vendre, même à des pays africains. La meilleure indication de la force de l'économie rhodésienne malgré les sanctions était, peut-être, le fait que les souscriptions à l'emprunt de 7 500 000 livres, lancé en avril, avaient en quelques minutes dépassé de loin les prévisions.

377. Tout indiquait qu'il n'y avait pas la moindre chance pour que les sanctions soient pleinement et effectivement appliquées, ni qu'elles entraînent un changement politique en Rhodésie du Sud, ce qui était prétendument leur objectif initial. Puisque la Rhodésie du Sud demeurerait une menace à la paix internationale, il était indispensable que les nations progressistes, résolues à liquider la dictature raciste et à voir établir un gouvernement africain populaire dans l'intérêt de la justice et de la paix, modifient leur stratégie.

378. Face à ce problème immense, la population africaine du Zimbabwe continuait à résister au régime d'oppression. Elle avait toujours été convaincue que le régime des colons de Rhodésie reposait sur la force et ne pouvait être renversé que par la force. C'est pourquoi les Zimbabwe avaient pris les armes, prêts à sacrifier leur vie pour combattre l'ennemi. Les fils courageux du Zimbabwe venaient de tous les coins du pays pour participer à cette lutte. Les mesures rigoureuses que prenait le régime raciste avec l'appui

de son énorme armée pour exercer des répressions à l'encontre de la population africaine montraient combien il était conscient de la force croissante de cette population africaine.

379. En conséquence, le ZAPU demandait instamment au Comité spécial de condamner le Royaume-Uni et ses alliés pour avoir, délibérément, induit en erreur l'Organisation des Nations Unies et l'avoir trompée en ce qui concernait le programme de sanctions dirigé contre la Rhodésie du Sud, de considérer le Royaume-Uni comme l'ennemi réel, de reconnaître que le programme de sanctions était une supercherie qui ne pourrait jamais avoir l'effet politique voulu, d'encourager toutes les nations qui soutenaient véritablement les Africains dans leur lutte pour le renversement de dictature de la minorité raciste et la mise en place d'un gouvernement populaire africain et d'aider, par tous les moyens en leur pouvoir, la population africaine du Zimbabwe dans la lutte armée qu'elle menait pour atteindre les buts qu'elle s'était fixés.

380. Les sociétés financières internationales opérant en Rhodésie du Sud exerçaient une pression sur le régime Smith et sur le Gouvernement du Royaume-Uni pour imposer leur propre politique. C'est ainsi qu'Oppenheimer, grand magnat de la finance, avait récemment proposé à cet effet que le Gouvernement du Royaume-Uni engage des pourparlers avec le régime, et le jour même il avait été annoncé que Smith avait demandé au Gouvernement du Royaume-Uni de reprendre les pourparlers.

381. M. Silundika remerciait les membres du Comité spécial de leurs paroles d'encouragement et de leur soutien, dont il ne manquerait pas de faire part à la population africaine.

382. Répondant à une question concernant le nombre de personnes emprisonnées ou détenues en Rhodésie du Sud, le pétitionnaire a déclaré que, d'après les renseignements les plus récents dont il disposait, le nombre était d'environ 100 000, bien que le chiffre officiel fût de 34 000 environ pour les détenus. Il existait un grand nombre de camps de détention dans des régions éloignées relevant de plus de 250 chefs, où de nombreux combattants pour la liberté étaient détenus. La plupart des prisonniers étaient emmenés dans des petites localités des régions éloignées du pays afin de dissimuler leur nombre véritable.

383. Concernant les traitements subis par les prisonniers, M. Silundika a dit que différentes méthodes de torture étaient utilisées. Lorsqu'une personne était arrêtée, elle était emmenée dans un lieu éloigné et interrogée par des policiers; il était arrivé que 10 policiers aient interrogé la même personne; plusieurs personnes étaient devenues sourdes à la suite des traitements qu'elles avaient subis. Certaines autres avaient reçu des décharges électriques et on leur avait parfois appliqué des électrodes pour les terrifier et les contraindre à livrer des renseignements. Une autre méthode consistait à déshabiller les prisonniers et à leur enfoncer des épingles dans le pénis ou à les pendre la tête en bas et les frapper sur les parties génitales pour les obliger à signer des déclarations préparées par la police. Ou bien encore, afin de les forcer à donner des renseignements on les attachait à un arbre et on allumait la mèche d'un bâton de gélignite qui y était fixé. Nombreux étaient ceux qui avaient choisi la mort plutôt que de céder. A la campagne, un certain nombre de résistants avaient été groupés et abattus après avoir été pris dans des exploitations européennes par des

policiers blancs; la police africaine n'était pas autorisée à pénétrer dans la zone. D'autres prisonniers étaient privés de nourriture parfois pendant un mois, bien que 16 jours soient considérés comme la période normale.

384. Interrogé sur ce que pourrait faire la communauté internationale pour aider davantage les combattants de la liberté, le pétitionnaire a remercié la communauté internationale d'avoir reconnu la légitimité de cette lutte et a estimé que le problème de la Rhodésie du Sud ne pouvait être résolu que par la force. Les membres du Comité spécial n'ignoraient pas l'aide fournie à l'armée de la Rhodésie du Sud par un certain nombre de pays, en particulier ceux du bloc de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, pour lui permettre d'implanter définitivement la politique raciste. La force ne pouvant être éliminée que par la force, les pays en mesure d'aider et désireux de le faire pouvaient prêter une assistance en fournissant du matériel pour poursuivre la lutte armée. Il ne fallait pas oublier que la population de la Zambie non seulement était menacée par l'effondrement de son économie mais devait également faire face aux baïonnettes d'Afrique du Sud et d'Angola. La Zambie, décidée à défendre la justice, devait bénéficier de l'appui total de la communauté internationale.

385. Comme on lui demandait quelle aide la communauté internationale pourrait accorder en ce qui concernait la question des réfugiés, le pétitionnaire a dit que son organisation estimait que chacun devait, au Zimbabwe, supporter sa part du fardeau de la lutte et c'était pourquoi les réfugiés n'étaient pas encouragés. Toutefois, au cas où la question des réfugiés se poserait, toute aide matérielle et éducative qui pourrait être fournie par l'intermédiaire des organisations internationales pour les réfugiés serait la bienvenue.

386. Comme on lui demandait de plus amples renseignements sur le *Preventive Detention Amendment Bill* et l'introduction du système d'*apartheid*, le pétitionnaire a dit que ce projet de loi visait à donner un caractère permanent à l'application d'une loi qui devait prétendument rester en vigueur cinq ans, et qui avait été introduite en 1959, lorsque l'African National Congress avait été interdit et des centaines de dirigeants incarcérés. Ce texte permettait au régime d'emprisonner toute personne sans jugement; toutefois le Ministre était en principe tenu de rendre compte au Parlement dans les trois mois suivants. Or, aux termes de l'amendement, cette mesure ne serait plus nécessaire et la détention pourrait se poursuivre presque indéfiniment. La *Law and Order (Maintenance) Act* permettait à la police de perquisitionner tout logement et d'arrêter toute personne sans mandat de perquisition ou d'arrêt.

387. En fait, la Rhodésie du Sud appliquait l'*apartheid* depuis plusieurs années dans les magasins, en prévoyant des zones résidentielles séparées et en attribuant les terres dans le cadre du *Land Apportionment Act*. L'*apartheid* était maintenant appliqué, non seulement d'après la couleur, mais aussi d'après la tribu. Les logements des Africains, dans les villes, étaient fonction de la région dont ils étaient originaires ou de la tribu dans laquelle ils étaient nés, alors que tous les Blancs se considéraient comme formant une seule communauté. Ce plan suivait dans ses grandes lignes le *Group Areas Act* d'Afrique du Sud. Les chefs auraient des représentants dans chaque localité de façon que, lorsqu'une localité était divisée, par exemple en

six groupes tribaux, il y ait six représentants différents chargés d'identifier les personnes jugées indésirables par le régime et les renvoyer dans les zones rurales placées sous l'autorité de leurs chefs respectifs. Ces divisions étaient introduites pour créer des conflits tribaux. On envisageait d'introduire l'*apartheid* intégral, de prévoir notamment des guichets séparés pour la vente des tickets d'autobus.

388. Interrogé sur ce que la communauté internationale pourrait faire, par l'intermédiaire d'institutions telles que l'UNESCO, pour faire contrepoids aux mesures restrictives adoptées dans le domaine de l'enseignement donné aux Africains, le pétitionnaire a dit que la communauté internationale pourrait fournir un apport en ce qui concernait l'enseignement supérieur. Un certain nombre de pays aidaient depuis plusieurs années à combler les lacunes qui existaient dans le domaine de l'enseignement en recevant des étudiants dans leurs établissements d'enseignement, et toute aide supplémentaire à cet égard serait des plus utiles.

389. Comme on lui demandait si la création par le Conseil de sécurité, sous une forme ou sous une autre, d'une Commission de supervision pourrait contribuer à une application plus efficace des sanctions, le pétitionnaire a répondu qu'une commission de cet ordre, bien qu'établie dans un but louable, ne pourrait, en tant qu'organisme exerçant uniquement des fonctions de supervision, assurer que les sanctions obligatoires soient effectivement appliquées. Ces sanctions étant sélectives, elles laissaient à l'économie du régime un certain répit. Ce qui manquait, c'était une mesure d'application qui ne pouvait être mise à exécution que par l'emploi de la force afin d'empêcher les échanges commerciaux à travers les frontières de la Rhodésie du Sud, en particulier avec le Mozambique et l'Afrique du Sud. Les sanctions elles-mêmes avaient peu de chances d'être efficaces et l'idée d'une commission de supervision était sans portée pratique.

390. Comme on lui demandait dans quelle mesure l'efficacité de sanctions strictement obligatoires pourrait être renforcée si ces sanctions s'inscrivaient dans le cadre d'un système complet et vaste, englobant toutes les exportations, les importations, les moyens de communication et de transport, tandis qu'un organisme de coordination serait créé parallèlement, le pétitionnaire a rappelé les paroles du Président de la Zambie qui estimait que rien hormis des sanctions complètes et obligatoires alliées à la force ne pouvait provoquer l'effondrement du régime de Rhodésie du Sud et l'établissement d'un gouvernement populaire. Ce point de vue était exact. Il était inutile de suivre le Royaume-Uni dans la voie où il s'était engagé en appliquant des sanctions une par une tout en se préparant à mettre le monde devant un fait accompli.

391. Précisant la déclaration qu'il avait faite au sujet de la constitution élaborée par le régime illégal de concert avec l'Afrique du Sud, le pétitionnaire a déclaré que la commission constitutionnelle de cinq membres n'avait suscité aucune réaction de la part de la population africaine puisqu'elle faisait partie intégrante d'un système que la population rejetait. Le régime s'était récemment assuré le concours d'un professeur envoyé, sur sa demande, par le Gouvernement sud-africain afin d'aider à rédiger la prétendue constitution, ce qui se faisait avec la connivence du Gouvernement du Royaume-Uni dont Smith était l'agent. La réunion qui avait eu lieu à bord du *Tiger* était un coup monté par lequel on avait cherché à faire étalage

d'un prétendu désaccord sur le point de savoir si les membres de la commission envisagée seraient nommés par Wilson ou par Smith. Ils venaient d'être nommés par Smith et le Gouvernement britannique n'avait pas pris position en la matière. On s'était servi du parti conservateur du Royaume-Uni pour qu'il feigne de faire pression sur le Gouvernement en vue d'une nouvelle réunion avec Smith. M. Bowden avait déclaré à la Chambre des communes que si Smith prenait l'initiative d'une réunion, le Gouvernement britannique serait prêt à reprendre les pourparlers. Oppenheimer avait fait observer depuis que ces discussions devraient avoir lieu, ce qui avait été suivi par une initiative de Smith; on attendait de voir quelle serait la réaction du Gouvernement du Royaume-Uni, déjà prédite par M. Bowden.

392. Pressé de citer d'autres exemples de la façon dont le Gouvernement britannique avait permis l'entrée de capitaux en Rhodésie du Sud sous le couvert de l'envoi de fournitures nécessaires, le pétitionnaire a répondu que, dans le cas de l'Université de Rhodésie, le Gouvernement du Royaume-Uni avait fourni des crédits de 250 000 livres et avait déclaré qu'il n'imposerait pas de sanctions pour des articles tels que les fournitures médicales destinées aux organismes internationaux de caractère humanitaire comme l'Amnesty International, qui avait son siège au Royaume-Uni, organisme auquel des fonds étaient également alloués à des fins humanitaires. Sous le couvert d'activités humanitaires, le Royaume-Uni était donc à même de transférer des capitaux en Rhodésie du Sud.

393. Comme on lui demandait s'il pensait que les sociétés pétrolières anglaises et américaines avaient étendu leurs activités après la prétendue déclaration d'indépendance de la Rhodésie du Sud, le pétitionnaire a répondu que ces sociétés, qui étaient auparavant en concurrence, coopéraient maintenant afin de servir leurs intérêts en Rhodésie du Sud et de les défendre, et que leurs activités semblaient se développer. C'est ainsi que la Rio Tinto Union Carbide Corporation avait récemment fait l'acquisition de la Bronton Gold Mine qui, comme on le savait, possédait à l'étranger des réserves de 11 millions de livres. Un avis paru dans la *Rhodesian Government Gazette* du 11 mars 1967 avait révélé qu'un autre grand monopole, la Lonrho Ltd, avait demandé une concession exclusive portant sur 253 miles carrés afin de prospecter des gîtes de charbon, d'huiles minérales et de gaz naturel. On pouvait citer bien d'autres exemples d'expansion de ces sociétés en Rhodésie du Sud. Les sociétés pétrolières continuaient de diversifier leurs activités depuis la déclaration unilatérale d'indépendance en construisant des réservoirs de pétrole dans de nombreux endroits.

394. Concernant la source des armes utilisées par la Rhodésie du Sud, le pétitionnaire a déclaré que le régime de Rhodésie du Sud avait hérité de la presque totalité du matériel militaire de l'ancienne Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland. La plupart de ce matériel était de fabrication britannique, bien qu'une partie ait été également fournie par les Etats-Unis d'Amérique. Depuis la déclaration unilatérale d'indépendance, la Rhodésie du Sud continuait à recevoir des armes par l'intermédiaire du Portugal, qui s'approvisionnait auprès de pays de l'OTAN, et par l'intermédiaire de l'Afrique du Sud, aidée par la République fédérale d'Allemagne. La Rhodésie du Sud recevait toujours des pièces de rechange en provenance du

Royaume-Uni. Le Japon et la Turquie procuraient eux aussi du matériel et le Royaume-Uni continuait à le faire par l'intermédiaire d'une usine située à Bruxelles.

395. Comme on lui demandait s'il avait des renseignements sur l'augmentation des revenus des monopoles étrangers qui procédaient à l'extraction de produits miniers en Rhodésie du Sud, le pétitionnaire a indiqué que du cuivre, de l'amiante et du chrome étaient produits au Zimbabwe. L'Italie achetait des concentrés de cuivre et de l'amiante et les Etats-Unis du chrome. Le principal acheteur de concentré de cuivre était la République fédérale d'Allemagne, qui achetait également de l'amiante. Le Royaume-Uni achetait ces trois minéraux. Selon les chiffres les plus récents, la République fédérale d'Allemagne avait augmenté la valeur de ses achats de concentrés de cuivre qui étaient passés de 3 à 5 millions de livres.

396. M. Chitepo, président national de la Zimbabwe African National Union (ZANU), a rappelé qu'en 1966 l'organisation qu'il représentait avait eu l'occasion de présenter au Comité spécial un document où était exposée la grave situation qui existait alors en Rhodésie du Sud et dont l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité estimaient qu'elle constituait une menace très sérieuse pour la paix et la sécurité internationales. Le voyage du Comité et l'hospitalité que lui avaient offerte le Président et le Gouvernement de la Zambie prouvaient à quel point ce pays et la communauté internationale étaient préoccupés par la situation dangereuse qui régnait en Rhodésie du Sud. Au nom du peuple du Zimbabwe, M. Chitepo souhaitait la bienvenue au Comité spécial, espérant sincèrement qu'il lui serait possible d'étudier de plus près les problèmes que posait la crise rhodésienne. Le peuple du Zimbabwe et, en fait, la communauté internationale affrontaient une crise voulue, encouragée, soutenue et favorisée non seulement par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord mais également par un certain nombre d'autres gouvernements et Etats. Le Gouvernement britannique, enfreignant de manière flagrante les obligations qu'il avait souscrites dans la Constitution de sa colonie de Rhodésie du Sud et dans la Charte, avait eu recours à des mensonges flagrants, à des prétextes éhontés et à tous les stratagèmes possibles pour leurrer la communauté mondiale sur le rôle qu'il avait joué dans l'évolution de la situation rhodésienne.

397. Quelque temps avant la proclamation unilatérale de l'indépendance, alors qu'il était patent que la crise était proche et que le Royaume-Uni avait déclaré que tout acte de ce genre serait considéré comme une trahison, le Premier Ministre britannique s'était rendu à Salisbury où il avait pris soin de donner aux futurs rebelles l'assurance que, quoiqu'il arrive, il n'emploierait pas la force. C'était la première fois dans l'histoire qu'un pouvoir dûment constitué avait donné l'autorisation de commettre un acte de trahison. Le monde avait alors suivi avec stupeur les piroquettes et les mensonges du Premier Ministre tentant de masquer les intentions et le rôle véritables de son pays dans la crise. On l'avait vu se précipiter à l'ONU pour exiger des sanctions limitées et volontaires, on avait entendu des déclarations absurdes selon lesquelles le régime rebelle s'effondrerait en quelques semaines; on avait assisté au prétendu blocus du port de Beira et finalement, après un an d'application futile de sanctions volontaires, il y avait eu la demande adressée au Conseil de sécurité de décider des sanctions obligatoires.

398. On savait que le Royaume-Uni s'était opposé à ce que l'embargo soit mis sur le pétrole et que c'était seulement sur l'insistance de nombreux autres Membres des Nations Unies qu'on avait fini par inclure celui-ci parmi les produits faisant l'objet de sanctions. C'était dans les mesures prises ultérieurement par les organismes britanniques qu'on devait trouver la raison de cette réticence. A l'époque de la demande de sanctions obligatoires, une autre duperie, plus grave, avait été l'avertissement lancé par le Secrétaire britannique aux affaires étrangères qu'il ne devrait y avoir ni provocation ni affrontement général en Afrique australe: c'était là préparer le monde à ce qui allait suivre. Des sanctions volontaires étaient déjà appliquées et il était patent que des associations volontaires s'étaient créées en Afrique du Sud pour fournir du pétrole à la Rhodésie du Sud, qui en recevait également du Mozambique.

399. L'ONU et de nombreux Etats Membres, tant à titre individuel que collectivement, avaient attiré l'attention du Royaume-Uni sur le fait que seule la force pouvait mater la rébellion. Le Royaume-Uni, qui avait des milliers de soldats commis prétendument à la défense de la Malaisie et de l'Extrême-Orient, des milliers d'autres en République fédérale d'Allemagne et des milliers d'autres encore pour défendre ses intérêts coloniaux au Moyen-Orient et à Aden, avait reculé devant l'idée d'employer la force pour réprimer la rébellion la plus caractérisée contre sa domination au cours de toute l'histoire moderne. Le principal représentant britannique à l'ONU avait déclaré solennellement que le plus grand danger actuellement pour le monde était le risque d'un conflit racial. Le Président de la Zambie avait rappelé au Comité spécial et au monde en général le risque non seulement de conflit racial mais aussi de conflit idéologique en Afrique australe. Néanmoins, étant donné la manière raciste dont il avait traité la rébellion rhodésienne, le Royaume-Uni allait au-devant du conflit même qu'il feignait de craindre. Il avait cru bon de ménager les rebelles pour deux raisons, à savoir pour défendre tant les "gens de sa race" que ses propres intérêts économiques en Rhodésie du Sud et en Afrique du Sud.

400. Le Royaume-Uni prétendait être un des plus grands défenseurs de l'autorité de l'ONU. Il avait réclamé à cor et à cri une intervention de l'ONU au Moyen-Orient parce que son approvisionnement en pétrole était menacé. Il n'était que trop évident que, comme d'autres grandes puissances, il voulait se servir de l'Organisation mondiale lorsque ses intérêts étaient menacés et que ses arrières n'étaient pas suffisamment couverts pour lui permettre de prendre des mesures unilatérales contraires aux principes de la Charte. Qu'importait au Royaume-Uni que la Zambie, qui venait d'accéder à l'indépendance soit, à certains égards, plus sévèrement frappée par les sanctions que la Rhodésie du Sud? Quand le Royaume-Uni avait demandé l'application de sanctions obligatoires, il savait pertinemment que les livraisons de pétrole à la Zambie avaient cessé mais que la Rhodésie du Sud continuait d'en recevoir d'Afrique du Sud et du Mozambique. Qu'importait au Royaume-Uni que les Noirs de Rhodésie du Sud soient les premières victimes des sanctions, et que la Zambie vive sous la menace constante des sabotages commis par des Rhodésiens, pourvu que ses intérêts et ceux des gens de sa race en Rhodésie du Sud et en Afrique australe continuent d'être sauvegardés?

401. A la suite de la proclamation unilatérale de l'indépendance, le régime Smith avait modifié la Constitution bien connue en 1961, imposée par le Royaume-Uni contre la volonté du peuple du Zimbabwe, et il était actuellement occupé à élaborer une constitution dite du "développement séparé" qui aurait pour effet d'institutionnaliser l'*apartheid* sous un autre nom.

402. Des mesures étaient prises en Rhodésie du Sud pour associer plus étroitement ce pays à l'Afrique du Sud, non seulement du point de vue administratif mais également pour ce qui était de la philosophie et de la structure sociale de l'Etat. Le danger en l'occurrence n'était pas simplement celui que faisait peser un groupe de racistes cherchant désespérément à maintenir leur position, mais la menace bien plus sinistre d'une résurrection de la théorie du *Herrenvolk* qui avait déjà été la cause d'une des plus grandes tragédies mondiales.

403. Bien qu'il eût prié instamment le monde entier de coopérer à la campagne de sanctions, le Royaume-Uni, sous ses airs de fausse sainteté, était lui-même l'un des principaux forceurs de blocus. Soixante pour cent des navires transportant du pétrole vers le Mozambique naviguaient sous pavillon britannique alors que, comme chacun savait, ce pétrole livré au Mozambique était également destiné à la Rhodésie. Le Royaume-Uni continuait de faire du commerce avec la Rhodésie par des intermédiaires et des tiers. Quel crédit le monde pouvait-il encore accorder au Gouvernement de ce pays après ces simulations et ces manquements à la parole donnée solennellement?

404. Le problème racial imprégnait l'atmosphère de toute l'Afrique australe. L'*apartheid* s'étendait et croissait en intensité. Il avait profondément lésé les droits des populations autochtones du Sud-Ouest africain au mépris le plus complet des garanties accordées par les Nations Unies. Le Gouvernement rebelle de Rhodésie s'était sérieusement employé à mettre en œuvre un programme de discrimination raciale plus intense même que celui d'Afrique du Sud puisque dans ce pays on ne comptait qu'un Blanc pour 16 Noirs. Il était évident que, lorsqu'une minorité aussi faible détenait tous les pouvoirs et privilèges, elle ne pouvait que redouter davantage la démocratie et, dès lors, recourir davantage à l'oppression. En vérité, le risque de conflit racial en Afrique australe était grand, non parce que les Africains étaient racistes, mais parce que les grandes puissances, soucieuses seulement de leurs intérêts mesquins, étaient disposées à regarder sans intervenir les nouveaux Hitlers d'Afrique australe propager et exécuter une politique très peu différente de celle des nazis. M. Wilson, ce Chamberlain moderne de la politique britannique, avait "eu son Munich" en Rhodésie du Sud, un acte dont les répercussions sanglantes ne manqueraient pas d'être ressenties au-delà des frontières du Zimbabwe.

405. A deux reprises depuis la proclamation unilatérale de l'indépendance, le Gouvernement britannique avait forcé l'ONU à imposer des sanctions économiques contre la Rhodésie du Sud et, à deux reprises, il s'était refusé à prendre les mesures complètes qui seules auraient pu garantir le succès, fût-il limité. Il avait solennellement promis que les mesures envisagées abattraient le régime rebelle et, confiante dans cette promesse, l'ONU s'était rangée à cet avis. Dix-neuf mois s'étaient écoulés et rien ne s'était produit. Les raisons en étaient simples. L'avertissement calculé, donné par le Royaume-Uni, avait permis au régime

Smith d'élaborer des contre-mesures. Même les sanctions volontaires britanniques avaient été appliquées une à une, après avoir été dûment annoncées. Il était à peine surprenant que les rebelles aient pu s'y préparer. Qui plus était, le refus de l'Afrique du Sud et du Portugal de coopérer à l'application du programme de sanctions avait garanti aux exportations et importations rhodésiennes un écoulement aisé. En fait, le rouage manquant du programme de sanctions avait été la non-application des dispositions d'exécution prévues au Chapitre VII de la Charte. Quand on avait appris que l'Afrique du Sud et le Portugal refuseraient de se conformer à la résolution, on aurait dû créer un dispositif d'application. Le régime Smith avait lancé un défi au Royaume-Uni, mais l'Afrique du Sud et le Portugal en avaient lancé un à l'ONU.

406. Les effets qu'auraient pu avoir les sanctions avaient été atténués pour le régime et ses partisans blancs par le licenciement en masse de travailleurs africains, dont plus de 500 enseignants. En revanche, les travailleurs blancs étaient protégés contre les licenciements par de nouvelles lois prises dans le cadre des règlements d'urgence. Il était difficile d'évaluer l'incidence réelle des sanctions, à supposer qu'elles en eussent une. Le Royaume-Uni avançait pour preuves la fermeture de l'usine Ford, un certain fléchissement des exportations et la diminution du produit national brut rhodésien. Toutefois, l'objet des sanctions n'était pas de diminuer le produit national brut ou de ruiner l'économie rhodésienne, mais d'entraîner des changements politiques; or aucune évolution politique favorable ne s'était encore manifestée. Cela tenait au fait essentiel qu'un petit nombre de colons blancs écrasait 4 millions d'Africains. Dans ces conditions, même un effondrement complet de l'économie n'entraînerait pas nécessairement l'évolution politique voulue, à savoir la substitution à une société hiérarchisée d'une société égalitaire, ce qui, bien entendu, supposerait l'accession au pouvoir de la majorité. On pouvait douter que même un programme de sanctions rigoureusement appliqué pût entraîner une telle évolution. Ce n'était plus le désir d'assurer la domination des Blancs qui prévalait au sein des partisans de la rébellion, mais bien une expansion de la philosophie raciste. Cette communauté pouvait très bien résister jusqu'à ce que tout autour d'elle ne fût plus que ruines.

407. Le régime Smith demandait maintenant à l'industrie nationale les produits de remplacement des marchandises dont l'importation était effectivement bloquée, et la vitalité de l'économie rhodésienne avait permis un certain degré de diversification et de réorientation.

408. Hormis les récalcitrants qu'étaient l'Afrique du Sud et le Portugal, d'autres Membres de l'Organisation des Nations Unies s'étaient contentés, comme le Royaume-Uni, de se conformer pour la forme aux sanctions obligatoires et avaient poursuivi avec le régime rebelle le commerce des marchandises soumises à l'embargo. Comme, d'après certains rapports, un consortium suisse aurait acheté du tabac rhodésien et l'aurait revendu à l'étranger, le Gouvernement suisse avait déclaré qu'il n'était pas en mesure d'imposer des restrictions à des sociétés privées suisses et qu'il maintenait une attitude de stricte neutralité à l'égard de la Rhodésie du Sud. La France avait exporté en Rhodésie du Sud des textiles Marcel Boussac d'une valeur de 2 millions de livres sterling, qui avaient été payés en vertu d'un accord de troc sur le tabac, et

Peugeot envisageait de construire une usine de montage à Salisbury. En 1966, les exportations des Etats-Unis d'Amérique vers la Rhodésie du Sud s'étaient élevées à 2 millions de livres sterling, contre 8 millions de livres avant la proclamation unilatérale de l'indépendance. La République fédérale d'Allemagne continuait de commercer avec la Rhodésie "dans le cadre des contrats existants", ce qui avait permis à celle-ci d'encaisser 1 million de livres sterling en devises étrangères. Les exportations de la Rhodésie du Sud vers la République fédérale d'Allemagne au titre de prétendus "contrats existants", s'étaient élevées à 13 millions de livres sterling, y compris 7 millions de livres sterling de tabac, 3 millions de livres sterling de cuivre et 1 million de livres sterling d'amiante. Les importations rhodésiennes en provenance de la République fédérale, qui s'élevaient à 5 millions de livres sterling, portaient sur une grande variété de produits dont le besoin se faisait cruellement sentir sur les marchés rhodésiens.

409. La valeur des échanges britanniques avec les rebelles, également au titre de prétendus contrats existants, dépassait 15 millions de livres sterling. La Suisse, le Japon et les Pays-Bas également se retranchaient derrière des arrangements analogues.

410. Un train de lois répressives avait été lancé pour empêcher les travailleurs africains de recourir à l'action économique qui aurait pu compléter les sanctions de l'intérieur. Ces mesures comprenaient notamment la détention, la mise en résidence surveillée ou l'emprisonnement de plus de 10 000 activistes politiques et syndicalistes, sans compter les personnes détenues par décision des tribunaux; un état perpétuel d'urgence limitant les déplacements; l'établissement d'un régime policier sévère; une censure rigoureuse des informations et le contrôle par le régime de tous les moyens d'information.

411. C'est pourquoi l'ONU devait comprendre que seules des mesures complètes et efficaces contre l'Afrique du Sud et le Mozambique pouvaient résoudre le problème par la voie des sanctions. La Rhodésie du Sud était reliée à ces deux territoires par des voies ferrées et des routes de premier ordre et même s'il était impossible d'imposer un blocus à ces deux territoires, on devait pouvoir bloquer les points d'entrée, soit par la présence matérielle de forces britanniques ou des Nations Unies sur le sol rhodésien, soit encore par des bombardements.

412. M. Chitepo soutenait que les sanctions obligatoires sélectives avaient été inefficaces en raison principalement de la résistance de l'Afrique du Sud et du Mozambique et de l'absence d'un mécanisme d'application. En demandant l'application des sanctions prévues au Chapitre VII, le Royaume-Uni avait engagé son honneur mais, ayant adopté cette résolution, l'ONU se trouvait dans une situation où il lui fallait sauver sa réputation et pas simplement celle du Royaume-Uni. Le pétitionnaire demandait donc instamment à l'ONU de se soucier des mesures d'application étant donné que son prestige — et peut-être même sa survie — était en jeu. En vérité, l'ONU avait été entraînée dans le piège tendu par le Royaume-Uni. Les mesures d'application, quelles qu'elles fussent, ne devaient pas dépendre de la volonté du Royaume-Uni de les mettre en œuvre. Deux méthodes étaient possibles: ou bien on appliquait des sanctions contre l'Afrique du Sud et le Mozambique, ce que l'on avait essayé de faire sans conviction et hypocritement lorsque le Royaume-Uni avait demandé l'autorisation d'intercepter tout pétrolier transportant

du pétrole destiné à la Rhodésie du Sud, ou bien on détruisait les canaux par lesquels ces deux pays continuaient de commercer avec la Rhodésie du Sud.

413. Etant donné que le régime rebelle avait fait beaucoup de propagande au sujet de l'œuvre qu'il avait entreprise au bénéfice de l'ensemble de la population du Zimbabwe, M. Chitepo désirait s'étendre quelque peu sur la situation dans le pays.

414. Le mouvement vers l'*apartheid* intégral ressortait clairement des données relatives à l'expansion annuelle de l'enseignement pour les Africains. De 1946 à 1957, cette expansion s'était chiffrée par un accroissement annuel moyen des dépenses de l'ordre de 35 p. 100. Cette période avait vu la chute de Todd, lequel avait doublé l'impôt personnel pour les Africains et avait envisagé d'accélérer le taux d'expansion. Au cours de la période 1957-1961, ce taux était tombé à 28 p. 100. La communauté blanche avait jugé ce taux excessif et, en 1961, le Front rhodésien, qui s'était engagé à l'abaisser, était arrivé au pouvoir à la suite des élections. Le Front avait tenu sa promesse et, pour la période 1961-1966, le taux était tombé à 9 p. 100, tandis que pour l'exercice en cours, il était tombé à 6,5 p. 100. En 1966, 66 p. 100 seulement des centaines de milliers d'enfants africains d'âge scolaire fréquentaient l'école; 15 p. 100 étaient dans la dernière des huit années du cycle primaire et moins de 1 p. 100 dans les écoles secondaires. Le régime rebelle avait dépensé annuellement moins de 10 livres sterling pour chaque enfant africain d'âge scolaire, mais plus de 110 livres sterling pour chaque enfant blanc. L'enseignement était obligatoire et gratuit pour les Blancs jusqu'à l'âge de 16 ans tandis que les enfants africains devaient payer des frais de scolarité. Les écoles africaines avaient un personnel insuffisant et étaient mal équipées, et pourtant le régime mettait en œuvre actuellement un plan visant à licencier quelque 3 500 enseignants parmi les moins qualifiés. Il avait réduit de moitié le taux d'admission dans les écoles professionnelles; il avait ramené d'un cinquième à un huitième le taux d'admission dans les écoles secondaires des élèves qui avaient achevé leurs études primaires, et avait supprimé les subventions d'équipement aux écoles africaines. En outre, il avait imposé un droit dit d'inscription de 50 shillings par enfant, ce qui avait eu pour effet de porter de 14 p. 100 à 17 p. 100 en moyenne, par an, la part de leurs revenus annuels que les parents africains devaient consacrer à l'instruction de chaque enfant en âge de fréquenter l'école.

415. Des mesures plus dures encore allaient être prises. Comme en Afrique du Sud, dans le cadre du prétendu plan de développement communautaire, l'enseignement des Africains serait bientôt financé presque entièrement par les collectivités africaines elles-mêmes qui seraient responsables de la gestion des écoles. Ainsi réduirait-on la contribution des missions à l'enseignement africain, contribution qui, dans le passé, s'élevait à plus de 75 p. 100. Les collectivités africaines étaient concentrées dans les régions les plus désolées du pays et les écoles ouvertes aux Africains dans les zones suburbaines européennes avaient été fermées afin d'imposer la ségrégation et de cacher l'injustice de ce qu'on appelait le droit de vote pour tous, qui était fondé sur des conditions strictes d'instruction et de revenu.

416. En matière d'emploi et de main-d'œuvre, les Africains étaient soumis à une discrimination caractérisée et paralysante. En théorie, ils pouvaient accéder à tous les échelons d'emploi, mais en pratique, les

employeurs blancs et le régime des colons avaient veillé à ce que les Africains exercent seulement des fonctions qui n'exigeaient aucune qualification et quelques emplois semi-qualifiés peu nombreux. L'apprentissage était fermé à tous les Africains et les quelques rares Africains qui avaient reçu une formation à l'étranger ne pouvaient trouver de travail. Au cours de la période de l'association, à l'époque du Gouvernement fédéral, un collège technique réservé aux Africains avait été créé à Lueve, mais le régime Smith l'avait fermé. A qualifications égales, l'Africain ne percevait que la moitié environ du salaire que recevait son homologue blanc. Le salaire annuel moyen d'un Africain était de 140 livres sterling, celui d'un employé blanc de 1 700 livres. Les travailleurs africains étaient mal logés et devaient effectuer de longs déplacements entre le lieu de leur travail et les régions mal desservies par un réseau de transport insuffisant. Afin de limiter l'expansion du syndicalisme africain, le régime avait adopté des lois d'oppression qu'il appliquait impitoyablement telles, par exemple, l'*Industrial Conciliation Act* qui, classant certains types d'emplois comme "services vitaux", permettait l'interdiction des mouvements de grève. Depuis l'application des sanctions, presque tous les emplois réservés aux Africains avaient été ainsi classés. Les organisations syndicales africaines étaient soumises à une surveillance étroite et à un strict contrôle financier et n'avaient pas le droit d'utiliser leurs fonds à certaines fins, par exemple, pour exercer des activités politiques. Dans les circonstances actuelles, tout mouvement de grève était considéré comme étant d'inspiration politique et ses organisateurs étaient passibles de poursuites. Ayant autorisé des syndicats minoritaires fantoches au sein desquels les voix étaient pondérées de sorte que les travailleurs blancs puissent l'emporter sur les Africains en bien plus grand nombre, le régime avait décrété qu'un seul syndicat était autorisé pour chaque profession et que les grèves organisées par des syndicats non autorisés étaient illégales. Il allait de soi que la plupart des Africains ne pouvaient adhérer qu'à des syndicats non autorisés.

417. En Rhodésie, les travailleurs agricoles africains se distinguaient à peine des esclaves. L'*Industrial Conciliation Act* avait été complété par le *Law and Order (Maintenance) Act* aux termes duquel toute personne qui recommandait, encourageait, préconisait, ordonnait, appuyait ou faisait exécuter tout acte de nature à entraver ou à gêner le fonctionnement d'un service vital devait être poursuivie.

418. L'ensemble du système était conçu de manière à maintenir le *statu quo*, qui supposait pour l'Africain des salaires lamentablement bas et de mauvaises conditions de travail. La loi interdisant le licenciement de travailleurs blancs depuis l'application des sanctions, des travailleurs blancs en surnombre avaient commencé d'occuper les emplois qualifiés et semi-qualifiés précédemment exercés par les Africains. En vertu du *Vagrancy Act*, les Africains sans emploi étaient refoulés dans les régions rurales surpeuplées ou condamnés à la détention et assignés à résidence comme vagabonds.

419. Le *Land Apportionment Act* (comme le *Group Areas Act* en Afrique du Sud) était la clef de voûte du système de discrimination en matière foncière qui influait sur le commerce, l'industrie, le lieu de résidence et l'enseignement. La question avait été traitée déjà de manière approfondie dans des documents présentés par la ZANU à divers organes de l'ONU. Tout ce qu'on pouvait encore dire, c'était que, depuis qu'il était arrivé au pouvoir, le Front rhodésien avait appliqué cette loi avec plus de hargne et de rigueur que jamais.

420. La publication de statistiques commerciales ou autres constituant un délit en Rhodésie, il était extrêmement difficile d'obtenir des détails complets sur la situation dans le pays. Aussi le tableau révoltant que M. Chitepo venait de brosser n'en traduisait-il que partiellement la gravité. Les heurts inévitables qui s'étaient produits avaient causé la mort de nombreuses personnes et des villages entiers avaient été rasés à titre de représailles parce que leurs habitants soutenaient la guerre faite au régime ou y prenaient une part active. Grâce à la censure sévère imposée depuis la proclamation unilatérale de l'indépendance, nombre de ces événements étaient passés sous silence, mais on en savait beaucoup plus que ce que les rebelles voulaient bien admettre.

421. Dans les camps de détention où plusieurs milliers de personnes étaient détenues, les conditions étaient lamentables, inhumaines et calculées de manière à briser le moral des prisonniers. Les détenus étaient enfermés dans de petites huttes surpeuplées entourées de barbelés et fortement gardées par des soldats en armes. Des projecteurs les éclairaient la nuit. Les épouses et les familles des prisonniers ignoraient où ils se trouvaient. Les prisonniers n'avaient pas le droit de lire ou de recevoir des nouvelles de l'extérieur. Les installations sanitaires et les lavoirs étaient inexistantes. Toutes les visites étaient interdites, même celles du clergé. Cette autorisation avait même été refusée à l'Archevêque du Mashonaland. Des documents photocopiés transmis au Comité spécial racontaient en partie l'histoire de la résistance vaillante de la population contre le régime. Sa foi dans des solutions pacifiques ayant été trahie, le peuple avait pris les armes. Dès après la première grande bataille livrée à Sinoia, en mai 1966, le régime avait emprisonné tous les dirigeants de la ZANU, qui étaient détenus à Sikombela, près de Gwelo. La situation était telle que tout Blanc était "autorisé" à tirer à vue sur un Africain et s'en tirait sans dommage, simplement en plaçant qu'il soupçonnait cet Africain d'être un guérillero. Le président et le vice-président de la ZANU avaient été brutalement attaqués par des gardiens de prison blancs.

422. S'efforçant de cacher tout ce qui concernait les combats, le régime ne donnait de la publicité qu'aux incidents tendant à donner l'impression qu'il avait la situation bien en mains. En attendant, il faisait soigner ses blessés dans des hôpitaux spéciaux — généralement des casernes — où les médecins étaient tenus au secret. La police spéciale du régime patrouillait nuit et jour les quartiers résidentiels africains et y arrêtait quiconque était pris à flâner ou à écouter des émissions de radio étrangères. Il était courant d'emprisonner une personne pendant un mois sans jugement, sur de simples soupçons. Qu'un régime qui avait tenu en prison pendant plus de cinq ans des gens qui n'avaient jamais été condamnés par un tribunal envisage maintenant une loi sur la détention préventive, voilà bien le comble du cynisme !

423. Le peuple du Zimbabwe avait pris l'engagement solennel de lutter jusqu'au bout. Il ne s'imaginait pas que la lutte serait facile ; l'ennemi était bien équipé et résolu. Le régime n'était pas seulement raciste, il était aussi militaire. Outre l'armée régulière blanche de 25 000 hommes (y compris la réserve) toute la population civile blanche recevait une instruction militaire. Tous les hommes de 18 à 55 ans étaient soumis à la conscription. Tous étaient armés, même les femmes. Chaque policier pouvait, sans restriction, procéder à des arrestations sur de simples soupçons.

424. L'*apartheid* en matière de logement existait virtuellement depuis 1923 et chaque quartier africain était devenu une prison, s'il n'en avait pas le nom. On pouvait voir des policiers partout. Les gens étaient constamment questionnés et interrogés et les barrages routiers étaient courants.

425. Malgré cet étalage de puissances apparemment invulnérable, le peuple du Zimbabwe était resté inébranlable dans sa décision de combattre jusqu'au dernier homme. Il y avait bien longtemps que la ZANU avait pris cette décision. Le révérend N. Sithole avait appris à ses membres qu'ils étaient leurs propres libérateurs et qu'en raison de la proclamation unilatérale de l'indépendance, il était possible que tout le Zimbabwe fût obligé de prendre les armes. Le peuple avait répondu à son appel. Le seul langage que les colons comprenaient était celui de la force et la ZANU estimait que celle-ci était légitime lorsqu'il s'agissait de recouvrir des droits imprescriptibles. S'il y avait eu des doutes quant à la légitimité de la lutte, ils auraient été dissipés par la déclaration des Nations Unies selon laquelle la cause du peuple du Zimbabwe était une cause juste. C'est avec reconnaissance que ce peuple avait pris connaissance des déclarations du Comité spécial et de l'Assemblée générale, faisant appel à tous les Etats Membres pour qu'ils l'appuient dans sa lutte de libération.

426. M. Chitepo avait écouté avec intérêt les déclarations préliminaires faites par de nombreux représentants pour lesquels la seule solution du problème rhodésien était l'emploi de la force. Toutefois, il avertissait le Comité spécial qu'il serait vain d'espérer que le Royaume-Uni fournisse cette force. La seule force possible était celle du peuple du Zimbabwe lui-même. L'ONU, s'étant engagée sur la voie des sanctions, risquait de se trouver dans l'obligation de recourir à la force pour faire valoir son autorité. En ce qui la concernait, la ZANU userait de la force pour faire respecter la dignité du peuple Zimbabwe. Ce qu'elle demandait au Comité c'était, avant tout, de réitérer son appel à tous les Etats Membres pour qu'ils soutiennent le mouvement de libération du Zimbabwe.

427. A bord du H.M.S. *Tiger*, Wilson et Smith avaient comploté pour trahir le Zimbabwe. Par un hasard miraculeux, les rebelles n'avaient pas accepté le marché. Toutefois, M. Chitepo était convaincu que Smith et Wilson tenteraient encore d'arriver à un accord secret. Malgré les récents démentis, on préparait certainement de nouvelles conversations. Le danger était que l'ONU pourrait bien se trouver devant le fait accompli, c'est-à-dire que les rebelles accepteraient un retour à la légalité si Wilson leur octroyait en échange une constitution favorisant la minorité.

428. La deuxième chose que la ZANU demandait à l'ONU était de n'accepter en aucun cas qu'une constitution élaborée à la suite de négociations secrètes entre Smith et Wilson, justifie l'octroi de l'indépendance. La seule constitution valable serait celle qui aurait été élaborée ou approuvée par les dirigeants dûment élus et reconnus du peuple du Zimbabwe. Il était essentiel que le Comité spécial dévoile les machinations britanniques et s'en tienne fermement aux principes. Après l'échec des conversations du H.M.S. *Tiger*, on avait répété qu'il suffisait que le régime Smith en revienne à la Constitution de 1961 pour que les sanctions soient levées. La ZANU espérait que l'objet des sanctions n'était pas le retour à une légalité purement technique, mais l'exercice du pouvoir par la majorité.

429. M. Chitepo remerciait le Comité spécial, en son nom et au nom du Bureau de la ZANU, de lui avoir donné l'occasion de le mettre au courant de la situation dans le Zimbabwe; cette situation devait révolter la conscience de chaque membre de l'ONU. Il donnait au Comité l'assurance que son peuple ne déposerait pas les armes tant qu'il ne pourrait pas travailler et vivre librement et être enfin maître de son destin.

430. Prié de développer les renseignements qu'il avait fournis sur le sort des prisonniers du Zimbabwe en Rhodésie du Sud, le pétitionnaire a dit qu'il était difficile d'évaluer avec précision le nombre de prisonniers politiques et autres en Rhodésie du Sud car une censure sévère avait été imposée immédiatement après la proclamation unilatérale de l'indépendance. Toutefois, son organisation gardait le contact et correspondait même parfois directement avec certains prisonniers et les chiffres rendus publics par le régime rebelle n'avaient aucun rapport avec le nombre de prisonniers réellement détenus.

431. Le chiffre de 10 000 à 15 000 qu'il avait cité ne concernait que les prisonniers politiques, c'est-à-dire ceux contre qui des mandats d'arrêt ou de mise en résidence surveillée avaient été lancés, mais contre qui aucune accusation n'avait été formulée. Le régime pouvait arrêter qui il voulait et il était possible qu'un grand nombre d'autres personnes eussent été arrêtées pour interrogatoire sur la base d'accusations fabriquées de toutes pièces ou sur de simples soupçons.

432. Les détenus politiques étaient généralement emprisonnés: plusieurs étaient détenus à la centrale pénitentiaire de Salisbury. D'autres étaient en résidence surveillée, ce qui revenait à dire que leur aire de détention était plus étendue qu'une cellule de prison. La mise en résidence surveillée était généralement ordonnée pour des gens qui vivaient dans des régions isolées après des incidents comme l'attaque récente à Karoi, de l'armée de libération nationale du Zimbabwe. Les Africains étaient détenus longtemps dans des conditions lamentables, souvent sans soins médicaux, et ils étaient soumis à une surveillance étroite par la police et par les forces armées ainsi qu'à de sévères restrictions en ce qui concernait les visites et le courrier.

433. L'ancienne loi sur la détention préventive disposait qu'une sorte de tribunal chargé de faire des recommandations au gouvernement pourrait siéger, mais depuis la proclamation unilatérale de l'indépendance, il ne semblait pas que ces tribunaux eussent siégé.

434. Prié de dire ce qu'il pensait des nouvelles parues dans la presse, selon lesquelles certains pays n'avaient pas rappelé tous les experts qui avaient travaillé en Rhodésie du Sud avant l'usurpation du pouvoir par le régime Smith, il a déclaré que ce n'était un secret pour personne que la République fédérale d'Allemagne et l'Afrique du Sud fournissaient une assistance militaire à la Rhodésie du Sud sous forme d'experts. Selon les renseignements reçus par la ZANU, depuis le début de la résistance armée, le Japon avait été invité à envoyer des spécialistes de la guérilla pour aider les rebelles de Rhodésie du Sud, et il avait accepté de le faire; il avait également envoyé des experts de l'industrie sidérurgique. Le pétitionnaire pensait que le Royaume-Uni aidait encore ouvertement la Rhodésie du Sud sur le plan technique, en lui fournissant des fonds pour l'université et que la France avait envoyé également des techniciens. Il se pouvait que d'autres pays apportaient une assistance technique à la Rhodésie du Sud, mais la situation n'était pas très claire.

435. Prié de dire quels pays avaient une représentation diplomatique ou autre en Rhodésie du Sud, il a déclaré que les Etats-Unis avaient un consul à Salisbury et qu'il y avait encore une mission du Royaume-Uni en Rhodésie du Sud. D'autres pays comme la France, le Japon et la République fédérale d'Allemagne étaient représentés par des agents commerciaux. Le Portugal et l'Afrique du Sud avaient une représentation nombreuse et avaient échangé du personnel diplomatique avec la Rhodésie du Sud.

436. Prié de dire quelles difficultés particulières rencontraient les combattants pour la liberté et de quelle manière, à leur avis, les organisations internationales pourraient aider le peuple du Zimbabwe, le pétitionnaire a répondu que ceux qui avaient pris les armes avaient besoin de secours médicaux et d'assistance sous d'autres formes. Toutefois, le problème des réfugiés était plus important encore. Dans la définition qu'il a donnée des réfugiés, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés n'a pas englobé semble-t-il, les personnes qui s'efforçaient de mettre fin à la situation ou au système qui avaient fait d'elles des réfugiés: en prenant les armes, ces personnes cessaient d'être des réfugiés relevant de la compétence du Haut Commissaire. De plus, les familles des combattants pour la liberté n'étaient pas considérées comme personnes à charge de réfugiés véritables aux termes de cette définition. C'était d'autant plus regrettable que l'Assemblée générale avait déclaré légitime la lutte du peuple du Zimbabwe.

437. Prié de dire quelles possibilités le peuple du Zimbabwe avait d'organiser un mouvement de résistance passive, le pétitionnaire a rappelé que la résistance passive avait été rendue célèbre par le mahatma Gandhi, en Inde, et avait été plus ou moins pratiquée dans d'autres pays. Cette résistance pouvait être couronnée de succès lorsque le pouvoir contre lequel elle s'exerçait avait une conscience à laquelle on pouvait faire appel. Mais le régime rebelle de Rhodésie du Sud était dépourvu de conscience, et c'était pour cela qu'il avait fallu recourir à la résistance armée.

438. Prié de dire ce qu'il pensait de la création d'une commission de coordination et de contrôle chargée d'assurer l'application intégrale de sanctions générales, qui engloberaient les communications et les transports, il a rappelé qu'il avait dit, dans sa déclaration principale, que si des sanctions devaient être appliquées, elles devraient au moins être générales. Il ne s'opposerait pas à la création d'un organe de coordination et de contrôle de l'ONU, à condition qu'il y eût aussi un mécanisme efficace d'application. Si cet organe de contrôle ne servait qu'à informer le Conseil de sécurité d'infractions aux sanctions, il n'aurait qu'une mince utilité, car les coupables étaient déjà connus, pour la plupart, et en cas de sanctions globales, les infractions seraient encore plus évidentes.

439. A la question de savoir quel genre d'assistance des institutions comme l'UNESCO pourraient utilement fournir en vue de développer l'instruction parmi le peuple du Zimbabwe, il a répondu que le régime rebelle avait entrepris une politique cruelle de déshumanisation afin de s'assurer que la population africaine du Zimbabwe serait toujours disponible comme main-d'œuvre à bon marché au service des colons. Dans l'état actuel des choses, la ZANU estimait que la lutte pour l'indépendance était l'objectif primordial. Il serait fort utile d'organiser un enseignement lié à la lutte pour l'indépendance. Mais si l'on voulait parler de l'enseignement en général, des difficultés étaient à prévoir. Le

régime rebelle avait fait en sorte que les Africains ne reçoivent que l'instruction dont ils ont besoin pour travailler intelligemment, et peu nombreux étaient ceux qui avaient les qualifications nécessaires pour poursuivre des études. Lorsque la lutte pour l'indépendance s'achèvera par le succès, il y aura une grave pénurie de cadres administratifs et techniques, et la ZANU recevra alors avec plaisir l'aide de l'UNESCO ou des gouvernements dans ces deux domaines.

440. Prié de dire quel était le type des 20 avions dont il avait parlé et à quelle date ils avaient été livrés,

le pétitionnaire a répondu qu'il s'agissait d'avions militaires, surtout de fabrication britannique. Ils avaient été livrés en 1966.

441. Prié de fournir une liste complète des intérêts commerciaux étrangers opérant en Rhodésie du Sud, en indiquant leur nationalité, le pétitionnaire a dit qu'il lui faudrait quelque temps pour faire des recherches et établir une liste aussi complète que possible. Il pouvait citer pour le moment quelques-uns de ces intérêts: Lonrho, Anglo American, Lever Brothers et Rio Tinto. Il a fourni ultérieurement la liste ci-après:

<i>Compagnies</i>	<i>Siège</i>	<i>Domaine d'activité</i>
Anglo American	Afrique du Sud	Mines, brasseries et industries diverses
Lonrho	Royaume-Uni	Mines
Reupert	Afrique du Sud	Tabac (Peter Stuyvesant, Rembrandt, etc.)
Rothmans	Royaume-Uni, Etats-Unis	Tabac
B.A.T.	Royaume-Uni, Etats-Unis	Tabac
Gallaher	Royaume-Uni	Tabac
Fraser and Chalmers	Royaume-Uni	Acier et constructions métalliques
Monarch Steel		
British Insulated	Royaume-Uni	Acier et constructions métalliques
Callender's Cables		
Stewards and Lloyds	Royaume-Uni	Acier et tubes d'aluminium, matériel de pompage
Supersonic	Royaume-Uni	Radio
Phillips	Pays-Bas	Radio
Bosch	République fédérale d'Allemagne	Télévision et radio
United Transport Co.	Royaume-Uni	Poids lourds (Leyland, Albion, autobus et camions)
G.E.C.	Royaume-Uni	Matériel électrique et pièces de rechange
Shell	Pays-Bas	Produits pétroliers
B.P.	Royaume-Uni	Produits pétroliers
Caltex	Etats-Unis	Produits pétroliers
Mobil	Etats-Unis	Produits pétroliers
Unilever	Pays-Bas	Savon, huiles alimentaires, produits de toilette
Ford	Royaume-Uni, Etats-Unis	Automobiles
G.M.C.	Etats-Unis	Automobiles
B.M.C.	Royaume-Uni	Automobiles
Peugeot	France	Automobiles
British Metal Corp.	Royaume-Uni	Traitement des métaux et construction métallique
B.S.A.	Afrique du Sud, Royaume-Uni	Propriétés foncières et autres investissements
Coca Cola	Etats-Unis	Boissons non alcoolisées
Schweppes	Royaume-Uni	Boissons non alcoolisées
Dunlop	Royaume-Uni	Caoutchouc
English Electric	Royaume-Uni	Matériel électrique
Fiat	Italie	Automobiles
Ozalid	République fédérale d'Allemagne	Matériel de photocopie
Boots	Royaume-Uni	Produits pharmaceutiques

<i>Compagnies</i>	<i>Siège</i>	<i>Domaine d'activité</i>
I.C.I.	Royaume-Uni	Produits pharmaceutiques
Kodak	République fédérale d'Allemagne	Matériel photographique
Burroughs	Royaume-Uni	Machines de bureau et ordinateurs
C.B.R. Bental	Royaume-Uni	Moteurs Diesel (Perkins, Diesel, etc.)
Elna Sewing Machines.....	Suisse	Machines à coudre
Nestlé	Suisse	Produits laitiers
V.W. Car Parts.....	République fédérale d'Allemagne	Automobiles et pièces de rechange

Il a déclaré qu'un grand nombre des firmes figurant sur cette liste étaient des filiales de sociétés sud-africaines, elles-mêmes filiales d'autres sociétés internationales. Les firmes rhodésiennes continuaient de fonctionner grâce aux fournitures que leur envoyaient les sociétés sud-africaines.

442. Le révérend Bernard H. Zulu dit que ce qu'il allait dire de la situation en Rhodésie du Sud était un compte rendu de ce qu'il avait eu l'occasion de voir personnellement. En sa qualité d'ecclésiastique, le révérend Zulu avait pu se déplacer parmi la population et vivre comme elle. La situation en Rhodésie du Sud était aussi grave pour le peuple de la Rhodésie du Sud que pour le monde en général.

443. Il y avait 65 sièges parlementaires : 50, affectés à la liste "A", étaient détenus par les membres européens du Rhodesian Front. Quatorze des sièges affectés à la liste "B" étaient occupés par des Africains et le dernier par M. A. Palley qui n'avait obtenu que 16 voix. Comme la majorité des deux tiers seulement était nécessaire pour amender la constitution, les 50 parlementaires blancs détenaient en fait le pouvoir. Pour avoir le droit de voter, il fallait remplir certaines conditions d'instruction, de propriété et de revenu. Peu d'Africains avaient estimé utile de s'inscrire sur la liste "B" et les électeurs africains de la liste "A" étaient tellement dispersés dans le pays qu'il était douteux qu'ils pussent obtenir un seul siège au Parlement. Il était très difficile pour un Africain d'acquiescer un niveau d'instruction lui permettant de se faire inscrire sur la liste "A", et les conditions de revenu étaient presque impossibles à remplir, sauf pour un petit nombre de fantoches favorisés. Le *Land Apportionment Act* restreignant la possibilité pour les Africains d'acquiescer des terres, il leur était extrêmement difficile de satisfaire aux conditions de propriété foncière. En 1965, un Africain titulaire du *Cambridge School Certificate* et ayant reçu une formation pédagogique pendant deux ans n'aurait pu remplir les conditions voulues pour être inscrit sur la liste "A" parce que son salaire de départ d'instituteur ne le lui aurait pas permis.

444. Aux termes du *Land Apportionment Act*, 37 p. 100 des terres étaient réservés à quelque 200 000 Européens et 46 p. 100 à 4 millions d'Africains environ. Seulement 17 p. 100 des 40 millions d'acres de terres tribales africaines étaient cultivables et 9,5 p. 100, soit près des trois cinquièmes, étaient en fait cultivés. Cela représentait la meilleure utilisation raisonnablement possible puisque certains facteurs limitaient les cultures, par exemple le fait que de petites parcelles étaient utilisées comme pâturages et que sur certains terrains pauvres on pouvait cultiver seulement le tabac. En

revanche, 52 p. 100 des 33 400 000 acres de terres "européennes" étaient cultivables, mais 2,8 p. 100 seulement étaient cultivés ; 98 p. 100 des terres les plus fertiles et les mieux arrosées se trouvaient dans les régions où vivaient les Européens, 2 p. 100 seulement dans les régions réservées aux Africains.

445. On dépensait annuellement 10 fois plus pour l'éducation d'un enfant européen que pour celle d'un enfant africain (110 livres environ, contre 10 livres, respectivement). La scolarité était obligatoire pour les enfants européens jusqu'à la fin de l'école secondaire tandis qu'un grand nombre d'enfants africains ne pouvaient poursuivre leurs études faute de locaux, et leurs chances d'obtenir un diplôme d'enseignement secondaire n'étaient que de 5 p. 100. La ségrégation était totale dans l'enseignement, excepté dans quelques écoles privées, ce qui contribuait à maintenir une barrière entre les races et à empêcher les jeunes Rhodésiens de se faire confiance et de se comprendre. A la fin de 1965, le gouvernement avait adopté des mesures contre les écoles intégrées des régions habitées par les Européens, en s'autorisant du *Land Apportionment Act*. Le régime Smith envisageait de confier aux conseils de chefs la surveillance des écoles de villages créées et développées par les missions. Comme la plupart des chefs étaient semi-analphabètes, il s'ensuivrait une baisse de la qualité de l'enseignement dans ces écoles. Les chefs qui recevaient des subsides comme fonctionnaires du gouvernement, étaient influencés par la propagande du gouvernement et se méfiaient de plus en plus des Africains qui étaient plus instruits et s'intéressaient davantage à la politique.

446. Le Gouvernement avait indiqué récemment que l'enseignement des Africains serait financé désormais exclusivement par les impôts payés par les Africains, piètre excuse pour diminuer les dépenses du Gouvernement et continuer à maintenir les Africains dans la servitude. En outre, c'était la communauté africaine qui devrait désormais construire et équiper les écoles de village et assurer le logement des maîtres alors que les parents d'enfants européens n'avaient jamais eu à le faire.

447. Les deux principales zones réservées aux Africains aux abords de Salisbury étaient entourées de hautes clôtures surmontées de fil de fer barbelé. Chacune d'entre elles comportait deux entrées principales — c'étaient pratiquement des camps de concentration. Lorsque les Africains partaient à leur travail, on imprimait sur leurs mains une marque indélébile pour les identifier comme travailleurs. A leur retour, les Africains devaient se présenter devant les grilles les mains levées pour que la police pût voir clairement cette

marque. La nuit, des patrouilles de la police et de l'armée vérifiaient dans toutes les maisons l'identité des occupants. A partir de 15 ans, tous les adolescents, salariés ou non, devaient payer 15 shillings par mois pour avoir la permission de rester avec leur famille.

448. Les bars où l'on pouvait consommer de la bière étaient entourés de murs en brique de 12 pieds de haut, hérissés sur toute leur longueur de tessons de verre. Deux entrées assez étroites étaient ménagées pour permettre le passage d'une seule personne à la fois. Ces salles ressemblaient d'ailleurs plus à des enclos pour le bétail qu'à des bars. Si l'on procédait à des vérifications on fermait les deux portes et la police perquisitionnait. Ces bars étaient donc très utiles pour les descentes de police.

449. Depuis 1965, le gouvernement exerçait des contraintes à l'égard des chefs en recourant beaucoup à la corruption; on leur accordait des libéralités de plus en plus grandes en leur disant que les jeunes Africains ayant reçu une certaine éducation cherchaient à les dépouiller de leurs pouvoirs. Le succès de cette manœuvre était indéniable. La première *indaba* de chefs, en 1965, avait eu pour effet d'enlever aux chefs presque toute l'influence qu'ils avaient pu avoir sur les jeunes. Dans une assez vaste région du sud-est de la Rhodésie, pas un des chefs supérieurs n'avait osé consulter la population avant de se rendre à l'*indaba* de Domboshawa. Ils avaient été maintenus au pouvoir et leur sécurité avait été préservée uniquement grâce aux allées et venues continuelles des forces de la police et de l'armée dans les régions tribales.

450. La radio qui était un monopole de l'Etat avait diffusé un programme intitulé "Padare". Il s'agissait d'une tribune où des Africains discutaient des Etats africains nouvellement indépendants d'une manière méprisante en insistant sur les troubles qui se produisaient au Ghana, au Congo et dans les Etats d'Afrique orientale. On y dénonçait également les dirigeants de la ZANU et de la ZAPU.

451. Les lois et les mesures de caractère discriminatoire flagrant qui avaient été exposées avaient inévitablement suscité une certaine agitation et des mécontentements et, pour parer à cette situation, le gouvernement s'était trouvé contraint d'adopter les mesures extrêmes qui faisaient l'objet de la loi dite du maintien de l'ordre [*Law and Order (Maintenance) Act*]; aux termes de cette loi, n'importe qui pouvait être privé de sa liberté sans avoir été jugé pour des périodes allant de un à cinq ans et cette peine pouvait être renouvelée indéfiniment au gré du ministre. Des centaines d'Africains étaient ainsi privés de leur liberté sans être officiellement inculpés. La clause relative à la pendaison rendait la peine de mort obligatoire dans certains cas, même quand il s'agissait d'une tentative d'incendie criminel. Cette clause avait été dénoncée par les autorités judiciaires du monde entier. Alors que de nombreux pays cherchent à abolir la peine capitale, la Rhodésie du Sud l'appliquait de plus en plus et une centaine d'Africains condamnés à mort étaient incarcérés dans les prisons.

452. Plus de 10 000 Africains étaient probablement incarcérés ou en résidence surveillée dans le pays mais le chiffre exact était un secret d'Etat. Les conditions dans lesquelles ils vivaient étaient effroyables. Le pétitionnaire avait visité l'un des camps de détenus, à Gonokudzingwa, au moment où Joshua Nkomo et d'autres avaient été arrêtés. Ce camp se trouvait dans

une région isolée où ne vivaient jusque-là que des bêtes sauvages. Les prisonniers ne pouvaient guère chercher à s'évader car à l'est il y avait les soldats portugais, au sud-ouest des soldats africains et au nord une réserve de fauves. Les prisonniers vivaient dans des conditions inhumaines. Il n'existait aucun système de distribution de l'eau qu'il fallait transporter. Les barraques en tôle étaient de véritables fours pendant la saison chaude et n'offraient aucune protection contre le froid en hiver. Il n'y avait aucune route d'accès et pas de communication avec le monde extérieur; seule une piste utilisable par les jeeps permettait de pénétrer dans cette région. Rien n'était prévu dans le camp pour se distraire, s'instruire ou recevoir des soins médicaux. Les détenus avaient dû mettre eux-mêmes sur pied un programme d'instruction grâce à une petite somme recueillie dans ce but par des organisations religieuses. Ces projets, dus à l'initiative individuelle, n'avaient jamais été encouragés par le gouvernement et M. Josiah Chinamano avait été transféré du camp de Gonokudzingwa à celui de Wah Wah pour avoir cherché à les organiser. Dans d'autres camps — Marandellas, Gokwe et Wah Wah — les conditions d'existence étaient identiques, à ceci près que ces camps étaient moins isolés. Presque toujours les dirigeants avaient perdu tout contact avec la population qui ignorait très souvent où ils se trouvaient. Aucune visite n'était autorisée à Gonokudzingwa et les détenus étaient complètement coupés du monde extérieur. Les visites dans les autres camps étaient strictement réglementées.

453. Les familles des détenus se désagrégeaient du fait de l'absence des maris et des pères pour une période indéfinie. Les enfants étaient sans père et n'avaient aucun moyen de subvenir à leur existence. Les familles ainsi délaissées avaient été expulsées de leur logement faute de pouvoir payer le loyer. Les femmes n'avaient pas l'autorisation de voir leur mari et les enfants ne savaient pas où était leur père. Le groupement d'Action chrétienne avait essayé de leur venir en aide grâce à des subsides reçus du Conseil mondial des Eglises, leur seule source d'assistance, mais même cette organisation était maintenant surveillée par le gouvernement rebelle.

454. M. Chihota, parlant au nom de la Zimbabwe African National Union (ZANU), a remercié le Comité spécial de lui donner la possibilité de présenter les vues de son parti. Puisque ses collègues de Zambie avaient déjà pris la parole devant le Comité à Kitwe et avaient fait un exposé très complet de la situation en Rhodésie du Sud, le pétitionnaire serait bref. D'ailleurs, la plupart, sinon tous les membres du Comité connaissaient bien les problèmes de la Rhodésie du Sud et M. Chihota se proposait donc d'indiquer ce que son parti attendait du Comité et des Nations Unies en général.

455. M. Chihota et ses collègues prenaient la parole devant le Comité spécial au nom de leur président, le révérend Ndabaningi Sithole, du Comité central de la ZANU, qui déplorait en prison, ainsi que de tous ceux qui souffraient sous le joug du colonialisme britannique. M. Chihota parlait également au nom des forces combattantes participant actuellement à des opérations militaires dans diverses régions de la Rhodésie du Sud, et au nom des prisonniers qui attendaient d'être exécutés parce qu'ils avaient pris part à la guerre de libération nationale (chimurenga).

456. M. Chihota s'est félicité de l'occasion qui lui était donnée de rétablir les faits et de dénoncer les mensonges éhontés auxquels les impérialistes britan-

niques avaient recours à l'ONU lorsqu'ils cherchaient à maintenir et à justifier leur politique coloniale en Rhodésie du Sud.

457. M. Chihota était également reconnaissant au Président, au Gouvernement et au peuple de la République-Unie de Tanzanie d'avoir invité le Comité spécial à siéger dans le climat révolutionnaire de la Tanzanie dont la population se trouvait aux premières lignes du combat mené pour la libération de toute l'Afrique australe. Le siège du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique, qui servait également de tremplin à la lutte organisée par la ZANU pour la libération du Zimbabwe, se trouvait en Tanzanie.

458. Il y avait plus de 16 mois que des sanctions sélectives avaient été décidées par le Conseil de sécurité après la déclaration unilatérale d'indépendance des rebelles de Salisbury. Les sanctions avaient été imposées en dépit des avis de la ZANU qui n'avait pas manqué d'attirer au départ l'attention du Comité spécial sur le fait qu'elles n'avaient aucune chance d'aboutir. La ZANU avait déjà dit au Comité que l'Afrique du Sud et le Portugal maintiendraient leurs relations commerciales avec la Rhodésie du Sud; or ces pays poursuivaient actuellement leurs échanges commerciaux avec les rebelles de Salisbury, au mépris de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité. Cela n'avait guère surpris le parti du pétitionnaire; en effet, la ZANU avait dit au Comité que si des sanctions économiques étaient utilisées comme une arme internationale contre le régime Smith, elles devraient être appliquées sous la supervision de l'ONU. Mais ses recommandations avaient été méconnues.

459. La ZANU désirait faire quelques suggestions au sujet des sanctions, non parce qu'elle doutait de leur utilité, mais parce qu'elle estimait que l'Organisation des Nations Unies, pour être digne de son nom, devait appliquer ses propres résolutions. La ZANU persistait à croire que la seule manière de régler le problème rhodésien était la force et sous la direction de la ZANU et du président Sithole, le peuple du Zimbabwe continuerait à user de la force contre les colons.

460. Voici ce que la ZANU proposait: les sanctions devaient être rendues obligatoires et plus générales; on devrait obliger l'Afrique du Sud et le Portugal à se conformer aux décisions de l'ONU et s'ils refusaient, comme ils l'avaient déjà fait, des sanctions devaient être prises à leur encontre. L'ONU devrait envoyer sur la frontière entre la Rhodésie et l'Afrique du Sud et sur la frontière séparant la Rhodésie du Mozambique portugais un groupe d'observateurs pour surveiller tout le trafic en provenance et à destination de la Rhodésie; le Conseil de sécurité devrait adopter une résolution condamnant les puissances occidentales et les autres Membres de l'ONU qui continuaient à entretenir des échanges commerciaux avec la colonie rebelle. A cet égard les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, la République fédérale d'Allemagne, le Japon et la Belgique étaient les principaux coupables. La guerre de libération nationale (chimurenga) s'étendait progressivement. En 1966, la ZANU avait informé le Comité spécial des opérations militaires entreprises en Rhodésie du Sud, opérations qui s'intensifiaient actuellement et prendraient une ampleur croissante à mesure qu'augmenteraient les ressources disponibles. Les forces du Chimurenga avaient harcelé et tué de nombreux colons en Rhodésie du Sud. La semaine précédente, 49 soldats des forces coloniales avaient été tués dans une embuscade

près de Karoi; neuf autres avaient été tués à 8 miles environ de Banket sur la route de Salisbury. Un autre échange de coups de feu avait eu lieu à Que Que entre les combattants de la ZANU et des membres des forces de sécurité de la Rhodésie, causant la mort de nombreux colons. D'autres incidents et échauffourées avaient eu lieu, mais il fallait que la lutte s'intensifiât encore.

461. La ZANU était déterminée à utiliser la force contre la communauté des colons jusqu'à ce que le Zimbabwe fût libre. La ZANU avait demandé au Comité spécial de prier le Royaume-Uni, cette puissance archicolonialiste et archiimpérialiste, de déclarer publiquement:

a) Qu'il n'interviendrait pas militairement en Rhodésie du Sud sous prétexte de maintenir l'ordre public lorsque les nationalistes africains seront sur le point de libérer leur pays. Le Royaume-Uni avait déjà refusé d'employer la force contre les rebelles de Salisbury parce que ces rebelles étaient leurs parents et amis. Si le Royaume-Uni essayait d'intervenir après s'être rendu compte de l'importance des mouvements de libération, la ZANU n'hésiterait pas à se battre même contre le Royaume-Uni. En ce qui concernait la ZANU, Smith et Wilson défendaient le même objectif: maintenir à jamais l'impérialisme et les colons britanniques dans ce pays;

b) Qu'un gouvernement de la majorité africaine serait institué immédiatement après la chute du régime illégal actuel;

c) Qu'aucune période de régime colonial direct ne suivrait la chute du régime illégal de Salisbury;

d) Que l'indépendance serait accordée à la Rhodésie du Sud aussitôt que possible après la mise en place dans le pays d'un gouvernement de la majorité africaine.

462. Si les conditions énoncées ci-dessus n'étaient pas remplies, le pétitionnaire prévenait que des troubles se produiraient certainement dans le pays. Il fallait bien comprendre que la ZANU ne se battait pas contre Smith pour que l'on mit en place un autre régime colonial administré à partir de Londres.

463. Sous la direction de la ZANU, le peuple de la Rhodésie du Sud était résolu d'utiliser la force armée pour obtenir l'établissement d'un gouvernement de la majorité africaine et l'indépendance. Le peuple du Zimbabwe était convaincu que ce serait le seul moyen efficace qui lui permettrait de reconquérir ses droits légitimes et sa dignité dans le pays de ses ancêtres. La ZANU prenait des mesures pour armer tous les habitants du Zimbabwe afin qu'ils pussent combattre la contre-révolution des colons. Toute tentative d'intervention en Rhodésie du Sud sous prétexte de maintenir l'ordre public se heurterait à la force armée.

464. Le pétitionnaire ne voudrait pas laisser au Comité spécial l'impression que la ZANU était satisfaite de ce que les Nations Unies avaient fait à l'égard du problème rhodésien; c'était bien loin d'être le cas et la ZANU était très déçue de ce qui se passait. L'ONU était malheureusement devenue un lieu de joutes oratoires. Elle était capable d'adopter des résolutions, mais incapable de les appliquer. La ZANU se faisait entendre au Comité, mais le règlement des questions ne dépassait jamais le cadre des salles de conférence. Il était triste de devoir le dire en public, mais la ZANU ne voyait pas la nécessité de dissimuler ses sentiments réels. La libération de la Rhodésie du Sud était une tâche qui incombait uniquement à son peuple, mais les Nations Unies pourraient aider les habitants opprimés

et exploités de la Rhodésie du Sud à se libérer eux-mêmes. Si l'ONU entendait défendre la cause de la paix, la dignité et l'égalité des êtres humains, la ZANU continuerait à soumettre ses problèmes au Comité. Cependant, à quoi bon adopter des résolutions que l'ONU ne pourrait appliquer? Cela ne pouvait que ridiculiser l'Organisation mondiale.

465. Le pétitionnaire a lancé un appel aux grandes puissances, et aux puissances occidentales en particulier, pour leur demander de cesser tout commerce avec la Rhodésie du Sud. Il a également lancé un appel à tous les peuples épris de paix et de liberté représentés à l'ONU, et à tous les autres, pour leur demander d'accorder leur appui, moral ou matériel, à tous ceux qui luttent sur la terre de leurs ancêtres en Rhodésie du Sud contre les impérialistes et les colons britanniques. La ZANU demandait aux Nations Unies d'aider la Rhodésie du Sud à se secourir elle-même et tout appui que pourraient offrir les Etats Membres et d'autres pays amis s'ajouteraient aux efforts de la ZANU et aux ressources locales.

466. L'ONU avait à l'égard des opprimés du monde entier une obligation morale à remplir et le Comité spécial devait assumer lui aussi une responsabilité particulière envers eux.

467. Si l'indépendance n'était pas accordée au peuple du Zimbabwe, la guerre raciale se poursuivrait en Rhodésie du Sud et, d'ailleurs, dans toute l'Afrique australe. La ZANU ne déposerait pas les armes tant que son objectif d'établir un gouvernement de la majorité africaine ne serait pas atteint. En attendant, la guerre de libération continuerait et s'étendrait dans tout le pays.

*Déclarations générales*²²

468. Le représentant de la *République-Unie de Tanzanie* a dit que les pétitionnaires avaient montré par leurs déclarations détaillées et bien documentées que l'usurpation du pouvoir par le régime raciste minoritaire illégal perpétuait le même régime colonial que le Gouvernement britannique avait fait subir au peuple du Zimbabwe. Ils avaient démontré également que les prétendues sanctions étaient une hérésie et ne sauraient régler un problème aussi grave. Les pétitionnaires avaient aussi prouvé que les monopoles capitalistes occidentaux avaient organisé une sorte de conspiration pour maintenir le régime illégal au détriment des intérêts du peuple africain.

469. Le colonialisme n'était pas né des caprices de l'imagination d'explorateurs excentriques: c'était au contraire l'accumulation de capitaux dans les nations industrialisées d'Europe et la nécessité de rechercher de nouveaux marchés et des matières premières qui avaient mené à la colonisation et à l'annexion de territoires. Cette interprétation du développement historique de la société s'appliquait bien à la colonisation de la Rhodésie du Sud et à la situation qui régnait dans ce territoire.

470. Depuis l'acquisition de la colonie de la Rhodésie du Sud, le Royaume-Uni y avait instauré méthodiquement la ségrégation raciale. Afin d'exploiter les riches ressources du Zimbabwe, le Royaume-Uni avait, par la force et la promulgation d'une législation coloniale, poussé systématiquement le peuple africain à abandonner ses terres et avait fait venir des colons blancs qui, pour perpétuer cette usurpation, avaient déclaré appartenir à une "race supérieure" et maintenu les Africains en

état d'infériorité en les utilisant comme de la main-d'œuvre à bon marché. La politique coloniale systématique du Royaume-Uni avait non seulement dépouillé le peuple africain de sa liberté et de ses terres, mais assuré la domination des colons racistes animés des mêmes intentions que celles des colonisateurs. C'était ainsi que l'usurpation du pouvoir par le régime minoritaire raciste illégal de Ian Smith n'était qu'un prolongement de la politique coloniale du Royaume-Uni.

471. Il était amplement clair que les sanctions avaient échoué. Cet échec était dû en partie au fait qu'elles n'avaient pas été appliquées par les puissances mêmes qui avaient prédit leur succès. Les dirigeants africains avaient déclaré à l'avance que des sanctions seraient vaines. Pourquoi les puissances occidentales n'avaient-elles pas écouté la voix de l'Afrique? Et comment se faisait-il que bien que les représentants de nombreux pays occidentaux eussent mentionné les mesures adoptées par leurs parlements pour suspendre les échanges commerciaux avec la Rhodésie du Sud, ces pays continuaient de commercer librement avec la Rhodésie? Les pays socialistes n'entretenaient aucune relation avec le régime illégal. En fait, le socialisme était absolument incompatible avec ce qui se passait en Afrique australe.

472. Que les pays occidentaux continuassent de faire du commerce avec le régime illégal s'expliquait très simplement: pour ces pays, le profit passait avant les idéaux. Ils avaient agi ainsi non tant par sympathie pour Smith et pour ce qu'il représentait, mais par amour de l'argent qu'ils pouvaient tirer de lui. Les intérêts matériels de la minorité blanche étaient pour eux beaucoup plus importants que les sentiments de 4 millions d'Africains. Il n'était pas surprenant que le peuple africain du Zimbabwe fût déconcerté par cette politique. La délégation tanzanienne avait été scandalisée d'apprendre que non seulement certaines compagnies américaines et britanniques continuaient à faire du commerce avec le régime illégal, mais étendaient leurs moyens d'action. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a cité ces deux pays en particulier parce que c'était eux qui avaient réclamé avec le plus d'insistance les sanctions au Conseil de sécurité.

473. Il a affirmé une fois de plus que l'Afrique était convaincue que ce n'était que par la force que l'on ferait entendre raison au régime illégal. Alors qu'au cours de son histoire tant de sang avait été versé en Afrique par les colonisateurs sous des prétextes futiles, il était déplorable que l'on ne recourût pas à la force pour écraser des colons égoïstes et racistes. Point n'était besoin de rappeler au Comité spécial que des milliers d'Africains avaient donné leur vie pour la cause de la liberté. Au Tanganyika, au cours de la guerre Maji Maji, les Allemands avaient reconnu avoir massacré 150 000 personnes. Ces massacres s'étaient répétés en Algérie, au Kenya, en Zambie, en Angola, au Mozambique, en Guinée (Bissau), au Sud-Ouest africain et en Afrique du Sud et, dernier exemple mais non des moindres, à Aden.

474. Pendant combien de temps encore les pays occidentaux, et en particulier le Royaume-Uni, continueraient-ils d'appliquer deux poids et deux mesures? Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a lancé un appel aux peuples du Royaume-Uni et des Etats-Unis pour leur demander de faire à l'étranger ce qu'ils faisaient pour les leurs.

475. Le représentant de la Tanzanie a assuré le peuple du Zimbabwe de l'appui inconditionnel de son

²² On trouvera d'autres déclarations sur la question de la Rhodésie du Sud au chapitre II du présent rapport.

pays. Le peuple tanzanien a fait siennes la lutte, les souffrances et les humiliations subies par le peuple du Zimbabwe. Il restera à ses côtés jusqu'au bout de ses épreuves. L'attitude adoptée par la Tanzanie en avait fait la cible de la propagande et des calomnies; cependant, la Tanzanie ne se laissera pas intimider et considérera au contraire que ces attaques étaient une source d'encouragement, car elles prouvaient que les amis du colonialisme prenaient peur.

476. Le représentant de la *Zambie*, prenant la parole sur l'invitation du Président, a remercié le Comité spécial de permettre à la délégation zambienne de suivre les travaux en tant qu'observateur; les préoccupations que manifestait le Comité à l'égard des problèmes de l'Afrique australe étaient rassurantes pour la Zambie. M. Mutti était très reconnaissant aux membres du Comité de l'intérêt qu'ils témoignaient à la Zambie dans la période difficile qu'elle traversait actuellement. Les problèmes de l'Afrique australe avaient été traités en détail par le Président de la Zambie dans son discours, et il restait très peu à ajouter à cela.

477. La situation en Rhodésie du Sud était le résultat bien plus des agissements du Royaume-Uni que de la conspiration des colons blancs. En 1963, au moment de la dissolution, qu'il n'y avait d'ailleurs plus lieu de déplorer, de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland, le Royaume-Uni a délibérément donné à la Rhodésie du Sud presque toutes les forces aériennes de la Fédération. Ce renforcement considérable de la puissance militaire des colons blancs déjà rebelles n'avait fait que rendre encore plus complexe la question de Rhodésie. Le Gouvernement britannique avait sciemment augmenté les forces de la Rhodésie du Sud pour qu'une proclamation unilatérale de l'indépendance fût possible et que la minorité blanche perpétuât sa domination afin de soutenir l'économie britannique et la politique raciste en Afrique australe. Si ces suppositions étaient fausses, c'est que les politiciens de Whitehall avaient manqué de clairvoyance et s'étaient laissé aveugler. C'est en partie pour cela que la Zambie avait toujours affirmé que seule la force pourrait régler le problème sud-rhodésien et que le Royaume-Uni avait l'obligation de défaire ce qu'il avait fait. La Rhodésie du Sud menaçait non seulement la paix et la sécurité internationales, mais encore sérieusement la sécurité de la Zambie. La presse avait récemment dévoilé les activités de son service d'espionnage et souligné un fait assez significatif, à savoir que la Zambie se trouvait contrainte par les rebelles et leurs alliés de payer pour ses nobles principes tant sur le plan économique que sur celui de la sécurité. Tout en déplorant ces difficultés, le représentant de la Zambie estimait qu'il s'agissait d'autre chose que d'une lutte pour la vie: il s'agissait d'une croisade politique et humaine, et le peuple zambien était fier de contribuer activement à cette entreprise noble mais ardue qui consistait à rétablir les droits de l'homme en Afrique australe. Même si sa situation géographique avait été différente, la Zambie se serait attachée avec un zèle égal à la libération de l'homme en Afrique et dans le monde entier. Elle était une oasis où régnait l'harmonie entre les races et la justice politique et démocratique dans un désert où sévissaient le racisme et l'oppression. Le peuple zambien estimait que le Comité spécial avait été chargé de reconvertir ce désert pour qu'il accueillit tous les hommes, indépendamment de leur couleur, de leur race ou de leur religion. Il espérait que le séjour du Comité dans son pays avait permis à ses membres de

mieux comprendre la situation et de se rendre compte de l'importance que son pays attachait à cette question.

478. Pour le représentant de l'*Inde* il était regrettable qu'en dépit de tant d'appels, de résolutions et de condamnations, le régime minoritaire illégal des racistes de Rhodésie du Sud continuât de tenir 4 millions d'Africains en esclavage. Les pétitionnaires qui avaient été entendus avaient fourni des témoignages très utiles et rassemblé des preuves qui brossaient un tableau très sombre de la situation. La délégation indienne les a remerciés d'avoir recueilli des informations aussi précieuses et de les avoir aussi bien présentées.

479. Seul le Gouvernement britannique était coupable d'avoir encouragé les racistes rhodésiens. Il était pathétique de constater que, pendant plus de 40 ans, ce gouvernement s'était laissé arracher des concessions par les colons blancs de Rhodésie du Sud qui l'avaient contraint à leur accorder une prétendue autonomie en 1923. Depuis cette date, ils n'avaient cessé de réclamer des pouvoirs plus étendus et avaient toujours obtenu satisfaction. En 1953, ils avaient forcé le Gouvernement britannique à créer la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland contre le gré des populations africaines des trois pays membres. La Fédération avait été dissoute à la fin de 1963 grâce à l'opposition persistante et efficace des populations africaines, mais les Blancs de Rhodésie du Sud avaient réussi à obtenir la haute main sur des domaines aussi essentiels que l'aviation ou les chemins de fer et sur le barrage de Kariba, qui avait une importance vitale.

480. Si le comportement du Gouvernement britannique avant novembre 1965 avait été fort regrettable, son action dans l'intervalle était encore plus inexcusable. Ce gouvernement avait annoncé que la force ne pourrait pas être utilisée contre le régime Smith si celui-ci proclamait unilatéralement l'indépendance. Cette intention qui avait été annoncée sans que rien la provoquât, ou la justifiait, avait annulé tout effet de dissuasion que la déclaration britannique du 28 octobre 1964 aurait pu encore avoir sur le régime minoritaire de Salisbury. Le Gouvernement britannique avait déclaré que le régime Smith, par son action, s'était mis en rébellion, mais il n'avait rien fait d'efficace pour écraser les rebelles. Les sanctions adoptées n'avaient pas encore eu les résultats escomptés. Elles auraient pu avoir un certain effet sur l'économie de la Rhodésie du Sud, mais, comme l'un des pétitionnaires l'avait fait observer, elles visaient à renverser le régime Smith et, de ce point de vue, elles avaient été un échec lamentable. Les sanctions avaient eu plutôt pour effet d'unir les colons derrière le Rhodesian Front sous la direction du fanatique Ian Smith, qui avait déclaré, au congrès annuel du parti, en septembre 1966, que son régime ne s'écarterait jamais des principes du parti et de ses promesses aux électeurs. Smith avait déclaré fièrement à ses acolytes qu'ils menaient dans l'histoire contemporaine un combat sans précédent en tenant tête non seulement à un grand pays, mais pratiquement au monde entier.

481. Même sur le plan économique, les sanctions n'avaient pas été efficaces et finissaient même par être bénéfiques pour le régime rebelle. De nombreuses industries avaient été créées pour que le pays fût moins tributaire des importations et le régime illégal avait facilement accès aux marchés mondiaux par l'intermédiaire de l'Afrique du Sud et du Portugal. Le représentant de l'*Inde* pensait comme plusieurs autres représentants que le seul moyen véritablement efficace et rapide de mater la rébellion consistait pour le

Gouvernement britannique à employer la force. Comme le Président de la Zambie l'avait déclaré dans son discours inaugural, pour que les sanctions eussent les résultats souhaités, il faudrait qu'elles fussent plus générales et obligatoires et qu'elles fussent appuyées par la force de la part de la Puissance administrante qui avait tout pouvoir de prendre une telle mesure. La délégation indienne et d'autres délégations avaient été accusées d'adopter une attitude différente lorsque le Comité avait examiné une autre question à New York, mais si quelqu'un avait deux poids et deux mesures, c'était bien le Gouvernement britannique qui n'avait jamais hésité par le passé à user de la force dans ses territoires coloniaux. La raison pour laquelle les Anglais ne voulaient pas employer la force en Rhodésie était, bien entendu, que les rebelles étaient des Blancs, et de leur race. En d'autres termes, le Gouvernement britannique pratiquait une politique à l'égard des Blancs et une autre à l'égard de la population de couleur. L'échec du Gouvernement britannique à écraser la rébellion de Salisbury restera dans l'histoire comme l'exemple d'une grande trahison des intérêts africains.

482. Tous les pétitionnaires avaient parlé de collusion entre la Rhodésie du Sud, l'Afrique du Sud et le Portugal, cette alliance impie qui, depuis peu, était devenue officielle. A leur récente conférence, les ministres de la défense de l'Afrique du Sud et du Portugal avaient proclamé leur objectif de poursuivre résolument la défense de leurs positions communes en Afrique. L'objectif de cette alliance était de conserver le dernier bastion de la suprématie blanche en Afrique australe.

483. La délégation indienne s'inquiétait des rumeurs qui avaient circulé récemment au sujet de la reprise des négociations entre le Gouvernement britannique et le régime Smith. Tout arrangement qui serait conclu sans que la majorité, c'est-à-dire la population africaine, eût été consultée et qui ne reposerait pas sur le principe de l'indépendance du Zimbabwe, assortie du suffrage universel, serait inacceptable à la délégation indienne.

484. Le représentant de l'Inde a souscrit à l'appel à l'union lancé aux combattants pour la liberté par le Président du Comité. Leurs ennemis, le régime minoritaire de Salisbury et les Gouvernements sud-africain et portugais, avaient compris que leur salut dépendait de leurs efforts concertés. C'était encore plus vrai pour les combattants de la liberté puisqu'ils manquaient des ressources que chacun de ces trois pays possédait séparément. Le représentant de l'Inde a rendu hommage aux mouvements nationalistes pour les efforts inlassables qu'ils déployaient et les sacrifices qu'ils consentaient face aux méthodes inhumaines et barbares pratiquées par les racistes rhodésiens qui semblaient essayer de rivaliser à cet égard avec leurs alliés portugais.

485. Les sanctions, qui n'avaient aucun sens ni aucun effet pour ce qui était de leur objectif principal, avaient causé de très grandes difficultés à la jeune République de Zambie. La délégation et le Gouvernement indiens admiraient beaucoup l'attitude résolue du Président, du Gouvernement et du peuple de la Zambie et leur volonté d'aider à libérer le Zimbabwe. Comme le représentant de l'Inde l'avait déclaré au Conseil de sécurité, un programme concerté d'assistance à la Zambie en vue de pallier ces effets devrait être mis sur pied de toute urgence. Le Gouvernement indien, qui avait déjà versé une modeste contribution à cette fin, était désireux de participer à ce programme autant que ses ressources le lui permettaient.

486. La marche de l'histoire était irréversible et irrévocable. Rien ne pouvait empêcher en Afrique les forces de la liberté de progresser vers l'objectif qu'elles s'étaient fixé. Le Comité spécial devrait tout faire pour accélérer ce processus. Le coût risquait d'être élevé, mais l'enjeu en valait la peine; la liberté et l'indépendance de 4 millions de Zimbabwe et la paix du continent africain en dépendaient.

487. Le représentant de l'*Ethiopie* a dit que la position de son pays en ce qui concerne le problème de la Rhodésie du Sud était suffisamment connue pour qu'il ne lui fût pas nécessaire d'y revenir. L'*Ethiopie* était, comme toujours, solidaire des autres pays africains, comme d'ailleurs de tous les pays épris de la liberté et dans la lutte que menait le peuple rhodésien pour se libérer du régime raciste des colons rebelles qui les tenait actuellement dans une cruelle servitude. Le rôle et la responsabilité de l'ONU dans la libération des peuples coloniaux avaient été clairement définis dans la Charte et réaffirmés dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. La question de la Rhodésie du Sud faisait l'objet d'un examen constant de la part du Comité spécial et avait donné lieu à de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale. Elle avait été examinée également par le Conseil de sécurité avant et après la proclamation illégale de l'indépendance. Le Conseil devait en reprendre l'examen, en juin 1967, lorsqu'il étudierait le rapport du Secrétaire général²³ sur l'application de sa résolution 232 (1966) du 16 décembre 1966.

488. A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale avait adopté deux résolutions sur la recommandation de la Quatrième Commission. Par sa résolution 2138 (XXI), elle avait condamné tout arrangement qui pourrait être conclu entre la Puissance administrante et le régime minoritaire raciste et illégal qui ne reconnaîtrait pas les droits inaliénables du peuple du Zimbabwe à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et réaffirmé l'obligation qu'a la Puissance administrante de transférer le pouvoir au peuple du Zimbabwe sur la base du suffrage universel des adultes, selon le principe "à chacun une voix". Par sa résolution 2151 (XXI), l'Assemblée générale, tout en réaffirmant les droits inaliénables du peuple du Zimbabwe à la liberté et à l'indépendance, avait déploré que le Gouvernement du Royaume-Uni n'eût toujours pas mis fin au régime minoritaire raciste illégal en Rhodésie du Sud et avait condamné les activités des intérêts étrangers, financiers et autres, qui, en soutenant et en aidant le régime minoritaire raciste illégal en Rhodésie du Sud, empêchaient le peuple africain du Zimbabwe d'accéder à la liberté et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Dans la même résolution, l'Assemblée générale avait également attiré l'attention du Conseil de sécurité sur la grave situation qui existait en Rhodésie du Sud afin qu'il pût décider d'appliquer les mesures coercitives nécessaires prévues au Chapitre VII de la Charte. Entre le 8 et le 16 décembre 1966, le Conseil de sécurité, sur la demande du Gouvernement britannique, s'était réuni pour reprendre l'examen de la question et, le 16 décembre 1966, avait adopté la résolution 232 (1966) par laquelle il avait réaffirmé sa résolution précédente; agissant conformément aux Articles 39 et 41 de la Charte, il avait constaté que la situation actuelle en Rhodésie du

²³ Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-deuxième année, Supplément de janvier, février et mars 1967, documents S/7781 et Add.1 et 2.

Sud constituait une menace contre la paix et la sécurité internationales et avait fait appel à tous les Etats pour qu'ils prissent un certain nombre de mesures énumérées aux paragraphes 2 et 5 du dispositif. C'étaient là quelques-unes seulement des résolutions adoptées récemment par les Nations Unies.

489. Lorsque l'ONU avait commencé à examiner la question de la Rhodésie du Sud, le Gouvernement britannique s'était opposé à ce que l'organisation mondiale intervienne au sujet de ce territoire, sous prétexte que celui-ci était autonome. Lorsqu'en 1965, le régime Smith avait proclamé unilatéralement l'indépendance, le Gouvernement britannique avait assuré l'opinion publique mondiale que les rebelles seraient contraints de se rendre en quelques semaines. Près de deux ans plus tard, l'absurde régime Smith tenait toujours. Le Royaume-Uni avait-il donné cette assurance de bonne foi? En fait, cette assurance était en contradiction absolue avec ce qui semblait être la politique actuelle du Gouvernement britannique, à savoir "renvoyer la balle" à l'ONU dans des conditions telles que toute action de celle-ci fût impossible ou inefficace. Dès le début la politique britannique avait été caractérisée par de nombreuses contradictions et par ce que le Président Kaunda avait qualifié de "temporisation paralysante". Comme si son attitude indécise n'était pas suffisante pour encourager l'esprit de rébellion soufflant en Rhodésie du Sud, le Gouvernement britannique avait continué d'hésiter, engageant des négociations avec Smith tout en s'efforçant de dégager sa responsabilité en ce qui concernait cette situation et de convaincre l'opinion publique que tout était, pour rétablir la légalité. Les rebelles avaient fait bon usage de ce délai. Ils avaient créé un vide politique en emprisonnant les dirigeants de l'opposition, et avaient renforcé leur monopole du pouvoir en promulguant des mesures répressives visant à maintenir les 4 millions d'Africains en état de servitude permanente.

490. Le seul responsable de cette situation intolérable était le Gouvernement britannique, non l'ONU qui avait hérité du Royaume-Uni les problèmes de l'Afrique australe. La plupart de ces problèmes, sinon tous, ne se poseraient pas si le Royaume-Uni s'était acquitté scrupuleusement de ses responsabilités à l'égard de la majorité de la population de cette région si défavorisée. Un régime rebelle gouvernait la Rhodésie du Sud depuis près de deux ans et la Puissance administrante devait user de tous les moyens possibles, y compris la force, pour mater cette rébellion. L'Ethiopie savait par une amère expérience que des demi-mesures ne pouvaient avoir aucun effet sur des desseins agressifs. C'était seulement devant une opposition résolue et décidée que les agresseurs renonçaient à leurs plans diaboliques. Il était temps que l'ONU "renvoie la balle" au Gouvernement britannique et l'invite instamment à faire honneur à ses graves responsabilités.

491. Le représentant de l'Iran a dit qu'il avait étudié avec la plus grande attention les renseignements fournis par les pétitionnaires sur les événements de Rhodésie du Sud, ainsi que tous les éléments contenus dans le document de travail préparé par le Secrétariat. La brillante analyse du Président de la Zambie (voir chap. II, par. 202 à 237), lui avait également permis de se faire une idée d'ensemble très nette du problème de la Rhodésie du Sud qui apparaissait sous un jour particulièrement décourageant. L'assurément tyrannique qui continuait de peser sur le peuple du Zimbabwe était le résultat d'une combinaison de facteurs politiques,

économiques, militaires et sociaux qui jouaient en faveur du régime rebelle. C'était un défi grave qui était ainsi lancé à l'ONU.

492. Bien que l'Iran fût fort éloigné de la Rhodésie du Sud, la volonté de son peuple de faire disparaître le colonialisme, le racisme et toutes les autres formes d'injustice en faisait le compagnon d'armes du peuple du Zimbabwe, et sous la direction dynamique de Sa Majesté impériale, le Shahanshah Aryamehr, le Gouvernement iranien avait fondé sa politique étrangère notamment sur la défense de la paix mondiale dans la justice. La justice et non le droit, car celui-ci était statique et visait essentiellement à maintenir le *statu quo*, tandis que celle-là était dynamique et permettait d'espérer une paix durable. Pour illustrer sa pensée, le représentant de l'Iran a cité le passage suivant de l'ouvrage de Mohammad-Reza Pahlavi Aryamehr, chahinchah de l'Iran, intitulé *La Révolution sociale de l'Iran*²⁴:

"N'est-ce pas un truisme d'affirmer que plus rigoureuses sont les lois d'un pays où le pouvoir est aux mains d'un régime minoritaire raciste, plus grande y est l'injustice? N'est-ce pas aussi un truisme d'affirmer que dans un système intégralement démocratique où tous les préceptes politiques sont bien établis, mais où les richesses ne sont pas distribuées d'une manière démocratique, ceux qui ont les plus grands privilèges sont beaucoup mieux placés pour faire adopter les lois nécessaires au maintien de leur situation et de leurs avantages? A l'époque actuelle, l'homme ne peut réellement faire de progrès que si d'abord les masses dépossédées sont libérées des entraves que leur a passées, au cours des siècles, la minorité privilégiée. Tous les gouvernements et tous les Etats ont le devoir d'œuvrer pour la société et pour la paix du monde en faisant régner la justice sous toutes ses formes, sociale, judiciaire, politique ou économique."

493. La Rhodésie du Sud était un exemple frappant du type de société auquel le souverain d'Iran se référerait. Les lois qui avaient été promulguées, ou qui devaient l'être, par le régime minoritaire raciste de Salisbury (comme le *Law and Order (Maintenance) Act* ou le *Preventive Detention Amendment Bill* qui avait été proposé) étaient parmi les plus répressives qui fussent. Ce n'était qu'en rétablissant la justice que la paix pourrait de nouveau régner dans le territoire. Les efforts de l'ONU pour essayer par la persuasion d'établir le gouvernement de la majorité avaient été vains. Les sanctions sélectives obligatoires n'avaient donné aucun résultat et il n'y avait aucun espoir dans les circonstances actuelles qu'elles provoquent le renversement du régime minoritaire. Le seul moyen efficace de rétablir les droits légitimes du peuple zimbabwe était l'emploi de la force par l'autorité responsable du territoire, c'est-à-dire par le Royaume-Uni. Celui-ci était moralement tenu d'utiliser tous les moyens dont il disposait pour s'acquitter de ses responsabilités à l'égard de la population du Zimbabwe et, dans le cas présent, le recours à la force ne serait pas autre chose qu'une opération de police.

494. Conformément à sa politique d'opposition au colonialisme, qui était une menace pour la paix mondiale, la délégation iranienne avait toujours suggéré, ou appuyé, les résolutions demandant la déchéance du régime Smith. Malgré les lourdes pertes financières que cela lui avait occasionné, l'Iran avait été l'un des

²⁴ Téhéran, La Bibliothèque impériale Pahlavi, mai 1967.

premiers pays à répondre à l'appel du Conseil de sécurité relatif aux sanctions économiques contre le régime rebelle et, depuis l'adoption des sanctions sélectives obligatoires, avait cessé toutes relations commerciales avec la Rhodésie du Sud. Pour que ces sanctions fussent efficaces, il fallait qu'elles fussent plus générales; c'est pourquoi il serait très utile de créer un dispositif de coordination et de surveillance pour les appliquer.

495. La population africaine du territoire devait également jouer un rôle dans cet effort concerté pour renverser le régime Smith; à cet égard, la recrudescence des activités des deux principaux partis politiques était un signe très encourageant. M. Esfandiary s'est associé à l'appel lancé par le Président du Comité pour leur demander de redoubler d'efforts jusqu'à ce qu'ils aient obtenu leur liberté, et il a rappelé que c'était la délégation iranienne qui avait parlé la première d'organiser un mouvement de résistance passive. Le représentant de l'Iran a adressé à la population africaine ses vœux de succès et l'a assurée du soutien total du Gouvernement et du peuple iraniens attesté par le fait que sa délégation était l'un des auteurs du projet de résolution.

496. Le représentant du Chili ne s'est pas étendu sur le problème de la Rhodésie du Sud car il en avait déjà évoqué les différents aspects au cours d'une précédente déclaration et lorsqu'il avait fait la proposition, adoptée par le Comité spécial, de transmettre les déclarations des pétitionnaires au Conseil de sécurité et d'adresser un appel au Royaume-Uni pour qu'il obtienne la libération des prisonniers politiques et qu'il empêche l'instauration du système de l'*apartheid* en Rhodésie du Sud. Le représentant du Chili s'est borné à rappeler un fait fondamental qui ressortait des déclarations des pétitionnaires, à savoir que les sanctions économiques sélectives avaient échoué et que le régime rebelle contrôlait la situation et était en train de consolider le joug odieux de la tyrannie et de la discrimination raciale qu'il avait imposé à la population majoritaire africaine. La responsabilité de cet échec revenait non seulement à l'Afrique du Sud et au Portugal mais aussi à certaines sociétés et à certains Etats qui coopéraient avec le régime minoritaire.

497. Lorsque le Chili avait appuyé la résolution sur la Rhodésie du Sud adoptée par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session, il avait expliqué que l'attitude traditionnelle des pays d'Amérique latine, opposés à l'emploi de la force dans les relations internationales, n'était pas en contradiction avec l'appel lancé au Royaume-Uni d'avoir recours à tous les moyens, y compris la force, pour rétablir la légalité. En effet, la Rhodésie du Sud n'était pas un Etat reconnu par la communauté des nations. Il s'agissait d'un territoire sous administration britannique qui s'était rebellé contre la Puissance administrante et avait mis en place un régime odieux pour la communauté internationale. Il semblait donc légitime que la Puissance administrante mit fin à la rébellion, et l'échec des sanctions justifiait les mesures plus énergiques et plus efficaces que le Comité recommandait, à savoir l'emploi de la force par la Puissance administrante.

498. Le représentant de la Finlande a rappelé qu'il avait exprimé les vues de son gouvernement sur la Rhodésie du Sud dans la déclaration générale qu'il avait faite quelques jours avant (voir chap. II, par. 287 à 294) et dans laquelle il avait rappelé la vive oppo-

sition de la Finlande au régime illégal de Smith qui, malgré l'opinion mondiale quasi unanime, continuait à opprimer la population africaine.

499. Pour la délégation finlandaise, il ne fallait épargner aucun effort pacifique pour rectifier la situation et permettre au peuple africain du Zimbabwe de choisir librement son destin. Conformément aux résolutions du Conseil de sécurité, les échanges commerciaux entre la Rhodésie du Sud et la Finlande avaient cessé; il était très regrettable que les sanctions obligatoires n'eussent pas encore eu de résultats positifs et la délégation finlandaise déplorait vivement que le Portugal et l'Afrique du Sud, dont la participation aux sanctions était particulièrement importante, aient continué à maintenir des relations politiques et économiques avec la Rhodésie du Sud, contrairement aux dispositions de la résolution 232 (1966) du Conseil de sécurité qui avait force obligatoire pour tous les Etats Membres.

500. Pour être efficaces, les sanctions devaient être générales et bénéficier du plein appui des Etats Membres qui devaient tous s'en tenir à la décision du Conseil de sécurité et être prêts à adopter de nouvelles mesures plus hardies si les sanctions restaient sans effet. Cela était essentiel, non seulement pour le peuple du Zimbabwe, mais aussi pour le prestige et l'efficacité de l'ONU. Il ne fallait cependant pas oublier que c'était la première fois que l'Organisation décidait des sanctions économiques obligatoires conformément aux Articles 39 et 41 de la Charte.

501. Le représentant de la Finlande a remercié les pétitionnaires des renseignements utiles qu'ils avaient communiqués au Comité spécial. Il avait écouté avec une grande attention et une profonde émotion tout ce qu'ils avaient dit de la lutte passionnée qu'ils menaient pour recouvrer la liberté et des souffrances du peuple du Zimbabwe. La Finlande sympathisait avec leur noble cause et espérait que le jour était proche où ils pourraient occuper leur place dans une société exempte de toute discrimination.

502. Le représentant de la Pologne a rappelé que la question de la Rhodésie du Sud avait été examinée pour la première fois par l'ONU près de cinq ans auparavant. En 1962, le prédécesseur du Comité actuel, le Comité des Dix-Sept, avait déclaré que la Rhodésie du Sud était un territoire non autonome aux termes de l'Article 73, e, de la Charte. Depuis lors, la question de Rhodésie du Sud était régulièrement inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale et du Comité spécial. De nombreuses résolutions avaient été adoptées demandant à la Puissance administrante d'appliquer dans ce territoire les dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

503. Jusqu'en 1965 toutefois, le Royaume-Uni n'avait pas reconnu à l'ONU le droit d'examiner le problème de la Rhodésie du Sud et avait affirmé qu'il avait la situation parfaitement en main. Le Royaume-Uni avait méconnu toutes les recommandations et requêtes qui lui avaient été faites pour qu'il utilise ses pouvoirs résiduels et accorde l'indépendance au peuple du Zimbabwe. Les événements avaient prouvé que la passivité du Royaume-Uni avait donné à la minorité des colons blancs le temps de renforcer sa position et de se préparer à proclamer unilatéralement l'indépendance. La politique britannique de non-application des résolutions de l'ONU sur la Rhodésie du Sud avait permis à Smith d'usurper le pouvoir. Le Royaume-

Uni avait dénoncé, dans la proclamation unilatérale de l'indépendance par le Southern Rhodesian Front, un acte de rébellion, mais il n'avait adopté aucune mesure efficace pour mater cette rébellion, prenant au contraire une attitude hésitante et passive, et encourageant ainsi les colons dans leur défi puisqu'ils avaient l'assurance qu'en aucune circonstance la force ne serait employée contre eux. En dépit des mises en garde de nombreux Etats Membres d'Afrique et d'ailleurs, qui avaient affirmé que des demi-mesures n'auraient jamais raison du régime rebelle, le Conseil de sécurité avait, sur la demande du Royaume-Uni, adopté un programme de sanctions sélectives obligatoires. Les témoignages des pétitionnaires et le document de travail établi par le Secrétariat montraient que l'Afrique du Sud et le Portugal aidaient le régime de Rhodésie du Sud à faire échec aux sanctions sélectives et que les minéraux et les produits agricoles rhodésiens étaient vendus aux principales sociétés internationales établies au Japon, aux Etats-Unis, en République fédérale d'Allemagne et dans d'autres pays occidentaux. En fait, les sanctions avaient été un échec et le régime raciste se maintenait illégalement au pouvoir en dépit de la puissance administrante et des diverses résolutions de l'ONU.

504. Depuis le dernier examen de la question par l'Assemblée générale, la situation dans le territoire avait encore empiré: le régime s'était consolidé et avait intensifié ses mesures d'oppression contre les 4 millions d'Africains du Zimbabwe. Il assumait de nouveaux pouvoirs et devenait de plus en plus un véritable Etat policier où l'*apartheid* était érigé en institution. Il mettait en œuvre une législation concernant le développement séparé qui partagerait le pays en races et en tribus. Il renforçait son armée et augmentait son budget militaire de 20 p. 100. Les pétitionnaires avaient informé le Comité spécial que des experts militaires de la République fédérale d'Allemagne et d'autres pays avaient été envoyés en Rhodésie du Sud pour assurer l'entraînement des forces armées rhodésiennes.

505. La délégation polonaise avait toujours estimé que la question de la Rhodésie du Sud ne pouvait être dissociée des autres problèmes coloniaux et raciaux qui se posaient en Afrique australe. La collusion qui existait entre Vorster, Salazar et Smith pour y perpétuer la suprématie blanche étayait ces vues. Toute cette partie de l'Afrique était couverte par un réseau de monopoles financiers étrangers qui exploitaient inexorablement ses richesses et protégeaient le régime sud-rhodésien illégal. En fait, les compagnies et les combinats industriels étrangers maintenaient le régime colonial puisqu'ils considéraient qu'il créait un climat favorable à leurs investissements. C'étaient la Puissance administrante et ses alliés qui étaient entièrement responsables de cette situation et violaient directement ou indirectement les résolutions de l'ONU bien que la charge d'écraser la rébellion et de permettre au peuple du Zimbabwe d'exercer son droit inaliénable à la libre détermination et à l'indépendance incombe au Gouvernement britannique.

506. Le représentant des *Etats-Unis d'Amérique* a fait observer que, dans l'histoire de l'ONU, peu de questions avaient autant suscité la quasi-unanimité de ses membres que la proclamation unilatérale de l'indépendance par le régime Smith en Rhodésie du Sud. Les orateurs précédents avaient souligné que c'était au Royaume-Uni qu'incombait la plus lourde responsa-

bilité de cette situation, responsabilité que le Conseil de sécurité avait reconnue et que le Royaume-Uni lui-même avait acceptée.

507. Bien que cette responsabilité fût définie sans équivoque, la plupart des Membres de l'ONU avaient considéré dès le début que cette question les concernait directement. Ils s'étaient engagés pour la plupart à faire en sorte que fût établi en Rhodésie du Sud le gouvernement de la majorité et à prendre de concert des mesures concrètes à cette fin, souvent au prix de sacrifices considérables.

508. Si la proclamation unilatérale de l'indépendance avait suscité une réaction aussi ferme de la part de tant de pays c'est parce qu'elle mettait en cause un principe moral fondamental, celui du "respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion". Car le régime rebelle était résolu à enfreindre ce principe.

509. La délégation des Etats-Unis comprenait fort bien les appréhensions des pays africains, et particulièrement de la Zambie, au sujet des événements de Rhodésie du Sud. La Zambie avait opté pour une société multiraciale, dans laquelle la majorité gouvernait, mais les droits des minorités étaient protégés. La délégation des Etats-Unis estimait que cette solution était la seule qui permit une évolution politique et sociale susceptible de favoriser la paix, la liberté et le progrès.

510. Lorsque le Royaume-Uni avait vu échouer les efforts qu'il avait déployés pour assurer le gouvernement par la majorité en Rhodésie du Sud, il s'était adressé à l'Organisation des Nations Unies, estimant que sa coopération était nécessaire pour aboutir à une solution pacifique. L'ONU avait pris des mesures visant avant tout à faire comprendre au régime illégal de Smith que la communauté internationale ne tolérerait pas l'établissement en Rhodésie du Sud d'un régime politique discriminatoire fondé sur le gouvernement de la minorité. L'ONU avait cherché à atteindre ses buts par des moyens pacifiques, conformément à la Charte. Le Gouvernement des Etats-Unis avait appuyé toutes les mesures adoptées par le Conseil de sécurité et avait fait en sorte qu'elles soient scrupuleusement exécutées. La réaction des Etats-Unis à la proclamation unilatérale de l'indépendance avait été immédiate et sans équivoque. Immédiatement après l'événement, le représentant des Etats-Unis au Conseil, M. Goldberg, avait déclaré:

"L'événement qui nous amène ce matin au Conseil de sécurité est l'un des événements les plus regrettables qui se soient produits depuis l'aube de l'ère actuelle de décolonisation et il peut entraîner les plus graves conséquences.

"Une petite minorité obstinée a commis la lourde erreur de s'emparer du pouvoir pour tenter d'imposer sa domination à la vaste majorité de la population de la Rhodésie du Sud²⁵."

Il avait conclu en faisant appel au Conseil pour qu'il montre "de façon éclatante sa conviction qu'une poignée d'hommes égarés ne saurait longtemps faire obstacle à l'évolution historique de l'Afrique du XX^e siècle vers la libre détermination et la liberté"²⁶.

²⁵ Documents officiels du Conseil de sécurité, vingtième année, 1257^e séance, par. 73 et 74.

²⁶ Ibid., par. 92.

511. Depuis l'époque de cette déclaration, le régime Smith avait intensifié sa discrimination contre la majorité africaine. En vertu de la loi sur les pouvoirs d'exception dont la portée avait été étendue, il avait adopté de nouvelles mesures législatives qui élargissaient considérablement ses pouvoirs en matière d'arrestation et de censure et limitaient encore les droits de l'homme, et, de plus, étaient choquantes pour quiconque se préoccupait du respect des libertés civiles. Les pétitionnaires avaient fourni des témoignages frappants à cet égard.

512. Le Gouvernement des Etats-Unis avait donné son appui sans réserve aux mesures de plus en plus énergiques prises par le Conseil de sécurité. Il s'était irrévocablement engagé à faire respecter le principe de la libre détermination du peuple de la Rhodésie du Sud et de son accession à l'indépendance dans des conditions acceptables pour l'ensemble du pays. Les Etats-Unis avaient été plongés dans les affaires de la guerre civile au siècle dernier à la suite d'une tentative visant à légitimer le principe de la supériorité raciale et ils avaient accompli un long et pénible effort pour se défaire de cette doctrine fausse et odieuse; ils ne sauraient guère feindre de méconnaître à l'étranger l'inégalité même qu'ils avaient combattue sur leur propre sol.

513. En décrétant, pour la première fois dans l'histoire de l'ONU, l'application de sanctions économiques obligatoires de portée substantielle, le Conseil de sécurité avait pris une mesure historique. A la suite de cette mesure, certaines activités intéressant le commerce international allaient, pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis aussi, être interdites conformément à une décision du Conseil de sécurité. Les Etats-Unis, étant l'un des principaux pays commerçants et investisseurs, entretenaient, avant la proclamation unilatérale de l'indépendance, des liens économiques très divers avec la Rhodésie du Sud.

514. Pour se dégager de ces liens économiques, ils avaient dû nécessairement adopter une série complexe de mesures de contrôle économique. La délégation des Etats-Unis avait rendu compte au Comité spécial de façon détaillée, en 1966, des mesures adoptées pour appliquer la résolution de novembre 1965 [217 (1965)] du Conseil de sécurité. Après la décision du Conseil du 16 décembre 1966 [résolution 232 (1966)], le Gouvernement des Etats-Unis avait immédiatement pris de nouvelles mesures destinées à resserrer ces contrôles et à en étendre la portée.

515. Le décret portant exécution de la résolution du Conseil de sécurité avait été signé le 5 janvier 1967. Le 1^{er} février suivant, le Département du commerce des Etats-Unis avait pris une ordonnance relative à l'exécution des dispositions de la résolution en ce qui concerne le transport de marchandises rhodésiennes et, le 2 mars 1967, le Département des finances avait émis des directives visant à la restriction des importations. Le département du commerce avait déjà pris des mesures pour contrôler les exportations.

516. Le programme de sanctions des Etats-Unis avait pris pleinement effet; il n'offrait aucune échappatoire et toute infraction était considérée comme un délit entraînant des peines qui pouvaient aller jusqu'à 10 ans de prison et, éventuellement, une amende de 10 000 dollars.

517. La rupture progressive des liens économiques avait représenté pour les échanges commerciaux des Etats-Unis une perte de plusieurs millions de dollars.

Elle avait posé des problèmes à l'industrie américaine qui avait ainsi perdu une source importante de certaines matières premières dont elle avait un besoin critique et ce bouleversement de la structure des échanges commerciaux et des investissements se ferait sans nul doute longtemps sentir. En mentionnant tout cela, M. Deming n'entendait pas tirer gloire des mesures adoptées par son gouvernement, car celui-ci, comme membre du Conseil de sécurité, avait appuyé sans réserve leur adoption et leur application. D'autres pays, parmi lesquels la Zambie, avaient souffert bien davantage de ces mesures et consenti des sacrifices considérables.

518. Si M. Deming avait parlé du bouleversement des échanges et des investissements des Etats-Unis, c'est qu'il avait remarqué qu'au cours des débats relatifs à la Rhodésie du Sud les délégations des pays qui ne faisaient que peu ou pas du tout de commerce avec la Rhodésie du Sud se sont glorifiées de leur prétendue "pleine application" des résolutions du Conseil de sécurité et ont lancé des accusations sans fondement contre les pays qui entretenaient des relations économiques importantes avec la Rhodésie du Sud avant la proclamation unilatérale de l'indépendance et se heurtaient par conséquent à des problèmes réels en exécutant les résolutions du Conseil. Certaines délégations avaient même voulu voir dans les événements récents un sinistre complot capitaliste et avaient soutenu que le desserrement des liens économiques était en réalité une tentative visant à retrancher les intérêts capitalistes en Rhodésie du Sud. En réalité, les Etats-Unis avaient ramené leurs exportations vers la Rhodésie du Sud de 23 à 7 millions de dollars (soit une diminution de 65 p. 100) entre 1965 et 1966, avant même que les sanctions obligatoires soient entrées en vigueur.

519. Le Gouvernement des Etats-Unis avait pris des mesures concrètes et importantes et ne s'était pas contenté de creuses déclarations. Les Etats-Unis comptaient parmi les 12 pays qui, avant le 15 mai 1967, avaient fourni au Secrétariat des renseignements complets sur leurs échanges commerciaux. Le Gouvernement des Etats-Unis prenait ces mesures de plein gré car il souhaitait jouer un rôle actif dans la recherche d'une solution pacifique du problème de la Rhodésie du Sud, conformément aux dispositions de la Charte. En 1961, à l'Assemblée générale, le Président Kennedy avait déclaré: "Dans les limites de ses responsabilités en ce domaine, mon pays entend non jouer simplement le rôle d'un observateur, mais participer au mouvement pacifique et rapide qui fait passer les pays de l'état de colonies à celui de partenaires égaux. Cette marée continue de libre détermination, qui s'affirme avec une telle force, a notre sympathie et notre appui²⁷." Telle était toujours la politique du Gouvernement des Etats-Unis.

520. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a remercié le représentant de la Zambie qui avait pris part aux travaux du Comité spécial et qui venait de faire un exposé sur la situation déplorable qui régnait en Rhodésie du Sud où 4 millions d'Africains souffraient sous la domination du régime Smith.

521. Les déclarations d'un certain nombre de représentants ou de pétitionnaires avaient montré les agissements des puissances occidentales, de l'Afrique du

²⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Séances plénières, 1013^e séance, par. 76.

Sud et du Portugal, visant à maintenir le régime raciste en Rhodésie du Sud.

522. La situation en Rhodésie du Sud continuait d'être anormale. Si la résolution de l'ONU concernant ce territoire n'était pas appliquée, la responsabilité en incombait au Royaume-Uni et aux pays de l'OTAN qui appuyaient la politique britannique à l'égard de la Rhodésie du Sud. Il ressortait clairement des déclarations de nombreuses délégations et notamment des représentants de la République-Unie de Tanzanie, de l'Inde, de la Bulgarie, du Chili et de la Pologne, que les puissances occidentales, tout en préconisant l'application des décisions du Conseil de sécurité, continuaient à entretenir des relations économiques avec le régime rebelle. Le représentant des Etats-Unis avait voulu justifier la non-application des sanctions par son pays. Il avait parlé des relations économiques qui liaient les Etats-Unis et la Rhodésie du Sud. Les motifs invoqués n'ont toutefois convaincu personne. Il suffisait de se reporter à un article paru dans le *Times of Zambia* de ce jour et intitulé "Rhodesia laughs at sanctions" (la Rhodésie se moque des sanctions) où étaient clairement indiqués les pays qui fournissaient un appui au régime Smith. Les arguments invoqués par le représentant des Etats-Unis ne faisaient que souligner que c'était surtout pour ménager les intérêts des monopoles que les puissances occidentales s'étaient abstenues d'appliquer la résolution de l'ONU. La délégation de l'URSS condamnait les activités des intérêts étrangers qui entravaient l'accession à l'indépendance du peuple du Zimbabwe.

523. Le représentant du *Sierra Leone* a dit que tous les membres du Comité spécial se rendaient compte que les sanctions imposées par l'ONU à la demande du Gouvernement britannique, au lendemain de la proclamation unilatérale de l'indépendance, avaient été un échec lamentable. La Rhodésie du Sud recevait du pétrole d'Afrique du Sud et du Mozambique, son sucre et son tabac étaient vendus partout dans le monde; et les navires de certains pays prétendant appliquer les sanctions transportaient ou allaient chercher des marchandises en Rhodésie du Sud. Le Portugal et l'Afrique du Sud fournissaient au régime rebelle les machines et les pièces détachées soumises à l'embargo décidé par le Conseil de sécurité dans sa résolution. Cependant, les machines modernes étaient conçues pour un usage prolongé et les effets d'un embargo sur les pièces détachées ne se feraient sentir que dans plusieurs années. Plusieurs gouvernements avaient déclaré qu'ils n'enverraient ni armes ni machines au régime rebelle, mais on savait que la Rhodésie du Sud en recevait. Qu'avaient donc fait ces gouvernements pour veiller à interdire les expéditions de marchandises soumises à embargo en vertu de la résolution du Conseil de sécurité?

524. Les sanctions avaient échoué mais la délégation du *Sierra Leone* croyait qu'elles auraient pu être efficaces si elles avaient été totales et obligatoires et s'étaient accompagnées d'un recours à la force. La rébellion s'était produite à cause de l'intransigeance du Gouvernement britannique qui, en fait, n'avait jamais vraiment désiré abandonner la Rhodésie du Sud au peuple du Zimbabwe. Le régime Smith avait eu le temps de consolider sa position. Il avait diversifié les industries qui produisaient maintenant des marchandises qui étaient autrefois importées. Le seul secteur de la population à avoir souffert étaient les Africains qui avaient perdu leurs emplois et avaient moins de

moyens de s'instruire, alors que les conditions d'emploi et d'enseignement des Blancs étaient intactes. En vérité, les sanctions n'avaient fait du mal qu'aux Africains, et les pays qui se déclaraient opposés à l'emploi de la force faisaient en sorte que les Africains continuent de souffrir.

525. Ian Smith faisait du territoire une seconde Afrique du Sud: le parlement sud-rhodésien était saisi d'un projet de loi à cet effet. Lorsqu'il se réunissait à New York, le Comité spécial pouvait difficilement se rendre compte de la propagande — radiophonique et autre — orchestrée par le régime Smith; cependant, au cours de leur séjour en Zambie, ses membres avaient pu constater par eux-mêmes les tentatives que faisait le régime pour influencer la pensée des Africains, à l'intérieur comme à l'extérieur du Territoire.

526. M. Williams s'est dit impressionné par le contraste qui existait de part et d'autre de la frontière sud-rhodésienne. Du côté zambien, le poste de douane était situé à quelque distance du pont; du côté rhodésien, il était à l'extrémité même du pont, et tout mouvement vers la Rhodésie éveillait l'attention de gardes armés. Nul ne devait pouvoir observer les crimes commis dans le territoire. Cette situation était due à l'intransigeance du Gouvernement britannique. Par ailleurs, le barrage de Kariba, situé en territoire rhodésien, était une sorte d'épée de Damoclès suspendue au-dessus de la Zambie. La Puissance administrante ne pouvait renoncer à ses responsabilités en essayant de les faire endosser par l'ONU. M. Wilson devait avoir le courage de prendre la décision — si impopulaire fût-elle — de recourir à la force pour mettre fin à la rébellion. Le Royaume-Uni devait faire preuve d'audace s'il voulait que l'ONU lui accorde quelque crédit. Au cours de deux guerres mondiales, des Africains s'étaient battus et avaient donné leur vie pour le Royaume-Uni, pour une cause qui n'était pas la leur. Le Royaume-Uni devait prouver qu'il était disposé à lutter pour une cause qu'il prétendait soutenir, et faire le nécessaire pour mater la rébellion. Toutefois, le problème principal n'était pas la rébellion mais l'indépendance du peuple du Zimbabwe.

527. Le représentant de la *Yougoslavie* a remercié les pétitionnaires d'avoir apporté de nouveaux témoignages si vivants des crimes commis par le sinistre régime raciste de Ian Smith contre le valeureux peuple du Zimbabwe. Le gouvernement et le peuple yougoslaves continueraient de soutenir la juste lutte du Zimbabwe pour son indépendance et sa liberté totales.

528. Lorsqu'on examinait le problème de la Rhodésie du Sud, il était indispensable de tenir compte de la futilité de toutes les mesures déjà prises pour liquider le régime illégal de Smith. En effet, il apparaissait de plus en plus certain que le régime se consolidait et étendait son emprise néfaste en élaborant une nouvelle constitution et en appliquant la politique abhorrée de l'*apartheid*. Le régime raciste avait emboîté le pas à l'Afrique du Sud. Son raisonnement était clair: depuis 20 ans, l'ONU n'avait pas réussi à mettre fin à la politique raciste de l'Afrique du Sud et on avait toute raison de croire que le régime Smith bénéficierait aussi de la protection des mêmes pays. Malheureusement, ces calculs s'étaient révélés exacts.

529. L'essentiel du problème n'était pas la résistance offerte par le régime Smith aux mesures prises par l'ONU. Les efforts déployés par les pays responsables de la situation actuelle en vue de limiter le problème à ce seul aspect tendaient à leurrer l'opinion

publique et à gagner ainsi le temps nécessaire à la consolidation du régime. Pour tous les régimes racistes d'Afrique australe, le vrai problème, c'étaient les intérêts plus vastes des forces colonialistes et néo-colonialistes et des monopoles qui voulaient exploiter illégalement la richesse de l'Afrique et s'assurer des têtes de pont politiques et militaires à partir desquelles ils pouvaient exercer des pressions sur les pays récemment libérés et compromettre leur développement. Fondée sur l'emploi de la force, cette politique était une menace pour l'émancipation et le développement harmonieux du monde dans son ensemble. Dans son allocution solidement étayée et empreinte de sagesse, le Président Kaunda avait mis en garde le Comité spécial contre les conséquences possibles d'une telle politique, si elle était poursuivie.

530. La délégation yougoslave estimait que le Comité spécial avait pour rôle essentiel de faire la lumière sur la situation devant laquelle la communauté internationale se trouvait en Rhodésie du Sud et de prendre les mesures nécessaires pour en éliminer les causes. La responsabilité de la situation en Rhodésie du Sud incombait, en vertu de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, au Royaume-Uni qui ne s'y était pas conformé. La tactique dilatoire du Royaume-Uni avait permis à Smith d'exécuter son plan. Après la proclamation unilatérale de l'indépendance, le Gouvernement britannique avait déclaré qu'il se chargeait d'écraser le régime rebelle. La majorité des Etats Membres de l'ONU avaient insisté sur le fait qu'il était indispensable d'employer la force militaire pour abattre le régime, mais le Royaume-Uni et d'autres puissances occidentales avaient prétendu qu'il était possible d'employer d'autres méthodes. La majorité des Etats Membres doutaient que le Gouvernement britannique eût réellement l'intention d'éliminer le régime Smith, et le maintien du régime raciste de Salisbury au pouvoir avait prouvé le bien-fondé de ces doutes. De la situation actuelle et de l'échec des mesures prises par le Royaume-Uni, il était inévitable de conclure que certains pays occidentaux possédant des intérêts économiques et politiques en Afrique australe avaient, dès le départ, souhaité l'échec de ces sanctions.

531. Dès le départ également, la majorité des membres du Comité spécial, y compris la délégation yougoslave, avaient indiqué que les sanctions économiques contre la Rhodésie du Sud ne pourraient être efficaces que si elles étaient appliquées par tous les pays. Bien entendu, les régimes racistes portugais et sud-africain n'avaient tenu aucun compte des décisions de l'ONU et avaient apporté à la Rhodésie du Sud leur plein appui économique, moral et politique. Dans ces conditions, il était extrêmement naïf de croire à l'efficacité de sanctions économiques. Comme les pétitionnaires l'avaient confirmé, la Rhodésie du Sud continuait de recevoir des approvisionnements, de nouvelles industries s'y créaient, de nouveaux investissements étrangers s'y faisaient, et certaines sociétés à capitaux occidentaux continuaient de prêter leur concours. Le fait que la Rhodésie du Sud avait des réserves de pétrole pour deux ans était la meilleure indication du soutien donné au régime Smith.

532. Les mesures prises ayant échoué, il était évident que seul le recours à la force militaire pouvait abattre le régime raciste illégal. Il convenait peut-être de demander au Gouvernement britannique quelles mesures il entendait adopter puisque celles qu'il avait déjà prises s'étaient révélées vaines. On pouvait logi-

quement conclure d'une déclaration faite le 8 décembre 1966, à la 1331^e séance du Conseil de sécurité par le Ministre britannique des affaires étrangères, M. Brown, que le Royaume-Uni se déciderait en fin de compte à employer la force. Mais comme rien ne laissait supposer que le Royaume-Uni y était disposé, la délégation yougoslave estimait que les auteurs du projet de résolution sur la Rhodésie du Sud étaient en droit de recommander que le Conseil de sécurité prit les mesures nécessaires prévues au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Hésiter à prendre des mesures extrêmes compromettait le prestige de l'ONU.

533. L'affaire de Rhodésie du Sud avait montré que l'action entreprise par l'ONU contre le racisme ne pouvait être efficace si elle était menée isolément. En conséquence, le Comité spécial devait élaborer une série de mesures que tous les Etats Membres prendraient de concert et simultanément contre tous les régimes racistes. Ainsi seulement serait-il possible d'empêcher quelques gouvernements racistes d'aider d'autres gouvernements racistes. La délégation yougoslave était convaincue de ce que cette action mettrait fin au danger croissant en Afrique australe et contribuerait à débarrasser le monde du colonialisme.

534. Le représentant de l'Australie a dit qu'après la proclamation illégale de l'indépendance, l'Australie avait été l'un des premiers pays à imposer des sanctions économiques contre la Rhodésie du Sud, avant même que le Conseil de sécurité eût adopté sa résolution 217 (1965). Le Gouvernement australien avait pour principe de s'opposer à ce que la minorité gouverne et à ce que la population africaine de Rhodésie du Sud soit privée de ses droits démocratiques fondamentaux. Il estimait illégal le gouvernement actuel et appuierait toute mesure pacifique propre à hâter le rétablissement de la légalité. Pour l'Australie, il n'était pas juste qu'un groupe majoritaire ou minoritaire, imposât sa volonté à l'autre. Selon les paroles réfléchies du Président: "Les Européens de Rhodésie doivent accepter de vivre au côté des Africains". Pour reprendre les paroles du pétitionnaire de la ZANU, pour l'Australie il n'était pas juste qu'un groupe, grand ou petit, imposât sa volonté à l'autre et lui refusât les libertés les plus élémentaires.

535. Le Gouvernement et le peuple australiens n'excusaient pas la pratique qui consistait à emprisonner ses adversaires politiques et ils le condamnaient d'autant plus sévèrement que l'adversaire n'avait pas le droit d'être jugé impartialement et ne disposait d'aucun recours légal procédant du principe de l'égalité de tous les hommes. En outre, à plusieurs reprises, le Gouvernement australien avait clairement manifesté son opposition à la politique d'*apartheid*. Il estimait totalement indéfendable le concept selon lequel un homme pouvait être inférieur à un autre.

536. Le représentant de l'Italie a dit que la position de l'Italie sur la question de la Rhodésie du Sud était très claire. Les réponses fournies par les pétitionnaires avaient confirmé l'inquiétude de sa délégation au sujet de la situation créée par l'obstination avec laquelle le régime de Salisbury persistait à défier l'Organisation des Nations Unies et par l'application progressive, d'après les derniers renseignements reçus, de mesures ayant pour objet d'appliquer un système de discrimination et d'*apartheid* et de refuser à la majorité africaine de la population le bénéfice de l'enseignement, de la protection sociale, de la justice et de l'accès aux emplois sur un pied d'égalité. C'est pourquoi le Gouvernement

italien n'avait pas hésité un instant, même avant la décision obligatoire du Conseil de sécurité, à prendre des mesures pour assurer l'isolement économique du régime de Salisbury lorsqu'il s'était révélé que la persuasion et les négociations avaient échoué.

537. Le représentant de l'*Irak* a dit que les déclarations des pétitionnaires avaient mis en évidence que la stratégie des régimes impérialistes et racistes consistait à présenter un front commun économique, financier et militaire face à la puissante vague de nationalisme qui balayait l'Afrique, le Moyen-Orient et d'autres parties du monde. Il était également devenu évident que la cause de la liberté était la même en Angola, au Sud-Ouest africain, en Afrique du Sud, au Mozambique, en Palestine, à Aden, en Oman et dans tous les autres pays où les forces des exploiters luttent pour tenter de se maintenir dans les régions qu'elles dominaient. Il avait également été établi que le Royaume-Uni et ses alliés qui ne pensaient qu'aux affaires appliquaient deux poids et deux mesures dans leur comportement et leurs principes selon qu'il s'agissait de leurs relations avec les peuples opprimés ou avec l'Organisation des Nations Unies elle-même. Quelques-uns des pays les plus importants étaient passés maîtres en l'art de camoufler sous le couvert d'activités "privées" les capitaux et l'aide matérielle qu'ils continuaient à accorder au bastion du racisme, de l'injustice et du facisme en Afrique australe. Ces tactiques avaient protégé ce bastion et avaient pratiquement annulé les effets des sanctions dans le cadre d'un plan d'action bien calculé. Soixante-douze pays avaient déjà déclaré qu'ils appuieraient les sanctions et d'autres étaient en train de s'y rallier, y compris tous les principaux partenaires commerciaux de la Rhodésie du Sud. Mais les puissances coloniales avaient fait volte-face et étaient en train d'investir encore plus qu'auparavant dans les régions soumises aux sanctions.

538. Tous les moyens employés pour amener un changement par des voies pacifiques avaient échoué, et il ne restait plus d'autre solution que l'emploi de la force. Il était grand temps que toutes les nations éprises de liberté commencent à envisager de boycotter les puissances coloniales qui continuaient à entretenir des rapports avec les gouvernements racistes. Ces puissances avaient besoin des marchés, des ressources naturelles et de la bonne volonté des peuples épris de liberté : il fallait leur montrer que ces peuples défendaient leurs objectifs fondamentaux et ne pouvaient y renoncer. Il fallait faire prendre conscience à ces puissances du fait qu'elles avaient besoin de l'assistance et de la coopération des peuples épris de liberté. Cela exigerait bien des sacrifices et des renoncements, mais c'était la seule mesure, combinée avec l'emploi de la force et la mobilisation locale des mouvements nationaux de libération qui pût rapprocher sensiblement le jour de la victoire. Il était inutile d'attendre plus longtemps que les impérialistes et les puissances qui ne songeaient qu'aux affaires travaillaient à promouvoir la cause de la liberté. Ils n'accordaient leur assistance qu'après avoir soigneusement pesé les avantages matériels qu'ils pouvaient en retirer. Les malheurs et les souffrances de l'humanité n'avaient aucune place dans leurs livres ou leurs registres de comptes. Le représentant de l'*Irak* s'est adressé aux mouvements de libération pour leur demander d'œuvrer en commun en Afrique, au Moyen-Orient et partout où se poursuivait la lutte pour la liberté. Ils pouvaient être assurés que l'*Irak* leur accorderait une

assistance totale et continue jusqu'au jour de la victoire sur le colonialisme, le racisme et tous les types d'exploitation.

539. Le représentant de la *Tunisie* a dit qu'il avait déjà exposé lors d'une séance précédente le point de vue du Gouvernement tunisien sur le problème rhodésien. La délégation tunisienne avait écouté avec beaucoup d'intérêt les témoignages des pétitionnaires qui s'étaient présentés devant le Comité spécial. Elle tenait à les remercier pour les précieux renseignements qu'ils avaient fournis et à les assurer du soutien du Gouvernement tunisien. Ces témoignages confirmaient qu'une action urgente et efficace devait être entreprise si l'on voulait rétablir la situation en Rhodésie du Sud et redonner aux 4 millions d'Africains les droits dont la minorité blanche les avait illégalement dépouillés. Les sanctions appliquées jusqu'ici s'étaient révélées inefficaces. Les négociations interminables menées avec le Gouvernement de Ian Smith semblaient l'avoir encouragé à durcir sa position et à renforcer la répression. Toutes les solutions pacifiques préconisées par le Royaume-Uni avaient été inopérantes. Le recours à la force semblait être aujourd'hui le seul moyen de rétablir la situation, afin de permettre d'organiser dans le territoire un référendum sur la base du principe "un homme, une voix". Ce référendum donnerait à la majorité la possibilité de s'exprimer et de choisir son destin. Le Royaume-Uni, qui avait toujours revendiqué ses responsabilités en Rhodésie du Sud, devait prendre les mesures nécessaires pour rétablir la légalité. La résolution dont la délégation tunisienne était coauteur ne faisait que décrire la situation qui prévalait en Rhodésie du Sud et recommander les solutions qui restaient possibles. Tous les Etats Membres des Nations Unies, et notamment les pays développés, devaient faire pression sur le Royaume-Uni pour que celui-ci emploie finalement les moyens qui s'imposaient afin de rétablir l'ordre en Rhodésie du Sud et de permettre au peuple du Zimbabwe de recouvrer ses droits légitimes et de jouir de sa souveraineté.

540. Le représentant du *Venezuela* a dit qu'il avait déjà exposé le point de vue de sa délégation sur la question de la Rhodésie du Sud : elle avait condamné le régime minoritaire illégal et raciste de Ian Smith de la façon la plus catégorique ; elle avait parlé de la responsabilité du Royaume-Uni en tant que Puissance administrante dans l'échec des sanctions imposées par le Conseil de sécurité et avait attiré l'attention sur les violations flagrantes de ces sanctions par l'Afrique du Sud et le Portugal. Le Venezuela n'entretenait aucune relation quelle qu'elle fût avec le régime illégal ; il avait appliqué et continuerait d'appliquer toutes les mesures voulues, de même qu'il continuerait à appuyer la lutte du peuple du Zimbabwe pour l'autodétermination. En conclusion, M. Carrasquero a remercié les pétitionnaires des témoignages nouveaux qu'ils avaient apportés sur l'oppression coloniale. L'appui que sa délégation avait apporté à la proposition chilienne d'adresser au Secrétaire général, pour transmission au Conseil de sécurité, les comptes rendus contenant les témoignages des pétitionnaires montrait l'importance qu'elle attachait à leurs déclarations. Le Venezuela soutenait sans réserve le peuple du Zimbabwe dans sa lutte de libération.

541. Le représentant de *Madagascar* a dit que le peuple malgache suivait avec beaucoup d'attention l'évolution du problème rhodésien. Les preuves supplémentaires apportées par les pétitionnaires étaient venues

grossir le dossier déjà lourd du régime illégal de la Rhodésie du Sud, qui faisait peser une menace sur la paix et la sécurité internationales.

542. La politique de discrimination et de ségrégation raciale pratiquée en Rhodésie du Sud, qui bafouait les droits et la dignité de tout un peuple, avait été condamnée sans réserve par l'opinion internationale, ainsi qu'en témoignent les résolutions adoptées par l'Assemblée générale, par le Conseil de sécurité et par le Comité spécial.

543. Les peuples épris de paix et de liberté étaient résolus à soutenir le peuple du Zimbabwe dans sa lutte héroïque. La délégation malgache ne ménagerait aucun effort pour rechercher, avec toutes les délégations présentes au Comité spécial, les méthodes et les moyens propres à permettre au peuple du Zimbabwe d'obtenir rapidement sa liberté et son indépendance.

544. La République malgache appréciait à leur juste valeur les efforts déployés par le Royaume-Uni pour résoudre le problème rhodésien. Elle n'avait jamais cru à l'efficacité de sanctions économiques sélectives. Les faits lui avaient donné raison. Ces sanctions n'avaient pas été appliquées par tous les Etats, et notamment l'Afrique du Sud et le Portugal. La délégation malgache estimait d'ailleurs que des sanctions économiques devaient être prises également contre ces deux pays.

545. Maintenant que l'on s'était rendu compte de l'inefficacité des sanctions économiques sélectives, il convenait de demander au Gouvernement du Royaume-Uni de prendre immédiatement les mesures nécessaires, en recourant à la force si besoin était, pour mettre fin au régime illégal de Ian Smith et pour assurer l'application immédiate de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

546. La République malgache avait toujours préconisé une politique de non-violence et avait toujours été en faveur du règlement pacifique des crises coloniales. Mais elle estimait que dans le cas de la Rhodésie du Sud, il n'existait aucune possibilité de règlement pacifique et que par conséquent il n'y avait pas d'autre choix que de recourir à la force. Le Gouvernement malgache s'étonnait d'ailleurs de l'inertie actuelle du Gouvernement britannique qui, dans d'autres colonies, n'avait pas hésité à recourir à la force pour écraser les mouvements nationalistes.

547. C'était au Royaume-Uni, et à lui seul, de recourir à la force pour écraser la rébellion rhodésienne. Il était entièrement responsable de la situation qui régnait en Rhodésie du Sud et il avait le devoir de conduire le peuple du Zimbabwe à l'indépendance.

548. Le représentant de la Côte d'Ivoire a dit que sa délégation estimait que la situation qui régnait en Rhodésie du Sud était extrêmement grave et constituait une menace à la paix et à la sécurité internationales. Cela, le Royaume-Uni lui-même l'avait reconnu lorsqu'il s'était adressé par deux fois à l'Organisation des Nations Unies pour lui demander de l'aider à trouver les moyens d'assurer l'efficacité des sanctions économiques. Cet appel à la communauté internationale semblait sincère, et l'on pouvait croire que la Puissance administrante était prête à utiliser tous les moyens en son pouvoir pour rétablir l'ordre en Rhodésie du Sud. Malheureusement, les événements avaient prouvé le contraire. Les sanctions économiques n'avaient eu aucun effet et le régime de Ian Smith semblait même s'être affermi. La délégation ivoirienne continuait à penser que le problème rhodésien était une affaire britannique et

s'étonnait que la Puissance administrante restât inerte et ne manifestât pas la moindre intention de recourir à d'autres moyens.

D. — DÉCISIONS PRISES PAR LE COMITÉ SPÉCIAL

1. — *Consensus du Comité spécial concernant des faits récents dans le territoire*

549. A la 523^e séance, le 6 juin 1967, le représentant du Chili, se référant à la déclaration de M. Chitepo (ZANU) et plus particulièrement à la partie de cette déclaration (voir par. 396 à 441) qui avait trait aux sanctions obligatoires et au nouveau système d'*apartheid* en Rhodésie du Sud, a proposé que le Comité spécial la porte à la connaissance du Conseil de sécurité, ainsi que les débats auxquels elle aurait donné lieu, car le Conseil de sécurité devait savoir que les sanctions obligatoires dont il avait décidé l'application restait, dans bien des cas, lettre morte. D'autre part, le fait que la Rhodésie du Sud promulguait une législation sur l'*apartheid* analogue à celle qui était actuellement en vigueur en Afrique du Sud constituait un événement aux conséquences irréversibles.

550. Le délégué du Chili demandait donc au Comité spécial s'il serait disposé sinon à adopter une résolution formelle sur la question, du moins à se prononcer à la majorité sur les trois points suivants : l'opportunité d'adresser au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le compte rendu des déclarations des pétitionnaires et des débats pertinents ; celle de lancer un appel à la Puissance administrante pour qu'elle obtienne la libération immédiate des détenus politiques en général et de MM. Nkomo et Sithole en particulier ; enfin, celle de demander à cette même Puissance administrante de s'opposer à la promulgation d'une législation consacrant l'*apartheid*. L'adoption de ces trois mesures n'empêcherait en rien le Comité de prendre une décision d'ensemble sur le problème de la Rhodésie du Sud.

551. Le représentant du Venezuela a repris à son compte la proposition du représentant du Chili.

552. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a fait siennes les remarques du représentant du Chili et a appuyé sa proposition très constructive. Il était grand temps de soumettre au Conseil de sécurité tous les témoignages du mépris que certains pays affichaient pour ses résolutions auxquelles ils se conformaient en paroles seulement. Les témoignages recueillis aideraient le Conseil à prendre des mesures efficaces et montreraient quels Etats agissaient hypocritement et quels étaient ceux qui étaient pour la liberté et la paix.

553. Le Président a proposé au Comité spécial de s'entendre en prenant pour base d'accord la proposition chilienne, qui avait reçu l'appui des représentants du Venezuela et de la République-Unie de Tanzanie.

554. Le représentant de l'Italie s'est déclaré disposé à appuyer cette proposition qui pourrait avoir un certain intérêt.

555. Le Président a donné lecture d'un projet d'accord relatif à la question de la Rhodésie du Sud (voir plus loin par. 564).

556. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique, appuyé par le représentant de l'Australie, a dit que sa délégation approuvait la décision de transmettre les comptes rendus des délibérations du Comité au Conseil de sécurité, mais devrait réserver sa position sur les paragraphes 2 et 3, pour des raisons d'ordre pratique. Le Gouvernement britannique n'était pas maître de la

situation en Rhodésie du Sud, et n'avait donc pas le pouvoir de faire libérer MM. Nkomo et Sithole.

557. Pour le représentant de la *République-Unie de Tanzanie*, il n'était pas question de contester à une délégation le droit de réserver sa position. Mais nul n'ignorait que le Gouvernement britannique avait toujours affirmé être le seul maître de la situation en Rhodésie du Sud. Dans le texte de l'accord qui lui était adressé directement, en sa qualité de Puissance administrante, le Royaume-Uni était prié de prendre des mesures pour assurer la libération de tous les prisonniers politiques. Tant qu'il était Puissance administrante en Rhodésie du Sud, c'était à lui qu'il fallait demander de prendre ces mesures, à lui et à aucun autre pays.

558. Le monde entier avait refusé de reconnaître le régime minoritaire raciste illégal de Ian Smith et, si le Gouvernement britannique ne faisait pas le nécessaire, il fallait l'inviter à se joindre à la communauté mondiale pour prendre des mesures efficaces en vue de remédier à la situation et d'assurer la libération de la population africaine en Rhodésie du Sud.

559. Le représentant du *Venezuela* a estimé, comme le représentant du Chili, que le problème de la libération des détenus politiques et celui de la promulgation d'une législation d'*apartheid* relevaient exclusivement de la compétence du Royaume-Uni, Puissance administrante.

560. Le représentant de la *Bulgarie* a demandé des précisions sur les réserves formulées par le représentant des Etats-Unis. A qui le Comité spécial devait-il adresser son appel, sinon au Royaume-Uni en sa qualité de Puissance administrante ?

561. Le représentant des *Etats-Unis d'Amérique* a répondu qu'il n'avait pas contesté le droit du Comité spécial de s'entendre sur un texte d'accord ou de transmettre les comptes rendus de ses séances au Conseil de sécurité, ni le bien-fondé de la chose ; il avait simplement réservé comme précédemment la position de sa délégation. Ses réserves étaient dues au fait que ce serait manquer de sens pratique d'adresser un appel de ce genre au Gouvernement britannique puisqu'il n'était plus maître de la situation en Rhodésie du Sud.

562. Le représentant de l'*Italie* a dit que sa délégation interprétait les paragraphes 2 et 3 de l'accord proposé comme un appel adressé au Gouvernement du Royaume-Uni pour qu'il s'efforce de donner suite à la demande du Comité spécial.

563. Le représentant de la *Finlande* a dit qu'il interprétait l'appel de la même manière que le représentant de l'Italie.

564. Sur la base de la proposition du représentant du Chili, le Comité spécial, à sa 523^e séance, le 6 juin 1967, a adopté un accord sur la question de la Rhodésie du Sud, étant entendu qu'il serait fait mention dans le compte rendu de la séance des réserves exprimées par certains membres du Comité. Le texte intégral de l'accord adopté par le Comité spécial le 6 juin 1967, est le suivant :

"Le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

"1. Décide de transmettre au Président du Conseil de sécurité les comptes rendus de ses délibérations sur la question de la Rhodésie du Sud, y compris les témoignages des pétitionnaires, après avoir terminé l'examen de cette question ;

*"2. Prie instamment le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'empêcher l'adoption du projet de loi actuellement déposé devant le prétendu Parlement du régime minoritaire raciste illégal et qui aurait pour effet de consacrer définitivement la politique d'*apartheid* en Rhodésie du Sud ;*

"3. Adresse un appel au Gouvernement du Royaume-Uni pour qu'il assure la mise en liberté de tous les prisonniers politiques et personnes détenues par le régime minoritaire raciste illégal et, en particulier, celle de M. Joshua Nkomo et du révérend Ndabasingi Sithole".

565. Le texte de cet accord ainsi que les comptes rendus des délibérations du Comité spécial sur cette question ont été transmis au Président du Conseil de sécurité le 16 juin 1967²⁸.

2. — Adoption d'une résolution sur la question de la Rhodésie du Sud

566. A la 525^e séance, la Côte d'Ivoire, l'Ethiopie, l'Inde, l'Irak, l'Iran, Madagascar, le Mali, la République-Unie de Tanzanie, le Sierra Leone, la Syrie, la Tunisie et la Yougoslavie ont soumis un projet de résolution (A/AC.109/L.407).

567. Présentant le projet de résolution des 12 puissances (A/AC.109/L.407), le représentant de la *Yougoslavie* a déclaré que bien que le texte fût suffisamment clair en soi, il voulait faire quelques brefs commentaires sur les paragraphes que les auteurs du projet jugeaient particulièrement importants. En ce qui concerne le préambule, il paraissait logique de déplorer l'absence de la Puissance administrante, en l'occurrence le Royaume-Uni, qui ne participait pas aux débats actuels du Comité ; et du fait que la Puissance administrante était seule responsable de la situation en Rhodésie du Sud, c'était donc à elle qu'incombait l'obligation d'éliminer le régime illégal. Il était également logique de rappeler la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale qui servait de base aux débats du Comité, ainsi que les autres résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, et notamment la résolution 232 (1966) du Conseil de sécurité. En ce qui concerne le paragraphe 1 du dispositif, qui réaffirmait la légitimité de la lutte du peuple du Zimbabwe pour sa libération, le représentant de la Yougoslavie a rappelé que l'ONU avait, à diverses reprises, confirmé que la lutte des peuples coloniaux pour leur libération était à la fois légitime et justifiée. Au cours des réunions du Comité en Afrique, bon nombre de délégations et de pétitionnaires avaient souligné que cette lutte était un des moyens efficaces permettant d'aboutir à la liquidation totale du colonialisme en Afrique et dans d'autres parties du monde. Les paragraphes 2 à 7 du dispositif s'adressaient au Royaume-Uni, Puissance administrante, et cherchaient à le persuader de prendre la seule mesure qui fût de nature à faire entendre raison aux racistes de Rhodésie du Sud : le recours à la force. En élaborant ce projet de résolution, les auteurs avaient tenu particulièrement compte du fait que toutes les mesures adoptées jusqu'ici pour renverser le régime minoritaire illégal de Ian Smith étaient restées sans effet. Non seulement le régime raciste des colons blancs n'avait pas capitulé, mais les faits prouvaient de plus en plus que Smith cherchait à étendre sa politique criminelle et illégale. Cette situation était due principalement au refus

²⁸ Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-deuxième année, Supplément d'avril, mai et juin 1967, document S/8006.

de la Puissance administrante de prendre des mesures efficaces pour écraser la rébellion. Les auteurs du projet de résolution considéraient que leurs suggestions constituaient des mesures élémentaires que le Comité devait recommander à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, et espéraient par conséquent que ce texte recevrait l'appui unanime du Comité.

568. Le représentant de la *République-Unie de Tanzanie* a déclaré que le projet de résolution recommandait au Conseil de sécurité de prendre les mesures nécessaires en vertu du Chapitre VII de la Charte. Si la communauté internationale voulait préserver son honneur, il lui était absolument indispensable d'avoir recours aux mesures prévues au Chapitre VII.

569. Le représentant de la *République-Unie de Tanzanie* a appelé l'attention sur le paragraphe 7 du dispositif qui demandait à la Puissance administrante de mener toutes futures consultations avec les représentants des partis politiques africains et non pas avec le régime illégal ; continuer à négocier avec le régime illégal ferait perdre à la population sa foi dans les vertus du droit.

570. Le projet de résolution réaffirmait la légitimité de la lutte du peuple du Zimbabwe et faisait appel à tous les Etats pour leur demander de fournir un appui matériel et moral. De l'avis de la délégation tanzanienne, cet appui devrait aider le peuple zimbabwe dans sa lutte armée contre les forces du colonialisme et du néo-colonialisme.

571. Le projet de résolution montrerait au peuple du Zimbabwe qui était vraiment pour lui. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a demandé à toutes les délégations d'appuyer le projet de résolution, car on prouverait ainsi unanimement au régime minoritaire, raciste et illégal de Salisbury, que les jours de sa politique de suicide étaient comptés.

572. Le représentant de la *Bulgarie* a dit qu'il aurait voulu proposer trois amendements aux auteurs du projet de résolution.

573. Tout d'abord, la notion de crime contre l'humanité avait été introduite au cours du débat général à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale et figurait dans la résolution 2189 (XXI) de l'Assemblée générale ainsi que dans sa résolution 2184 (XXI) concernant la question des territoires administrés par le Portugal. Le représentant de la *Bulgarie* a suggéré que la même idée soit reprise dans la résolution sur la Rhodésie du Sud dans un nouveau paragraphe 2 du dispositif qui serait ainsi conçu :

"*Déclare* que le maintien du régime colonial et la pratique de la *apartheid* ainsi que toutes les formes de discrimination raciale et d'oppression en Rhodésie du Sud constituent un crime contre l'humanité".

574. Deuxièmement, le Secrétaire général devrait être prié de prendre toutes les mesures nécessaires permettant de s'assurer que tous les pays étaient bien au courant de la situation en Rhodésie du Sud et de la lutte que menait le peuple du Zimbabwe pour sa libération. Cette idée pourrait figurer dans un nouveau paragraphe 13 dont le texte serait le suivant :

"*Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que les divers organes et institutions des Nations Unies assurent en permanence une large publicité aux travaux de l'ONU sur cette question pour que l'opinion mondiale soit suffisamment au courant de la situation dans le territoire colonial de la Rhodésie du Sud et de la

lutte constante que mène le peuple du Zimbabwe pour sa libération".

La résolution 2189 (XXI) contenait un passage similaire.

575. Troisièmement, le représentant de la *Bulgarie* a suggéré de compléter le paragraphe 12 du dispositif du projet de résolution afin de tenir compte des idées exprimées par les représentants des mouvements de libération nationale ainsi que du consensus adopté à Kinshasa qui adressait un appel aux institutions spécialisées. Cet additif se lirait comme suit :

"En consultation avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et, par son intermédiaire, avec les mouvements de libération nationale dans le territoire colonial de la Rhodésie du Sud".

576. Le représentant de la *Yougoslavie*, parlant au nom des auteurs du projet de résolution, a remercié le représentant de la *Bulgarie* des trois suggestions utiles et constructives qu'il avait faites et qui avaient été acceptées en principe. Le document A/AC.109/L.407/Rev.1 contenait le nouveau texte auquel il avait été apporté quelques légères modifications.

577. Le représentant de la *Bulgarie* a remercié le représentant de la Yougoslavie et les autres auteurs du projet de résolution d'avoir accepté ses suggestions ; c'était un nouvel exemple de la coopération amicale qui existait entre les pays d'Afrique et d'Asie et les pays socialistes représentés au Comité spécial.

578. Le représentant de l'*Ethiopie* a déclaré que le projet de résolution, dont la délégation éthiopienne était un des auteurs, portait sur tous les points que le pétitionnaire avait si bien rappelés au Comité spécial ; il était convaincu que son adoption contribuerait à atténuer les malheurs du peuple du Zimbabwe.

579. Plusieurs représentants avaient invité les nationalistes du Zimbabwe à oublier leurs divergences et à serrer les rangs devant l'ennemi commun, mais leurs appels n'avaient pas été entendus. Le représentant de l'*Ethiopie* renouvelait néanmoins cet appel à l'union, laquelle était nécessaire s'ils voulaient mener leur combat à bonne fin.

580. Le représentant de l'*Ethiopie* a remercié tous les pétitionnaires qui avaient été entendus par le Comité spécial et les a assurés que le jour de la libération de leur pays était proche. Ils devaient redoubler d'efforts, sachant que l'Afrique et tous les pays épris de paix les appuyaient dans leur combat.

581. Le représentant du *Chili* a dit que les faits justifiaient pleinement les termes énergiques employés dans le projet de résolution soumis par 12 membres du Comité spécial. La délégation chilienne appuyait donc le projet de résolution et félicitait les délégations qui l'avaient présenté.

582. Le représentant de la *Bulgarie* a déclaré que le texte du projet de résolution traduisait de manière concise la position de la plupart des Etats Membres de l'ONU et les revendications du peuple du Zimbabwe. Il réaffirmait la légitimité de la lutte de ce peuple pour l'indépendance et déclarait au nouveau paragraphe 2 du dispositif que la discrimination raciale et la ségrégation pratiquées en Rhodésie du Sud étaient un crime contre l'humanité. Reflétant l'attitude fréquemment exprimée par la majorité des Etats Membres, le projet de résolution affirmait que le Gouvernement britannique était pleinement responsable de l'établissement du régime Smith et l'invitait à prendre toutes les mesures

nécessaires pour le renverser et exécuter la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale ainsi que les autres résolutions pertinentes.

583. Le projet de résolution contenait un élément nouveau très important qui s'attaquait à la racine même du mal : il condamnait les activités des intérêts étrangers, financiers et autres, et des monopoles internationaux qui, en appuyant et assistant le régime minoritaire illégal, empêchaient le peuple du Zimbabwe d'accéder à la liberté et à l'indépendance.

584. Au cours des réunions à Kitwe, la plupart des délégations s'étaient surtout préoccupées du rôle que pourraient jouer les institutions spécialisées de l'ONU pour aider les mouvements de libération nationale. La délégation bulgare s'était toujours vivement intéressée à ce problème et avait fait bien des suggestions à cet égard. Le représentant de la Bulgarie a constaté avec satisfaction que le paragraphe 13 du projet révisé adressait un appel aux institutions spécialisées pour qu'elles aident et assistent par l'intermédiaire de l'Organisation de l'unité africaine, les réfugiés du Zimbabwe et ceux qui étaient opprimés du fait de l'action des mouvements de libération nationale. En même temps, ce paragraphe permettrait à l'Assemblée générale de formuler à sa vingt-deuxième session des directives et des recommandations précises aux institutions spécialisées. Le paragraphe 14 traduisait le sentiment général de la plupart des délégations, à savoir que l'ONU pourrait faire davantage pour informer l'opinion de la situation dans le territoire colonial de la Rhodésie du Sud et de la lutte constante menée pour sa libération par le peuple du Zimbabwe. La requête adressée au Secrétaire général rendrait certainement possible d'améliorer les activités de l'ONU dans ce domaine.

585. La position de la délégation bulgare sur cette question était bien connue, aussi était-il inutile de la discuter plus avant. Dans sa nouvelle version, le projet de résolution correspondait à la position de la délégation bulgare qui voterait donc pour lui.

586. Le représentant de la *Finlande* a déclaré que sa délégation partageait entièrement les vues des auteurs du projet de résolution, mais éprouvait certains doutes en ce qui concerne les paragraphes 4, 5, 6 et 11 du dispositif. De nombreux représentants avaient dit que l'emploi de la force était le seul moyen de résoudre le problème, mais, de l'avis du Gouvernement finlandais, tous les différends internationaux devaient être réglés par des moyens pacifiques. En dépit de la gravité de la situation, M. Cawen ne pensait pas que toutes les possibilités d'une solution pacifique eussent été épuisées, et il a estimé qu'il convenait de ne pas méconnaître tous les moyens dont disposait l'ONU pour imposer des sanctions économiques obligatoires.

587. Le paragraphe 12 recommandait que le Conseil de sécurité prenne les mesures nécessaires en vertu du Chapitre VII de la Charte. Au moment où le Conseil de sécurité était sur le point de procéder lui-même à une étude du problème de la Rhodésie du Sud, il serait préférable, de l'avis du représentant de la Finlande, de fournir au Conseil de sécurité les renseignements pertinents pour cet examen plutôt que de lui faire une recommandation. M. Cawen n'exposerait pas plus avant ses objections au sujet des autres paragraphes du dispositif car le temps pressait, mais il a déclaré que sa délégation aurait le regret de s'abstenir lors du vote sur le texte actuel.

588. Le représentant de la *Pologne* a déclaré que sa délégation accueillait avec satisfaction le projet de résolution tel qu'il avait été modifié pour tenir compte des suggestions du représentant de la Bulgarie (A/AC.109/L.407/Rev.1). Le moment était venu pour le Gouvernement britannique d'écraser la rébellion en Rhodésie du Sud et de substituer à la constitution raciste de 1961 une nouvelle constitution fondée sur le suffrage universel des adultes. Le représentant de la Pologne a proposé par conséquent d'ajouter, au paragraphe 4 du dispositif, les mots : "sans plus tarder" après le mot "pouvoir". Le facteur temps prenait une importance accrue depuis la "conspiration du *Tiger*" d'où il ressortait clairement que l'indépendance risquait d'être accordée à la Rhodésie du Sud dans une dizaine ou une quinzaine d'années seulement. Pour la délégation polonaise le peuple du Zimbabwe devait accéder à l'indépendance bien avant ; il aurait dû d'ailleurs y accéder en même temps et dans les mêmes conditions que les autres membres de l'ancienne Fédération, la Zambie et le Malawi.

589. Le représentant de la Pologne a remercié le représentant de la République-Unie de Tanzanie des paroles aimables qu'il avait eues pour les pays socialistes qui avaient adopté une attitude positive à l'égard du colonialisme et du racisme en général, et de la Rhodésie du Sud en particulier.

590. Le représentant des *Etats-Unis d'Amérique* a dit que sa délégation appuyait l'objectif principal du projet de résolution et partageait la profonde inquiétude suscitée par la lenteur apparente des progrès accomplis vers cet objectif. Cependant, comme Membre de l'ONU conscient de ses responsabilités, les Etats-Unis estimaient qu'il fallait poursuivre les efforts pour trouver une solution pacifique. La délégation des Etats-Unis ne pensait pas que l'on eût épuisé tous les moyens pacifiques de résoudre le problème qui se posait en Rhodésie du Sud et M. Deming devrait, pour cette raison et d'autres encore, s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution. Le Gouvernement des Etats-Unis poursuivrait résolument la recherche d'une solution juste et pacifique. Son objectif demeurerait constamment, comme l'avait dit le président Johnson, "d'assurer à toute la population de la Rhodésie tous les pouvoirs et toutes les responsabilités qui appartiennent à un Etat". Un progrès remarquable s'était accompli au cours des 15 dernières années sur la voie de la libre détermination et de l'indépendance en Afrique ; le Gouvernement des Etats-Unis était convaincu que ce progrès ne pouvait pas être, et ne serait pas, refusé beaucoup plus longtemps au peuple de la Rhodésie du Sud.

591. Le représentant de l'*Union des Républiques socialistes soviétiques* a déclaré que sa délégation appuyait le projet de résolution présenté par 12 délégations ainsi que les amendements du représentant de la Bulgarie. Ce projet de résolution pourrait être amélioré si l'on y ajoutait une disposition concernant les liens politiques et militaires qui existaient entre le Portugal, la Rhodésie du Sud et l'Afrique du Sud et qui représentaient une menace pour les jeunes Etats africains voisins.

592. La décision du Conseil de sécurité du 16 décembre 1966, qui prévoyait des sanctions économiques contre le régime raciste, s'était avérée inefficace et insuffisante. C'était ce qui expliquait le paragraphe 10 du projet de résolution qui condamnait en termes énergiques l'Afrique du Sud et le Portugal. Il serait logique d'ajouter à cette liste l'Allemagne occidentale qui sou-

tenait la politique raciste de ces pays, faisait fi des décisions de l'ONU et poursuivait ainsi une politique directement contraire aux intérêts des peuples d'Afrique.

593. La délégation soviétique appuyait sans réserve le paragraphe 9 du dispositif du projet de résolution qui condamnait les activités des intérêts étrangers qui empêchaient le peuple du Zimbabwe d'accéder à l'indépendance.

594. Bien que certains points du projet de résolution eussent gagné à être éclaircis ou renforcés, la délégation de l'URSS était prête à appuyer ce projet, car son pays avait toujours été en faveur de la liquidation définitive du colonialisme et du racisme sur le continent africain.

595. Le représentant de l'Australie, expliquant la position de sa délégation sur le projet de résolution, a déclaré que son gouvernement croyait sincèrement et honnêtement que toutes les possibilités de règlement pacifique du problème rhodésien n'avaient pas été épuisées. On pouvait se demander si le projet de résolution était applicable et s'il ne risquait pas de créer plus de difficultés qu'il n'en résolvait. Il y avait lieu de tenir compte également du fait que le Conseil de sécurité allait prochainement reprendre la question.

596. Il fallait protéger les ressources et les possibilités de la Rhodésie du Sud. La délégation australienne estimait que le recours à la force au stade actuel provoquerait tant de pertes humaines, de souffrances et de dégâts matériels qu'il faudrait à ce pays de nombreuses années pour s'en remettre. A cet égard, plusieurs pétitionnaires avaient exprimé l'espoir que l'on pourrait éviter une effusion de sang. De plus, le recours à la force créerait inévitablement un tel climat d'amertume bien au-delà des frontières de la Rhodésie du Sud qu'il faudrait des générations pour rétablir un semblant d'harmonie interraciale. L'objectif essentiel du Comité spécial n'avait-il pas pour corollaire que le problème du colonialisme fût réglé de manière que chaque homme puisse vivre en harmonie avec ses semblables ? Les membres du Comité pourraient-ils envisager avec indifférence une politique qui serait de nature à détruire pour de longues années l'espoir d'une telle solution ?

597. Encore qu'elle approuvât de nombreux points du projet de résolution et qu'elle comprit les motifs de ses auteurs, la délégation australienne se voyait dans l'obligation de voter contre le projet. Mais cela ne signifiait pas que l'Australie s'opposait à ce que la population de la Rhodésie du Sud exerce son droit de libre détermination et accède à la liberté complète. La délégation australienne considérait que tous les hommes, dans le monde entier, avaient droit à la liberté, à l'égalité et à la pleine jouissance de leur dignité. Cette conviction avait été raffermie par l'émouvant témoignage des pétitionnaires.

598. Le représentant de l'Italie a déclaré que le projet de résolution reprenait plusieurs des dispositions des résolutions 2138 (XXI), 2151 (XXI) et 2189 (XXI) de l'Assemblée générale et y ajoutait quelques dispositions importantes relatives à l'emploi de la force. Lors des réunions tenues à Kitwe, certaines délégations et des pétitionnaires avaient fait des déclarations sur la nécessité d'employer la force : certains avaient affirmé que c'était au Royaume-Uni qu'il appartenait d'employer la force ; d'autres avaient dit que cette obligation incombait à la communauté internationale par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies. D'autres encore avaient demandé une application plus stricte des sanctions. Ces déclarations avaient renforcé la délégation italienne dans la conviction que, compte tenu des diffé-

rences d'opinions quant aux mesures à prendre à l'avenir, l'attitude la plus raisonnable consistait à ne préjuger en aucune façon les débats du Conseil de sécurité ou les décisions qu'il pourrait adopter ultérieurement lorsqu'il étudierait la question de la Rhodésie du Sud dans quelques semaines. Le représentant de l'Italie ne cherchait pas à minimiser l'importance des recommandations formulées par le Comité spécial, mais à souligner que le Conseil de sécurité, responsable aux termes de la Charte du maintien de la paix et de la sécurité, était en meilleure position pour juger de la situation d'après les renseignements fournis par le Comité. Il était sûr que le Conseil, dont la composition actuelle reflétait équitablement la composition de l'Organisation des Nations Unies et le poids de l'opinion africaine, traiterait ce problème de façon très efficace et déciderait des mesures appropriées.

599. C'était pourquoi sa délégation était d'avis que les paragraphes 4, 5, 6 et 11 du dispositif du projet de résolution étaient formulés de telle façon qu'il était impossible au Comité spécial de les adopter sans entraver la liberté d'action du Conseil de sécurité. Elle estimait en outre que ces paragraphes avaient pour effet d'empêcher l'emploi d'autres méthodes qui pourraient encore se révéler fructueuses ; ils impliquaient même que les négociations devaient être considérées comme néfastes en elles-mêmes et être condamnées.

600. La délégation italienne ne pouvait accepter le paragraphe qui déclarait que la domination coloniale, la discrimination raciale, l'apartheid et l'oppression en Rhodésie du Sud constituaient un crime contre l'humanité, et cela à cause des implications juridiques de l'expression "crime contre l'humanité". Elle pouvait accepter ces termes dans la mesure où ils exprimaient une condamnation morale ; mais, du point de vue juridique, il ne lui était possible ni d'affirmer ni de nier que telle politique poursuivie par un pays donné constitue un crime contre l'humanité selon la définition donnée de ces crimes par le tribunal de Nuremberg et la Convention de Londres de 1946. Il était probablement exact d'affirmer que certaines conséquences précises de l'apartheid, telles que le génocide, l'agression ou la répression brutale, répondaient à la définition de crimes contre l'humanité. Mais il n'appartenait pas à un organe politique comme le Comité spécial de se prononcer sur un point de droit ; c'était là une question qui relevait de la compétence d'un organe judiciaire approprié.

601. C'était pour ces raisons que la délégation italienne ne pouvait voter en faveur du projet de résolution et s'abstenait. Elle regrettait profondément cette nécessité, d'autant plus qu'elle approuvait les principes de liberté, d'autodétermination et de respect des droits fondamentaux de l'homme qui devaient être défendus unanimement par le Comité spécial et par l'Organisation des Nations Unies.

602. Le Président a déclaré qu'il ne partageait pas l'opinion selon laquelle l'adoption des paragraphes 4, 5, 6 et 11 du projet de résolution entraverait la liberté d'action du Conseil de sécurité. Le paragraphe 14 de la résolution 2189 (XXI) de l'Assemblée générale "prie le Comité spécial de porter à la connaissance du Conseil de sécurité les faits nouveaux, survenus dans l'un quelconque des territoires que le Comité examine, qui risquent de menacer la paix et la sécurité internationales, et de formuler toute suggestion concrète dont le Conseil pourrait s'inspirer en étudiant les mesures qu'il convient de prendre conformément à la Charte des Nations Unies". Les paragraphes dont il était question avaient

été proposés en tant que recommandations suggérant des mesures appropriées que le Conseil pourrait prendre. Un paragraphe similaire de la résolution 2202 (XXI) de l'Assemblée générale condamnait l'*apartheid* en tant que crime contre l'humanité.

603. Le représentant de l'Irak a dit que sa délégation avait compté au nombre des auteurs du projet de résolution car elle estimait qu'il reflétait les désirs du peuple du Zimbabwe. Sa délégation espérait que ce projet de résolution fournissait des réponses appropriées aux problèmes sérieux que la prolongation du régime raciste de Smith posait à la communauté internationale.

604. Le paragraphe 13 du dispositif était d'une importance vitale car tous les groupes politiques avec lesquels le Comité spécial était entré en contact avaient souligné la nécessité d'accorder une assistance par l'intermédiaire des institutions spécialisées et d'autres organisations internationales. Il fallait fournir cette assistance le plus rapidement possible car les effets de la guerre, les maladies, l'analphabétisme, etc., étaient des problèmes dont la solution ne pouvait être retardée.

605. Le représentant du Venezuela a déclaré que le projet de résolution concordait dans les grandes lignes avec le point de vue de la délégation vénézuélienne sur le régime de la Rhodésie du Sud, qu'elle considérait non seulement comme illégal, mais encore comme contraire aux principes fondamentaux du monde civilisé. Elle voterait donc en faveur du projet de résolution, étant entendu que les réserves qu'elle avait formulées au sujet du paragraphe 8 de la résolution 2151 (XXI) de l'Assemblée générale s'appliquaient également à ce projet de résolution.

606. Le Venezuela était opposé à l'emploi unilatéral de la force, compte tenu des cruelles expériences dont l'Amérique latine avait eu à souffrir à cet égard. Mais il approuverait cette mesure si elle était ordonnée par l'organisme compétent, c'est-à-dire par le Conseil de sécurité, auquel cas elle deviendrait une action multilatérale appliquée par les Nations Unies conformément aux dispositions formelles de la Charte.

607. Le représentant de la Côte d'Ivoire a dit que les dispositions contenues dans le projet de résolution dont était saisi le Comité spécial lui semblaient constituer le minimum que le peuple du Zimbabwe était en droit d'attendre. Dans son ensemble, et plus particulièrement dans ses paragraphes 3, 5 et 7, ce projet de résolution ne faisait que rappeler au Royaume-Uni l'étendue précise de ses responsabilités. La délégation ivoirienne espérait que ce projet de résolution serait adopté à une large majorité et que la voix de la communauté internationale serait entendue, afin que justice fût faite dans cette partie de l'Afrique.

608. A sa 528^e séance, le Comité spécial, votant par appel nominal, a adopté par 17 voix contre une, avec 3 abstentions, le projet de résolution (A/AC.109/L.407/Rev.1), tel qu'il avait été révisé oralement. Les voix se sont réparties comme suit:

Ont voté pour: Bulgarie, Chili, Ethiopie, Inde, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Pologne, Sierra Leone, Syrie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, République-Unie de Tanzanie, Venezuela, Yougoslavie.

A voté contre: Australie.

Se sont abstenus: Finlande, Italie, Etats-Unis d'Amérique.

609. Le texte de la résolution sur la Rhodésie du Sud (A/AC.109/248) que le Comité spécial a adoptée à sa 528^e séance, le 9 juin 1967, est ainsi conçu:

"Le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

"Ayant examiné la question de la Rhodésie du Sud,

"Ayant entendu les déclarations des pétitionnaires,

"Regrettant l'absence des représentants de la Puissance administrante,

"Rappelant la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, concernant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

"Rappelant en outre toutes les résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale, par le Conseil de sécurité et par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, en ce qui concerne la question de la Rhodésie du Sud,

"Rappelant en outre que le Conseil de sécurité a déclaré dans sa résolution 232 (1966) du 16 décembre 1966 que la situation en Rhodésie du Sud constituait une menace à la paix et à la sécurité internationales,

"Rappelant en outre que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déclaré à plusieurs reprises que le régime minoritaire raciste en Rhodésie du Sud est illégal et qu'il ne négocierait pas avec ce régime au sujet de l'avenir de la Rhodésie du Sud, et que le Gouvernement du Royaume-Uni a déclaré également qu'il n'accorderait l'indépendance que lorsque le gouvernement de la majorité serait établi dans le territoire,

"1. Réaffirme à nouveau la légitimité de la lutte du peuple du Zimbabwe pour obtenir l'exercice de son droit inaliénable à la liberté et à l'indépendance;

"2. Condamne la politique de discrimination raciale et de ségrégation pratiquée en Rhodésie du Sud, qui constitue un crime contre l'humanité;

"3. Déplore le fait que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'a pas pris et n'a pas voulu prendre de mesures efficaces, en sa qualité de Puissance administrante, pour renverser le régime minoritaire raciste illégal en Rhodésie du Sud;

"4. Réaffirme l'obligation de la Puissance administrante de transférer le pouvoir sans plus tarder au peuple du Zimbabwe sur la base d'élections organisées selon le principe "à chacun une voix";

"5. Exprime sa conviction que, pour provoquer la chute du régime illégal en Rhodésie du Sud, les sanctions doivent être générales et obligatoires et être appuyées par la force de la part de la Puissance administrante;

"6. Réaffirme en outre que le seul moyen efficace et rapide d'écraser la rébellion dans le territoire est le recours à la force par la Puissance administrante;

"7. Demande à nouveau au Gouvernement du Royaume-Uni de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires, y compris le recours à la force, pour mettre fin au régime minoritaire raciste illégal

de Rhodésie du Sud et pour assurer l'application immédiate de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des autres résolutions pertinentes;

"8. *Considère* que toutes futures consultations engagées par la Puissance administrante pour déterminer l'avenir de la Rhodésie du Sud doivent être menées avec des représentants des partis politiques africains et non avec le régime illégal;

"9. *Condamne* les activités des intérêts étrangers financiers et autres qui, en appuyant et en assistant le régime minoritaire raciste illégal en Rhodésie du Sud et en exploitant les ressources humaines et matérielles du territoire, empêchent le peuple africain du Zimbabwe d'accéder à la liberté et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et demande aux gouvernements des Etats intéressés de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme à ces activités;

"10. *Condamne* dans les termes les plus énergiques la politique des Gouvernements de l'Afrique du Sud et du Portugal qui continuent d'apporter leur appui au régime minoritaire raciste illégal, au mépris flagrant des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité;

"11. *Demande instamment* à tous les Etats d'apporter d'urgence tout leur appui moral et matériel aux mouvements de libération nationale du Zimbabwe par l'intermédiaire de l'Organisation de l'unité africaine;

"12. *Recommande* au Conseil de sécurité, conformément à la décision contenue dans sa résolution

232 (1966) et, en particulier, au paragraphe 1 du dispositif de ladite résolution, de prendre les mesures nécessaires en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies;

"13. *Adresse un appel* aux institutions spécialisées intéressées et aux autres organisations internationales de secours pour qu'elles aident et assistent les réfugiés du Zimbabwe et ceux qui sont opprimés par le régime minoritaire raciste illégal en Rhodésie du Sud, en consultation avec l'Organisation de l'unité africaine et, par son intermédiaire, avec les mouvements de libération nationale dans le territoire colonial de la Rhodésie du Sud;

"14. *Prie* le Secrétaire général de favoriser, par l'intermédiaire des divers organes et institutions des Nations Unies, la diffusion générale et suivie des travaux de l'Organisation des Nations Unies concernant cette question, afin que l'opinion mondiale puisse être suffisamment informée de la situation dans le territoire colonial de la Rhodésie du Sud et de la lutte constante menée pour sa libération par le peuple du Zimbabwe;

"15. *Demande* à la Puissance administrante de faire rapport au Comité spécial sur les mesures qu'elle aura prises pour mettre en œuvre la présente résolution;

"16. *Décide* de maintenir la question de la Rhodésie du Sud à son ordre du jour."

610. Le texte de la résolution a été transmis au Président du Conseil de sécurité le 13 juin 1967²⁹.

²⁹ *Ibid.*, document S/8005.

CHAPITRE IV*

SUD-OUEST AFRICAIN

A. — DÉCISIONS PRISES ANTÉRIEUREMENT PAR LE COMITÉ SPÉCIAL ET PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

1. Le 9 juin 1966, le Comité spécial a adopté une résolution (A/6300/Rev.1¹, chap. IV, par. 306) réaffirmant le droit inaliénable du peuple du Sud-Ouest africain à la liberté et à l'indépendance et la légitimité de sa lutte pour parvenir à se faire reconnaître ce droit. Par la même résolution, le Comité spécial créait aussi un sous-comité chargé d'effectuer une étude approfondie de la situation dans le territoire et de recommander notamment une date rapprochée pour l'indépendance.

2. Le 18 juillet 1966, la Cour internationale de Justice a rendu son arrêt dans l'affaire introduite par l'Éthiopie et le Libéria qui soutenaient que l'Afrique du Sud, Puissance mandataire, ayant violé ses obligations aux termes du Mandat, il fallait lui ordonner d'éliminer l'*apartheid* du territoire et de remettre ses pouvoirs d'administration du Sud-Ouest africain à l'Organisation des Nations Unies. Dans son arrêt, la Cour a constaté que l'Éthiopie et le Libéria ne sauraient être considérés comme ayant établi un droit juridique au regard de l'objet des demandes; en conséquence, elle ne pouvait statuer sur le fond de la question.

* Publié antérieurement sous la cote A/6700/Add.2.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, additif au point 23 de l'ordre du jour.

3. Dans son rapport au Comité spécial, le Sous-Comité a exprimé sa vive préoccupation au sujet de la situation dans le territoire à la suite de l'arrêt de la Cour et a fait des recommandations précises en ce qui concerne les mesures que l'ONU devrait adopter pour prévenir une grave menace contre la paix dans le territoire. Il recommandait notamment que l'Organisation exerce son droit de reprendre le Mandat et que, les responsabilités de l'Afrique du Sud en tant que Puissance mandataire ayant pris fin, elle se charge de l'administration directe du territoire jusqu'à son indépendance. Celle-ci serait proclamée à la suite d'élections au suffrage universel des adultes et de la constitution d'un gouvernement.

4. Le rapport du Sous-Comité a été adopté par le Comité spécial le 15 septembre 1966, compte tenu des réserves exprimées par certains membres, et a été présenté à la vingt et unième session de l'Assemblée générale en même temps que le rapport du Comité spécial (A/6300/Rev.1, chap. IV, appendice).

5. Lors de sa vingt et unième session, l'Assemblée générale a examiné elle-même en séance plénière la question du Sud-Ouest africain, et le 27 octobre 1966 elle a adopté la résolution 2145 (XXI), par laquelle elle a mis fin au Mandat du Gouvernement de l'Union sud-africaine sur le Sud-Ouest africain et a conclu que l'Organisation des Nations Unies devait s'acquitter de cette responsabilité à l'égard du territoire.

6. Les paragraphes 1 à 7 de la résolution étaient ainsi conçus :

"1. *Réaffirme* que les dispositions de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale sont pleinement applicables au peuple du Territoire sous mandat du Sud-Ouest africain et que, par conséquent, le peuple du Sud-Ouest africain a le droit inaliénable à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies ;

"2. *Réaffirme en outre* que le Sud-Ouest africain est un territoire qui a un statut international et qu'il devra conserver ce statut jusqu'à ce qu'il accède à l'indépendance ;

"3. *Déclare* que l'Afrique du Sud a failli à ses obligations en ce qui concerne l'administration du Territoire sous mandat, n'a pas assumé le bien-être moral et matériel et la sécurité des autochtones du Sud-Ouest africain et a, en fait, dénoncé le Mandat ;

"4. *Décide* que le Mandat confié à Sa Majesté britannique pour être exercé en son nom par le Gouvernement de l'Union sud-africaine est donc terminé, que l'Afrique du Sud n'a aucun autre droit d'administrer le Territoire et que désormais le Sud-Ouest africain relève directement de la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies ;

"5. *Conclut* que, dans ces conditions, l'Organisation des Nations Unies doit s'acquitter de cette responsabilité à l'égard du Sud-Ouest africain ;

"6. *Crée* un Comité spécial pour le Sud-Ouest africain — composé de quatorze États Membres qui seront désignés par le Président de l'Assemblée générale — chargé de recommander des dispositions d'ordre pratique pour l'administration du Sud-Ouest africain, afin de permettre au peuple du Territoire d'exercer son droit à l'autodétermination et d'accéder à l'indépendance, et de faire rapport à l'Assemblée générale réunie en session extraordinaire, aussi rapidement que possible et, quoi qu'il advienne, au plus tard en avril 1967 ;

"7. *Invite* le Gouvernement sud-africain à s'abstenir et à se désister immédiatement de toute action, constitutionnelle, administrative, politique ou autre, qui de quelque manière que ce soit modifierait ou tendrait à modifier le statut international actuel du Sud-Ouest africain."

7. Le Comité spécial pour le Sud-Ouest africain créé en vertu du paragraphe 6 de la résolution susmentionnée s'est réuni de janvier à mars 1967 et a présenté un rapport (A/6640)² à l'Assemblée générale lors de sa cinquième session extraordinaire. Dans ce rapport le Comité, n'ayant pu se mettre d'accord sur une conclusion, a saisi l'Assemblée générale de trois propositions distinctes : la première présentée par l'Éthiopie, le Nigéria, la République arabe unie et le Sénégal, auxquels le Pakistan s'est associé par la suite ; la deuxième par le Canada, les États-Unis d'Amérique et l'Italie et la troisième par le Chili et le Mexique, appuyés par le Japon. Le rapport du Comité spécial contenait également des suggestions émanant de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et reflétant une quatrième attitude.

8. La proposition émanant des États africains et du Pakistan prévoyait l'administration temporaire directe du territoire par un conseil des Nations Unies

pour le Sud-Ouest africain et un commissaire. Ce conseil, qui serait doté de pouvoirs législatifs, se rendrait au Sud-Ouest africain en vue de prendre en charge l'administration et de veiller au retrait des forces de police et des forces militaires sud-africaines ainsi que du personnel sud-africain et à son remplacement par du personnel des Nations Unies ; il créerait, en consultation avec la population, une assemblée constituante qui élaborerait une constitution ; de nouvelles élections au suffrage universel des adultes seraient organisées afin de constituer une assemblée législative et, dès la formation d'un gouvernement, le Sud-Ouest africain serait proclamé indépendant, au plus tard en juin 1968. Toute action de l'Afrique du Sud qui viserait à entraver les travaux du conseil serait un défi flagrant à l'autorité de l'Organisation des Nations Unies et appellerait une décision de la part du Conseil de sécurité en vertu du Chapitre VII de la Charte.

9. La proposition soumise par le Canada, les États-Unis d'Amérique et l'Italie prévoyait la nomination d'un représentant spécial pour le Sud-Ouest africain qui ferait une étude détaillée de la situation dans le territoire, établirait tous les contacts qu'il jugerait nécessaires et déterminerait dans quelles conditions le Sud-Ouest africain pourrait accéder à l'indépendance. Il ferait rapport à l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session.

10. La proposition soumise par le Chili et le Mexique prévoyait la désignation d'un conseil des Nations Unies et d'un commissaire ayant des fonctions analogues à celles qu'envisageaient les États africains et le Pakistan. Toutefois, au lieu de prévoir des mesures d'application, les auteurs de cette proposition suggéraient de prendre contact avec les autorités sud-africaines pour arrêter les modalités du transfert du territoire au conseil.

11. La Tchécoslovaquie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui s'opposaient à l'administration directe du territoire par l'ONU, ont proposé que l'Assemblée générale proclame immédiatement l'indépendance du Sud-Ouest africain et autorise l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à fournir une aide au Mouvement de libération nationale et à faciliter la constitution d'un nouveau gouvernement.

12. Le 19 mai 1967, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2248 (S-V) sur le Sud-Ouest africain. Par cette résolution, l'Assemblée générale décidait notamment que :

a) Tous les efforts devaient tendre à ce que le Sud-Ouest africain accède à l'indépendance au plus tard en juin 1968 ;

b) Pendant la période précédant l'indépendance, un conseil des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain, composé de 11 États Membres élus par l'Assemblée générale, administrerait le territoire avec la participation de la plus grande partie possible de la population ;

c) Le Conseil confierait les tâches exécutives et administratives à un commissaire des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain et ferait rapport à l'Assemblée générale une fois par trimestre ;

d) Le Conseil aurait son siège au Sud-Ouest africain où il se rendrait afin d'entrer immédiatement en contact avec les autorités sud-africaines en vue de fixer les modalités du transfert de l'administration du territoire. L'Assemblée invitait le Gouvernement sud-

² Ibid., cinquième session extraordinaire, Annexes, point 7 de l'ordre du jour.

africain à se conformer sans retard aux dispositions de cette résolution et à celles de la résolution 2145 (XXI) et à faciliter le transfert de l'administration du territoire. Elle priait le Conseil de sécurité de prendre toutes les mesures appropriées pour permettre au Conseil des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain de s'acquitter de ses fonctions et priait également les institutions spécialisées et les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies de fournir au Sud-Ouest africain une assistance technique et financière, au moyen d'un programme d'urgence coordonné, qui réponde aux exigences de la situation.

13. Le 13 juin 1967, l'Assemblée générale a élu le Chili, la Colombie, la Guyane, l'Inde, l'Indonésie, le Nigéria, le Pakistan, la République arabe unie, la Turquie, la Yougoslavie et la Zambie membres du Conseil des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain. M. Constantin A. Stavropoulos, conseiller juridique des Nations Unies, a été nommé Commissaire par intérim des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain.

B. — RENSEIGNEMENTS SUR LE TERRITOIRE

Généralités

14. Des renseignements sur le territoire figurent dans les rapports antérieurs du Comité spécial à l'Assemblée générale³ et dans le rapport du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain (A/6640). On trouvera ci-après des renseignements complémentaires sur l'évolution récente de la situation.

Position du Gouvernement sud-africain

15. A la suite de l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 2145 (XXI), le Cabinet sud-africain a tenu une réunion spécialement consacrée à l'examen de la situation. Plusieurs déclarations sur la politique à suivre ont été faites ultérieurement par M. B. J. Vorster, premier ministre d'Afrique du Sud, et par d'autres ministres.

16. Le 1^{er} novembre 1966, lors du Congrès tenu par le parti nationaliste, à East London (Afrique du Sud), le Premier Ministre a déclaré que l'Afrique du Sud n'entendait donner aucune suite à la décision de l'Assemblée générale, qu'il considérait comme illégale, inconstitutionnelle, impossible à appliquer et, en plus, dangereuse du fait qu'elle jetait les bases d'une nouvelle action dirigée contre l'Afrique du Sud. Il a expliqué comme suit la position de l'Afrique du Sud :

“Nous sommes un petit pays et nous en sommes conscients. Nous ne provoquons personne et nous ne cherchons pas à éveiller des sentiments d'hostilité. Tout ce que nous avons jamais demandé au monde, et nous le lui demandons à nouveau, c'est de nous laisser en paix. Nous résoudrons nos propres problèmes nous-mêmes, au moment opportun et à notre manière.

“... Quant à savoir ce que nous allons faire à propos de cette décision et quel est le conseil que vous donne le gouvernement, je répondrai : poursui-

vez votre tâche. Nous continuerons à administrer le Sud-Ouest africain comme nous l'avons toujours fait et nous ferons tout ce qui a été prévu, compte tenu des exigences de l'époque.

“Nous nous rendons compte que la paix, le calme et le progrès existent non seulement en Afrique du Sud mais également au Sud-Ouest africain, et, dans la mesure où cela dépend de nous, cette situation se maintiendra.”

17. Le Premier Ministre a fait sa déclaration à la suite d'un discours d'ouverture prononcé au Congrès par le Ministre des finances de l'Afrique du Sud. Celui-ci a soutenu que la position de l'Afrique du Sud sur le plan juridique était trop solide et sa foi trop grande pour se laisser intimider par des résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Indiquant que l'Afrique du Sud s'en tiendrait fermement aux avertissements du Ministre des affaires étrangères avisant l'ONU de ne pas toucher au Sud-Ouest africain, le Ministre a ajouté ce qui suit :

“Nous devons donc être prêts à appuyer ces avertissements. Nous devons être prêts en tout temps, mais je veux espérer que les pays les plus raisonnables ne manqueront pas de tenir compte de ces avertissements et ne se laisseront pas égarer par la fausse logique d'une politique d'apaisement. Ce sont eux qui, en dernière analyse, devront consentir des sacrifices en argent et en vies humaines.

“Nous devons également être prêts à faire face à des sanctions obligatoires ; autant faire savoir au monde que le gouvernement prend déjà des mesures pour parer à cette éventualité”.

18. Le Ministre de la défense de l'Afrique du Sud a déclaré, le 3 novembre 1966, lors d'une cérémonie civique à Port Elisabeth (Afrique du Sud), que le Sud-Ouest africain resterait partie intégrante de la République et que l'Afrique du Sud “ne permettrait jamais que cette région [lui] soit enlevée”.

19. Le Ministre des services techniques agricoles et des affaires hydrauliques de l'Afrique du Sud a souligné, à l'ouverture du Congrès du parti nationaliste tenu à Windhoek (Sud-Ouest africain) le 8 novembre 1966, que l'Afrique du Sud entendait par tous les moyens rester aux côtés du Sud-Ouest africain et se refuserait à céder la région à l'ONU. Il a déclaré que l'économie sud-africaine était si prospère qu'elle pourrait résister à des sanctions commerciales pendant des années. Sur le plan intérieur, des dispositions avaient été prises et des stocks des marchandises nécessaires avaient été constitués, de sorte qu'en cas de sanctions les usines du pays pourraient continuer à marcher. Sur le plan militaire, l'Afrique du Sud avait fait des préparatifs. Le Ministre, qui avait été antérieurement Ministre de la défense, a expliqué qu'à son retour de l'étranger, il avait ramené 128 licences permettant de fabriquer des armements en Afrique du Sud. “Qu'il s'agisse d'une simple cartouche ou des véhicules blindés les plus modernes, aujourd'hui tout peut être fabriqué sur place, du plus petit article aux bombes les plus perfectionnées”, a-t-il déclaré.

20. Le 14 décembre 1966, il a soutenu que l'Afrique du Sud était suffisamment forte pour résister à des sanctions pendant au moins trois ans, alors que, sans approvisionnement en matières stratégiques comme l'or et l'uranium, les pays appliquant des sanctions ne pourraient les maintenir que pendant deux ans au plus. A cette occasion, il a mentionné en particulier le problème de la Rhodésie du Sud, déclarant qu'il ressortait claire-

³ Ibid., dix-septième session, Annexes, additif au point 25 de l'ordre du jour, document A/5238, chap. IX ; *ibid.*, dix-huitième session, Annexes, additif au point 23 de l'ordre du jour, document A/5446/Rev.1, chap. IV ; *ibid.*, dix-neuvième session, Annexes, annexe n° 8 (1^{re} partie), document A/5800/Rev.1, chap. IV, et annexe n° 15, document A/5840 ; *ibid.*, vingtième session, Annexes, additif au point 23 de l'ordre du jour, document A/6000/Rev.1, chap. IV ; et *ibid.*, vingt et unième session, Annexes, additif au point 23 de l'ordre du jour, document A/6300/Rev.1, chap. IV.

ment des débats de l'ONU sur cette question que les sanctions pourraient être étendues à l'Afrique du Sud. Mais, a-t-il ajouté, la République était résolue à continuer de commencer avec la Rhodésie du Sud comme par le passé. A propos du Sud-Ouest africain, le Ministre a dit qu'il n'y avait pas de raison de s'alarmer car il n'y avait pas en Afrique d'armée nationale ou multinationale qui puisse tenter une attaque militaire contre l'Afrique du Sud. Même l'ONU n'était pas en mesure de le faire. Seules les grandes puissances pourraient se permettre une telle chose. Le Ministre aurait également déclaré que l'Afrique du Sud était suffisamment puissante du point de vue militaire pour tenir jusqu'à ce que la troisième guerre mondiale éclate.

21. Dans l'intervalle, le Premier Ministre de l'Afrique du Sud a affirmé, le 15 novembre 1966, que son pays résisterait à toute tentative extérieure pour s'emparer du Sud-Ouest africain.

22. Dans un message de nouvel an radiodiffusé le 31 décembre 1966 après l'adoption par le Conseil de sécurité, le 16 décembre 1966, de la résolution 232 (1966) relative à la Rhodésie du Sud, le Premier Ministre a traité de cette question ainsi que de la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale relative au Sud-Ouest africain, indiquant que l'Afrique du Sud pourrait peut-être envisager en 1967 de se retirer de l'ONU. Il aurait dit textuellement :

"Cette question n'a pas encore été étudiée et aucune décision n'a été prise, mais je ne cesse d'y penser."

23. Qualifiant la question du Sud-Ouest africain de "point irritant à l'ordre du jour en 1967 du fait de la décision manifestement illégale et insensée de l'Assemblée générale des Nations Unies", le Premier Ministre a déclaré ce qui suit :

"Nous ne devons pas nous préoccuper exagérément de cette décision et il est tout aussi inutile de réaffirmer la position de l'Afrique du Sud à cet égard, mais nous devons nous rendre compte qu'il en résultera certains problèmes."

24. Le Premier Ministre a dit que la décision du Conseil de sécurité touchant la Rhodésie du Sud avait "créé un très grave problème pour l'Afrique du Sud, problème qu'il fallait traiter avec beaucoup de prudence, faute de quoi on risquait d'entraîner des affrontements extrêmement lourds de conséquences".

25. Le Premier Ministre a résumé la situation en ces termes :

"Il s'ensuit, de toute évidence, qu'en 1967 les peuples et les nations du monde, y compris l'Afrique du Sud, se trouveront aux prises avec la réalité brutale de décisions mal pesées."

"Je ne saurais sous-estimer ce problème. L'année 1967 risque d'être une année au cours de laquelle nous aussi serons peut-être atteints. Il se pourrait que nous nous en ressentions mais je crois en toute sincérité que notre ressort ne sera pas brisé."

Campagne d'information lancée par l'Afrique du Sud

26. En novembre 1966, d'après les publications du Service d'information du Gouvernement de la République sud-africaine, le Premier Ministre de l'Afrique du Sud a annoncé que le Gouvernement sud-africain envisageait d'entreprendre une vaste campagne pour informer les autres gouvernements et les institutions internationales de la politique suivie par l'Afrique du Sud et des progrès faits dans son application. Le 8 décembre 1966, le Ministre des affaires étrangères a

fait à ce sujet une déclaration à Pretoria. Le représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'ONU a communiqué le texte de cette déclaration au Secrétaire général par une lettre en date du 8 décembre 1966. Voici des extraits de cette déclaration :

"Je tiens à souligner que notre gouvernement, comme ceux qui l'ont précédé, continue à nier qu'il ait des comptes à rendre à l'ONU quant à la façon dont il administre le Sud-Ouest africain et à affirmer que l'ONU n'a par conséquent aucun pouvoir de contrôle à cet égard. Lorsque nous fournirons donc des renseignements sur le Sud-Ouest africain, notamment à l'ONU, nous le ferons de propos délibéré et en faisant toutes réserves d'ordre juridique."

"Compte tenu de ces réserves et de considérations d'ordre strictement pratique, nous fournirons, comme il est indiqué plus haut, des renseignements sur le Sud-Ouest africain aux gouvernements et aux organisations internationales, y compris l'ONU. Nous saisissons toute occasion d'exposer notre position de façon positive, sans bien entendu porter atteinte aux principes fondamentaux énoncés plus haut."

"Pour commencer, on va maintenant réunir les éléments d'une étude détaillée de la politique que nous avons suivie dans le Sud-Ouest africain, de ses objectifs et des résultats obtenus ; cette étude sera diffusée à l'extérieur dans un proche avenir."

Plus tard, par une lettre du représentant permanent par intérim de la République sud-africaine, datée du 23 mars 1967, le Gouvernement sud-africain a transmis au Secrétaire général une publication intitulée *South West Africa Survey, 1967*.

27. Par ailleurs, le Premier Ministre invite tous les Sud-Africains à lancer une campagne par correspondance pour renseigner le monde extérieur sur la situation en Afrique du Sud et sur l'état d'esprit de la population. Il a précisé qu'il fallait en l'occurrence dire au monde que la population était décidée à résoudre ses problèmes sans aide extérieure et que ses différents éléments, quelles que fussent leurs divergences de vues, étaient unanimes dans leur détermination de résister jusqu'au bout à toute tentative d'ingérence et de défendre par tous les moyens possibles ce qui leur appartenait légitimement. A la suite de l'appel du Premier Ministre, le Directeur du plus important organisme sud-africain de publicité par correspondance a lancé l'"Opération amitié", qui consistait à envoyer des lettres de propagande, par "centaines de milles", à des personnalités étrangères influentes. Le plan, communiqué à des agences de publicité réparties sur tout le territoire sud-africain, insistait tout particulièrement sur la nécessité de choisir judicieusement les destinataires de ces lettres. A cet effet, des listes où figuraient les noms d'environ deux millions de personnalités influentes d'Europe et d'Amérique dans les milieux qui formaient l'opinion et ailleurs avaient été mises à la disposition des intéressés.

Application au Sud-Ouest africain de la législation concernant le sabotage

28. La loi n° 62 de 1966 portant modification de la législation générale a étendu au territoire l'application des dispositions de la loi n° 76 de 1962 portant modification de la législation générale en ce qui concerne le sabotage, faisant de ces actes un délit passible d'une peine d'emprisonnement d'au moins cinq ans et pouvant entraîner la condamnation à mort. Le délit de sabotage, tel qu'il est défini par la loi, frappe toute personne qui

commet volontairement un acte coupable par lequel elle endommage ou altère un bien appartenant à un autre individu ou à l'Etat.

29. La loi de 1966 a par ailleurs apporté de nouvelles modifications à la loi de 1950 sur la répression du communisme (*Suppression of Communism Act*) qui est en vigueur dans le territoire depuis 1950. L'une de ces modifications prévoit que toute personne poursuivie à l'occasion d'une affaire intéressant la formation militaire ou l'entraînement au sabotage et convaincue d'avoir quitté le pays sans les documents de voyage requis après l'entrée en vigueur de la loi de 1955 portant dérogation au règlement législatif de l'Union sera présumée avoir reçu ou avoir tenté, accepté ou entrepris de recevoir cette formation ou cet entraînement, à moins qu'elle ne puisse établir le contraire de façon probante.

30. Un autre amendement autorise l'immunité de poursuite pour les témoins qui se sont mis en cause en témoignant. Au sujet de cette disposition, le Ministre de la Justice a déclaré ce qui suit à la Chambre d'assemblée sud-africaine, le 18 octobre 1966 : "Nous songeons en particulier aux personnes qui reçoivent illégalement une formation militaire dans des pays étrangers."

31. La loi de 1966 institue une nouvelle forme de détention applicable dans le Sud-Ouest africain aussi bien qu'en Afrique du Sud, stipulant qu'un haut fonctionnaire de la police peut arrêter tout individu qu'il soupçonne d'être un terroriste ou d'avoir l'intention de commettre certaines infractions à la sécurité nationale. L'individu soupçonné peut être détenu pendant 14 jours, sous réserve des conditions que le *Commissioner* de la police sud-africaine peut fixer de temps à autre. Pendant cette période, aucun tribunal ne peut ordonner la relaxe du détenu et les conditions fixées par le *Commissioner* ne peuvent faire l'objet de révision ou d'appel. Un juge ou un tribunal peut autoriser le prolongement de la période de détention sur demande écrite du *Commissioner*; en attendant qu'il ait été statué sur cette demande, l'intéressé peut continuer à être détenu comme si la demande avait été agréée. Le juge ou le tribunal peut donner au détenu la possibilité d'exposer par écrit les raisons pour lesquelles il conviendrait de ne pas le détenir mais il doit alors donner au *Commissioner* la possibilité d'y répondre par écrit. Aucune disposition ne prévoit la comparaison du détenu devant le juge ou le tribunal et ces derniers sont expressément tenus, lors de l'examen de la demande, de ne tenir compte que des renseignements fournis par le *Commissioner*, des raisons avancées par le détenu et de la réponse du *Commissioner*. Le juge ou le tribunal peut modifier les conditions de détention ou ordonner la mise en liberté immédiate du détenu; cette décision est définitive. La loi définit le "terroriste" de la façon suivante: "on entend par "terroriste" toute personne favorable à des activités terroristes".

32. En dehors des nouvelles dispositions concernant la détention, les dispositions permettant de détenir un prévenu pendant 180 jours et déjà incorporées à la loi sur la répression du communisme restent en vigueur. Elles sont également applicables au titre de la législation relative au sabotage, qui est maintenant étendue au Sud-Ouest africain.

33. Conformément à la loi de 1966, tout habitant du Sud-Ouest africain accusé au titre de la législation sur la sécurité peut être traduit devant les tribunaux sud-africains comme il peut l'être devant les tribunaux du Sud-Ouest africain lui-même.

Déclenchement de combats de guérilla dans le Sud-Ouest africain

34. D'après des déclarations faites par des ministres du Gouvernement sud-africain et d'autres dirigeants, des Africains originaires du Sud-Ouest africain entraînés dans d'autres pays et munis d'armes automatiques fournies par ces pays sont revenus dans le territoire par petits groupes avec ordre de déclencher une campagne de terrorisme.

35. Le Ministre adjoint de la police sud-africaine a révélé le 30 septembre 1966 que le premier groupe ayant pénétré dans la réserve indigène d'Ovamboland à partir de l'Angola comprenait 10 hommes, dont 8 ont été arrêtés en mars 1966. La police aurait appris de ces hommes que d'autres hommes se regroupaient en Angola et se préparaient à pénétrer clandestinement dans l'Ovamboland.

36. A la suite de renseignements obtenus par la police, des coups de feu ont été échangés en Ovamboland, le 26 août 1966, entre la police sud-africaine et 16 Africains armés de mitraillettes et de pistolets automatiques. Deux Africains ont été tués et un troisième a succombé à ses blessures; huit Africains ont été arrêtés et les autres se sont échappés. D'après des sources officielles sud-africaines, aucun policier n'a été blessé. Selon une déclaration publiée par la South West Africa People's Organization (SWAPO) à Dar es-Salam, les Africains se seraient heurtés non pas à des membres de la police mais à des soldats. La SWAPO prétend que 15 soldats ont été tués.

37. Le 22 septembre 1966, le Ministre adjoint de la police sud-africaine a informé la Chambre d'assemblée que la police avait déjà réussi à arrêter 23 "terroristes" ovambos entraînés. La police se rendait compte qu'il restait d'autres "terroristes" dans la réserve indigène septentrionale et les recherchait. La police avait également la preuve que plus de 250 "terroristes" ovambos entraînés attendaient dans des camps de transit d'autres Etats africains la possibilité de revenir dans le Sud-Ouest africain.

38. En septembre 1966, un camp d'entraînement pour "terroristes" installé dans l'Ovamboland — le premier qu'on ait découvert dans le Sud-Ouest africain — a fait l'objet d'une descente de police et de nouvelles arrestations ont été opérées.

39. Quelques jours plus tard, au début de la matinée du 28 septembre 1966, 12 à 20 Africains ont incendié deux bâtiments administratifs à Oshikango, dans l'Ovamboland — la maison d'un commis blanc du Ministère de l'administration et du développement des Bantous et le foyer réservé aux célibataires blancs. Des coups de feu ont été échangés entre les attaquants et les hommes blancs qui quittaient précipitamment les bâtiments en flammes. Un homme, un gardien de nuit Ovambo, a été blessé par les attaquants; ces derniers ont réussi à s'enfuir (voir toutefois par. 46).

40. Le 4 octobre 1966, on a signalé que les patrouilles aériennes et motorisées avaient été renforcées dans la partie nord de l'Ovamboland. Le 19 octobre 1966, le chef de la police de sécurité sud-africaine s'est rendu en Ovamboland. Il a déclaré que sa visite marquerait le début d'une nouvelle offensive en vue de liquider les "terroristes". Il s'est expliqué en ces termes:

"Nous nous heurtons à de grosses difficultés en Ovamboland. Notre police ne connaît ni le terrain ni la population. A certains endroits, la frontière est une ligne fictive et il est difficile d'arrêter des terroristes parce qu'ils se déplacent continuellement."

41. Le 10 novembre 1966, le Congrès du parti nationaliste du Sud-Ouest africain a décidé de demander à l'Administration du territoire de donner aux cultivateurs blancs vivant dans des régions isolées des moyens pratiques de communication comme la radio, à titre de mesure de sécurité, puisque les "terroristes" entraînés couperaient vraisemblablement les câbles téléphoniques lorsqu'ils commenceraient à opérer dans la Zone de police, région où vit la population blanche.

42. Le 14 décembre 1966, sept Africains armés ont attaqué et blessé un cultivateur blanc d'une exploitation agricole située à 80 miles au nord-est de la ville de Grootfontein. C'était là la première attaque de ce genre dans la Zone de police du Sud-Ouest africain. La police a organisé des battues continues avec l'aide d'hélicoptères, de traqueurs boschimans, de chiens policiers et de colons blancs armés, si bien que cinq des sept Africains avaient été capturés au 27 décembre. L'un d'eux avait été blessé avant d'être fait prisonnier. Le premier de ces hommes a été capturé le 16 décembre, les trois suivants le 19 décembre et le cinquième le 27 décembre. A fin janvier 1967, on n'avait pas trouvé trace des deux autres.

43. Le 28 décembre 1966, l'un des gardes du chef Ashipala de la région Ukuambi en Ovamboland a été tué d'un coup de fusil ; deux autres gardes ont été blessés. On a signalé que les attaquants africains n'avaient pas encore été arrêtés au 5 janvier 1967. Il s'agirait de membres d'un petit groupe ayant pénétré en Ovamboland juste avant l'incident du 26 août 1966 avec la police. Comme il était indiqué dans le rapport antérieur du Comité spécial (A/6300/Rev.1, chap. IV, par. 26), en mars 1966, le chef Ashipala avait abattu un dirigeant SWAPO et en avait blessé un autre. A la suite d'un jugement rendu en juillet 1966, le chef Ashipala a été remis en liberté après avoir plaidé la légitime défense.

44. Le 29 décembre 1966, le Commissaire de la police sud-africaine a déclaré que six "terroristes" seulement continuaient à échapper à la police dans le Sud-Ouest africain.

45. Le rédacteur gérant du *Windhoek Advertiser* a signalé le 12 janvier 1967 qu'une quarantaine d'Africains au moins avaient été détenus par la police sud-africaine dans le Sud-Ouest africain depuis le mois d'août, début des activités "terroristes". Il a rapporté que 10 d'entre eux seraient témoins à charge, abandonnant ainsi les autres à la justice. D'après l'*Attorney-General* du Transvaal, où ces habitants du Sud-Ouest africain étaient apparemment détenus, aucune décision ne pourrait être prise avant plusieurs semaines quant à leur comparution devant un tribunal.

Arrestations d'habitants du Sud-Ouest africain hors du territoire

46. On a signalé que le 30 septembre 1966, 30 "terroristes" qui s'étaient échappés du Sud-Ouest africain ont été capturés par des soldats portugais spécialistes de la guerre de guérilla qui avaient été envoyés à la frontière de l'Ovamboland en mission de "nettoyage". On a dit qu'il n'y avait jamais eu auparavant "d'activités terroristes" dans le sud de l'Angola. En outre, la police portugaise de sécurité extérieure, la Policia Internacional de Defesa do Estado (PIDE), a collaboré avec la police sud-africaine dans le territoire. En novembre 1966, un agent angolais de la PIDE, qui avait été envoyé en mission en Ovamboland, a témoigné devant la Cour suprême du Sud-Ouest africain. L'agent de la PIDE a déclaré que la police sud-africaine avait

reçu des renseignements de la police portugaise de sécurité du territoire au sujet de la contrebande d'armes en Ovamboland et avait entrepris de surveiller un trafiquant ovambo. Après avoir rencontré, en Angola, un détective de la police sud-africaine, l'agent de la PIDE s'était rendu en Ovamboland, avait noué des relations amicales avec le trafiquant ovambo et avait tenté de se procurer par son intermédiaire des diamants, des munitions et des fusils. Selon la déposition d'un détective sud-africain, un membre portugais de la PIDE accompagnait les détectives sud-africains qui par la suite ont arrêté, le 17 février 1966, le trafiquant ovambo. (Ce dernier a été accusé et déclaré coupable de détention illégale de diamants.)

47. Le 14 novembre 1966, le Botswana a déclaré indésirables huit membres de la SWAPO. Cette mesure a été prise à la suite de l'annonce de l'arrestation à Kasana, dans le nord du Botswana, de sept Africains armés, qui se dirigeaient vers l'Ovamboland le 29 septembre 1966, c'est-à-dire la veille de l'indépendance.

Arrestation de dirigeants politiques africains au Sud-Ouest africain

48. Le 1^{er} décembre 1966, trois dirigeants de la SWAPO ont été arrêtés en vertu de la loi relative à la répression du communisme ; il s'agissait de M. I. G. Nathaniel Maxuiriri, président par intérim, M. John Ja Otto, secrétaire, et M. Jason Mutumbulua, secrétaire aux affaires étrangères. Une semaine plus tard, le 8 décembre 1966, M. Gerson Vei, président par intérim de la South West Africa National Union (SWANU), a également été arrêté. Tous habitaient Windhoek, sauf M. Nathaniel Maxuiriri, domicilié à Walvis Bay.

49. Il s'agit là des premières arrestations opérées au Sud-Ouest africain en vertu de la loi relative à la répression du communisme en vigueur dans le territoire depuis 1950.

50. Un autre dirigeant de la SWAPO, M. Toivo Ja Toivo, avait été arrêté précédemment en Ovamboland à la suite de désordres survenus dans cette réserve indigène ; il serait actuellement détenu à Pretoria.

51. Les présidents par intérim des deux organisations avaient été leurs principaux porte-parole lors d'une réunion publique commune organisée par la SWAPO et la SWANU dans l'ancien quartier indigène de Windhoek au début de novembre 1966. Ils y avaient critiqué l'Afrique du Sud et les Etats qui lui apportaient leur soutien, protesté contre l'extension au territoire des nouvelles dispositions législatives relatives à la sécurité et accueilli avec satisfaction l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 2145 (XXI).

52. Le Ministre de l'administration et du développement des Bantous ayant annoncé que le gouvernement avait l'intention de fermer l'ancien quartier indigène de Windhoek, M. Vei, après avoir obtenu une autorisation officielle à cet effet, a organisé dans l'ancien quartier une réunion de la population non blanche. A cette réunion, tenue le 4 décembre 1966, et à laquelle ont assisté des membres de la section spéciale de la police sud-africaine, M. Vei s'est élevé contre le projet relatif au transfert obligatoire des habitants de l'ancien quartier dans un nouveau quartier indigène. Il a été ensuite accusé de sabotage, pour avoir, dans son discours du 4 décembre, "incité, encouragé, provoqué et exhorté la population à molester les indicateurs de police, les membres de la police et les Blancs, et avoir ainsi menacé le maintien de l'ordre et de la paix publique". M. Vei a été jugé et reconnu coupable au début de mai 1967 à

Swakopmund (Sud-Ouest africain), et a été condamné à cinq ans de travaux forcés.

53. Les accusations visant les autres dirigeants politiques africains, ainsi que des habitants du Sud-Ouest africain arrêtés pour activités de guérilla, n'avaient pas été rendues publiques au début du mois de mai 1967.

Autres incidents

54. Au cours de 1966, les Africains ont procédé dans la Zone de police à plusieurs manifestations de masse encore sans exemple dans le territoire. Il semble que des travailleurs migrants originaires de l'Ovamboland aient pris part à tous ces incidents.

55. En mai 1966, environ 300 Africains de la section ovambo de Katutura, le nouveau quartier indigène de Windhoek, ont lapidé un détective africain qui s'était rendu sur les lieux lorsque les Africains avaient envahi la cuisine en exigeant qu'on leur permette de servir leur propre viande. Ils se sont dispersés après le départ du détective et avant l'arrivée des renforts de police.

56. En juin 1966, une foule d'Africains de Walvis Bay s'est mise à jeter des pierres à la suite d'un accident de la circulation qui avait entraîné la mort d'un Ovambo. La police a tiré des coups de feu pour calmer la foule, blessant deux Ovambos. Un officier de police aurait été légèrement blessé.

57. Le 29 octobre 1966, alors qu'une trentaine d'agents de la police municipale perquisitionnaient dans la section ovambo du quartier indigène de Katutura, à Windhoek, à la recherche de brasseries clandestines et avaient arrêté deux Ovambos, un millier d'Ovambos se sont mis à lancer des morceaux de bois enflammés, de la ferraille, des briques et des pierres sur la police. Trois policiers auraient été blessés. La fabrication et la vente de "bière bantoue" dans les zones urbaines du territoire sont réservées aux autorités locales blanches, qui utilisent les profits pour défrayer certaines dépenses d'administration dans les quartiers indigènes.

Déplacement de l'ancien quartier indigène de Windhoek

58. Au Sud-Ouest africain, un "quartier indigène" fait partie d'une zone urbaine blanche. H. F. Verwoerd, l'ancien premier ministre, en avait donné la définition suivante :

"La zone résidentielle bantoue qui se trouve près de la ville n'est qu'un foyer temporaire situé dans la zone européenne que les Européens mettent à la disposition de ceux qui doivent s'y loger parce qu'ils travaillent dans cette zone pour le compte d'Européens et y gagnent leur vie."

59. La politique du Gouvernement sud-africain veut que les quartiers indigènes se trouvent assez loin des centres urbains pour permettre l'expansion de zones raciales séparées tout en conservant entre ces zones une bande large de 500 yards sur laquelle il n'est pas permis de construire. Lorsque, le 1^{er} avril 1955, l'administration des Africains fut transférée de l'Administrateur du territoire au Ministère de l'administration et du développement des Bantous, on procéda à une étude globale et à une organisation des zones urbaines du territoire, et des zones "correctement situées" ont été choisies pour servir de quartiers indigènes, ce qui a nécessité dans toutes les principales zones urbaines du territoire une réorganisation et un déplacement des quartiers indigènes "mal situés" et déjà constitués sur la base de la ségrégation.

60. A Windhoek, les Africains ont refusé de s'installer à Katutura, et leur opposition à des mesures préparatoires, comme l'évaluation des maisons qui se trouvaient dans l'ancien quartier en vue d'indemniser les propriétaires, a provoqué les troubles du 10 décembre 1959, au cours desquels un certain nombre d'Africains ont été tués et blessés par la police et par l'armée sud-africaine (voir résolution 1567 (XV) de l'Assemblée générale).

61. Depuis lors, les fonctionnaires municipaux et d'autres encore ont tenté par divers moyens de persuader ceux qui étaient restés dans l'ancien quartier de s'installer à Katutura. Cependant, un millier de maisons de Katutura sont demeurées inoccupées.

62. En janvier 1966, le Haut Commissaire aux affaires indigènes pour le Sud-Ouest africain a sollicité le concours de membres africains du Conseil consultatif de Katutura, espérant qu'ils pourraient persuader ceux qui étaient demeurés dans l'ancien quartier de le quitter. Parmi ces derniers, il y avait des amis et des parents de membres du Conseil.

63. En octobre 1966, les membres du Conseil ont indiqué que leurs efforts avaient été vains et qu'ils hésitaient à essayer à nouveau de persuader les habitants de l'ancien quartier de le quitter. Ceux-ci auraient maintenu qu'ils ne partiraient pas sans effusion de sang.

64. Dans ces conditions, le Ministre de l'administration et du développement des Bantous a annoncé le 30 novembre 1966 que, pour des raisons de santé et d'hygiène, des dispositions réglementaires seraient prises en vue d'assurer le transfert à Katutura des résidents de l'ancien quartier indigène de Windhoek. Il a fait savoir que les habitants de l'ancien quartier bénéficieraient d'une aide et seraient indemnisés pour leur déménagement. Après la fin de l'étape préparatoire, l'ancien quartier serait désaffecté ; il deviendrait illégal d'y vivre et l'emploi de tout habitant constituerait un délit ; il ne serait plus permis d'y pratiquer d'activités commerciales, et tous les services, y compris les services d'enseignements et de santé, y seraient supprimés ; enfin, aucune indemnité ne serait versée après la désaffectation.

65. Lorsque ces mesures ont été annoncées, on estimait que plus de 9 000 Africains, dont environ 3 000 travailleurs migrants, habitaient Katutura et que près de 8 000 Africains et quelques gens de couleur étaient demeurés dans l'ancien quartier indigène.

66. En janvier 1967, le Conseil municipal de Windhoek a accepté une offre de construire 1 000 maisons supplémentaires à Katutura, d'un coût moyen de 505 rands par maison afin de loger tous ceux qui étaient demeurés dans l'ancien quartier. Le Conseil municipal a notifié tous les résidents de l'ancien quartier, offrant d'aider et d'indemniser ceux qui souhaiteraient déménager et soulignant les avantages d'un départ rapide et le cadre préférable de Katutura. Un appel a également été adressé aux employeurs pour qu'ils aident à déménager ceux de leurs employés résidant encore dans l'ancien quartier.

67. Dans une pétition en date du 1^{er} décembre 1966, adressée par M. Clemens Kapuuo, chef élu du peuple herero, au nom du chef Hosea Kutako, dirigeant national de la National Unity Democratic Organization (NUDO), M. Kapuuo a déclaré que l'atmosphère était explosive et que seule la présence de l'Organisation des Nations Unies au Sud-Ouest africain permettrait de sauver la situation. De l'avis des intéressés, lisait-on dans la pétition, le Gouvernement sud-africain n'avait pas le droit de prendre de décisions concernant le Sud-Ouest

africain après l'expiration du mandat, en octobre 1966, et ils ne tiendraient par conséquent aucun compte des décisions de ce gouvernement.

68. Lors d'une réunion publique tenue conjointement le 8 juin 1967 par la SWAPO et la SWANU dans l'ancien quartier, les orateurs ont vivement incité les occupants à affronter la mort plutôt que de bouger.

69. Dans un communiqué de presse publié en janvier 1967, la NUDO a indiqué que certains employeurs cherchaient à contraindre leurs employés à s'installer dans le nouveau quartier indigène de Katutura. L'organisation a demandé aux non-Blancs de lui fournir les noms de toutes les entreprises et autres employeurs qui les auraient licenciés pour avoir refusé de s'installer à Katutura, de manière à ce qu'elle puisse dresser une liste de ces employeurs. Lors d'une réunion ultérieure des occupants du quartier, le 29 janvier 1967, M. Clemens Kapuuu les a engagés à ne pas déménager et à détruire les affiches et les tracts où il leur était conseillé de le faire. Il a également conseillé aux occupants de nettoyer eux-mêmes le quartier.

70. D'après le rapport annuel du maire de Windhoek, 42 familles seulement, soit 245 personnes, avaient quitté l'ancien quartier en 1966 pour s'installer à Katutura. Fin février 1967, le Directeur des affaires non blanches de la municipalité de Windhoek a indiqué que le transfert des familles de l'ancien quartier vers le nouveau quartier se poursuivait. Les déménagements s'effectuaient à raison de trois ou quatre familles par semaine environ et les responsables officiels étaient déçus de constater que le nombre des transferts ne correspondait pas à leurs prévisions. Cependant, on annonçait que la construction d'un millier de maisons neuves à Katutura, qui, selon les plans initiaux, devait être terminée en octobre 1967, était nettement en avance sur le calendrier des travaux.

71. En mai 1967, comme on l'a dit, le Président par intérim de la SWANU a été reconnu coupable de sabotage pour des déclarations faites le 4 décembre 1966 au sujet du plan visant à supprimer l'ancien quartier.

Application des recommandations de la Commission Odendaal

72. Au cours du second semestre de 1966, l'application des recommandations politiques de la Commission Odendaal préparatoires au partage du Sud-Ouest africain a atteint un stade avancé.

73. Le Comité d'experts d'Afrique du Sud et du Sud-Ouest africain, créé en décembre 1964 pour faire rapport sur tous les problèmes pratiques dont il faudra tenir compte en réorganisant les rapports administratifs et financiers entre l'Afrique du Sud et le Sud-Ouest africain conformément aux recommandations de la Commission Odendaal, a présenté son rapport au Premier Ministre de l'Afrique du Sud au cours de l'année 1966. On se souviendra que la Commission Odendaal avait recommandé de confier à nouveau à la République sud-africaine la plupart des fonctions gouvernementales dont sont chargées actuellement les autorités blanches du territoire.

74. En Ovamboland, on a construit à Oshakati, future capitale de la région, un bâtiment pour le "parlement" du "territoire" de l'Ovamboland. Le nouvel édifice, une salle de conférence pouvant contenir 230 personnes, fait partie d'un ensemble architectural comprenant la résidence du Commissaire général pour le Sud-Ouest africain, "représentant diplomatique" de

l'Afrique du Sud auprès de la population africaine du Sud-Ouest africain, des logements pour les fonctionnaires et d'autres installations. La salle de conférence serait utilisée pour les discussions entre les chefs ovambos et les fonctionnaires du Ministère de l'administration et du développement des Bantous, pour l'examen de projets de loi et pour la projection de films.

75. A la suite de ces mesures préparatoires, le Ministre de l'administration et du développement des Bantous a déclaré, le 21 mars 1967, lors d'un rassemblement de chefs et de conseillers à Oshakati, que, de l'avis du Gouvernement sud-africain, ceux-ci avaient la possibilité d'accomplir d'importants progrès vers l'autodétermination, que le Gouvernement sud-africain les aiderait à aller de l'avant dans tous les domaines de leur développement national, notamment en ce qui concerne l'autonomie interne, et que l'intention dudit gouvernement était d'adresser à d'autres "catégories nationales" du Sud-Ouest africain une offre identique d'autonomie interne. Il leur a également fait savoir, notamment, que son ministère avait élaboré un programme complet pour l'Ovamboland, prévoyant, au cours des cinq prochaines années, des dépenses d'environ 30 600 000 rands pour l'élevage, la pose de clôtures, l'alimentation en eau, l'électrification, l'urbanisme, la construction, les routes, les aéroports, les affaires économiques, l'enseignement, les services d'ambulance et les services sociaux.

76. Selon une dépêche publiée par le *Windhoek Advertiser*, tous les chefs ou presque ont demandé au Ministre de transmettre leurs remerciements au Premier Ministre pour l'avoir envoyé à Oshakati. Ils ont déclaré que leur peuple ne voulait pas être gouverné par une puissance étrangère quelle qu'elle soit, serait-ce même l'Organisation des Nations Unies, mais désirait que l'Afrique du Sud le conduise à l'autonomie. Ils ont également souligné qu'ils apporteraient au gouvernement toute l'assistance voulue pour venir à bout des terroristes s'infiltrant dans leur territoire.

77. A fin septembre 1966, plus de 400 exploitations ou parcelles agricoles blanches qui, d'après les recommandations, doivent faire partie des "territoires" proposés pour les Hereros, les Damaras et les Namas, avaient déjà été vendues volontairement par leurs propriétaires à l'Administration du territoire, et il ne restait à acquérir qu'une vingtaine d'exploitations agricoles appartenant à des Blancs, le cas échéant par une procédure d'arbitrage obligatoire.

78. Il convient de rappeler qu'en 1960, d'après les chiffres officiels de la population, répartie par groupes ethniques, 9 017 des 35 354 Hereros du territoire vivaient dans des réserves indigènes devant être incorporées au "territoire hereros"; dans ces mêmes réserves, on comptait 10 313 Boschimans, Damaras, Namas, Basters, Ovambos, Tswanas et autres. Sur les 44 353 Damaras du territoire, 2 400 seulement vivaient dans des réserves indigènes devant être incorporées au "territoire Damara", et dans ces mêmes réserves il y avait 5 223 habitants appartenant à divers autres groupes ethniques. Sur les 34 806 Namas, 2 292 seulement vivaient dans des réserves indigènes appelées à faire partie du "territoire nama", alors que 4 342 personnes d'autres groupes ethniques vivaient dans ces mêmes réserves. Au total, 6 847 Africains, Basters et Gens de couleur vivaient dans des réserves indigènes devant être supprimées et 3 935 Africains vivaient dans le *Gebiet* des Basters et Rehoboth. D'après le plan Odendaal, chaque "territoire" serait réservé à un seul

groupe ethnique, et toutes les personnes appartenant à d'autres groupes ethniques et comprises dans les chiffres ci-dessus devraient passer dans le "territoire" établi à leur intention. Sauf exception en ce qui concerne les exploitations minières et d'autres fins approuvées par les autorités, seule la "zone blanche" avec sa majorité non blanche resterait une zone multiraciale.

79. En octobre 1966, certains Namas résidant dans la réserve indigène de Bondels ont été transférés avec leur bétail dans le futur "territoire nama". Au 24 octobre 1966, 10 000 moutons environ avaient déjà été transférés de la réserve de Bondels; celle-ci, qui doit être supprimée d'après le plan Odendaal, est l'une des deux réserves indigènes de la Zone de police que l'Afrique du Sud, sous le régime du Mandat, reconnaissait comme propriété tribale des Namas de Bondelswartz. D'après le plan Odendaal, les Hereros et les Basters résidant dans la réserve indigène des Bondels seraient transférés dans le "territoire herero" et dans le *Gebiet* des Basters de Rehoboth; il y avait aussi en 1960, dans la réserve indigène de Bondels, des résidents "de couleur", pour lesquels il n'a pas été proposé de créer un "territoire". Dans la zone urbaine de Gibeon, que la Commission Odendaal a proposé d'intégrer au "territoire nama", une école pour enfants blancs a été fermée définitivement vers la fin de 1966 et la plupart des autres établissements "blancs" ont été acquis par l'Administration du territoire.

80. Quant au "territoire damara", la Commission Odendaal avait proposé que l'ancienne zone urbaine "blanche" de Welwitschia en fasse partie. Dans cette ville, l'administration locale blanche a été dissoute à compter du 1^{er} juillet 1966.

81. Dans le *Gebiet* des Basters de Rehoboth, la dernière ferme appartenant à un Blanc devait être transférée à l'Administration du territoire à la suite de procédures d'arbitrage, vu l'impossibilité de fixer un prix acceptable pour tous les intéressés. En outre, un comité d'évaluation s'est réuni en septembre 1966 pour déterminer la valeur des entreprises du *Gebiet* appartenant à des Blancs, celles-ci devant être transférées à l'Administration pour être revendues ensuite aux Basters de Rehoboth. Si l'on ne trouve pas d'acheteurs parmi les Basters, les entreprises seront louées, mais non pas cédées à titre permanent, à des Gens de couleur.

Autres faits nouveaux

82. Une nouvelle mine de cuivre a été ouverte en 1966 à Klein Aub, dans le *Gebiet* des Basters de Rehoboth. La mine est exploitée par les sociétés Marine Products, Ltd., General Mining and Finance Corporation, Ltd., et Federale Mynbou Beperk, qui ont une concession couvrant plus de 120 miles carrés. Ces trois sociétés associées sont des entreprises sud-africaines qui possèdent encore d'autres intérêts dans le territoire. De mars 1965, date à laquelle la prospection a commencé sur une grande échelle, à fin 1966, plus de 2 500 000 rands ont été investis dans les installations et le matériel, la construction de logements pour 23 fonctionnaires blancs et 34 fonctionnaires "de couleur", et d'un camp pour 262 Ovambos. On prévoit que la mine produira environ 150 000 tonnes courtes de minerai par an, d'où seront tirées environ 6 000 tonnes courtes de concentrés de cuivre. La mine de Klein Aub est la deuxième exploitation minière établie dans un des "territoires" envisagés.

83. La société sud-africaine Iron and Steel Corporation (ISCOR) possède une concession plus importante encore pour l'exploitation de minerai de zinc et d'autres métaux dans la partie méridionale du Sud-Ouest africain. Cette concession, qui couvre plus de 1 200 miles carrés dans la partie méridionale du Sud-Ouest africain, est délimitée par trois cours d'eau (l'Orange, le Fish et le Konkiep) et contient des réserves de minerai évaluées à environ 5 millions de tonnes, d'une teneur moyenne en zinc d'un peu plus de 6 p. 100, avec quelques traces d'autres minéraux. Les travaux préliminaires à la mine Rosh Pina ont pris fin en 1966 et la société ISCOR a lancé un appel d'offre pour la construction d'une grande installation de réduction capable de traiter 2 000 tonnes de minerai par jour. On estime que les dépenses engagées pour la mine, y compris la construction d'une piste goudronnée de 5 000 mètres environ, sont de l'ordre de 5 à 6 millions de rands. La société Industrial Minerals Mining Corporation (Pty.) Ltd. (IMCOR), une filiale de l'ISCOR, détient 51 p. 100 des actions de la société exploitante Imcor Zinc (Pty.) Ltd., et le reste se trouve aux mains de la Moly Copper Mining and Exploration Co. (SWA), Ltd., société dans laquelle la Diamond Mining and Utility Co. a une participation indirecte de 26,9 p. 100 et l'Industrial Diamonds of S.A. (1945) a une participation indirecte de 25,2 p. 100.

84. Par la suite, en mars 1967, on a annoncé qu'une nouvelle exploitation de zinc électrolytique était en voie de création en Afrique du Sud; elle coûtera 14 150 000 rands et le Sud-Ouest africain fournira tout le minerai nécessaire. Deux nouvelles sociétés se constituaient à cette fin: la Zinc Corporation of South Africa (ZINCOR) et la Kiln Products.

85. La ZINCOR, dont les besoins en capitaux ont été estimés à environ 10 millions de rands, construirait et exploiterait une usine de zinc électrolytique pouvant produire 36 500 tonnes de zinc par an, sur l'emplacement de l'usine d'uranium de Vogelstruisbult en Afrique du Sud. Elle s'engagerait par contrat à assurer pendant 15 ans tous les besoins en zinc de l'ISCOR. L'Imcor Zinc fournirait à la ZINCOR, grâce à l'exploitation de la mine Rosh Pina, la majeure partie des concentrés de zinc dont elle aurait besoin; le reste serait fourni par la Kiln Products qui devait construire un four Waelz à Berg Aukas et acheter du minerai de zinc extrait de la mine de Berg Aukas au propriétaire de la mine, la South West Africa Company.

86. La Consolidated Gold Fields aurait une participation de 51 p. 100 dans la Kiln Products et de 33 p. 100 dans la ZINCOR. La propriété du capital restant de la Kiln Products se décomposerait comme suit: 34 p. 100 à l'Anglo American Corporation, 10 p. 100 aux Vogelstruisbult Gold Mining Areas et 5 p. 100 à la Johannesburg Consolidated Investment Company. Le reste des capitaux de la ZINCOR appartiendrait pour 35 p. 100 à l'ISCOR, pour 22 p. 100 aux Vogelstruisbult Gold Mining Areas et pour 10 p. 100 à la Kiln Products. Les propriétaires de la Kiln Products apporteraient 2 250 000 rands sur le capital de cette société et un montant supplémentaire de 1 900 000 rands serait obtenu au moyen d'emprunts. Le capital souscrit de la ZINCOR serait de 5 millions de rands en actions ordinaires, le reste, soit environ 6 millions de rands, étant réuni au moyen d'emprunts.

87. On a également fait savoir qu'une autre société sud-africaine, la Van Ryn Mining Corporation, Ltd., remettrait en activité deux anciennes mines d'étain au

Sud-Ouest africain, les mines Schimanski et Sidney, sises à proximité de Karibib et Omaruru.

88. En 1966, la société Otavi Minen and Eisenbahn Gesellschaft, qui possédait auparavant la mine de cuivre de Tsumeb et d'autres propriétés saisies par le Séquestre sud-africain des propriétés ennemies, a reçu une concession de deux ans située entre les cours d'eau Swakop et Omaruru et s'étendant jusqu'à la limite occidentale du futur "territoire damara". La concession autorise ladite société à se livrer à la prospection de minéraux, à l'exception du sel, du pétrole, du gypse et du calcaire.

89. Parmi les autres sociétés étrangères nouvellement établies dans le territoire, on compte une filiale de la société pétrolière française Total Oil Products. Cette filiale, la Total Oil Products (Pty.) Ltd., au capital de 15 millions de rands, a été enregistrée au Sud-Ouest africain en septembre 1966. D'après les termes de l'enregistrement, la société se propose d'extraire, de raffiner, de traiter, d'emmagasiner et de transporter des huiles, graisses et cires animales et végétales. Un pétrolier français a déchargé en avril 1967 la première livraison de quelque 8 600 tonnes de produits pétroliers dans les réservoirs récemment achevés par la société. Outre la Total, les sociétés Shell Oil, Mobil, Caltex, British Petroleum et Swasol desservent le territoire.

90. A la fin janvier 1967, on signalait que les investissements de capitaux au Sud-Ouest africain avaient été évalués à 352 millions de rands, se décomposant comme suit: 82 millions de rands en capitaux étrangers autres que sud-africains; 170 millions de rands investis par le Gouvernement sud-africain, dont 105 millions de rands dans le réseau ferroviaire; 100 millions de rands investis par des entreprises privées locales et sud-africaines.

91. Parmi les autres faits nouveaux à signaler en 1966 dans le territoire, on peut citer l'ouverture du premier hôpital gouvernemental en Ovamboland, à Oshakati, l'inauguration par le Commissaire général pour le Sud-Ouest africain du nouvel ensemble architectural à Oshakati (voir par. 74), et la construction ou la planification de nouvelles localités en Ovamboland et dans d'autres réserves indigènes de la région septentrionale.

92. En outre, en 1966, les Africains du territoire ont été admis, à compter du 1^{er} avril 1965, à percevoir des pensions ou allocations au titre de la loi sud-africaine n° 38 de 1962 relative aux pensions de vieillesse, de la loi n° 39 de 1962 sur les aveugles et de la loi n° 41 de 1962 sur les prestations d'invalidité. La législation du Sud-Ouest africain relative aux pensions de vieillesse et aux pensions pour aveugles et invalides s'applique aux Blancs depuis 1942 et aux Gens de couleur depuis 1962. Les prestations varient considérablement, les Blancs recevant les plus fortes, les Gens de couleur des prestations de moindre importance et les Africains les prestations les plus faibles.

C. — EXAMEN DE LA QUESTION PAR LE COMITÉ SPÉCIAL⁴

Introduction

93. Le Comité spécial a examiné la question du Sud-Ouest africain aux séances suivantes: 524^e à 526^e,

⁴ On trouvera d'autres observations sur la question du Sud-Ouest africain dans les déclarations prononcées à l'ouverture des réunions du Comité spécial tenues à Kinshasa, Kitwe et Dar es-Salam (voir chap. II du présent rapport).

535^e, 537^e et 539^e séances, tenues en Afrique du 7 au 19 juin 1967.

Pétitions écrites et auditions

94. Le Comité spécial a fait distribuer les pétitions écrites ci-dessous concernant le Sud-Ouest africain.

Pétitionnaires

Cotes des documents

M. Jackson Kambode, secrétaire général, Union of South West Africa Workers (USWAW)	A/AC.109/PET.585 et Add.1
M. Mburumba Kerina, secrétaire chargé de la coordination, South West Africa National United Front (SWANUF)	A/AC.109/PET.586
M. John G. Jaotto, secrétaire, et M. Gottfried H. Geingob, représentant aux Etats-Unis de la South West Africa People's Organization (SWAPO)	A/AC.109/PET.587
M. Jacob Kuhangua, secrétaire général, et M. Sam Nujoma, président de la SWAPO.....	A/AC.109/PET.587/ Add.1
M. Oretu Nganjone, secrétaire à la propagande de la SWAPO.....	A/AC.109/PET.587/ Add.2
M. Solomon Mifima, représentant principal en Zambie, et M. Lucas Pohamba, représentant principal adjoint en Zambie de la SWAPO....	A/AC.109/PET.587/ Add.3
M. Peter Nanyemba, représentant principal, SWAPO	A/AC.109/PET.587/ Add.4
Chef Hosea Kutako, dirigeant national de la National Unity Democratic Organization (NUDO)	A/AC.109/PET.588 et Add.1
M. Carlos Hamatui, président de la South West Africa Workers Union (SWAWU) et représentant du SWANUF en Afrique orientale...	A/AC.109/PET.589
Le révérend Michael Scott.....	A/AC.109/PET.590
M. Linekala Kalenga, président de la National Union of South West African Students (NUSWAS)....	A/AC.109/PET.591
Le chef suprême David Goraseb....	A/AC.109/PET.592 et Add.1
Le chef Fritz Gariseb.....	A/AC.109/PET.593
M. Clemence Kapuu, chef Fritz Gariseb, M. Aaron Shivute, M. Fanuel Kambara, M. Paul Male, M. Noah Gariseb	A/AC.109/PET.594
M. Omer Becu, secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL).....	A/AC.109/PET.595
M. Keith Gottschalk.....	A/AC.109/PET.621
M ^{me} S. B. Bunting, au nom de la Campagne mondiale pour la libération des détenus politiques sud-africains	A/AC.109/PET.622
Le chef H. S. Witbooi et le chef D. Isaak	A/AC.109/PET.631
Pétition non signée provenant de Tsumeb, transmise par M. Vakulukuta Kasaka	A/AC.109/PET.632
M. Jorma Paukku, secrétaire du cycle d'études sur l'Afrique organisé par l'Association des étudiants en sciences politiques de l'Université d'Helsinki et l'Association des étudiants pour les Nations Unies d'Helsinki.	A/AC.109/PET.647

Pétitionnaires

Cotes des documents

M. R. Contreras, secrétaire général adjoint de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique.....	A/AC.109/PET.648
M. Alfred Kgekong, directeur de la propagande et de l'information, African National Congress of South Africa (ANC)	A/AC.109/PET.649
M. L. Masimini, représentant principal en Zambie du Pan-Africanist Congress of South Africa (PAC)....	A/AC.109/PET.680
M. David M. Sibeko, représentant principal en Afrique orientale (PAC)	A/AC.109/PET.680/ Add.1
M. Ferdinand R. Meroro, représentant principal de la SWANU.....	A/AC.109/PET.693
M. Tunguru Huaraka.....	A/AC.109/PET.694
M. Jyoti Shankar Singh, secrétaire général de l'Assemblée mondiale de la jeunesse (AMJ).....	A/AC.109/PET.695

95. Le Comité spécial a entendu les pétitionnaires suivants au sujet du Sud-Ouest africain :

M. Solomon Mifima, représentant principal en Zambie de la SWAPO (A/AC.109/PET.587/Add.3)	(524 ^e séance)
M. T. T. Letlaka, membre du Comité exécutif national du PAC (A/AC.109/PET.680)	(524 ^e à 526 ^e séance)
M. Moses M. Garoeb, directeur, et M. Jacob Kuhangwa, secrétaire général de la SWAPO (A/AC.109/PET.587/Add.4)	(535 ^e séance)

96. M. Mifima, parlant au nom de la SWAPO, a dit que pour le peuple du Sud-Ouest africain l'adoption de la résolution 2145 (XXI), de l'Assemblée générale, mettant fin au Mandat de l'Afrique du Sud, par une majorité écrasante de 114 voix contre 2, constituait un grand événement historique dans l'histoire des Nations Unies. Mais il avait été déçu de constater que les Nations Unies n'avaient pas encore créé un conseil spécial pour le Sud-Ouest africain. Si les Nations Unies ne pouvaient résoudre le problème qui consistait à mettre fin à la présence de l'Afrique du Sud dans le territoire, elles perdraient la confiance de tous ceux qui dans le monde croient en la liberté et en l'égalité des hommes. La lenteur avec laquelle on agissait ne soulagerait pas les souffrances du peuple du Sud-Ouest africain mais donnerait au gouvernement fasciste de l'Afrique du Sud les moyens de continuer à administrer le territoire et à le diviser en prétendus foyers nationaux bantous. Le Comité spécial était certainement au courant des événements qui s'étaient récemment déroulés en Ovamboland et grâce auxquels le Premier Ministre d'Afrique du Sud, M. Vorster, avait adroitement tenté de tromper l'opinion mondiale en annonçant que l'Afrique du Sud souhaitait accorder une prétendue autonomie interne à cette région. Cette autonomie n'aurait d'autre effet que de créer un "bantoustan" de plus semblable à celui du Transkei en Afrique du Sud.

97. L'Afrique du Sud avait transformé le Sud-Ouest africain en un champ de bataille, massacrant des hommes, des femmes et des enfants innocents. Elle avait renforcé ses lois répressives, par exemple la loi relative à la détention de 180 jours et la loi sur la répression du communisme, dans un pays doté d'un statut international.

98. D'après le *Sunday Times* d'Afrique du Sud du 28 mai 1967, le ministre fasciste de la justice du

Gouvernement sud-africain avait présenté un projet de loi dit sur le terrorisme applicable aux "actes de terrorisme" commis aussi bien sur le territoire de la République qu'au Sud-Ouest africain. Les personnes reconnues coupables de terrorisme ou de participation à des activités terroristes étaient passibles, après un jugement sommaire rendu par un juge non assisté d'un jury, des peines prévues pour les crimes de trahison.

99. Depuis la création de la SWAPO, le peuple du Sud-Ouest africain avait peu à peu compris quels étaient les faiblesses et les échecs de l'Organisation des Nations Unies et avait décidé de prendre les armes pour se libérer lui-même du régime raciste Pretoria. Depuis mars 1966, une lutte armée était menée contre les colonialistes sud-africains. En août 1966, deux combattants de la liberté avaient été tués et huit autres arrêtés à la suite d'un échange de coups de feu avec la police sud-africaine. Quelques-uns des membres de la SWAPO arrêtés à cette occasion avaient été transportés par avion en Afrique du Sud; ils étaient détenus dans les prisons de Pretoria.

100. Vorster et son gouvernement avaient déclenché une campagne d'oppression terrorisant des hommes, des femmes et des enfants innocents, et arrêtant quiconque était soupçonné d'être affilié à la SWAPO. Tous les dirigeants de la SWAPO avaient été arrêtés et emprisonnés à Pretoria en application du système des 180 jours de détention. Plus de 70 membres de la SWAPO, dont le Président par intérim, le secrétaire général adjoint et le secrétaire aux affaires étrangères, étaient détenus à Pretoria. D'après un rapport récemment parvenu en Zambie, ces détenus étaient soumis à des tortures quotidiennes et le secrétaire général adjoint serait mort à la suite des tortures qu'il aurait subies. Après deux ans de détention, un membre du Comité directeur national de la SWAPO, ancien président de la Caprivi African National Union (CANU), était toujours détenu dans une région éloignée, à la frontière du Sud-Ouest africain et de la République sud-africaine. Il lui était interdit de se déplacer dans un rayon de plus d'un demi-mile et de parler à qui que ce soit. Sept personnes auraient été tuées récemment par la police sud-africaine dans la bande de Caprivi.

101. L'Afrique du Sud avait également créé d'importantes bases militaires dans tout le pays; parmi celles dont la construction était achevée on comptait la base aérienne de Mpacha, dans la bande de Caprivi, à 15 miles de la frontière zambienne, gardée par des soldats sud-africains. Ces bases et installations militaires avaient été mises en place non seulement aux fins d'assurer la sécurité intérieure mais aussi pour commettre des actes de provocation et d'agression contre de nouveaux Etats indépendants d'Afrique, et notamment la Zambie, en cas d'affrontement entre les forces africaines et celles de l'impérialisme. Toutefois, les bases et les installations militaires ne sauraient empêcher les peuples de lutter pour leur liberté.

102. Depuis que la guerre de libération avait éclaté, la police et les soldats sud-africains patrouillaient le long de la frontière qui sépare la Zambie du Sud-Ouest africain et de l'Angola à l'aide d'hélicoptères, de véhicules de la police militaire et de chiens policiers.

103. Le 18 mai 1967, M. Tobias Hainyeko avait été abattu par la police sud-africaine pour avoir tiré en état de légitime défense sur trois policiers sud-africains (deux Blancs sud-africains et un Africain). Ces actes de provocation se produisaient tous les jours au Sud-Ouest africain. Il fallait, dans ces conditions, que les

Nations Unies comprennent que la situation dans ce pays constituait une menace pour la paix et la sécurité des Africains.

104. Il n'était pas dans l'intention du pétitionnaire de critiquer l'Organisation des Nations Unies en tant que telle, mais seulement d'attirer l'attention sur le traitement inhumain que le Gouvernement fasciste de l'Afrique du Sud infligeait à son pays. Si les Nations Unies désiraient éviter l'effusion de sang dans le Sud-Ouest africain, elles devaient agir avant qu'il soit trop tard.

105. Le Comité spécial devait envoyer une lettre de protestation au Gouvernement sud-africain pour exiger que tous les prisonniers politiques originaires du Sud-Ouest africain actuellement détenus dans les prisons sud-africaines soient libérés et renvoyés dans leur patrie. La SWAPO était fermement convaincue que les agissements de l'Afrique du Sud constituaient non seulement une injustice, mais encore une violation du droit international.

106. En attendant, le peuple du Sud-Ouest africain était résolu à lutter jusqu'au bout malgré toutes les intimidations et les tortures qu'il subissait. La SWAPO s'était déjà engagée à poursuivre la lutte nationale de libération et il n'y aurait pas de paix tant que tous les habitants du Sud-Ouest africain ne jouiraient pas de la liberté et de l'égalité.

107. Le pétitionnaire a ensuite donné lecture d'une lettre de l'un de ses collègues, détenu dans une prison de Pretoria, qui signalait que plus de 70 membres de la SWAPO, dont de nombreux dirigeants, étaient détenus avec lui en vertu du système des 180 jours. Ils étaient soumis à la torture par la chaise électrique et par d'autres moyens, chaque matin et chaque après-midi, et ceux qui refusaient de livrer des renseignements sur les activités de la SWAPO étaient tués secrètement. Ce correspondant s'attendait lui-même à être tué d'un instant à l'autre mais il exhortait ses compatriotes à poursuivre la lutte jusqu'à la libération complète de leur pays.

108. Le pétitionnaire avait également reçu un rapport en provenance de la bande de Caprivi d'après lequel les Sud-Africains avaient donné pour instructions aux instituteurs et aux villageois qui leur étaient dévoués de leur signaler tout inconnu qu'ils rencontreraient dans leur district ainsi que toute personne revenant dans le pays après l'avoir quitté. Une récompense de 25 livres était offerte pour ces renseignements, et une récompense de 150 livres pour les renseignements concernant les dirigeants du mouvement que l'on avait ordonné d'abattre à vue. Quatre personnes seulement avaient accepté d'exécuter ce dernier ordre. On avait achevé d'aménager dans la région un nouveau camp abritant environ 150 soldats et policiers qui patrouillaient constamment le long de la frontière zambienne pour contrôler les déplacements des combattants de la liberté. Quelque 150 membres de la SWAPO avaient été arrêtés, mais on ignorait s'ils étaient détenus au Sud-Ouest africain ou s'ils avaient été envoyés à Pretoria.

109. Lorsqu'il lui a été demandé si l'Afrique du Sud avait adopté une politique consistant à installer des Européens dans différentes parties du Sud-Ouest africain tout en déportant des Africains hors du territoire, de façon à modifier la composition raciale de celui-ci, le pétitionnaire a répondu que l'immigration blanche avait en effet fortement augmenté ces dernières années, le groupe le plus important provenant d'Afrique du Sud et de la République fédérale d'Allemagne.

110. En réponse à des questions sur la manière dont la population du Sud-Ouest africain avait réagi à la résolution 2248 (S-V) de l'Assemblée générale et sur l'annonce, par l'Afrique du Sud, de son intention d'accorder l'autonomie à l'Ovamboland, le pétitionnaire a rappelé que M. Vorster avait fait savoir que l'Afrique du Sud ne reconnaîtrait pas le Conseil des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain et lui interdirait l'entrée du territoire. Le référendum que l'on proposait d'organiser en Ovamboland était une nouvelle ruse pour éviter que les Nations Unies ne prennent en charge l'administration du territoire; non seulement il s'agissait d'une tentative de division du Sud-Ouest africain, mais en outre les conditions nécessaires à l'organisation d'un véritable référendum n'étaient pas remplies. La SWAPO avait mis le Gouvernement sud-africain au défi d'organiser un référendum dans tout le territoire dans les conditions suivantes: liberté d'association et de déplacement, retrait des troupes, de la police et des administrateurs, libération des prisonniers politiques et retour des exilés politiques; enfin, le référendum devrait être organisé par le Conseil des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain.

111. Puisque l'Afrique du Sud avait refusé de reconnaître le Conseil, l'ONU était tenue d'appliquer sa résolution 2248 (S-V) en utilisant tous les moyens qui pourraient être nécessaires. Il semblait que le seul soit l'utilisation de la force.

112. Répondant à des questions concernant l'organisation de la SWAPO et le nombre d'adhérents, le pétitionnaire a signalé qu'il était difficile de dire combien de personnes en tout étaient membres de son organisation, car nombreux étaient ceux qui ne pouvaient s'y affilier ouvertement. La SWAPO comptait toutefois 4 000 détenteurs de cartes. Malgré les difficultés de déplacement, elle avait réussi à implanter des sections dans tout le territoire. Elle était organisée par régions avec des sections dans les mines, les usines et autres entreprises. La SWAPO était favorable à la constitution d'un front uni contre l'ennemi commun et désirait coopérer avec toutes les organisations qui s'opposaient activement à la domination sud-africaine au Sud-Ouest africain.

113. Répondant à de nouvelles questions, M. Mifima a dit qu'outre les 70 membres de la SWAPO qui se trouvaient dans les prisons de Pretoria, un certain nombre d'autres membres, 57 en tout, avaient été récemment arrêtés mais on ignorait le lieu de leur détention. D'autre part, de nombreux chefs du Sud-Ouest africain avaient été investis du pouvoir d'emprisonner des gens, mais le pétitionnaire ne connaissait pas, même approximativement, le nombre de personnes détenues du fait que ce pouvoir avait été exercé. Un grand nombre d'Africains avaient été arrêtés et mis en détention, pour des périodes variables, à Windhoek, capitale du Sud-Ouest africain, aux fins d'interrogatoire, mais M. Mifima ne pouvait fournir de statistiques que sur 200 personnes arrêtées depuis le mois de janvier 1967 et qui, à sa connaissance, étaient toujours détenues. Les chiffres qu'il citait ne pouvaient être qu'approximatifs car la situation évoluait chaque jour. Certaines personnes étaient arrêtées, d'autres relâchées. Les 200 détenus dont M. Mifima avait parlé étaient emprisonnés depuis déjà un certain temps. Apparemment on examinait le point de savoir s'ils devaient être transférés en Afrique du Sud ou inculpés au Sud-Ouest africain.

114. M. Letlaka, parlant au nom du Pan-Africanist Congress (PAC), a dit que l'intérêt et le profond souci

que témoignait le PAC au Sud-Ouest africain ne tenait pas seulement à la manière identique dont tant en Afrique du Sud qu'au Sud-Ouest africain le pouvoir avait été usurpé par les mêmes brigands mais également — et surtout — au fait que les deux pays étaient soumis au même type d'oppression et partageaient le même sort. Dans les deux pays, les colonialistes blancs s'étaient emparés de tous les pouvoirs politiques, économiques, militaires et sociaux.

115. Dans les deux pays, on employait la même technique pour rassembler les Africains comme des porcs dans des porcheries appelées réserves. Ces ghettos étaient, par euphémisme, baptisés du nom de "foyers" ou — quelle ironie — "bantoustans". Invariablement, ils étaient établis dans les régions les plus pauvres et les moins productives du pays et morcelés en petits groupes selon les affinités ethniques et tribales. Alors qu'il ne cessait de prêcher l'unité de tous les groupes ethniques blancs européens en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain, Vorster poursuivait une politique de désunion à l'égard des populations autochtones, les divisant par la force en groupes tribaux insignifiants et antagonistes. Alors que cet appel à l'unité des Européens blancs visait manifestement à assurer leur domination politique, leur puissance militaire et leur hégémonie économique et à leur permettre ainsi de mieux exploiter les ressources humaines et matérielles de l'Afrique du Sud et du Sud-Ouest africain, le but de la retribalisation et de la division des populations africaines en petits groupes faibles était, à ne pas s'y tromper, d'inspirer la jalousie et des luttes fratricides en leur sein et de faire en sorte qu'ils soient mieux exploités par les racistes blancs et leurs associés des pays impérialistes occidentaux qui retiraient des bénéfices astronomiques des investissements énormes qu'ils avaient effectués dans ces deux pays. Les discours érudits mais bon marché au sujet des libertés séparées étaient puérils, destinés à tromper les Nations Unies et à endormir la conscience démocratique avisée de l'humanité.

116. Les panégyristes de la suprématie blanche en Afrique du Sud n'avaient cessé d'appliquer la politique d'*apartheid* qui facilitait l'oppression du peuple africain en lui imposant des lois racialement discriminatoires conçues pour asservir un peuple entier et perpétuer la politique de la suprématie blanche. Les bantoustans que l'on se proposait d'établir dans l'Ovamboland et dans d'autres régions ne représentaient rien d'autre que la fragmentation sinistre, soigneusement étudiée, du peuple du Sud-Ouest africain de manière à poursuivre et à intensifier l'exploitation économique du peuple africain par la méthode du règne par la division.

117. Un grand nombre des lois inhumaines et impitoyables appliquées dans la répression des autochtones d'Afrique du Sud étaient également applicables au Sud-Ouest africain; c'était en vertu de l'une d'elles que le Président de la SWANU avait été arrêté. Ces lois étaient toujours en vigueur, bien que l'ONU eût privé l'Afrique du Sud de son Mandat.

118. Il était évident que ce système ne pouvait survivre que grâce à des mesures de coercition cruelles et impitoyables. Tant en Afrique du Sud que dans le Sud-Ouest africain, la venue, à minuit, de la Gestapo et de la police de sécurité était bien connue et généralement attendue, même par les jeunes enfants; les périodes de persécution de 90 jours et de 180 jours étaient le baptême maudit des combattants de la liberté. Les hommes et les femmes étaient obligés de rester debout pendant de longues heures dans de petits cercles

tracés sur le sol; la camisole de force et les électrochocs étaient les traitements habituellement appliqués pour obtenir des renseignements et imposer de faux témoignages; des innocents devenaient fous et allaient jusqu'à se suicider; il n'était pas rare non plus que l'on ait recours aux voies de fait les plus brutales.

119. Passant à la question de l'enseignement, le pétitionnaire a dit qu'il était utilisé en Afrique du Sud comme moyen d'oppression. Depuis l'aube de la civilisation, les systèmes d'enseignement avaient toujours été utilisés pour lancer une nouvelle révolution sociale destinée à créer un peuple nouveau doté d'une nouvelle philosophie.

120. En Afrique du Sud, par ses différents systèmes séparés d'enseignement (pour les Européens, pour les Bantous, pour les Gens de couleur et pour les Indiens), le régime raciste visait à créer quatre espèces d'êtres humains ayant chacune sa philosophie propre. Ce système se fondait sur la croyance que les Blancs, représentants d'une nation différente, étaient un peuple élu de Dieu et destiné à dominer et exploiter perpétuellement les Africains. Ce système rejetait tout respect de la dignité humaine et ravalait ainsi quatre cinquièmes de la population sud-africaine au rang de citoyens de deuxième classe. Ce même système inexorablement inhumain avait été étendu au Sud-Ouest africain. Il ne tolérait aucune attitude ni idée étrangères à celle de l'*apartheid*; il visait non seulement à enchaîner l'âme de la population africaine mais aussi à l'asservir intellectuellement. La séparation des enfants commençait à la crèche. En outre, au Sud-Ouest africain, il n'y avait pas une seule université, même tribale.

121. Passant à la question de l'économie, le pétitionnaire a fait remarquer que les économies de l'Afrique du Sud et du Sud-Ouest africain formaient un tout. Le régime sud-africain, ayant appliqué au Sud-Ouest africain toutes les lois économiques en vigueur en Afrique du Sud, avait totalement intégré les deux économies, créant ainsi un système économique plus viable reposant sur la base précaire du travail forcé.

122. Cette interdépendance économique n'était pas accidentelle, mais le résultat d'un plan soigneusement calculé par les experts colonialistes sud-africains en matière économique et politique. Depuis que l'administration du territoire du Sud-Ouest africain avait été confiée, en 1920, au régime raciste et colonialiste sud-africain en vertu du Mandat de la Société des Nations, on avait mis en pratique un plan bien calculé d'inter-pénétration des deux économies. L'Afrique du Sud tentait d'"absorber" complètement le Sud-Ouest africain.

123. L'accès maritime au territoire se faisait par Walvis Bay (qui avait fait partie du Sud-Ouest africain mais avait été expropriée par la force et transformée en une base armée par l'Afrique du Sud), l'accès ferroviaire par Lüdesitz à partir d'Upington (Afrique du Sud) et par avion au départ de Johannesburg, Kimberley, etc. Les chemins de fer du territoire faisaient partie du réseau sud-africain.

124. Les statistiques du commerce du Sud-Ouest africain étaient englobées dans celles de l'Afrique du Sud. En 1954, dernière année pour laquelle des chiffres séparés avaient été publiés, la valeur des exportations du territoire se montait à 73 800 000 rands (36 140 000 livres sterling). En 1954, la part du Royaume-Uni s'élevait à 45,6 p. 100 du total, celle de l'Afrique du Sud à 23 p. 100. En 1954 encore, le montant total des exportations était évalué à 45 400 000 rands (22 120 000

livres sterling). Avec 62,1 p. 100 du total, l'Afrique du Sud était le principal fournisseur.

125. Les billets de banque de la South African Reserve Bank, dont une succursale avait été ouverte à Windhoek en février 1961, avaient cours légal. Les banques commerciales sud-africaines avaient des succursales dans tout le territoire. Les mêmes droits de douane étaient perçus au Sud-Ouest africain et en Afrique du Sud. Les impôts en vigueur en Afrique du Sud étaient perçus au même taux au Sud-Ouest africain. L'économie sud-africaine dans son ensemble reposait sur des lois inhumaines sur la main-d'œuvre à bon marché (système des contrats, lois sur les conflits du travail, système "tot", etc.). Le *Bantu Labour Act* 67 de 1964, étendu au Sud-Ouest africain, réglementait le mouvement et les types d'emploi qu'un travailleur africain pouvait occuper.

126. La création du Bantoustan d'Ovamboland entrainait dans le plan général sur les bantoustans élaboré par le régime sud-africain. Ce plan visait notamment à créer de vastes réserves de main-d'œuvre africaine à bon marché.

127. Les capitalistes sud-africains et leurs collaborateurs britanniques possédaient des intérêts énormes dans le Sud-Ouest africain. L'Anglo American Corporation of South Africa était le plus gros actionnaire en Afrique du Sud. En collaboration avec la Federale Mynbou, le plus grand cartel minier du Sud-Ouest africain, elle contrôlait pratiquement tous les intérêts financiers étrangers dans le territoire. Le Comité spécial avait déjà été saisi de certains détails sur les ramifications et l'interpénétration des intérêts financiers d'Afrique du Sud, du Sud-Ouest africain et de certains investisseurs étrangers.

128. En raison du travail forcé auquel les Africains d'Afrique du Sud et du Sud-Ouest africain étaient soumis par les racistes sud-africains et leurs maîtres impérialistes, les mineurs sud-africains gagnaient en moyenne moins de 18 dollars par mois, contre près de 90 dollars par mois dans la Zambie voisine. Au Sud-Ouest africain, les salaires des Africains étaient encore plus bas, 9 à 10 dollars en moyenne par mois. Le salaire moyen des Blancs — environ 300 dollars par mois — ainsi que les gros bénéfices réalisés par les divers monopoles capitalistes (les sociétés américaines avaient enregistré l'année précédente des bénéfices nets supérieurs à 90 millions de dollars et les monopoles britanniques plus de 180 millions de dollars) offrait un contraste frappant avec ces chiffres.

129. Ainsi, en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain, le salaire annuel moyen de plus de 500 000 mineurs africains n'était que de 200 dollars (moins de 10 cents à l'heure) contre près de 900 dollars en Zambie. Une mine du Sud-Ouest africain, où le salaire moyen était de 25 cents par jour en 1960, a pu payer près de 10 millions de dollars de dividende. Ces statistiques réfutaient l'argument des capitalistes sud-africains et des panégyristes de l'oppression et de l'*apartheid* qui prétendaient que les salaires payés aux Africains seraient plus élevés en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain que partout ailleurs en Afrique.

130. Les sociétés étrangères qui dans leur pays d'origine se donnaient beaucoup de peine pour éviter d'être accusées de discrimination raciale s'étaient implantées en masse en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain. Selon le numéro de mars 1964 de la revue *Africa Today*, Marcus D. Banghart, homme

d'affaires américain et vice-président de la Newmont Mining Corporation, avait qualifié d'"aguichants" les bénéfices réalisés en Afrique du Sud et il avait ajouté sans ambages: "Nous connaissons la population et le gouvernement et nous appuyons nos convictions avec notre réputation et nos dollars."

131. Depuis la seconde guerre mondiale, les investissements américains en Afrique du Sud s'étaient accrus rapidement. Les investissements en dollars étaient encore dépassés par les investissements en livres sterling, mais la part du Royaume-Uni ne cessait de décliner et celle des Etats-Unis d'augmenter.

132. Le rôle sinistre joué par les investissements étrangers en vue de consolider le système esclavagiste cruel des colonialistes en Afrique du Sud et dans le Sud-Ouest africain ressortait clairement du rôle qu'avaient joué les banquiers et les monopoles capitalistes américains pendant les incidents de Sharpeville. L'événement avait causé une crise financière qui avait eu pour résultat la fuite des capitaux d'Afrique du Sud et, de ce fait, du Sud-Ouest africain. Certains investisseurs craignaient que le massacre sanglant d'Africains à Sharpeville et à Langa par le gouvernement blanc d'oppression ne déclenche une révolution longtemps attendue. D'autres redoutaient que les mesures de boycottage prises par de petits pays ne fassent bouler de neige ou que l'expulsion de l'Afrique du Sud du Commonwealth n'entraîne une réduction des bénéfices.

133. Les Etats-Unis étaient venus à la rescousse en fournissant pratiquement toutes les devises étrangères nécessaires pour redresser l'économie sud-africaine subissant alors un déclin vertigineux. En juin 1963, à la suite de cette aide, l'or et les réserves de devises étrangères sud-africains avaient plus que triplé, atteignant un niveau record, et l'expansion économique était lancée.

134. La pénétration financière de la République fédérale d'Allemagne en Afrique du Sud et dans le Sud-Ouest africain était bien connue. La menace de renaissance du fascisme en République fédérale d'Allemagne avait son pendant au Sud-Ouest africain et, bien entendu, en Afrique du Sud. Il y avait de nombreux experts allemands en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain, y compris dans la bande de Caprivi, et parmi eux de nombreux experts militaires. Il n'était guère besoin d'insister sur la menace que cette base faisait peser sur l'Afrique indépendante et, particulièrement, sur la Zambie indépendante. La République fédérale d'Allemagne avait également aidé l'Afrique du Sud à construire l'énorme base militaire et navale de Walvis Bay, dans le Territoire sous mandat du Sud-Ouest africain, qui avait été intégrée à l'Afrique du Sud et était entièrement contrôlée par la marine sud-africaine. Là aussi, des instructeurs allemands étaient à l'œuvre sous la direction d'un sympathisant nazi bien connu.

135. Le Gouvernement d'*apartheid* sud-africain, faisant partie du "monde libre", recevait de ce dernier un appui financier et des matières stratégiques. Les crimes contre les Africains d'Afrique du Sud et du Sud-Ouest africain étaient commis pour protéger les bénéfices réalisés par les bailleurs de fonds des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de République fédérale d'Allemagne, de France et du Japon. Ces pays tiraient profit des souffrances de la population africaine d'Afrique du Sud et du Sud-Ouest africain. Ils étaient associés à l'oppression et à l'exploitation et constituaient le soutien du régime d'oppression de Vorster.

136. Les pays en question avaient aidé le régime d'oppression sud-africain à faire fi du Mandat de la Société des Nations; ils l'avaient encouragé dans son refus de reconnaître et d'appliquer au Sud-Ouest africain les principes et idées consacrés par la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux; et ils avaient appuyé l'extension de la politique et des mesures d'*apartheid* au Sud-Ouest africain. Ils étaient responsables de la situation actuelle.

137. L'Organisation des Nations Unies, dans sa composition actuelle, n'était pas en mesure de défendre la cause de la décolonisation; plusieurs de ses membres les plus puissants avaient encore un intérêt marqué à voir se poursuivre l'exploitation impérialiste et la domination coloniale et l'Organisation n'avait pu traduire les aspirations des pays nouvellement indépendants et des peuples opprimés du monde. Elle était devenue la proie des impérialistes qui en usaient pour perpétuer leur domination sur le reste de l'humanité. Il s'agissait de critiques honnêtes et dépourvues de malveillance.

138. Par sa résolution d'octobre 1966, sur laquelle le Royaume-Uni et d'autres pays s'étaient abstenus, l'Assemblée générale avait mis fin au Mandat que l'Afrique du Sud exerçait depuis 1920 sur le Sud-Ouest africain et placé ce pays sous son contrôle direct. Si l'ONU désirait conserver quelque peu la confiance des peuples opprimés d'Afrique, et particulièrement d'Afrique australe, il fallait que cette résolution soit mise en œuvre immédiatement.

139. Cependant, l'attitude indécise adoptée à l'ONU par les impérialistes capitalistes occidentaux avait pleinement confirmé l'opinion du parti de M. Letlaka pour qui ils n'avaient jamais eu la moindre intention de se retirer du Sud-Ouest africain. Bien au contraire, ils avaient manifestement l'intention, par tromperie et subterfuge, de faire échouer les efforts déployés par les pays africains, asiatiques, latino-américains et socialistes pour parvenir à la décolonisation. Aussi le Pan-Africanist Congress était-il plus fermement convaincu que jamais que l'ONU, dans sa composition actuelle, ne pourrait contribuer à chasser les oppresseurs colonialistes du Sud-Ouest africain. Il ne faisait aucun doute que les partenaires commerciaux impérialistes occidentaux des racistes sud-africains n'appuieraient jamais aucune action entreprise par l'ONU en vue de mettre en œuvre la résolution en question. Leurs tergiversations étaient un signe évident de danger pour la paix mondiale. Le peuple du Sud-Ouest africain, comme celui d'Afrique du Sud, serait son propre libérateur. Ce n'était que par leur propre lutte armée et avec l'assistance des peuples progressistes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, et de tous les autres peuples épris de paix, que les peuples d'Afrique du Sud et du Sud-Ouest africain pourraient arracher cette liberté et cette indépendance qui était leur droit légitime et inaliénable.

140. Comme on lui demandait s'il pouvait fournir des renseignements sur les livraisons d'armes faites à l'Afrique du Sud par les pays de l'OTAN et Israël pour mettre fin à la lutte au Sud-Ouest africain, le pétitionnaire a dit que, bien que l'on sache qu'il y avait des armes d'origine israélienne en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain, il était difficile de fournir des chiffres précis. Il y avait un très fort courant de capitaux d'Afrique du Sud vers Israël et des volontaires sud-africains s'étaient rendus récemment dans ce pays.

141. M. Garoeb, parlant au nom de la SWAPO, a déclaré que la SWAPO avait demandé à être entendue par le Comité spécial pour exposer les moyens par lesquels les grandes puissances, dès le début de la vingt et unième session de l'Assemblée générale, avaient saboté les initiatives africaines et asiatiques à l'Organisation des Nations Unies, pour examiner le rôle des intérêts étrangers en Afrique australe et en particulier au Sud-Ouest africain, ou Namibie, comme on disait en Afrique, et pour détruire le mythe selon lequel seules les grandes puissances pouvaient aider la Namibie et leur coopération et leur participation étaient indispensables.

142. Lors de la session de l'Assemblée générale de septembre 1966, tous les Etats Membres, à l'exception de l'Afrique du Sud et du Portugal, semblaient être d'accord sur le fait que l'Afrique du Sud avait perdu tout droit d'administrer le Sud-Ouest africain. L'initiative africaine et asiatique visant à mettre fin immédiatement au Mandat jouissait apparemment de l'approbation des grandes puissances bien qu'elles n'aient pas été favorables à la demande que l'Organisation des Nations Unies ait recours à la force pour arracher la Namibie à l'Afrique du Sud. Les grandes puissances, les Etats-Unis en tête, tout en appuyant l'initiative africaine et asiatique visant à mettre fin au Mandat, insistaient sur la création d'un comité spécial, qui étudierait les moyens pratiques qui permettraient à l'Assemblée de reprendre à son compte l'administration de la Namibie. Les pays d'Afrique et d'Asie, qui à l'origine s'étaient opposés à cette solution, avaient alors cédé aux exigences occidentales. C'est ainsi que le 27 octobre 1966, l'Assemblée générale avait adopté la résolution 2145 (XXI) mettant fin au Mandat de l'Afrique du Sud et établissant un comité spécial pour le Sud-Ouest africain, initiative qui avait d'ailleurs été dénoncée par la SWAPO comme "une manœuvre dilatoire". C'était exactement ce que voulaient les grandes puissances. Elles avaient gagné la première manche.

143. Le Comité spécial avait tenu sa 1^{re} séance le 17 janvier 1967. Peu de temps après, les 14 membres avaient soumis leurs propositions au Comité. La proposition africaine prévoyait entre autres la création d'un conseil administratif des Nations Unies pour la Namibie qui administrerait le pays jusqu'à ce que l'indépendance soit officiellement déclarée et qui, à ce moment-là, transmettrait les pouvoirs aux Africains. Cette proposition prévoyait également le recours au Conseil de sécurité au cas où l'Afrique du Sud refuserait de se conformer à cette décision. Les puissances occidentales étaient favorables à la création d'un conseil des Nations Unies avec à sa tête un représentant spécial dont l'une des tâches serait d'effectuer une enquête très complète sur les conditions existant dans le territoire. La proposition latino-américaine demandait la création d'un conseil des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain.

144. Toutefois, bien que les membres du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain aient semblé être d'accord sur la création d'un conseil administratif des Nations Unies, ils paraissaient avoir été fondamentalement divisés sur la façon dont ce conseil devait assumer le contrôle du territoire. Par exemple, tandis que la proposition africaine prévoyait le recours au Conseil de sécurité au cas où l'Afrique du Sud refuserait de se conformer, les propositions occidentale et latino-américaine ne prévoyaient rien de ce genre. En fait, la proposition latino-américaine allait même jusqu'à suggérer que le Conseil des Nations Unies pour le

Sud-Ouest africain prenne contact avec le régime de Prétoria pour l'exécution de sa tâche; c'était une des idées les plus fantastiques issues du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain. Le Comité spécial avait complètement échoué.

145. Le Comité spécial avait échoué, tout comme l'espéraient les puissances occidentales, et en particulier les Etats-Unis, et, comme la session extraordinaire de l'Assemblée se rapprochait, elles proposaient d'engager un dialogue avec l'Afrique du Sud. Elles avaient aussi gagné la deuxième manche.

146. Lors de l'ouverture de la cinquième session extraordinaire de l'Assemblée générale, le 21 avril 1967, les pays d'Afrique et d'Asie avaient une fois de plus demandé le recours à la force pour faire appliquer la résolution 2145 (XXI) adoptée par l'Assemblée générale en octobre 1966. Les grandes puissances avaient unanimement recommandé la modération et indiqué très clairement qu'elles n'appuieraient jamais une telle initiative. Les pays d'Afrique et d'Asie, dans un effort pour assurer à leur résolution, qui réunissait déjà l'appui de 58 pays, celui des grandes puissances, avaient décidé d'y insérer une disposition selon laquelle ils seraient prêts à prendre contact avec l'Afrique du Sud si le gouvernement Vorster acceptait le principe du droit du peuple de Namibie à l'autodétermination et à l'indépendance. C'était, de la part des pays d'Afrique et d'Asie, une concession importante. Or, lors du vote à l'Assemblée, toutes les grandes puissances s'étaient abstenues. Elles avaient remporté une nouvelle victoire.

147. Ces événements montraient sans aucun doute possible à quel point les grandes puissances avaient fait de l'obstruction et saboté la cause de la Namibie à l'ONU. Pourquoi agissaient-elles de la sorte? La réponse était évidente: elles avaient des intérêts économiques et financiers gigantesques tant en Afrique du Sud qu'en Namibie. En Afrique du Sud, les principaux investisseurs, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, étaient fermement convaincus que l'Afrique du Sud était politiquement le pays le plus stable du continent africain. Ils condamnaient la politique d'*apartheid* et de discrimination raciale, mais ils n'étaient pas disposés à mettre en péril les millions de livres sterling et de dollars qu'ils avaient investis dans ce pays. Les investissements du Royaume-Uni et des Etats-Unis constituaient les bases mêmes du régime raciste d'Afrique du Sud et de son administration en Namibie. Si le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la France, la République fédérale d'Allemagne et l'Italie se dissociaient de l'Afrique du Sud sur le plan économique et s'ils allaient jusqu'à en retirer leurs investissements, l'écroulement du régime Vorster serait inévitable.

148. Avant 1959-1960, l'économie sud-africaine avait connu un boom spectaculaire. En décembre 1959, à Windhoek, la police sud-africaine avait ouvert le feu sur les Africains qui manifestaient contre leur déportation vers un nouveau lieu de résidence soumis à la ségrégation. Treize Africains avaient été tués sur place et plus de 40 blessés. En mars 1960, le monde avait été témoin du massacre brutal d'Africains innocents à Sharpeville, après quoi l'agitation politique avait été générale en Afrique du Sud et en Namibie.

149. A la suite de ces événements, l'Afrique du Sud avait connu une grave crise financière qui s'était traduite par une fuite abondante de capitaux. Il était évident que, si le mouvement de recul s'était maintenu, si les puissances occidentales avaient retiré leurs inves-

tissements et interrompu leur commerce énorme avec l'Afrique du Sud, le régime raciste serait tombé. Malheureusement, tel ne fut pas le cas. Qu'y avait-il derrière le redressement économique et financier spectaculaire de l'Afrique du Sud?

150. Au moment de la crise économique, les puissances occidentales étaient venues au secours de l'Afrique du Sud avant qu'on ait donné une sépulture décente aux victimes africaines innocentes de Sharpeville et de Windhoek. Un consortium de banques italiennes avait consenti un prêt pour trois ans de 9 800 000 dollars; la République fédérale d'Allemagne avait suivi avec un autre prêt de 9 800 000 dollars de la Deutsche Bank. Un consortium banquier des Etats-Unis, comprenant la First National City Bank de New York et la Chase Manhattan Bank avait fait un prêt généreux de 40 millions de dollars. Un consortium banquier du Royaume-Uni avait pris une part non négligeable à l'opération de sauvetage qui avait sauvé l'Afrique du Sud de l'effondrement complet.

151. L'Afrique du Sud était redevenue plus forte que jamais et son économie montait en flèche, grâce aux investissements occidentaux et à l'appui que le régime de Pretoria recevait des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

152. Tant que les intérêts économiques et financiers occidentaux seraient implantés de la sorte en Afrique du Sud, il était évident que rien ne changerait en Namibie; la plupart des Etats Membres étaient convenus que l'Afrique du Sud était déchue de son droit à administrer la Namibie, mais malgré l'accord général, les grandes puissances répugnaient à prendre les seules mesures possibles — c'est-à-dire des mesures militaires — pour en chasser les racistes. Que pouvait-on faire dans ces conditions? La participation des grandes puissances était-elle vraiment nécessaire pour modifier le *statu quo* en Namibie?

153. La SWAPO était fermement convaincue que l'intervention des grandes puissances, malgré leur force économique, militaire et politique, n'était pas indispensable pour changer la situation au Sud-Ouest africain.

154. L'ONU comptait 122 Membres, dont cinq — les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Chine et l'Union soviétique — étaient reconnus ou considérés comme grandes puissances; c'étaient aussi les membres permanents du Conseil de sécurité. Toute mesure coercitive du Conseil de sécurité devait être approuvée par eux. En utilisant leur veto, ils pouvaient bloquer au Conseil de sécurité toute décision qui ne les satisfaisait pas. Les autres membres du Conseil étaient absolument impuissants devant le veto des grandes puissances.

155. L'ONU venait de constituer le Conseil des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain, composé de 11 Etats parmi lesquels on ne comptait aucune grande puissance, ce qui était à prévoir puisque toutes s'étaient abstenues lors du vote. Vorster avait bien précisé que son gouvernement n'autoriserait pas le Conseil à pénétrer dans le territoire pour s'acquitter des responsabilités énoncées dans la résolution 2248 (S-V) de l'Assemblée générale. Que pensaient faire les autres Membres de l'ONU devant l'absence de coopération des grandes puissances? Resteraient-ils sans rien faire parce que les grandes puissances ne voulaient participer à aucune action?

156. La SWAPO était fermement convaincue que ces Membres pouvaient agir sans les grandes puis-

sances et qu'il fallait créer certaines conditions afin d'obliger les grandes puissances à adopter une attitude positive et à agir à propos de la Namibie. La SWAPO voulait faire quelques suggestions sur la façon dont on pourrait créer ces conditions: si l'Afrique du Sud refusait d'autoriser l'ONU à pénétrer en Namibie, l'empêchant ainsi de s'acquitter des devoirs énoncés dans la résolution de l'Assemblée générale, les pays amis africains, asiatiques et autres porteraient l'affaire devant le Conseil de sécurité pour qu'il prenne des mesures coercitives aux termes du Chapitre VII de la Charte. Si, comme prévu, il y avait un veto au Conseil de sécurité, ces pays porteraient alors la question devant l'Assemblée générale, conformément à sa résolution [377 (V)] "L'Union pour le maintien de la paix".

157. La SWAPO estimait que ces mesures étaient indispensables à une stratégie d'ensemble en vue d'amener les grandes puissances à faire expulser les racistes de Namibie. La SWAPO voulait détruire le mythe selon lequel seules les grandes puissances avaient tout pouvoir pour changer le *statu quo* en Namibie. Les pays africains, asiatiques et les autres pays amis devraient s'efforcer d'utiliser leur pouvoir pour modifier la situation qui règne en Namibie. Si on en venait à employer la force, il faudrait que les autres Etats Membres mettent en jeu les moyens militaires qu'ils possédaient pour appliquer la résolution des Nations Unies. Ce faisant, non seulement ils rempliraient leur devoir sacré à l'égard du peuple de Namibie, mais ils contribueraient aussi à relever le prestige de l'ONU. La plus grande menace à l'existence de l'ONU était précisément son incapacité d'appliquer ses propres résolutions. Pour éviter le retour d'une telle situation, les autres pays ne devaient pas attendre que les grandes puissances fassent quelque chose, mais se grouper pour agir dans le sens de la justice et de l'honneur.

158. La SWAPO avait décidé, depuis longtemps, qu'elle ne pouvait compter entièrement sur l'ONU pour libérer le pays. Elle reconnaissait que l'ONU avait une responsabilité à l'égard de la population de la Namibie et la priait vivement de s'en acquitter, mais elle pensait que c'était à la Namibie elle-même de créer les conditions qui apporteraient la liberté et l'indépendance à son peuple. Une fois ces conditions réunies — et elles l'étaient — il demandait instamment aux pays africains, asiatiques et aux autres pays amis de venir l'aider sans attendre pour voir ce que feraient les grandes puissances.

159. Depuis juillet 1966, la situation avait changé radicalement en Namibie. Le 26 août, après l'arrêt de la Cour internationale de Justice, ayant compris depuis longtemps que la Namibie pouvait être libérée, la SWAPO avait lancé la lutte armée, et, depuis lors, avait livré plus d'une bataille contre l'armée sud-africaine dans le nord du territoire. L'Afrique du Sud avait répondu avec la brutalité qui la caractérise, d'abord en appliquant la loi sur la répression du communisme en Namibie, puis en arrêtant les chefs de la SWAPO chez eux. Depuis, le gouvernement avait examiné en deuxième lecture un projet de loi contre le terrorisme, encore plus répressif, qui prévoyait la peine maximum de pendaison pour un délit tel que le "terrorisme", le "refus de donner des renseignements à la police" ou bien "la détention d'armes à feu". Environ 200 Namibiens, dont le Président par intérim de la SWAPO, son secrétaire général par intérim et un membre éminent de son Bureau exécutif national, étaient détenus sans jugement dans les prisons sud-

africaines. Le secrétaire général par intérim avait disparu; il aurait été torturé à mort à Pretoria. Si la SWAPO avait recours aux armes pour libérer le pays, c'était sans illusion quant aux réactions du régime sud-africain. Elle n'espérait aucune grâce et n'en accorderait aucune. Les lois adoptées récemment visaient essentiellement la SWAPO. C'était la première fois que l'Afrique du Sud était défiée par des Africains armés.

160. Maintenant qu'elle avait commencé à combattre par les armes pour libérer la Namibie, la SWAPO ne fléchirait pas jusqu'à la victoire finale. Le grand objectif de la SWAPO était d'établir une République de Namibie; pour ce faire, elle était prête à engager une guerre prolongée. Elle prévoyait une période de mort et de destruction non seulement en Namibie mais dans toute l'Afrique australe. Si la mort, le sang et la destruction étaient le prix à payer pour libérer le pays, alors la SWAPO jurait à la république raciste d'Afrique du Sud, à la communauté internationale et à l'ONU que le monde verrait la mort, le sang et la destruction comme jamais auparavant, tant que la Namibie ne serait pas absolument libre.

161. M. Kunguwa, parlant au nom de la SWAPO, a dit que les Etats africains étaient décidés à débarrasser le Sud-Ouest africain du colonialisme et de l'*apartheid*. L'échec de leurs efforts en vue de résoudre pacifiquement le problème en ayant recours à la Cour internationale de Justice avait confirmé non seulement que le problème était politique plus que juridique, mais aussi qu'il fallait revoir la composition de nombreux organes de l'ONU, compte tenu de l'évolution des conditions. Le problème du Sud-Ouest africain, malgré son caractère complexe, était en soi un problème simple: la décolonisation du territoire.

162. Si l'ONU n'était pas prête à prendre des mesures efficaces et si la population du Sud-Ouest africain n'était pas prête à se sacrifier pour la patrie, l'Afrique du Sud resterait maîtresse du territoire. On n'avait jamais rien obtenu d'utile sans lutter. De toute façon, tout ce que faisait la SWAPO avait été décidé par la population de la Namibie dans son ensemble. Les jeunes gens du Sud-Ouest africain qui mouraient au moment même où M. Kunguwa s'adressait au Comité spécial ne regrettaient pas leur sacrifice.

163. Certains Membres de l'ONU n'avaient montré qu'apathie et absence d'initiative dans cette affaire, tandis que d'autres avaient délibérément refusé de coopérer. La population du Sud-Ouest africain ne se laissait pas tromper par les discours ergoteurs et hypocrites. L'ONU était directement responsable de la mort des jeunes Africains du Sud-Ouest dans les mines, dans les fermes, dans la forêt et les montagnes de leur patrie. Quoi qu'il en soit, le représentant de la SWAPO était sûr que, tout comme la République-Unie de Tanzanie, ancienne colonie allemande et ancien territoire sous mandat, avait obtenu son indépendance, le peuple du Sud-Ouest africain deviendrait maître chez lui. Aucune puissance au monde ne pouvait arrêter le cours inévitable de l'histoire en Afrique. La Namibie, partie intégrante de l'Afrique, était protégée par la Déclaration des chefs d'Etat africains selon laquelle toute tentative du Gouvernement sud-africain pour annexer une partie quelconque du Sud-Ouest africain serait déclarée acte d'agression.

164. Cela étant, la population du Sud-Ouest africain était déterminée à libérer sa patrie de la domination étrangère. Il ne fallait pas oublier que l'Afrique

du Sud n'avait pas conquis ce territoire, mais qu'on le lui avait confié pour qu'elle s'acquitte de devoirs bien précis: favoriser le bien-être matériel et moral et le progrès social des habitants autochtones jusqu'à ce qu'ils soient capables de gouverner leur pays et de gérer leurs propres affaires. Violant totalement le Mandat qui lui avait été confié, le Gouvernement sud-africain avait introduit dans le territoire son infâme politique d'*apartheid*, qui avait divisé la nation et empêché le progrès de sa population. L'Afrique du Sud imposait ses lois au territoire, déterminait les pouvoirs et le système du gouvernement et décidait de la structure de sa société. Faisant du commerce avec le territoire, l'Afrique du Sud imposait aussi en grande partie les conditions dans lesquelles ce dernier pouvait en faire avec d'autres pays. C'est ainsi que l'Afrique du Sud contrôlait l'économie du Sud-Ouest africain et le cours de son développement.

165. Le système de la main-d'œuvre exportée sous contrat, qui revenait en fait à l'esclavage, était une institution normale au Sud-Ouest africain et avait été introduit dans le cadre d'un plan visant à exterminer la population autochtone et empêcher la croissance de la nation namibienne. Cette institution néfaste et de triste renommée était appliquée par les administrateurs avec la coopération de diverses grandes compagnies fonctionnant dans le territoire. Ces compagnies pillaient sans merci les ressources naturelles de la région et dépouillaient les habitants autochtones de leurs biens en violation directe de la résolution 1899 (XVIII) adoptée par l'Assemblée générale le 13 novembre 1963. Ces compagnies avaient des activités en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain, elles jouissaient de l'appui de certains Membres de l'ONU, et méprisaient les résolutions de l'Assemblée générale. Elles avaient aidé l'Afrique du Sud à renforcer son potentiel militaire et en avaient fait une puissance nucléaire pour recueillir des bénéfices allant de 25 à 45 p. 100 grâce à la répression brutale et à l'exploitation de la population autochtone.

166. La SWAPO dénonçait avec la plus grande vigueur et la plus grande indignation l'annonce par le régime raciste d'Afrique du Sud qu'un bantoustan allait être établi en Ovamboland. Elle avait l'intention de ne pas tenir compte de cette déclaration. Les manœuvres psychologiques de ce genre n'auraient aucun effet sur l'issue du combat pour la liberté et l'indépendance. Par ailleurs, le pétitionnaire a insisté sur le fait que, dans son combat pour l'émancipation, son pays n'avait absolument aucun intérêt à entretenir la guerre froide. Au contraire, il avait besoin de la coopération de tous les Membres de l'ONU unis pour atteindre l'objectif souhaité. Les conflits idéologiques étaient un luxe que le Sud-Ouest africain ne pouvait se permettre.

167. La population du Sud-Ouest africain regrettait profondément que certaines puissances n'aient pas voté pour la résolution présentée récemment par les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et qu'ils aient agi ainsi pour des raisons économiques ou autres; elle les suppliait de songer aux conséquences de leur complaisance à l'égard de l'Afrique du Sud et de considérer leur situation. Elle les prévenait que leur attitude favorisait en Afrique australe une situation qui était celle de l'Europe en 1939.

168. Pendant son séjour au centre de soins et de rééducation Rusk, le pétitionnaire avait distribué un grand nombre de prospectus sur la création d'une école à l'intention des jeunes du Sud-Ouest africain qui

n'avaient pas reçu d'éducation dans leur pays. Malheureusement, le projet ne s'était pas réalisé. L'ONU avait dit que le Sud-Ouest africain obtiendrait son indépendance en juin 1968. Mais ce ne serait qu'un simulacre d'indépendance si la population n'était pas d'abord préparée à assumer ses responsabilités futures. La SWAPO voulait représenter toute la population du territoire, sans considération de race, de couleur, de religion ou d'origine nationale. Son plus grand désir était d'obtenir la liberté, la justice et le respect de la dignité humaine et d'éliminer la pauvreté, la maladie, l'analphabétisme, les inégalités raciales et tout ce qui portait atteinte à la personne humaine. Elle voulait réaliser la compréhension mutuelle et la coopération entre tous les Namibiens pour qu'ils construisent une société forte, fondée sur la volonté et la participation spontanée de toute la population. Toutes les activités utiles à la société seraient encouragées et orientées vers l'intérêt général en vue de satisfaire les besoins réels de la population. Tous les citoyens auraient des chances égales de recevoir leur part dans le progrès vers la prospérité. L'enseignement serait obligatoire et la propriété privée respectée.

169. Répondant à une question, le pétitionnaire a dit qu'il y avait des réfugiés du Sud-Ouest africain en République-Unie de Tanzanie, leur principal refuge, en Zambie et au Botswana. Tous avaient un besoin urgent d'éducation. Ils n'en avaient pas reçu dans leur propre pays à cause de la loi dite loi sur l'éducation des Bantous. Ses compatriotes seraient extrêmement reconnaissants si l'on pouvait trouver le moyen d'installer une école en Zambie ou en République-Unie de Tanzanie. Un missionnaire de la République-Unie de Tanzanie lui avait dit que quatre établissements scolaires étaient disponibles et pourraient accueillir des étudiants réfugiés à condition d'avoir les fonds nécessaires. Ce même missionnaire pouvait aussi trouver des enseignants. Malheureusement, on ne pouvait rien faire sans argent. S'il était possible de recueillir les fonds nécessaires par l'intermédiaire des bons offices d'un pays quelconque, la population du Sud-Ouest africain manifesterait sa gratitude à ce pays.

170. Le représentant de l'*Union des Républiques socialistes soviétiques* a dit, à propos des déclarations des pétitionnaires, qu'il était indispensable de condamner sans équivoque le régime sud-africain pour avoir refusé d'appliquer la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale ainsi que les pays qui entraîneraient la mise en œuvre de cette résolution et permettaient à la domination coloniale de se perpétuer.

171. Le représentant de l'URSS a signalé le danger tout particulier que constituait la nouvelle politique du Gouvernement de Pretoria, qui prétendait accorder l'autonomie à l'Ovamboland. Cette politique des "bantoustans" n'était pas nouvelle. Elle avait déjà été appliquée en Afrique du Sud. Cette prétendue autonomie n'était qu'une fiction destinée à tromper l'opinion publique et à empêcher l'accession du pays à l'indépendance, en morcelant le territoire en de nombreuses provinces.

172. En réalité, il faudrait exiger que l'Afrique du Sud abandonne immédiatement le Sud-Ouest africain, en retire ses troupes et son administration et permette aux combattants de la liberté de rentrer chez eux. Le Sud-Ouest africain ne pourrait obtenir son indépendance que lorsque les racistes auraient été chassés et lorsque l'administration raciste qui dominait ce territoire aurait été liquidée. Pour cela, il fallait que les

puissances occidentales, notamment le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne et les Etats-Unis d'Amérique, cessent d'aider l'Afrique du Sud. C'est pourquoi de nombreuses délégations avaient insisté sur la responsabilité particulière qui incombait aux puissances occidentales qui avaient des intérêts financiers et économiques en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain. L'Assemblée générale avait le devoir de demander à ces Etats de prendre des mesures économiques, diplomatiques et autres afin de faire pression sur le Gouvernement sud-africain pour qu'il abandonne le Sud-Ouest africain.

173. Il ne fallait pas créer l'impression que les Nations Unies n'avaient fait que remplacer le Mandat sur le Sud-Ouest africain par la tutelle de l'ONU. Tout régime de tutelle représentait un danger pour les mouvements de libération et risquait de retarder l'accession du Sud-Ouest africain à l'indépendance. Une administration composée non pas de représentants du territoire, mais d'étrangers ne saurait faire naître un Etat nouveau.

174. L'Union soviétique avait des doutes sérieux quant à l'efficacité des mesures prévues dans la résolution 2248 (S-V) de l'Assemblée générale. C'est pourquoi elle n'avait pas pu voter en sa faveur. En effet, l'Union soviétique était partisane d'une solution plus réaliste et plus radicale qui consistait à octroyer immédiatement et sans réserve l'indépendance au peuple du Sud-Ouest africain, ce qui n'excluait pas la possibilité de prendre des mesures en vue d'organiser des élections et de préparer la passation des pouvoirs dans les meilleures conditions.

175. L'Union soviétique, comme les pays afro-asiatiques et tous les Etats épris de liberté et d'indépendance, ferait tout ce qui était en son pouvoir pour trouver des moyens efficaces de libérer le peuple du Sud-Ouest africain du joug colonial raciste.

D. — DÉCISIONS PRISES PAR LE COMITÉ SPÉCIAL

176. A la 537^e séance, le 16 juin 1967, le représentant de l'Iran a présenté un projet de résolution (A/AC.109/L.412) au nom des pays suivants: Afghanistan, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Inde, Irak, Iran, Madagascar, Mali, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Syrie, Tunisie et Yougoslavie.

177. En présentant ce projet de résolution le représentant de l'Iran a souligné que ce texte avait pour seul objet de sauvegarder l'intégrité territoriale du Sud-Ouest africain conformément aux vœux de presque tous les membres de l'Assemblée générale.

178. Le 27 octobre 1966, l'Assemblée générale avait adopté la résolution 2145 (XXI) dans laquelle elle déclarait que l'Afrique du Sud avait perdu le droit d'administrer le territoire du Sud-Ouest africain. Le Gouvernement sud-africain avait pris depuis des dispositions en vue de mettre en œuvre l'odieux plan Odendaal, qui visait à morceler le Sud-Ouest africain en trois parties ou plus, dans l'espoir que cela permettrait à l'Afrique du Sud d'y perpétuer sa domination. Les premières mesures en vue du morcellement du territoire avaient déjà été prises dans l'Ovamboland et étaient sur le point d'être complétées.

179. La délégation iranienne qui, comme auteur des résolutions 2145 (XXI) et 2248 (S-V), s'était clairement prononcée dès le début pour l'indépendance et l'intégrité territoriale du Sud-Ouest africain, était révoltée par le mépris total que l'Afrique du Sud mani-

festait à l'égard de ces résolutions. Ce manque de respect pour l'Organisation constituait un défi grave qui ne saurait être passé sous silence.

180. Par le passé, l'intégrité territoriale du Sud-Ouest africain avait été réaffirmée presque à l'unanimité, notamment dans les déclarations sur l'Ovamboland faites à la cinquième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Tous les membres du Comité spécial s'étaient prononcés sans réserve en faveur de l'intégrité territoriale du Sud-Ouest africain. Les auteurs du projet de résolution espéraient donc que les membres du Comité condamneraient à l'unanimité les mesures prises ou envisagées par le Gouvernement sud-africain à l'égard de l'Ovamboland comme illégales et contraires aux dispositions des résolutions déjà mentionnées de l'Assemblée générale, et comme constituant une méconnaissance flagrante de l'autorité de l'Organisation des Nations Unies. Le représentant de l'Iran a prié instamment les membres du Comité spécial de voter à l'unanimité pour le projet de résolution.

181. Le représentant de l'Afghanistan, appuyant le projet de résolution, a souscrit entièrement aux déclarations du représentant de l'Iran et engagé les membres du Comité spécial à adopter le projet de résolution à l'unanimité.

182. Le représentant de Madagascar a remercié le représentant de l'Iran d'avoir bien voulu présenter le projet de résolution sur le Sud-Ouest africain: ce qu'il avait dit reflétait le sentiment de la majorité des membres du Comité spécial. La délégation malgache avait l'espoir que ce projet de résolution serait adopté à une large majorité.

183. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit, pour expliquer son vote, qu'à l'époque où le Gouvernement sud-africain avait fait connaître ses projets concernant l'Ovamboland, le Gouvernement des Etats-Unis avait exprimé ses inquiétudes et ses regrets. La création de bantoustans dans le territoire était contraire à la résolution de l'Assemblée générale interdisant à l'Afrique du Sud d'introduire des modifications importantes dans le territoire. La délégation des Etats-Unis avait donc l'intention de voter pour le projet de résolution A/AC.109/L.412, notant que l'Afrique du Sud n'avait pas encore donné suite à l'intention qu'elle avait exprimée à l'égard de l'Ovamboland et espérant que la nouvelle résolution inciterait le Gouvernement sud-africain à reconsidérer ses plans.

184. Le projet de résolution (A/AC.109/L.412) a alors été adopté à l'unanimité.

185. La résolution sur la question du Sud-Ouest africain (A/AC.109/250) adoptée par le Comité spécial à sa 539^e séance, le 19 juin 1967, est ainsi conçue:

"Le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

"Ayant entendu les déclarations des pétitionnaires,

"Rappelant la résolution 2074 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1965, et en particulier les paragraphes 5 et 6 de cette résolution, ainsi que les résolutions antérieures concernant la question du Sud-Ouest africain qui ont été adoptées par l'Assemblée générale et par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

"*Rappelant en outre* la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 27 octobre 1966, et en particulier le paragraphe 7 de cette résolution, ainsi que la résolution 2248 (S-V) de l'Assemblée générale, en date du 19 mai 1967, et en particulier la section I de cette résolution,

"*Profondément inquiet* des mesures prises par le Gouvernement sud-africain pour modifier le statut de l'Ovamboland, qui fait partie intégrante du Sud-Ouest africain, par l'institution d'une prétendue autonomie,

"*Considérant* que ces mesures sont une extension du système d'*apartheid* et de discrimination raciale universellement condamné et constituent une méthode pour fragmenter le territoire en vue de dissimuler la domination exercée par l'Afrique du Sud,

"1. *Réaffirme* l'intégrité territoriale du Sud-Ouest africain et le droit inaliénable de son peuple à la liberté et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies, à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et à toutes les autres résolutions pertinentes concernant le Sud-Ouest africain;

"2. *Condamne* les mesures prises et proposées par le Gouvernement de l'Afrique du Sud en ce qui concerne l'Ovamboland, qui sont illégales et contraires aux résolutions susmentionnées de l'Assemblée générale et qui constituent un défi à l'autorité des Nations Unies."

E. — RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES SUR LE TERRITOIRE

Procès de 37 personnes originaires du Sud-Ouest africain accusées par l'Afrique du Sud d'avoir commis des actes de terrorisme

186. Comme on l'a signalé plus haut (par. 34 à 53), la police sud-africaine a arrêté de nombreux habitants du Sud-Ouest africain depuis que les activités de guérilla ont commencé en Ovamboland en 1966. Un grand nombre de personnes arrêtées ont été apparemment transférées dans des prisons d'Afrique du Sud et gardées au secret pendant de nombreux mois sans être inculpées ou mises en jugement.

187. Le 22 juin 1967, toutefois, l'*Attorney-General* du Transvaal, M. R. W. Rein, a annoncé que 37 habitants du Sud-Ouest africain allaient être officiellement inculpés de participation à des activités terroristes et jugés sommairement sans jury par la Magistrate's Court de Pretoria. Parmi les personnes arrêtées figuraient le Président par intérim de la SWAPO, M. Nathaniel Maxuiriri, le secrétaire général par intérim, M. Ja Otto, le secrétaire pour les relations avec l'étranger, M. Jason Mutumbulua, et le secrétaire régional pour le nord, M. Toivo Ja Toivo. Vingt et une des personnes inculpées étaient désignées comme étant soit des ouvriers agricoles, soit des chômeurs; il y avait également quatre agriculteurs, trois fermiers, deux enseignants, un mécanicien et un employé de bureau. La profession des autres personnes n'était pas connue. Le procès devait s'ouvrir à Pretoria le 7 août 1967.

188. M. Rein aurait déclaré que la preuve serait faite que 18 des inculpés avaient suivi un entraînement dans divers pays et que sept d'entre eux étaient des dirigeants politiques de la SWAPO.

189. M. Rein aurait ajouté que la preuve serait faite que la SWAPO était responsable de l'entraînement de terroristes dans des pays étrangers et en

Ovamboland. Il serait démontré, a-t-il déclaré, que tous les inculpés participaient à une conspiration visant à renverser le Gouvernement actuel du Sud-Ouest africain pour le remplacer par un gouvernement composé de membres de la SWAPO.

190. D'autre part, des armes à feu, y compris des armes automatiques, ainsi que des munitions et diverses autres armes, devaient également être produites comme pièces à conviction. On indiquait d'autre part que l'accusation avait l'intention de produire entre 150 et 160 témoins, ainsi que quelque 500 pièces à conviction de caractère documentaire.

191. Il a été annoncé par la suite que les 37 inculpés devaient comparaître devant le juge principalement pour avoir enfreint la récente loi sur le terrorisme (*Terrorism Act*, n° 83 de 1967), et accessoirement pour infraction à la loi sur la répression du communisme. En vertu de la loi sur le terrorisme, toute personne reconnue coupable de certains des faits reprochés aux inculpés peut être condamnée à mort.

192. La loi sur le terrorisme a été adoptée pendant la session de cette année du Parlement sud-africain et promulguée le 21 juin 1967, c'est-à-dire un jour seulement avant la publication des faits reprochés aux inculpés et postérieurement à l'adoption des résolutions de l'Assemblée générale retirant à l'Afrique du Sud le mandat sur le Sud-Ouest africain.

193. Aux termes de cette loi, quiconque est reconnu responsable des faits indiqués ci-après sera déclaré coupable du délit de participation à des activités terroristes et passible, s'il est condamné, des peines prévues par la loi pour le crime de trahison, étant entendu que, sauf lorsque la peine de mort est prononcée, une peine d'emprisonnement pour une durée de cinq ans au minimum devra être obligatoirement imposée, qu'une autre peine soit imposée ou non :

a) Toute personne qui, avec l'intention de compromettre le maintien de l'ordre public dans la République ou dans toute partie de celle-ci, et agissant dans la République ou ailleurs, commet ou tente de commettre un acte quelconque, ou forme une entente délictueuse avec une autre personne pour faciliter ou permettre la perpétration de l'acte en question, ou qui incite, exhorte, ordonne, facilite, conseille, encourage ou permet la perpétration d'un acte quelconque par une autre personne; ou

b) Toute personne qui, dans la République ou ailleurs, se prête à un entraînement pouvant être utile à toute personne ayant l'intention de compromettre le maintien de l'ordre public, ou essaie de bénéficier de cet entraînement, ou y consent, ou prend des dispositions à cet effet, ou encore incite, exhorte, ordonne, facilite, conseille, encourage ou permet l'entraînement d'autrui, et qui ne peut prouver de façon suffisamment convaincante qu'elle ne s'est pas prêtée audit entraînement ou n'a pas essayé de s'y prêter, ou qu'elle n'y a pas consenti, n'a pas pris de dispositions à cet effet et n'a ni incité, ni ordonné, ni facilité, ni conseillé, ni encouragé, ni permis à quiconque d'autre de subir l'entraînement en question en vue de l'utiliser ou de le faire utiliser pour commettre un acte quelconque pouvant vraisemblablement avoir, dans la République ou dans toute partie de celle-ci, l'une des conséquences visées dans la subsection 2; ou

c) Toute personne qui se trouve en possession d'explosifs, de munitions, d'armes à feu ou d'armes quelconques, et qui ne peut prouver qu'elle n'avait pas l'intention d'utiliser ces explosifs, munitions, armes à

feu ou armes quelconques pour commettre un acte quelconque pouvant avoir dans la République, ou dans toute partie de celle-ci, l'une des conséquences visées dans la subsection 2.

194. La loi prévoit que les actes pouvant avoir des conséquences telles que gêner ou empêcher quiconque d'aider au maintien de l'ordre public, faciliter par l'intimidation la réalisation d'un objectif quelconque, provoquer ou faciliter le désordre en général, favoriser ou encourager la réalisation d'un objectif politique quelconque par la violence ou par la force ou encore avec l'aide d'un gouvernement étranger ou d'un organisme international de façon à causer des pertes financières importantes à toute personne ou à l'Etat, ou gêner l'administration des affaires de l'Etat, seront présumés, sauf preuve suffisamment convaincante du contraire, avoir été commis avec l'intention de compromettre le maintien de l'ordre public à l'intérieur de l'Etat.

195. La loi prévoit également que toute personne qui abrite ou cache un terroriste ou lui prête une aide quelconque se rend coupable d'un délit et est passible des mêmes peines que celles qui sont prévues pour le délit principal lui-même.

196. La loi prévoit que tout officier du rang de lieutenant-colonel ou au-dessus peut, s'il a des raisons de croire qu'une personne qui se trouve être en un lieu quelconque de la République est un terroriste ou cache à la police sud-africaine des renseignements relatifs aux terroristes ou à des délits contraires à la loi susmentionnée, arrêter ladite personne ou la faire arrêter sans mandat d'arrêt et la détenir ou la faire détenir pour interrogatoire dans ladite localité de la République, cela dans les conditions que le *Commissioner* de la police sud-africaine aura fixées conformément aux directives du Ministre de la justice et jusqu'à ce que le *Commissioner* ordonne la mise en liberté de ladite personne lorsqu'il sera convaincu que celle-ci a répondu de manière satisfaisante à toutes les questions lors de son interrogatoire.

197. Aux termes de la loi sur le terrorisme, les tribunaux supérieurs ou l'*Attorney-General* ont, sur le territoire de la République, compétence pour connaître de toute infraction visée par la loi en question et commise hors de leur ressort, exactement comme si elle avait été commise dans celui-ci. Le procès de toute personne accusée d'avoir enfreint cette loi peut se tenir à tout moment, et en un lieu quelconque du ressort de la division pertinente de la Cour suprême d'Afrique du Sud.

198. La loi prévoit également que toute personne accusée, sur le territoire de la République, d'avoir enfreint ladite loi comparaitra devant un juge en l'absence de tout jury.

199. La loi sur le terrorisme est rétroactive au 27 juin 1962, date à laquelle est entrée en vigueur la loi érigeant en crimes les actes de sabotage. Aux fins de cette loi, la République est définie comme comprenant le Sud-Ouest africain.

200. Les 37 ressortissants du Sud-Ouest africain ont comparu devant une *magistrate's court* de Pretoria le 27 juin 1967; on leur a demandé s'ils avaient pris des dispositions pour faire assurer leur défense. M. Jason Mutumbulua, l'un des inculpés, aurait répondu que cela leur était impossible du fait qu'ils étaient tous à plusieurs milliers de kilomètres de chez eux, et aurait demandé que le procès se tienne à

Windhoek, au Sud-Ouest africain, où ils auraient la possibilité d'obtenir des avocats pour assurer leur défense. Le magistrat a expliqué que le gouvernement avait ordonné que le procès se tienne à Pretoria et que cette décision ne pouvait être modifiée. M. Mutumbulua aurait déclaré que les inculpés n'étaient pas en mesure d'assurer eux-mêmes leur défense et demandaient qu'un avocat soit commis d'office. L'avocat de la défense nommé en l'occurrence était M. N. Phillips; on ignore comment ou par qui cette décision a été prise.

201. Le procès s'est ouvert à Pretoria le 7 août 1967. Les 37 accusés ont été inculpés d'entrée illégale sur le territoire du Sud-Ouest africain avec l'intention d'y provoquer la révolution et de s'emparer du pouvoir. On a prétendu qu'ils avaient reçu un entraînement terroriste dans divers pays et qu'ils avaient créé des camps d'entraînement dans l'Ovamboland pour y enseigner les méthodes de guérilla. Ils ont également été accusés d'avoir commis entre juin 1966 et mai 1967 des actes de terrorisme contre les fonctionnaires blancs ou africains et contre des fermiers et leurs propriétés.

202. Selon les communiqués de presse, l'acte d'accusation, long de 41 pages, contenait une longue liste de chefs d'accusation; 30 pages décrivaient en détail les lieux, précisaient les époques et le rôle joué par chacun des inculpés dans les activités terroristes dont ils étaient accusés. L'acte d'accusation comprenait également une liste de 81 complices, non traduits devant le tribunal, qui auraient participé à ces activités. On a allégué que certains des accusés avaient projeté d'assassiner trois chefs progouvernementaux; un chef aurait été assassiné.

203. L'avocat de la défense, M. N. Phillips, aurait contesté à l'Afrique du Sud le droit de juger les inculpés. En demandant le renvoi du procès au 11 septembre 1967, il a fait valoir que ce renvoi était notamment demandé afin de déterminer si la loi sur le terrorisme prenant rétroactivement effet en 1962, pouvait, dans la mesure où elle s'appliquait au Sud-Ouest africain, être invoquée par le Parlement sud-africain. Il a ajouté que cette question soulevait des problèmes de droit international. L'avocat de la défense a également fait valoir à l'audience que de nombreux accusés étaient illettrés et ne parlaient que l'ovambo.

204. On a signalé aussi que M. Phillips avait demandé au tribunal un complément d'information sur les chefs d'accusation, et notamment des détails précis quant aux buts et aux objectifs poursuivis par la SWAPO au cours de la période visée par l'acte d'accusation; il s'agissait en particulier de savoir quand et comment la SWAPO avait pris part au prétendu complot, comment elle participait à l'entraînement de guérilleros, comment elle conspirait pour susciter une hostilité entre Blancs et non-Blancs et comment elle essayait d'inciter par la menace les chefs ovambos à retirer leur soutien au gouvernement. L'avocat de la défense aurait ajouté que, étant donné que la défense de chaque inculpé devait être assurée séparément, le procès était compliqué par le fait que chacun d'entre eux était accusé d'avoir agi en collaboration avec d'autres. Il aurait en outre fait valoir que les actes allégués étaient fort nombreux et portaient, dans certains cas, sur une période de cinq ans. Dans d'autres cas, ces actes auraient été commis en pays étranger.

205. Le juge a fait droit à la demande tendant à renvoyer ce procès au 11 septembre 1967.

F. — REPRISE DE L'EXAMEN DE LA QUESTION
PAR LE COMITÉ SPÉCIAL

Introduction

206. Le Comité spécial a repris l'examen de la question du Sud-Ouest africain à ses 554^e, 556^e et 557^e séances, tenues à New York entre le 8 et le 12 septembre 1967. Le Comité était saisi de renseignements relatifs au procès de 37 ressortissants du Sud-Ouest africain accusés par l'Afrique du Sud d'activités terroristes, figurant dans un document de travail établi par le Secrétariat à sa demande (voir par. 186 à 205 ci-dessus). Le document du Secrétariat a été présenté par le Président à la 556^e séance du Comité, le 11 septembre 1967.

Pétitions écrites et auditions

207. Le Comité spécial a également fait distribuer les pétitions écrites suivantes concernant le Sud-Ouest africain.

Pétitionnaires

Cotes des documents

M. D. Nokwe, secrétaire général de l'African National Congress of South Africa (ANC).....	A/AC.109/PET.649/ Add.1
M. Jackson Kambode, secrétaire général de l'Union of South West Africa Workers (USWAW), et représentant principal du South West Africa National United Front (SWANUF) en Afrique orientale.	A/AC.109/PET.585/ Add.2
M. Jackson Kambode, secrétaire au travail, M. Isaiah Emvule, et M. Thomas Nepaya, South West Africa People's Organization (SWAPO).	A/AC.109/PET.585/ Add.3
M. G. H. Geingob, représentant de la SWAPO aux Etats-Unis d'Amérique	A/AC.109/PET.585/ Add.4
M. Ewald Katjivena, représentant de la SWAPO en Algérie.....	A/AC.109/PET.587/ Add.6
M. Sam Nujoma, président de la SWAPO	A/AC.109/PET.587/ Add.7
Le chef suprême David Goraseb.....	A/AC.109/PET.592/ Add.1
M. Preston T. Gibson.....	A/AC.109/PET.711

208. Le Comité spécial a entendu, au sujet du Sud-Ouest africain, le pétitionnaire suivant:

M. G. H. Geingob, représentant de la SWAPO aux Etats-Unis d'Amérique (A/AC.109/PET.587/Add.5). (554^e séance)

209. M. Geingob, parlant au nom de la SWAPO a déclaré que la Namibie, ou Sud-Ouest africain, avait été gouvernée, et mal gouvernée, par l'Afrique du Sud, du 17 décembre 1920 au 27 octobre 1966, date à laquelle l'Assemblée générale, par une majorité écrasante, avait adopté la résolution 2145 (XXI). Toutefois, malgré cette résolution, les racistes sud-africains continuaient à appliquer leur système barbare de suprématie blanche en Afrique du Sud. Ils avaient illégalement arrêté 37 ressortissants du Sud-Ouest africain et les avaient amenés en Afrique du Sud, où ils étaient restés prisonniers jusqu'au 11 septembre 1967. Parmi les personnes arrêtées se trouvaient le Président par intérim, le secrétaire aux affaires étrangères et le

secrétaire par intérim de la SWAPO. La majorité de ces patriotes avaient été accusés d'avoir pénétré au Sud-Ouest africain avec l'intention de susciter une révolution violente et de s'emparer du gouvernement. Certains pays traitaient de terroristes les combattants de la liberté du Sud-Ouest africain; cependant, le pétitionnaire a rappelé que la Déclaration de l'indépendance des Etats-Unis affirme que les peuples ont le droit de modifier ou d'abolir toute forme de gouvernement qui ne tire pas ses pouvoirs du consentement des gouvernés. La lutte révolutionnaire qui se déroulait actuellement en Afrique australe reflétait les exigences véritables et les aspirations de la population de cette partie du monde, qui était soumise à une oppression, une exploitation, une répression et une humiliation intolérables.

210. Même d'un point de vue purement juridique, l'arrestation des combattants de la liberté était condamnable. Tout d'abord, ces combattants avaient été arrêtés illégalement en territoire international (ONU); en deuxième lieu, ils avaient été privés du droit à un procès rapide, puisque certains d'entre eux étaient restés en prison pendant plus d'un an avant de comparaître devant le tribunal; en troisième lieu, ils étaient jugés en vertu d'une loi *ex post facto*; enfin, ils étaient jugés hors de leur pays et donc privés de l'assistance de conseils juridiques. En outre, leur arrestation illégale et leur transfert dans un pays étranger violaient les résolutions des Nations Unies et étaient contraires à l'autorité de l'ONU. Le pétitionnaire priait donc instamment les Nations Unies d'exiger la libération inconditionnelle de ces patriotes dont les terres, le bétail et autres possessions avaient été volés par l'Afrique du Sud.

G. — NOUVELLES DÉCISIONS PRISES
PAR LE COMITÉ SPÉCIAL

211. A la 556^e séance, le 11 septembre 1967, un projet de résolution (A/AC.109/L.428) a été soumis au Comité spécial, pour examen, par les pays suivants: Afghanistan, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Inde, Irak, Iran, Madagascar, Mali, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Syrie, Tunisie et Yougoslavie.

212. Présentant le projet de résolution des 13 puissances, le représentant de la République-Unie de Tanzanie a déclaré que l'arrestation par le Gouvernement sud-africain des 37 patriotes africains du Sud-Ouest africain constituait un acte de piraterie internationale, un enlèvement, qui violait ouvertement la lettre comme l'esprit de la décision de l'ONU établissant le statut international du Sud-Ouest africain, et constituait un défi délibéré à l'autorité de l'Organisation des Nations Unies. La délégation tanzanienne, de même que les délégations d'une écrasante majorité d'Etats Membres, avait toujours réclamé des mesures concrètes et rapides pour mettre fin aux crimes résultant de la politique et de la pratique de l'*apartheid*.

213. Bien que catégoriquement condamnés par les Nations Unies, l'*apartheid* et le colonialisme continuaient d'exister, principalement du fait de l'attitude complaisante de certains qui se laissaient guider par des intérêts égoïstes. Par contre, il était satisfaisant de constater que, dans le monde entier, les peuples coloniaux et les peuples épris de liberté étaient résolus à continuer la lutte pour mettre fin une fois pour toutes à ces régimes inhumains, comme le pétitionnaire entendu par le Comité à sa 554^e séance avait pu en témoigner.

214. Les membres du Comité spécial qui faisaient partie des groupes africain et asiatique et la Yougoslavie avaient élaboré un projet de résolution (A/AC.109/L.428) condamnant les arrestations illégales et priant les autorités sud-africaines de mettre un terme à tous les actes illégaux au Sud-Ouest africain et de libérer immédiatement les patriotes africains arrêtés. Adopter ce projet de résolution était le moins que puisse faire l'Organisation des Nations Unies. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a exprimé l'espoir que le Comité spécial adopterait sans hésitation ce projet de résolution, marquant ainsi sa solidarité envers le peuple du Sud-Ouest africain engagé dans la lutte pour sa libération.

215. Le représentant de l'Inde a fait part de la satisfaction qu'éprouvait sa délégation de constater que sa suggestion avait été si rapidement retenue par le Comité et concrétisée dans un projet de résolution. Depuis que la Cour internationale de Justice s'était prononcée sur l'affaire du Sud-Ouest africain, en juillet 1966, la communauté internationale s'était intéressée de très près à l'avenir des habitants de ce territoire. La question avait été examinée presque sans discontinuer par l'ONU, et il était normal que l'organe chargé de veiller aux intérêts des peuples coloniaux soit saisi de l'affaire une fois de plus. L'occasion était regrettable, puisqu'il s'agissait des habitants d'un territoire colonial qui étaient privés de leurs droits fondamentaux.

216. Du point de vue de la délégation indienne, les 37 ressortissants du Sud-Ouest africain détenus par le Gouvernement sud-africain n'étaient en aucune façon des terroristes. C'était des patriotes combattant pour leur droit à la liberté et à l'indépendance, et l'Inde avait toujours reconnu le droit des peuples coloniaux de lutter pour leur indépendance, quels que soient les moyens choisis par eux pour cette lutte. Comme leur procès devait s'ouvrir le jour même à Pretoria, il était tout à fait souhaitable que le projet de résolution soit présenté en même temps. Le représentant de l'Inde espérait que le Comité spécial pourrait mettre ce projet aux voix immédiatement puisqu'il ne soulevait aucune controverse.

217. Le représentant de la Bulgarie a appuyé sans réserve le projet de résolution. Ayant écouté avec indignation les déclarations des pétitionnaires du Sud-Ouest africain au sujet des activités criminelles du régime d'apartheid de Pretoria, il estimait que le projet de résolution était le moins que l'ONU pouvait faire à ce stade, à savoir condamner les actes contraires au droit du régime sud-africain et exiger la mise en liberté des 37 patriotes du Sud-Ouest africain. Le Comité spécial ne devait pas hésiter à condamner avec la plus grande énergie le régime d'apartheid d'Afrique du Sud.

218. Le représentant du Chili a dit qu'il approuvait entièrement le projet de résolution. Le Chili avait participé aux travaux de divers comités s'occupant des problèmes de la décolonisation et, à la dernière session ordinaire de l'Assemblée générale, sa délégation avait fait connaître sans équivoque son opinion sur la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain. Le projet de résolution dont le Comité était saisi rappelait les résolutions 2145 (XXI) et 2248 (S-V), qui avaient été adoptées à une écrasante majorité par l'Assemblée générale. Compte tenu du vote qu'il avait alors émis, le Chili ne pouvait qu'appuyer un projet qui condamnait l'arrestation illégale de 37 ressortissants du Sud-Ouest africain par le régime de Pretoria.

219. Le Chili s'associait également à l'appel adressé à l'Afrique du Sud, qui maintenait encore illégalement sa domination sur le Sud-Ouest africain, pour qu'elle sorte de l'illégalité. Pour toutes ces raisons, la délégation chilienne s'estimait être pratiquement un des auteurs du projet de résolution, qu'elle appuierait sans réserve. La nouvelle mesure prise par le Gouvernement sud-africain n'était que la confirmation d'une politique qu'il poursuivait depuis plusieurs années et que l'Assemblée générale avait catégoriquement condamnée.

220. La représentante des *Etats-Unis d'Amérique* a dit qu'elle partageait l'inquiétude des membres du Comité en ce qui concernait l'arrestation et le procès de 37 habitants du Sud-Ouest africain en vertu de la loi sur le terrorisme. Elle ne possédait pas tous les éléments des procès intentés aux accusés et devait, par conséquent, réserver son jugement sur les nombreuses questions qui pouvaient se poser, mais il était clair que la loi elle-même portait atteinte aux droits des habitants du territoire et au statut international de ce dernier. Cette loi rétroactive, qui permettait de priver les accusés de droits indispensables à la régularité et à l'équité du procès, fermait également la porte à toute possibilité d'exprimer pacifiquement des opinions divergentes dans le territoire, provoquant ainsi les actes qu'elle cherchait à punir. Elle était un nouvel exemple d'infraction aux stipulations du Mandat, analogue à celle qui avait amené l'Assemblée générale à adopter la résolution 2145 (XXI), retirant à l'Afrique du Sud le droit de continuer à administrer le Sud-Ouest africain. Dans la mesure où elle était appliquée au Sud-Ouest africain, la loi était sans valeur et violait le statut international du territoire.

221. Bien qu'il eût ainsi perdu ses droits sur le Sud-Ouest africain, le Gouvernement sud-africain n'en conservait pas moins des obligations envers la population du territoire, les Nations Unies et la communauté internationale, et devait notamment respecter les droits reconnus aux habitants du territoire par le Mandat et rendre compte de sa conduite à l'égard du territoire par l'intermédiaire de l'ONU ou par toute autre voie. De l'avis du Gouvernement des *Etats-Unis d'Amérique*, la nature de la loi et les responsabilités de l'Organisation à l'égard des habitants du territoire exigeaient que le Comité fasse appel au Gouvernement sud-africain pour qu'il renonce à ses poursuites et cesse d'appliquer la loi sur le terrorisme au Sud-Ouest africain. Cela ne voulait pas dire, bien entendu, que le territoire devait demeurer sans législation ni corps judiciaire indépendant chargé d'appliquer la loi, mais les dispositions de la loi sur le terrorisme étaient tellement contraires aux principes de la justice et de l'équité que son application au Sud-Ouest africain était inadmissible. La délégation des *Etats-Unis* voterait pour le projet de résolution.

222. Le représentant de l'Italie a déclaré que sa délégation voterait pour le projet de résolution. Toutefois, il tenait à préciser sa position quant au bien-fondé juridique de la condamnation contenue dans le projet de résolution. Compte tenu de la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale, l'illégalité de l'acte du Gouvernement sud-africain résidait dans la décision d'étendre l'application d'une loi sud-africaine au Sud-Ouest africain. C'était pour cette raison que l'Italie aurait préféré que le paragraphe 1 soit rédigé de manière à donner à la condamnation une portée plus large car, de l'avis du représentant de l'Italie, elle visait moins l'arrestation de 37 personnes que toute arresta-

tion ou procès d'autochtones du Sud-Ouest africain en vertu d'une loi étendue illégalement à ce territoire.

223. A sa 557^e séance, le Comité spécial a adopté le projet de résolution (A/AC.109/L.428) par 21 voix contre zéro, avec 2 abstentions. Le vote a eu lieu par appel nominal et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Bulgarie, Chili, Ethiopie, Finlande, Inde, Iran, Irak, Italie, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Pologne, Sierra Leone, Syrie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Venezuela, Yougoslavie.

Ont voté contre : néant.

Se sont abstenus : Australie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

224. Le représentant de l'Australie, expliquant son vote, a rappelé que sa délégation avait voté pour la résolution 2145 (XXI) et s'était abstenue lors du vote sur la résolution 2248 (S-V) de l'Assemblée générale. Ayant étudié le projet de résolution à la lumière des dispositions des deux résolutions de l'Assemblée générale, la délégation australienne était parvenue à la conclusion qu'elle ne pouvait voter en faveur dudit projet. Bien que la résolution 2248 (S-V) eût retiré le Mandat sur le Sud-Ouest africain à l'Afrique du Sud, celle-ci exerçait encore le contrôle sur le territoire, et l'emploi du terme "illégal" dans le projet de résolution pouvait signifier que tous les actes du Gouvernement sud-africain au Sud-Ouest africain étaient illégaux. Or, l'Australie estimait que jusqu'à mise en place d'une administration internationale au Sud-Ouest africain, il convenait que les autorités sud-africaines continuent d'assurer un contrôle effectif sur le territoire. C'était pourquoi sa délégation s'était abstenue.

225. Le représentant du Royaume-Uni, expliquant le vote de sa délégation, a rappelé que le projet de résolution qui venait d'être adopté découlait directement des résolutions 2145 (XXI) et 2248 (S-V) de l'Assemblée générale. La délégation britannique ayant expliqué à maintes reprises les raisons de ses réserves à l'égard de ces deux résolutions, lors du vote desquelles elle s'était abstenue, il lui semblait inutile de revenir sur cette question. A son avis, leur adoption avait donné naissance à de nombreux doutes et incertitudes sur le plan juridique. Dans ces conditions, elle avait été contrainte de s'abstenir également lors du vote sur le projet de résolution qui venait d'être adopté. Toutefois, son abstention n'impliquait aucun jugement quant à la valeur de ce projet de résolution.

226. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie, exerçant son droit de réponse, a remercié les membres du Comité spécial qui avaient eu la sagesse de voir où était la justice et de condamner la brutalité des méthodes du Gouvernement sud-africain.

227. En présentant le projet de résolution, la délégation tanzanienne avait expliqué les raisons des recommandations qui y figuraient. Pour les auteurs de ce projet, comme pour ceux qui avaient voté pour ce texte, le statut du Sud-Ouest africain était en effet parfaitement clair : l'ONU avait mis fin à tous les droits qui avaient pu, à un moment quelconque, être ceux du Gouvernement sud-africain. Seule l'Organisation avait autorité sur le territoire du Sud-Ouest africain. Même la plus petite infraction ne pouvait relever du régime de Pretoria. En tout état de cause,

le Comité spécial avait estimé qu'il devait exprimer sa solidarité avec la population du Sud-Ouest africain et l'aider dans sa lutte pour l'indépendance et pour la paix dans le monde. Cette dernière serait en effet menacée aussi longtemps que l'Afrique du Sud poursuivait sa politique d'apartheid au Sud-Ouest africain.

228. Le représentant de l'Uruguay a exprimé le regret que pour des raisons indépendantes de sa volonté, sa délégation n'ait pu participer au vote. Si elle avait été présente, elle aurait voté pour le projet de résolution, qui traitait d'une question sur laquelle sa position avait été largement exposée, tant au Comité spécial qu'à l'Assemblée générale, à l'occasion du vote des résolutions 2145 (XXI) et 2248 (S-V). A ces deux occasions, la délégation uruguayenne avait fait connaître ses vues sur cette question qui concerne non seulement l'ONU mais le monde entier.

229. Le Président a déclaré que vu l'urgence, il fallait espérer que le Secrétaire général veillerait à ce qu'il soit donné suite aussitôt que possible à la résolution qui venait d'être adoptée. Son texte devrait en outre être communiqué au Président du Conseil des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain.

230. Bien que ce ne soit pas l'usage, le Président, après l'adoption du projet de résolution, a insisté auprès de la République sud-africaine, au nom du Comité spécial, pour qu'elle tienne compte de l'appel qui venait de lui être lancé. Il a également prié les gouvernements qui ont encore une certaine influence auprès de celui de Pretoria d'attirer l'attention de celui-ci sur le fait que la communauté internationale désirait voir respecter le Sud-Ouest africain. Compte tenu de la position prise par l'Organisation à l'endroit du territoire, toute tentative de l'Afrique du Sud pour étendre à celui-ci ses lois racistes était contraire au droit et devait continuer à être condamnée par la communauté internationale.

231. Le Président a aussi exprimé l'espoir que toutes les organisations affiliées ou non aux Nations Unies aideraient l'ONU à faire entendre son appel en République sud-africaine.

232. La résolution concernant la question du Sud-Ouest africain (A/AC.109/271) adoptée par le Comité spécial à sa 557^e séance, le 12 septembre 1967, était ainsi conçue :

"Le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

"Ayant entendu la déclaration du pétitionnaire,

"Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 2145 (XXI) du 27 octobre 1966 et 2248 (S-V) du 19 mai 1967,

"1. Condamne l'arrestation illégale par les autorités sud-africaines de 37 ressortissants africains du Sud-Ouest africain en violation flagrante du statut international du territoire ;

"2. Demande aux autorités sud-africaines de mettre un terme à tous les actes illégaux dans le territoire international du Sud-Ouest africain et exige la mise en liberté immédiate des 37 ressortissants africains susmentionnés."

233. Le texte de la résolution a été transmis au Président du Conseil des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain le 12 septembre 1967 (voir A/AC.131/2).